

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

III

JX  
3  
A6

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



*Gymnastographie sur acier Bandran*

M José HIDALGO  
MINISTRE DU MEXIQUE A PARIS  
Juillet 1865

Amyot Edit Paris

Imp. Ch. Chardon aux Paris

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1865

---

## RECUEIL DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

---

TOME TROISIÈME

5<sup>e</sup> ANNÉE

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

1865

---

PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1969

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

1865

---

### I

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

FRANCE.

**Décret concernant le prix du port des papiers de commerce  
échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie et les  
habitants des colonies et établissements français.**

27 novembre 1864.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,  
A tous présents et à venir, salut :

Vu les lois des 3 mai 1853, 17 juin 1857 et 3 juillet 1861 ;

Vu les conventions qui règlent les rapports entre l'administration  
des postes de France et l'administration des postes de la Grande-  
Bretagne ;

Vu notre décret du 7 septembre 1863, portant dispositions sur le

mode de correspondance entre les postes de la métropole et les postes des colonies françaises, tant par la voie des paquebots-poste français que par celle des services britanniques ;

Sur la proposition de notre ministre des finances et de notre ministre de la marine et des colonies :

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le prix du port des papiers de commerce ou d'affaires échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des colonies et établissements français, d'autre part, tant par la voie des paquebots-poste français que par celle des services britanniques, sera perçu conformément au tarif ci-après :

COLONIES et établissements français d'origine ou de destination.	VOIES par lesquelles les papiers de commerce ou d'affaires peuvent être acheminés.	TAXES A PAYER PAR L'ENVOYEUR pour tout paquet de papiers d'affaires portant une adresse particulière et par chaque 200 grammes ou fraction de 200 grammes.				
		Taxe à percevoir au profit de l'administration des postes de la métropole.		Taxe à percevoir au profit de la colonie d'origine ou de destination.		Total.
		fr.	c.	fr.	c.	
Guadeloupe et dépendances, Martinique, Sénégal, établissements français en Cochinchine, île de la Réunion, Mayotte et dépendances, et Sainte-Marie de Madagascar.	paquebots-poste français ou anglais.	0	50	0	10	0 60
Établissements français dans l'Inde.	Idem. ....	0	80	0	10	0 90
Iles Saint-Pierre et Miquelon, Guyane française, établissements français de la côte d'Or et du Gabon, Nouvelle-Calédonie, îles des Pins, îles Loyalté.	paquebots-poste anglais.	0	50	0	10	0 60
Iles Marquises, îles Basses, îles de la Société.	Voie d'Angleterre et de Panama	1	»	0	10	1 10

Art. 2. Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article précédent, les papiers de commerce ou d'affaires devront être placés sous bandes ou de manière à pouvoir être facilement examinés dans les bureaux de poste par l'intermédiaire desquels ces papiers seront acheminés et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu.

Les papiers de commerce ou d'affaires qui ne rempliront pas ces conditions ou dont le port n'aura pas été acquitté par les envoyeurs conformément aux dispositions dudit article, seront considérés et taxés comme lettres.

Art. 3. Les échantillons de marchandises qui seront expédiés au

moyen des services britanniques, soit de la France et de l'Algérie, pour la Guadeloupe et dépendances, la Martinique, le Sénégal, les établissements français en Cochinchine, l'île de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, les établissements français dans l'Inde, les îles Saint-Pierre et Miquelon, la Guyane française, les établissements français de la côte d'Or et du Gabon, la Nouvelle-Calédonie, l'île des Pins, les îles Loyalth, les îles Marquises, les îles Basses et les îles de la Société, soit de ces colonies et établissements français pour la France et l'Algérie, jouiront, sous les conditions exprimées dans l'art. 3 de notre décret sus-visé du 7 septembre 1863, des modérations de taxe accordées aux imprimés de la même origine pour la même destination acheminés également au moyen des services britanniques.

Art. 4. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1865.

Art. 5. Nos ministres des finances et de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Palais de Compiègne, le 27 novembre 1864.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le ministre des finances,

ACHILLE FOULD.

Le ministre de la marine et des colonies,

P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

---

## FRANCE — PRUSSE.

**Convention conclue, le 27 décembre 1864, entre la France et la Prusse, pour la taxe des dépêches télégraphiques.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Prusse, désirant assurer aux correspondances télégraphiques de leurs États respectifs les avantages d'un tarif uniforme et réduit, et faciliter le partage des taxes perçues de part et d'autre, ont résolu de conclure une Convention spéciale, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion



d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi de Prusse, M. le comte de *Goltz*, chevalier de son ordre royal de l'Aigle-Rouge de première classe, etc., etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus d'appliquer aux correspondances télégraphiques échangées entre leurs États, à l'exception, en ce qui concerne la Prusse, du territoire du Hohenzollern, les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La taxe des dépêches télégraphiques échangées entre un bureau quelconque de France (y compris la Corse) et tout bureau prussien situé à l'ouest du Weser et de la Werra, est fixée à trois francs (vingt-quatre silbergros).

Art. 2. La taxe des dépêches télégraphiques échangées entre un bureau quelconque de France (y compris la Corse) et tout bureau prussien situé à l'est du Weser et de la Werra, est fixée à quatre francs (un thaler, deux silbergros).

Art. 3. Ces taxes sont applicables aux dépêches de un à vingt mots. Elles sont augmentées de moitié par chaque dizaine de mots ou fraction de dizaine de mots au-dessus de vingt mots.

Art. 4. La taxe des dépêches télégraphiques échangées entre la Prusse et un bureau d'Algérie ou de Tunisie est formée de la taxe d'une dépêche d'origine française pour la même destination, augmentée d'une taxe de un franc cinquante centimes pour les dépêches en provenance ou à destination d'un bureau prussien situé à l'ouest du Weser et de la Werra, et d'une taxe de deux francs pour les dépêches en provenance ou à destination d'un bureau prussien situé à l'est du Weser ou de la Werra. Cette règle est applicable, soit que la dépêche suive une voie exclusivement télégraphique, soit qu'à défaut de communications de cette nature elle suive la voie mixte par poste et télégraphe.

Art. 5. Lorsque, par suite d'interruption des communications directes entre la France et la Corse, les dépêches à échanger entre la Prusse et la Corse devront être transmises par l'intermédiaire des lignes télégraphiques du royaume d'Italie, la taxe afférente à ces dépêches sera augmentée de la somme perçue pour ce parcours par le Gouvernement italien.

Art. 6. Les dépêches télégraphiques en provenance ou à destination de bureaux télégraphiques qui n'appartiennent pas aux deux États contractants et parcourant leurs lignes respectives, sont taxées d'après les tarifs stipulés dans les Conventions télégraphiques conclues avec

les gouvernements dont ces bureaux relèvent. Mais les Hautes Parties contractantes se promettent leur mutuel concours pour faire prévaloir auprès de ces gouvernements l'admission des réductions de taxes établies par la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, en même temps, la faculté de réduire, de son propre mouvement, le prix du transit de ces dépêches sur ses lignes, sans que l'autre partie soit obligée à introduire dans son propre tarif une semblable réduction.

Art. 7. Lorsqu'une dépêche à transmettre entre la France et la Prusse aura été dirigée vers sa destination par l'intermédiaire de lignes étrangères aux deux États contractants, il ne sera perçu aucun supplément de taxe, ni sur l'expéditeur, ni sur le destinataire; et la somme due pour le parcours des lignes étrangères restera à la charge de celle des deux administrations qui aura rendu nécessaire l'emploi de cette voie détournée.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes n'ont aucun compte à se rendre à l'égard des taxes respectivement perçues pour les correspondances échangées entre la France et la Prusse exclusivement, chacune d'Elles déclarant consentir à ce que l'autre conserve l'intégralité des sommes encaissées pour ses correspondances par ses propres bureaux. Exceptionnellement, à l'expiration de chaque trimestre, un décompte sera fait entre les deux administrations télégraphiques à l'égard des taxes afférentes aux dépêches à destination ou en provenance d'Algérie et de Tunisie, ainsi qu'aux dépêches à destination de la Corse, dans le cas d'interruption des communications directes entre la France et ce département.

Art. 9. Toutes les règles relatives aux détails du service commun aux États contractants sont déterminées de concert entre les deux administrations télégraphiques.

Art. 10. Les dispositions de la présente Convention sont applicables à tous les bureaux que la Prusse possède hors de son territoire. S'il existe dans une même ville, concurremment avec le bureau prussien, un bureau télégraphique appartenant à un autre État, la Prusse sera de plein droit traitée, par sa correspondance avec la France, comme l'État le plus favorisé, lors même que le tarif qui deviendrait par suite applicable à la correspondance du bureau prussien serait inférieur au tarif résultant des dispositions de la présente Convention.

Art. 11. Les dispositions consacrées par la Déclaration du 19 mars 1859 et concernant les tarifs des correspondances échangées entre les bureaux frontières des deux États respectifs sont et demeurent abrogées.

Art. 12. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1865. Elle sera considérée comme étant conclue pour un



temps indéterminé et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où la dénonciation en sera faite.

Art. 13. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications respectives en seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 27 décembre 1864.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : Baron DE GOLTZ.

## FRANCE — ZOLLVEREIN.

**Acte d'accession de l'électorat de Hesse à la Convention littéraire conclue le 2 août 1862<sup>1</sup>, entre la France et la Prusse. Cassel, le 8 février 1865.**

### DÉCLARATION.

S. A. R. l'Électeur de Hesse ayant accédé à la Convention conclue entre la France et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, par la déclaration d'accession dont la teneur suit :

### DÉCLARATION D'ACCESSION.

Le soussigné, Ministre de la maison électorale et des affaires étrangères, en conséquence des autorisations qu'il a reçues à cet effet de S. A. R. l'Électeur de Hesse, déclare, en considération de l'article 17 de la Convention du 2 août 1862, conclue entre S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, que le Gouvernement électorale est déterminé à accéder à ladite Convention, et a réclamé, pour cet effet, l'obligeant intermédiaire du Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse.

En foi de quoi le soussigné a signé la présente déclaration et y a fait apposer le sceau du département des affaires étrangères.

Cassel, 8 février 1865.

(L. S.) ABÉE.

1. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 366.

Le Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, dûment autorisé, déclare que le Gouvernement impérial accepte formellement ladite accession et s'engage à exécuter envers S. A. P. l'Électeur de Hesse toutes les stipulations contenues dans ladite Convention.

En foi de quoi le soussigné a signé la présente Déclaration et l'a revêtue du cachet de ses armes.

Fait à Paris, le 6 mars 1865.

(L. S.) DROUYN DE LHUYS.

Ont également accédé à la convention littéraire :

Principauté de Reuss, ligne cadette.....	11	mars	1865
Duché de Saxe-Altenbourg.....	18	—	—
Duché de Brunswick.....	29	—	—
Duché de Saxe-Meiningen.....	6	avril	—
Grand-Duché de Saxe-Weimar.....	26	—	—
Grand-Duché d'Oldenbourg.....	5	mai	—
Pincipauté de Schwarzbourg-Sendershausen.....	19	—	—
— Schwarzbourg-Rudolstadt.....	19	—	—
Landgraviat de Hesse-Hombourg.....	21	avril	—
Principauté de Waldeck et Pyrmont.....	26	—	—
— Reuss, branche aînée.....	6	mai	—
Duché de Saxe-Cobourg-Gotha.....	12	—	—

## FRANCE — SUÈDE ET NORWÈGE.

**Traité de commerce conclu, le 14 février 1865, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et M. *Armand Béhic*, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;



Et S. M. le Roi de Suède et de Norwége, M. *Georges-Nicolas* baron *Adelsward*, grand-croix de l'ordre de l'Étoile polaire de Suède, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants de la France et des Royaumes-Unis ; ils ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevées que ceux qui seront perçus sur les nationaux ; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

2. Les objets d'origine ou de manufacture suédoise ou norvégienne, énumérés dans le tarif A joint au présent Traité seront admis en France, lorsqu'ils seront importés directement par mer, sous pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, aux droits fixés par ledit tarif, décimes additionnels compris.

Ces importations auront lieu conformément aux stipulations des Traités conclus par la France, avec la Grande-Bretagne, les 23 janvier, 12 octobre et 16 novembre 1860 ; avec la Belgique, le 1<sup>er</sup> mai 1861 et le 12 mai 1863 ; avec l'Italie, le 17 janvier 1863, et avec la Suisse, le 30 juin 1864.

3. Les objets d'origine ou de manufacture française, énumérés dans les tarifs B et C joints au présent Traité, seront admis en Suède et en Norwége aux droits de douane respectivement fixés par lesdits tarifs.

4. Il ne pourra être établi à l'exportation des marchandises de France dans les Royaumes-Unis, et réciproquement, un régime moins favorable que celui actuellement en vigueur.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements des États respectifs.

5. Si l'une des Hautes-Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise nouveau ou un supplément de droit d'accise sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal.

6. Les marchandises de toute nature originaires de France et importées dans les Royaumes-Unis, et réciproquement, les marchandises de toute nature originaires des Royaumes-Unis et importées en France, ne pourront être assujetties à des droits quelconques d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale. Toutefois les droits à l'importation pourraient être augmentés des sommes que représenteraient les frais occasionnés aux producteurs nationaux par le système de l'accise.

7. Les eaux-de-vie et esprits de raisin en cercle, provenant de France et importés directement par mer en Suède, seront admis à des droits identiques à ceux qui grèvent ou grèveraient les esprits de fabrication suédoise ; toutefois, ces droits seront augmentés d'une surtaxe de trente ores par kanna suédoise, correspondant à seize francs l'hectolitre d'alcool pur à cent degrés, laquelle surtaxe sera diminuée d'un centième par chaque degré au-dessous de cent degrés que contiendraient ces esprits pesés à la température de quinze degrés avec l'alcoomètre *Gay-Lussac*.

Les eaux-de-vie de même nature en bouteilles ou cruchons seront, sans distinction de degrés, taxées, à l'entrée en Suède, comme l'alcool pur.

Pour établir que les eaux-de-vie sont de raisin et d'origine française, l'importateur devra présenter à la douane suédoise, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de production, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par le consul ou vice-consul des Royaumes-Unis du port d'embarquement. Les consuls ou vice-consuls légaliseront gratuitement la signature des autorités locales.

Les eaux-de-vie et esprits de toute nature en cercles, sauf le rhum et l'arack, importés de France en Norwége, seront admis à des droits identiques à ceux qui grèvent ou grèveraient les esprits de fabrication nationale. Toutefois ces droits seront augmentés d'une surtaxe de quinze francs l'hectolitre, correspondant à deux skillings par livre norvégienne, d'alcool pur à cent degrés, laquelle surtaxe sera diminuée d'un centième par chaque degré au-dessous de cent degrés que contiendraient ces esprits pesés à la température de quinze degrés avec l'alcoomètre *Gay-Lussac*.

Les eaux-de-vie en bouteilles ou en cruchons et les liqueurs seront, sans distinction de degrés, taxées, à l'entrée en Norwége, comme l'alcool pur.

8. La Suède et la Norwége s'engagent à ne point soumettre, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1866, le sucre raffiné importé dans les Royaumes-Unis, à un droit de douane surpassant de plus de cinquante pour cent le

droit de douane moyen fixé dans chacun des États pour l'importation du sucre brut.

9. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux États, seront soumis, dans l'autre, au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

10. Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit. Chacune d'elles s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tous privilèges ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, qu'elle pourrait accorder à une tierce Puissance. Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

11. Les produits non originaires de Suède ou de Norwège, importés des Royaumes-Unis en France, par mer, sous pavillon de l'une des Puissances contractantes, ne seront pas soumis à des surtaxes plus élevées dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France, sous pavillon français, d'ailleurs que du pays d'origine. Toutefois, pour les cafés, la surtaxe ne dépassera pas cinq francs par cent kilogrammes, décime compris.

12. En ce qui concerne les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, les dessins et marques de fabrique ou de commerce, les sujets de chacun des États respectifs jouiront, dans l'autre, de la même protection que les nationaux.

Il n'y aura lieu à aucune poursuite à raison de l'emploi, dans l'un des Pays, des marques de fabrique de l'autre, lorsque la création des marques dans le pays de provenance des produits remontera à une époque antérieure à l'appropriation de ces marques, par dépôt ou autrement dans le pays d'importation.

13. Les dispositions du présent Traité sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises des Royaumes-Unis.

Les produits du sol ou de l'industrie de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement, à leur importation dans les colonies de l'autre Pays, de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront, par la suite, accordés aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

14. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Suède et en Norwège par des commis



voyageurs des maisons françaises, ou en France par des commis voyageurs des maisons des Royaumes-Unis, jouiront, de part et d'autre, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, d'une restitution des droits qui devront être déposés à l'entrée ; ces formalités seront réglées d'un commun accord avec les Parties contractantes.

15. Les fabricants et marchands français, ainsi que leurs commis voyageurs, dûment patentés en France, dans l'une de ces qualités, voyageant en Suède et en Norwége, pourront y faire des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises.

Il y aura réciprocité en France pour les fabricants ou marchands des Royaumes-Unis et leurs commis voyageurs.

Aussi longtemps que la législation suédoise imposera aux commis voyageurs étrangers un droit de patente, un impôt équivalent pourra être prélevé en France sur les commis voyageurs suédois.

16. Le présent Traité sera soumis, dans son ensemble, à l'approbation des représentations nationales en Suède et en Norwége ; mais les stipulations qu'il contient seront, même avant ce terme, applicables dans les délais fixés par l'article 18.

17. Le présent Traité restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité et les tarifs y annexés, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

18. Les stipulations qui précèdent seront applicables, tant en France que dans les Royaumes-Unis, le soixantième jour après l'échange des ratifications.

19. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut, et simultanément avec celles du Traité de navigation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 14 février de l'an de grâce 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : ARMAND BÉHIC.

(L. S.) *Signé* : BARON ADELSWARD.

**Traité de navigation conclu, le 14 février 1865, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwége.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Suède et de Norwége, également animés du désir de contribuer au développement des relations commerciales et maritimes entre leurs États respectifs, en assurant à leurs pavillons la jouissance d'un régime réciproquement avantageux, ont résolu de conclure à cet effet un Traité, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Edouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et M. *Armand Béhic*, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

S. M. le Roi de Suède et de Norwége, M. *Georges-Nicolas baron Adelsward*, grand-croix de l'ordre de l'Étoile polaire, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les navires français, de quelque lieu qu'ils viennent, qui entreront chargés ou sur lest dans un port de l'un ou de l'autre des Royaumes-Unis, ne payeront dans ces ports, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de courtage, de quarantaine, de phares ou autres charges qui pèsent sur la coque des navires, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers ou d'établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront respectivement passibles les navires du pays, tant en Suède qu'en Norwége, venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Les navires suédois et norwégiens, venant directement d'un port de l'un ou de l'autre des Royaumes-Unis avec chargement, ou sans chargement d'un port quelconque, seront assimilés, en France, aux navires nationaux pour tous les droits énumérés dans le présent article.

Jusqu'à ce qu'il convienne à l'un ou l'autre des Royaumes-Unis d'exempter leurs propres navires de tout droit de tonnage et de

phares, comme la France le fait pour les siens, les navires suédois et norvégiens venant directement des ports des Royaumes-Unis avec chargement, ou sans chargement d'un port quelconque, payeront dans les ports de France, comme droit de tonnage, pour l'entrée et la sortie réunies, soixante et quinze centimes par tonneau, décimes compris ; ils seront d'ailleurs assimilés aux navires français pour tous les autres droits ou charges énumérés dans le présent article.

Dans le cas où les droits perçus, en Suède ou en Norwège, sur les navires français viendraient à être augmentés ou diminués, le droit prélevé en France sur les navires suédois ou norvégiens venant directement des ports des Royaumes-Unis avec chargement, et de tout port quelconque sans chargement, sera modifié respectivement et dans une proportion équivalente.

Les navires suédois et norvégiens venant en France d'un pays tiers seront traités sous tous les rapports comme les navires de la nation la plus favorisée.

2. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de prélever dans leurs ports respectifs, sur les navires de l'autre Puissance, ainsi que sur les marchandises composant la cargaison de ces navires, des taxes spéciales affectées au besoin d'un service local.

Il est entendu que les taxes dont il s'agit devront, dans tous les cas, être appliquées également aux navires des deux Hautes Parties contractantes ou à leurs cargaisons.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou leur déchargement dans les ports, havres, rades ou bassins, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans les États respectifs, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments suédois et norvégiens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

3. La nationalité des navires sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des documents délivrés aux capitaines par les autorités compétentes.

4. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre Puissance.

Les marchandises importées dans les ports des États respectifs par des navires de l'une ou de l'autre Puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout sous les mêmes conditions que celles auxquelles sont ou seront soumises les marchandises apportées par des navires nationaux.

5. les articles précédents ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage des pays respectifs, laquelle demeurera exclusivement réservée au pavillon national.

6. Les marchandises de toute nature importées directement des Royaumes-Unis en France ou en Algérie, sous pavillon suédois ou norvégien, et réciproquement, les marchandises de toute nature importées de quelque lieu que ce soit, sous pavillon français, dans les Royaumes-Unis et leurs possessions, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes et autres faveurs quelconques; elles ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un navire suédois ou norvégien dans un ou plusieurs ports intermédiaires ne lui fera point perdre le bénéfice de l'importation directe, à la condition que ce navire n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale.

7. Seront réciproquement assimilés aux navires nationaux, quant à la perception des droits de tonnage et d'expédition, dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en ressortiront sur lest;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des Pays respectifs dans un ou plusieurs ports du même Pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou pour y compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire ou pour sa purification, quand il est mis en quarantaine, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires



au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura accordé l'autorisation.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient, en France, les navires français venant d'ailleurs que de Suède et de Norvège seront communes aux navires suédois et norwégiens faisant les mêmes voyages.

8. Les produits du sol et de l'industrie des Royaumes-Unis jouiront, à leur importation dans les colonies françaises, et réciproquement les produits du sol et de l'industrie française, à leur importation dans les possessions des Royaumes-Unis, de tous les droits, avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront accordés aux produits similaires de toute autre nation européenne la plus favorisée. Il est d'ailleurs entendu qu'en tous points les bâtiments des Royaumes-Unis seront, dans les colonies françaises, à leur entrée, pendant leur séjour, ainsi qu'à leur sortie, qu'ils soient chargés ou sur lest, et sans distinction de provenance, traités comme ceux de toute autre nation européenne la plus favorisée.

Les navires suédois et norwégiens dans les colonies françaises et les navires français dans les possessions des Royaumes-Unis seront, à leur entrée, pendant leur séjour, ainsi qu'à leur sortie, qu'ils soient chargés ou sur lest, et sans distinction de provenance, traités comme ceux de toute autre nation européenne la plus favorisée.

Les navires suédois et norwégiens employés à l'intercourse entre les ports des Royaumes-Unis et l'Algérie jouiront, dans les ports de l'Algérie, d'une réduction de cinquante pour cent sur le taux général des droits de tonnage.

Ces droits une fois acquittés dans un port de l'Algérie, ne seront plus exigés dans les autres ports de cette possession dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son chargement ou son déchargement.

9. Les marchandises de toute nature qui seront exportées des Royaumes-Unis par navires français, ou de France par navires suédois ou norwégiens, pour quelque destination que ce soit, ne seront point assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie, que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime ou restitution de droits ou autres faveurs qui seront accordées, dans les États respectifs, à la navigation nationale.

10. Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet, tant en France que dans les Royaumes-Unis.

11. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenable de désigner. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ainsi que leurs chanciers jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Dans le cas où ils exerceraient le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et règlements auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

12. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, l'arrestation et la remise des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leur Pays respectif et qui auraient déserté dans un port situé sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls et agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du Pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le Pays desdits agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du Pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

13. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires naufragés ou échoués seront dirigées par les consuls et vice-consuls de l'État auquel les navires appartiendront, si les lois de ce même Pays les y autorisent.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les États respectifs pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls et vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation locale.

14. Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité concernant le commerce ou la navigation, à un autre État, qui ne soit aussi, à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

15. Le présent Traité entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce conclu par les Hautes Parties contractantes, sous la date de ce jour, et aura la même durée.

16. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Paris en même temps que celles du Traité de commerce précité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 14 février de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : ARMAND BÉHIC.

(L. S.) Signé : Baron ADELWARD.

#### DÉCLARATION.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et du Traité de navigation conclus, à la date de ce jour, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège, les plénipotentiaires soussignés de Sa Majesté l'Empereur des Français et de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège font les réserves et déclarations suivantes :

Le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège déclare que son Gouvernement s'engage à soumettre à la prochaine Diète un projet de loi ayant pour objet de réduire, au moins à la moitié, le droit de patente auquel les commis voyageurs étrangers sont actuellement assujettis en Suède.

Le même plénipotentiaire renouvelle, au sujet du régime fixé pour les vins français, à leur importation dans les Royaumes-Unis, les réserves déjà énoncées par lui dans le cours de la deuxième conférence, concernant, d'une part, les taxes locales destinées à l'entretien des ports, et, d'autre part, les droits perçus en Norwège par les communes, pour le débit en détail.

Les plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Français déclarent que les importateurs des Royaumes-Unis resteront libres de réclamer l'application des droits fixés par le tarif général de l'Empire, lorsqu'ils jugeront ce régime plus avantageux que le traitement stipulé au tarif A, annexé au Traité de commerce.

Fait à Paris, le 14 février 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LÉHYS.

(L. S.) *Signé* : ARMAND BÉHIC.

(L. S.) *Signé* : BARON ADELWARD.

**Décret impérial du 25 mars 1865, portant que les dispositions du Traité de commerce conclu le 14 février 1855 avec les Royaumes-Unis de Suède et du Norwège, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique et à l'Italie.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique ;

Vu le traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, avec l'Italie ;

Vu le traité de commerce conclu, le 14 février 1865, avec les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu, le 14 fé-



vrier 1865, avec les Royaumes-Unis de Suède et de Norwége, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique et à l'Italie.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 mars 1865.

*Signé : NAPOLÉON.*

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics,*

*Signé : ARMAND BÉHIC.*

**Décret impérial, du 25 mars 1865, relatif aux marchandises d'origine et de manufacture des Royaumes-Unis de Suède et de Norwége inscrites dans le Traité conclu, le 14 février 1865, entre la France et la Suède et la Norwége, importées autrement que par terre ou par navires français, ou sous pavillon d'un des États des Royaumes-Unis de Suède et de Norwége.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu, le 14 février 1865, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwége,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les marchandises d'origine ou de manufacture des Royaumes-Unis de Suède et de Norwége inscrites dans le traité conclu, le 14 février 1865, entre la France et la Suède et la Norwége, importées autrement que par terre ou par navires français, ou sous pavillon d'un des États des Royaumes-Unis de Suède et de Norwége, seront soumises :

1<sup>o</sup> A une surtaxe de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée, ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par cent kilogrammes ;

2<sup>o</sup> Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par cent kilogrammes.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 mars 1865.

*Signé* : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics,*

*Signé* : ARMAND BÉHIC.

---

**Décret impérial du 25 mars 1865 relatif à l'importation des  
tissus suédo-norwégiens taxés à la valeur.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu, le 14 février 1865, avec les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège ;

Vu nos décrets des 9 septembre, 14 décembre 1861 (article 2), 8 janvier, 15 février, 23 novembre 1862, 15 avril, 16 juillet 1863, 20 janvier 1864, fixant les ports et bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens taxés à la valeur,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus suédo-norwégiens taxés à la valeur ;

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 mars 1865.

*Signé* : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics,*

*Signé* : ARMAND BÉHIC.

**Décret impérial, du 25 mars 1865, portant que les décrets des 1<sup>er</sup> octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des Royaumes-Unis de Suède et de Norwége.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes du 12 octobre et du 16 novembre de la même année ;

Vu le traité conclu, le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique ;

Vu le traité de commerce conclu, le 17 janvier 1863, entre la France et l'Italie ;

Vu le traité de commerce conclu, le 14 février 1865, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwége ;

Vu nos décrets des 1<sup>er</sup> octobre, 14 décembre 1861 (article 1<sup>er</sup>) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des Royaumes-Unis de Suède et de Norwége.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 mars 1865.

*Signé : NAPOLÉON.*

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,  
du commerce et des travaux publics,*

*Signé : ARMAND BÉHIC.*

---



**Décret ordonnant la restitution des navires marchands mexicains  
capturés par les bâtiments de la marine impériale.**

RAPPORT A L'EMPEREUR.

Sire,

Depuis le commencement de la guerre du Mexique, un certain nombre de navires marchands mexicains ont été capturés par les vaisseaux de Votre Majesté.

La validité de ces prises ne saurait être mise en doute d'après les principes du droit de la guerre. Il est, en effet, certain que, nonobstant les déclarations faites par le Gouvernement de l'Empereur touchant le caractère et le but de l'expédition, les commandants en chef étaient seuls appréciateurs des mesures que les nécessités, les besoins ou les convenances de la situation pouvaient les porter à prendre dans l'intérêt de nos armes, et qu'en usant du droit de prise, ils agissaient dans l'exercice légitime de leurs pouvoirs de belligérants.

Toutefois, en raison des circonstances particulières au milieu desquelles se sont accomplies les opérations militaires, en raison aussi des liens d'amitié qui nous unissent au nouvel empire, on se demande s'il ne serait point conforme aux inspirations d'une bonne politique de faire acte de générosité envers les capturés en apportant dans l'application du droit de prise, et par une dérogation exceptionnelle à ce droit, des tempéraments en rapport avec la pensée qui a présidé à l'expédition.

Votre Majesté a déjà, dans une circonstance précédente, usé de sa prérogative souveraine pour prendre une décision de ce genre. Un décret du 19 novembre 1859 a ordonné la restitution à leurs propriétaires des navires marchands saisis pendant la guerre d'Italie et dont la capture n'avait point encore été validée par le conseil impérial des prises.

Aujourd'hui, il ne s'agirait point de décréter, sans distinction, la restitution des captures à l'égard desquelles il n'est encore intervenu aucune sentence de condamnation. Il n'y aurait lieu de rendre que les navires dont le caractère inoffensif serait dûment établi, c'est-à-dire ceux qui n'ont point tenté de violer un blocus, et qui ne portaient pas à leur bord des armes ou des munitions de guerre.

Mais la restitution s'étendrait aussi bien aux captures qui, condamnées en première instance devant le conseil des prises, ont formé un recours devant le conseil d'État statuant comme cour d'appel, qu'aux prises qui n'ont encore été l'objet d'aucune décision.

Une mesure analogue a été sanctionnée par une loi du 15 frimaire

an X, à l'occasion des navires des États-Unis capturés par des bâtiments de guerre français et qui n'avaient pas encore été condamnés définitivement.

Nul doute, en effet, que le Gouvernement ne puisse, même quand il y a eu condamnation prononcée par le conseil des prises, renoncer aux conséquences qui découlent du droit de guerre en ce qui touche les captures faites sur mer, tant que la condamnation, n'étant point définitive, n'a pas constitué de droit au profit du capteur.

Mais si, dans de telles circonstances, l'État peut renoncer à un avantage pour lui ou ses agents, il ne saurait cependant pousser la générosité jusqu'à s'imposer des sacrifices. Aussi la restitution des navires et des cargaisons devrait avoir lieu aussitôt que possible, dans les conditions où ils se trouveraient. Quant aux navires et aux cargaisons vendues et dont le produit aurait été déposé, la restitution consisterait dans la remise pure et simple du produit de la vente. Dans aucun cas il n'y aurait allocation de dommages-intérêts. Les capturés n'auraient point à se plaindre d'un tel résultat, puisque c'est par une mesure de pure générosité que les restitutions dont il s'agit auraient lieu.

Si Votre Majesté approuve les conclusions de ce rapport, nous La prions de revêtir de sa signature le projet de décret que nous avons l'honneur de Lui soumettre.

Nous sommes avec respect,

Sire,

De Votre Majesté

Les très-humbles, très-obéissants serviteurs et fidèles sujets,

*Le ministre des affaires étrangères,*

*Le ministre de la marine et des colonies,*

DROUYN DE LHUYS.

P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Paris, le 29 mars 1865.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,  
A tous présents et à venir, salut :

Voulant atténuer les maux de la guerre par une dérogation aux règles consacrées en matière de prises maritimes,

Sur le rapport de nos ministres des affaires étrangères et de la marine,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les navires de la marine marchande mexicaine, ainsi que leurs chargements, capturés depuis le commencement de la guerre par les bâtiments de la marine impériale, et qui n'ont pas été défini-

tivement condamnés, seront immédiatement restitués à leurs propriétaires en l'état où ils se trouveront.

Art. 2. Seront également restituées les sommes provenant de la vente, à titre provisoire, des navires et cargaisons susdites, et dont le dépôt aurait été fait, pour le compte de qui de droit, à la caisse des invalides de la marine.

Les restitutions ordonnées, à titre provisoire, des marchandises provenant des navires capturés, deviendront définitives, et il sera donné main-levée des cautionnements fournis à l'administration de la marine.

Art. 3. Dans aucun cas il ne sera accordé de dommages-intérêts aux capturés. Les frais faits pour la conduite, la garde et l'instruction des prises restituées, seront à la charge des ayants droit, au profit desquels la restitution aura été effectuée.

Art 4. Sont exceptés du bénéfice des dispositions précédentes les navires qui ont tenté de violer un blocus ou qui portaient à leur bord de la contrebande de guerre.

Art. 5. Nos ministres des affaires étrangères et de la marine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 29 mars 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre des affaires étrangères,*      *Le ministre de la marine et des colonies,*  
DROUYN DE LHUYS.                              comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

## FRANCE — FRANCFORT-SUR-LE-MEIN.

**Convention conclue à Paris, le 18 avril 1865, entre la France et la ville libre de Francfort, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.**

S. M. l'Empereur des Français et le Sénat de la ville libre de Francfort, également animés du désir d'adopter d'un commun accord les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand'-croix de l'ordre impérial de la Légion

d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères ;

Et le Sénat de la ville libre de Francfort, M. Jean-Hermann *Heeren*, ministre résident des villes libres d'Allemagne près S. M. l'Empereur des Français, docteur en droit, etc., etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du Pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article précédent, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leur droit de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur et légalisé par la mission de la ville libre de Francfort à Paris ; pour les ouvrages publiés dans la ville libre de Francfort ou dans son territoire, il sera délivré par la chancellerie du Sénat (*Stadtkanzlei*), et légalisé par la mission de France à Francfort.



Art. 4. Les stipulations de l'article 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois, dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Il faudra que l'auteur ait indiqué en tête de son ouvrage son intention de se réserver le droit de traduction ;

2<sup>o</sup> Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq années assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction six mois après la publication ou représentation de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1<sup>er</sup> aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exem-

plaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproduction illicite.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1<sup>er</sup> et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction dans l'un des deux Pays des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente, par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux Pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et

planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs de Francfort ou français et constituant une reproduction non autorisée de modèles de Francfort ou français. Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toutes langues ;

Estampes ;

Gravures ;

Lithographies et photographies ;

Cartes géographiques ou marines ;

Musique ;

Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'imprimerie sur papier ;

Tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite, venant de Francfort, seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio.

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Art. 15. Dans le cas où impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre Pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.



Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet de la présente année.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus le 2 août 1862, entre la France et les États du Zollverein.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de quatre semaines.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 18 avril 1865.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : J. H. HEEREN.

## FRANCE — BADE.

**Convention signée, le 12 mai 1865, entre la France et le Grand-Duché de Bade, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.**

S. M. l'Empereur des Français et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à compléter et renouveler l'arrangement du 2 juillet 1857, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, son conseiller intime actuel, M. le baron Ferdinand-Alesina de *Schweizer*, grand-croix de l'ordre du Lion de Zachringen, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront dans chacun des deux États réciproquement des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1<sup>er</sup>, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leur droit de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie au ministère de l'intérieur et légalisé par la mission de Bade à Paris ; pour les ouvrages publiés dans le Grand-Duché, il sera délivré par le ministère de l'intérieur et légalisé par la mission de France à Carlsruhe.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales,

publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée par l'art. 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu toutefois que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction ;

2<sup>o</sup> Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et en totalité dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne les termes assignés par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction six mois après la publication ou représentation de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1<sup>er</sup> aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

Les ouvrages auxquels s'applique l'article 7 seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, etc., jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition dans chacun des deux États d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Sont maintenues les dispositions de la Convention du 2 juillet 1857 relatives à la possession et à la vente, par les éditeurs, imprimeurs ou libraires badois ou français, de réimpressions d'ouvrages de propriété française ou badoise non tombés dans le domaine public, fabriqués, importés ou en cours de fabrication et de réimpression non autorisée, aux époques fixées par ladite Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

- Livres en toutes langues,
- Estampes,
- Gravures,
- Lithographies et photographies,
- Cartes géographiques ou marines,



Musique,

Planches gravées en cuivre, acier ou bois et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,

Seront réciproquement admis en franchise de droits sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant du Grand-Duché de Bade seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux, et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio ;

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Dans le Grand-Duché, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douane.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier, dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclaration entre les États contractants et la France.

Art. 18. La présente Convention sera mise en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet de l'année courante.

Elle aura la même durée que les traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862, entre la France, et les États du Zollverein.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 12 mai 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : BARON DE SCHWEIZER.

---

## FRANCE.

**Décrets assimilant, par rapport aux conditions à remplir à l'entrée en France ou dans les ports français, les marchandises et navires du Zollverein aux marchandises et navires anglais, belges et italiens.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu nos décrets des 9 septembre, 14 décembre, 1861 (art. 2), 8 janvier, 15 février, 23 novembre 1862 ; 15 avril, 16 juillet 1863 et 20 janvier 1864, fixant les ports et bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens taxés à la valeur,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions des décrets sus-visés sont applicables aux tissus du Zollverein taxés à la valeur.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil des ministres, au palais des Tuileries, le 13 mai 1865.

Pour l'Empereur,

Et en vertu des pouvoirs qu'Il Nous a confiés :

EUGÉNIE.

Par l'Impératrice Régente :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 10 mai 1865 portant promulgation du traité de navigation conclu le 2 août 1862 entre la France et la Prusse ;

Vu l'échange des ratifications opéré le 9 mai 1865 ;

Vu l'article 7 (dernier paragraphe) dudit traité ;

Vu le décret du 20 janvier 1864,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les navires du Zollverein venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français, anglais, italiens et belges venant des mêmes possessions.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil des ministres au palais des Tuileries, le 13 mai 1865.

Pour l'empereur,

Et en vertu des pouvoirs qu'Il Nous a confiés :

EUGÉNIE.

Par l'Impératrice Régente :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

## NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes du 12 octobre et du 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique ;

Vu le traité de commerce conclu le 17 janvier 1863 entre la France et l'Italie ;

Vu le traité de commerce conclu le 2 août 1862 entre la France et la Prusse ;

Vu nos décrets des 1<sup>er</sup> octobre, 14 décembre 1861 (article 1<sup>er</sup>) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de nos décrets sus-visés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine du Zollverein.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil des ministres au palais des Tuileries, le 13 mai 1865.

Pour l'Empereur,

Et en vertu des pouvoirs qu'Il Nous a confiés :

EUGÉNIE.

Par l'Impératrice Régente :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

## NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir salut :



Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 10 mai 1865, portant promulgation du traité de commerce conclu le 2 août 1862 entre la France et la Prusse,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les marchandises d'origine ou de manufactures du Zollverein inscrites dans le traité conclu le 2 août 1862, entre la France et la Prusse, importées autrement que par terre ou par navires français, ou sous pavillon d'un des États du Zollverein, seront soumises :

1<sup>o</sup> A une surtaxe de 25 centimes par 100 kilogrammes lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée ou lorsqu'elles sont taxées à moins de 3 francs par 100 kilogrammes ;

2<sup>o</sup> Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de 3 francs et au-dessus par 100 kilogrammes.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil des ministres, au palais des Tuileries, le 13 mai 1865.

Pour l'Empereur,

Et en vertu des pouvoirs qu'Il Nous a confiés :

EUGÉNIE.

Par l'Impératrice Régente :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année :

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu le 2 août 1862 avec la Prusse sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, à l'Italie, à la Suède et à la Norvège.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil des ministres, au palais des Tuileries, le 13 mai 1865.

Pour l'Empereur,

Et en vertu des pouvoirs qu'Il Nous a confiés :

EUGÉNIE.

Par l'Impératrice Régente :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

## FRANCE — SAXE.

**Convention signée, le 26 mai 1865, entre la France et la Saxe,  
pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit  
et d'art.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Saxe, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à remplacer l'arrangement du 19 mai 1856 et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi de Saxe, M. le baron Albin-Léo de Seebach, conseiller intime actuel de Sa Majesté, son chambellan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, grand-croix de l'ordre royal du Mérite, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de des-

sin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés, pour la première fois, dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les autres nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou pour l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi, pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux États, l'exercice du droit de propriété dans l'autre État, sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement, effectuée de la manière suivante :

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Saxe, il devra être enregistré à Paris, au ministère de l'intérieur.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, il devra être enregistré à la direction du cercle de Leipsick.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée soit aux susdites autorités, soit aux légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur, pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraisons, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la

dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement; ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois, dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions, faites dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3.

2<sup>o</sup> L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3<sup>o</sup> Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en



partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux Pays, et être elle-même enregistrée, conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison de chaque volume.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé; chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux Pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1<sup>er</sup> aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition dans les deux États d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6 sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Sont maintenues les dispositions de la Convention du 19 mai 1856, relatives à la possession et à la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires saxons ou français, de réimpression d'ouvrages de propriété française ou saxonne, non tombés dans le domaine public, fabriqués, importés ou en cours de fabrication et de réimpression non autorisée, aux époques fixées par ladite Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

- Livres en toutes langues,
- Estampes,
- Gravures,
- Lithographies et photographies,
- Cartes géographiques ou marines,
- Musique,
- Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures destinées à l'impression sur papier,
- Tableaux et dessins,

Seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant de Saxe seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis,

Verrières-le-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Saxe, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douanes.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier, dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures, et lithographies importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation, ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres Etats des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet de la présente année.

Elle aura la même durée que les traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862 entre la France et les États du Zollverein.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 25 mai 1864.

(L. S. Signé: DROUYN DE LHUYS.

(L. S. Signé: BARON SEEBACH.

## FRANCE.

**Décrets pour l'importation en France, par suite du Traité de commerce avec la Suède et la Norvège. 14 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu nos décrets des 9 septembre et 14 décembre 1861 fixant les bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais et belges taxés à la valeur,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus de la Suisse taxés à la valeur, importés directement en France, en ce qui concerne les bureaux de la douane situés sur les frontières de terre ou dans l'intérieur de l'Empire.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics.*

ARMAND BÉHIC.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,



A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ;

Vu la convention littéraire conclue avec la Prusse le 2 août 1862,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la convention littéraire conclue avec la Prusse, et susvisée, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes unis de Suède et de Norvège, en ce qui concerne les dégrèvements de droits d'importation en France, stipulés en faveur des produits prussiens dénommés dans l'article 13 de ladite convention.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Pait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norwége, le 14 février 1835,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, à la Prusse, à l'Italie et aux royaumes unis de la Suède et de la Norwége.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu le 2 août 1862 avec la Prusse sont applicables à la Suisse.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norwége, le 14 février 1865,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu le 14 février 1865 avec les royaumes unis de la Suède et de Norwége, sont applicables à la Prusse et à la Suisse.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce,  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la convention littéraire conclue avec la Prusse le 2 août 1862;

Vu la convention littéraire conclue avec la Suisse le 30 juin 1864;

Vu l'article 8 de la loi du 6 mai 1861 (dispositions réglementaires);

Vu la loi du 19 mai 1841 sur la librairie;

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1842 (importation et transit de la librairie venant de l'étranger),

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les bureaux de douane de Forbach, Saint-Louis et Weissembourg sont ouverts au transit de la librairie en langue française.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux

publics, au département de l'intérieur et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce,  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

---

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norwège, le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ;

Vu nos décrets des 1<sup>er</sup> octobre, 14 décembre 1861 (article 1<sup>er</sup>) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballages applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine suisse.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.



**Décret impérial du 30 juin 1865, en exécution de la convention conclue le 2 août 1862, entre la France et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la Convention conclue, le 2 août 1862, entre la France et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, et notamment les articles 1, 12, 13 et 14 ;

Vu le décret du 28 mars 1852 ;

Notre conseil d'État entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Immédiatement après la mise en vigueur de la Convention du 2 août 1862, il sera procédé, par les soins de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, chez tous les libraires-éditeurs et imprimeurs, à l'inventaire de toutes les réimpressions d'ouvrages prussiens non tombés dans le domaine public, lesquelles ont ont été publiées ou étaient en cours de publication en France le 2 août 1862.

Art. 2. Dans un délai de trois mois, à dater du jour de la publication du présent règlement, sauf prolongation en cas d'impossibilité matérielle, il sera apposé gratuitement, par les délégués de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, un timbre uniforme sur tous les ouvrages inventoriés chez chaque libraire détaillant. Quant aux éditeurs, un compte leur sera ouvert au ministère de l'intérieur pour chaque ouvrage de propriété prussienne reproduit par eux, avec ou sans autorisation, et qui existe dans leurs magasins. L'apposition du timbre, pour chacune de ces reproductions, aura lieu sur la demande desdits éditeurs, au fur et à mesure de leurs besoins, jusqu'à concurrence du nombre d'exemplaires portés à leur compte dans l'inventaire général mentionné à l'art. 1<sup>er</sup> du présent règlement.

Art. 3. Après l'expiration du délai mentionné à l'art. 2, pour l'apposition du timbre, toute réimpression non autorisée de livres prussiens, mise en vente ou expédiée par l'éditeur, sera passible de saisie si elle n'est pas revêtue du timbre. En ce qui regarde les détaillants,

toute réimpression non autorisée et dépourvue de timbre, dont à partir de la même époque ils seront trouvés détenteurs, pourra être saisie et confisquée.

Art. 4. Toute contrefaçon, toute falsification ou tout usage frauduleux du timbre sera passible des peines portées par les articles 142 et 143 du Code pénal.

Art. 5. En ce qui concerne les ouvrages qui étaient en cours de publication, le 2 août 1862, les éditeurs français seront tenus, dans les dix jours qui suivront la mise en vigueur du traité, de faire le dépôt, au ministère des cultes, à Berlin, ou à la chancellerie de la légation prussienne, à Paris, d'un exemplaire de tous les volumes ou livraisons parus des ouvrages dont il s'agit. Ce dépôt sera accompagné d'une déclaration du nombre des exemplaires tirés pour chaque volume ou livraison, soit en une, soit en plusieurs éditions.

Les volumes ou livraisons à paraître ne pourront être mis en vente qu'après que les conditions du dépôt et de l'apposition du timbre spécial auront été dûment remplies.

Dans aucun cas le tirage des volumes ou livraisons à paraître ne pourra dépasser le chiffre du tirage des volumes ou livraisons déjà parus.

Art. 6. Les clichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français, constituant une reproduction non autorisée de modèles prussiens, seront également inventoriés par les soins du département de l'intérieur. Ils ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la Convention.

Art. 7. Les estampes, gravures ou lithographies, qu'elles soient isolées, qu'elles fassent partie de collections ou qu'elles appartiennent à des corps d'ouvrages, qui seront produites ou tirées à l'aide des clichés, bois ou planches gravés, ou pierres lithographiques, spécifiés dans l'article précédent, ne pourront être mises en vente qu'après avoir été revêtues du timbre spécial.

Les tirages d'épreuves nécessaires pour compléter les volumes imprimés ne donneront lieu à aucune indemnité au profit du propriétaire de l'édition originale.

Art. 8. L'importation de Prusse en France des ouvrages français réimprimés sans autorisation, qui auront été soumis à la formalité du timbre, ne pourra être effectuée qu'avec le consentement des auteurs et éditeurs français intéressés, ou lorsque l'ouvrage original sera tombé dans le domaine public.

Art. 9. Les livres d'importation licite venant de Prusse seront admis en France, conformément à l'art. 14 de la Convention, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française par les douanes de Forbac, Wissembourg et Saint-Louis ;

Par les douanes suivantes, ouvertes en vertu du décret du 14 mars 1863, à toutes les productions littéraires et artistiques venant de l'étranger : Strasbourg, Bayonne, Marseille, Bastia, Lille, Valenciennes, le Havre, Bellegarde, Thionville, Saint-Nazaire, Nice, Pont-de-la-Caille, Chambéry, Saint-Michel, Pontarlier, Longwy, Givet, Béhobie, Bordeaux, Saint-Malo, Nantes, Granville, Dunkerque, Boulogne, Calais et Dieppe ;

Et par les douanes d'Ajaccio et d'Hendaye qui jouissent des mêmes prérogatives, en vertu des décrets des 7 novembre 1863 et 7 septembre 1864 ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Caen, Rouen et Apach ;

Les livres déclarés à l'entrée pourront aussi être expédiés sur le ministère de l'intérieur (division de l'imprimerie et de la librairie), pour y subir les vérifications d'usage.

Art. 10. Les dispositions contenues dans les neuf articles qui précèdent sont applicables aux États allemands qui se sont approprié, par voie d'accession, les stipulations du traité littéraire et artistique franco-prussien du 2 août 1862.

Art. 11. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères, des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 juin 1865.

NAPOLÉON,

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'intérieur,*

LA VALETTE.

**Décret impérial du 30 juin 1865, en exécution de la convention littéraire, artistique et industrielle, conclue le 30 juin 1864, entre la France et la Suisse.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,  
A tous présents et avenir, salut :

Sur la proposition de notre ministre de l'intérieur ;

Vu la convention littéraire, artistique et industrielle conclue, le 30 juin 1864, entre la France et la Suisse, et notamment les articles 11, 12 et 17 :

Vu le décret du 28 mars 1852 ;

Notre conseil d'État entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Immédiatement après la mise en vigueur de la Convention du 30 juin 1864, il sera procédé, par les soins de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, chez tous les libraires éditeurs et imprimeurs, à l'inventaire de toutes les réimpressions d'ouvrages suisses non tombés dans le domaine public, lesquelles ont été publiées ou étaient en cours de publication en France le 30 juin 1864.

Art. 2. Dans un délai de trois mois à dater du jour de la publication du présent règlement, sauf prolongation en cas d'impossibilité matérielle, il sera apposé gratuitement, par les délégués de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, un timbre uniforme sur tous les ouvrages inventoriés chez chaque libraire détaillant. Quant aux éditeurs, un compte leur sera ouvert au ministère de l'intérieur pour chaque ouvrage de propriété suisse reproduit par eux, avec ou sans autorisation, et qui existe dans leurs magasins. L'apposition du timbre, pour chacune de ces reproductions, aura lieu sur la demande desdits éditeurs, au fur et à mesure de leurs besoins, jusqu'à concurrence du nombre d'exemplaires porté à leur compte dans l'inventaire général mentionné à l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 3. Après l'expiration du délai mentionné à l'article 2 pour l'apposition du timbre, toute réimpression non autorisée de livres suisses, mise en vente ou expédiée par l'éditeur, sera passible de saisie, si elle n'est pas revêtue du timbre. En ce qui regarde les détaillants, toute réimpression non autorisée et dépourvue de timbre dont, à partir de la même époque, ils seront trouvés détenteurs, pourra être saisie et confisquée.

Art. 4. Toute contrefaçon, toute falsification ou tout usage frauduleux du timbre sera passible des peines portées par les articles 142 et 143 du code pénal.

Art. 5. En ce qui concerne les ouvrages en cours de publication, les éditeurs français seront tenus, dans les dix jours qui suivront la mise en vigueur du traité, de faire le dépôt au département fédéral de l'intérieur à Berne, ou à la chancellerie de la légation suisse à Paris, d'un exemplaire de tous les volumes ou livraisons parus des ouvrages dont il s'agit. Ce dépôt sera accompagné d'une déclaration du nombre des exemplaires tirés pour chaque volume ou livraison, soit en une, soit en plusieurs éditions.

Les volumes ou livraisons à paraître ne pourront être mis en vente



qu'après que les conditions du dépôt et de l'apposition du timbre spécial auront été dûment remplies.

Dans aucun cas, le tirage des volumes ou livraisons à paraître ne pourra dépasser le chiffre du tirage des volumes ou livraisons déjà parus.

Art. 6. Les clichés, bois et planches gravées de toute sorte ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français, constituant une reproduction non autorisée des modèles suisses, seront également inventoriés par les soins du département de l'intérieur. Ils ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la convention.

Art. 7. Les estampes, gravures ou lithographies, qu'elles soient isolées, qu'elles fassent partie de collections ou qu'elles appartiennent à des corps d'ouvrages, qui seront produites à l'aide des clichés, bois ou planches gravées, ou pierres lithographiques spécifiées dans l'article précédent, ne pourront être mises en vente qu'après avoir été revêtues du timbre spécial. Les tirages d'épreuves nécessaires pour compléter les volumes imprimés ne donneront lieu à aucune indemnité au profit du propriétaire de l'édition originale.

Art. 8. L'importation de Suisse en France des ouvrages français réimprimés sans autorisation, qui auront été soumis à la formalité du timbre, ne pourra être effectuée qu'avec le consentement des auteurs et éditeurs français intéressés, ou lorsque l'ouvrage original sera tombé dans le domaine public.

Art. 9. Les livres d'importation licite venant de Suisse seront admis en France, conformément à l'article 12 de la Convention, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les douanes de Saint-Louis, Forbach et Wissembourg ;

Par les douanes suivantes, ouvertes, en vertu du décret du 14 mars 1863, à toutes les productions littéraires et artistiques venant de l'étranger :

Strasbourg, Bayonne, Marseille, Bastia, Lille, Valenciennes, le Havre, Bellegarde, Thionville, Saint-Nazaire, Nice, Pont-de-la-Caille, Chambéry, Saint-Michel, Pontarlier, Longwy, Givet, Béhobie, Bordeaux, Saint-Malo, Nantes, Granville, Dunkerque, Boulogne, Calais et Dieppe ;

Et par les douanes d'Ajaccio et d'Hendaye, qui jouissent des mêmes prérogatives, en vertu des décrets des 7 novembre 1863 et 7 septembre 1864 ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et en outre par les bureaux de Sarreguemines, Verrières-de-Joux, Perpignan, le Perthus, Caen, Rouen et Apach.

Les livres déclarés à l'entrée pourront aussi être expédiés sur le

ministère de l'intérieur (division de l'imprimerie et de la librairie), pour y subir les vérifications d'usage.

Art. 10. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères, des finances et de l'intérieur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'intérieur,*

LA VALETTE.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

---

FRANCE

### SUITE DES DOCUMENTS

COMMUNiquÉS AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF DE FRANCE,

Le 16 février 1865<sup>1</sup>.

---

AFFAIRES COMMERCIALES.

ITALIE.

**M. Drouyn de Lhuys à MM. les Consuls généraux et Consuls  
de France en Italie.**

Paris, le 26 mars 1864.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre le texte de la Convention de la Navigation et du Traité de Commerce conclus entre la France et l'Italie les 13 juin 1862 et 17 janvier 1863, et dont les ratifications ont été échangées le 19 janvier dernier. Je crois devoir accompagner cet envoi de quelques explications sur l'esprit et la portée de ces deux actes, dont vous êtes, naturellement, appelé à surveiller l'exécution et à étudier les résultats dans l'étendue de votre arrondissement consulaire.

Par suite de la constitution du royaume d'Italie, les Traités particuliers qui avaient, à diverses époques, réglé les relations commerciales et maritimes entre la France et les États placés aujourd'hui sous la souveraineté du Roi Victor-Emmanuel, avaient, comme vous le savez, été remplacés par les Conventions conclues avec la Sardaigne, et le tarif des douanes sardes avait été, en même temps, uniformément étendu à toutes les provinces du nouveau Royaume. Toutefois, l'appli-

1. Voir *Archives* 1864, tome II, page 306.

cation de ce régime, consentie d'un commun accord, ne pouvait être que provisoire; la reconnaissance du Royaume d'Italie par le Gouvernement de l'Empereur devait avoir pour conséquence nécessaire la substitution d'un droit conventionnel nouveau aux divers pactes antérieurs, qui cessaient d'être en harmonie avec le système commercial inauguré en 1860, comme avec les relations plus intimes de la France et de la Péninsule. En effet, si les dispositions du tarif unitaire sarde étaient libérales dans leur ensemble, elles étaient pourtant, à l'égard d'un certain nombre de produits français, moins favorables que le tarif différentiel résultant soit de nos conventions commerciales avec les Deux-Siciles et la Toscane, soit de la législation générale de ces deux États. En outre, par le fait des annexions, notre navigation sur les côtes d'Italie qui constituait autrefois une intercourse avec des États différents, était devenue un véritable cabotage que les anciens Traités réservaient exclusivement au pavillon national.

Ces considérations avaient d'autant plus de valeur pour les deux Gouvernements que les sentiments de bienveillance dont ils étaient animés l'un vis-à-vis de l'autre trouvaient un naturel encouragement dans la solidarité des intérêts économiques. Les deux pays, que ne menaçait aucune éventualité de concurrence ou de rivalité, pouvaient se promettre, d'une négociation ouverte sous de si heureux auspices, des avantages incontestables, les marchandises que nous tirons de l'Italie consistant, pour la plus grande partie, en produits naturels nécessaires à notre industrie ou à notre alimentation, tandis que nos exportations se composent surtout d'articles manufacturés.

Il n'a donc pas été difficile pour les parties contractantes de se mettre d'accord sur les bases des arrangements projetés. Les concessions commerciales que nous pouvions offrir à l'Italie étaient indiquées d'avance par nos précédentes négociations et devaient naturellement consister dans l'extension au nouveau royaume des stipulations des traités conclus par la France avec l'Angleterre et la Belgique. Les avantages de ce régime conventionnel, s'ajoutant aux réductions de tarif décrétées antérieurement par mesures législatives, avaient une grande importance pour un pays producteur de matières premières et de denrées alimentaires. En outre, le Gouvernement de l'Empereur admettait quelques autres dégrèvements en faveur de certains produits spéciaux à la Péninsule, moyennant des compensations équivalentes pour les produits de notre industrie, et consentait à étendre les stipulations du traité aux possessions françaises du nord de l'Afrique.

En échange de ces concessions, nous demandions à l'Italie, en vertu du principe de la réciprocité qui forme la règle de nos relations internationales, l'abaissement des droits du tarif italien au niveau des taxes qu'ont établies nos tarifs conventionnels pour les articles qui



étaient plus fortement imposés en Italie et l'admission en franchise de tous ceux dont les similaires jouiraient en France de la même immunité. Nous réclamions, enfin, la suppression des droits de sortie consacrés, si ce n'est pour les drilles et les chiffons, par les Traités conclus avec l'Angleterre et la Belgique.

Tels sont les principes qui ont dirigé les négociateurs des deux pays et reçu leur application dans une mesure satisfaisante pour tous les intérêts, comme vous pourrez vous en convaincre en prenant connaissance du Traité du 17 janvier 1863.

D'une part, en effet, nous avons obtenu pour les produits de nos principales industries, notamment pour les soieries, les articles de mode, les ouvrages d'orfèvrerie et de bijouterie, les instruments de précision, de physique et de chimie, les peaux tannées, la porcelaine, la verrerie, etc., des dégrèvements qui, outre leur importance spéciale, ont l'avantage de concourir à l'uniformité de notre législation douanière.

D'un autre côté, nous avons accordé à l'Italie des réductions de droits pour un certain nombre de produits dont les principaux sont les huiles d'olive, les fruits frais de table, les fruits secs et tapés, les fruits confits, le riz en grains et en paille, les poissons marinés ou à l'huile, le gibier et la volaille, le marbre blanc statuaire, etc. Ces concessions, précieuses pour nos voisins, s'accordent en même temps avec notre pensée constante de favoriser, par des réductions de tarif, l'introduction en France des matières premières nécessaires aux arts ou à l'industrie ainsi que des denrées propres à l'alimentation publique. Nous ne pouvons donc que nous féliciter de la conclusion d'un acte par lequel l'Italie s'est associée aux progrès économiques qui, sous la sage et libérale impulsion de l'Empereur, se sont récemment opérés dans notre régime conventionnel.

La Convention de Navigation du 13 juin 1862 a emprunté aux Conventions conclues antérieurement avec la Sardaigne, la Toscane et les Deux-Siciles, les dispositions dont l'expérience a démontré les avantages réciproques et sur lesquelles je crois inutile d'appeler votre attention. Mais, ainsi que je l'ai déjà indiqué, ces anciens pactes avaient exclusivement réservé, de part et d'autre, au pavillon national, les opérations de cabotage. Or, par suite de la réunion sous la souveraineté du roi Victor-Emmanuel des différents États qui avaient autrefois leur autonomie, notre navigation entre les divers ports du royaume d'Italie pouvait être considérée comme un véritable cabotage, tandis que le privilège de cette navigation réservée était, comme par le passé, refusé au pavillon italien dans les ports de notre littoral. Bien que cet état de choses ne constituât pour nous que le maintien d'une situation antérieurement acquise, que ne pouvaient modifier, à notre détriment,

les changements politiques opérés au profit d'une puissance qui avait reçu de la France les témoignages d'une constante sympathie en même temps que le concours le plus efficace, l'équité, ainsi que les règles du droit international exigeaient qu'il n'y eût pas, sur ce point particulier, d'exception au principe de la réciprocité, dont le Gouvernement italien réclamait l'application. Nous avons accueilli sans hésitation un vœu aussi légitime, et il a été convenu qu'on accorderait à la marine italienne à vapeur la faculté de faire le cabotage dans nos ports de la Méditerranée et de l'Algérie.

Je me borne, Monsieur, à ces observations que je m'empresserais de compléter, si quelque circonstance particulière rendait nécessaires de nouveaux éclaircissements. Je n'ai pas besoin de vous recommander, en terminant, l'observation attentive des résultats que sont appelées à produire les conventions du 13 juin 1862 et du 17 janvier 1863; l'utilité de cette étude est trop manifeste pour que vous n'y apportiez pas tous vos soins. Il serait, de même, superflu de faire appel à votre active sollicitude pour les intérêts nouveaux que les actes précités sont destinés à créer dans votre résidence, et j'ai la confiance que vous saurez allier l'accomplissement de ce devoir avec l'esprit de conciliation qui n'a cessé de présider aux négociations, et dont vous devez, à votre tour, vous montrer constamment animé.

Recevez, etc.

*Signé : DROUYN DE LHUYS.*

---

SUISSE.

**M. Drouyn de Lhuys au marquis Turgot, ambassadeur  
de l'Empereur à Berne.**

Paris, le 18 juin 1864.

Monsieur le Marquis, les plénipotentiaires de la France et de la Suisse se réuniront lundi prochain pour parapher cinq Traités ou Conventions destinés à régler les relations de commerce et de voisinage des deux pays.

Le Traité de commerce assure à la Suisse l'admission de ses produits sur le marché français avec le bénéfice des réductions ou suppressions de droits que nous avons déjà concédées à l'Angleterre, à la Belgique et à l'Italie. Vous savez, en outre, qu'en faveur de la Confédération, nous avons dépassé cette mesure, et qu'aux dégrèvements consacrés par nos traités antérieurs, nous en avons ajouté de nouveaux qui portent sur les principales branches de l'industrie helvétique; il me suffira de citer les rubans de soie, les broderies et les tissus fins de coton, et enfin l'horlogerie.

J'ai mentionné d'abord le Traité de commerce parce qu'il a été l'objet des premières ouvertures du Conseil fédéral, et qu'il répond aux vœux manifestés avec le plus de vivacité et d'ensemble par les industriels des différents Cantons. Je signalerai cependant une autre Convention comme non moins digne d'être appréciée par le peuple suisse, surtout à mesure que s'effaceront les préjugés qui en ont si longtemps retardé la conclusion. Je veux parler du Traité relatif à l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France. Malgré les lacunes qui subsistent, sous certains rapports, dans cet acte international, le Gouvernement de l'Empereur revendique, dès à présent, comme un titre à la reconnaissance, non-seulement de ses nationaux du culte israélite, mais de la Confédération tout entière, l'initiative qu'il a prise en provoquant la réforme consacrée par l'article 1<sup>er</sup> qui fait disparaître toute distinction de culte dans le traitement réservé aux Français sur le territoire helvétique.

La Convention relative à la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle se rattache par une solidarité non moins étroite au Traité de commerce que le Traité d'établissement. Comme ce dernier, elle introduit sur le territoire suisse la reconnaissance d'un grand principe, celui du respect international de la propriété intellectuelle. Le Gouvernement Fédéral s'honorera en comblant, à l'occasion des négociations avec la France, la lacune que présentent, en cette matière, les lois du pays, et à la faveur de laquelle la contrefaçon s'attaque impunément, dans les divers Cantons, non-seulement aux productions de l'étranger, mais souvent même à celles des autres parties de la Confédération helvétique. En garantissant les droits des auteurs, artistes et industriels français, la Suisse entre dans la voie où toutes les Puissances européennes l'ont déjà précédée. Il faut encore, néanmoins, pour que ce progrès s'accomplisse réellement, que la loyauté des tribunaux réponde à l'initiative du Gouvernement; c'est aux juges du pays, en effet, qu'il appartient d'assurer la sanction des dispositions conventionnelles qui constituent la propriété de nos nationaux. J'ai la confiance qu'ils ne failliront pas à ce devoir.

Deux autres arrangements complètent la série de nos conventions : l'un concerne les relations de l'arrondissement de Gex avec la Suisse; l'autre pose des règles communes pour l'exploitation des biens-fonds et forêts limitrophes des frontières. Ils consacrent l'un et l'autre quelques facilités nouvelles pour les rapports de voisinage entre les deux pays. Je n'hésite pas à dire que j'aurais désiré que ces facilités fussent plus larges, plus complètes, et étendues à l'une comme à l'autre des deux zones qui sont placées en dehors de nos lignes de douanes. Mais nous avons dû retirer ou ajourner quelques-unes de nos de-



mandes les plus essentielles, tantôt devant la Constitution et le tarif suisse, dont on nous oppose les règles absolues, tantôt devant des préventions qui ne tarderont pas à disparaître sous l'action bienfaisante du traité.

Nous aurions souhaité, Monsieur le Marquis, pouvoir compléter les dispositions libérales de ces diverses Conventions, en supprimant, au profit des Suisses, la formalité du visa des passe-ports qui soulève, je le sais, d'incessantes réclamations ; mais il nous a semblé impossible de séparer ces réclamations des plaintes que font entendre nos nationaux eux-mêmes, et que vous n'avez tant de fois signalées, contre le régime auquel leur séjour et leur établissement sont soumis dans les divers cantons. Nous avons inutilement épuisé tous les arguments fondés sur les principes de l'équité et de la réciprocité pour obtenir que les Français ne fussent pas assujettis en Suisse, à titre d'étrangers, à des charges et obligations spéciales qui s'ajoutent aux charges communes imposées aux citoyens du lieu de leur résidence. Malgré toutes nos représentations, cet état de choses n'a pu être modifié par le traité ; toutefois le plénipotentiaire suisse nous a fait espérer, à différentes reprises, que des adoucissements pourraient, avant peu, être apportés à la condition des Français de la classe ouvrière séjournant sur le territoire de la Confédération. Nous n'avons pas voulu négliger cette ouverture, et, dans le but de ménager une transaction, nous avons consenti à une déclaration qui sera consignée dans un protocole destiné à être rendu public, et qui sera conçue dans les termes suivants : « Si le Conseil fédéral réussit à obtenir des réductions sérieuses, spécialement au profit des ouvriers, sur les taxes perçues dans certains cantons suisses pour permis de séjour, le Gouvernement de l'Empereur est disposé à appliquer aux habitants de la Suisse les mêmes règles que celles qui ont été adoptées à l'égard de l'Angleterre et de la Belgique en matière de passe-port. » Comme vous le voyez, Monsieur le Marquis, il ne dépendra désormais que de la Suisse d'affranchir ses ressortissants de la formalité du visa des passe-ports, ou, du moins, du paiement de la taxe.

Je ne m'étendrai pas, Monsieur le Marquis, sur les dégrèvements que le Traité assure à nos produits ; ils sont en eux-mêmes trop restreints pour qu'ils puissent modifier sensiblement le chiffre de nos importations dans ce pays ; il est, d'ailleurs, juste de reconnaître que, si la Suisse ne nous a pas fait de plus sérieuses concessions, c'est qu'elle s'en était retiré elle-même la faculté en adoptant, par avance, un tarif réellement libéral. Je n'en compte pas moins sur les bons effets des traités que nous allons conclure. L'abaissement de nos barrières de douanes ne peut qu'exercer une influence favorable sur le mouvement des échanges entre les deux pays, en même temps que



les facilités nouvelles données à leurs relations de voisinage contribueront à resserrer les liens qui les unissent.

Agréez, etc.

*Signé* : DROUYN DE LHUYS.

ESPAGNE.

**M. Drouyn de Lhuys au comte de Bondy, chargé d'affaires de France à Madrid.**

Paris, le 21 juin 1864.

Monsieur, j'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 avril dernier, et à laquelle était jointe la réponse du Premier Secrétaire d'État de Sa Majesté Catholique à notre proposition de négocier un arrangement ayant pour objet d'assimiler, dans l'application des tarifs de douanes, les marchandises importées par la voie de terre à celles qui sont introduites sous pavillon national. Il résulte de cette communication que, pour consentir à la suppression des taxes différentielles aux frontières de terre, le Gouvernement espagnol réclame, sans offrir aucun autre équivalent, le bénéfice complet des Traités que nous avons successivement conclus avec l'Angleterre, la Belgique et l'Italie. Pour justifier cette demande, le Premier Secrétaire d'État se réfère dans la note qu'il nous a adressée, à un tableau comparatif de l'ancien et du nouveau tarif espagnol destiné à faire ressortir les dégrèvements qui, dans l'opinion de M. Salaverria, constitueraient un ensemble de concessions décrétées spontanément, dans ces dernières années, au profit de produits français, et dont l'assimilation qu'il revendique ne serait que la juste compensation.

Bien qu'il ne me fût pas possible de considérer comme acceptable une proposition d'arrangement fondée sur des bases aussi inégales, je n'en ai pas moins cru devoir prier MM. les Ministres du Commerce et des Finances d'en faire l'objet d'un examen attentif et d'apporter dans cette étude tout l'esprit de conciliation compatible avec les intérêts légitimes de notre commerce et de notre industrie. J'étais persuadé, d'ailleurs, qu'en allant aussi loin que le permettraient ces intérêts, dans la voie des concessions, nous obtiendrions, par le développement des transactions qui serait la conséquence d'un régime conventionnel plus libéral, des compensations en vue desquelles nous pouvions ne pas exiger une trop rigoureuse pondération des concessions réciproques.

Ces sentiments ont été partagés par LL. EE. M. Béhic et M. Fould et la question a été, en conséquence, examinée avec un désir sincère de faciliter l'entente avec le Cabinet de Madrid par la modération de nos demandes.

Toutefois, nous ne pouvions, ainsi que vous l'avez prévu, Monsieur, admettre comme bases de négociation des propositions dont l'acceptation de notre part équivaldrait, pour ainsi dire, à la concession gratuite à l'Espagne d'un régime conventionnel que la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Italie n'ont obtenu qu'au prix d'une réciprocité réelle et complète. Les intérêts que le Gouvernement de l'Empereur doit sauvegarder, la loyauté constante qui a présidé aux engagements qu'il a contractés jusqu'ici, enfin sa situation vis-à-vis des Puissances avec lesquelles des négociations sont ouvertes ou projetées, lui interdisaient une dérogation aussi manifeste à des principes trop respectables pour que le Gouvernement de S. M. Catholique ne reconnaisse pas lui-même le devoir qui nous est imposé de n'y porter aucune atteinte. Il comprendra, dès lors, que nous ne pourrions accorder à l'Espagne le bénéfice entier de nos derniers arrangements conventionnels qu'en échange de compensations qui établiraient, autant que possible, pour notre navigation et notre commerce, dans les relations avec la Péninsule, une situation d'égalité, qui est loin d'exister aujourd'hui.

Sans entrer dans une discussion approfondie sur l'importance des dégrèvements opérés dans le tarif espagnol, et dont le relevé accompagne la note jointe à votre dépêche du 26 avril, et tout en reconnaissant la tendancelibérale qu'ils indiquent, je dois pourtant faire observer qu'ils sont loin d'avoir à nos yeux la valeur que la Première Secrétaire d'État leur attribue, et surtout de présenter le caractère de concessions accordées privativement et motivant des compensations spéciales.

D'une part, les droits actuels sont encore assez élevés pour exercer sur l'importation de nos principaux produits en Espagne une action presque complètement restrictive. D'un autre côté, nous pourrions, et avec plus de raison, mettre en regard des dégrèvements décrétés par l'Espagne ceux dont nous avons pris nous-mêmes l'initiative, en dehors des tarifs conventionnels. Ainsi, nous avons supprimé ou abaissé, dans une très-forte proportion, les droits sur presque tous les articles importés de la Péninsule, tels que les vins, les bestiaux, les laines, les huiles, les plombs, etc. Il nous serait facile de dresser de ces dégrèvements un relevé que nous pourrions opposer avec avantage à celui qui émane de la Première Secrétaire d'État ; mais cette comparaison, bien qu'elle dût être en notre faveur, me paraîtrait stérile, car il faut bien reconnaître que, de part et d'autre, les réformes successives de tarif ont été dictées par l'intérêt particulier de chaque pays, plutôt que par des considérations internationales. Aussi, n'avons-nous point songé à nous en prévaloir, pour ce qui nous concerne, et nous aimons à penser que le Cabinet de Madrid ne tardera pas, de son côté, à recon-

naître de peu de poids de l'argument qu'il avait cru pouvoir invoquer dans la circonstance présente.

Si donc nous en dégageons, de part et d'autre, la question qui nous occupe, nous pourrions facilement formuler des propositions équitables sur les termes de l'arrangement auquel la suppression réciproque des droits différentiels aux frontières de terre pourrait donner lieu.

Et d'abord, quel que soit le prix que, pour notre compte, nous attachons à cette mesure, nous ne saurions la considérer comme devant être accomplie à notre profit exclusif. Sans parler des surtaxes qui existent encore dans notre tarif et dont la suppression ne saurait, je le reconnais, entrer en balance avec le profit que nous retirerions de l'abolition des droits différentiels qui pèsent sur nos importations à la frontière de terre, il ne faut pas perdre de vue que l'Espagne est elle-même très-intéressée à une réforme dont l'ajournement annulerait, en grande partie, les avantages que les deux pays doivent attendre de la jonction de leurs voies ferrées. Il est donc probable que par la force des choses, le Gouvernement de S. M. Catholique serait amené à réaliser spontanément, dans un avenir plus ou moins prochain, la mesure pour laquelle nous sommes, aujourd'hui, disposés à donner des compensations d'une importance incontestable.

Mais pour que cette modification nous offrit des avantages proportionnés à ceux que l'Espagne obtiendrait, il faudrait qu'elle ne fût pas bornée aux importations par la frontière de terre. Nos réformes économiques n'ont pas été limitées au tarif proprement dit; elles s'étendent aussi au régime de la navigation; toutes nos surtaxes de pavillon ont été considérablement amoindries, et l'Espagne a profité largement de ces mesures libérales, tandis que, sous ce rapport, elle a maintenu les rigueurs de son tarif. Or, les surtaxes de navigation dont sont frappées dans les ports de la Péninsule les marines étrangères, sont presque toutes absolument prohibitives pour les marchandises des contrées lointaines prises dans les pays de production ou les entrepôts et, pour les produits européens, elles sont également fort élevées. Elles sont fixées, en général, à 20 p. 0/0 du droit principal, et l'on est fondé à les trouver d'autant plus lourdes, qu'elles s'ajoutent souvent à des droits déjà excessifs. Cette différence dans la condition des pavillons respectifs motive un des principaux griefs de nos nationaux, qui se plaignent avec vivacité de la concurrence ruineuse que leur suscite l'abandon sans réciprocité du système protecteur.

Comme j'ai déjà eu souvent l'occasion de le répéter à l'Ambassade, le Gouvernement de l'Empereur manquerait à ses devoirs s'il ne tenait pas compte des réclamations chaque jour plus pressantes de notre commerce et de notre marine. A mesure que s'abaissent les barrières

que nous opposait le régime économique d'autres États, le contraste des obstacles que nous rencontrons encore en Espagne apparaît d'autant plus que nous continuons à accorder à cette puissance un traitement exceptionnel à plusieurs égards. Je ne veux point revenir sur les observations que cette inégalité des situations a depuis trop longtemps provoquées; j'aime mieux espérer que, répondant aux intentions conciliantes du Gouvernement de l'Empereur, le Cabinet de Madrid saisira l'occasion si favorable que lui offre la jonction des chemins de fer français et espagnols pour compléter, entre deux pays qu'unissent déjà tant de liens d'intimité, une solidarité dans laquelle leurs intérêts réciproques trouveront la plus large et la plus légitime satisfaction.

Je recommande, Monsieur, à toute votre sollicitude cette importante affaire, et je serai heureux d'apprendre que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique ait accueilli, avec un esprit de conciliation égal à celui qui nous anime, les propositions que je vous prie de lui communiquer.

Recevez, etc.

*Signé* : DROUYN DE LHUYS.

---

PORTUGAL.

**M. Drouyn de Lhuys à M. Bourée, ministre de France à Lisbonne.**

Paris, le 4 décembre 1864.

Monsieur, nos relations commerciales et maritimes avec le Portugal sont actuellement régies par le Traité signé à Lisbonne le 9 mars 1853, et qui, conclu d'abord pour une période de six années, est resté jusqu'à présent en vigueur par tacite reconduction.

Sous l'empire de cette Convention, les échanges entre les deux pays, qui présentaient déjà, dans les années antérieures, un progrès continu, ont poursuivi leur marche ascendante. D'après les tableaux du commerce extérieur de la France, l'ensemble de ce mouvement, qui s'élevait déjà, en 1853, à 9 533 000 francs (commerce spécial), a dépassé, en 1862, le chiffre de 22 millions, dans lequel la part du Portugal est de 8 millions et celle de la France de 14 millions. Ces résultats, bien que favorables en apparence, sont loin cependant de constituer une situation complètement satisfaisante eu égard à l'importance territoriale du Portugal, et surtout comparativement au développement de notre commerce avec d'autres États étrangers placés dans des conditions analogues.

Lors de la négociation de 1853, le Cabinet de Lisbonne, qui était



opposé, d'ailleurs, en principe, à tout abaissement de son tarif, avait écarté les propositions du Gouvernement impérial, en objectant le peu d'intérêt qu'il trouverait dans la concession réciproque de dégrèvements, les marchés français ne pouvant offrir, selon lui, qu'un débouché fort restreint aux produits du Portugal. Des faits survenus depuis cette époque ont démontré ce qu'il y avait de peu fondé dans cette opinion. L'amélioration sensible qui s'est manifestée dans les relations commerciales des deux pays autorise, au contraire, à penser qu'elles pourraient acquérir un développement beaucoup plus considérable, à la faveur du régime libéral inauguré en 1860 par le Gouvernement de l'Empereur.

Aussi, Monsieur, me paraît-il opportun au moment où vous êtes appelé par la confiance de Sa Majesté à la légation de Lisbonne, de vous prier d'appeler l'attention du Gouvernement du roi don Louis sur l'utilité d'une révision de ses tarifs de douane, et particulièrement sur les avantages qui résulteraient, pour les deux pays, de l'extension au Portugal des Traités que la France a récemment conclus avec plusieurs États européens.

En proposant au Gouvernement portugais d'ouvrir avec nous une nouvelle négociation, vous pouvez lui donner l'assurance que nous y apporterons l'esprit de conciliation le plus large et que nous tiendrons compte des conditions spéciales où se trouve le Portugal, de l'état encore peu avancé de son industrie, de ses nécessités fiscales et même des préjugés économiques qui peuvent encore exister dans cette partie de la Péninsule ibérique.

Je vous serai obligé de saisir la première occasion qui vous paraîtra favorable pour instruire de nos dispositions le Cabinet de Lisbonne. Vous ne manquerez pas de lui signaler en même temps l'importance qu'il devrait attacher, au point de vue de ses relations internationales, à faire coïncider la réforme de son régime économique avec l'achèvement prochain du chemin de fer de Madrid à Badajoz, qui va relier le Portugal à l'Espagne et, par suite, au réseau européen. Le Gouvernement portugais ne voudra certainement pas priver le commerce des avantages qu'il est appelé à recueillir de ces grandes voies de communication, dont l'établissement a exigé des sacrifices considérables, et que paralyserait le maintien du tarif actuel.

Recevez, etc.

*Signé*: DROUYN DE LÉHYS.

## SUÈDE ET NORWÈGE.

**M. Drouyn de Lhuys à M. Dutreil, chargé d'affaires  
de France à Stockholm.**

Paris, le 3 janvier 1865.

Monsieur, au point où est aujourd'hui arrivée notre négociation avec les Royaumes-Unis, nous pouvons en prévoir la prochaine conclusion et en apprécier les résultats.

L'arrangement qui est à la veille d'être signé apportera, dans notre régime de droits de douane et de navigation, de notables changements que sollicitaient depuis longtemps la Suède et la Norwège. Le commerce maritime de ces deux États obtiendra la suppression des droits différentiels de tonnage et des surtaxes de pavillon, qui grevaient l'importation directe des produits, et l'entier affranchissement des bois, le principal élément de frêt pour l'intercourse avec les ports de l'Empire. Ces immunités accordées au pavillon et au commerce scandinaves imposent, il est vrai, de sérieux sacrifices au Trésor français, et l'assimilation des deux marines modifiera également les conditions de la concurrence que les navires de Suède et de Norwège font aux nôtres. Ces considérations n'ont toutefois pas empêché le Gouvernement de l'Empereur d'étendre aux Royaumes-Unis les facilités consacrées par son régime conventionnel en matière de douane et de navigation. Il a la confiance que le développement des échanges compensera les pertes du Trésor ainsi que la diminution des avantages dont jouit notre marine sous l'empire des règlements restrictifs encore en vigueur.

C'est dans cet espoir que nous avons pu consentir à l'assimilation des pavillons des deux pays. Une concession aussi considérable ne trouve sa justification et son équivalent que dans les réductions de tarif auxquelles nous l'avons expressément subordonnée. L'avis qui a pu être exprimé par le Conseil supérieur du commerce, lors de sa récente enquête sur la marine nationale, laisse toute latitude au Gouvernement dans le règlement de ses rapports internationaux. Il a été formellement entendu que, dans le cas où les propositions de réformes maritimes recevraient l'approbation de l'Empereur et la sanction du Pouvoir législatif, le bénéfice en serait limité aux États qui nous accordent une entière réciprocité, et, par réciprocité, nous entendons un régime également libéral pour les marchandises et les navires.

Il est une considération d'un autre ordre qui ne peut manquer de faire impression sur le Cabinet de Stockholm. Par suite des négociations que nous avons engagées avec les États du Zollverein, les villes anseatiques et les Pays-Bas, les conventions qui contribuent si puis-

samment au progrès du mouvement maritime et commercial entre la France et la Grande-Bretagne vont être appliquées à tous les pays riverains de la mer du Nord et de la Baltique. Je n'excepte pas du nombre des États appelés à participer au bénéfice de notre régime conventionnel la Russie, qui a déjà obtenu pour sa navigation, en vertu du traité de 1857, ceux des avantages dont le commerce du Nord est le plus en mesure de profiter. Dans cet état de choses, le maintien exceptionnel de règlements restrictifs au préjudice des Royaumes-Unis serait en désaccord avec les sentiments de bienveillance dont la Cour des Tuileries s'est toujours montrée animée pour le Cabinet de Stockholm.

Les Traités que nous sommes sur le point de conclure répondent, en outre, à une préoccupation que je ne crains pas d'avouer. Lorsque le Gouvernement de Sa Majesté, convaincu qu'il n'était pas d'une bonne et sage politique de laisser les intérêts particuliers seuls juges de l'opportunité des mesures commandées par l'intérêt général, a résolument entrepris, en 1860, la révision des tarifs et règlements douaniers de l'Empire, il ne pouvait perdre de vue que la généralisation d'une semblable réforme était la condition essentielle de son succès ; aussi s'est-il proposé de substituer à l'isolement des marchés européens un système basé sur un plus large développement de la production et de la circulation internationales. Dans cette pensée, il a fait appel aux États dont la législation douanière était moins libérale que celle inaugurée en France, heureux de pouvoir faciliter par son exemple et son concours l'accomplissement de l'œuvre de progrès à laquelle il les conviait. En même temps qu'il les mettait en demeure d'aborder l'examen d'une question économique dont la solution, bien que décidée en principe dans leurs conseils, pouvait être encore longtemps ajournée, il leur fournissait les moyens d'agir sur les volontés hésitantes par l'offre de compensations immédiates et la perspective de la libre exploitation du plus vaste marché du continent. Ce but a-t-il été atteint dans nos négociations avec le Cabinet de Stockholm ? Nous n'hésitons pas à le croire, bien que les concessions que nous avons obtenues puissent être trouvées insuffisantes, surtout en ce qui concerne la Suède. Mais nous ne nous étions pas flattés de vaincre du premier coup les résistances que devait rencontrer un essai même timide de réforme douanière dans un pays où la protection avait de fortes racines. Ce que nous espérons, c'est que le Gouvernement des Royaumes-Unis ne s'arrêtera pas dans la voie de progrès que nous lui avons ouverte, c'est que les heureux résultats des premières modifications ne tarderont pas à en provoquer de nouvelles.

Recevez, etc.

*Signé :* DROUYN DE LHUYS.

---

## MEXIQUE.

**M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon, ministre  
de l'Empereur à Mexico.**

17 novembre 1863.

Monsieur le Marquis, le but de notre expédition au Mexique ne serait pas complètement atteint si elle ne devait avoir pour effet de développer les rapports commerciaux de ce pays avec la France et de créer ainsi entre les deux Empires une étroite solidarité d'intérêts.

A mesure que l'ordre se rétablit, que les entraves mises à la production disparaissent, que de nouveaux immigrants apportent le concours de leur activité à l'exploitation des richesses du sol, le consommateur mexicain, pour qui les marchandises européennes sont de nécessité première et qu'une affinité de goûts et d'usages porte à préférer celles d'origine française, doit naturellement chercher la satisfaction de ce besoin dans un accroissement d'échanges proportionné à l'augmentation des ressources indigènes. D'un autre côté, notre situation exceptionnelle au Mexique, le développement qu'y prendra l'immigration de France, dès que la sécurité ramenée par nos armes règnera sur tous les points du territoire, l'arrivée de nombreux colons, Français pour la plupart, de nationalité ou d'origine, qui s'exilant d'un pays voisin, maintenant aussi désolé qu'il était prospère autrefois, cherchent à refaire sur un sol plus hospitalier, leur fortune brusquement anéantie, sont autant de circonstances nouvelles dont la réunion tend à favoriser, dans cette contrée, l'essor de nos pacifiques entreprises. Notre commerce, s'il sait en profiter, ne tardera pas à acquérir au Mexique cette force d'expansion qui caractérise les grands peuples et seconde puissamment leur influence civilisatrice.

C'est pour hâter ce résultat que je réclame de vous, Monsieur le Marquis, une coopération dont votre zèle et votre expérience des questions économiques me garantissent l'efficacité. Il importe que nos industriels, en s'efforçant d'agrandir les débouchés si restreints que leur a, jusqu'à ce jour, offerts le marché du Mexique, ne soient pas, dès le début, découragés par l'insuccès. Déjà j'ai invité nos consuls à la Vera-Cruz et à Tampico à m'adresser des échantillons des articles manufacturés auxquels un placement avantageux est assuré dans leurs circonscriptions respectives; ces échantillons devront être accompagnés de notes précises sur les provenances, les dimensions, les prix de vente des marchandises, ainsi que d'une sorte d'instruction pratique contenant toutes les indications dont le commerce a coutume de s'en-tourer au début de nouvelles opérations. Je vous prierai, de votre



côté, de ne rien négliger pour faire affranchir les échanges que nous voulons encourager des entraves qu'ils ont trouvées jusqu'à présent dans la complication des taxes et des formalités douanières en vigueur au Mexique. Le rapide examen de ce régime suffira pour vous en démontrer les inconvénients, et vos conseils judicieux contribueront, je n'en doute pas, à en amener la prochaine révision.

J'appellerai, en outre, votre attention, Monsieur le Marquis, sur le caractère fiscal du tarif mexicain. Vous savez quelle influence exercent les tarifs de douane sur le développement de la richesse publique, parfois même sur la solution des questions de politique intérieure et extérieure. Il vous sera facile de faire ressortir les avantages que retireraient les producteurs comme les consommateurs indigènes du remaniement, dans un sens libéral, des droits perçus au Mexique à l'entrée des marchandises étrangères. Ce n'est, du reste, que dans le pays même que ces réformes peuvent s'effectuer en pleine connaissance de cause : je me bornerai donc à vous indiquer, comme particulièrement désirables, la simplification des règlements de douane, l'adoucissement des pénalités, la suppression des prohibitions et l'abaissement des droits dont le taux élevé empêche nos produits de se populariser au Mexique.

Vous n'ignorez pas que les rapports commerciaux de la France avec ce pays sont encore réglés par la Convention du 9 mars 1839, qui stipule sommairement le régime de la nation la plus favorisée, en attendant la conclusion d'un traité définitif de commerce et de navigation. Le moment me paraît venu, Monsieur le Marquis, de substituer à cette clause provisoire un ensemble de dispositions destinées à assurer à nos intérêts le complément de garanties qu'ils réclament. Le traitement privilégié des Français résidant et de passage, la liberté d'action des agents consulaires chargés de protéger leurs personnes et leurs biens, les immunités que le droit public reconnaît à ces agents, les avantages qu'il importe d'obtenir pour notre commerce et notre pavillon, doivent être consacrés par des stipulations précises. Je vous serai, en conséquence, obligé de préparer, dès à présent, les voies à cette négociation, afin de pouvoir l'ouvrir aussitôt que les circonstances le permettront.

Je crois devoir vous entretenir, en outre, d'une question qui intéresse, à un haut degré, non pas seulement notre commerce, mais encore la santé publique : je veux parler des lacunes et des défauts que présente le régime sanitaire en vigueur dans les ports mexicains. Le fléau qui, chaque année, y décime nos équipages et nos immigrants, motive, de notre part, à l'égard des bâtiments arrivant du Mexique, des mesures de précaution d'autant plus strictement observées que la surveillance est moindre dans le pays de provenance.

Que l'on applique, sur tout le littoral du golfe du Mexique, un ensemble de dispositions combinées avec nos propres règlements, de manière à former en tout temps, depuis le départ jusqu'à l'arrivée des navires, une série non interrompue de garanties pour la santé publique ; que l'action vigilante de nos consuls soit secondée par les autorités chargées de veiller à l'exécution de ces mesures et de signaler officiellement l'apparition et la fin de chaque épidémie ; que ce nouveau régime reçoive la consécration du droit international, et, j'en suis persuadé, les Gouvernements qui se seront associés à nos vues ne tarderont pas à s'applaudir du résultat obtenu.

J'ajouterai qu'au nombre des points à régler de concert, il me semblerait fort utile de comprendre l'établissement, dans les pays où naît la fièvre jaune, de médecins sanitaires européens, qui, comme ceux que nous entretenons en Turquie, auraient pour mission d'étudier le fléau, d'observer la manière dont il se propage, et de provoquer l'adoption des mesures sanitaires ou hygiéniques propres à le combattre. C'est ainsi, vous le savez, que, pour nous garantir de la peste orientale, nous l'avons attaquée, avec un plein succès, dans son propre foyer.

Les considérations dans lesquelles je viens d'entrer vous indiquent suffisamment, Monsieur le Marquis, le double but que je désire assigner à vos démarches : pour le moment, amélioration du régime sanitaire en vigueur au Mexique ; plus tard, négociation, entre les deux pays, d'un arrangement auquel d'autres Puissances pourront prendre part, et dont vous auriez à faire, dès à présent, pressentir la proposition. Sur ce point, comme sur ceux que j'ai précédemment signalés à votre zèle, les avantages que vous réussirez à obtenir pour nos nationaux et pour notre commerce répondront, je me plais à n'en pas douter, à la haute sollicitude du Gouvernement de l'Empereur.

Recevez, etc.

*Signé : DROUYN DE LHUYS.*

---

#### **Adresse présentée à l'Empereur par le Sénat :**

Sire,

Les sessions législatives, loin de paraître un embarras à Votre Majesté, ne sont au contraire pour Elle qu'une occasion d'entrer en communication avec la France, et de mettre en évidence l'initiative vigilante du Monarque, l'accord des grands pouvoirs et la liberté des discussions et du contrôle. C'est un moment d'utile épreuve pour nos formes constitutionnelles. Quand un peuple voit son Gouvernement lui donner sans relâche l'ordre et la sécurité, le développement de ses

ressources et les satisfactions essentielles de la liberté, il comprend que ses institutions sont dans le vrai ; et Votre Majesté a pu dire à ce peuple reconnaissant : « *Maintenons avec fermeté les bases de la Constitution.* » Elles seront maintenues sans altération, tant qu'on écouterait la voix imposante de ces millions de suffrages qui ont fait et qui referaient, une fois de plus, nos plébiscites fondamentaux.

Votre Majesté, qui ne veut pas de session stérile, a tracé le programme de celle de 1865. Ce qui le caractérise, c'est le désir constant de Votre Majesté de faire servir le pouvoir, constitué entre ses mains par la volonté nationale, à une émancipation plus large des forces individuelles. Aider à la liberté par l'autorité, au lieu d'affaiblir l'autorité par la liberté, telle est la politique vraie, sûre, efficace. Les libertés privées sont les libertés fondamentales. Les libertés politiques n'en sont que la garantie, et un État est dans une condition normale quand les secondes sont suffisantes pour assurer les premières et que le pouvoir lui-même leur prête l'appui de sa protection. Après avoir doté le pays des libertés commerciales. Votre Majesté appelle les délibérations du Corps législatif sur l'extension des franchises communales et départementales ; excellente innovation qui a pour but de dégager l'administration centrale d'un poids trop lourd, sans affaiblir l'énergie de ses ressorts et sa puissante unité.

Les poursuites en matière criminelle, déjà fort adoucies, seront purgées dans la mesure convenable, de quelques restes de sévérités non indispensables pour arriver à une juste répression.

La contrainte par corps, suspendue par le Gouvernement provisoire le 9 mars 1848, rétablie peu de temps après par la loi du 13 décembre sur les demandes de la Banque de France et du commerce, sera soumise à l'épreuve d'un nouvel examen, où les besoins du crédit et les égards dus à la liberté personnelle seront soigneusement pesés.

Les sociétés commerciales seront étudiées au point de vue d'une action plus libre pour les combinaisons légitimes de l'intérêt privé.

Enfin, l'instruction primaire, où tant d'améliorations ont déjà été introduites, soit quant au sort des instituteurs, soit quant au nombre des écoles et à leur fréquentation, recevra une plus vive impulsion sous l'influence de cette idée juste et libérale que, dans un pays de suffrage universel, tout le monde doit savoir lire et écrire.

Le moral de la nation marchera donc de pair avec ses progrès matériels. Les grands travaux vont se continuer cette année sans appel au crédit, et leur développement incessant ajoutera à ce vaste mouvement du commerce international qui, depuis 1851, s'est élevé de 2 milliards 614 millions à plus de 7 milliards. Il est plus difficile de chiffrer le progrès moral d'un peuple. Mais si nous calculons, d'une part, les subventions affectées à la religion, aux écoles et aux arts, et, de

l'autre, la tendance de lois, l'élan favorable des populations vers ce qui élève l'existence, et leur goût plus prononcé pour les satisfactions intellectuelles, il est manifeste que l'activité morale de la France n'est pas restée en arrière; et les mesures législatives dont Votre Majesté prend l'initiative jetteront des semences fécondes sur un sol déjà préparé par d'heureux efforts.

Cependant, un État comme la France ne saurait vivre, même au sein d'une prospérité générale, sans ressentir quelques malaises accidentels. Par suite des variations imprévues survenues dans le taux de l'argent et le prix de certaines matières premières, il y a eu des embarras industriels et économiques, comme en ont éprouvé, au dehors, tous les grands marchés. Mais ici, plus que partout ailleurs, les intérêts particuliers les ont atténués par leur prudence et leur courage. Si la France aime à trouver la main protectrice du Gouvernement dans les affaires publiques, elle sait se préserver elle-même au milieu des difficultés qui viennent la surprendre dans son activité privée.

Il est, du reste, à remarquer que cette crise tend à s'éloigner par la contenance résolue de notre commerce, de nos fabricants et de nos ouvriers, et que la situation de nos finances n'en a pas éprouvé de dommage; aussi les prévisions du budget seront-elles réalisées dans leur ensemble.

Nous avons vu avec satisfaction l'enquête ordonnée par Votre Majesté sur la question des banques, qui a tenu une place importante dans les délibérations du Sénat, lors de la dernière session. Il sera d'une incontestable utilité de porter la lumière sur ce sujet, qui touche si directement au problème économique des oscillations irrégulières dans le prix des capitaux.

L'état de l'agriculture, en ce qui concerne le prix trop modique des céréales, a appelé l'attention de Votre Majesté. Le pays vous remerciera de cette vigilance sur un des points les plus essentiels de la richesse agricole.

Les troubles que le fanatisme et l'ignorance ont suscités en Algérie ont été un sujet de préoccupation; ils n'ont pas été un sujet d'inquiétude. Là où sont nos soldats, là se trouve la victoire. Mais la victoire de la France est celle de la modération et de l'humanité. Après avoir imposé l'obéissance, Votre Majesté n'a d'autre but aujourd'hui que de reprendre l'œuvre de la colonisation. Par l'unité de pouvoir Votre Majesté consolidera dans la colonie européenne la sécurité rétablie par l'autorité militaire. La population arabe, de son côté, sentira notre force sans rien perdre des intentions bienveillantes de votre Gouvernement. Qu'elle se souvienne toujours que l'humanité n'est pas la faiblesse et que la justice met des châtiments sévères à côté de la rébellion.



Dans un autre ordre d'idées, une émotion inattendue a été suscitée dans les rapports de l'État et de l'Église. La France, messagère dans le monde des principes de 89, n'est jamais indifférente à ce qui tend à les mettre en question. Votre Majesté a compris ce sentiment, et Elle a ordonné l'exécution de la loi qui résume, en cette matière, les maximes les plus incontestables du droit public ancien et moderne. Et en cela, Elle n'a pas manqué à la religion chère à la majorité du pays; car c'est sous l'empire de ce droit, toujours pratiqué depuis saint Louis, que la France avait mérité, de Rome elle-même, le titre de *miroir de la chrétienté*. La loi du 8 avril 1802 constitue un des attributs essentiels de la souveraineté; elle n'est qu'une défense contre les abus possibles du dehors et du dedans. La France ne la laissera pas périr. Mais elle désire, en même temps, que l'harmonie règne intacte entre deux puissances dont l'union, solennellement consacrée par l'un des plus grands actes de Napoléon I<sup>er</sup>, a été entretenue sous le règne de Votre Majesté par d'éclatants bienfaits.

À l'extérieur, Votre Majesté avait placé dans l'œuvre durable d'un congrès européen l'aplanissement des difficultés qui divisent les États. Cette pensée généreuse n'a pas abouti. Mais bientôt la guerre qui a affligé le Danemark et les dissentiments dont l'Allemagne est agitée ont prouvé combien il y avait de sagesse dans vos prévisions. Au milieu de ces événements, Votre Majesté a gardé une attitude calme et neutre, se bornant à rappeler les principes.

Mais l'Italie méritait de sa part une plus sérieuse attention. Là se trouvent des causes graves de sollicitude, à savoir : les conséquences de notre glorieuse guerre de 1859, l'affermissement du nouveau royaume et l'indépendance de la papauté. La convention du 15 septembre, née sous l'empire d'une circonstance inattendue et répondant à des symptômes pacifiques, a ouvert à la conciliation des horizons nouveaux. En transportant sa capitale à Florence, l'Italie a interdit aux passions le chemin de Rome. En acceptant le traité, elle s'est associée par des promesses solennelles à votre pensée de protéger la frontière pontificale, d'assurer la situation financière du gouvernement romain et de faciliter le recrutement de son armée. Les transactions efficaces ont donc commencé. C'est votre désir, Sire, qu'elles fassent de plus grands pas. La convention, loyalement et complètement exécutée, conduira à ce but. Elle le sera par Votre Majesté, qui a toujours voulu le rapprochement des deux États; elle le sera par l'Italie, qui se souviendra de ses engagements et de la France. Sans doute l'avenir peut cacher des éventualités imprévues. En ce cas, Votre Majesté s'est réservé sa pleine liberté d'action, et la France peut se reposer sur votre sagesse.

L'année dernière, le Mexique n'était encore qu'un champ de ba-

taille où tout se trouvait obscur, si ce n'est la supériorité militaire de la France. Aujourd'hui, il en est sorti un empire sur le berceau duquel sont gravés les noms de Napoléon III et de Charles-Quint. Puissent ces noms lui inspirer les vertus qui fondent les États, et lui faire oublier les passions qui les déchirent ! Quelques graves questions ont survécu aux guerres civiles. Espérons que le prince éclairé et ferme que le Mexique a mis à sa tête saura les trancher par des résolutions énergiques et promptes, et que la France apprendra par le témoignage de ses soldats, bientôt rapatriés, qu'il règne sur un peuple désormais abrité par le drapeau de l'ordre. Du reste, l'opinion universelle sait maintenant que si votre Gouvernement a persévéré avec tant de résolution dans sa difficile entreprise, ce n'est pas pour susciter des antagonismes de race et nous créer des fondations lointaines, mais pour rapprocher les deux mondes par les échanges pacifiques et bienfaisants de la civilisation.

Sire, Votre Majesté a prononcé une grande parole, qui a vibré en France et dans le monde : *Le temple de la guerre va être fermé*. La paix sera donc désormais la politique de l'avenir. Vous avez en même temps décerné à nos armées un des plus magnifiques triomphes dont l'histoire ait gardé le souvenir. Soldats de la civilisation, du droit des peuples et des légitimes intérêts du pays, ces braves ont mérité ce glorieux témoignage de leur chef suprême, en versant leur sang dans les quatre parties du monde. Maintenant, réunissons-nous pour travailler de concert à féconder cette paix durable. La paix recèle dans son sein des trésors inépuisables ; le Gouvernement impérial les en fera sortir. La France possède, dans son génie, des forces immenses qui décuplent le bien ; elle les mettra au service de la noble cause qu'elle représente. Par là nous verrons les partis s'effacer et la nation grandir et prospérer. La France, plus riche sous le rapport des institutions, des lumières, du commerce et des arts, resserrera les liens qui l'unissent à la Dynastie ; et votre Fils saura comment on règne par la politique de concorde et de progrès, et par l'amour du Monarque pour son peuple.

#### RÉPONSE DE L'EMPEREUR.

« Monsieur le Président,

« Je reçois avec plaisir l'Adresse du Sénat. C'est toujours une vive satisfaction pour moi de voir les actes de mon Gouvernement justement appréciés par le premier corps de l'État.

« Tous les ans, au commencement des discussions, on éprouve d'abord une certaine inquiétude. On dirait que les divergences d'opi-

nions doivent empêcher toute entente commune; mais bientôt la vérité se fait jour, les nuages se dissipent, les esprits se rassurent et le vote presque unanime de l'Adresse vient manifester l'accord profond qui règne entre le Gouvernement et les Assemblées délibérantes.

« Montesquieu dit « que l'union, dans un corps politique, réside dans cette harmonie qui fait que toutes les parties, quelque opposées qu'elles paraissent, concourent au bien général comme les dissonances dans la musique concourent à l'accord général. » Ne nous plaignons donc pas des dissonances, tant qu'elles nous permettent de nous féliciter de cette harmonie qui unit, dans une seule pensée de stabilité, d'ordre et de progrès, les membres des Assemblées que leur mérite personnel et leurs services passés ont désignés soit au choix du peuple, soit au choix du Souverain.

« Je vous prie d'être auprès du Sénat l'interprète de mes sentiments et de ma confiance dans ses lumières comme dans son patriotisme. »

---

#### **Adresse présentée à l'Empereur par le Corps législatif.**

Sire,

La session de 1865 s'est ouverte sous des auspices favorables. Le calme au dehors, la confiance au dedans tendent à s'affermir. Nous nous applaudissons de circonstances qui nous permettent de tourner nos efforts vers les travaux de la paix et les améliorations intérieures.

Depuis plus d'une année, des causes générales et diverses ont affecté d'une manière grave les affaires dans le monde entier. Cette crise, qui a eu en France des effets moins douloureux qu'ailleurs, est aujourd'hui fort atténuée. Elle aura démontré une fois de plus la prudence, la solidité de notre commerce et de notre industrie, dont les progrès se manifestent par le développement considérable de nos transactions à l'extérieur.

Notre agriculture n'a pu échapper complètement aux effets de cette crise; mais sa situation a été plus particulièrement influencée par les circonstances climatériques. L'abondance de deux récoltes successives, en même temps qu'il y avait insuffisance de fourrages a provoqué un avilissement général du prix, source de plus de souffrances pour les producteurs que de bien-être pour les consommateurs. Cet état de choses, même passager, vous paraîtra, comme à nous, Sire, une raison nouvelle de chercher avec sollicitude tout ce qui pourrait être réalisé d'améliorations en faveur de ces populations agricoles si laborieuses, si modestes et si dévouées.

Pour l'agriculture, comme pour l'industrie et le commerce, pour

les intérêts matériels comme pour les intérêts moraux, il n'est pas d'auxiliaire plus certain et plus puissant que le perfectionnement et le développement des voies de communication de toute nature, corollaire obligé de la liberté des transactions.

Ainsi, l'achèvement des travaux ayant pour objet les voies ferrées, les ports, les rivières, les canaux, les routes, les chemins, l'irrigation, doit être énergiquement poursuivi, avec la pensée de le réaliser en peu d'années, mais sans compromettre la bonne économie de nos finances.

Frappées des résultats féconds de ces grandes entreprises, les populations en désirent la continuation et l'extension, même au prix de sacrifices nouveaux dont, sur plusieurs points, elles ont déjà donné l'exemple. Pour l'accomplissement d'une telle œuvre, ce ne sera pas trop du concours réuni de l'État, des départements, des communes et des compagnies.

Le Corps législatif a reçu avec satisfaction de Votre Majesté l'assurance que la situation des finances, allégée des dépenses qu'entraînent les expéditions lointaines, permettrait, cette année, d'imprimer à ces travaux une activité efficace, sans faire aucun appel au crédit.

C'est encore un moyen d'accroître la prospérité générale que d'ouvrir la carrière à l'initiative individuelle et à l'esprit d'association. Nous seconderons avec empressement les vues de Votre Majesté à cet égard. Il importe en effet de faciliter le jeu des opérations commerciales, et la formation de sociétés destinées à développer le bien-être des classes ouvrières, de ramener à de justes limites une réglementation excessive, sans abandonner les garanties nécessaires à la sécurité publique, de dégager l'État du poids d'une responsabilité souvent illusoire, et toujours dangereuse.

Les conseils généraux des départements et les conseils municipaux sont dignes par leur sagesse de recevoir des attributions plus étendues. Le Corps législatif apprécie toute l'importance du projet de loi qui lui est soumis à cet égard, et qui s'est proposé de simplifier et de hâter l'expédition des affaires locales. Le Gouvernement de Votre Majesté a fait connaître son intention de choisir, autant que possible, les maires et les adjoints dans le sein des conseils municipaux. Nous avons reçu cette déclaration avec satisfaction.

L'industrie des transports maritimes excite à juste titre la sollicitude de Votre Majesté. Étroitement liée aux intérêts de l'agriculture et du commerce, elle est l'un des éléments de la puissance nationale. Nous consacrerons tous nos soins à l'étude du projet de loi qui, dans la pensée de la développer, la soumettra au régime général de la concurrence.

Nous verrions avec satisfaction disparaître de nos codes des ri-



guez qui ne seraient pas reconnues nécessaires à l'ordre public; et nous mettrons le zèle qu'exigent les intérêts engagés dans l'examen des lois relatives à la mise en liberté provisoire, avec ou sans caution, et à la suppression de la contrainte par corps.

Sire, nous partageons votre sollicitude pour l'instruction publique. Éminemment utile dans toute société, l'instruction est nécessaire dans celles qui reposent sur le suffrage universel. Le vœu du Corps législatif, comme le vôtre, est que tout citoyen sache lire et écrire. Nous espérons que le développement de l'aisance générale, une application plus libérale de la gratuité et de justes encouragements donnés par l'État aux communes pauvres, hâteront le moment où tous les enfants jouiront du bienfait de l'instruction primaire.

Les questions religieuses ont pris dernièrement une plus large part dans les préoccupations du pays; nous pensons qu'il n'y a pas lieu de s'en émouvoir. D'un côté, le grand principe de la liberté des cultes est hors d'atteinte; de l'autre, l'opinion publique rend témoignage à ce que vous avez montré de déférence et d'intérêt au culte catholique, en multipliant les succursales, en améliorant la situation du clergé, en ouvrant le Sénat aux princes de l'Église. Tant de considération et d'appui assurés à la religion vous autorisent d'autant plus à attendre de ses ministres le respect des droits du pouvoir civil. Tous les souverains, en France, ont conservé ces droits intacts, et nous approuvons Votre Majesté de maintenir avec fermeté l'obéissance qui est due aux lois fondamentales de l'État.

Sire, nous apprenons avec une satisfaction profonde la solution pacifique des difficultés extérieures. Nous regrettons que ces questions n'aient pas reçu d'un congrès une solution générale et durable; mais l'apaisement obtenu rassure les esprits et les intérêts.

Dans le conflit soulevé sur les bords de la Baltique, votre Gouvernement a montré une juste réserve qui lui était commandée par notre bon vouloir envers l'Allemagne et par nos sympathies pour le Danemark. Vous avez eu raison, Sire, d'invoquer, dans les conférences diplomatiques, au profit des populations, les principes sur lesquels repose notre droit public.

Nous constatons avec Votre Majesté les résultats obtenus au Mexique. Grâce à la valeur de nos soldats et de nos marins, à la sagesse du souverain et au concours des populations, l'ordre, la sécurité, le travail reprennent leur empire; il est heureux que de tels succès préparent le retour prochain de nos troupes.

L'insurrection imprévue qui a éclaté en Afrique a été rapidement vaincue. Nous avons l'espoir que les populations arabes, trop longtemps aveuglées par le fanatisme religieux, ne méconnaîtront plus désormais la puissance de nos armes ni les intentions bienveillantes

de votre Gouvernement, et que des efforts persévérants assureront le développement et la prospérité de la colonisation.

Ainsi, partout où nos armées et nos flottes ont porté leurs couleurs, comme partout où notre diplomatie a porté ses conseils, en Allemagne, au Japon, en Algérie, au Mexique, votre Gouvernement, Sire, a défendu la modération, le droit et la justice. Nous vous remercions d'avoir donné à la France ce rôle dans le monde. Le pays tout entier saluera, le cœur plein de joie, nos soldats ramenés par la paix, après avoir ajouté un nouvel éclat à l'honneur du nom français par leurs victoires dans le vieux et dans le nouveau monde.

Sire, il y avait en Italie une situation qui était pour tous les esprits sensés et clairvoyants l'objet de justes alarmes. Il fallait concilier l'affermissement du royaume d'Italie, en partie fondé par nos mains, et le maintien de l'indépendance du saint-siège. La convention du 15 septembre a voulu atteindre ce double but. Par cet engagement solennel, le gouvernement italien s'oblige à respecter le territoire pontifical et à protéger ses frontières contre toute atteinte directe ou indirecte. D'un autre côté, en transportant et en fixant sa capitale à Florence, il se constitue lui-même d'une manière définitive. La convention garantira ainsi efficacement l'indépendance du souverain pontife. Nous comptons fermement sur l'exacte et loyale exécution d'engagements qui lient réciproquement l'Italie et la France. Il est sans doute, Sire, des événements que la prudence humaine ne saurait toujours prévoir ou conjurer ; mais, pleins de confiance en votre sagesse, nous vous approuvons d'avoir réservé à cet égard votre entière liberté d'action.

Persévérez, Sire, dans cette voie sage de progrès au dedans, de conciliante résolution au dehors. Cette politique assure l'influence de la France dans le monde et consolide son dévouement à Votre Personne et à Votre Dynastie. En maintenant fermement l'autorité du pouvoir, continuez à montrer, par le calme développement de nos libertés, qu'il n'est pas un seul bien réalisable que la Constitution de l'Empire ne puisse donner au pays.

#### RÉPONSE DE L'EMPEREUR.

« Monsieur le Président,

« En recevant l'Adresse, ma première pensée est de remercier le Corps législatif de son concours et de me féliciter de voir ma conduite comme mes intentions loyalement comprises et énergiquement soutenues par les députés du pays.

« Vous défendez tous les ans avec fermeté nos lois fondamentales qui maintiennent un juste équilibre entre les pouvoirs de l'État. — Le

pays vous en sait gré. Sous le régime actuel sa vie se développe; il voit ses entraves administratives disparaître, le progrès assuré, la sécurité garantie. — Par le mouvement électoral, le retentissement de la tribune et de la presse, il sent bien qu'il est libre. Aussi, loin de vouloir abattre l'arbre qui a porté de bons fruits, les masses qui travaillent, les classes qui possèdent, les hommes qui se souviennent, ceux qui entendent et lisent, redoutent plus encore les abus de la liberté que les abus du pouvoir.

« Continuez donc avec calme vos travaux. Après avoir parcouru les sphères élevées de la théorie, occupez-vous pratiquement des lois qui vous sont proposées; elles ont pour but l'amélioration morale et matérielle de l'individu par l'éducation et le travail, de la commune et du département par l'extension de leurs attributions.

« Sans vouloir sans cesse tout changer, contentons-nous d'apporter chaque jour une pierre nouvelle à l'édifice. La base est large; il ne saurait s'élever trop haut. »

---

## TROISIÈME PARTIE.

---

### AFFAIRES D'AMÉRIQUE.

---

#### ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

**Note collective des Représentants des États confédérés  
à l'étranger, adressée à M. Drouyn de Lhuys.**

Paris, le 11 novembre 1864.

Monsieur le Ministre,

Les soussignés commissaires des États confédérés de l'Amérique ont, conformément aux instructions de leur gouvernement, l'honneur de présenter à V. Exc. une copie d'un manifeste publié par le Congrès desdits États avec l'approbation du président<sup>1</sup>, qui a été invité à faire transmettre des copies à ses commissaires à l'extérieur, afin qu'ils puissent les communiquer aux gouvernements étrangers. Les soussignés communiquent, en même temps, une copie du préambule et des résolutions du Congrès joints audit manifeste.

Les dispositions, les principes et les vues qui ont inspiré et inspirent encore les États confédérés sont exposés dans ce document avec toute l'autorité due aux solennelles déclarations des branches législatives et exécutives de leur gouvernement, avec une clarté qui ne laisse place ni aux commentaires ni aux explications.

Il y est déclaré en peu de phrases que tout ce qu'ils demandent, c'est qu'il n'y ait nulle ingérence dans leur paix et leur prospérité intérieure, et qu'on les laisse jouir paisiblement de leurs inaliénables droits de vie et de liberté, ainsi que celui de travailler à leur bonheur. Ce sont des droits que leurs communs ancêtres ont déclaré être également l'héritage de toutes les parties signataires du pacte social.

1. Voir *Archives* 1864, tome III, page 375.



Qu'on cesse de nous attaquer, et la guerre sera finie. S'il existe des questions qui demandent à être réglées par la voie des négociations, ils ont toujours été disposés, et le sont encore, à entrer en communication avec leurs adversaires dans un esprit d'équité, de noble franchise, à soumettre leur cause au jugement éclairé, ainsi qu'à l'arbitrage solennel et sacré du ciel.

Les soussignés sollicitent très-respectueusement l'attention du gouvernement de Sa Majesté Impériale sur cette franche et complète explication de l'attitude des États confédérés ; ils feront en outre simplement observer que depuis la publication de ce manifeste, nos ennemis ont continué de faire la guerre avec un redoublement de férocité, avec un mépris plus éclatant de toutes les lois de la guerre entre nations civilisées, et en violant plus audacieusement les obligations du droit international.

Après avoir satisfait ainsi aux instructions de leur gouvernement, les soussignés offrent à Votre Excellence l'expression des sentiments de considération distinguée avec lesquels ils ont l'honneur d'être de Votre Excellence les très-obéissants serviteurs.

*Signé* : JOHN SLIDELL, J.-M. MASON,  
A. DUDLEY, MANN.

---

**Lettre adressée par M. Jefferson Davis à plusieurs sénateurs de la Géorgie au sujet d'une proposition introduite à la législature géorgienne, dans le but d'ouvrir des négociations pour la paix avec les autorités fédérales.**

Richmond, 17 novembre 1864.

Aux honorables sénateurs de la Géorgie, MM. A.-R. Wight (président du Sénat), J.-L. Guerry, J.-M. Chambers, Thomas E. Lloyd, Frederick K. West, Robert B. Nesbit.

En m'envoyant la résolution introduite à la Chambre des représentants de la Géorgie par M. Stephens, d'Hancock, vous m'annoncez que vous n'avez pas l'intention de favoriser l'adoption de cette mesure ou d'autres analogues parce que vous pensez qu'elle tend à nous diviser et à unir et renforcer nos ennemis, mais que l'on affirme à Milledgeville que je favorise une pareille action de la part des États, et serais heureux de voir la Géorgie employer son influence dans le Sud. Vous aurez la bonté de dire que si cela est exact, et que si l'adoption de cette résolution ou d'autres similaires peut à quelque degré que ce soit me donner aide ou assistance à porter la guerre à une

prompte et heureuse conclusion, vous voulez m'appuyer de toutes vos forces.

Je vous offre mes remerciements cordiaux pour cette expression de confiance, mais je vous assure qu'il n'y a rien de vrai dans les assertions que vous mentionnez; et je pense que vous avez déjà vu, par la conclusion de mon message annuel, dont lecture a dû vous être donnée depuis la date de votre lettre, que je n'ai pas l'intention de recourir pour la négociation de la paix à d'autres organes qu'à ceux établis par la constitution des États confédérés. Ces organes me semblent trop bien adaptés à l'objet qu'on se propose et trop affranchis des fâcheuses conséquences attachées aux autres moyens qui ont été suggérés.

L'objection que vous présentez dans votre lettre contre l'action séparée des États me semble être si concluante qu'elle n'admet pas de réplique. Le résultat immédiat et inévitable d'une action divisée des États, serait de créer la discorde au lieu de l'unité des conseils et de suggérer à nos ennemis la pensée de la possibilité de la dissolution de la Confédération et de les déterminer, par le spectacle de nos divisions, à une action plus déterminée et plus unie contre nous. Ils adopteraient rapidement la fausse idée que certains des États de la Confédération sont disposés à abandonner leurs frères et à faire pour leur propre compte des conditions de paix; et si une pareille suspicion, quoique non fondée, pouvait prendre racine dans notre propre peuple, elle serait destructive de cet esprit de mutuelle confiance qui fait notre principal espoir de succès pour le maintien de notre cause.

Après avoir examiné comment cette proposition a pris naissance et s'être appesanti sur les difficultés insurmontables qu'elle présente, M. Davis examine quelles seraient les conséquences d'une réunion de négociateurs où tous les États seraient représentés et conclut en ces termes :

Après avoir exposé ces objections, il me semble superflu d'en ajouter d'autres de moins de gravité; mais, comme vous désirez l'expression complète de mes vues, j'ajouterai que l'histoire est remplie d'exemples des interminables difficultés et délais qui sont inhérents aux négociations pour des intérêts importants d'un conflit, lorsque les négociateurs sont en grand nombre. Si ces difficultés se sont élevées lorsque les parties avaient pleins pouvoirs pour conclure un traité, que pouvons-nous espérer d'une assemblée de négociateurs de trente ou quarante États, qui, au milieu d'une violente agitation, auront à délibérer sans avoir le pouvoir de rien conclure?

Nous trouvons dans l'histoire de notre pays que dans un temps de paix profonde, lorsque le sentiment de la plus cordiale fraternité existait et lorsqu'une longue et sanglante guerre avait eu une fin

trionphante, il fallut deux ans pour assembler une convention et mener ses délibérations à leur fin, et une autre année pour obtenir la ratification de ses travaux. Avec une guerre comme celle que nous avons actuellement, les vues de l'assemblée nombreuse de négociateurs proposée subiraient de constantes variations d'après les vicissitudes des combats, et l'espoir d'amener une concordance de vues serait promptement abandonné, laissant les parties plus divisées que jamais et plus désespérées quant à la possibilité d'arriver à une négociation fructueuse.

De plus, comment aplanira-t-on les difficultés résultant des prétentions opposées des deux belligérants en ce qui concerne plusieurs États? Suppose-t-on que la Virginie entrera dans une convention avec les délégués que nos ennemis choisiront pour la Virginie occidentale, et reconnaîtra ainsi un démembrement insolent et violent de son territoire? Ou les États-Unis consentiront-ils à ce que la Virginie occidentale soit privée de ses droits d'égalité après l'avoir admise comme un État, et lui avoir accordé le droit de vote pour l'élection à la présidence? Qui enverra une délégation pour la Louisiane, le Tennessee, le Kentucky et le Missouri? L'ennemi prétend avoir le gouvernement de ces États, tandis que nous affirmons qu'ils font partie de la Confédération. Recevra-t-on des délégués des deux côtés?

S'il en est ainsi, la convention sera promptement rompue. Si l'on ne nomme des délégués d'aucune part, alors les États les plus vivement intéressés au résultat de la convention ne seront pas représentés, et quelle valeur pourra-t-on attacher aux simples recommandations d'un corps de négociateurs dans de semblables circonstances? Diverses autres considérations se présentent d'elles-mêmes, mais j'en ai dit assez pour justifier ma conclusion que la proposition d'une action séparée des États n'est pas sage, qu'elle est impraticable et qu'elle ne présente aucun avantage pour contrebalancer les nombreuses et mauvaises conséquences qu'elle aurait pour notre pays.

*Signé : JEFFERSON DAVIS.*

---

**Résolutions collectives présentées le 18 novembre au Congrès confédéré, par M. Henry, sénateur du Tennessee.**

Résolutions collectives précisant la position des États confédérés et déclarant que le Congrès et le peuple desdits États sont déterminés à poursuivre la guerre jusqu'à ce que leur indépendance soit reconnue.

18 novembre 1864.

Résolu par le congrès des États confédérés de l'Amérique : attendu que le peuple des États confédérés a reçu de son créateur les inalié-

nables droits de vie et de liberté, ainsi que celui de travailler à son bonheur; que, pour assurer ces droits suprêmes, il a été institué parmi les hommes des gouvernements tenant du consentement des gouvernés leurs légitimes pouvoirs, et que, lorsqu'un gouvernement vient à détruire cette destination, le peuple a le droit de le changer ou de l'abolir, et de le remplacer par un nouveau gouvernement établissant sa base sur ces principes et organisant ses pouvoirs en la forme qui lui paraît la plus propre à sa conservation et à son bonheur; que sur ces principes contenus dans la déclaration de l'indépendance américaine, les colonies unies en 1777 ont rompu le lien qui les attachait au gouvernement de la Grande-Bretagne, et que c'est en vertu de ces mêmes principes que les États confédérés ont brisé les liens de cette union politique qui les attachait au peuple et au gouvernement des États-Unis d'Amérique plutôt que de se soumettre aux injustices réitérées à eux infligées par ce peuple, ainsi qu'aux usurpations de ce gouvernement dont le but réel est de les dépouiller de leurs droits, des biens à eux assurés par les garanties constitutionnelles et d'établir une tyrannie absolue sur ces États.

Résolu : que les États confédérés en ont appelé aux armes pour la défense de ces droits et l'établissement de ces principes, seulement après qu'ils ont eu conjuré en vain le peuple et le gouvernement des États-Unis, par tous les liens de leur commune origine, de désapprouver et de faire cesser ces injures et ces usurpations; et après aussi qu'ils ont eu demandé réparation dans les termes les plus mesurés et reçu, pour toute réponse, une répétition des insultes et des injures dont ils avaient déjà eu tant à souffrir, injures qui faisaient prévoir des usurpations futures encore plus dangereuses pour la liberté.

Résolu également : qu'après quatre années presque entières d'une guerre cruelle, épouvantable et hors nature, guerre pendant laquelle le peuple des États confédérés a établi d'une manière indiscutable sa capacité de se gouverner lui-même, et la possibilité où il est de résister à toutes tentatives de l'ennemi pour le subjuguier, ce Congrès n'hésite pas à avouer son désir sincère de voir la paix rétablie, et, dans ce but, il déclare solennellement à la face du monde que le gouvernement confédéré est prêt à ouvrir des négociations pour conclure une paix honorable et permanente entre les États confédérés et les États-Unis sur la base de l'indépendance particulière des premiers.

Résolu : que le moment est venu pour le congrès confédéré de proclamer devant le monde entier, au nom du peuple des États confédérés, sa détermination immuable d'être libre et de ne pas céder d'un point dans leur résolution de mourir libres plutôt que de vivre esclaves.



Si la population des États-Unis, en procédant à la réélection d'Abraham Lincoln, a entendu signifier par là la nouvelle année de guerre ou la réunion forcée à la fédération, tout en déplorant la cruelle nécessité qui leur est imposée et comptant sur la justice de leur cause et la bravoure de leurs soldats, ils relèvent le gant qui leur est jeté, laissant au ciel, dans sa justice, à faire pencher la balance.

Résolu qu'en vue de la détermination de l'ennemi de continuer cette horrible guerre, contre laquelle les États confédérés ont toujours protesté, et que l'ennemi a soutenue avec une vigueur extraordinaire en la signalant par des actes d'atrocité insolites, contrairement aux usages de la guerre entre peuples civilisés, le Congrès des États confédérés se consacrera de nouveau à la grande cause de la légitime défense contre la tyrannie combinée de l'ennemi. Ce ne sera plus seulement le soin momentané du Congrès et du peuple des États confédérés, mais bien l'affaire de toute son existence de concentrer toute la force du pays en hommes et en matériel de guerre, d'entrer en ligne comme un seul homme avec la résolution invincible de défendre leurs autels et leurs foyers jusqu'à ce que le dernier champion de la liberté soit tombé.

---

## GRANDE-BRETAGNE.

**Réponse du comte Russell à la note des agents des États confédérés d'Amérique, contenant copie du manifeste émis par le Congrès de ces États.**

Foreign-Office, 25 novembre 1864.

Messieurs, j'ai eu l'honneur de recevoir la copie que vous m'avez envoyée du Manifeste émis par le Congrès des soi-disant États confédérés d'Amérique.

Le gouvernement de Sa Majesté regrette profondément la nature prolongée de la lutte entre les États du Nord et ceux du Sud de la république anciennement unie de l'Amérique du Nord.

A l'exception d'une courte période de temps, la Grande-Bretagne, depuis 1783, est restée liée par des relations amicales tant avec les États du Nord qu'avec ceux du Sud. Depuis le commencement de la guerre civile qui a éclaté en 1861, le gouvernement de Sa Majesté a continué d'entretenir des sentiments d'amitié également pour le Nord et pour le Sud. Le gouvernement de Sa Majesté ne s'est jamais hasardé à juger des causes de la rupture; il déplore le commencement de ces troubles sanguinaires et attend avec anxiété le moment qui les verra finir.

En attendant, il est convaincu qu'il sert mieux les intérêts de la paix et qu'il respecte le droit de chacun en observant une stricte et impartiale neutralité. Cette neutralité, Sa Majesté l'a fidèlement maintenue, et elle continuera de la maintenir.

Je vous prie, messieurs, d'agréer l'assurance de la très-haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, messieurs, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

*Signé* : RUSSELL.

A MM. John Slidell, esq.; J.-M. Mason, esq., A. Budley Monn, esq., etc.

---

## ÉTATS PONTIFICAUX.

**Dépêche du cardinal Antonelli à MM. les commissaires des États confédérés à Paris, en réponse au manifeste de leur gouvernement.**

Romé, 2 décembre 1864.

Honorables messieurs, M. Sauttez m'a remis votre lettre du 11 novembre avec laquelle, suivant les instructions de votre gouvernement, vous m'avez envoyé une copie du manifeste publié par le Congrès des États confédérés et approuvé par le très-honorable président, afin d'appeler sur ce sujet l'attention du gouvernement de Sa Sainteté, auquel vous vous êtes adressé ainsi qu'aux autres gouvernements.

Les sentiments exprimés dans ce manifeste tendant, en réalité, à amener la cessation de cette sanglante guerre qui désole actuellement votre pays et à mettre fin aux désastres qui en sont la conséquence; de plus, comme en cherchant à ouvrir des négociations pour la paix, ces sentiments sont complètement d'accord avec les dispositions et le caractère du chef de l'Église catholique, je n'ai pas hésité un seul instant à placer ce manifeste sous les yeux de Sa Sainteté.

Sa Sainteté, qui a été sincèrement affligée des récits qui lui ont été faits de l'horrible carnage causé par cette lutte obstinée, a reçu avec une vive satisfaction l'expression des mêmes sentiments. Comme vicaire sur la terre de ce Dieu qui est l'auteur de la paix, il désire avec ardeur voir s'apaiser ces colères et la paix se rétablir.

Pour en donner une preuve, il a écrit aux archevêques de New-York et de la Nouvelle-Orléans, dès le 18 octobre 1862, les invitant à ce but sacré. Vous pouvez donc être assurés, honorables messieurs, que Sa Sainteté saisira avec empressement toute occasion favorable qui se présentera de hâter un résultat si désirable, afin que tous les peuples soient unis par les liens de la charité.

En vous instruisant de cette bienveillante disposition du Saint-Père, je suis heureux de me dire moi-même, avec les sentiments de la plus haute estime, etc.

*Signé* : Cardinal ANTONELLI.

A MM. C. Dudley Mann ; J.-M. Mason ; John Slidell, commissaires des États confédérés de l'Amérique, à Paris.

---

## SUÈDE ET NORWÈGE.

**Dépêche du comte de Manderstroëm, adressée à MM. les commissaires des États confédérés d'Amérique à Paris, en réponse au manifeste de leur gouvernement.**

Stockholm, 18 décembre 1864.

Le soussigné, ministre d'État des affaires étrangères de S. M. le roi de Suède et de Norvège, a récemment reçu la lettre à lui adressée sous la date de Paris, 11 novembre dernier, par MM. Mason, Slidell et Dudley Mann, commissaires des États confédérés d'Amérique, laquelle communique au gouvernement du roi, son auguste souverain, le manifeste adopté par le Congrès des États confédérés, le 14 juin, en même temps qu'une résolution faisant connaître les intentions, les principes et les vues de ces États, relativement à la guerre qui se poursuit entre eux et les États-Unis d'Amérique. Le soussigné croit de son devoir d'accuser réception de ladite lettre et de vous informer qu'il s'est empressé de mettre ces documents sous les yeux du roi. C'est par l'ordre de Sa Majesté qu'il doit se borner à déclarer que le gouvernement de Suède et de Norvège est résolu à observer, comme par le passé, la plus stricte neutralité vis-à-vis de la déplorable lutte qui a éclaté entre les États qui jusqu'ici formaient la grande et puissante Confédération américaine, et qu'en même temps, il fait les vœux les plus sincères pour qu'une guerre aussi désastreuse cesse enfin, et qu'il y ait un arrangement qui puisse satisfaire aux justes réclamations de chacun des États qui étaient membres de l'Union, avec laquelle, dès sa naissance, le gouvernement des Royaumes-Unis a entretenu les plus cordiales relations.

En obéissant à cet ordre, le soussigné profite de cette occasion pour offrir à MM. Mason, Slidell et Mann, les assurances de sa considération très-distinguée.

*Signé* : MANDERSTROËM.

MM. J.-M. Mason, J. Slidell et A. Dudley Mann, à Paris.

---

## ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

**Note du président Jefferson Davis**

Au Sénat et à la Chambre des représentants du Congrès des États confédérés, au sujet des résultats de l'entrevue des commissaires confédérés avec le président Lincoln, sur le James-River.

Palais de l'Exécutif, Richmond, 6 février.

Ayant récemment reçu une notification écrite qui m'avait convaincu que le président des États-Unis était disposé à conférer avec des agents non officiels que je pouvais juger à propos d'envoyer, en vue d'arriver au rétablissement de la paix, j'ai prié MM. A.-H. Stephens, R.-W. Hunter et J.-A. Campbell, de franchir nos lignes pour tenir conférence avec M. Lincoln ou toutes personnes qu'il pourrait charger de le représenter.

Je sou mets ci-dessous à l'examen du Congrès le rapport des éminents citoyens désignés plus haut. Ce rapport démontre que l'ennemi refuse d'entrer en négociations avec les États confédérés ou avec aucun d'eux séparément et d'accorder à notre peuple d'autres conditions que celles que l'on peut attendre d'un conquérant. Il ne nous permet, en un mot, d'avoir la paix que sur la base de notre soumission sans condition à son autorité, jointe à notre acception de sa récente législation relative à l'émancipation des esclaves et au droit du congrès fédéral de régler les relations entre la population blanche et noire de chaque État.

Telle est, comme je le comprends, l'effet de l'amendement à la constitution qui a été adopté par le Congrès des États-Unis.

*Signé* : JEFFERSON DAVIS.

---

**Rapport des Commissaires confédérés au Président  
des États confédérés<sup>1</sup>.**

Monsieur, en obéissance à votre lettre du 28 janvier, nous sommes partis pour solliciter une conférence non officielle avec Abraham Lincoln, président des États-Unis, sur le sujet mentionné dans ladite lettre.

La conférence a été accordée et a eu lieu le 30 janvier à bord d'un steamer mouillé dans la rade de Hampton sur lequel nous nous

1. Voir le compte rendu de l'entrevue, par le président Lincoln (*Archives*, 1865, tome II, page 271).



sommes rencontrés avec le président Lincoln et l'honorable M. Seward, secrétaire d'État des États-Unis.

Elle s'est prolongée pendant plusieurs heures et a été aussi complète qu'explicite.

Nous avons appris de lui que le message du président Lincoln au Congrès des États-Unis en décembre dernier expliquait clairement et distinctement ses idées sur les termes, les conditions et la méthode par lesquels la paix peut être rétablie. Nous n'avons pas été informés qu'elles dussent être modifiées ou allégées pour atteindre ce but. Il nous a fait comprendre qu'aucune condition ou proposition de traité ou de pacte quelconque dans le sens d'un ajustement définitif ne seraient prises en considération ou acceptées par lui conjointement avec les autorités des États confédérés, parce que ce serait équivalent à une reconnaissance de leur existence comme puissance séparée; ce qui dans aucune circonstance ne serait fait. Par des raisons analogues, aucune proposition émanant des États séparément ne serait accueillie par lui. Il a ajouté qu'aucune trêve ou armistice étendu ne serait accordé ou concédé sans avoir — à l'avance — des assurances satisfaisantes d'une complète restauration de l'autorité, de la constitution et des lois des États-Unis dans toutes les villes situées dans les limites des États confédérés; que, quelles que puissent être les conséquences résultant du rétablissement de cette autorité, il fallait qu'elles fussent acceptées; que cependant les individus sujets aux punitions et aux peines prévues par les lois des États-Unis pouvaient compter sur un usage très-libéral du droit de grâce dont il est investi, si la paix était rétablie.

Dans le cours de la conférence les amendements constitutionnels adoptés par le congrès, le 31 janvier, ont été mis sous nos yeux.

Ces amendements décident que l'esclavage ou la servitude involontaire, excepté en expiation de crimes, ne pourront exister dans les États-Unis ou dans toute place soumise à leur juridiction, et que le congrès aura le pouvoir d'imposer cet amendement par une législation appropriée.

Quant à la correspondance qui a précédé la conférence ci-mentionnée, vous en avez été préalablement informé.

Très-respectueusement, etc.

*Signé :* A.-H. STEPHENS, R.-M. HUNTER, J.-A. CAMPBELL.

---

**Proclamation du président Jefferson Davis.**

Danville, le 5 avril 1865.

Le général en chef a trouvé nécessaire d'opérer certains mouvements de troupes par suite desquels notre capitale s'est trouvée à découvert. Il serait peu sage d'essayer de cacher le dommage moral et matériel résultant pour notre cause de l'occupation de notre capitale par l'ennemi ; de même qu'il serait imprudent et indigne de nous de laisser notre énergie s'abattre et nos efforts se relâcher sous des revers si désastreux qu'ils puissent être. Pendant de longs mois la plus forte et la plus belle armée de la Confédération, commandée par un chef dont le nom inspire aux troupes comme au peuple une confiance sans bornes, a été rudement éprouvée par la nécessité de veiller d'une manière incessante sur les approches de sa capitale, et elle s'est vu forcée de laisser passer plus d'une opportunité d'effectuer des entreprises avantageuses. C'est à nous, mes compatriotes, de montrer par notre attitude dans le malheur combien grande a été l'erreur volontaire de ceux qui nous ont crus moins capables de supporter les revers que de faire bravement face au danger.

Nous voici entrés dans une nouvelle phase de la lutte. Débarrassée de la nécessité de garder certains points particuliers, notre armée sera libre de se mouvoir d'un endroit à l'autre, de frapper l'ennemi en détail, loin de sa base. Veuillons-le, et nous serons libres ! Tout plein de cette confiance dans le courage et l'énergie qui ne m'ont jamais quitté, je vous déclare, mes chers concitoyens, que ma résolution est de soutenir notre cause de toute mon âme, de tout mon cœur, et que jamais je ne consentirai à abandonner à l'ennemi un seul pied du sol d'aucun des États de la Confédération ; je vous déclare que la Virginie, ce noble État, dont l'antique renommée n'a pu être éclipsée que par sa récente et encore plus glorieuse histoire, que cette chevaleresque contrée qui a présenté sa poitrine nue aux chocs les plus terribles de l'ennemi pendant cette guerre, et dont les enfants et les filles ont fait preuve d'un héroïsme suffisant pour l'illustrer à tout jamais, sera gardée et défendue avec l'aide de son peuple et l'appui de la divine Providence ; je déclare enfin que nulle paix ne sera conclue avec les infâmes envahisseurs de nos foyers, au sacrifice d'un seul des droits de son territoire.

Si, par la force du nombre, nous étions forcés parfois de sortir temporairement de ses frontières ou de celle de tout autre État limitrophe, de nouveau et encore de nouveau, nous y rentrerions jusqu'à ce que, épuisé et découragé, l'ennemi se résolve enfin à abandonner,

comme désespérée, la tâche aussi impossible qu'interminable de faire des esclaves d'un peuple résolu à être libre. Donc, mes concitoyens, ne désespérons pas ; mais, pleins de confiance en le Dieu tout-puissant, allons au-devant de l'ennemi avec un nouveau courage de cœurs indomptés et indomptables.

*Signé : JEFFERSON DAVIS.*

---

## ÉTATS-UNIS ET ÉTATS CONFÉDÉRÉS.

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE LE GÉNÉRAL GRANT ET LE GÉNÉRAL LEE ET CAPITULATION DE CE DERNIER.

### **Le général Grant au général Lee.**

7 avril 1865.

Général, le résultat des événements de la semaine dernière doit vous convaincre de l'inutilité d'une plus longue résistance de la part de l'armée de la Virginie du Nord. Pour moi, je suis convaincu de cette vérité, et je regarde comme un devoir d'éviter la responsabilité du sang qui pourrait encore être versé en vous demandant la reddition de cette portion de l'armée des États confédérés connue sous la désignation d'armée de la Virginie septentrionale.

Très-respectueusement, votre obéissant serviteur,

GRANT, *lieutenant-général,*  
*Commandant les armées des États-Unis.*

---

### **Le général Lee au général Grant.**

17 avril 1865.

Général, j'ai reçu votre lettre, datée de ce jour. Quoique je ne sois pas complètement de votre avis quant à l'impossibilité d'une plus longue résistance de la part de l'armée de la Virginie du Nord, je vous répondrai que je partage complètement votre désir d'éviter une effusion inutile de sang. Conséquemment, avant de prendre en considération votre proposition, je vous demanderai quelles conditions vous offrez pour la reddition de mon armée.

R. E. LEE, *général.*

---

**Le général Grant au général Lee.**

8 avril 1865.

Général, je viens de recevoir votre lettre d'hier soir, en réponse à la mienne, datée du même jour, et demandant à quelles conditions j'accepterai la reddition de l'armée de la Virginie du Nord. Je vous répondrai que la paix est le premier de mes desirs, mais qu'il est une condition sur laquelle je suis forcé d'insister, c'est que les hommes qui se rendront ne pourront plus porter les armes contre le gouvernement des États-Unis, du moins jusqu'à ce qu'ils aient été échangés régulièrement.

J'aurai une entrevue avec vous, ou bien désignez des officiers qui s'entendront avec ceux que vous choisirez et dans le lieu qui vous conviendra pour traiter définitivement des conditions auxquelles sera reçue la reddition de l'armée de la Virginie du Nord.

Très-respectueusement, votre obéissant serviteur,

GRANT, *lieutenant-général*,  
*Commandant les armées des États-Unis.*

---

**Le général Lee au général Grant.**

8 avril 1865.

Général, j'ai reçu à une heure avancée votre lettre d'aujourd'hui en réponse à la mienne d'hier. Je n'avais pas dessein de proposer la reddition de l'armée de la Virginie du Nord, mais de demander quelles sont les conditions de votre proposition.

A parler franchement, je ne crois pas qu'il soit survenu aucun événement qui nécessite la reddition; mais comme le rétablissement de la paix doit être pour tous l'unique but, je désire savoir si votre proposition y tend. Je ne saurais donc conférer avec vous au sujet de la reddition de l'armée de la Virginie du Nord; mais si votre proposition n'est relative qu'aux troupes des États confédérés sous mon commandement et tend au rétablissement de la paix, je serai charmé d'avoir avec vous demain, à dix heures, une entrevue sur l'ancienne route de Richmond, entre les grand'gardes des deux armées.

Je suis, avec respect, votre obéissant serviteur.

R. E. LEE, *général*  
*de l'armée des États confédérés.*

---



**Le général Grant au Général Lee.**

9 avril 1865.

Général, votre missive d'hier est reçue. Comme je ne suis nullement autorisé à traiter au sujet de la paix, l'entrevue proposée pour dix heures du matin aujourd'hui n'aboutirait à rien de bon. Je vous disais néanmoins, général, que je désire sincèrement la paix avec vous, et que le Nord tout entier est animé du même sentiment.

Les conditions auxquelles la paix peut être faite sont parfaitement entendues. En mettant bas les armes, le Sud hâtera cet événement si désirable, il épargnera des milliers de créatures humaines et des centaines de millions de biens et de propriétés non encore détruits.

Dans le sincère espoir que toutes nos difficultés peuvent s'arranger sans qu'il en coûte de nouveaux sacrifices d'hommes, je suis votre très-respectueux et obéissant serviteur.

U.-S. GRANT, *lieutenant général*  
*des armées des États-Unis.*

---

**Le général Lee au général Grant.**

9 avril 1865.

Général, j'ai reçu votre billet de ce matin aux grand'gardes, où je m'étais rendu pour vous rencontrer et pour connaître définitivement quelles étaient les conditions qu'embrasse votre proposition d'hier relativement à la reddition de cette armée. Je demande maintenant une entrevue, conformément à l'offre contenue dans votre lettre d'hier. — Votre très-respectueux et obéissant serviteur,

R. E. LEE, *général.*

---

**Le général Grant au général Lee.**

9 avril 1865.

Votre lettre de ce jour vient de m'être remise à onze heures cinquante minutes du matin, par la raison que je m'étais étendu sur la route de Richmond à Linchburg à la route de Barnville à Linchburg. Au moment où je vous écris, je me trouve à quatre milles environ de Waller's-Church, et je m'avancerai jusqu'à vos avant-postes pour con-

féder avec vous. L'avis que vous m'enverrez touchant la localité où vous désirez que l'entrevue ait lieu me parviendra.

Très-respectueusement, votre obéissant serviteur,

U.-S. GRANT, *lieutenant général.*

---

CONDITIONS.

**Au général R.-E. Lee, commandant les armées  
des États confédérés.**

Appomatox Court house, le 9 avril 1865.

Conformément à la substance de ma lettre à vous adressée le 8 de ce mois, je me propose de recevoir la capitulation de l'armée de la Virginie du Nord aux conditions ci-après :

Conjointement avec les listes de tous les officiers et hommes (listes en duplicata, dont un exemplaire sera donné à un officier que je désignerai, et l'autre gardée par les officiers que vous pourrez désigner), les officiers donneront leur parole individuelle de ne pas prendre les armes contre les États-Unis avant d'avoir été régulièrement échangés. Chaque commandant de régiment ou de compagnie signera un engagement semblable pour les hommes qui sont sous ses ordres.

Les armes, l'artillerie et les objets appartenant à l'État devront être réunis et délivrés aux officiers que je chargerai de les recevoir. Cette mesure ne s'étendra pas aux sabres des officiers ni à leurs chevaux ou bagages personnels. Après quoi, chaque officier et homme sera libre de rentrer dans ses foyers, où il ne sera pas inquiété par l'autorité des États-Unis, tant qu'il tiendra sa parole et qu'il observera les lois en vigueur dans le lieu où il résidera.

Très-respectueusement,

U.-S. GRANT, *lieutenant général,  
commandant.*

---

CAPITULATION.

Quartier général, armée de la Virginie  
du Nord, le 9 avril.

Général, j'ai reçu votre lettre d'aujourd'hui renfermant les conditions de la capitulation de l'armée de la Virginie du Nord proposées par vous. Comme elles sont substantiellement les mêmes que celles spécifiées dans votre lettre du 8 de ce mois, elles sont acceptées

Je vais désigner les officiers qui seront chargés d'exécuter les stipulations. — Très-respectueusement, votre obéissant serviteur,

R. E. LEE, *général*.

---

## ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

**Ordre du jour adressé par le général Lee à son armée pour lui faire ses adieux après la capitulation du 9 avril 1865.**

10 avril 1865.

« Après quatre ans de rude service signalés par un courage et une bravoure sans pareils, l'armée de la Virginie du Nord a été contrainte de céder devant une force numérique et des ressources supérieures; je n'ai pas besoin de dire aux braves survivants de tant de rudes combats, demeurés inébranlables jusqu'à la fin, que si j'ai consenti à ce résultat, ce n'a pas été faute de confiance en eux. Mais, comprenant que la valeur et le dévouement seraient hors d'état de rien faire qui fût de nature à compenser la perte qui aurait accompagné la continuation de la lutte, j'ai résolu d'éviter le sacrifice inutile de ceux que leurs services passés ont rendus chers à leurs concitoyens. Aux termes de la convention, officiers et soldats peuvent rentrer dans leurs foyers et y rester jusqu'à l'échange. Vous emporterez avec vous la satisfaction qui s'attache à la conscience du devoir accompli fidèlement; et je demande instamment à Dieu, dans sa miséricorde, de vous couvrir de sa bénédiction et de sa protection. Rempli d'une admiration constante pour votre fidélité et votre dévouement à la patrie, et conservant un souvenir agréable de votre bienveillante et généreuse considération pour moi, je vous fais ici mes adieux affectueux.

« R. E. LEE, *général*. »

---

## ÉTATS-UNIS.

**Discours du président Johnson à la réception d'une députation des citoyens de l'Illinois, en réponse à l'adresse qui lui a été remise par cette députation.**

17 avril 1865.

Messieurs, j'ai écouté avec une profonde émotion les bonnes paroles que vous m'avez adressées. Je ne m'étais pas attendu à la visite de

cette grande députation, chargée de m'apporter des paroles d'encouragement, au milieu des tristes circonstances qui nous entourent ; en présence de l'immense responsabilité qui pèse sur moi, leur expression de confiance individuelle ou, beaucoup plus que cela, celle d'un corps influent comme celui que j'ai devant moi, représentant une grande communauté, réjouit et réconforte mon esprit accablé. Je ne trouve pas de paroles pour vous répondre. Dans une heure de profonde douleur, comme celle-ci, serait-il possible de rendre par des paroles les sentiments que j'éprouve ? Je ne puis commander à mes lèvres de les exprimer.

Peut-être la meilleure réponse que je pourrais faire, et celle qui serait la mieux appropriée à vos bonnes assurances de confiance, serait de les recevoir en silence. Les battements de mon cœur, depuis que la cruelle catastrophe est venue nous épouvanter, ne peuvent se décrire par des paroles ; accablé comme je le suis par la nouvelle et grande responsabilité qui m'est dévolue et me comble de douleur, je puis difficilement vous répondre. Mais je ne puis laisser passer de pareilles expressions de la confiance du peuple sans les reconnaître.

Pour une personne qui, comme moi, n'a jamais demandé beaucoup, mais qui, il est vrai, a reçu d'un peuple généreux de nombreuses marques de confiance et d'honneur pendant un long laps de temps, une circonstance comme celle-ci et une manifestation si opportune des sentiments publics est particulièrement acceptable.

Issu du peuple, chaque sensation du cœur populaire trouve une réponse immédiate dans le mien. Beaucoup d'hommes publics ont souvent considéré des circonstances comme celle-ci comme une simple affaire d'étiquette ; pour moi les sentiments exprimés sont réels. Vos paroles d'encouragement et de confiance ont pénétré jusqu'au plus profond de mon cœur, et, fussé-je même un poltron, encore devrais-je me les rappeler pour me soutenir dans l'accomplissement de ce qui est juste dans ma conviction.

Ayant de tels sentiments j'entreprendrai d'exécuter les grands devoirs de ma charge avec fermeté et constance, sinon avec la grande habileté déployée par mon prédécesseur, qui est encore fraîche dans vos esprits contristés. Ai-je besoin de répéter qu'aucun cœur ne sent plus profondément que le mien cette grande affliction ?

Dans ce que je dirai en cette circonstance, je ne m'abandonnerai pas à un étroit esprit de colère, ni à des sentiments de vengeance ; mais nous nous trouvons en présence d'un événement considérable dans l'histoire de l'humanité.

Au milieu du peuple américain, où chaque citoyen est tenu d'obéir à la loi et d'observer les règles d'une conduite chrétienne, notre pre-



mier magistrat, le bien-aimé de tous les cœurs, a été assassiné; et lorsque nous suivons ce crime jusqu'à son origine, lorsque nous rappelons la source où l'assassin a puisé son inspiration et que nous considérons ensuite le résultat, nous sommes encore plus étonnés de ce crime si barbare, si diabolique.

Un crime comme l'assassinat d'un homme grand et bon, honoré et révééré, le bien-aimé et l'espoir du peuple, n'a pas été conçu par un seul individu, quelque grande que puisse être sa méchanceté. Nous pouvons remonter jusqu'à son origine par des échelons successifs, qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer ici, jusqu'à cette source où se réunissent tous nos ennemis.

Personne ne peut dire que si l'auteur de cet horrible attentat était arrêté, il ne subirait pas la plus forte peine connue dans les lois pénales; personne ne demandera qu'on lui accorde merci.

Mais est-il seul coupable? Ici, messieurs, vous vous attendez peut-être à quelques indications sur ce que sera ma future politique. Je veux dire une chose. Chaque époque amène son enseignement. Le temps où nous vivons ne fait pas exception à cette règle. Le peuple américain doit apprendre, si déjà il ne le sent, que la trahison est un crime qui doit être puni; que le gouvernement ne peut pas tout supporter de ses ennemis; que la force ne consiste pas seulement à protéger, mais aussi à punir.

Quand nous ouvrons le code criminel et que nous examinons le catalogue des crimes, nous y trouvons le vol et le meurtre taxés de crimes, et y trouvons aussi le dernier et le plus grand de tous les crimes : la trahison. Notre peuple est familiarisé avec d'autres et moins graves offenses, mais dans notre pacifique histoire la trahison a presque toujours été inconnue. Le peuple doit comprendre que c'est là le plus noir des crimes et qu'il sera certainement puni.

Je fais cette allusion, non pour exciter les sentiments déjà exaspérés du public, mais pour indiquer les principes de justice publique qui guideront notre action dans cette conjoncture particulière et qui sont d'accord avec la saine morale publique. Qu'il soit gravé dans le cœur de chacun que la trahison est un crime et que les traîtres doivent être punis.

Tandis que nous sommes consternés, abattus par la chute d'un homme tombé au milieu de nous par la main d'un traître, permettons-nous à des hommes — peu importe par quelles armes — d'attenter à la vie de l'État avec impunité? Tandis que nous tendons nos esprits pour comprendre l'énormité de cet assassinat, permettons-nous que la nation soit assassinée?

Je ne parle pas dans un esprit de méchanceté. Je remets à l'avenir le soin de décider des événements futurs à mesure qu'ils se produi-

ront, me considérant comme l'humble instrument du peuple américain. En ceci, comme en toutes choses, la justice et le jugement me guideront. Je n'éprouve de sentiments d'amertume ou de vengeance contre personne. En termes généraux, je dirai que la morale publique ainsi que l'opinion publique seront établies sur les principes sûrs et assurés de la justice.

Lorsque la question d'user du droit de grâce se présentera devant moi je la considérerai avec calme, judiciairement, me rappelant que je suis le Pouvoir exécutif de la nation. Je sais que les hommes aiment à entendre citer leur nom relativement à des actes de grâce et combien il est facile de s'abandonner à cette impulsion. Mais nous ne devons pas oublier que ce qui est grâce pour l'individu peut être cruauté pour l'État.

Dans l'exercice du droit de grâce il ne peut y avoir de doute que cette haute prérogative n'est pas instituée pour le profit de quelques-uns aux dépens de la masse. Soyez assurés que je n'oublierai jamais que je n'ai pas à consulter mes propres sentiments, mais à rendre mes comptes à tout le peuple.

Quant à la marche que je compte suivre dans l'avenir, je ne veux faire ni profession de foi ni promesses. J'ai été assez activement mêlé aux affaires publiques, et je me réfère à l'histoire de ma vie passée, qui vous est familière à tous, pour vous faire juges des principes qui m'ont gouverné jusqu'ici et qui continueront à me guider dans l'avenir. En général, je dirai que j'ai longtemps travaillé à l'amélioration et à l'élévation de la grande masse de l'humanité. Mes opinions quant à la nature du gouvernement populaire ont été longtemps mûries et, constitué comme je suis, il est maintenant trop tard pour moi d'en changer. Je pense que le gouvernement a été fait pour les hommes et non les hommes pour le gouvernement.

Cette lutte du peuple contre la plus grande rébellion que le monde ait jamais vue a démontré que l'attachement du peuple pour son gouvernement est la plus forte défense nationale que la sagesse humaine puisse imaginer. Aussi longtemps que l'homme sent que les intérêts du gouvernement sont les siens, aussi longtemps que l'affection publique est tournée dans la bonne direction et que le peuple comprend et apprécie la théorie de notre gouvernement et l'amour de la liberté, notre constitution sera transmise intacte. S'il arrive jamais au peuple de faillir, le gouvernement faillira en même temps et nous cesserons de compter parmi les nations de la terre.

Après avoir préservé notre forme de gouvernement libre et constaté son pouvoir de maintenir son existence à travers les vicissitudes de près d'un siècle, il se pourrait qu'il fût nécessaire de passer par ces dernières épreuves de luttes intestines pour démontrer que ce gou-

vernement ne périra pas par faiblesse intérieure, mais restera debout pour se défendre contre tous ses ennemis, et punir la trahison.

Par les décrets d'une impénétrable Providence et les prescriptions de la constitution j'ai été placé inopinément dans cette position. Ma vie passée et spécialement ma ligne de conduite pendant la durée de cette rébellion impie, sont devant vous. Je n'ai pas de principes à rétracter. Je défie que personne puisse indiquer dans aucun de mes actes publics une déviation des principes fixes qui m'ont guidé pendant toute ma vie. Je n'ai pas de profession de foi à présenter. Les professions de foi et les promesses seraient sans valeur en ce moment. Personne ne peut prévoir les circonstances qui se présenteront par la suite. Si un homme doué de la prescience avait, il y a quatre ans, annoncé et publié à l'avance les événements de cette période, l'histoire aurait paru plus merveilleuse que rien de ce qui se rencontre dans les *Mille et une Nuits*.

Je n'essayerai donc pas de prévoir l'avenir. A mesure que les événements arriveront et qu'il deviendra nécessaire pour moi d'agir, je réglerai chacun d'eux selon les circonstances, remettant toute déclaration ou message jusqu'à ce qu'il puisse être rédigé paragraphe par paragraphe à la lumière des événements tels qu'ils se produiront.

---

#### **Décret pour lever les restrictions pesant sur le commerce dans diverses parties du Sud.**

Chambre exécutive, Washington, le 29 avril 1865.

Désirant affranchir tous les citoyens loyaux et les personnes animées de bons sentiments qui résident dans les États rebelles, des restrictions inutiles en ce qui touche le commerce et les encourager à reprendre leurs occupations pacifiques, j'ordonne ce qui suit :

1° Toutes les restrictions pesant sur le commerce intérieur ou de la côte, sont levées dans celles des parties des États de Tennessee, de Virginie, de la Caroline du Nord et du Sud, de la Géorgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississippi et de l'Est de la Louisiane, qui sont occupées par l'armée nationale, à l'exception toutefois des restrictions qui sont imposées par les actes du Congrès. Les ordres nécessaires à cet effet seront donnés par le Secrétaire du Trésor et approuvés par le Président. Ne sont pas compris dans cette exemption les articles de contrebande de guerre suivants : armes, munitions et tous produits servant à fabriquer ces munitions, uniformes et draps gris, locomotives, chariots, rails et machines ou ustensiles pour construire des

chemins de fer, fils pour télégraphes, isolateurs et instruments pour fabriquer des fils télégraphiques.

2° Toutes les prescriptions militaires et maritimes en vigueur qui imposent de quelque manière que ce soit des restrictions au commerce intérieur ou de la côte avec ou dans les localités susmentionnées, sont en même temps annulées et aucun officier de l'armée de terre ou de mer ne devra apporter aucune entrave au commerce, ni arrêter les navires et bateaux se livrant à ce commerce conformément au règlement émané du Secrétaire du Trésor.

*Signé :* ANDREW JOHNSON.

---



## QUATRIÈME PARTIE.

---

DOCUMENTS RELATIFS AUX MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LE PRINCE  
COUZA A LA CONSTITUTION ET AU RÉGIME INTÉRIEUR DES PRINCI-  
PAUTÉS-UNIES.

(Suite<sup>1</sup>.)

---

**Convention entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, la  
Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Porte-Ottomane pour  
l'organisation définitive des Principautés de Moldavie et de  
Valachie, signée à Paris, le 19 août 1858.**

Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne, l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse, et l'Empereur des Ottomans, voulant conformément aux stipulations du traité conclu à Paris le 30 mars 1856, consacrer par une convention leur entente finale sur l'organisation définitive des Principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à l'effet de négocier et de signer ladite convention, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur Alexandre comte Colonna *Walewski*, etc. ;

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri-Richard-Charles baron *Cowley*, etc. ;

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Paul comte *Kisseleff*, etc. ;

S. M. le Roi de Sardaigne, le sieur Salvator marquis de *Villamarina*, etc. ;

1. Voir *Archives* 1864. T. II, p. 240 et suivantes.

S. M. l'Empereur d'Autriche, le sieur Joseph-Alexandre baron de *Hübner*, etc. ;

S. M. le Roi de Prusse, le sieur Maximilien-Frédéric-Charles-François comte de *Hatzfeld-Wildenburg-Schænstein*, etc. ;

Et S. M. l'Empereur des Ottomans, S. E. *Fuad-Pacha*, etc. etc.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les Principautés de Moldavie et de Valachie, constituées désormais sous la dénomination de *Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie*, demeurent placées sous la suzeraineté de S. M. le Sultan.

Art. 2. En vertu des capitulations émanant des sultans Bajazet 1<sup>er</sup>, Sélim 1<sup>er</sup>, Soliman II, et Mahmoud II, qui constituent leur autonomie en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte et que plusieurs hatti-schérifs, et notamment le hatti-schérif de 1834, ont consacrés ; conformément aussi aux art. 22 et 23 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856<sup>1</sup>, les Principautés continueront de jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des privilèges et immunités dont elles sont en possession. En conséquence les Principautés s'administreront librement et en dehors de toute ingérence de la Sublime-Porte, dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la Cour suzeraine.

Art. 3. Les pouvoirs publics seront confiés dans chaque Principauté à un hospodar et à une assemblée élective agissant dans les cas prévus par la présente convention, avec le concours d'une commission centrale commune aux deux Principautés.

Art. 4. Le pouvoir exécutif sera exercé par l'hospodar.

Art. 5. Le pouvoir législatif sera exercé collectivement par l'hospodar, par l'Assemblée et par la commission centrale.

1.

*Traité de Paris du 30 mars 1856.*

Art. 22. Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des Puissances contractantes, des privilèges et des immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée sur elles par une des Puissances garantes. Il n'y aura aucun droit particulier d'ingérence dans leur affaires intérieures.

Art. 23. La Sublime-Porte s'engage à conserver aux dites Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront révisés. Pour établir un complet accord sur cette révision, une commission spéciale, sur la composition de laquelle les Hautes Puissances contractantes s'entendront, se réunira sans délai à Bucharest, avec un commissaire de la Sublime-Porte.

Cette commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

Art. 6. Les lois d'intérêt spécial à chaque Principauté seront préparées par l'hospodar et votées par l'Assemblée. Les lois d'intérêt commun seront préparées par la commission centrale et votées par les Assemblées, auxquelles elles seront soumises pas les hospodars.

Art. 7. Le pouvoir judiciaire, exercé au nom de l'hospodar, sera confié à des magistrats nommés par lui, sans que nul puisse être distrait de ses juges naturels.

Une loi déterminera les conditions d'admission et d'avancement dans la magistrature, en prenant pour base l'application progressive du principe de l'immovibilité.

Art. 8. Les principautés serviront à la Cour suzeraine un tribut annuel dont le montant demeure fixé à la somme d'un million cinq cent mille piastres pour la Moldavie, et à la somme de deux millions cinq cent mille piastres pour la Valachie. L'investiture sera, comme par le passé, conférée aux hospodars par S. M. le Sultan. La Cour suzeraine combinera avec la Principauté les mesures de défense de leur territoire en cas d'agression extérieure; et il lui appartiendra de provoquer, par une entente avec les Cours garantes, les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre, s'il venait à être compromis. Comme par le passé les traités internationaux, qui seront conclus par la Cour suzeraine avec les puissances étrangères, seront applicables aux Principautés dans tout ce qui ne porterait pas atteinte à leurs immunités.

Art. 9. En cas de violation des immunités des Principautés, les hospodars adresseront un recours à la puissance suzeraine; et s'il n'est pas fait droit à leur réclamation, ils pourront la faire parvenir par leurs agents aux représentants des puissances garantes à Constantinople. Les hospodars se feront représenter auprès de la Cour suzeraine par des agents (capou-kiaga) nés Moldaves ou Valaques, ne relevant d'aucune juridiction étrangère et agréés par la Porte.

Art. 10. L'hospodar sera élu à vie par l'Assemblée.

Art. 11. En cas de vacance et jusqu'à l'installation des nouveaux hospodars l'administration sera dévolue au conseil des ministres, qui entrera de plein droit en exercice. Ses attributions purement administratives seront limitées à l'expédition des affaires, sans qu'il puisse révoquer les fonctionnaires autrement que pour délits constatés judiciairement. Dans ce cas il ne pourvoira à leur remplacement qu'à titre provisoire.

Art. 12. Lorsque la vacance se produira, si l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé, dans les huit jours, à l'élection de l'hospodar. Si elle n'est pas réunie, elle sera convoquée immédiatement et réunie dans le délai de dix jours. Dans le cas où elle serait dissoute, il serait

procédé à de nouvelles élections dans le délai de quinze jours, et la nouvelle assemblée serait également réunie dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront sa réunion, elle devra avoir procédé à l'élection de l'hospodar. La présence des trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où pendant les huit jours l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'Assemblée procéderait à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents. L'investiture sera demandée comme par le passé; elle sera donnée dans le délai d'un mois au plus.

Art. 13. Sera éligible à l'hospodorat quiconque, âgé de trente-cinq ans et fils d'un père né Moldave ou Valaque, peut justifier d'un revenu foncier de trois mille ducats, puvu qu'il ait rempli des fonctions publiques pendant dix ans ou fait partie des Assemblées.

Art. 14. L'hospodar gouverne avec le concours des ministres nommés par lui. Il sanctionne et promulgue les lois; il peut refuser sa sanction. Il a le droit de grâce et celui de commuer les peines en matière criminelle, sans pouvoir intervenir autrement dans l'administration de la justice. Il prépare les lois d'intérêt spécial à la Principauté, et notamment les budgets; et il les soumet aux délibérations de l'Assemblée.

Il nomme à tous les emplois d'administration publique et fait les règlements nécessaires pour l'exécution des lois. La liste civile de chaque hospodar sera votée par l'Assemblée, une fois pour toutes, lors de son avènement.

Art. 15. Tout acte émanant de l'hospodar doit être contre-signé par les ministres compétents. Les ministres seront responsables de la violation des lois et particulièrement de toute dissipation des deniers publics. Ils seront justiciables de la Haute-Cour de justice et de cassation. Les poursuites pourront être provoquées par l'hospodar ou par l'Assemblée. La mise en accusation des ministres ne pourra être prononcée qu'à la majorité des trois quarts des membres présents.

Art. 16. L'Assemblée élective, dans chaque Principauté, sera élue pour sept ans, conformément aux dispositions électorales annexées à la présente convention.

Art. 17. L'Assemblée sera convoquée par l'hospodar et devra être réunie chaque année, le premier dimanche de décembre. La durée de chaque session ordinaire sera de trois mois. L'hospodar pourra, s'il y a lieu, prolonger la session. Il peut convoquer l'Assemblée extraordinairement ou la dissoudre. Dans ce dernier cas, il est tenu de convoquer une nouvelle Assemblée qui devra être réunie dans le délai de trois mois.



Art. 18. Le métropolitain et les évêques diocésains feront, de plein droit, partie de l'Assemblée. La présidence de l'Assemblée appartiendra au métropolitain, les vice-présidents et les secrétaires seront élus par l'Assemblée.

Art. 19. Le président fixe les conditions auxquelles le public sera admis aux séances, sauf les cas d'exception qui seront prévus par le règlement intérieur. Il sera dressé, par les soins du président, un procès-verbal sommaire de chaque séance, qui sera inséré dans la Gazette officielle.

Art. 20. L'Assemblée discutera et votera les projets de loi qui lui seront présentés par l'hospodar. Elle pourra les amender sous la réserve stipulée par l'art. 36 quant aux lois d'intérêt commun.

Art. 21. Si les ministres ne sont pas membres de l'Assemblée, ils n'y auront pas moins entrée et pourront prendre part à la discussion des lois, sans participer au vote.

Art. 22. Le budget des recettes et celui des dépenses préparés annuellement pour chaque Principauté par les soins de l'hospodar respectif et soumis à l'Assemblée, qui pourra les amender, ne seront définitifs qu'après avoir été votés par elle. Si le budget n'était pas voté en temps opportun, le pouvoir exécutif pourvoirait aux services publics conformément au budget de l'année précédente.

Art. 23. Les différents fonds provenant jusqu'à présents de caisses spéciales et dont le gouvernement dispose à divers titres, devront être compris au budget général des recettes.

Art. 24. Le règlement définitif des comptes devra être présenté à l'Assemblée au plus tard dans un délai de deux ans, à partir de la clôture de chaque exercice.

Art. 25. Aucun impôt ne pourra être établi ou perçu, s'il n'a été consenti par l'Assemblée.

Art. 26. Comme toutes les lois d'intérêt commun et spécial et les règlements d'administration publique, les lois de finance seront insérées dans la Gazette officielle.

Art. 27. La commission centrale siégera à Fockschani. Elle sera composée de seize membres : huit Moldaves et huit Valaques. Quatre seront choisis par chaque hospodar parmi les membres de l'Assemblée ou les personnes qui auront rempli de hautes fonctions dans le pays, et quatre par chaque assemblée dans son sein.

Art. 28. Les membres de la commission centrale conserveront le droit de prendre part à l'élection des hospodars dans l'Assemblée à laquelle ils appartiennent.

Art. 29. La commission centrale est permanente. Elle pourra cependant, lorsque ses travaux le lui permettront, s'ajourner pour un temps qui ne devra en aucun cas excéder quatre mois.

La durée des fonctions de ses membres pour chaque Principauté, qu'ils aient été nommés par les hospodars ou choisis par les Assemblées, sera limitée à la durée de la législature. Toutefois, les fonctions des membres sortants ne cesseront qu'à l'installation des membres nouveaux.

Dans le cas où le mandat des deux assemblées expirera simultanément, la commission centrale sera renouvelée en totalité pour les deux Principautés à l'ouverture des assemblées nouvelles.

En cas de dissolution de l'une des assemblées, le renouvellement n'aura lieu que pour ceux des membres de la commission centrale appartenant à la principauté dont l'assemblée sera réélue. Les membres sortants pourront être choisis de nouveau.

Art. 30. Les fonctions de membre de la commission centrale seront rétribuées.

Art. 31. La commission centrale nommera son président. Dans le cas où les suffrages se partageront également entre deux candidats, il sera décidé par la voie du sort.

Les fonctions du président cesseront avec son mandat de membre de la commission centrale. Elles pourront être renouvelées.

En cas de partage égal des voix dans les délibérations, la voix du président sera prépondérante. La commission centrale pourvoira à son règlement intérieur. Les dépenses de toute nature seront mises par moitié à la charge des deux Principautés.

Art. 32. Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation des Principautés sont placées sous la sauvegarde de la commission centrale. Elle pourra signaler aux hospodars les abus qu'il lui paraîtrait urgent de réformer, et leur suggérer les améliorations qu'il y aurait lieu d'introduire dans les différentes branches de l'administration.

Art. 33. Les hospodars pourront saisir la commission centrale de toutes les propositions qu'il leur paraîtrait utile de convertir en projets de lois communes aux deux Principautés. La commission centrale préparera les lois d'intérêt général communes aux deux Principautés, et soumettra ces lois, par l'intermédiaire des hospodars, aux délibérations des assemblées.

Art. 34. Sont considérées comme lois d'intérêt général toutes celles qui ont pour objet l'unité des législations, l'établissement, le maintien ou l'amélioration de l'union douanière, postale, télégraphique, la fixation du taux monétaire et les différentes matières d'utilité publique communes aux deux Principautés.

Art. 35. Une fois constituée, la commission centrale devra s'occuper spécialement de codifier les lois existantes, en les mettant en harmonie avec l'acte constitutif de la nouvelle organisation. Elle revisera les rè-

glements organiques, ainsi que les Codes civil, criminel, de commerce et de procédure, de telle manière que, sauf les lois d'intérêt purement local, il n'existe plus désormais qu'un seul et même corps de législation qui sera exécutoire dans les deux Principautés, après avoir été voté par les deux Assemblées respectives, sanctionné et promulgué par chaque hospodar.

Art. 36. Si les Assemblées introduisent des amendements dans les projets de lois d'intérêt commun, le projet amendé sera renvoyé à la commission centrale qui appréciera et arrêtera un projet définitif, que les Assemblées ne pourront plus qu'adopter ou rejeter dans son ensemble. La commission centrale sera tenue d'adopter les amendements qui auront été votés à la fois par les deux Assemblées.

Art. 37. Les lois d'intérêt spécial à chacune des Principautés ne seront sanctionnées par l'hospodar qu'après avoir été communiquées par lui à la commission centrale, qui aura à apprécier si elles sont compatibles avec les dispositions constitutives de la nouvelle organisation.

Art. 38. Il sera institué une Haute-Cour de justice et de cassation commune aux deux Principautés. Elle siégera à Fockschani. Il sera pourvu par une loi à sa constitution. Les membres seront inamovibles.

Art. 39. Les arrêts rendus par les Cours et les jugements prononcés par les tribunaux dans l'une et l'autre Principauté seront portés exclusivement devant cette Cour de cassation.

Art. 40. Elle exercera un droit de censure et de discipline sur les Cours d'appel et les tribunaux. Elle aura droit de juridiction exclusive sur ses propres membres en matière pénale.

Art. 41. Comme Haute-Cour de justice, elle connaîtra des poursuites qui auront été provoquées contre les ministres par l'hospodar ou par l'Assemblée, et jugera sans appel.

Art. 42. Les milices régulières existant actuellement dans les deux Principautés recevront une organisation identique, pour pouvoir au besoin se réunir et former une armée unique. Il y sera pourvu par une loi commune. Il sera en outre procédé annuellement à l'inspection des milices des deux Principautés par des inspecteurs généraux nommés tous les ans alternativement par chaque hospodar. Ces inspecteurs seront chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tout le caractère de deux corps d'une même armée.

Le chiffre des milices régulières fixé par les règlements organiques ne pourra être augmenté de plus d'un tiers, sans une entente préalable avec la Cour suzeraine.

Art. 43. Les milices devront être réunies toutes les fois que la sûreté

de l'intérieur ou celles des frontières serait menacée. La réunion pourra être provoquée par l'un ou l'autre des hospodars ; mais elle ne pourra avoir lieu que par suite de leur commun accord, et il en sera donné avis à la Cour suzeraine. Sur la proposition des inspecteurs, les hospodars pourront également réunir, en tout ou en partie, les milices en camp de manœuvre ou pour les passer en revue.

Art. 44. Le commandant en chef sera désigné alternativement par chaque hospodar, lorsqu'il y aura lieu de réunir les milices. Il devra être ou Moldave ou Valaque de naissance. Il pourra être révoqué par l'hospodar qui l'aura nommé. Le nouveau commandant en chef sera dans ce cas désigné par l'autre hospodar.

Art. 45. Les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels ; mais ces drapeaux porteront à l'avenir une banderole de couleur bleue conforme au modèle annexé à la présente convention.

Art. 46. Les Moldaves et les Valaques seront tous égaux devant la loi, devant l'impôt, et également admissibles aux emplois publics dans l'une ou l'autre Principauté. Leur liberté individuelle sera garantie. Personne ne pourra être retenu, arrêté ni poursuivi que conformément à la loi. Personne ne pourra être exproprié que légalement pour cause d'intérêt public et moyennant indemnité. Les Moldaves et les Valaques de tous les rites chrétiens jouiront également des droits politiques. La jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives. Tous les privilèges, exemptions ou monopoles dont jouissent encore certaines classes, seront abolis, et il sera procédé sans retard à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs, en vue d'améliorer l'état des paysans. Les institutions municipales, tant urbaines que rurales, recevront tous les développements que comportent les stipulations de la présente convention.

Art. 47. Jusqu'à ce qu'il ait été procédé à la révision prévue par l'art. 35, la législation actuellement en vigueur dans les Principautés est maintenue dans les dispositions qui ne sont pas contraires aux stipulations de la présente convention.

Art. 48. A l'effet de satisfaire à l'art. 25 du traité du 30 mars 1856, un hatti-schérif, textuellement conforme aux stipulations de la présente convention, promulguera les dispositions qui précèdent dans un délai de quinze jours au plus tard à partir de l'échange des ratifications.

Art. 49. Au moment de la publication dudit hatti-schérif, l'administration sera remise par les caïmacans actuels, dans chaque principauté, à une commission intérimaire (caïmacamie) constituée conformément aux dispositions du règlement organique. En conséquence, ces com-



missions seront composées du président du Divan princier, du grand logothète et du ministre de l'intérieur, qui étaient en fonctions sous les derniers hospodars avant l'installation, en 1856, des administrations provisoires. Lesdites commissions s'occuperont immédiatement de la confection des listes électorales, qui devront être dressées et affichées dans un délai de cinq semaines. Les élections auront lieu trois semaines après la publication des listes. Le dixième jour qui suivra, les députés devront être réunis dans chaque Principauté, à l'effet de procéder dans les délais établis ci-dessus, à l'élection des hospodars.

Art. 50. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de cinq semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris le dix-neuvième jour du mois d'août mil huit cent cinquante-huit.

(L. S.) A. WALESWKY.	(L. S.) HUBNER.	(L. S.) COWLEY.
(L. S.) HATZFELDT.	(L. S.) KISSELEF.	(L. S.) VILLAMARINA.
	(L. S.) FUAD.	

---

La première annexe ne contient que le dessin du nouveau drapeau, sans autre description que celle donnée dans l'art. 45 de la convention.

#### DEUXIÈME ANNEXE.

Stipulations électorales annexées à la convention du 19 août 1858.

Art. 1<sup>er</sup>. L'Assemblée élective se compose dans chaque Principauté, de membres élus par les districts et par les villes. Le métropolitain et les évêques diocésains en font partie de plein droit.

Art. 2. Les électeurs sont ou primaires ou directs.

Art. 3. Est électeur primaire, dans les districts, quiconque justifie d'un revenu foncier de cent ducats au moins.

Art. 4. Est électeur direct, dans les districts, quiconque justifie d'un revenu foncier de mille ducats au moins; dans les villes, quiconque justifie d'un capital foncier, industriel ou commercial de six mille ducats au moins lui appartenant en propre ou dotal.

Art. 5. Nul ne pourra être élu, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans révolus, né ou naturalisé Moldave ou Valaque.

Art. 6. Ne pourront être électeurs : 1<sup>o</sup> les individus qui relèvent d'une juridiction étrangère, 2<sup>o</sup> les interdits; 3<sup>o</sup> les faillis non réhabili-

lités; 4° ceux qui auront été condamnés à des peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes.

Art. 7. Les listes électorales sont dressées annuellement dans chaque district par les soins de l'administration. Elles seront publiées et affichées le premier dimanche de janvier partout où besoin sera. Les réclamations seront portées devant l'administration dans les trois semaines qui suivront la publication des listes. Les réclamants pourront se pourvoir auprès du tribunal du district, qui statuera d'urgence eten dernier ressort.

Art. 8. Tout électeur pourra réclamer l'inscription ou la radiation de tout individu omis ou indûment inscrit sur la liste dont lui-même fait partie.

Art. 9. Est éligible indistinctement dans tous les collèges quiconque, étant né ou naturalisé Moldave ou Valaque, sera âgé de trente ans révolus et justifiera d'un revenu de quatre cents ducats au moins.

Art. 10. Les électeurs primaires, dans les districts, nomment dans chaque arrondissement respectif (sous-administration) trois électeurs, lesquels réunis au chef-lieu des districts, éliront un député par district.

Art. 11. Les électeurs directs, dans les districts, éliront deux députés par district.

Art. 12. Dans les villes, les électeurs directs éliront, à Bucharest et à Jassy, trois députés; à Craïova, Ploïesti, Ibraïla, Galatz et Ismail, deux députés; dans les autres villes, chefs-lieux de district, un député.

Art. 13. Les électeurs de chaque catégorie s'assembleront séparément en collèges spéciaux pour procéder à leurs opérations respectives.

Art. 14. Les collèges électoraux seront convoqués par le pouvoir exécutif trois semaines au moins avant le jour fixé pour l'élection.

Art. 15. Le scrutin pour l'élection des députés est secret.

Art. 16. L'élection a lieu à la majorité des suffrages exprimés. Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité, il sera procédé à un second tour de scrutin, et le candidat qui aura réuni le plus grand nombre de suffrages sera élu.

Art. 17. Les opérations électorales sont vérifiées par l'Assemblée, qui est seule juge de leur validité.

Art. 18. Le député élu dans plusieurs circonscriptions électorales doit faire connaître son option au président de l'Assemblée dans les dix jours qui suivront la déclaration de la validité de cette élection. Faute par lui d'avoir opté dans ce délai, il y sera pourvu par la voie du sort.

Art. 19. En cas de vacance par suite d'option, décès, démission ou

autrement, le collège électoral qui doit pourvoir à la vacance, sera réuni dans le délai de trois mois.

Art. 20. Aucun membre de l'Assemblée ne peut, pendant la durée de la session, être arrêté ni poursuivi en matière pénale, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que l'Assemblée a autorisé la poursuite.

Art. 21. Toute personne qui se sera fait inscrire sur les listes électorales au moyen de déclarations frauduleuses ou en dissimulant l'une des incapacités prévues, ou qui aura réclamé et obtenu son inscription sur plusieurs listes, ou qui aura pris part au vote quoique non inscrite ou déchue du droit électoral, sera punie d'une amende de cent ducats au moins et de mille ducats au plus, ou d'un emprisonnement de huit jours au moins et de trois mois au plus.

Art. 22. A défaut de l'initiative du ministère public, dix électeurs réunis auront le droit d'intenter un procès criminel : 1° à tout individu, qui pendant la durée des opérations électorales, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins ; 2° à tous ceux qui auront troublé les opérations électorales et porté atteinte à la liberté du vote par manœuvres frauduleuses, violences ou menaces.

Art. 23. Les stipulations électorales composant les vingt-deux articles ci-dessus devant être annexées à la convention en date de ce jour, 19 août, conformément à l'article 16 de ladite convention, les plénipotentiaires respectifs ont également signé et scellé de leurs armes le présent acte qui les contient.

Paris le 19 août 1858.

(L. S.) WALEWSKI.

(L. S.) HUBNER.

(L. S.) COWLEY.

(L. S.) HATZFELDT.

(L. S.) KISSELEF.

(L. S.) VILLAMARINA.

(L. S.) FUAD.

## TURQUIE.

### **Lettre adressée par Aali-Pacha au prince Couza, à la suite du coup d'État.**

Prince, La Sublime-Porte vient d'apprendre que Votre Altesse a cru devoir dissoudre l'Assemblée élue conformément à la Constitution existante et en convoquer une autre dont l'élection aura pour règle une nouvelle loi électorale. En même temps qu'un acte si grave s'accomplissait, Votre Altesse a proclamé son intention de soumettre à cette nouvelle assemblée le projet d'une nouvelle Constitution.

Vous pouvez concevoir facilement que la Sublime-Porte ne peut pas perdre un instant pour déclarer à Votre Altesse qu'elle ne saurait lui reconnaître aucun droit de changer ou de modifier les lois fondamentales du pays, lois établies en vertu des traités dont elle fait partie intégrante.

Le gouvernement de S. M. I. le Sultan se trouve, en conséquence, en devoir d'ajouter que tout acte de la nature de ceux mentionnés plus haut dépasse le cercle des attributions reconnues et légitimes du gouvernement de Votre Altesse et qu'il le considère comme non avenu.

Vous connaissez combien S. M. le Sultan tient à cœur de respecter l'autonomie administrative des Principautés-Unies, S. M. ne peut donc permettre rien qui puisse y porter atteinte. Ainsi, la Sublime-Porte s'occupera immédiatement, et d'une manière conforme aux traités et à ses rapports avec les Puissances garantes, de la résolution des difficultés existantes.

Je n'ai pas besoin de faire observer à Votre Altesse que rien ne peut infirmer ou affaiblir la force desdits traités et que la Sublime-Porte garde toute sa liberté d'action vis-à-vis de ce qui a été entrepris.

AALI.

---

## PRINCIPAUTÉS-UNIES.

**Proclamation adressée, le 14 juillet 1864, par le prince  
Alexandre Jean aux Roumains.**

Roumains, Par ma proclamation du 2/14 mai dernier, je vous ai exposé les motifs de haute nécessité qui m'ont contraint de dissoudre l'Assemblée électorale, fondée sur les bases de l'annexe 2 de la convention du 7/19 août 1858, et de faire un appel à la nation, pour qu'elle ait à juger entre votre élu et l'Assemblée supprimée.

En même temps, je vous ai dit les causes qui, pendant quatre ans, ont empêché la Roumanie d'avancer.

Ces causes étaient, d'une part, l'esprit de parti qui dominait les travaux de la majorité de l'Assemblée, et, d'autre part, la défectuosité de la loi électorale.

Aux jours des 10/22 au 14/26 mai, la nation, par 682,621 voix, a répondu à l'appel de votre prince, et a approuvé les principes du statut et de la loi électorale soumis à son suffrage.

Cependant, ces nouvelles institutions, votées par la nation, modifiaient plusieurs articles d'une convention européenne et supprimaient l'annexe 2 de cette convention, à savoir, la loi électorale.



Une réforme aussi considérable avait donc besoin de la reconnaissance de la cour suzeraine et des puissances garantes de l'existence politique de la Roumanie, lesquelles avaient signé la convention.

Je vous ai dit ces choses dès le commencement. Le jour du 21 mai/2 juin, lorsque la haute commission *ad hoc* déposa dans mes mains l'expression de la volonté nationale, je vous dis ces mots :

« Après avoir garanti par des traités solennels notre existence politique, les hautes puissances garantes voudront, avec la même bienveillance, nous assurer les institutions que l'élu du pays et l'unanimité de vos suffrages ont jugées indispensables à la prospérité de la Roumanie. »

Quelques jours après, je vous annonçais que j'allais à Constantinople dans le but de fortifier l'autonomie du pays, par une nouvelle entente internationale.

Mes espérances et les vôtres se sont réalisées. S. M. le sultan, notre auguste suzerain, et les puissances garantes, ont reconnu les nouvelles institutions de la Roumanie, créées par le plébiscite des 10/22 et 14/26 mai 1864.

Les actes que je promulge aujourd'hui et que je porte à votre connaissance vous convaincront que les modifications que j'ai adoptées, d'accord avec la Sublime-Porte et avec l'adhésion de toutes les puissances garantes ne changent et ne touchent en rien l'existence et les bases fondamentales des institutions approuvées par la nation.

Et encore, ces modifications ne sont que provisoires ; elles pourront être transformées et complétées par les Corps législatifs dans leurs prochaines sessions.

Car, Roumains, je dois vous le dire, et vous pouvez le constater vous-mêmes, d'aujourd'hui seulement, la Roumanie rentre dans son autonomie intérieure, comprise dans nos anciennes capitulations conclues avec la Sublime-Porte et garanties par le traité de Paris.

Jusqu'à présent, en fait, cette autonomie était blessée à bien des égards. Qu'était, par exemple, l'annexe 2 de la convention, c'est-à-dire la loi électorale qui ne se pouvait modifier que par un consentement venu du dehors ?

Cette fois, les hautes puissances tenant compte de nos anciens droits et du traité de Paris, par lequel l'Europe a pris sous sa garantie notre existence politique, ont confirmé dans toute sa plénitude notre autonomie intérieure. En tête de l'acte par lequel ont été reconnues les nouvelles institutions de la Roumanie, la Sublime-Porte, d'un commun accord avec les puissances garantes, a écrit ces paroles :

Les Principautés-Unies pourront à l'avenir modifier et changer les lois qui regardent leur administration intérieure, par le concours légal de tous les pouvoirs établis et sans aucune intervention.

Aujourd'hui donc et aujourd'hui seulement, la nation roumaine rentre dans son autonomie; désormais elle pourra modifier et améliorer ses institutions intérieures, sans aucune intervention étrangère.

Roumains, l'avenir est à nous!

Forts du vote solennel donné par la nation aux jours mémorables des 10/22 et 14/26 mai, montrons-nous toujours dignes et reconnaissants de la bienveillance de la cour suzeraine et des puissances garantes et remercions la Providence de l'heureux succès que nous avons obtenu. Soyons fiers de ce succès auquel tous ont contribué, moi par mon initiative, vous par le vote du plébiscite et par le patriotisme et la sagesse que vous avez montrés au milieu des difficiles inconstances par lesquelles nous avons passé.

La confiance entre la nation et son élu doit devenir plus grande encore, afin que nous puissions réparer le temps perdu; afin que notre chère patrie jouisse bientôt du fruit de ses souffrances et de ses sacrifices; afin que la nation roumaine conquière la place qui lui convient dans la grande famille européenne.

Saluons donc avec chaleur les futures assemblées législatives, car tout en respectant les liens séculaires qui nous unissent à la Sublime-Porte et en maintenant les principes fondamentaux de la Convention du 7/19 août 1838 et des nouvelles institutions, — elles sont appelées à développer les lois et nos libertés publiques et ainsi à compléter et à établir sur des bases solides la *Constitution intérieure de la Roumanie*:  
Vive la Roumanie!

ALEXANDRE-JEAN.

COGALNICEANO, BALARESCO, D. BOLINTINIANO,

P. ORBESCO, général MANO.

Bukharest, 2/14 juillet 1864.

---

**Acte additionnel à la Convention du 7/19 août 1858 relative à l'organisation des Principautés-Unies, signé entre la Turquie et les Principautés, avec l'adhésion de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la Prusse et de l'Italie, le 28 juin 1864.**

Voir *Archives* 1865, tome II, page 38.

---

**Modifications au statut<sup>1</sup>.**

14 juillet 1864.

DANS LE PRÉAMBULE DU STATUT.

Les Principautés-Unies pourront à l'avenir modifier et changer les lois qui regardent leur administration intérieure, par le concours légal de tous les Pouvoirs établis *et sans aucune intervention*; on comprend cependant que cette faculté ne peut s'étendre aux liens qui unissent les Principautés avec l'Empire ottoman, ni aux Traités conclus entre la Sublime-Porte et les autres Puissances, lesquels sont et demeurent obligatoires pour ces Principautés.

*A l'art. III.* Aucune loi ne peut être soumise à la sanction du Prince avant d'avoir été discutée et votée par l'Assemblée élective et le Sénat (corps pondérateur).

Le Prince accorde ou refuse sa sanction.

Toute loi demande l'accord des Trois Pouvoirs.

Dans le cas où le Gouvernement serait obligé de prendre des mesures d'urgence qui demanderaient le concours de l'Assemblée élective et du Sénat, dans le temps où ces assemblées ne sont point ouvertes, le ministère devra soumettre à la première convocation les motifs et le résultat de ces mesures.

*A l'art. VII.* Des 64 membres de l'Assemblée pondératrice, 32 seront choisis et nommés par le Prince parmi les personnes qui ont occupé de hautes fonctions dans le pays ou qui peuvent justifier d'un revenu annuel de 800 ducats. Quant aux autres membres, ils seront choisis parmi les membres des conseils généraux des districts et nommés par le Prince sur une liste de présentation de trois candidats par district.

*A l'art. VIII.* Ces 64 membres du Sénat, choisis conformément aux dispositions de l'article ci-dessus, se renouvellent de trois ans en trois ans, et par moitié.

*A l'art. XI.* Le métropolitain primat est de droit président du Sénat; un des vice-présidents de l'assemblée pondératrice, pris dans ce corps, est nommé par le Prince; l'autre vice-président et le bureau sont nommés par le Sénat.

*A l'art. XII.* A la fin de chaque session, le Sénat et l'Assemblée élective nommeront un comité dont les membres seront choisis dans leur sein. Ces deux comités se réuniront en une commission mixte, et feront un rapport au Prince sur les travaux de la dernière session; ils lui exposeront les améliorations qu'ils croiront nécessaires dans les

1. Voir le texte de ce statut et les documents qui s'y rattachent, *Archives*, 1864, tome I, p. 356 et suiv.

diverses branches de l'administration. Ces propositions pourront être recommandées par le Prince au Conseil d'État pour être transformées en projets de loi.

A l'art. XV. Les pétitions remises au Sénat seront envoyées à une commission *ad hoc*, laquelle les examinera et fera un rapport qui sera communiqué au Gouvernement.

#### LOI ÉLECTORALE.

Art. 1<sup>er</sup>. L'Assemblée élective de la Roumanie se compose de députés élus à deux degrés.

Les électeurs sont ou primaires ou directs.

Art. 2. Est électeur primaire tout Roumain, qui d'après la loi communale, est électeur des communaux excepté ceux mentionnés à l'article 22 L. B. de la susdite loi<sup>1</sup>.

Ceux qui paient à l'État un impôt de 48 piastres sont électeurs dans les communes rurales.

Ceux qui paient 80 ou 100 piastres, ainsi que les patentés jusqu'à la cinquième classe inclusivement, en tant qu'ils ont leur résidence dans les villes, sont électeurs dans les communes urbaines.

Art. 3. Peut être électeur direct, soit dans les villes soit dans les villages, tout Roumain de naissance ou tout étranger ayant reçu la grande naturalisation qui jouiront d'un revenu de cent ducats, quelle qu'en soit la nature. Ce revenu se peut prouver par les quittances de paiement des impôts (quatre ducats) ou de toute autre manière suffisante. Les salaires privés et les traitements payés par l'État aux fonctionnaires publics n'entrent point dans cette estimation du revenu.

Outre le paiement des contributions ci-dessus, les électeurs des deux degrés devront être âgés de 25 ans accomplis.

Peuvent être élus électeurs directs, sans justifier d'un revenu de cent ducats ou d'une contribution de quatre ducats, s'ils réunissent les autres conditions exigées, les prêtres de paroisse, les professeurs des académies et des collèges, les docteurs et licenciés des différentes fa-

1. Art. 22. Sont électeurs dans la commune :

a. Les Roumains qui se trouvent dans les conditions stipulées par la présente loi.

b. Les étrangers qui ont obtenu le droit de petite naturalisation.

c. Tous ceux-ci doivent avoir l'âge légal, être domiciliés dans la commune depuis six mois et payer à l'État une contribution dans les proportions suivantes :

Dans les communes rurales un impôt envers l'État de 47 piastres.

Dans les communes urbaines, ayant de 3000 à 15 000 habitants, 80 piastres.

Dans celles de 15 000 habitants et au-dessus, 110 piastres.

Ces impositions, dans les communes urbaines se composent de 48 piastres, contribution personnelle et des chausses et le reste de l'impôt foncier.

d. Sont également électeurs les patentés jusqu'à la cinquième classe inclusivement, lesquels jouiront des qualités énoncées lettre a et b et qui auront l'âge légal et la durée du domicile prescrite lettre c.



cultés, les ingénieurs, les architectes, qui seront munis de diplômes délivrés ou reconnus par le Gouvernement; les instituteurs primaires des écoles publiques, ainsi que les chefs de maisons d'éducation privées reconnues par le Gouvernement.

Peuvent également être choisis comme électeurs directs les fonctionnaires civils et militaires retirés du service, qui justifient d'une pension de retraite annuelle de trois mille piastres au moins.

Nul ne peut être choisi pour électeur direct que dans la ville ou l'arrondissement où il a son domicile réel.

Art. 4. Ne peuvent être électeurs ni primaires ni directs :

1° Quiconque relève d'une protection étrangère ;

2° Quiconque dépend d'un maître dont il reçoit un salaire ;

3° Les interdits ;

4° Les faillis non réhabilités ;

5° Quiconque a été condamné à des peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes.

Art. 5. Les listes des électeurs primaires sont dressées chaque année par les soins des autorités communales sur les bases des derniers rôles de contribution.

Ces listes provisoires sont affichées dans toutes les communes le premier dimanche du mois de janvier de chaque année.

Art. 6. Toute réclamation doit être adressée au préfet dans les trois semaines qui suivront la date de l'affichage.

Après que le préfet a statué sur la validité des réclamations, il clôt les listes définitives qui doivent être publiées le premier dimanche de février au plus tard.

Art. 7. Dans les trois semaines qui suivent, les réclamations peuvent se pourvoir contre la décision du préfet, auprès du tribunal du district.

Si leur réclamation est rejetée, ils peuvent appeler à la cour de cassation contre la décision du tribunal dans le délai de trente jours à partir de la signification de l'arrêt.

Le tribunal du district et la cour de cassation statuent d'urgence.

Tout électeur peut réclamer l'inscription ou la radiation de tout individu omis ou indûment inscrit dans les listes du collège dont il fait partie lui-même.

Art. 8. Pour être éligible à l'Assemblée générale dans toute la Roumanie indistinctement, il faut :

1° Être né Roumain ou avoir reçu la grande naturalisation ;

2° Être âgé de trente ans accomplis ;

3° Être électeur et payer un cens d'éligibilité. Un revenu de deux cents ducats forme provisoirement ce cens. Ce revenu peut être de

toute nature ; il se peut constater par la quittance de paiement des contributions ou de toute autre manière.

Peuvent être élus députés, sans justifier d'aucun cens, tous les Roumains qui ont occupé de hautes fonctions au service de l'État, les officiers supérieurs de l'armée qui ne sont point en service actif, les professeurs et ceux qui exercent des professions libérales correspondantes.

Art. 9 Toute commune qui compte jusqu'à cinquante électeurs primaires, nomme un électeur direct ;

Toute commune qui compte cinquante à cent électeurs primaires élit deux électeurs directs.

Et ainsi de suite, cinquante électeurs primaires en plus élisent un électeur direct.

Toute commune qui compte moins de cinquante électeurs primaires se réunit à la commune la plus rapprochée et forme avec elle un seul collège électoral.

D'après les proportions susénoncées, l'administration divisera les communes les plus peuplées en circonscriptions électorales qui éliront chacune un électeur direct par cinquante électeurs primaires.

Art. 10. Le domicile politique de tout Roumain est dans la circonscription électorale où il a son domicile réel. Tout Roumain peut toutefois transférer son domicile dans toute autre circonscription où il paie une contribution directe, à la condition, six mois avant la formation des listes électorales, de le déclarer tant à la préfecture du district dans lequel se trouve son domicile politique actuel qu'à la préfecture du district dans lequel il veut transférer son domicile.

Les personnes appelées aux fonctions inamovibles peuvent exercer leur droit d'électeur dans les circonscriptions électorales où ils remplissent leurs fonctions.

Art. 11. Les listes des électeurs primaires sont permanentes durant toute l'année.

Les électeurs directs sont élus à nouveau chaque fois que les collèges sont convoqués pour des élections générales ou partielles.

Art. 12. La distinction des collèges est supprimée, à la seule différence de leur division en collèges de villes et collèges de district. Les premiers se forment des personnes qui jouissent des droits d'électeurs dans les communes urbaines, les seconds de celles qui jouissent des droits d'électeurs dans les communes rurales. (*Art. 2 de la présente loi.*)

Dans les villes qui n'auront pas cent électeurs directs on leur adjoindra des électeurs directs des communes rurales les plus rapprochées et qui ainsi seront détachés du collège du district.

Art. 12. Tous les électeurs directs du district se réunissent en une

seule assemblée au chef-lieu de préfecture, si leur nombre n'excède pas trois cents.

Lorsqu'il y a plus de trois cents électeurs, le collège est divisé par le préfet en sections dont chacune ne peut être moindre de cent électeurs et sera formée par les délégués des communes les plus rapprochées l'une de l'autre.

Chaque section aura un local séparé et un numéro d'ordre. L'hôtel préfectoral est toujours affecté à la première section.

Chaque section concourt directement à l'élection des députés que le collège entier doit élire.

Dans les districts (par exemple, Ismaïl, Cahoul, les colonies de la Bessarabie) où ne se trouvera pas le nombre de cent électeurs directs, le collège se pourra compléter par des électeurs directs choisis parmi les membres des autorités communales.

Art. 13. Le nombre des députés à élire dans chaque collège se calcule d'après la population des villes et des districts. Le tableau provisoire ci-joint indique le nombre des députés à élire dans chaque ville et dans chaque district.

Art. 14. Les collèges électoraux seront convoqués par le Pouvoir Exécutif trois semaines au moins avant le jour fixé pour l'élection des députés.

Art. 15. Le scrutin pour l'élection des électeurs directs est ouvert.

Le scrutin pour l'élection des députés est secret.

Art. 16. Les président, secrétaires et scrutateurs des collèges sont élus par les électeurs eux-mêmes dans leur sein.

Le collège ne peut s'occuper d'autre chose que de l'élection pour laquelle il a été convoqué.

Tout discours, toute discussion ou délibération politiques sont interdits.

Le président seul a la police de l'Assemblée. Personne ne peut y entrer en armes. Aucune force armée ne peut être placée dans le local où se fait l'élection ni aux abords de ce local.

En cas de désordre, le président peut demander le secours de la force armée. Les autorités civiles et militaires les plus proches sont tenues d'obtempérer à sa demande en ce qui concerne les élections.

Si un ou plusieurs assistants donnent, dans le local où se fait l'élection, des signes publics de désapprobation où s'ils suscitent des désordres de quelque nature que ce soit, le président rappelle ces personnes à l'ordre. Si elles persistent, il en sera fait mention dans un procès-verbal et, sur la production de cette preuve, les coupables seront punis d'une amende de deux à vingt ducats ou d'un emprisonnement de trois jours à un mois.

En cas de graves désordres, le président lève la séance pour une heure. Si, à la réouverture de la séance, le désordre continue, il ajourne l'élection au lendemain.

Art. 17. Le président fait connaître à l'Assemblée le nombre de personnes à élire.

Art. 18. Chaque électeur, appelé à son tour, dépose son billet écrit sur papier blanc et fermé, dans une boîte à deux serrures dont les clefs sont gardées, l'une par le président et l'autre par le plus âgé des secrétaires.

Les électeurs qui ne pourront écrire leurs billets eux-mêmes pourront recourir à l'un des électeurs présents.

Art. 19. Après l'appel successif de tous les électeurs, par ordre alphabétique, il sera fait un dernier appel de ceux qui peut-être étaient absents au premier appel et le scrutin restera ouvert jusqu'à quatre heures du soir. Pour la sûreté des votes, l'urne sera scellée par plusieurs électeurs qui pourront rester dans la salle pour y veiller.

Art. 20. Au dépouillement du scrutin chaque billet sera ouvert en présence du public, le nom sortant sera écrit par chaque secrétaire sur une liste et le résultat général proclamé par le président.

Art. 21. Les billets où seraient écrits des noms illisibles ou des signes d'une nature quelconque qui pourraient faire supposer une entente préalable, seront annulés.

Art. 22. Nul ne sera élu s'il n'obtient au premier tour de scrutin la majorité absolue, c'est-à-dire la moitié plus un des votes exprimés et valables.

Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour de scrutin, et le candidat qui a obtenu cette fois le plus grand nombre de suffrages, est élu à la simple majorité relative, c'est-à-dire, quand même le nombre de suffrages obtenu ne constituerait pas la majorité absolue.

En cas de partage des votes, le sort décidera.

Art. 23. Les opérations électorales sont vérifiées par l'Assemblée Élective qui est seule juge de leur validité.

Quant aux contestations relatives à la capacité électorale, elles sont de la compétence exclusive du tribunal respectif, et, en cas de cassation du jugement, elles sont de la compétence du tribunal désigné par la Cour de Cassation.

Art. 24. Tout député élu dans plusieurs collèges, est tenu de faire connaître son option à l'Assemblée Élective dans l'espace de huit jours après la vérification des Pouvoirs.

S'il n'a pas fait connaître son choix dans ce délai, l'Assemblée décide par la voie du sort quel collège ce député représentera.



Art. 25. En cas de vacance par option, décès, démission ou autrement, le collège électoral qui doit pourvoir à cette vacance se réunira dans le délai d'un mois.

Art. 26. Le mandat de député est incompatible avec les fonctions de ministre, de membre de la Cour de Cassation, de procureur près les cours et tribunaux, de directeur et de chef de section des divers ministères et préfectures, de préfet, de sous-préfet, de chef et de commissaire de police ainsi que de militaire en service actif.

Les présidents et les membres des tribunaux ne pourront être élus députés dans le district de leur juridiction.

Tout député qui acceptera une fonction publique salariée ou un avancement est considéré comme démissionnaire et soumis à une réélection avant de pouvoir exercer son mandat.

Tout député qui pendant l'exercice de son mandat perd une ou plusieurs des qualités prescrites pour l'éligibilité, cesse immédiatement de faire partie de l'Assemblée Élective.

Art. 27. Pendant la durée des sessions l'Assemblée Élective a seule le droit de recevoir la démission de ses membres. Dans l'intervalle des sessions ou en temps de vacance, les démissions peuvent être notifiées au ministre de l'intérieur.

Art. 28. Quiconque aura tenté de se faire inscrire sur les listes électorales sous un faux nom ou en s'attribuant de fausses qualités ou en dissimulant une des incapacités prévues par la loi, ou bien qui aura réclamé et obtenu son inscription sur deux ou plusieurs listes, sera puni d'une amende de quinze ducats jusqu'à cent ducats, ou d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

S'il a pris part au vote, il sera puni d'une amende de trente ducats à deux cents ducats, ou d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Art. 29. Quiconque ayant été chargé dans un scrutin de recevoir, de compter ou d'ouvrir les bulletins qui renferment le vote des électeurs, sera convaincu d'avoir falsifié, soustrait, augmenté ou changé des bulletins, sera puni d'une amende de cent ducats à trois cents ducats ou d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Art. 30. Quiconque aura troublé les opérations d'un collège électoral par des désordres ou par des démonstrations menaçantes dans l'intérieur du local des élections ou autour de ce local, si l'exercice du droit électoral ou la liberté du vote ont été atteints ou menacés, sera puni d'une amende de trente ducats jusqu'à deux cents ducats ou d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Si les coupables ont porté des armes ou si le scrutin a été violé, ils seront punis d'un an à cinq ans.

Si le crime a été commis à la suite d'un plan concerté pour en étendre l'exécution, soit à tout le pays, soit à une ou plusieurs cir-

conscriptions électorales, les coupables seront punis d'un emprisonnement de cinq ans à dix ans.

Art. 31. Les pénalités édictées dans les articles précédents, 28, 29 et 30, entraînent l'interdiction du droit d'électorat et du droit d'éligibilité. Cette interdiction sera inscrite dans la sentence et elle durera cinq ans au moins et dix ans au plus.

Art. 32. Quiconque sera convaincu d'avoir vendu ou acheté un suffrage, à quelque prix que ce soit, sera puni de l'interdiction du droit d'électorat et du droit d'éligibilité, et déclaré incapable d'occuper une fonction ou un service public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. Celui qui aura acheté et celui qui aura vendu un suffrage seront punis en même temps d'une amende double de la valeur de l'objet reçu ou promis.

Art. 33. A défaut de l'initiative du ministère public, dix électeurs réunis auront le droit d'intenter un procès à toute personne accusée des crimes ou délits mentionnés dans les articles 28, 29, 30 et 32.

Art. 34. Les crimes et délits sus-indiqués se prescrivent tant pour l'action du ministère public que pour l'action civile, par deux mois à partir de la proclamation du résultat des élections.

Art. 35. Une condamnation prononcée ne peut avoir pour effet, dans aucun cas, d'annuler une élection validée par l'Assemblée électorale.

Art. 36. Aucun membre de l'Assemblée électorale ne peut être arrêté ni poursuivi en matière pénale, pendant la durée de la session, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que l'Assemblée a autorisé la poursuite.

Dispositions transitoires.

Pour la première application de la présente loi, on pourra déroger aux dates qui y sont fixées, mais en observant strictement les termes successifs adoptés pour les publications des listes électorales, les recours devant les tribunaux, les notifications des décisions préfectorales ou les convocations des collèges et de l'Assemblée électorale.

Nous faisons connaître et nous ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État et publiées au *Moniteur officiel*, soient adressées à toutes les Cours, Tribunaux et autorités administratives pour être inscrites en leurs registres, pour qu'elles soient observées et qu'il soit veillé à leur observation, et Notre Ministre, secrétaire d'État au département de la Justice, est chargé de veiller à leur publication.

Donné à Bucharest le 2/24 juillet 1864.

(L. S.)

ALEXANDRE-JEAN.

COGALNICEANO, BALANESCO, D. BOLINTINIANO, général MANO,  
P. ORBESCO.

TABLEAU DES DÉPUTÉS D'APRÈS LA NOUVELLE LOI ÉLECTORALE.

Districts.	Députés.
Argis, dont 2 pour Pitesti et 1 pour la Cour d'Argis.....	5
Bacau, dont 2 pour la ville de Bacau et 1 pour la ville d'Ocna.....	5
Bolgrad, dont 2 pour la ville de Bolgrad.....	4
Botosani, dont 1 pour la ville de Harlau.....	5
Braïla, dont 2 pour la ville de Braïla.....	4
Bouzéou, dont 2 pour la ville de Bouzéou et 1 pour la ville de Mizil.....	5
Cahoul, dont 2 pour la ville de Cahoul.....	4
Covurlui, dont 2 pour la ville de Galatz.....	4
Dimbovitza, dont 2 pour la ville de Têrgovesti et 1 pour celle de Gărăști.	5
Doljiu, dont 2 pour Craïova et 1 pour Calafat.....	5
Dorohiu, dont 2 pour la ville de Dorohiu, 1 pour Mihailenii et 1 pour Herta.....	6
Falciu, dont 2 pour la ville de Husii et 1 pour la ville de Falciu.....	5
Gorjiu, dont 2 pour Tîrgul-Jiului.....	4
Ialomitza, dont 2 pour Caralac.....	4
Iassy, dont 4 pour la ville de Iassy et 1 pour Tîrgul-Frumos.....	7
Ilfov, dont 6 pour Bucharest et 1 pour Oltenitza.....	9
Ismail, dont 2 pour la ville d'Ismail.....	4
Mehedintzi, dont 2 pour Tournou-Severino, 1 pour Cernetz et 1 pour Baïa de Arama.....	6
Muscel, dont 2 pour Câmpu-Lungu.....	4
Neamtzu, dont 2 pour Piatra et pour la ville de Neamtzu.....	5
Olto, dont 2 pour Slatina.....	4
Prahova, dont 2 pour Plojesti, 1 pour Câmpina, et 1 pour Valeni de Munte.....	6
Putna, dont 2 pour Focsani et 1 pour Odobesti et Panciu.....	5
Rimnic-Sarat, dont 2 pour la ville de Rimnic-Sarat.....	4
Romanatzi, dont 2 pour Caracal.....	4
Romanu, dont 2 pour la ville de Romanu.....	4
Sucéva, dont 2 pour Folticeni.....	4
Tecuciu, dont 2 pour la ville de Tecuciu et 1 pour Nicoresti.....	5
Téléorman, dont 2 pour Magurele, 1 pour Rusii de Vede et 1 pour Alesandria.....	6
Tutova, dont 2 pour Berlad.....	4
Vilcea, dont 2 pour Rimnic-Vilcii, 1 pour Ocna et 1 pour Dragasani...	6
Vasluiu, dont 2 pour la ville de Vaslui.....	4
Vlasca, dont 2 pour Giurgevo.....	4
Total.....	160

*Le Ministre, secrétaire d'État, Président  
du Conseil des Ministres.*

COGALNICEANO.

**Proclamation du prince Alexandre Couza aux paysans  
corvéables. 14 août 1864,**

Paysans! Vos espérances séculaires sont exaucées! Les promesses qui vous ont été faites par les Hautes Puissances de l'Europe, par l'article 46 de la Convention, sont réalisées. La propriété foncière est reconstituée sur des bases inébranlables. Le bonheur de la patrie, mon vœu le plus ardent, est enfin réalisé.

La corvée est abolie à jamais. A partir d'aujourd'hui vous êtes propriétaires libres des lieux qui sont en votre possession, dans toute l'étendue déterminée par les lois en vigueur.

Allez donc, avant tout, vous prosterner devant l'autel du Seigneur. Remerciez le Dieu Tout-Puissant de ce qu'enfin, par son secours, il vous a été donné de voir ce jour si beau pour vous, si cher à mon cœur et si grand pour l'avenir de la Roumanie!

A partir d'aujourd'hui, vous êtes maîtres de vos bras; vous avez votre propriété et votre terre. A partir d'aujourd'hui, vous avez une patrie à aimer et à défendre.

Et maintenant, après qu'avec l'aide du Très-Haut, j'ai pu accomplir ce grand acte, je vous adresse un conseil de prince et de père. Je veux vous montrer la voie que vous devez suivre si vous voulez obtenir une véritable amélioration de votre sort et de celui de vos enfants.

La corvée et tous les liens obligatoires qui existaient entre vous et les propriétaires fonciers, sont détruits, moyennant une juste indemnité.

Désormais, il n'y aura donc d'autres liens entre eux et vous que ceux qui résulteront d'une entente réciproque et d'un intérêt commun. Ces liens, toutefois, seront obligatoires pour les uns comme pour les autres. Faites qu'ils soient fondés sur l'affection et la confiance. Un très-grand nombre de propriétaires désiraient l'amélioration de votre sort. Beaucoup d'entre eux ont lutté de toute leur âme pour hâter la venue de ce jour heureux que vous célébrez maintenant.

Vos pères et vous-mêmes, vous avez souvent trouvé chez vos propriétaires des secours dans vos besoins et de l'appui dans vos peines. Oubliez donc les jours mauvais par lesquels vous avez passé; oubliez toute haine, toute inimitié. Soyez sourds à la voix de ceux qui tenteraient de vous irriter contre les propriétaires fonciers, et quand vous contracterez avec eux les nouveaux liens de gré à gré que la loi autorise, ne voyez en eux que vos anciens défenseurs et vos futurs amis et bons voisins. N'êtes-vous pas tous les enfants du même pays? La terre de Roumanie n'est-elle pas la mère qui vous a tous nourris?

Libres de vos bras et de vos champs, n'oubliez pas cependant qu'a-



vant tout vous êtes laboureurs, vous êtes des travailleurs de la terre. N'abandonnez point cette noble profession, qui est la richesse de notre pays, et prouvez qu'en Roumanie, comme partout, le travail libre produit le double du travail forcé. Redoublez d'activité, et que vos champs soient deux fois mieux cultivés qu'auparavant, car ces champs sont vraiment à vous ; ils sont l'héritage de vos enfants.

Portez aussi vos soins sur le village que vous habitez. Il constitue maintenant la commune ; il n'est plus soumis à d'autres volontés que les vôtres ; nul ne peut vous en chasser. Efforcez-vous donc de l'améliorer et de l'embellir. Construisez-vous des maisons solides et commodes ; entourez-les de jardins et multipliez-y les arbres fruitiers. Dotez vos villages d'établissements qui vous soient utiles, ainsi qu'à vos descendants. Envoyez surtout vos enfants à l'école, où ils apprendront à devenir de bons travailleurs et de bons citoyens. L'acte du 2 mai vous a donné des droits à tous ; enseignez à vos enfants à les apprécier et à en faire un bon usage.

Par-dessus tout, mes enfants, soyez dans l'avenir ce que vous avez été dans le passé, même aux époques les plus difficiles ; soyez des hommes d'ordre et de paix. Ayez confiance en votre prince qui ne désire que votre bonheur. Donnez toujours l'exemple de la soumission aux lois du pays, à ces lois que vous êtes appelés aussi à préparer dorénavant. Enfin, en toutes circonstances, aimez la Roumanie qui, à partir d'aujourd'hui, est juste envers tous ses enfants.

Et maintenant, réjouissez-vous et livrez-vous au travail, qui ennoblit et enrichit. Que le Dieu de nos pères bénisse la semence que vous jetterez dans le premier sillon libre de vos champs.

Bucharest, le 14 août 1864.

ALEXANDRE-JEAN.

COGALNICEANO, NICOLAS CREZZULESCO, BALANESCO,  
général MANO.

### **Loi pour la régularisation de la propriété rurale.**

**14 août 1864.**

#### CHAPITRE I.

Du droit de propriété du paysan corvéable et du rachat de ses charges à l'égard des propriétaires fonciers ;

Art. I. Les paysans corvéables sont et demeurent pleinement propriétaires des lieux dont ils ont la possession, dans l'étendue déterminée par les lois en vigueur.

Cette étendue (outre le lieu que possèdent les paysans dans l'aire du village pour leurs maisons et leurs jardins) comprend :

Dans les districts d'au delà du Milcov. (Valachie.)

1. Pour un paysan possédant quatre bœufs et une vache, onze pogones.
2. Pour un paysan qui n'a que deux bœufs et une vache, sept pogones et dix-neuf prajini.
3. Pour un paysan qui n'a qu'une vache ou une cognée, quatre pogones et quinze prajini.

Dans les districts d'au delà du Milcov. (Moldavie.)

1. Pour un paysan qui a quatre bœufs et une vache, cinq falsches et quarante prajini.
2. Pour un paysan qui a deux bœufs et une vache, quatre falsches.
3. Pour un paysan qui n'a qu'une vache ou son travail manuel, deux falsches et quarante prajini.

Dans les districts d'au delà du Pruth. (Bessarabie.)

1. Pour un paysan qui a quatre bœufs et une vache, six falsches et trente prajini.
2. Pour un paysan qui a deux bœufs et une vache, quatre falsches et trente prajini.
3. Pour un paysan qui n'a qu'une vache ou son seul travail manuel, deux falsches et soixante-dix prajini.

Art. II. Les cultivateurs qui ne possèdent pas l'étendue de terrain à laquelle leur donne droit l'article précédent, la recevront conformément à la loi.

Art. III. En aucun cas, la quantité de terrain qui devient la propriété des paysans ne pourra dépasser les deux tiers de la terre sur laquelle ils sont établis.

Il est bien entendu que les forêts ne sont point comprises dans ce compte.

Art. IV. Les veuves sans enfants, les infirmes, les paysans qui, n'exerçant point la profession d'agriculteurs, n'ont pas été soumis à la corvée et qui par conséquent n'ont pas eu de terrain à labourer pour leur nourriture, ne possédant que leurs maisons avec un enclos, deviennent propriétaires seulement des lieux déterminés par la loi pour la maison et son enclos, c'est-à-dire :

En Valachie, quatre cents stingènes carrés dans la plaine, et trois cents dans la montagne (il s'agit du stingène valaque).

En Moldavie, dix prajini de falsche.

En Bessarabie, dix prajini de falsche pour un manouvrier; onze prajini pour le paysan qui a deux bœufs et douze prajini pour le paysan qui a quatre bœufs.

Il sera accordé aux enfants mineurs d'un paysan la quantité de terrain que possédait leur père au moment de sa mort, si la veuve s'engage à payer l'indemnité stipulée par la présente loi.

Art. V. N'auront pas le droit de réclamer le terrain accordé aux paysans corvéables par l'art. I de la présente loi, les paysans d'un village quelconque lesquels, par suite d'une convention spéciale entre eux et les propriétaires, ne possédaient qu'une maison et son enclos dans le village, sans être corvéables, et qui, par conséquent, n'avaient pas le droit de recevoir le terrain de labour destiné à leur nourriture, etc. Ces paysans ont cependant la faculté de recevoir du terrain sur les domaines de l'État.

Art. VI. Auront la faculté de se transporter sur les terres de l'État les plus proches :

a. — Les paysans qui habitent une terre dont les deux tiers ne suffisent pas pour donner à chacun l'étendue déterminée par la loi.

b. — Les hommes mariés qui ne possèdent pas l'étendue de terrain déterminée par les lois en vigueur.

Les uns et les autres, en se transportant sur les terres de l'État, ont le droit de se défaire des maisons et des plantations qu'ils ont faites sur la propriété qu'ils abandonnent, et la commune a le droit de les racheter.

Art. VII. A partir du jour de la promulgation de la présente loi, et durant un laps de temps de trente ans, aucun paysan ni aucun de ses héritiers ne pourra aliéner ni hypothéquer sa propriété, ni par testament, ni par donation entre-vifs, si ce n'est à l'égard de la commune ou d'un autre paysan.

Au delà du terme de trente ans, il pourra disposer de sa propriété, d'après les règles du droit commun, et, en cas de vente, en réservant le droit de préemption de la commune.

VIII. Si un paysan meurt *ab intestat* ou sans laisser d'héritiers légitimes, sa part de terrain revient à la commune, laquelle s'engage à payer pour lui l'indemnité de la corvée, d'après l'art. XXII.

La commune acquiert également la propriété de tout paysan qui, jusqu'à la liquidation, ne sera point en état de payer, par suite de circonstances quelconques, l'indemnité due au propriétaire et qui déclarera qu'il ne veut point garder sa propriété.

Art. IX. Le droit qu'ont les paysans sur les forêts, en Moldavie, d'après l'art. 44 de la loi de la montagne (à savoir, dans les districts de Putna, Bacau, Niamtzo et Suceava), et en Valachie, d'après

l'art. 140, § 4, de la loi du 23 avril 1851, ce droit est maintenu intact pour l'avenir.

Au delà du terme de quinze ans, les propriétaires seront en droit de demander la libération de leurs forêts de cette servitude, soit de gré à gré, soit par sentence judiciaire.

Ce droit pourra être également exercé par les communes, les établissements publics et l'État.

Art. X. Sont à jamais supprimés dans toute l'étendue de la Roumanie : la corvée, la dîme, le transport gratuit au compte du propriétaire, les jours employés à des travaux de réparation au compte du propriétaire, le transport du bois à brûler, et toutes charges ou redevances semblables, dues aux propriétaires fonciers, soit en nature soit en argent, que les unes et les autres soient établies par des lois, chrysobules ou conventions soit perpétuelles, soit temporaires.

Art. XI. En échange de la corvée, de la dîme et des autres redevances supprimées par le présent décret, il sera donné aux propriétaires fonciers, une fois pour toutes, une indemnité réglée par le chapitre III.

Art. XII. La corvée est à jamais interdite ; les hommes mariés ne pourront faire avec les propriétaires que des conventions temporaires.

Les conventions entre propriétaires et paysans sont libres ; mais si, par de pareilles conventions, les paysans engageaient leur propre travail, elles ne pourraient être faites que pour un terme de cinq ans.

Les conventions qui existent aujourd'hui pour l'excédant du terrain déterminé par la loi et pour un temps limité ne sont pas annulées, à moins toutefois qu'elles ne soient faites pour plus de cinq ans ou bien que la convention n'ait été faite entre le propriétaire et le paysan sur toute l'étendue de la propriété.

Art. XIII. Les paysans ont la faculté de recevoir dans le terrain légal les plantations qu'ils y possèdent aujourd'hui.

Toute autre plantation que peut posséder le paysan au delà du terrain légal demeure à son profit, soit d'après les arrangements conclus, soit en vertu des droits accoutumés jusqu'à présent.

Art. XIV. Les lieux de pacage, de labour et de fenaison que, par des lois spéciales, les propriétaires fonciers sont tenus de céder aux prêtres de village, ne sont nullement atteints par la présente loi. Dans l'avenir comme par le passé, ces terrains serviront à l'entretien du clergé dans les communes respectives.

Art. XV. Les aires de village, pacages, lieux de fenaison et de labour devenus la propriété des paysans, seront délimités et bornés. Des géomètres topographes, nommés et payés par l'État, seront envoyés dans chaque district pour diriger et activer ce travail.

Art. XVI. Dans les endroits où les terrains mentionnés dans l'ar-



ticle précédent sont éparpillés, on les réunira autant que faire se pourra. Ce travail sera l'objet d'une commission *ad hoc*, composée de deux membres choisis, un par le propriétaire et l'autre par l'autorité communale. En cas de désaccord entre les membres de la commission, on tirera au sort un sur-arbitre parmi les membres du comité permanent du district.

Dans la réunion des parcelles des terrains, on aura égard non-seulement à l'étendue, mais encore à la qualité du sol.

## CHAPITRE II.

### De l'aire du village.

Art. XVII. Les aires de village seront bornées et délimitées comme il est dit en l'art. XV.

Art. XVIII. Les propriétaires fonciers gardent à leur compte et à leur profit toutes les bâtisses, constructions, usines et enclos, ainsi que les barrages et étangs et les moulins qu'ils possèdent dans l'aire du village.

Art. XIX. Quant aux étangs dont il est fait mention en l'article précédent, les paysans conservent à l'avenir la faculté d'y abreuver leurs bestiaux, à condition toutefois qu'ils contribueront avec le propriétaire à l'entretien de ces abreuvoirs, autant qu'il sera nécessaire.

Art. XX. Tous les terrains et bâtisses compris dans l'aire du village qui, d'après les articles ci-dessus, n'appartiennent plus ni aux propriétaires ni aux paysans, comme : églises, cimetières, maisons communales, écoles, presbytères, places, rues, magasins de réserve, etc., deviennent la propriété absolue des communes rurales, sans indemnité.

Art. XXI. Tout monopole, soit de boucherie, ou de boulangerie, ou de boissons ou de toute autre nature, est supprimé.

Les propriétaires gardent le droit de faire dans les cabarets, les auberges et autres établissements analogues qui leur restent, conformément à l'art. XVIII, toute spéculation consentie par la loi, à condition de se soumettre à tous les devoirs légaux envers l'Etat et la Commune.

## CHAPITRE III.

### De la détermination du prix de rachat de la corvée et des autres redevances.

Art. XXII. Pour racheter la corvée, et les autres redevances supprimées par le présent décret, les paysans payeront pour intérêts et amortissement, chaque année, pendant quinze ans, au plus, et en monnaie au cours du Trésor public, conformément au tableau ci-annexé :

Ceux qui ont quatre bœufs et une vache: 133 piastres.

Ceux qui ont deux bœufs et une vache: 100, 24.

Ceux qui travaillent de leurs mains ou qui n'ont qu'une vache : 71 piastres 20 paras.

Les paysans de la montagne au delà du Milcov payeront chaque année :

Ceux qui ont quatre bœufs et une vache, 94 piastres 10 paras.

Ceux qui ont deux bœufs et une vache, 73 — 2.

Ceux qui travaillent de leurs mains ou qui n'ont qu'une vache, 51 — 36.

Ces sommes devront être payées à la fois et au même terme que les impôts.

Art. XXIII. La somme pour le rachat est déterminée par la multiplication de l'intérêt légal à 10 pour 100 avec le prix en argent de la corvée et de la dîme. En conséquence, les propriétaires fonciers auront à recevoir en totalité :

a. — Pour les redevances du paysan qui a du terrain pour quatre bœufs et une vache: 1521 piastres 10 paras.

b. — Pour celui qui a deux bœufs et une vache : 1148 piastres 20 paras.

c. — Pour celui qui n'a qu'une vache ou qui ne travaille que de ses mains : 316 piastres.

Quant aux paysans de la montagne au delà du Milcov, on recevra d'eux.

a. — Pour celui qui a quatre bœufs et une vache : 1076 piastres.

b. — Pour celui qui a deux bœufs et une vache : 834 piastres 1 para et demi.

c. — Pour celui qui travaille de ses mains ou qui n'a qu'une vache : 592 piastres 2 paras.

Art. XXIV. Dans le but de constater le nombre de paysans corvéables qui se trouvent sur chaque terre, de déterminer les catégories auxquelles ils appartiennent et de fixer l'indemnité due au propriétaire, en vertu de l'art XXIII, il sera institué dans chaque arrondissement une commission composée d'un délégué choisi par tous les propriétaires de l'arrondissement, d'un délégué choisi par les conseils communaux des villages habités par les corvéables et d'un délégué du fisc.

Ces commissions devront avoir terminé leur travail dans le délai de huit mois, à partir du jour de leur formation.

Art. XXV. Les constatations prescrites par l'article précédent seront faites d'après le *statu quo* du jour de la promulgation du présent décret.

Art. XXVI. Les conclusions des commissions susdites, en cas de

mécontentement des parties intéressées, seront soumises au recours envers les conseils du district ou les comités permanents.

Art. XXVII. Le Conseil d'État prononce en dernier ressort touchant les décisions des conseils de district ou des comités permanents.

Art. XXVIII. Le taux de l'indemnité due à chaque propriétaire, étant constaté en la manière prescrite ci-dessus, la commission mentionnée en l'art 24, délivrera au propriétaire, au nom de la commune, un titre constatant ses droits et l'indemnité qui lui est due.

Ces titres, après avoir été vérifiés et légalisés par le comité permanent ou le conseil du district, seront présentés au comité central de Bucharest, pour être changés en obligations au nom de chaque commune.

Art. XXIX. S'il s'élève des contestations sur les travaux de la commission, le titre délivré par elle et attaqué par-devant les instances administratives, dans le mode prescrit ci-dessus, sera, en cas d'infirmité, remplacé par la définitive sentence administrative qui interviendra.

Art. XXX. Le terme fixé pour le recours au conseil du district ou au comité permanent sera de dix jours à partir de la délivrance du titre mentionné en l'art. 28.

Le terme fixé pour le recours envers le conseil d'État contre les décisions des conseils de district ou des comités permanents, sera de deux mois à partir de la date de ces décisions.

Art. XXXI. Les conseils de district ou les comités permanents ne pourront vérifier et légaliser les titres délivrés par les commissions d'arrondissement que dix jours après la délivrance de ces titres.

Art. XXXII. Le comité central ne pourra changer en obligations les titres ou les sentences administratives définitives que trois mois après l'émission de ces sentences.

Art. XXXIII. En ce qui touche l'indemnité due aux propriétaires fonciers pour le terrain occupé par les maisons et enclos qui, en vertu de l'art. 4 de la présente loi, demeurent la propriété absolue des infirmes, des paysans qui n'exercent point la profession d'agriculteurs et des veuves non soumises à la corvée, cette indemnité est évaluée à la somme d'un ducat ou monnaie correspondante, laquelle sera versée directement entre les mains du propriétaire, un demi-ducat tous les six mois après la promulgation de la présente loi.

Art. XXXIV. Aussitôt que, à l'aide de la subvention accordée par l'État, en vertu de l'art. 50, les propriétaires fonciers auront reçu l'indemnité qui leur est due, les paysans seront délivrés de toute obligation à leur égard.

## CHAPITRE IV.

## De la caisse d'indemnité.

Art. XXXV. Il est institué dans la ville de Bucharest un comité central sous le nom de : *Comité de liquidation des obligations communales rurales*.

Art. XXXVI. Ce comité se compose du Ministre des Finances, d'un membre du Conseil d'État et d'un membre de la Cour des comptes.

Art. XXXVII. En même temps que l'on élira ces membres dans les corps dont ils font partie, on choisira également un second membre pour les remplacer en cas d'absence.

Art. XXXVIII. Ce comité ne pourra travailler qu'autant que tous les membres seront présents. Il sera présidé par le ministre, ou, en son absence, par le membre du Conseil d'État ; dans ce cas, ce dernier sera remplacé par l'un des suppléants.

Art. XXXIX. Le comité central ayant reçu des propriétaires, les titres d'indemnité, délivrés par les commissions respectives, ou les sentences administratives définitives, les changera contre des obligations communales rurales.

Ces obligations seront au porteur, elles seront transmissibles par la simple remise de l'acte.

Art. XL. Le maximum de l'obligation sera de la valeur de l'indemnité convenue pour cinquante corvéables ; le minimum sera fixé au gré du propriétaire respectif.

Le nombre des obligations données à un propriétaire composera une série.

Art. XLI. L'inscription des séries d'obligations sera faite en partie au compte de chaque commune.

Art. XLII. Le tirage au sort se fera par séries d'obligations ; un nombre de séries tiré chaque année sera payé par le comité de liquidation, de telle sorte que, dans le terme de quinze ans au plus, toutes les obligations communales rurales soient éteintes.

Ce tirage au sort se fera en séance publique, laquelle sera annoncée dans les journaux officiels, un mois d'avance. Le nombre des séries ou des obligations sorties sera publié au *Moniteur*. Elles seront payées au plus tard dans les quinze jours qui suivront le tirage, sans que toutefois l'expiration de ce terme constitue une déchéance pour les ayant droit.

Art. XLIII. Les obligations communales dues aux établissements publics dont les revenus n'entrent point dans la caisse de l'État seront



tirées au sort seulement après que les obligations des propriétaires particuliers auront été liquidées.

Art. XLIV. Ces obligations porteront intérêt de 10 pour 100, lequel intérêt sera servi aux ayant droit à la fin de chaque semestre.

Art. XLV. Les coupons d'intérêts exigibles sont reçus, à leur valeur nominale, par toutes les caisses de l'État.

Art. XLVI. Les obligations des communes rurales seront reçues par toutes les caisses de l'État, des établissements publics et des autorités administratives à titre de caution.

Art. XLVII. Dans le cas où une terre serait hypothéquée à l'époque de la promulgation du présent décret, les obligations dues au propriétaire seront déposées au Trésor par le tribunal où a été déclarée l'hypothèque et elles ne seront délivrées que sur le consentement des créanciers hypothécaires ou par suite d'une extinction légale de l'hypothèque.

Art. XLVIII. Les obligations communales rurales et les coupons d'intérêt qui seront déchirés ou gâtés pourront être renouvelés.

La falsification de ces obligations est soumise à la pénalité prescrite par la loi en matière de fausse monnaie.

Art. XLIX. Au commencement de chaque session, le Ministère des Finances communique aux pouvoirs législatifs un exposé détaillé de toutes les opérations du comité de liquidation.

Art. L. Les fonds mis à la disposition du Comité de liquidation sont les suivants :

1. Les sommes que les paysans sont tenus de payer en vertu de l'art. 22.

2. Les sommes provenant de la vente de tout le maïs et de tout le millet qui se trouvent dans les magasins de réserve des villages habités par les paysans corvéables.

3. Les sommes provenant de la vente des parcelles de terrain appartenant à l'État, conformément aux art. 54 et 61.

Art. LI. Tout propriétaire ou co-propriétaire aura le droit d'hypothéquer le terrain des paysans, pour assurer ses créances.

Art. LII. Sous aucun prétexte et en aucun cas, les fonds ci-dessus affectés à l'indemnité des propriétaires fonciers ne pourront être distraits de leur destination.

Ces sommes seront conservées au Trésor public et les membres du comité central en auront la clef.

Art. LIII. Les appointements et frais de bureau du comité de liquidation seront payés sur le budget de l'État. Toutes les sommes dépassant le paiement des coupons d'intérêt et des obligations communales rurales, seront employées annuellement à la liquidation graduelle des obligations.

## CHAPITRE V.

De la vente des terrains appartenant au domaine de l'État.

Art. LIV. Pour liquider les obligations communales rurales, le gouvernement est autorisé à vendre des terrains appartenant au domaine de l'État, aux hommes mariés, ainsi qu'aux paysans qui se trouvent dans les cas prévus par les art. 5 et 6.

Il ne pourra être vendu à la même famille plus de douze pogones.

Art. LV. Sur chacune des propriétés de l'État, on déterminera le plus tôt possible, par un règlement d'administration publique, la partie où il convient le plus de vendre du terrain. Dans cette détermination, on choisira un lieu propre à la formation d'une commune.

Art. LVI. Le prix du pogone sur les propriétés susdites est fixé à cinq ducats. Le paiement sera effectué dans le cours de quinze ans et par quinzième au commencement de chaque année, sans intérêts. Passé le terme de quinze ans, le gouvernement pourra élever le prix du pogone pour les acheteurs futurs.

La fixation du nouveau prix sera l'objet d'une loi spéciale.

Art. LVII. Les paysans qui auront acheté des terrains sur le domaine de l'État, ne pourront, avant un délai de trente ans, aliéner leur propriété si ce n'est en faveur d'une autre famille de paysans.

Dans ce dernier cas, le terrain qui passera au nouvel acquéreur, n'y passera que grevé des charges prévues en l'art. 56.

LVIII. La vente de terrains aux paysans se fera sous la direction et le contrôle du Ministère des Finances.

Tout paysan qui aura enclos le terrain acheté et qui aura opéré le dernier versement du prix d'achat, recevra un acte définitif de propriété indiquant les signes de délimitation et l'étendue en long et en large. Cet acte sera souscrit par le ministre des finances, mais il ne sera légalisé qu'après entier paiement et d'après les règles du droit commun.

Art. LIX. Chaque année, le Ministère présentera au pouvoir législatif un tableau des ventes faites dans le cours de l'année et des sommes encaissées. La comptabilité de cette opération sera soumise à la Cour des comptes.

Art. LX. De la manière et aux conditions prescrites ci-dessus, le gouvernement est autorisé à vendre sur les terres de l'État, nommées colonies, tout le terrain qui n'est point occupé aujourd'hui par ces colonies.

Art. LXI. Le gouvernement aura la faculté, dans le cours de trois ans de l'application de ce décret, si besoin est, de venir en aide à la caisse de liquidation, en aliénant du domaine de l'État, des lots de

100 à 500 pogones. La quantité des lots qui seront mis en vente, ainsi que la forme de cette vente, seront déterminées par un règlement administratif ultérieur. Les obligations rurales, à la vente de ces lots, seront reçues en paiement.

Art. LXII. Le présent décret sera mis en vigueur à partir du 23 avril 1865. Jusqu'alors le gouvernement hâtera les travaux préparatoires de constatation et de démarcation prévus par la présente loi.

#### CHAPITRE VI.

##### Dispositions diverses.

Art. LXIII. Les fermiers des terres de l'État, qui ne voudront point profiter du bénéfice de résiliation qui leur est accordé par contrat comme compensation, par suite de l'application de la nouvelle loi rurale, de la suppression de la corvée et des autres charges des paysans établis sur ces terres, recevront une diminution sur le prix total de leur fermage, proportionnelle aux charges supprimées ainsi qu'il est prescrit dans l'art. 22 de la présente loi, et cela d'après le nombre et la catégorie des paysans.

Art. LXIV. Relativement aux parcelles de terrain qui, aux termes de l'art. IV de la présente loi, doivent être vendues aux paysans, les fermiers jouiront d'une diminution d'un demi-ducac par pogone vendu et cela chaque année jusqu'à l'expiration du contrat.

Nous faisons connaître et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de l'État et publiées au Moniteur officiel, soient adressées à toutes les cours, tribunaux et autorités administratives pour être inscrites en leurs registres, pour qu'on les observe et les fasse observer, et notre Ministre Secrétaire d'État au département de la Justice est chargé de veiller à leur publication.

Donné à Bucharest, le 14 août 1864.

ALEXANDRE JEAN.

*Le ministre secrétaire d'État, président  
du conseil des ministres.*

(L. S.) Signé : M. COGALNICEANO.

*Le ministre secrétaire d'État au  
département de la justice.*

(L. S.) Signé : N. CREZZULESCO.

---

**Discours prononcé par le prince Alexandre Jean à l'ouverture  
de la session législative, le 6/18 décembre 1864,**

Messieurs les Sénateurs,  
Messieurs les Députés,

C'est avec une profonde satisfaction et un légitime orgueil que je vois les deux Assemblées nouvelles réunies autour du Trône. J'en suis heureux et fier et comme prince et comme Roumain; car les deux Assemblées législatives réalisent enfin les vœux mémorables des Divans *ad hoc* de 1857, qui exprimaient sincèrement les besoins du pays lorsqu'ils demandaient une entière et vraie représentation de tous les intérêts de la nation roumaine.

Vous êtes l'expression de ces vœux. En vous se personnifient les nouvelles institutions que la Roumanie s'est données par le plébiscite du 14 mai, et comme tout le pays, vous connaissez les causes de ces changements, ainsi que les modifications apportées à la Convention du 19 août 1858. Est-il nécessaire de vous rappeler à quel état de dépérissement les luttes de parti et les rêves de quelques ambitieux nous avaient réduits? A l'intérieur, l'autorité était harcelée de toutes parts; rien n'était plus respecté, et les factieux avaient levé la tête jusqu'au trône. A l'extérieur, le mot d'anarchie était prononcé contre nous et de si haut que la Roumanie eût pu se croire condamnée.

C'est alors et de cette même place d'où je vous parle aujourd'hui que j'ai fait un dernier appel à l'Assemblée électorale. Je lui ai retracé les limites de ses droits et de ses devoirs telles qu'elles étaient définies par la Convention du 19 août; je lui ai montré que le pays attendait encore son organisation après cinq années de luttes stériles, que rien n'avait été fait surtout pour les classes déshéritées. Au nom de la patrie j'ai invité les partis à la concorde, au travail, au respect des droits de chacun. J'ai fait plus, je n'ai reculé devant aucune concession, et j'ai donné, par mes actes, des preuves incontestables de mes sentiments de conciliation.

Mon espoir a été trompé. Ma voix n'a pas été entendue; mes conseils ont été repoussés, et mes concessions taxées de faiblesses. Bientôt l'ordre fut menacé et peu s'en fallut que l'anarchie qui régnait à la Chambre ne descendît jusque dans la rue. Toute hésitation de ma part eût mis la nation, la société même en péril. J'ai dû prendre une résolution énergique et je l'ai prise en m'inspirant de la protection divine et de la grandeur de mes devoirs. J'ai donc dissous l'Assemblée électorale et par ma proclamation du 2 mai, j'ai fait appel au peuple roumain lui-même, seul arbitre en ces circonstances solennelles.



La nation avait pressenti le danger qui la menaçait dans son présent et dans son avenir, et elle s'est prononcée avec un élan sublime, avec une imposante unanimité. Dans les journées mémorables du 10, 14 mai, elle a voté les institutions qui établissent l'équilibre entre les pouvoirs de l'État et qui donnent au trône l'autorité qui lui est indispensable, institutions enfin basées sur notre histoire, sur nos mœurs et sur nos besoins nationaux et sociaux.

Des preuves si éclatantes de l'admirable bon sens de nos populations, l'esprit d'ordre, le patriotisme qu'elles ont montré dans des circonstances si critiques pour toute nation, devaient bientôt porter leurs fruits : la Sublime-Porte et les Puissances garantes, toujours bienveillantes, toujours généreuses pour nous, n'ont pas tardé à approuver le nouveau Statut que l'élu du pays et la volonté nationale ont jugé indispensable à la prospérité intérieure de la Roumanie.

Aujourd'hui, Messieurs, ces nouvelles institutions, acclamées à l'intérieur et reconnues à l'extérieur, reçoivent leur application définitive par la convocation des assemblées à l'ouverture de leurs travaux constitutionnels. Réjouissons-nous donc tous de ce grand résultat, qui replace la Roumanie dans un état normal : le 2 mai, j'ai rendu au pays l'ordre et la liberté ; le 6 décembre, je lui ai rendu le plein exercice de sa Constitution.

Ce résultat constaté, j'ai des devoirs sacrés à remplir. Je dois rendre grâces, et toute la Roumanie rendra grâce avec moi à la divine Providence qui a protégé notre pays d'une manière si visible et si efficace pendant le cours des graves événements qui se sont accomplis. Je dois exprimer notre profonde et notre plus sincère gratitude à S. M. I le Sultan, notre auguste souverain, et aux augustes souverains garants de notre existence politique.

N'oublions jamais que, tenant compte des besoins comme des droits de la Roumanie, ils ont reconnu les institutions nouvelles que la nation s'est données et ils ont ajouté une garantie de plus à notre autonomie en inscrivant en tête d'un nouvel acte international ce principe que : « Les Principautés-Unies pourront à l'avenir modifier et changer les lois qui régissent leur administration intérieure avec le concours légal de tous les pouvoirs établis et sans aucune intervention. » Déjà vous saviez quelle bienveillante réception et quels honneurs inusités m'ont été faits, lors de mon dernier voyage à Constantinople, tant par S. M. I. le Sultan que par les représentants des Puissances garantes. Le pays devra toujours s'en montrer hautement reconnaissant, car honorer le prince régnant de Roumanie, c'est honorer la Roumanie elle-même. Et ces devoirs accomplis, comment n'adresserais-je pas mes remerciements à toutes les classes de la nation roumaine et surtout à ces populations urbaines et rurales qui, quoique privées de leurs

droits politiques, quoique n'ayant eu jusqu'alors que des charges à supporter, ont répondu néanmoins avec la plus chaleureuse unanimité et le plus vif enthousiasme à l'appel de leur prince, et ont été depuis cette époque les plus fermes appuis de l'ordre? Quatre fois, dans l'espace de six mois, le peuple roumain a été convoqué dans ses comices, pour les plébiscites, pour les élections des députés; quatre fois il est venu consolider par ses votes l'autorité, la tranquillité publique, et par conséquent la véritable liberté.

Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, du 10-14 mai la nation m'a confié des pouvoirs exceptionnels; je crois de mon devoir de vous rendre compte aujourd'hui de l'usage que j'ai fait de ces pouvoirs. Dès l'année 1859, j'ai pris soin d'exposer au pays et successivement aux Assemblées les améliorations et les projets que je croyais nécessaires à la prospérité morale et matérielle de la Roumanie; mais l'adoption de ces projets a été sans cesse ajournée de session en session. Une fois investi du pouvoir discrétionnaire, j'ai voulu arrêter le mal et faire le bien; je n'ai pas hésité à accomplir seul, et sans violence, ce que je n'avais jamais pu obtenir du concours de l'Assemblée. Mon gouvernement vous présentera un exposé spécial de la situation du pays depuis le 2 mai jusqu'à ce jour. Vous comparerez, Messieurs, ce qui s'est fait pendant les cinq premières années d'un règne agité avec les grandes choses que j'ai pu réaliser en sept mois d'une administration tranquille et respectée.

(Suit l'exposé des mesures prises depuis le 14 mai, savoir : Création des conseils communaux et des conseils de district, Code civil, Code pénal et procédure pénale, suppression de la peine de mort et introduction du jury en matière criminelle; nouvelles garanties données à la liberté du culte de la liberté de conscience; émancipation projetée des israélites. Instruction publique gratuite et obligatoire; loi d'expropriation pour cause d'utilité publique; nouvelle loi pour la perception des impôts; nouvelle loi de recrutement; création de plusieurs établissements militaires; création de comices agricoles, d'exposition de haras.)

Je touche, Messieurs, à cette grande question de la loi rurale et je veux vous en entretenir. Vous savez tous sur quelles bases anormales la propriété foncière était constituée en Roumanie. La propriété était asservie aux travailleurs, les travailleurs étaient asservis à la propriété. Vous vous rappelez avec quelle énergie, dès l'année 1857, dans les Divans *ad hoc*, comme dans les autres Assemblées nationales qui se sont succédé, propriétaires et paysans réclamaient incessamment l'émancipation de la propriété par l'émancipation du travail.

Cette situation grave, critique même, devait frapper les auteurs de la convention. Aussi l'article 46 de cet acte international s'attachant

particulièrement à cette question, nous recommandait-il de la résoudre immédiatement, en vue d'améliorer le sort des paysans. Bien plus, le ministère des affaires étrangères de France, président de la conférence d'où est sortie la convention du 19 août 1858, prenait soin d'indiquer lui-même le sens de cette solution en rappelant les conclusions du rapport de la majorité de la commission internationale qui siégea à Bucharest. Et quelles étaient ces conclusions ? Abolir la corvée et rendre le paysan propriétaire moyennant indemnité des terres qui lui étaient données en possession en vertu des lois existantes.

Eh bien, malgré les stipulations explicites de l'article 46 de la convention pour un prompt règlement de la question rurale, malgré l'exemple de réformes opérées analogues dans les États voisins de la Roumanie, malgré les plaintes d'un demi-million de paysans écrasés sous la corvée, et quoique la grande propriété eût un intérêt évident bien entendu à résoudre immédiatement ce problème, la solution fut toujours ajournée de session en session par les Assemblées, jusqu'au jour où, traduite en projet de loi par mon ordre, elle fut accueillie par le vote de blâme du 12 avril, jusqu'au jour où je fus ainsi amené à faire appel au peuple roumain.

C'est ainsi que fort des vœux des paysans, des espérances qu'ils avaient toujours placées en moi, je me suis décidé, dans l'intérêt de l'ordre et dans l'intérêt de la propriété elle-même, à toucher définitivement cette question sociale en décrétant la loi rurale du 14 août. L'expérience prouvera bientôt combien cette réforme était urgente, et je ne doute pas que dans un avenir prochain, les anciens propriétaires des terres ne soient les premiers à reconnaître et à bénir les bienfaits de ce décret, car c'est depuis le 14 août seulement que la propriété est absolue, vraie et sacrée en Roumanie....

Après avoir ainsi réglementé la propriété, j'ai dû me préoccuper des moyens de relever sa valeur : c'est dans ce but que j'ai promulgué une loi qui accorde aux étrangers le droit de propriété en Roumanie ; c'est dans cette pensée que je me préoccupe de l'ouverture de nouvelles voies de communication, et surtout de la création des chemins de fer.

Les routes contribueront énergiquement au développement de notre agriculture et au développement de la valeur foncière ; les chemins de fer faciliteront et rendront moins coûteuse l'exportation de nos richesses agricoles, en même temps qu'ils nous amèneront le transit de l'Europe avec l'Orient.

En ce qui concerne les routes, mon gouvernement a trouvé presque tout à faire, et il faut reconnaître, je le dis à regret, que nos voies de communication sont loin d'être terminées, surtout de ce côté du Milcov (Valachie). Cependant, malgré l'exiguité de nos ressources, le

réseau de nos routes s'est accru, depuis 1860, de 300 kilomètres, et 260 kilomètres sont en construction.

Les calculs établis nous permettent d'espérer que l'ensemble de nos principales voies de communication sera livré à la circulation d'ici à quatre années. Dans le même délai, le pays possédera sur les plus grands cours d'eau des ponts en fer, pour la construction desquels mon gouvernement a passé un contrat avec une Compagnie anglaise.

Quant aux chemins de fer, notre succès n'a pas été encore complet jusqu'à ce jour. Les concessions votées par la dernière Assemblée stipulaient des conditions tout à fait insuffisantes pour des entrepreneurs désireux d'en venir à l'œuvre; ces difficultés, augmentées encore par la crise financière qui pèse sur l'Europe, devaient mettre les concessionnaires dans l'impossibilité de remplir leurs engagements.

J'ai dû accorder un surcroît d'avantages pour les lignes ferrées d'au delà de Milcov (Moldavie), et j'ai pu faire ainsi une nouvelle concession. Mon gouvernement s'occupe d'annuler la concession d'au delà de Milcov (Valachie), qui ne présente pas la moindre probabilité d'exécution. Je suis d'ailleurs en droit d'espérer qu'une demande de concession ne tardera pas à nous être adressée pour ce même réseau par une autre Compagnie. Mon gouvernement s'empressera de vous la communiquer.

Les besoins de notre politique, aussi bien que ceux de notre commerce, réclament l'établissement d'un port sur la mer Noire. Des études préparatoires ont été faites par mes ordres et un projet de loi spécial sera soumis à vos délibérations.

J'ai le ferme espoir que ces grandes entreprises seront favorablement accueillies au dehors. J'en puise l'assurance dans le succès de l'emprunt de 48 millions qui a été effectué à Londres, en conséquence du vote du 30 décembre 1863 de l'Assemblée élective, et que nous avons obtenu à des conditions que n'ont pu obtenir d'autres États plus complètement assis et jouissant d'un crédit plus connu sur les marchés financiers de l'Europe.

Remplissons scrupuleusement nos obligations envers les maisons de banque avec lesquelles nous avons traité, et le crédit de la Roumanie sera honorablement établi, et nous serons certains que les capitalistes étrangers n'hésiteront pas à répondre à notre appel.

Tels sont les actes les plus importants que j'ai pu accomplir pendant une période qui n'a pas dépassé sept mois....

Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, dès aujourd'hui vos importants travaux vont commencer. La question la plus sérieuse, c'est la question financière, c'est l'examen des comptes des dernières années. Je réclame sur ces deux points le concours et les lumières de l'Assemblée élective.



L'équilibre de nos finances est ébranlé depuis quelques années : c'est la conséquence fatale de ces agitations que nous avons traversées. Toutefois le déficit est sans gravité, si l'on considère que les richesses du pays sont restées improductives jusqu'à ce jour. Ce déficit a plusieurs sources : il provient en grande partie de la dette considérable léguée à mon gouvernement par les gouvernements antérieurs, et en second lieu des créations ou des améliorations exigées par notre organisation, créations votées par les dernières Assemblées, qui n'ont pas pris soin d'affecter en même temps des ressources suffisantes pour l'établissement et l'entretien de ces nouvelles institutions. Qui ne comprendra qu'une organisation primitive, patriarcale, n'a pu recevoir les améliorations que réclamait l'acte international du 19 août 1858 et que réclamaient aussi toutes les branches des services publics, sans nécessiter un notable accroissement de dépenses ?

Je suis heureux toutefois de vous annoncer que, réserve faite du déficit des années précédentes, les dépenses de l'année 1864 ont été couvertes par les recettes normales. Mais il faut prévoir, dès ce moment, que les dépenses publiques seront sensiblement affectées en 1865 par le paiement de la subvention que l'État doit donner à la caisse chargée d'indemniser les propriétaires fonciers pour le rachat de la corvée.

Le budget général pour l'exercice 1864-65 sera prochainement présenté à l'Assemblée électorale. L'exposé des motifs du budget vous convaincra, messieurs les députés, que le pays ne doit pas être inquiet de son avenir financier. Avec de l'ordre, de l'économie et de légers sacrifices de la part des contribuables, sacrifices exigés par les circonstances exceptionnelles du moment, nous réussirons bientôt à rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses.

Les comptes des années précédentes vous seront également présentés dans tous leurs détails ; ils sont soumis déjà à la Cour des comptes, récemment installée, et chargée, comme vous le savez, de vérifier avec un soin scrupuleux le bon emploi des deniers publics.

Messieurs les sénateurs, messieurs les députés, d'autres devoirs vous incombent encore. Vous avez la mission de consolider l'État roumain, d'affermir les bases des institutions constitutionnelles, si précieuses pour notre pays. . . . .

Le concours intelligent et le patriotisme des deux Assemblées m'aideront à prouver encore que l'autorité n'est pas incompatible avec la liberté . . . . .

Appuyez donc en toute circonstance l'autorité de mon gouvernement. Cette autorité sera toujours bienfaisante. Je veux que sous mon règne le peuple roumain acquière progressivement toutes les libertés dont jouissent les nations les plus civilisées ; c'est là ma plus chère

ambition. Chaque jour aura son œuvre; mais je ne permettrai pas que les passions politiques compromettent nos libertés acquises et nos jeunes institutions.

Soyons confiants dans l'avenir. Avec une Constitution basée sur le système électif, depuis les fondements de la commune jusqu'aux sommités de l'État, un gouvernement mauvais ou arbitraire n'est plus possible en Roumanie. Vous savez maintenant comment je comprends ma mission. Dieu aidant, je saurai la remplir, c'est-à-dire constituer solidement l'État roumain en maintenant les droits antiques de notre autonomie, et doter le pays de tous les bienfaits de la civilisation moderne.

De votre côté, messieurs les sénateurs, messieurs les députés, vous partagez dès ce jour avec moi l'autorité que la nation m'avait déléguée le 14 mai. Mettez-vous donc sérieusement à l'œuvre; apportez dans l'examen des lois qui vous seront soumises cette loyauté qui autorise la fermeté dans les conseils et qui prouve d'autant mieux la fidélité et le patriotisme des citoyens. Donnez sincèrement à mon gouvernement le concours de vos lumières.

Encore une fois, rappelez-vous, aujourd'hui et toujours, qu'il n'y a point d'ordre, qu'il n'y a point de progrès, qu'il n'y a point de liberté possible, sans un accord complet entre les différents pouvoirs de l'État. Aidez-moi à réunir les partis, à apaiser les haines, à rapprocher toutes les classes de notre société, n'ayons qu'une idée, qu'un but, le bien commun. Sous ce drapeau, tous peuvent se tendre la main sans humiliation.

Pour ma part, je veux être le premier à jeter un voile sur notre douloureux passé, et au seuil de cette ère nouvelle, j'appelle à moi tous les Roumains sans distinction qui voudront se dévouer au bonheur et à la grandeur de notre pays.

A vous, Messieurs, plus qu'à personne il appartient de donner l'exemple de la concorde, car vous, vous parlerez au nom de la Roumanie, car tous, prêtres, hauts fonctionnaires, magistrats, officiers, propriétaires, négociants, et vous aussi, anciens corvéables, maîtres désormais de vos bras et de vos terres, vous tous que je vois avec bonheur réunis autour de moi, vous êtes la Roumanie elle-même.

En vous quittant, Messieurs, je veux vous dire que cette journée sera la plus belle de mon existence. Si, pour sauver le pays, j'ai dû me placer un moment au-dessus des lois, je suis heureux de vous remettre aujourd'hui le dépôt sacré de nos nouvelles institutions et de les confier au cœur, à l'intelligence, au patriotisme d'une véritable représentation nationale.

Que Dieu bénisse vos travaux!

Que Dieu vous inspire les moyens de rendre la nation roumaine heureuse, grande et glorieuse!

Que Dieu protège la Roumanie!

ALEXANDRE-JEAN.

Après la prestation du serment du Sénat et de l'Assemblée élective, le prince régnant a repris la parole en ces termes :

Messieurs les sénateurs,  
Messieurs les députés,

La reconnaissance est une vertu roumaine.

Au lendemain de l'union, je disais à l'Assemblée élective :

« Acclamons S. M. I. le Sultan, notre auguste suzerain, et les augustes monarques garants de notre autonomie. Désormais, grâce à Dieu, la Roumanie est une et indivisible! »

Aujourd'hui je vous dis :

« Acclamons S. M. I. le Sultan, notre auguste suzerain et les augustes monarques garants de notre autonomie. Désormais, grâce à eux, la Roumanie est une, indivisible et vraiment autonome. »

---

**Adresse de l'Assemblée élective de Roumanie, en réponse au discours du trône, présentée au prince, le 4 janvier 1865.**

Altesse Sérénissime, en applaudissant aux paroles patriotiques que Votre Altesse Sérénissime a adressées au Sénat et à l'assemblée élective le jour de l'ouverture constitutionnelle de la session, nous qui représentons la nation roumaine, nous avons été la voix même de cette nation que Votre Altesse Sérénissime a sauvée le 2 mai du danger des passions politiques de l'intérieur et de la réprobation de l'étranger.

Le cœur de Votre Altesse Sérénissime, nous en sommes certains, a éprouvé, le 6 décembre, toute la satisfaction que donne la conscience d'un devoir bien rempli, d'un grand résultat obtenu.

En ce jour-là, prince, vous avez vu réunis autour du trône les représentants de ces nouvelles institutions dont vous avez doté le pays, et sans lesquelles ne pouvaient s'accomplir le développement et la consolidation de l'État roumain.

Par son dévouement au trône et au pacte fondamental, par son cours énergique et sincère à tous les actes réformateurs et libéraux de votre Gouvernement, par l'exemple de la concorde et de l'harmonie dans ses relations avec les autres grands corps de l'État, l'assemblée s'efforcera de prouver que lorsque Votre Altesse, dans la journée

du 2 mai, proposa au peuple roumain de modifier ses institutions, elle avait appris par une longue expérience ce qui manquait à la constitution politique du pays pour qu'elle pût fonctionner régulièrement, et de manière à répondre aux magnanimes intentions des augustes monarques signataires de la convention du 7/19 août 1858.

L'assemblée s'associe au sentiment de profonde reconnaissance que Votre Altesse Sérénissime a exprimé envers la souveraine Providence pour le secours visible qu'elle a accordé à la Roumanie, au milieu de la crise qu'elle a traversée, comme envers la Sublime-Porte et les puissances garantes qui, dans leur bienveillance infatigable, se sont empressées de reconnaître les nouvelles institutions que la Roumanie s'est données dans les journées des 10/14 mai dernier, en vertu de son droit de pays libre et autonome.

Ces institutions, basées sur les immortels principes de 1789, sont chères à notre nation, et l'assemblée, en proclamant encore une fois l'adhésion qui leur a été donnée par le plébiscite des 10/14 mai, prend, devant Votre Altesse, l'engagement sacré de les défendre et de les maintenir comme le bien le plus précieux, comme le patrimoine le plus sacré du peuple roumain. En contractant devant Votre Altesse Sérénissime, devant le pays, un engagement si solennel, comment ne remercierons-nous pas Votre Altesse royale pour tous les actes grandioses qui ont suivi celui du 2 mai, celui qui a changé les principes en lois, les promesses en réalités, qui a fait de notre société une société moderne, en donnant aux Roumains de toutes les classes les mêmes droits et les mêmes devoirs ! Comment ne remercierons-nous pas Votre Altesse Sérénissime pour sa courageuse et patriotique initiative, pour ce travail infatigable qui, dans le court intervalle de sept mois, nous a donné une organisation complète, que vous aviez en vain demandée depuis si longtemps ! Comment le pays ne bénirait-il pas Votre Altesse qui, au milieu de l'ordre le plus parfait, lui a donné ces lois et ces réformes que d'autres nations, moins heureuses, n'ont pu acquérir que par des efforts séculaires et au prix des plus grands sacrifices.

La décentralisation administrative, l'indépendance de la commune et du district, le même code civil, le code pénal pour tout le pays, l'introduction du jury, la suppression de la peine capitale, la constitution de l'état civil, l'égalité des droits civiques, tout autant de réformes qui élèvent notre nation au niveau de la civilisation moderne. — La liberté de conscience, l'égalité des cultes, la création du synode central pour l'Église orthodoxe roumaine, la protection accordée aux autres cultes feront des habitants de notre sol une nation compacte, étroitement unie pour défendre le pays, comme pour en bénir le souverain.



La loi de l'instruction publique dont Votre Altesse Sérénissime nous a dotés est destinée à transformer promptement et de la façon la plus efficace l'éducation des générations futures; et ce ne sera pas la moins importante des réformes que la Roumanie doit à Votre Altesse Sérénissime. — Il en est de même de la loi pour l'organisation de l'armée. Par cette organisation, Votre Altesse Sérénissime a réveillé le vieil esprit militaire auquel la nation roumaine est redevable de son histoire et de son existence nationale. Mais, Prince, ni l'instruction publique, ni l'armée, n'auraient trouvé leur plus solide base, si les bras de la classe la plus nombreuse, si le travail manuel, ce capital sacré des individualités humaines étaient restés sous le joug du servage.

Par son décret du 14 août, Votre Altesse Sérénissime, en abolissant la corvée, a émancipé le travail; elle a émancipé la propriété; elle a assuré l'instruction publique, l'organisation de nos forces militaires; elle a affermi notre nationalité, et lorsqu'en présence du grand décret du 14 août, qui a donné aux communes la possession du sol et de ses libertés, l'assemblée, d'une voix unanime, vous dit : « Vous avez bien fait, Prince! » Elle reproduit le cri de cinq cent mille familles de corvéables qui, d'un bout à l'autre de la Roumanie, des plaines du Danube au sommet des Carpathes, bénissent le nom de leur libérateur. Elle ne fait que répéter le cri même des propriétaires éclairés qui doivent à la loi du 14 août d'avoir désormais dans leurs terres des propriétés sacrées et absolues.

L'assemblée travaillera, avec le plus grand zèle, à faire que l'indemnité garantie aux propriétaires par le décret du 14 août, et mise par Votre Altesse Sérénissime sous l'égide de l'honneur du Gouvernement et du pays, soit acquitté en totalité et dans les délais fixés par la loi.

L'assemblée s'efforcera également de répondre au désir de Votre Altesse Sérénissime et à l'attente du pays, en donnant à votre gouvernement tous les moyens d'activer l'exécution des voies de communication, telles que chaussées, chemins de fer et voies fluviales.

La concession faite par Votre Altesse Sérénissime, des chemins de fer de l'autre côté du Milkov, a été l'objet d'une vive satisfaction. Nous espérons que le gouvernement de Votre Altesse Sérénissime, convaincu de l'intérêt que nous portons à toute combinaison susceptible d'amener une heureuse solution dans la question des chemins de fer de ce côté-ci du Milkov, ne mettra aucun retard à présenter à l'assemblée les demandes avantageuses qui lui seraient faites, afin que notre pays puisse aussi remplir la mission qui lui appartient de lier l'Orient à l'Occident.

Les projets de lois que nous promet le gouvernement de Votre Altesse Sérénissime, touchant la création d'établissements de crédit de différentes natures, seront étudiés avec le plus grand zèle par l'as-

semblée, car de pareilles institutions sont appelées à donner l'essor le plus rapide à la prospérité du pays, en venant en aide aux intérêts privés et aux légitimes aspirations de toutes les classes de la société.

Nous reconnaissons et apprécions l'activité du gouvernement de Votre Altesse Sérénissime dans l'accomplissement des grandes œuvres et des réformes réalisées en si peu de temps. Il a, à juste titre, droit à la reconnaissance publique.

L'assemblée se sent heureuse de s'associer aux éloges que Votre Altesse Sérénissime accorde au conseil d'État, qui a pris une si grande part à la confection des nouvelles lois.

La satisfaction que Votre Altesse Sérénissime a éprouvée, en faisant aux corps législatifs le tableau des grandes réformes opérées du 2 mai au 6 décembre, est partagée par tout le pays.

Ce tableau, qui rappelle au pays le sage et patriotique usage que Votre Altesse Sérénissime a fait du droit que la nation lui avait donné par le plébiscite des 10-14 mai, met l'assemblée dans l'heureuse position d'espérer que Votre Altesse Sérénissime, persévérant dans la voie qui lui a été ouverte par le peuple roumain, et qu'elle a suivie avec tant de succès pour les destinées du pays, fera en sorte de compléter au plus tôt l'organisation de la Roumanie. En cela comme dans tous les actes déjà accomplis par Votre Altesse Sérénissime, l'appui et l'approbation constitutionnelle de l'assemblée lui sont assurés.

Pleine de confiance dans vos patriotiques intentions et dans l'appui que vous avez toujours donné aux droits imprescriptibles de la nation, l'assemblée attend en toute assurance la solution de la question relative aux secours promis aux Lieux-Saints. L'assemblée proclame, une fois encore, la sécularisation des biens de main-morte décrétée par la loi du 13 décembre 1863. Quant au chiffre de ces secours, les Roumains, fidèles à leur mission héréditaire de soutenir l'orthodoxie en Orient, mettent toute leur confiance en Votre Altesse, qui saura concilier la générosité roumaine avec les moyens financiers du pays.

Prince, l'assemblée a répondu à l'appel que vous lui avez fait au sujet de la question financière ; elle s'en est occupée tout spécialement, et elle a voulu que cette réponse s'exprimât par un acte réel. Elle a voté le budget pour l'exercice 1865 ; elle a tenu à ce que le premier acte de ses travaux constitutionnels fût de doter le pays d'un budget régulier et voté en temps utile par le pouvoir législatif. Cela fait, l'assemblée va procéder scrupuleusement à l'examen des comptes des années passées, afin que chaque gouvernement ait ainsi son bilan déterminé et que le pays soit parfaitement au courant de sa situation financière.

L'appel fait par Votre Altesse Sérénissime à la fraternité de toutes

les classes de la société a trouvé parmi nous, et trouvera dans le pays entier, un unanime écho. La paix et la fraternité sont, aujourd'hui surtout, d'une nécessité capitale, car il faut que l'organisation de la Roumanie prenne de profondes racines dans son sol comme dans le cœur de ses enfants. Le rétablissement parmi nous de la fraternité de nos pères ne serait pas la page la moins belle des annales de votre règne.

Prince, dans la journée du 6 décembre, nous vous avons juré fidélité; aussi nous vous jurons dévouement; aujourd'hui, nous vous promettons toute notre aide pour hâter et vous faciliter la réalisation de vos désirs et de la noble tâche que vous vous être proposée, celle de faire que le peuple roumain acquière, sous le règne de Votre Altesse Sérénissime, toutes les libertés dont jouissent les nations les plus avancées.

Quant à nous, prince, nous travaillerons avec zèle à ce que nos bonnes institutions se consolident chaque jour davantage, afin de les mettre au-dessus de toute atteinte et de tout danger.

Nos promesses, prince, se traduiront toujours en actes; l'un de ces actes est de constater aujourd'hui, devant la nation, le titre que les œuvres de Votre Altesse Sérénissime lui ont acquis et que nous proclamons ici, afin que la nation l'affirme et que l'histoire le consacre à jamais, le titre de *fondateur et de réformateur de l'État roumain*.

Et, vous saluant de ce titre, l'assemblée électorale termine par le cri désormais national : *Vive la Roumanie ! vive son réformateur Alexandre Jean I<sup>er</sup> !*

---

**Adresse du Sénat de Roumanie en réponse au discours du trône, présenté au Prince, le 18 janvier 1865.**

Altesse Sérénissime, le Sénat roumain a acclamé avec le pays tout entier le discours patriotique adressé par Votre Altesse Sérénissime aux assemblées législatives réunies, le jour de leur ouverture constitutionnelle.

Pénétré de la haute et délicate mission que lui assignaient les institutions nouvelles, le Sénat ne s'arrête pas à jeter des regards rétrospectifs sur les événements du passé, à les analyser et à énumérer les douloureuses circonstances qui ont empêché l'organisation et le développement des institutions du pays. Il préfère concentrer toutes ses pensées sur le présent et l'avenir de la Roumanie à laquelle Votre Altesse Sérénissime, forte de la sanction du pays, a su ouvrir, avec tant de courage, de sagesse et de patriotisme, une nouvelle ère de prospérité.

Aujourd'hui le mécanisme des pouvoirs de l'État est complet; il

renferme en lui-même tous les éléments de liberté et de stabilité nécessaires à une prompte et sérieuse organisation.

Tout dépend donc de l'harmonie qui régnera, sans aucun doute, entre les corps de l'État, et cette harmonie dépend de la conscience avec laquelle les membres qui les composent sauront remplir leur mission sacrée.

Altesse Sérénissime, le Sénat est jaloux de vous prouver que, pénétré de ces sentiments, il sera toujours le plus sincère et le plus dévoué défenseur du trône et le gardien vigilant des bases fondamentales de nos nouvelles institutions.

En rappelant à la vie politique toutes les classes de la société, en résolvant la question sociale, Votre Altesse Sérénissime a fermé l'ère des dissensions, des haines et des luttes de partis, et elle a ramené parmi nous la fraternité de nos pères.

Votre Altesse Sérénissime trouve sa récompense dans la satisfaction même que donne la conscience d'un grand devoir accompli; vous la trouverez encore, prince, dans l'unanimité avec laquelle la nation a répondu à l'appel de Votre Altesse, et dans la reconnaissance du nouveau statut par la Sublime-Porte et les puissances garantes. Les augustes monarques qui ont donné à la Roumanie cette nouvelle preuve de bienveillance ont acquis des titres imprescriptibles à sa reconnaissance, et en exprimant ce sentiment, le Sénat n'est que l'organe fidèle du sentiment national.

Le Sénat a suivi avec intérêt les réformes accomplies et les lois promulguées par Votre Altesse Sérénissime dans cette dernière période de sept mois, et il constate, prince, qu'il vous était impossible de faire un plus sage et plus patriotique usage des pouvoirs exceptionnels que le peuple roumain vous avait confiés par le plébiscite du 2/14 mai.

Persévérez, prince, dans la voie que la nation vous a ouverte, et vous trouverez toujours le Sénat prêt à contribuer, dans la mesure de sa compétence, à tout ce qui pourra intéresser et consolider l'État roumain.

Une question qui attire l'attention particulière du Sénat, comme celle de tout le pays, une guerre vraiment nationale, c'est celle des monastères indigènes, diis dédiés. Cette question est fixée par la loi 13 décembre de l'année dernière. Mais en ce qui touche les négociations ouvertes à Constantinople, au sujet du secours à accorder aux Lieux-Saints, le Sénat, comme tout le pays, est convaincu d'avance du bon résultat que vous obtiendrez; car s'il était de toute impossibilité d'admettre qu'une partie considérable du territoire roumain restât dans les mains des communautés étrangères, il n'est pas moins connu que la Roumanie a toujours tenu à honneur de compter parmi les soutiens de l'Église orthodoxe en Orient.



Le Sénat n'a pas moins apprécié les idées émises dans le discours du trône au sujet de la question rurale résolue définitivement par la loi qui a rendu le paysan propriétaire, en assurant à l'ancien propriétaire une indemnité placée sous la garantie, sous l'égide du gouvernement du pays. La question, ainsi résolue, fera naître entre le cultivateur et le propriétaire des sentiments de fraternité. En outre, la propriété devient, pour l'un comme pour l'autre, absolue et sacrée comme l'est, dans tous les pays civilisés, ce dernier résultat de l'intelligence et de l'activité humaine.

Après avoir accompli le devoir sacré de féliciter Votre Altesse Sérénissime pour les réformes et les lois dont elle a doté le pays en si peu de temps, il ne nous reste, prince, qu'à vous prier de compter sur le concours le plus dévoué du Sénat, qui sera heureux de contribuer à la continuation de la grande œuvre commencée par Votre Altesse Sérénissime avec tant de sagesse et de patriotisme.

Le Sénat ne perdra jamais de vue que sa mission la plus importante est d'entourer le trône de toutes les garanties qui peuvent assurer la tranquillité et la stabilité du pays, de maintenir l'équilibre entre les pouvoirs de l'État, comme aussi de défendre, pour les fortifier, le pacte fondamental et les libertés publiques.

Ainsi, nous pouvons dire, avec Votre Altesse Sérénissime, la société et l'État roumains se consolideront sur les bases des droits de notre ancienne autonomie et des grands principes de l'égalité et de la civilisation modernes.

*Vive la Roumanie! Vive l'élu et le réformateur de la Roumanie, Alexandre-Jean I<sup>er</sup>!*

---

**Note adressée par les Patriarches grecs à Aali-Pacha, touchant les biens des monastères dits dédiés.**

Phanar, 16/28 mars 1865.

Altesse, dans l'exposé de la situation de l'Empire publié dernièrement par le ministère français, les soussignés ont vu avec grand étonnement le passage suivant relatif aux propriétés des Lieux-Saints dans les Principautés :

Le gouvernement de l'Empereur et la plupart des autres cabinets signataires du traité de Paris n'ont pas hésité à reconnaître qu'il serait contraire aux principes du droit public européen d'obliger le gouvernement moldo-valaque à conserver ces couvents qui constituaient, à l'état de main-morte, une très-grande partie du territoire, et étaient administrés par des moines étrangers. D'ailleurs, le prince

Couza, avait dès le début, offert d'indemniser les établissements dédicatoires.

Ce principe de la sécularisation des couvents dédiés ayant été admis par la majorité des puissances, une commission spéciale s'occupe depuis quelque temps de déterminer les bases de l'indemnité.

Cette déclaration de l'Empire le plus fort, faite dans un temps où l'Église orientale attend d'heure en heure à voir exécutées les dispositions du protocole du 28 mai 1864<sup>1</sup> dans lequel les grandes puissances ont unanimement déclaré invalides les actes de confiscation du Prince Couza, remplit, Altesse, la coupe d'amertume de l'Église dont les humbles pasteurs soussignés nourrissaient jusqu'à présent l'espoir que la déclaration, qu'ils ont eu l'honneur d'adresser à la Sublime Porte et aux puissances garantes le 10 septembre 1864, avait mis hors de question toute probabilité de leur consentement à l'aliénation des biens de l'Église.

En présence des nouvelles difficultés inattendues dans lesquelles l'Exposé précité du ministère français place les soussignés, et des actes arbitraires du gouvernement de S. A. le prince Couza qui continue à édicter des lois pour l'aliénation de la majeure partie des biens des Lieux-Saints et pour la négociation d'un emprunt pour la *solution définitive de l'affaire des couvents*, les soussignés se voient contraints par l'importance de la circonstance de prendre les résolutions suivantes :

1° De déclarer publiquement dès à présent que leurs convictions religieuses et le sentiment de leurs devoirs ne leur permettront jamais de consentir à l'aliénation des biens de l'Église, ni d'accepter une indemnité pécuniaire quelconque.

2° De porter respectueusement à la connaissance de la Sublime Porte et des puissances garantes qu'ils ne peuvent avoir aucune relation avec une commission dont la tâche d'après la déclaration précitée du ministère français, est de *déterminer les bases d'une indemnité aux Lieux-Saints*.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

(Signés) : Sophronios, patriarche de Constantinople; Jacov, patriarche d'Alexandrie Cyrille, archevêque du Mont Sinaï; Jacov, archimandrite, représentant du patriarche d'Antioche et de Jérusalem; Nilos, archimandrite, représentant du Mont-Athos.

1. Voir *Archives* 1864, tome IV, p. 422.

---

## CINQUIÈME PARTIE

---

### ÉTATS ROMAINS.

**Allocution du pape Pie IX, tenue dans le Consistoire secret  
du 27 mars 1865.**

Vénérables frères,

Le soin de toutes les Églises, et la sollicitude qui nous en a été divinement confiée réclament que nous vous communiquions aujourd'hui une chose qui intéresse l'Église d'Orient. Notre vénérable frère Clément Bahus, patriarche Grec-Melchite d'Antioche, après s'être parfaitement acquitté, durant de longues années, de sa charge si grave, nous a sollicité, par d'instantes prières, de lui accorder la permission d'abdiquer son patriarcat. Ayant devant les yeux les qualités éminentes dont il brille, et désirant, en conséquence, qu'il demeurât investi de sa dignité et de ses devoirs de patriarche, nous avons longtemps décliné cette demande de démission, et nous l'avons exhorté à continuer de demeurer au gouvernement et à la direction de cette Église. Mais comme, dans un sentiment d'humilité personnelle, il persistait en son dessein et soupirait ardemment à reprendre de nouveau son ancienne vie cachée et monastique, et à se livrer plus librement aux choses de Dieu, il a tellement insisté et réitéré ses demandes près de nous, que nous avons cru devoir enfin déférer à ses vœux.

C'est pourquoi nous avons confié à notre vénérable frère Joseph Valerga, patriarche latin de Jérusalem, et pro-délégué apostolique de Syrie, la mission d'accepter et de recevoir, au nom et par l'autorité de ce Saint-Siège, la démission de notre vénérable frère Clément, de la ratifier et de le délier complètement du nœud qui l'attachait à l'Église patriarcale d'Antioche des Grecs Melchites. Ensuite les évêques de cette nation, convoqués par notre vénérable frère Clément, et après l'abdication qu'il a faite dans leur assemblée, abdication admise en notre nom et pour nous par notre vénérable frère le patriarche

che de Jérusalem, se sont réunis pour élire un nouveau patriarche. Ils ont été d'avis, ayant exprimé leurs suffrages, d'élever à cette haute dignité notre vénérable frère Grégoire Jussef, évêque de Ptolémaïde.

Cette élection a été agréable aux évêques, aux moines et aux principaux de la nation, parce que les qualités éminentes dont est doué le patriarche élu, étaient connues de tous les Grecs Melchites. Notre vénérable frère grégoire Jussef lui-même, nous ayant notifié son élection dans des lettres pleines de soumission, nous a déclaré en termes les plus explicites qu'il n'avait rien tant à cœur que d'adhérer, d'une foi, d'un respect et d'une obéissance sans bornes à nous et à la chaire de Pierre, et il nous a vivement prié de le confirmer par notre autorité apostolique comme patriarche d'Antioche des Grecs Melchites et de l'honorer du sacré pallium.

Toutes ces choses ayant été mûrement posées et examinées par nous et par la congrégation de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Église romaine de *Propagandâ fide*, chargés des affaires sacrées de l'Église d'Orient, nous avons pensé, sur l'avis de cette même congrégation, qu'il y avait lieu de confirmer cette élection et d'accéder à cette demande d'autant plus volontiers que nous connaissons la religion, la piété, la sagesse et les autres belles qualités dont est orné notre vénérable frère Grégoire Jussef. Aussi sommes-nous portés à l'espérer que, par ses soins, son zèle et son dévouement, il s'efforcera, sans relâche, d'accomplir tous les devoirs de cette charge si élevée et si grave, et de procurer la plus grande gloire de Dieu et le salut des âmes.

C'est pourquoi, nous estimons que notre vénérable frère Grégoire Jussef doit être délié du nœud qui l'attache à l'Église épiscopale de Ptolémaïde, confirmé dans le patriarcat d'Antioche des Grecs Melchites, honoré du sacré pallium et de tous les autres privilèges dont ses prédécesseurs ont coutume d'être dotés par le Saint-Siège. Par lui et à cette décision, nous ferons une chose très-agrable à l'illustre nation grecque melchite, qui est et a toujours été, à juste titre, l'objet de la singulière bienveillance de ce siège apostolique.

Que vous en semble?

Par l'autorité du Dieu tout-puissant, des saints apôtres Pierre et Paul, et la nôtre, nous confirmons et approuvons l'élection et la demande faites par nos vénérables frères, les évêques de la nation grecque melchite, de la personne de l'évêque Grégoire Jussef, que nous déliions du nœud qui l'attachait à l'Église de Ptolémaïde, et nous le transférons à l'Église patriarcale d'Antioche des Grecs Melchites, l'établissant dans le patriarcat pastoral de cette nation, ainsi qu'il est exprimé dans le décret et la cédule du consistoire.



Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il.

Maintenant et d'après un usage d'antique institution, parlant de la mort cruelle de l'illustre Maximilien II, roi de Bavière, de glorieuse mémoire, nous manifestons, vénérables frères, la douleur profonde dont nous avons été affligé lorsque nous avons appris qu'il avait quitté cette vie.

Nous avons en effet perdu en lui un prince, qui, chéri de ses peuples, célèbre par l'éclat de sa piété, de sa prudence et de ses autres vertus, était animé pour nous et pour ce siège apostolique d'un zèle ardent et d'une profonde vénération. Que si la mort qu'il a si pieusement subie nous ordonne d'espérer qu'il jouit déjà de la béatitude éternelle, cependant nous excitions votre haute religion à adresser à Dieu des prières pour le repos de son âme. Nous n'avons pas négligé de le faire en notre particulier, et nous comptons célébrer le 6 du prochain mois d'avril un service public dans notre chapelle pontificale.

Actuellement, bien que nous ayons éprouvé le plus vif chagrin des choses très-tristes qui sont récemment arrivées dans l'empire du Mexique, contre toute opinion, contre notre attente, et malgré les démonstrations de respect filial que nous avait témoignées en divers temps notre très-cher fils en Jésus-Christ, Maximilien, empereur du Mexique, néanmoins, nous ne croyons pas, en ce moment, devoir vous en entretenir; car nous sommes soutenu de l'espoir que ce même Empereur, se souvenant de son devoir et de son intérêt, et considérant sérieusement que la religion catholique et sa doctrine salubre conduisent sûrement à la félicité et à la prospérité temporelle des peuples, voudra se retirer de la route où il s'est malheureusement engagé, se rendre à nos très-justes désirs et sollicitations, satisfaire aux réclamations et aux vœux de cette nation catholique, et restaurer dans son empire les très-graves désastres de l'Église, ses droits vénérables et sa liberté, protéger ses prélats sacrés, ses ministres et ses instituts, et garder surtout la concorde avec les évêques, ainsi que la religion et la justice le demandent et comme il convient entièrement à un prince catholique.

Mais nous ne pouvons nullement nous abstenir d'accorder, dans cette occasion et au milieu de votre illustre assemblée, des louanges solennelles et méritées à nos vénérables frères les évêques de l'univers catholique, qui devant une si grande conjuration ourdie contre notre divine religion et devant la dépravation d'un si grand nombre d'hommes, nous fournissent de plus en plus une cause surabondante de soulagement, de joie et de consolation dans les cruelles amertumes dont nous sommes abreuvé.

En effet, ces mêmes vénérables frères, liés du fond du cœur par un

amour et un respect admirables à nous et à cette chaire de Pierre, mère et maîtresse de toutes les Églises, n'étant effrayés par aucun péril et par aucune tribulation, méprisant toute considération humaine et laissant de côté les injustes décrets édictés par l'autorité civile contre l'Église, se font gloire au suprême degré de défendre et de venger, soit par leurs écrits, soit par leurs paroles, la vérité et l'unité catholiques, la puissance souveraine, l'autorité, la liberté et les droits de ce Siège apostolique ; en même temps, dans les lettres qu'ils ont récemment adressées, tant à nous qu'aux fidèles confiés à leurs soins, ils se réjouissent hautement et publiquement de résister et de condamner ce que nous condamnons, et ils ne négligent point de résister avec la vigueur sacerdotale aux criminels desseins et aux efforts pernicieux des hommes ennemis, d'inculquer la saine doctrine aux fidèles qui leur sont soumis et de les conduire dans les sentiers du salut.

De ce tribut de très-justes louanges sont principalement dignes nos vénérables frères les évêques d'Italie ; car, bien qu'exposés aux plus graves injures et aux persécutions de leurs adversaires, harcelés de toute manière, ils remplissent cependant leur ministère avec vaillance, n'ayant jamais cessé et ne cessant pas, dans la singulière concorde de leurs esprits, d'élever leur voix épiscopale, de réclamer avec véhémence et de protester contre toutes les lois très-injustes et très-dignes de réprobation portées par le gouvernement subalpin au détriment de l'Église, de ses instituts sacrés, de ses ministres et de ses droits, ainsi que contre les innombrables et sacrilèges audaces commises par ce gouvernement.

Ces mêmes évêques d'Italie, combattant avec une admirable constance et vertu pour le Christ et pour son Église, uniquement préoccupés du salut de leur propre troupeau, ne craignant pas de subir l'exil, la prison et toutes les amertumes, marchent sur les illustres traces des apôtres, qui se retiraient pleins d'allégresse de devant le conseil, parce qu'ils avaient été jugés dignes de souffrir des outrages pour le nom de Jésus <sup>1</sup>. C'est pourquoi, tandis que nous nous affligeons, du fond de notre cœur, des angoisses de ces vénérables frères, que nous considérons leurs souffrances comme nôtres, et que nous mêlons nos larmes à leurs larmes, nous rendons les plus humbles actions de grâce au Père bien-aimé des miséricordes, au Dieu de toute consolation, de ce que nous voyons, par le secours singulier de sa grâce divine, les évêques catholiques, très-dévoués à nous et à ce Siège apostolique, vivre vigoureusement de l'esprit de foi et combattre virilement pour la défense de sa sainte Église.

1. *Act. des Ap.*, b. 5, v. 41.

Et vous, cependant, vénérables frères, dans une si cruelle dureté des temps, dans un si grand péril pour les âmes, continuez avec votre éminente religion à adresser avec nous à Dieu d'incessantes et de ferventes prières, afin qu'il daigne par sa vertu toute-puissante, aider et consoler ce Siège apostolique outragé de tant d'injures, cette Église déchirée de tant de blessures, la société civile et la République chrétienne en proie à tant de calamités ; que, répandant avec propitiation, sur tous, les trésors de sa miséricorde et de sa divine grâce, il fasse que tous les peuples, que toutes les nations connaissent, aiment, vénèrent et louent ensemble lui-même et celui qu'il a envoyé, Notre-Seigneur Jésus-Christ, son fils unique, et gardant ses commandements avec soin, marchent dans la voie qui conduit à la vie.

---

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Le Marquis J N PEPOLI

MINISTRE D'ITALIE EN RUSSIE

1862 à 1864



# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

1865

---

## II

### PREMIÈRE PARTIE.

---

#### ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

---

#### DOCUMENTS RELATIFS AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

COMMUNIQUÉS

AU CONGRÈS DE WASHINGTON, PAR LE PRÉSIDENT

à l'ouverture de la session 1864.

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 1<sup>er</sup> décembre 1862.

Monsieur, j'aime à croire que vous ne souffrirez pas que les nuages qui se sont récemment amassés sous vos pieds, excitent aucune alarme au sujet du bonheur de notre pays. C'est sur la situation des affaires à l'intérieur et non sur l'état de l'opinion publique en Europe que nous devons porter nos regards si nous voulons apprécier l'avenir de notre pays. Le grand problème de l'esclavage domestique dans les États-

Unis se présentait de nouveau au moment où la guerre éclata. Ce problème est en voie de solution et la guerre continue. Il n'est pas encore résolu et la guerre n'est pas encore terminée. Le peuple des États-Unis est profondément engagé dans cette tâche difficile. Et s'il critique ou rejette successivement les divers projets de solution proposés, cela ne prouve pas qu'il abandonne la tâche. Au contraire, c'est là même un acheminement vers son accomplissement. Si le travail paraît lent, demandez à l'homme qui observe, où et à quelle époque une nation quelconque avança plus rapidement dans un labeur aussi complexe et aussi difficile. Le message du Président appellera l'attention du public plus directement et plus sérieusement sur cette grande œuvre. La guerre n'eût pas effrayé le peuple s'il n'avait pas craint que l'Union ne pût résister à la lutte nécessaire pour résoudre ce problème. Les appréhensions de ce genre commencent à se dissiper. Les éléments de force, de puissance et de stabilité dans l'Union sont plus considérables aujourd'hui, au moment de la réunion du Congrès, qu'il y a un an. L'insurrection a dans la même proportion perdu de sa vigueur. Les révolutions ne ranimeront ni ses forces, ni son énergie. Elle eût dû réussir tout d'abord, ou au moins gagner constamment du terrain; autrement elle est condamnée à périr. Il y a un an, toute nation étrangère aurait pu, ce semblait, nous envahir et nous détruire d'un seul coup. Je suis persuadé qu'aujourd'hui aucune nation étrangère ne concevrait un tel projet, et l'alliance de plusieurs puissances dans ce but est impossible.

*Signé* : WILLIAM H. SEWARD.

---

**M. Seward à M. Dayton.**

*(Extrait.)*

Washington, le 29 décembre 1862.

Monsieur, la malle de l'Europe vient d'arriver, quelques heures seulement avant l'heure du départ du courrier et elle ne m'apporte aucune communication de votre légation.

Les circonstances qui tendraient à faire douter des sentiments bienveillants de la France à l'égard des États-Unis, et sur lesquelles vous avez déjà précédemment appelé mon attention, préoccupent aujourd'hui le public des États-Unis tout comme celui de l'Europe. Quelques écrivains d'Europe qui nous sont contraires ou qui, pour parler plus exactement, voient d'un mauvais œil la bonne harmonie entre la France et les États-Unis, réveillent ici des susceptibilités populaires et des méfiances-lesquelles, si elles n'ont pas de justes motifs, comme le pense le Président, doivent être vivement déplorées dans les deux pays. Voici en général la forme dans laquelle ces insinuations se pro-

duisent : on dit que la France a le dessein de se servir de la guerre contre le Mexique comme d'un moyen pour attaquer les États-Unis par le golfe du Mexique et par ses côtes. L'interprétation donnée communément par le peuple aux dernières ouvertures faites par l'Empereur à la Grande-Bretagne et à la Russie pour les engager à offrir leur médiation dans nos affaires, encourage ces alarmes, et pourrait par conséquent les propager plus qu'il ne serait désirable.

Je constate avec satisfaction que la France, d'accord avec les États-Unis, désire que les sympathies mutuelles et pour ainsi dire fraternelles qui ont si longtemps prédominé chez les deux nations, ne soient point troublées ; mais il y a lieu de se demander sérieusement s'il ne serait point convenable que M. Drouyn de Lhuys agît ou prononçât quelques paroles dans le but de redresser les impressions dont je viens de parler.

Si le Gouvernement français veut bien se rendre compte de l'importance des renforts en hommes et en bâtiments de guerre que le Président vient de faire diriger sur la Nouvelle-Orléans et le Mississipi et de la rapide expédition de nos vaisseaux cuirassés pour leur destination dans le Sud, il reconnaîtra qu'en aucun cas nous ne sommes disposés à abandonner le cours de ce fleuve ni aucun point de la côte aux rebelles ou à une puissance étrangère quelconque. La même conclusion doit être tirée du changement important qui s'est opéré dans la politique de notre guerre en ce qui touche l'esclavage, changement qui sera annoncé le 1<sup>er</sup> janvier prochain dans la proclamation du Président.

Mais tandis que tous ces points sont si clairs qu'ils n'ont pas besoin d'être plus longuement élucidés, il y en a d'autres, dont, malgré leur caractère délicat, je ne saurais m'empêcher, dans les circonstances actuelles, de parler en toute franchise et loyauté.

On admet assez généralement qu'un sentiment particulièrement sympathique unit la Louisiane à la France, sentiment qui a une signification politique importante en ce qui concerne les rapports entre les deux pays. Rien n'est plus éloigné de la vérité. La Nouvelle-Orléans, lorsqu'elle formait dans l'origine la capitale de la grande mais inculte province française de la Louisiane, était une ville française ; telle était aussi Saint-Louis, alors comme aujourd'hui une importante station de commerce, située à mille lieues au-dessus de la Nouvelle-Orléans sur le Mississipi.

L'immigration française cessa avec l'annexion de la Louisiane aux États-Unis et l'émigration américaine se porta à son tour vers ces contrées. La Nouvelle-Orléans est aujourd'hui aussi américaine que

New-York, Boston ou Cincinnati. S'il y a à la Nouvelle-Orléans quelques intérêts français engagés, il y en a de même à New-York, et la première de ces villes est aussi étrangère que si elle avait été récemment greffée sur un pied américain au lieu d'une greffe américaine placée sur un pied français, greffe qui a absorbé la plus grande partie de la sève de la communauté. La parenté française qui lie la Nouvelle-Orléans à la France n'existe plus maintenant qu'avec une certaine classe de la société, et même, si je puis dire ainsi, c'est un peu une affaire de mode. Comme preuve à l'appui de cette assertion vous pourrez citer le fait que le nombre des députés français envoyés par la Nouvelle-Orléans aux deux chambres du Congrès a diminué d'année en année, et aujourd'hui on n'y voit plus que rarement un Français. Il y a encore une autre preuve : les rebelles eux-mêmes, lorsqu'ils choisirent à la Nouvelle-Orléans des représentants chargés de se rendre en France, ne nommèrent point des Français, mais des personnes du pays, ou des personnes originaires des autres États. Il n'y a plus maintenant aucune chance pour une intervention française dans la Louisiane, ni dans aucun autre État de l'Union. Ce fait est devenu encore plus évident aujourd'hui qu'il ne l'était auparavant. La guerre produit ici des changements sociaux et politiques qui en sont la conséquence nécessaire. Et ces changements n'en sont pas moins réels, bien qu'ils échappent pendant un certain temps aux yeux d'une classe d'observateurs qui ne s'attachent qu'aux événements dont l'imagination est frappée. Si vous retourniez ici, vous seriez surpris de trouver Baltimore et Washington changés au point qu'il vous serait à peine possible de remarquer une différence entre le ton de la société de ces deux villes et celui de Chicago et Trenton.

Il y a encore une autre considération dont le Gouvernement français devrait se bien pénétrer. L'attachement du peuple des États-Unis pour la France diffère du sentiment qui l'anime à l'égard de tout autre pays. Il est général et réellement universel. Cet attachement n'est point basé sur une sorte d'affinité naturelle, ni sur des raisons internationales, mais il est le résultat de deux sentiments purement moraux, la justice et la gratitude. Nous avons tous été élevés dans l'apitoiement sur le sort malheureux de Louis XVI qui fut notre ami, dans l'admiration de La Fayette qui fut un noble chevalier errant, combattant pour notre cause révolutionnaire, dans l'admiration de Napoléon I<sup>er</sup>, dont le génie et la valeur sauvèrent et reconstituèrent la France. Nous honorons tous et aimons tous la France, parce qu'elle s'est toujours souvenue avec orgueil et satisfaction de l'époque où nous étions alliés, parce qu'elle désirait sincèrement que notre cause se consolidât, et qu'elle fondait de grandes espérances sur nos institutions civiles, politiques et sociales. L'affection du peuple américain



ne découle donc pas d'un sentiment national de faiblesse ou de dépendance, de crainte ou d'intérêt, mais d'un *américanisme* exubérant, c'est-à-dire de l'amour de l'indépendance. Il est plus honorable pour la France qu'il en soit ainsi, car il n'est point pour les nations d'estime dont elles puissent être fières ou d'amitié sur laquelle elles puissent compter, si ce n'est celle qui est la manifestation d'une magnanimité nationale.

Et c'est précisément parce que l'attachement national de ce pays pour la France est si pur et si élevé qu'il pourrait être éteint par une insulte ou une injustice faite à la nation, plus facilement que ne le serait notre attachement pour tout autre peuple. C'est un sentiment chevaleresque et il doit être sauvegardé de part et d'autre par une conduite et des procédés chevaleresques.

Je tire des deux points que j'ai développés une conclusion qui est d'un intérêt considérable pour les deux parties, à savoir, que toute tentative de pression, toute agression du Gouvernement français contre les États-Unis, soulèverait plus sûrement et plus énergiquement le peuple américain et amènerait de sa part une résistance plus déterminée qu'une injure agressive de la part de tout autre État ne pourrait le faire. J'ai des raisons de penser que des partisans intéressés de la rébellion ont fait connaître au Gouvernement français qu'il trouverait ici un parti disposé à accepter sa médiation et son intervention ; et j'apprends qu'ils comptent sur une prétendue sympathie entre nos démocrates et le Gouvernement français. Mais il est bon que l'on sache le plus tôt possible qu'il n'y a pas chez nous de démocrate qui ne regarde et ne chérisse l'indépendance de notre pays comme le premier élément de la foi démocratique, et que d'autre part c'est de la partialité en faveur de la France qui nous fait volontairement fermer les yeux devant le fait que cette grande nation s'avance seulement, sans l'avoir encore atteinte, vers la liberté et vers les institutions démocratiques qui nous attirent dans d'autres pays.

Si je comprends bien M. Drouyn de Lhuys, il serait disposé à croire que les sentiments que j'ai exprimés peuvent être maintenus et avoués tout en conservant le plus grand respect et l'attitude la plus cordiale vis-à-vis de la France, parce que ce sont des sentiments qui, chez un Américain, sont aussi puissants que chez un Français, l'admiration de l'idéal intellectuel et moral.

Depuis que j'ai commencé cette dépêche, j'ai reçu par un courrier retardé votre dépêche du 12 décembre n° 240, dans laquelle vous me rendez compte de certaines explications données par M. Drouyn de Lhuys, qui répondent précisément au but de la présente lettre. Vous savez avec quelle confiance nous acceptons des assurances de ce

genre de la part de la France, et j'ai, dès lors, à peine besoin de vous dire que je les trouve entièrement satisfaisantes.

*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 14 janvier 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 26 décembre, n° 247, et je l'approuve. Vous voudrez bien exprimer à M. Drouyn de Lhuys la satisfaction avec laquelle le Président a reçu l'assurance que des instructions seraient données à l'agent français à la Nouvelle-Orléans, pour qu'il agisse avec prudence et modération, et qu'il évite les occasions de difficultés inutiles, sans cependant cesser de protéger les sujets français et leurs justes droits. Je vous prie également d'informer M. Drouyn de Lhuys que des instructions, destinées à écarter les difficultés, ont été données aux autorités militaires des États-Unis qui occupent maintenant la ville. Je crois fermement que l'irritation qui s'était manifestée à la Nouvelle-Orléans s'apaisera maintenant.

*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Dayton à M. Seward.**

Paris, le 13 février 1863.

Monsieur, j'ai communiqué hier en substance à M. Drouyn de Lhuys vos dépêches n° 284, 285 et 287.

Il a exprimé son contentement en apprenant le caractère général des instructions données à nos autorités militaires à la Nouvelle-Orléans, et il s'est associé à l'espoir exprimé par vous de voir cesser toute difficulté à la suite de ces instructions.

Avant de prendre congé de M. Drouyn de Lhuys, ce ministre appela spontanément mon attention sur la prétendue intrigue favorisée par la France dans le but de séparer le Texas du Sud, intrigue mentionnée dans une correspondance de M. Benjamin, dernièrement interceptée et publiée par les journaux américains et européens.

Il me dit qu'il n'y avait pas l'ombre de vérité dans l'insinuation que le Gouvernement français ait, à aucune époque, autorisé une intervention dans le Texas, et qu'il infligerait un blâme sévère à ses officiers inférieurs, pour s'être mêlés d'affaires qui ne les concernaient pas.

Il ajouta que si le Gouvernement de l'Empereur eût sérieusement songé à amener la séparation du Texas d'avec le Sud, il était à peine admissible qu'il fût assez pauvre en agents pour choisir à cet effet des officiers subalternes. Que, dans le cas où il y eût songé, il aurait facilement pu envoyer dans le pays un ou plusieurs agents secrets bien instruits des vues et des projets du Gouvernement ; mais qu'en réalité rien de semblable n'avait été fait ni même proposé. Je remerciai M. Drouyn de Lhuys des informations qu'il m'avait ainsi volontairement fournies.

La correspondance interceptée de M. Benjamin prouve d'ailleurs abondamment (je vous l'ai souvent mandé) que les confédérés dépensent beaucoup d'argent pour influencer la presse européenne. Dans une lettre du 13 décembre 1862, adressée à M. de Léon (aux soins de M. Slidell), il insiste sur la nécessité d'étendre le champ de ses opérations, de manière à s'assurer autant que possible de la presse de l'Europe centrale, et il promet de lui faire parvenir prochainement une traite dans ce but, etc. Les rebelles ont largement apprécié et compris d'une façon très-intelligente, il me semble, les nécessités de leur situation, et ils ont agi en conséquence dès l'origine. Tout en poursuivant leur campagne en Amérique, ils n'ont jamais oublié que l'opinion publique au dehors s'intéresserait vivement à leur succès ou à leur défaite, et ils n'ont épargné ni argent ni efforts pour disposer cette opinion favorablement à leurs projets.

Il y a ici, à Paris, un assez grand nombre de citoyens des États du Sud, et je sais qu'ils pensent généralement que nous aurons la paix dans deux ou trois mois. Ils en parlent avec une grande assurance, et sans doute ce serait une paix conforme au programme sudiste. L'Union serait démembrée, cela va sans dire. La principale raison sur laquelle sont basées ces espérances, c'est la dernière dépêche de M. Drouyn de Lhuys annonçant la nomination de commissaires, etc. Je n'ai pu en savoir davantage.

Un correspondant du *London Post* m'apprend qu'il vient d'être informé qu'un emprunt confédéré de 5 millions de livres sterling a été négocié par la maison Erlanger et C<sup>e</sup> et de grands capitalistes de Londres et de Liverpool, portant intérêts de 8 pour 100 et revenant à 80 aux négociateurs.

L'exactitude de ce dernier renseignement au moins est douteux. Vous serez certainement aussi bien à même que moi, sinon mieux, d'en apprécier la valeur.

Signé : W. DAYTON.

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 20 février 1863.

Monsieur, vous avez sans doute remarqué que le Sénat vient d'examiner un projet de loi qui confère au Président le pouvoir de délivrer des lettres de marque et de représailles dans toute guerre où le pays pourrait se trouver engagé. On s'attend à ce que ce projet soit voté, et il est probable que cette mesure sera mal comprise à l'étranger. S'il en était ainsi à Paris, et qu'on vous demandât des explications à ce sujet, ou que vous jugiez utile d'en fournir vous-même, vous pourriez dire que, aux termes de ce projet de loi, le Gouvernement exécutif reste libre d'appliquer cette loi suivant les circonstances, et que la politique à suivre en ce qui touche l'exercice de cette faculté n'a point encore occupé l'attention du Président. S'il ne se produit pas de circonstances extrêmes qui exigent l'application de cette loi à l'égard des rebelles, le Gouvernement ne négligera aucuns efforts pour que les nations amies dont le commerce et la navigation pourraient être indirectement affectés par la mise à exécution de la loi, soient prévenues en temps utile.

*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 2 mars 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche en date du 13 février dernier. Le Président a accueilli avec satisfaction les explications spontanées fournies par M. Drouyn de Lhuys dans le but de désavouer les desseins attribués au Gouvernement français dans la correspondance interceptée des rebelles, en ce qui touche le Texas. Nous n'avons jamais attaché d'importance à cette imputation, tandis que tout le monde a remarqué que l'alarme produite par ce projet dans les conseils des rebelles a trahi la faiblesse des principes sur lesquels s'appuie leur cause.

Nous avons effectivement beaucoup souffert par l'organisation financière des agences politiques des rebelles destinées à indisposer l'opinion publique en Europe contre nous. Mais le dommage est sans doute beaucoup moins considérable qu'il ne l'eût été si nous avions suivi l'exemple des rebelles en cherchant comme eux, à prix d'argent, des appuis parmi les organes de la presse. L'honneur et la bonne re-



nommée du Gouvernement ont été sauvegardés et sa probité est restée intacte. Les préjudices que nous avons ainsi éprouvés en Europe ont produit tout leur effet ici, et une réaction salubre s'en est suivie. Des menaces d'intervention ne servent plus maintenant qu'à nous affermir dans l'énergique poursuite du maintien de l'intégrité de l'Union. Ceux qui ont usé avec tant de persistance de la crédulité de l'Europe se trouveront aujourd'hui en face d'événements qu'ils n'auront certes point prévus.

*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Dayton à M. Seward touchant l'emprunt contracté par les  
Confédérés avec la maison Erlanger et C<sup>ie</sup>.**

Paris, le 13 mars 1863.

Monsieur, des informations que j'ai recueillies de différents côtés, me portent à croire que des arrangements ont été pris avec la maison Erlanger et C<sup>e</sup> de Francfort pour un emprunt de 3 millions de livres sterling, garanti par un nombre de balles de coton tout à fait disproportionné avec le montant de cet emprunt. La maison Erlanger est une maison de banque israélite, ayant son principal établissement à Francfort et des agences dans différentes villes. L'agence créée à Paris est, à ce que j'ai appris, dirigée par le fils du chef de la maison de Francfort, et M. Murphy, notre consul général à Francfort, m'informe que le bruit court dans cette ville que le coton qui doit servir de garantie à cet emprunt, sera réuni dans l'intérieur du pays, ou, s'il est possible, déposé entre les mains du consul de France à Richmond. Si cette dernière combinaison était adoptée, ce serait dans l'espoir, comme le fait très-justement remarquer M. Murphy, de pousser le Gouvernement français à intervenir dans cette affaire, et de présenter sa protection comme une espèce de sûreté acquise à cet emprunt.

J'ai été quelque peu dans l'hésitation pour savoir s'il serait sage en ce moment de parler de ces bruits à M. Drouyn de Lhuys ; toutefois, si une occasion favorable se présentait, je ne manquerais pas de lui en toucher quelques mots. Si l'emprunt arrivait à se négocier, il serait sans doute négocié au nom de la maison de Francfort, et ne serait pas coté à la Bourse de Paris ; car, si mes informations sont exactes, aucun emprunt ne peut être admis ici à la cote sans l'autorisation du Gouvernement.

*Signé : W. DAYTON.*

---

**M. Dayton à M. Seward.**

Paris, le 20 mars 1863.

Monsieur, j'ai donné à M. Drouyn de Lhuys les explications contenues dans votre dépêche du 20 février, n° 304, au sujet de la loi autorisant le Président à délivrer des lettres de marque et de représailles. Je l'ai fait à titre de précaution seulement. En règle générale, le plus sage est, à mon avis, d'attendre que les plaintes se produisent avant d'en arriver aux explications; mais j'ai appris par expérience que M. Drouyn de Lhuys agit quelquefois d'après des faits supposés sans m'en informer préalablement, et c'est pourquoi, lorsque je suis chargé de lui donner des explications et qu'on me laisse le soin de choisir le moment opportun, je crois que le mieux est de les fournir de suite.

J'ai fait connaître à M. Drouyn de Lhuys, dans la même entrevue, que vous m'aviez engagé à ne prêter aucun crédit aux bruits de mésintelligence entre M. Mercier et notre Gouvernement, et je lui ai donné lecture des observations bienveillantes contenues dans votre dépêche n° 309, touchant les relations entre la France et les États-Unis. Il m'a exprimé sa satisfaction après avoir écouté les explications que je lui ai données, et m'a annoncé que, de son côté, il avait reçu de M. Mercier l'assurance que ses relations personnelles avec vous étaient toutes cordiales. Ces explications étaient d'autant plus nécessaires que les journaux d'Europe se sont généralement emparés de la contradiction apparente entre votre correspondance et la sienne, pour exciter des sentiments hostiles à notre cause. Si les journaux d'Amérique pouvaient être amenés à comprendre combien ils nous font du tort à l'étranger, en exagérant ces petites choses et en y insistant par trop, je suis sûr qu'ils s'exprimeraient avec plus de réserve.

*Signé : W. DAYTON.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 26 mars 1863.

Monsieur, les nouvelles relatives aux menées des émissaires des rebelles auprès des cours étrangères ne produisent plus grande agitation ici. La nation semble s'être complètement rendu compte de la gravité de la crise qu'elle traverse, et être fermement résolue à la surmonter. L'opinion publique s'est en même temps modifiée d'une façon très-favorable. Les ressources et la situation respectives de l'Union et

de ses ennemis sont mieux comprises et plus justement appréciées. Il n'est plus possible d'attaquer avec quelque succès le crédit du Gouvernement, ou de contester les avantages remportés par les armées nationales, et en même temps il devient impossible de dissimuler la ruine du crédit du Gouvernement rebelle et la disette qui se produit dans les États en insurrection.

Les citoyens déloyaux qui s'agitèrent tant pendant les débats politiques de l'automne dernier, et que leur succès apparent à l'intérieur comme à l'extérieur avait entraînés, ont compris aujourd'hui qu'ils s'étaient trop hâtés dans la poursuite de leurs desseins. Une réaction énergique est sur le point de se produire et gagne en forces tous les jours. Tous ceux qui savent apprécier les événements et ont appris à réfléchir, ne redoutent plus aucune résistance sérieuse aux autorités du Gouvernement, ni aucune entrave apportée dans les États restés fidèles aux mesures jugées nécessaires par ces autorités. On ne doute pas davantage que le Gouvernement ne soit tout à fait en mesure de trouver le matériel et les hommes nécessaires pour le maintien de l'intégrité et le rétablissement de l'autorité de l'Union.

Ni M. Mercier ni moi nous n'avons pu réussir à découvrir une contradiction entre nos informations respectives en ce qui touche les affaires qui ont été l'objet de tant de commentaires ici et à l'étranger. Nos relations n'ont cessé d'être cordiales, et j'aime à croire qu'elles resteront tout à fait amicales. Et, en effet, le fait que nos rapports mutuels continuaient à être excellents au moment même où le Gouvernement français paraissait exercer une pression énergique sur nous, avait répandu la crainte ici que le département que je dirige écoutait avec faveur des projets inadmissibles de pacification recommandés par la France. M. Mercier a toujours jugé ma position comme entièrement conforme à ce que j'avais officiellement dit ou écrit.

*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 8 avril 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 20 mars, n° 827, et je ne puis qu'approuver les communications que vous avez cru devoir faire à M. Drouyn de Lhuys.

En ce qui touche les questions qu'il vous a adressées au sujet de la réunion du nouveau Congrès et de l'époque à laquelle expirera le mandat du Pouvoir exécutif actuel, il me paraît utile, sans cependant que vous en fassiez l'objet d'un entretien spécial, de faire entendre

à M. Drouyn de Lhuys qu'aucun Congrès ne se réunira dans cette capitale, ni aucun Pouvoir exécutif ne prendra en main l'administration, avec des sentiments moins énergiques que ceux des précédents Congrès ou du précédent Pouvoir exécutif en faveur de l'Union américaine et avec une opposition moins vive contre toute intervention étrangère dans les affaires du peuple américain. Il est vrai que ce peuple, comme tout autre, est influencé par les débats relatifs aux mesures prises et à la politique suivie par ceux qui dirigent les affaires du pays. Mais il faut dire, que tout parti qui montrerait des dispositions peu favorables à l'intégrité et à l'indépendance de notre république, perdrait immédiatement la confiance du pays. Si cette vérité avait été de prime abord comprise en Europe, on eût prévenu bien des souffrances et des calamités dans les deux pays.

Signé : W. SEWARD.

---

M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 9 avril 1863.

Monsieur, dans le cours d'un entretien que j'ai eu aujourd'hui avec M. Drouyn de Lhuys, ce dernier s'informa particulièrement de nos intentions relativement à la délivrance des lettres de marque. Il a eu sans doute récemment une conversation avec lord Cowley à ce sujet. Il m'annonça que lord Cowley lui avait remis une copie du dernier discours prononcé par M. Palmer, *solicitor* général de la Grande-Bretagne, dans la Chambre des communes, sur l'affaire de l'Alabama et sur la construction dans les ports anglais de navires pour le compte des Confédérés. Il me dit que ce discours lui paraissait très-travaillé. Je lui répondis que je pensais que ce discours avait été préparé avec un grand soin, mais que je tenais d'un membre de cette Chambre présent au moment où ce discours fut débité, que lui-même et beaucoup d'autres avaient trouvé que le savant *solicitor* général était allé trop loin, et qu'il avait énoncé des doctrines que l'Angleterre ne saurait accepter, si nous ou quelque autre Puissance, nous cherchions à les appliquer à la Grande-Bretagne elle-même. Je fis ensuite remarquer à M. Drouyn de Lhuys que notre *foreign en listement act* était le même que celui de l'Angleterre, et que les États-Unis, pendant la guerre de Crimée, avaient suivi une autre règle; que nous étions intervenus promptement pour nous opposer à la construction dans nos ports d'un navire de guerre pour le compte de la Russie, et que nous avions empêché la mise à la voile d'autres navires. Bien qu'il y ait lieu de s'étonner, tout ceci paraissait nouveau pour M. Drouyn



de Lhuys, et il me dit, que si en effet, il en avait été ainsi, le fait devrait être connu. Je l'assurai que ces faits étaient, si je ne m'abusais, déjà connus du Gouvernement britannique; qu'ils avaient reçu de la publicité en partie du moins par la correspondance échangée entre M. Adams et lord Russell; que les journaux français paraissaient suivre avec peu d'intérêt ces affaires, et que, bien que tous les renseignements aient été à plusieurs reprises publiés par les journaux américains et quelques journaux anglais lus par des journalistes français, ils n'avaient pas en général été réimprimés ici. Il répliqua que c'était regrettable, et qu'un fait important de cette nature devrait être porté à la connaissance du public par la presse. Je lui dis encore, que puisque lord Cowley lui avait communiqué le discours de M. Palmer sur cette matière, je me chargeais de mon côté de lui fournir incontinent sur les faits auxquels j'avais fait allusion toutes les preuves que je pourrais rassembler. Je vais m'en occuper sans retard. Il était bien évident pour moi que les autorités britanniques se sont efforcées de persuader notre Gouvernement qu'elles n'étaient point responsables de ce qui s'était passé ou pourrait ultérieurement se passer relativement à l'équipement dans leurs ports de vaisseaux de guerre pour le compte des rebelles. M. Drouyn de Lhuys, tout en ne mettant pas en question notre droit de délivrer des lettres de marque, m'a paru regretter cette décision qu'il ne croit pas justifiée par des circonstances actuelles et qui est de nature à créer des complications fâcheuses. Il exprime le désir que, si une résolution de ce genre était prise, qu'elle le fût avec toutes les précautions et la prudence nécessaires pour éviter tout conflit avec le commerce des nations neutres. Il ajouta que nous n'ignorions pas que les principes pratiqués en France en ce qui touche les lois maritimes avaient différé de ceux adoptés par la Grande-Bretagne; que la France n'avait pas construit de navires pour les rebelles et n'avait point eu de conflit avec nous, et qu'il n'était certainement pas dans l'intérêt des États-Unis d'entrer dans une voie qui amènerait forcément une communauté d'action et de vues entre l'Angleterre et la France. Je m'en réfèrai au contenu de votre dépêche n° 304, comme étant les dernières instructions officielles que j'avais reçues à ce sujet, et je l'assurai que dans le cas où le Président jugerait de son devoir d'agir conformément à la loi du Congrès, il le ferait avec tout le soin et les ménagements que comporterait l'exécution de cette loi; que le Président tiendrait sans doute lui-même la main à ce que la délivrance des lettres de marque, si elle devait avoir lieu, fût entourée des ménagements propres à écarter autant que possible des collisions regrettables ou des complications avec les Puissances étrangères. J'appelai ensuite de nouveau son attention sur le fait que tous ces embarras prove-

naient de l'*Alabama* et de la conduite de la Grande-Bretagne qui avait permis que des navires de guerre fussent construits dans ses ports pour le compte des rebelles. Je jugeai également opportun (supposant que lord Cowley avait dû conférer avec lui sur ce sujet), d'informer particulièrement M. Drouyn de Lhuys que l'exaspération des sujets des États-Unis causée par les dépradations de l'*Alabama* et de la *Floride*, était telle que, si les navires de guerre actuellement en construction dans les ports anglais pour le compte des rebelles parvenaient à gagner la pleine mer par suite de la négligence du Gouvernement britannique, je ne croyais pas qu'il fût possible de maintenir la paix entre les deux nations. Une guerre avec une puissance étrangère, lui dis-je, nous atteindrait principalement dans notre commerce; et si ce commerce devait être arrêté et détruit par l'action indirecte de la Grande-Bretagne, le sentiment général serait qu'il vaut encore mieux rencontrer directement cette Puissance sur le champ de bataille. Je me hâtai toutefois d'ajouter que nous espérons n'avoir pas à compliquer encore nos difficultés intérieures par une guerre étrangère, et que j'avais la conviction que dans l'intérêt des deux pays et du monde entier, la Grande-Bretagne s'arrêterait dans la voie où elle est entrée. M. Drouyn de Lhuys ne manquera certainement pas de rapporter tout ceci à lord Cowley.

En prenant congé de M. Drouyn de Lhuys, je lui exprimai le désir d'être averti en temps utile de toute circonstance qui pourrait particulièrement intéresser mon pays. Il m'assura qu'il le ferait avec empressement. . . . .

Il me dit aussitôt qu'il n'avait rien à me communiquer qui eût un intérêt spécial pour nous; qu'il n'avait pas reçu de nouvelles de quelque importance des États-Unis; que quant au Mexique, l'intention du Gouvernement de l'Empereur était de s'emparer de Mexico, de rétablir un peu d'ordre dans la situation de ce pays, de réclamer le paiement de ses dépenses et des dettes dues à la France et de quitter ensuite le pays; que nous pouvions être assurés que la France ne comptait nullement se charger de gouverner le Mexique. Je lui répliquai que, au milieu de l'anarchie à laquelle le Mexique était actuellement en proie, je n'entrevois pas bien comment il serait possible à la France, après avoir pris possession du pays, de rentrer dans ses dépenses et d'assurer l'acquittement des dettes qui lui étaient dues (je suppose que par dépenses il entendait celles résultant de l'expédition, bien qu'il ne l'eût pas dit); que je pensais d'ailleurs que la France n'avait pas l'intention de se saisir de la propriété privée des citoyens mexicains pour l'acquittement de ses créances; mais qu'il ne paraissait guère y avoir de revenus publics sur lesquels on pût

compter. Il me répondit que la prospérité du Mexique était plutôt négligée qu'épuisée, qu'il y existait des sources de richesse, des mines, etc., qui, bien exploitées, produiraient assez pour assurer le paiement de toutes les réclamations.

Ces paroles me paraissent assez bien indiquer quelle sera probablement la politique future que, en cas de succès, le Gouvernement français compte suivre à l'égard du Mexique. Je crains seulement que la France, en établissant en sa faveur le montant de ses créances et de ses dépenses, en exploitant à son profit les mines ou les autres branches de revenus publics, et en tenant le livre des comptes en partie double, sera obligée à une longue prise de possession avant que les bénéfices ainsi acquis aient pu la couvrir de ses dépenses.

Ma longue conférence avec M. Drouyn de Lhuys m'a laissé une impression très-agréable. Mes relations personnelles avec ce ministre sont tout à fait cordiales. Avant de le quitter, je le priai de me remettre un second exemplaire de la correspondance diplomatique du Gouvernement français pendant l'année dernière, en l'informant que cet exemplaire était destiné à M. Romero, ministre du Mexique à Washington, qui s'était adressé à moi à cet effet. Il me remit aussitôt un exemplaire, et en outre différentes notes et brochures sur les affaires du Mexique, que je lui promis de faire parvenir à M. Romero.

*Signé : W. E. DAYTON.*

---

#### M. Dayton à M. Seward.

Paris, le 24 avril 1863.

Monsieur, sur l'invitation que m'a adressée M. Drouyn de Lhuys, je me suis rendu hier au Ministère des affaires étrangères. Le Ministre m'informa immédiatement que le Gouvernement de l'Empereur avait de graves et sérieux motifs de plainte contre nous au sujet du dernier certificat ou laisser-passer, comme il l'a appelé, délivré par M. Adams, à MM. Howell et au général Zirman, agents mexicains à Londres. Suivant lui, le chargement en question se composait d'armes, et M. Adams ne l'ignorait pas. Je répliquai qu'il n'y avait rien dans la teneur des papiers présents qui indiquât quelque chose de semblable, et que je ne croyais pas que M. Adams, en délivrant ledit certificat, ait eu la moindre arrière-pensée relative à la France et à ses relations avec le Mexique, Matamoras n'étant pas au surplus un port bloqué par la France; que, d'ailleurs, M. Adams avait un rôle très-difficile à soutenir en Angleterre, et que, quoi qu'il pût faire, il était certain que ses actes seraient critiqués par ce pays. Je n'ai pas manqué



de dire à M. Drouyn de Lhuys que je regrettais qu'un fait qui s'était passé au delà du détroit ait pu blesser la susceptibilité du Gouvernement de l'Empereur, et que dans ma conviction, tout cela s'était fait sans la moindre intention. Il m'a semblé que M. Drouyn de Lhuys n'était pas autant blessé du fait même d'avoir délivré le certificat en question que des termes dont M. Adams s'est servi, et étant une fois admis, que le chargement se composait d'armes destinées aux Mexicains avec lesquels la France est en guerre, et que M. Adams pouvait le savoir, les critiques et les plaintes de M. Drouyn de Lhuys étaient peut-être en partie assez fondées. Le Ministre ajouta que le désir de M. Adams de faciliter le « commerce neutre » *ayant pour objet des armes pour tuer les Français*, comme il le fit remarquer, se conciliait difficilement avec l'attitude de notre Gouvernement à New-York et à la Nouvelle-Orléans et avec la défense faite par lui d'embarquer des mules, des travailleurs libres et même des bois de construction à destination de l'armée française au Mexique. Je lui répondis que je n'avais pas connaissance de ces faits et que la correspondance échangée entre vous et M. Romero, ministre du Mexique à Washington, indiquait une politique tout opposée; que le Secrétaire du Trésor, en même temps qu'il refusait d'intervenir sur la demande de M. Romero, pour empêcher l'exportation de wagons destinés aux Français, avait défendu l'exportation de 37 000 armes à feu achetées à New-York pour les Mexicains, et que le Ministre du Mexique s'est cru en conséquence en droit de faire la remarque assez désagréable pour nous, que notre Gouvernement s'était servi de deux poids et de deux mesures, les uns désavantageux pour le Mexique, les autres favorables à la France. M. Drouyn de Lhuys m'exprima le désir d'avoir un extrait de cette correspondance pour la mettre sous les yeux de l'Empereur, et je lui ai transmis ce matin la correspondance tout entière en marquant au crayon les passages sur lesquels devait se porter particulièrement son attention. Avant d'entamer un autre sujet de conversation, il me dit qu'il croyait qu'à New-York on avait laissé librement exporter certains articles; que le général Butler lui-même l'avait permis, mais que le général Banks qui devait, comme on le pense, être moins sévère que son prédécesseur à la Nouvelle-Orléans, avait été plus difficile ou moins libéral encore à cet égard, que le général Butler. Que des plaintes les plus sérieuses lui étaient revenues du département de la guerre et de la marine, au sujet des graves embarras qui leur avaient été casusés par l'ordre relatif à l'exportation de ces articles. Je lui répondis que sur cette matière je n'en savais pas plus long que ce qui ressort de la correspondance publiée, et que si de semblables ordres avaient été donnés, ils avaient dû être motivés, à mon avis, par le manque de ces articles que nous ressentions



nous-mêmes ; mais M. Drouyn de Lhuys n'adopta pas cette manière de voir. Il me fit observer que si la guerre du Mexique nous était désagréable, nous devions nous rappeler que notre guerre aussi, était fâcheuse et préjudiciable pour la France ; et revenant de nouveau sur l'incident du laisser-passer, délivré par M. Adams, il me dit que jamais le Gouvernement français n'avait, soit en paroles, soit en actes, dit ou fait une chose désobligeante pour nous ; que ses penchants le portaient plutôt vers nous que contre nous, et que, cependant, voilà un certificat délivré par un haut fonctionnaire des États-Unis à l'étranger, énonçant qu'il se fait un plaisir de déclarer l'entreprise d'envoyer un chargement d'armes aux ennemis de la France comme une entreprise honnête et loyale et faite dans un but estimable, etc. (pour tuer les Français, suivant l'expression de M. Drouyn de Lhuys), et, qu'en conséquence, il accordait avec empressement le certificat demandé. M. Drouyn de Lhuys ajouta que ce langage était bien fait pour émouvoir le peuple français, mais qu'il chercherait de tout son pouvoir à en empêcher la reproduction dans les organes de la presse française, et qu'il espérait bientôt recevoir du Gouvernement des États-Unis des assurances d'un caractère amical qui adouciraient la pénible impression que cet incident a laissée au Gouvernement de l'Empereur.

En exprimant ses sentiments à l'égard de cette affaire, M. Drouyn de Lhuys déclara que la tendance évidente de l'action de M. Adams était d'encourager les Mexicains et de leur faire croire que s'ils persévéraient dans leur résistance, les États-Unis viendraient en dernier lieu peut-être à leur secours. Il ajouta : supposez que le baron Gros (actuellement ambassadeur de France à Londres) eût délivré aux propriétaires d'un navire chargé d'armes pour le compte des Confédérés qui sont en lutte avec vous, un certificat de ce genre adressé au commandant de l'escadre française sur nos côtes, qu'est-ce que le Gouvernement des États-Unis en aurait pensé ? Il me dit que ce certificat était tout à fait contraire aux vues que vous-même aviez tout récemment exprimées à M. Mercier en ce qui touche les intentions de notre Gouvernement sur la guerre qui se poursuit entre la France et le Mexique, et il me donna lecture d'un passage d'une dépêche de M. Mercier, datée, je crois, du 3 de ce mois. Il me pria de vous assurer de nouveau que la France n'avait d'autre but au Mexique que d'assurer le règlement des justes réclamations qu'elle avait à faire valoir contre ce pays, d'obtenir le paiement des dettes qui lui étaient dues ainsi que des dépenses occasionnées par l'expédition, et enfin, de venger par une victoire, l'honneur de son drapeau. Il me répéta encore que le Gouvernement français ne pensait pas à former une colonie au Mexique ou à occuper d'une manière permanente la Sonora ou quelque autre partie du territoire, et que toutes supposi-

tions de ce genre propagées par les journaux manquaient complètement de fondement. Je l'assurai en retour que toute votre corespondance avec moi, soit publique, soit privée, me convainquait que notre Gouvernement n'avait aucune intention d'intervenir de quelque façon que ce soit dans la guerre entre la France et le Mexique.

Après cette conversation générale, M. Drouyn de Lhuys me dit que, pour plus de certitude, il avait mis par écrit ses observations relativement au certificat délivré par M. Adams aux agents mexicains, et qu'il me laisserait cette note<sup>1</sup>, non à titre de communication officielle, mais simplement pour me permettre de me rappeler plus exactement ce qu'il avait dit à ce sujet. Je lui répondis qu'il me serait agréable d'avoir cette note, s'il m'était permis de la traduire et de la transmettre à mon Gouvernement. Il y consentit. Je l'acceptai donc sans la lire, et je vous en envoie ci-joint une traduction. J'en enverrai également une copie à M. Adams. Le sentiment si juste de la situation et la grande discrétion dont il a fait constamment preuve, dans la mission qu'il remplit à Londres, lui dicteront la conduite qu'il aura à suivre dans cette circonstance.

Avant de clore cette dépêche, je dois ajouter que, suivant l'avis qui m'en est parvenu, M. Drouyn de Lhuys s'est exprimé sur le même sujet vis-à-vis d'une autre personne dans des termes encore plus décidés, et a terminé son entretien par la remarque, que si les États-Unis encourageaient ou aidaient les ennemis de la France au Mexique, la France aiderait et encouragerait nos ennemis aux États-Unis.

*Signé : W. DAYTON.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 24 avril 1863.

Monsieur, j'ai communiqué au Président votre dépêche du 9 avril, n° 297. Vous avez justement apprécié devant M. Drouyn de Lhuys nos vues en ce qui concerne les lettres de marque. La libre sortie des ports de l'Europe de corsaires destinés à détruire notre commerce, à forcer les blocus des ports rebelles et à envahir nos côtes, constituerait en fait une guerre européenne contre les États-Unis, guerre qui, pour n'être point formellement déclarée, n'en serait ni moins réelle ni moins dangereuse.

Le congrès, en confiant au Président le pouvoir de délivrer des lettres de marque, a mis entre ses mains une arme pour la défense nationale. Nous savons que cette arme ne peut être maniée sans grand

1. Voir pour cette note, *Archives* 1863, t. IV, p. 279.

danger et sans causer des ennuis aux puissances commerçantes neutres ou amies. Mais c'est une éventualité qu'il ne faut pas craindre d'aborder franchement plutôt que de s'incliner tranquillement devant le danger plus grand qui nous menace. Il y a aujourd'hui, ainsi que vous l'avez sans doute remarqué, des indices qui font supposer que ce danger plus grand pourrait être écarté par le moyen d'une répression énergique exercée contre les ennemis des États-Unis en Angleterre. Dans l'espoir d'un résultat de ce genre, nous renonçons pour le moment à délivrer des lettres de marque et nous nous contentons de garder cette arme toute prête pour le cas où son emploi deviendrait absolument nécessaire.

Je me fais un plaisir de constater que si l'on fait abstraction de l'erreur première commise, suivant nous, par la France en reconnaissant sans nécessité les rebelles comme belligérants, nous avons toute raison d'apprécier la stricte et impartiale observation de la neutralité pratiquée par le gouvernement de l'Empereur dans les ports et rades de France. Dans tous les cas, ce sera pour nous, comme cela a été, un devoir agréable de veiller à ce que les événements de la guerre ne portent aucun dommage ni préjudice au Gouvernement ou au peuple français.

Vous avez en même temps rendu un service au pays, en expliquant dans votre conversation avec M. Drouyn de Lhuys, comment nous avons jusqu'ici maintenu notre neutralité dans les guerres étrangères par l'application plus rigoureuse de nos lois d'enrôlement qui sont en tous points semblables à celles de la Grande-Bretagne.

Le Président a pris connaissance avec grand intérêt de l'exposé fait par M. Drouyn de Lhuys de la politique du Gouvernement français en ce qui touche l'insurrection en Pologne. L'Empereur de Russie nous paraît avoir adopté une politique de sages réformes dans l'administration intérieure de l'Empire. Sa sagacité bien connue et ses bonnes dispositions encouragent l'espoir qu'une juste part de la sollicitude Impériale se reportera sur la Pologne si, comme on s'y attend généralement en Europe, la révolution tentée par ce peuple héroïque est réprimée.

Je ne désire pas parler souvent de la guerre que la France fait au Mexique. Le Président a la ferme confiance que l'Empereur n'a aucune intention de se charger, en cas de succès, du gouvernement de cette République. Quelque difficile que soit dans ce pays l'exercice du *self-government*, il est cependant certain que la tentative de lui imposer une autorité étrangère y rencontrerait des obstacles insurmontables. Le pays possède d'immenses, d'inépuisables ressources qui appellent le travail et les capitaux de tous les pays étrangers; les efforts qui seraient faits pour s'en emparer par la force seraient para-

lysés par une résistance opiniâtre et dangereuse. Ceci est vrai non-seulement pour le Mexique, mais pour tout le continent américain. Il y a plus de cent ans déjà depuis qu'une nation étrangère ait pu jeter avec succès une colonie sur le sol de l'Amérique ou ait pu affermir sa domination sur une colonie qui y existait antérieurement. Malgré toutes les luttes sociales qui sont la conséquence du changement d'un état colonial en état indépendant, et de la substitution du gouvernement démocratique au gouvernement monarchique, il nous semble que les États de l'Amérique espagnole se rapprochent sans cesse des institutions qui caractérisent le *self-government*. Il est de l'intérêt des États-Unis de favoriser ces tendances et de les recommander au patronage des autres nations. Cet intérêt existe aussi pour toutes les autres nations si, comme nous en sommes persuadés, ces tendances offrent à l'humanité les moyens les plus sûrs et les plus prompts de profiter des trésors naturels que l'Amérique renferme dans son sein.

*Signé : W. H. SEWARD.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

(Extrait)

Washington, le 8 mai 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 24 avril, n° 301, par laquelle vous me communiquez l'impression causée au gouvernement français, par la publication dans les journaux de Londres, d'une lettre signée par M. Adams et datée du 9 avril dernier.

La sincérité m'oblige à commencer mes observations à ce sujet en reconnaissant la manière très-généreuse avec laquelle M. Drouyn de Lhuys a ouvert la voie à un examen calme et amical des plaintes qu'il a élevées contre nous. Non-seulement il vous a renouvelé l'assurance de l'esprit de bienveillance dont l'Empereur est animé à l'égard des États-Unis, mais encore il vous a déclaré avec beaucoup de fermeté et d'énergie, que la France n'avait d'autres desseins au Mexique que d'assurer les réglemens des justes réclamations de ses nationaux, d'obtenir le paiement des dettes qui lui étaient dues ainsi que des dépenses de l'expédition, et de venger, par une victoire, l'honneur du drapeau français; que la France ne prétendait pas établir de colonie au Mexique ni occuper, d'une manière permanente, la Sonora ou quelque autre partie du territoire, et que les allégations contraires répandues par les journaux n'avaient aucun fondement.

Votre réponse aux observations de M. Drouyn de Lhuys, établissant que, dans toute ma correspondance avec vous, soit publique, soit privée, j'avais toujours affirmé que le Gouvernement n'entendait se



mêler en aucune façon, de la guerre entre la France et le Mexique, était aussi exacte que judicieuse et bien avisée. Les États-Unis n'ont jamais dissimulé et ne peuvent, dans les circonstances actuelles, dissimuler l'intérêt qu'ils éprouvent pour la sécurité, le bonheur et la prospérité du Mexique, pas plus qu'ils ne peuvent se départir des sentiments d'amitié et de bon vouloir qui les animent à l'égard de la France, sentiments qui prirent naissance avec la vie nationale des États-Unis et ont été toujours cultivés depuis avec empressement. Lorsque les deux nations à l'égard desquelles les États-Unis professent ces sentiments, se trouvent engagées dans une guerre comme celle dont M. Drouyn de Lhuys a expliqué les motifs, le Gouvernement ne peut que déplorer cette triste occurrence et exprimer partout et par tous les moyens son vif désir de voir le conflit se terminer promptement par un arrangement qui assurerait la stabilité, la prospérité et le bonheur des parties intéressées. Les États-Unis ne se sont jamais écartés des principes d'abstention et de neutralité dans les guerres qui ont éclaté entre des puissances avec lesquelles notre Gouvernement maintient des relations amicales, et le Gouvernement pense que, dans le cas actuel, aussi bien que dans d'autres, cette politique ne saurait être abandonnée avec avantage pour les intérêts des États-Unis ou pour les intérêts de la paix du monde.

. . . . .  
Le Gouvernement français a supposé avec raison que la première nouvelle de l'incident dont se plaint M. Drouyn de Lhuys, est arrivée au Gouvernement fédéral par la voie des journaux de Londres. Il est notoire que les insurgés des États-Unis tirent en grande partie leurs munitions et leur matériel d'un commerce de contrebande organisé par des négociants et des individus qui résident ou séjournent en Angleterre; ces chargements sont transportés dans des navires qui, dissimulant leur destination directe pour un port américain bloqué ou occupé par les forces militaires des États-Unis, prétendent être frétés pour des ports neutres de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et du Mexique. Matamoras est le plus souvent indiqué parmi ces ports neutres, et comme il est situé sur la rive droite du Rio-Grande, qui forme la frontière nationale, les navires chargés de contrebande se dirigeant vers Matamoras font passer facilement, en naviguant sur cette rivière, leurs cargaisons entre les mains des rebelles des États-Unis auxquels elles sont destinées. Le blocus a été jusqu'ici pour nous le moyen de protection le plus efficace contre ce danger; cependant nous obtenons maintenant une nouvelle sécurité contre ce trafic en rentrant en possession de la navigation exclusive du Mississipi qui sépare la contrée occidentale de ce fleuve du principal théâtre de la guerre.

Nous avons appris que deux personnes du nom de Zirman et

Howell étaient arrivées à Londres et s'étaient présentées chez M. Adams, le sieur Zirman invoquant sa nationalité américaine qu'il a acquise par naturalisation et le sieur Horvell se disant Américain par droit de naissance. Nous ne savions pas qu'ils fussent ou qu'ils aient avoué être des agents du gouvernement mexicain ainsi que M. Drouyn de Lhuys semble l'avoir supposé. Zirman, d'après les renseignements que nous avons recueillis ici, est un aventurier sans moralité et sans principes. Nous n'avons rien pu apprendre sur les antécédents de son acolyte. Ils racontèrent à M. Adams qu'ils avaient affrété un navire anglais chargé de marchandises anglaises destinées non aux rebelles, mais aux Mexicains et qu'ils trouvaient de grandes difficultés à faire assurer leur navire à Londres, parce qu'une suspicion générale, en ce qui concerne le commerce avec Matamoras, exposait tous les navires partant vers cette destination, à être saisis par les croiseurs américains qui surveillent le blocus de cette place. Ils demandaient en conséquence à M. Adams de leur écrire un certificat privé qui témoignât qu'ils étaient de loyaux Américains et que leur entreprise n'était point de faire de la contrebande au préjudice des États-Unis; ils pensaient que ce certificat montré confidentiellement aux assureurs, permettrait d'écarter les difficultés et d'obtenir une assurance. M. Adams, agissant immédiatement d'après ce plan et sans réfléchir ni attendre des renseignements plus complets, écrivit, signa et remit entre les mains de ces personnes le certificat dont s'est plaint M. Drouyn de Lhuys et que M. Adams ne s'attendait nullement à voir livrer à la publicité.

L'affaire étant considérée sous le jour que ces circonstances jettent sur elle, me semble perdre beaucoup de la gravité qui autrement aurait pu lui être attribuée. Il faut évidemment admettre que tout cela a été fait non point de propos délibéré, mais par inadvertance. La teneur du certificat prouve qu'il avait pour principal sinon pour unique objet d'écarter une difficulté que deux citoyens supposés des États-Unis avaient rencontrée pour une transaction commerciale dans un pays étranger près duquel M. Adams est accrédité, difficulté qui résultait en partie des formes de procéder dans ce pays, et en partie de l'action de notre propre Gouvernement. Il paraît tout au moins possible que la portée que pouvait avoir la transaction, en ce qui touche la guerre entre la France et le Mexique, ne s'est pas présentée à l'esprit de M. Adams qui n'était préoccupé que des relations de la Grande-Bretagne avec les États-Unis, car dans le certificat il ne fait allusion qu'à ces relations.

Cependant le Gouvernement français en a tiré une autre conclusion. M. Drouyn de Lhuys, en vous parlant de cet incident, prétend que le chargement de MM. Zirman Horvell consistait en approvisionnements militaires et en munitions de guerre et que M. Adams ne pouvait pas

l'avoir ignoré. Je ne suis pas en mesure, avec les informations dont je dispose, d'affirmer ou de nier cette circonstance. M. Drouyn de Lhuys trouve une nouvelle preuve d'intentions ou au moins de sentiments hostiles à la France chez M. Adams, dans certaines expressions employées dans le certificat, notamment celles-ci : « Je me fais un plaisir *d'appuyer* une entreprise qui a un but différent et honorable. C'est pourquoi je donne *avec empressement* à MM. Zirman et Horvell le certificat qu'ils m'ont demandé. » Ces expressions se justifient par l'assertion de M. Adams, que ces personnes se sont présentées chez lui avec la preuve entièrement suffisante pour lui, que la destination du chargement était Matamoras et le Mexique. Si, d'une part, je conçois que ces expressions ont été employées par M. Adams sans qu'il ait songé un instant qu'elles pussent être appliquées indirectement à la guerre existant entre la France et le Mexique, il faut, d'autre part, admettre qu'insister sur ce point serait vouloir discuter sur des mots. Les États-Unis n'ont aucune raison pour se placer dans cette situation. Ils s'efforcent de conduire leurs affaires avec franchise et cordialité vis-à-vis de toutes les nations et principalement vis-à-vis de la France et il leur suffit que le sens donné par M. Drouyn de Lhuys aux expressions dont s'est servi M. Adams n'est ni violent ni invraisemblable, et c'est pourquoi le Gouvernement français est en droit d'obtenir les explications qu'il a demandées. Vous voudrez bien, en conséquence, dire à M. Drouyn de Lhuys, qu'après avoir pris les instructions du Président sur ce point, j'estime que la remise du certificat incriminé à MM. Zirman et Horvell constituait en effet un acte peu bienveillant à l'égard de la France, et peu en harmonie avec les sentiments et la politique de notre Gouvernement. Que cet acte a été vu avec mécontentement et avec regret, mais en même temps le Gouvernement pense que le procédé de M. Adams a été simplement imprudent sans qu'on doive lui attribuer aucun dessein ni aucune intention blessante pour la France.

*Signé : W. H. SEWARD.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 11 mai 1863.

Monsieur, M. Mercier m'a donné lecture et sur ma demande m'a laissé copie des instructions qu'il a reçues de M. Drouyn de Lhuys à la date du 23 avril dernier et qui sont relatives à des événements intéressants survenus en Pologne; lesquels appellent en ce moment la sérieuse attention des principales puissances de l'Europe occidentale.

M. Mercier m'a en même temps communiqué copie d'une dépêche relative aux mêmes événements, et adressée par M. Drouyn de Lhuys à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Nous apprenons, par le premier de ces documents, que la marche adoptée dans cette circonstance par le cabinet des Tuileries, dans le but d'exercer une influence morale sur l'Empereur de Russie, a reçu l'approbation et l'appui de la cour d'Autriche et de la cour de Saint-James, et que l'Empereur des Français, appréciant justement notre sympathie traditionnelle pour les Polonais et l'ancienne amitié qui nous unit à la Russie, verrait avec satisfaction le Gouvernement des États-Unis se joindre à lui dans les démarches projetées.

J'ai pris à cet égard les ordres du Président, et j'ai l'honneur de vous faire connaître les vues de notre Gouvernement que je vous prie de communiquer à M. Drouyn de Lhuys.

Le Gouvernement des États-Unis est agréablement impressionné de la considération que lui a témoignée l'Empereur en l'invitant à coopérer à une politique qui a pour objet un double intérêt d'ordre public et d'humanité. Il a été non moins favorablement disposé en apprenant les sages observations que l'Empereur a adressées dans un sentiment si juste à la Cour de Saint-Pétersbourg. Ces observations sont faites pour éveiller les meilleurs sentiments et les plus justes sympathies des hommes. Le caractère éclairé et humain de l'Empereur de Russie, dont il a donné récemment une preuve éclatante en affranchissant une grande partie du peuple russe des liens du servage et en établissant une administration impartiale et efficace de la justice dans ses États, autorise à penser que cet appel sera accueilli par lui avec toute la faveur compatible avec le bien-être général du grand État aux destinées duquel il préside avec une si éminente sagesse et modération. Néanmoins, quelle que soit la sympathie avec laquelle nous avons reçu les suggestions de l'Empereur des Français, notre Gouvernement estime que des difficultés insurmontables l'empêchent de prêter son concours actif, de quelque manière que ce soit, aux Gouvernements de France, d'Autriche et de la Grande-Bretagne.

En donnant à nos institutions pour base les droits de l'homme, les fondateurs de notre république furent considérés comme des réformateurs politiques et bientôt, en effet, les révolutionnaires de tous les pays invoquèrent non-seulement leur appui et recherchèrent les sympathies des États-Unis, mais aussi leur secours actif et leur patronage. Notre admirable constitution était à peine élaborée qu'il devint nécessaire pour les États-Unis de se préoccuper jusqu'à quel point ils pouvaient, avec opportunité, sécurité et profit, intervenir, soit au moyen d'alliances, soit au moyen d'une action concertée avec des puissances amies, soit autrement encore, dans les affaires politiques des États



étrangers. Un appel urgent pour un appui de ce genre nous fut adressé par la France et cet appel fut sanctionné et accepté par un traité d'alliance et de défense mutuelle, traité sans lequel, nous l'avouons encore volontiers aujourd'hui à l'honneur de la France, notre propre souveraineté et indépendance n'eût point été si rapidement assurée. Cet appel alla si droit au cœur du peuple américain, que la déférence seule qu'il avait pour les conseils du Père de notre patrie, lequel était alors dans toute la plénitude de son incomparable grandeur morale, put le réconcilier avec la déclaration austère que le peuple américain, en présence des qualités, des coutumes et des sentiments des partis qui constituent la République, et surtout de sa Constitution si populaire, à la fois complexe et une, devait se contenter de recommander aux autres nations la cause du progrès humain par la sagesse avec laquelle il exercerait lui-même les pouvoirs que lui attribuait le *self-government* et s'abstenir en tout temps de conclure des alliances avec des nations étrangères, ou d'intervenir dans leurs affaires.

Il est vrai que Washington espérait qu'un jour viendrait où nos constitutions étant fortement consolidées et fonctionnant avec un entier succès, nous pourrions avec sécurité et peut-être avec profit, prendre part aux conseils tenus par les États étrangers dans un but d'avantage commun à toutes les nations. Depuis, de nombreuses occasions se sont présentées qui nous offraient de grandes séductions de nous départir d'une ligne de conduite qui, à première vue, pouvait paraître un parti pris d'isolement et d'indifférence. Il est à peine nécessaire de les rappeler.

L'une de ces occasions fut une invitation à un congrès des États espagnols de l'Amérique du sud nouvellement émancipés; une autre, l'appel pressant qui nous fut adressé par la Hongrie pour l'aider dans une révolution tendant à la restauration de son antique et illustre indépendance; une autre, le projet de garantir Cuba à l'Espagne, de concert avec la France et la Grande-Bretagne; plus récemment l'invitation d'une démonstration commune contre le Mexique avec le concours de l'Espagne, de la France et de la Grande-Bretagne; enfin tout dernièrement, les offres qui nous furent faites par quelques États de l'Amérique espagnole, d'entrer dans le congrès commun des États républicains du continent américain. Toutes ces offres furent successivement rejetées par le Gouvernement, et ses décisions furent chaque fois approuvées par le jugement réfléchi du peuple américain. Notre politique de non-intervention, rigide, absolue et quelque étrange qu'elle puisse paraître à d'autres nations, est devenue ainsi une politique traditionnelle dont nous ne saurions nous écarter que dans des cas tout à fait urgents, dans des cas de nécessité évidente. Bien certaine-

ment il ne serait pas sage de nous en départir en ce moment où l'existence d'une lutte locale et seulement passagère, prive le Gouvernement des conseils d'une partie du peuple américain, pour lequel un changement si important de la politique suivie jusqu'ici par le pays, doit présenter un profond intérêt.

Le Président ne veut point s'arrêter un instant à la pensée que l'Empereur des Français puisse voir autre chose que du respect et de l'amitié pour sa personne et le peuple français, et un désir sincère de contribuer à la paix, à l'ordre et au progrès de l'humanité en Europe, dans la résolution des États-Unis de persévérer aujourd'hui encore dans la politique qu'ils ont appliquée si longtemps avec sécurité et non sans avantage pour les intérêts de tout le monde.

*Signé : W. H. SEWARD.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 23 mai 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 8 mai n° 305. Je crois devoir relever une erreur à laquelle vous semblez avoir été conduit par certaines observations de M. Drouyn de Lhuys, à savoir que j'avais fait pressentir à M. Mercier, la mise en blocus du port de Matamoras, en vue de l'action exercée par la France dans ces parages. Cela n'est pas exact. Toute information de ce genre que M. Mercier aurait fait parvenir à M. Drouyn de Lhuys, est le résultat de ses impressions personnelles et est faite de sa propre autorité ; cependant il n'est pas invraisemblable qu'il ait conçu cette idée à la suite d'une conversation non-officielle avec moi dans laquelle j'insistai assez sérieusement sur les difficultés que nous éprouvions par le fait que ce port neutre du Mexique est employé comme entrepôt de munitions de guerre, lesquelles, si nous tentons de les saisir, se trouvent couvertes par l'allégation qu'elles sont destinées à un autre belligérant, et si nous les laissons passer pour ce motif, sont employées à notre préjudice. Il n'est pas nécessaire, je pense, que vous en fassiez l'objet d'une explication avec M. Drouyn de Lhuys. M. Mercier s'en chargera sans doute.

*Signé : W. H. SEWARD.*

---

**M. Dayton à M. Seward.**

Paris, le 29 mai 1863.

Monsieur, votre dépêche n° 342 m'est exactement parvenue. Elle contient la réponse du Président à la proposition faite par le Gouvernement français, de se joindre à lui et à d'autres puissances, dans le but d'exercer au moyen d'une action commune et concertée à Paris, une influence morale sur l'Empereur de Russie, en ce qui touche les affaires de Pologne. Dès la réception de cette dépêche, je me suis rendu au ministère des affaires étrangères, et j'ai communiqué la réponse du Président à M. Drouyn de Lhuys, en lui donnant lecture des principaux passages. Il me dit qu'il n'était nullement désappointé du résultat de la proposition faite par la France aux États-Unis, et qu'il l'était moins encore en raison des précédents qu'offre notre histoire et qui montrent la ligne de conduite constamment suivie par notre Gouvernement dans les questions d'intervention. Il ajouta que la proposition nous avait été d'ailleurs faite plutôt à titre d'hommage et de respect qu'à un autre titre. Je lui répliquai qu'il ressortait évidemment de votre dépêche que la conduite de la France était appréciée avec justice et bienveillance par le Gouvernement des États-Unis, et sur ces mots se termina notre entretien à cet égard.

Vous avez vu sans doute par les journaux que l'insurrection de Pologne n'a pas été réprimée aussi rapidement qu'on devait l'espérer. Et, en vérité, il y a lieu de se demander aujourd'hui, quand elle pourra être étouffée et à quoi elle peut mener. Toutefois je persiste à croire que cette insurrection n'entraînera pas une guerre générale en Europe.

Je dois aussi faire observer que le Gouvernement français est en ce moment très-occupé à préparer les élections qui s'effectueront le dernier jour de ce mois et le premier du mois prochain. Le Gouvernement a ses candidats connus et désignés et invite les préfets de tous les départements à leur prêter l'appui de leur autorité; en même temps le gouvernement indique officiellement les personnes qu'il désire voir échouer dans les élections. Le Gouvernement combat principalement et avec la plus grande activité, la candidature de M. Thiers, que l'on considère comme le représentant et le défenseur des intérêts de la dynastie des Orléans. Si l'opposition dans la Chambre réussit à porter de 5 à 15 ou 20 le nombre de ses membres, ce sera considéré comme un grand triomphe, surtout si M. Thiers est élu.

M. Mason, commissaire des États rebelles à Londres, a passé hier le détroit et est ici. Les journaux français, rattachant ce fait au dernier

discours de M. Roebuck (au sujet de l'urgence de reconnaître les États du Sud), prononcé dans un grand meeting à Sheffield, et les revers, comme on le dit ici, éprouvés par l'armée de Hooker à Chancellorsville, imaginent que la présence de M. Mason à Paris a pour but de pousser le Gouvernement de l'Empereur à reconnaître les États confédérés. Jusqu'ici je n'ai pas été informé autrement que par les journaux, que tel soit le but du voyage de cet agent.

*Signé : W. DAYTON.*

---

**M. Dayton à M. Seward.**

*(Extrait.)*

Paris, le 29 mai 1863.

Monsieur, j'ai eu l'honneur de vous informer il y a quelque temps que, sur la requête de MM. Aspinvall et Forbes j'avais demandé officieusement à M. Drouyn de Lhuys si le Gouvernement français verrait quelque objection à ce que nos fonds fussent admis à la cote de la Bourse. Je n'ai pas encore reçu de réponse définitive à cet égard ; cependant M. Drouyn de Lhuys m'a dit que la question avait été discutée en Conseil des Ministres et il pense que ses collègues sont plutôt opposés que favorables à cette demande. La concession de ce droit serait un acte purement gracieux et nous n'avons pas, comme il le dit, été très-complaisants envers la France dans diverses circonstances, par exemple pour l'autorisation d'exporter des marchandises au Mexique ; d'ailleurs M. Corwin, ajouta-t-il, a refusé de se charger des affaires de la légation de France à Mexico, au moment où le Ministre de l'Empereur se préparait à quitter ce poste, bien que l'acceptation de M. Corwin n'eût constitué qu'un simple acte de courtoisie. Je lui répliquai que si la faveur de la cote devait être refusée à nos fonds, j'espérais que ce refus ne serait pas dicté par un motif semblable ; que les Etats-Unis seraient très-surpris d'apprendre que la France croyait avoir rencontré chez notre Gouvernement un manque de complaisance et d'empressement à son égard ; qu'en ce qui touche l'exportation pour le Mexique, je n'en savais pas plus long que ce que je lui avais précédemment communiqué, et que relativement à l'attitude de M. Corwin, je manquais complètement d'informations, mais que s'il avait refusé de se charger des affaires de la légation de France à Mexico, je ne doutais pas qu'il ne l'eût fait dans la crainte que, vu l'état de choses existant, son intervention ne fût de nature à amener de regrettables complications ; que moi-même, obéissant à une impulsion analogue, j'avais tout d'abord hésité à me charger des affaires de la légation du Mexique à Paris, qui en conséquence ont été con-



fiées au ministre du Pérou. Ceci parut faire impression sur l'esprit de mon interlocuteur, et il me demanda s'il pouvait en faire mention. Je lui répondis qu'il le pouvait, mais j'ai dû lui faire connaître en même temps, qu'après m'être consulté avec quelques-uns de mes collègues, et m'être convaincu que je ne faisais en cela qu'un acte de courtoisie internationale n'impliquant aucune conséquence dont un belligérant pourrait avoir à se plaindre, j'avais été disposé à me charger des affaires de la légation et que j'en avais informé dès lors le représentant de ce pays, mais que ce dernier, en présence de l'état des choses, avait jugé préférable de laisser les affaires entre les mains du représentant d'un autre Gouvernement.

Après avoir lu à M. Drouyn de Lhuys un extrait de la dépêche, je lui représentai qu'il me paraissait un peu dur que la France, dans ces circonstances, nous trouvât, elle aussi, en faute. Il prit note de la dépêche et de sa date.

M. Drouyn de Lhuys m'informa ensuite qu'il y aurait samedi une nouvelle réunion du Conseil et il me demanda si je ne serais pas disposé à présenter cette affaire sous une forme officielle. Je lui répondis que je ne le pouvais pas, que mon Gouvernement n'avait pas entamé de négociations pour un emprunt à l'étranger et que je n'étais pas autorisé à demander l'admission de ses fonds à la cote de la Bourse. Que ma demande avait été faite officieusement, en mon nom personnel et par les motifs que je lui avais expliqués. Il me parut convenir que je ne pouvais guère présenter cette demande sous une forme plus officielle et me dit qu'il la soumettrait de nouveau dans sa forme actuelle au Conseil.

MM. Aspinvall et Forbes sont encore ici, attendant le résultat de mes démarches.

*Signé : W. DAYTON.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 12 juin 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche confidentielle du 29 mai (n° 311) et j'en ai communiqué le contenu au Secrétaire de la marine.

J'ai été aussi surpris que vous en apprenant que nos derniers procédés, au Mexique, à l'égard de la France, ont été considérés comme illibéraux par le Gouvernement de l'Empereur. M. Corwin, dans une lettre du 11 mars, fait mention des plaintes élevées par le Gouvernement mexicain parce que nous avons accordé à la France la permis-

sion de s'approvisionner ici, tandis que nous avons refusé la même faveur au Gouvernement mexicain.

Par la même lettre, M. Corwin m'informait que, le 9 février, le ministre de Prusse, sur le point de partir, l'avait prié de prendre sous sa protection tous les sujets français, espagnols, prussiens et belges établis au Mexique, mais qu'il n'avait pas cru pouvoir accepter cette charge sans avoir reçu les instructions de son Gouvernement. M. Corwin me rendit compte, sans retard, des circonstances dans lesquelles ce cas se présentait et demanda à cet égard les instructions du Président. Ces instructions lui furent adressées le 18 avril dernier.

Je vous transmets en extrait les passages de la dépêche de M. Corwin qui se rapportent à cette affaire, ainsi que copie d'une note que lui a adressée le ministre des affaires étrangères du Mexique. J'y joins une copie de ma réponse à la lettre de M. Corwin. Vous pourrez donner lecture de ces différentes pièces à M. Drouyn de Lhuys si elles vous paraissent, comme à moi, de nature à démontrer qu'en ce qui touche les deux affaires mentionnées par M. Drouyn de Lhuys, le Gouvernement des États-Unis n'a point oublié les égards dus à une puissance amie et a en même temps agi avec un respect scrupuleux de la neutralité qu'il compte observer dans la guerre qui a malheureusement éclaté entre la France et le Mexique.

*Signé : W. SEWARD.*

**M. Seward à M. Dayton.**

*(Extrait.)*

Washington, le 20 juin 1863.

Monsieur, j'ai lu avec un vif intérêt votre dépêche confidentielle du 5 juin, n° 313. La réaction alternative des principes de liberté et des principes de répression qui se produit en France, devient tôt ou tard le premier sujet d'étude de chaque représentant de notre pays qui séjourne à Paris. Vous assistez simplement à la continuation d'une lutte qui, dans ses premiers développements, a déjà fixé l'attention de vos prédécesseurs, Franklin et Jefferson. Je ne doute pas que vous ne parveniez à nous tenir exactement renseignés sur les conséquences que les récents changements dans l'opinion publique pourraient produire dans la politique extérieure du Gouvernement français et particulièrement en ce qui touche les affaires d'Amérique.

. . . . .

Je ne puis m'empêcher de penser que le républicanisme en France a gagné en force par la violence avec laquelle des organes avoués ou non de la presse impériale, ont attaqué la cause du républicanisme

en Amérique. Ce qui vient de se passer pourra devenir avantageux pour les deux pays si l'on parvient en France à considérer notre guerre civile moins au point de vue des intérêts matériels et commerciaux qu'elle met en souffrance, qu'au point de vue des questions sociales et politiques que la lutte a soulevées et met à l'épreuve.

*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Dayton à M. Seward.**

Paris, le 26 juin 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le texte d'un article inséré dans *la France*, journal qui a, comme on le pense dans le corps diplomatique, certains rapports indirects avec le Gouvernement. La substance de cet article étant conforme aux renseignements que j'avais puisés à d'autres sources, j'ai cru devoir demander hier à M. Drouyn de Lhuys si la politique du Gouvernement français vis-à-vis des Etats-Unis était à la veille d'éprouver un changement, et si quelque projet de ce genre était en discussion. Il me répondit d'abord qu'il n'avait point connaissance d'un projet de ce genre, mais il ajouta qu'il n'avait pas vu l'Empereur depuis quelques jours et qu'en conséquence il ne pouvait savoir ce que Sa Majesté avait dit ou fait. Il m'informa toutefois qu'il était certain que l'Empereur avait vu M. Slidell ici et qu'il pensait que Sa Majesté avait vu MM. Lindsay et Roebuck à Fontainebleau, mais qu'il ne pouvait l'assurer positivement. Pour moi, il ne me reste aucun doute à cet égard et je suis convaincu que la mission de ces deux Messieurs à Fontainebleau, était d'apprendre par la bouche de l'Empereur lui-même, quelles peuvent être ses vues sur le Sud et d'influencer ainsi le Parlement anglais. J'ai entendu dire que l'entrevue avec M. Slidell a été uniquement relative à la politique du Gouvernement Confédéré en ce qui touche l'expédition française au Mexique et son attitude probable dans le cas où elle chercherait dans le Sud une base d'opération contre le Mexique. Sans doute, M. Slidell a donné sur tous ces points les explications les plus rassurantes.

La question mexicaine est devenue, dans la politique de l'Empereur, une question de premier ordre, et plus l'expédition du Mexique rencontre de critiques, plus il paraît préoccupé d'en assurer le succès.

Je vous serai obligé de me faire connaître votre impression sur ce point.

*Signé : W. DAYTON.*

---

**M. Dayton à M. Seward.**

Paris, le 2 juillet 1863.

Monsieur, j'ai communiqué aujourd'hui à M. Drouyn de Lhuys la substance de votre dépêche relative aux affaires du Mexique et au refus de M. Corwin de se charger des affaires de la légation de France. Il ne me parut pas convaincu de l'excellence des raisons invoquées par M. Corwin.

J'appelai ensuite son attention sur les allégations de M. Roebuck dans le Parlement relativement aux vues et aux désirs de l'Empereur, touchant la reconnaissance des Etats du Sud. M. Drouyn de Lhuys exprima beaucoup de regret de ce que M. Roebuck ait cru pouvoir communiquer au Parlement des détails sur une conversation toute privée et sans aucun caractère officiel, mais il ajouta que, quant à cette partie du discours de M. Roebuck où il dit que l'Empereur l'avait autorisé à communiquer ses vues sur la question à la Chambre des communes, elle ne pouvait être exacte; qu'un procédé semblable eût été tellement irrégulier que les explications données par M. Roebuck ne pouvaient être attribuées qu'à une erreur ou à un malentendu; qu'en fait, aucune communication officielle n'avait été récemment échangée à ce sujet entre la France et l'Angleterre. Il me dit qu'il était possible que dans le cours de la conversation l'Empereur eût déclaré que sa manière de voir sur ce point n'avait pas varié et qu'il désirait agir de concert avec l'Angleterre dans la question américaine; mais qu'il était persuadé que l'Empereur n'avait rien suggéré ni proposé avec l'intention que le Gouvernement britannique en reçût communication. Je répondis à M. Drouyn de Lhuys que je ne m'arrogeais pas le droit d'examiner ou de discuter les conversations privées de l'Empereur, mais que, dans le cas présent, on prétendait que l'Empereur avait autorisé deux membres du Parlement anglais à faire dans cette assemblée des déclarations de nature à influencer la politique à l'égard des États-Unis; que dans ces circonstances (en admettant l'exactitude de ces faits) la communication faite de la part de l'Empereur assumait un caractère quasi officiel et que c'était là le seul point sur lequel je demandais des explications. M. Drouyn de Lhuys admit ma demande ainsi limitée et me dit qu'il ne lui était pas possible d'apprécier l'exactitude des mots employés dans une conversation à laquelle il n'avait pas assisté, mais qu'il était convaincu que cette conversation n'avait pas été telle que M. Roebuck l'avait racontée. Il ajoute que les déclarations de M. Roebuck lui paraissent contradictoires les unes avec les autres et nous savons que ce passage de son discours dans lequel



l'Empereur est censé se plaindre d'un mauvais procédé dont se serait rendu coupable le comte Russell en vous communiquant l'année dernière une dépêche confidentielle de France, doit être inexact ou bien il est absurde. Vous vous rappelez sans doute que le contenu de cette dépêche vous fut communiqué par moi avant qu'elle ait été livrée à la publicité et la dépêche elle-même fut plus tard insérée au *Moniteur*. Il est absurde de supposer que Sa Majesté ait pu se plaindre que le Gouvernement britannique avait commis un abus de confiance en vous communiquant ce qui m'avait été personnellement communiqué. Je ne dois pas oublier d'observer que l'Empereur lui-même, depuis la visite de MM. Lindsay et Rœbuck, a déclaré explicitement qu'il n'avait en aucune façon autorisé ces messieurs à expliquer sa manière de voir au Gouvernement britannique, ni à lui proposer quoi que ce soit. Il est difficile d'apprécier la vérité au milieu de toutes ces contradictions.

Avant de terminer notre entretien, M. Drouyn de Lhuys me répéta de nouveau combien il désirait la fin de la guerre d'Amérique et me dit qu'il serait heureux si l'Angleterre pouvait suggérer un moyen pour arriver à ce résultat; que, pour sa part, il ne voyait malheureusement aucune combinaison qui remplît ces conditions. Je pris occasion pour lui dire que la fin de la guerre ne serait certainement point hâtée par la reconnaissance des Etats du Sud. Que cet acte pourrait au contraire étendre la lutte en y entraînant d'autres nations, mais qu'il n'aurait d'autre effet sur les Etats-Unis que d'exaspérer encore davantage le Nord et de lui faire faire de plus énergiques efforts. M. Drouyn de Lhuys garda le silence sur ce point.

Signé : W. DAYTON.

---

**M. Seward à M. Dayton.**

(Extrait.)

Washington, le 8 juillet 1863.

Monsieur, j'ai reçu votre dépêche du 22 juin dernier. Les détails qu'elle contient sur les arrangements internationaux avec les postes ont été communiqués au Postmaster général.

Votre dépêche a été précédée par de nouvelles rumeurs touchant la sympathie témoignée par l'Empereur à la cause des rebelles et les intentions du cabinet de Fontainebleau, de renouveler sa proposition d'une intervention morale des Gouvernements de l'Europe dans nos affaires intérieures; ces rumeurs acquièrent une nouvelle force par votre dernière communication. Quoi qu'il en soit de l'exactitude de ces bruits, il est moralement certain qu'ils sont propagés, non pas

par le Gouvernement français, mais par des émissaires des rebelles, dans le but de pousser à une intervention dont ils nous menacent depuis longtemps. Ces bruits ne doivent dès lors être acceptés que sous toute réserve. Le Gouvernement des États-Unis, avec une unanimité sans précédents, a déjà fait connaître à l'Empereur des Français, sous une forme respectueuse, que toute nouvelle tentative d'action dirigée par lui contre l'unité du peuple américain serait nécessairement considérée comme peu bienveillante pour les États-Unis et aurait une influence fâcheuse sur les sentiments fraternels qui unissent depuis si longtemps les deux pays. Nous regretterions profondément un procédé qui amènerait une conséquence semblable.

. . . . .  
*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 11 juillet 1863.

Monsieur, votre dépêche du 24 juin (n° 321) vient de m'être remise, mais seulement après le départ de M. Cox que je vous ai expédié avec des dépêches, lesquelles prévoient en grande partie les nouvelles que vous me donnez et les demandes que vous m'adressez. Jamais nous n'avons éprouvé autant qu'aujourd'hui les inconvénients et les dangers politiques qui résultent de l'absence de communication télégraphique. En Europe, l'opinion publique gémit de l'inactivité des armées des États-Unis. Chez nous les grandes et brillantes victoires remportées récemment par ces armées sont célébrées comme les avant-coureurs de la paix et du rétablissement de l'Union.

Le Président me charge de vous exprimer sa satisfaction pour la vigilance et la sagacité avec lesquelles vous avez suivi et signalé les mouvements politiques qui ont eu lieu en France. Dans le cas où les idées d'intervention ou de reconnaissance du Sud viendraient à reprendre de la consistance, vous auriez à vous conformer aux instructions qui vous ont été précédemment adressées à ce sujet.

*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Seward à M. Dayton.**

Washington, le 17 juillet 1863.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 2 juillet, n° 323, dans laquelle vous me rendez compte d'un entre-

rien que vous veniez d'avoir avec M. Drouyn de Lhuys sur différentes questions qui touchent à nos relations avec la France.

La manière dont vous avez expliqué la résolution de M. Corwin en ce qui touche la protection des sujets français au Mexique a été approuvée.

J'ai soumis au Président les observations de M. Drouyn de Lhuys, relativement à la convention qui aurait eu lieu à Fontainebleau, entre Sa Majesté et MM. Rœbuck et Lindsay. Je ne puis qu'approuver votre conduite et votre langage à cette occasion ; je dois dire aussi que les réponses de M. Drouyn de Lhuys confirment l'opinion que je m'étais faite sur la conversation impériale lorsque les nouvelles contradictoires et inconciliables de cet incident me sont parvenues. Je ne doutai pas que les remarques de l'Empereur, quelles qu'elles aient pu être, ne fussent accidentelles, non préméditées, et faites dans une forme qui, n'étant pas destinée à être exploitée par la politique en Angleterre ou autre part, était adaptée par complaisance et dans une certaine mesure au caractère et aux convictions de ses visiteurs. Vous avez eu raison de rectifier l'étrange erreur qui a fait croire à Paris que le Gouvernement britannique m'avait déloyalement communiqué des dépêches confidentielles de M. Drouyn de Lhuys. Dès que cette nouvelle m'a été transmise, j'ai fait publier une rectification dont ci-joint une copie que vous communiquerez à M. Drouyn de Lhuys. J'ai lu dans le *Moniteur* la note qui doit être considérée comme une explication officielle et autorisée de la conversation impériale. Cette note enlève à la conversation certaines significations qui n'auraient pas manqué d'exciter la susceptibilité des États-Unis ; mais il n'en reste pas moins, dans toute cette affaire, une erreur dans laquelle est tombée Sa Majesté en ce qui touche la guerre civile aux États-Unis, erreur que notre Gouvernement remarque avec regret et avec une certaine surprise en présence des explications très-directes et très-franches que, conformément aux ordres du Président, vous avez précédemment données au Ministre des affaires étrangères de l'Empereur. Je réserve toute discussion plus étendue sur ce sujet jusqu'à ce que je sois informé de l'attitude du Gouvernement britannique touchant la motion présentée à la Chambre des Communes, par M. Rœbuck, attitude si intimement liée à celle que l'Empereur a prise dans cette question.

*Signé : W. SEWARD.*

---

**M. Dayton à M. Seward.***(Extrait.)*

Paris, le 30 juillet 1863.

Monsieur, le courrier de Votre Excellence, M. Cox, est arrivé à Paris samedi soir apportant les dépêches n<sup>os</sup> 308 et 409.

En examinant avec soin la teneur de ces dépêches, je trouvai que j'avais en grande partie devancé vos instructions et que je vous en avais transmis déjà le résultat par ma lettre du 2 juillet. En effet, M. Cox à qui j'ai donné lecture de cette lettre, me dit que si elle avait été reçue à Washington avant son départ, il n'aurait probablement point été envoyé en Europe. Après m'être concerté avec lui, je jugeai plus prudent, surtout en présence des nouvelles plus favorables des États-Unis, de ne pas demander à M. Drouyn de Lhuys un entretien particulier pour lui parler du sujet de votre dépêche, mais d'attendre son jour ordinaire de réception et de toucher incidemment quelques mots de cette affaire en même temps que des autres que j'avais à traiter avec lui. C'est ce que j'ai fait.

J'appelai d'abord son attention sur ce fait que les journaux de notre Pays se livraient en ce moment à de longs commentaires sur l'attitude et les intentions de l'Empereur en ce qui touche la reconnaissance de l'indépendance des États du Sud, et que certaines circonstances se reliant à la conversation entre l'Empereur et MM. Rœbuck et Lindsay, telle qu'elle a été rapportée par eux, étaient de nature à faire croire que l'Empereur désirait reconnaître les États du Sud et n'était retenu dans ce projet que par l'Angleterre. Je l'informai également qu'on croyait savoir de source assez certaine, que le baron Gros aurait dit que l'Empereur était disposé à faire de nouveau à l'Angleterre la proposition de reconnaître ensemble le Sud, et que si l'Angleterre ne voulait pas agir de concert avec lui, il agirait seul. Je lui fis observer que ces allégations ne pouvaient manquer d'éveiller aux États-Unis des sentiments peu bienveillants à l'égard du Gouvernement impérial, et qu'il serait désirable et dans l'intérêt des deux pays de les rectifier si elles étaient dénuées de fondement. Je lui demandai ensuite d'une façon directe quelle était la politique de l'Empereur à l'égard du Sud. Vous voudrez bien remarquer qu'ainsi j'arrivai au principal sujet de la dépêche sans avoir besoin de dire que j'étais spécialement chargé par mon Gouvernement de poser cette question au Gouvernement français. La réponse de M. Drouyn de Lhuys a été en résumé celle-ci : l'Empereur n'a fait à aucune époque à l'Angleterre la proposition de reconnaître le Sud. Lorsque MM. Rœbuck et Lindsay arrivèrent à Paris, ils pressèrent vivement Sa Majesté de faire cette proposition.



Ils dirent que l'Angleterre était prête à reconnaître le Sud et aurait déjà pris cette résolution si elle ne craignait pas que la France se refusât à la suivre dans cette voie. Mais que si Sa Majesté voulait prononcer *le mot*, la motion relative à la reconnaissance du Sud (alors pendante devant la Chambre des communes), passerait sans difficulté. Sa Majesté répondit qu'Elle n'avait donné à l'Angleterre aucun motif de penser qu'Elle n'agirait pas de concert avec elle. Que la seule proposition d'intervention dans nos affaires avait été faite par lui à la Grande-Bretagne, mais qu'elle avait été déclinée. Ils pressèrent alors l'Empereur de proposer à l'Angleterre de reconnaître le Sud, proposition que l'Empereur refusa de faire. Ils demandèrent encore s'ils seraient autorisés à communiquer ses vues en Angleterre. Sa Majesté répondit simplement, que ses vues et ses intentions sur ce sujet n'avaient rien de secret; mais M. Drouyn de Lhuys prétend qu'il n'aurait jamais cru que ces messieurs osassent en faire l'usage qu'ils en ont fait dans la Chambre des Communes. L'Empereur dit enfin à MM. Rœbuck et Lindsay qu'il n'agirait isolément dans aucune circonstance importante ni sur le continent ni en Amérique, et que particulièrement en ce qui touche nos affaires, il ne prendrait pas de résolution à lui seul.

En ce qui touche les paroles attribuées à M. le baron Gros, M. Drouyn de Lhuys me laissa à peine finir ma phrase. Il secoua la tête à mesure que je parlais, et à la fin me dit avec vivacité, que le baron Gros n'avait jamais tenu un langage semblable; qu'il n'avait jamais déclaré quelque chose de ce genre, soit officiellement ou non, publiquement ou dans une conversation privée. Il désavoua personnellement pour lui cette déclaration de la manière la plus formelle et la plus positive.

Répondant à ma question relativement à la politique de l'Empereur à l'égard du Sud, il me dit : « Sa Majesté n'en a point, Elle attend les événements. » Vous vous rappellerez que j'avais toujours jugé ainsi les intentions de Sa Majesté, mais je confesse que je commence à craindre que si les événements ne nous sont pas plus favorables, l'Empereur ne pense qu'il a assez longtemps attendu. Après quelques questions que me posa M. Drouyn de Lhuys sur nos récents succès, dont il me parut apprécier toute l'importance, notre entretien se termina.

Je confie cette dépêche à M. Cox, bien qu'elle ne vous parvienne peut-être pas aussi vite par cette voie que par la voie ordinaire.

*Signé* : W. DAYTON.

**M. Dayton à M. Seward.**

Paris, le 5 août 1863.

Monsieur, votre dépêche n° 374 se réfère entre autres à la rectification autorisée par vous de la déclaration faite par M. Rœbuck dans la Chambre des Communes, d'après laquelle l'Empereur se serait plaint de ce que le Gouvernement britannique vous eût déloyalement communiqué une dépêche confidentielle du Gouvernement français.

Je donnai lecture de votre dépêche à M. Drouyn de Lhuys, bien que ce fût à peine nécessaire. Nous avions précédemment déjà épuisé la discussion sur ce point, et le malentendu de M. Rœbuck a été bien établi. Ce qui rend la déclaration de ce membre du Parlement encore plus extraordinaire, c'est le fait qu'après les plus minutieuses recherches, effectuées dans les cartons du Ministère des affaires étrangères, aucune autre dépêche, comme me l'assure M. Drouyn de Lhuys, n'a pu être retrouvée à laquelle cette déclaration pourrait se rapporter. Et vous vous rappelez que M. Layard a fait connaître également que les dossiers du Foreign Office ne renfermaient pas autre chose. En somme, cette tentative d'amener la reconnaissance du Sud a été la plus futile et la plus maladroite que des personnes occupant une position éminente aient jamais faite. Mais l'exposé du *Moniteur*, mentionné dans votre dépêche, bien qu'il désavoue en partie le langage tenu par ces Messieurs, laisse pressentir néanmoins que l'Empereur ne se refuserait pas à suivre l'Angleterre si cette puissance jugeait que la reconnaissance des États du Sud pût amener la fin de la guerre.

Signé : W. DAYTON.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

---

### AUTRICHE ET PRUSSE.

---

#### AFFAIRES DES DUCHÉS DE L'ELBE.

---

##### PRUSSE.

**Circulaire de M. de Bismarck aux Agents consulaires de Prusse, touchant le traitement des navires du Schleswig, du Holstein et du Lauenbourg.**

Berlin, le 16 novembre 1864.

Monsieur, aux termes du traité de paix signé à Vienne, le 30 octobre, entre la Prusse, l'Autriche et le Danemark, les duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg ont passé entre les mains de la Prusse et de l'Autriche. Les ratifications dudit traité ayant été échangées, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de S. M. le Roi de Prusse sont autorisés et tenus jusqu'à nouvel ordre de prêter aide et assistance à ceux des navires des duchés sus-mentionnés qui la réclameraient, aux mêmes conditions qu'aux navires prussiens. Les droits à payer par ces navires seront les mêmes que ceux acquittés par les navires prussiens.

*Signé :* BISMARCK.

---

##### ÉTATS DU SCHLESWIG ET DU HOLSTEIN.

**Adresse présentée à LL. MM. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse par une députation des habitants des duchés.**

Décembre 1864.

**Très-gracieux Empereur, très-gracieux Roi,**  
Les soussignés, habitants du Schleswig-Holstein, après la conclu-

sion de la paix et l'échange des ratifications du traité du 30 octobre dernier, se sont réunis pour soumettre de la manière la plus respectueuse, à Vos Majestés, leurs désirs par rapport au règlement ultérieur de la situation politique de ces duchés.

De même que nous avons salué avec joie l'arrivée du moment depuis si longtemps désiré où il a plu à Vos Majestés de décréter l'union administrative des duchés du Schleswig-Holstein sous votre haute suzeraineté, de même nous espérons que cette union sera assurée d'une manière durable par l'entrée du Schleswig dans la Confédération germanique.

Nous nous abandonnons à la confiance sans réserve que Vos Majestés prendront des mesures de nature à assurer la durée de cette union politique, et à garantir par là aux habitants des duchés le mieux possible les bienfaits d'une paix intérieure et extérieure.

Pour arriver à ce résultat il nous semble nécessaire :

1° Qu'il soit procédé à un examen juridique impartial de la question de savoir qui doit être appelé à succéder dans la souveraineté des duchés du Schleswig-Holstein;

2° Que le résultat de cet examen soit présenté à une assemblée des états du Schleswig-Holstein, légalement élue.

Si cet examen venait à aboutir à ce résultat qu'un prince soit reconnu avoir un droit irrécusable de succession à exercer dans les deux duchés et dans toutes leurs parties, nous osons espérer que Vos Majestés, dans leur amour pour la justice, voudraient bien consentir à remettre à ce prince le gouvernement des duchés.

Nous avons aussi toute confiance dans la haute sagesse de Vos Majestés pour le cas où il serait constaté que l'application du principe du droit de succession devrait amener un démembrement des duchés.

Des prétentions admissibles sur des parties des duchés ne peuvent pas constituer un droit sur la totalité de leur territoire. De pareilles prétentions devront être sacrifiées en vue de la prospérité du pays, qui demande à être assurée, autant que faire se peut, en dotant les duchés d'une force suffisante, dont Vos Majestés ne voudront pas les priver. D'après notre conviction la plus intime, cette force ne peut être mieux assurée que par l'union intime des duchés avec l'une des grandes puissances allemandes, notamment avec la monarchie prussienne, comme étant le pays le plus rapproché d'eux.

Mais nous sommes en même temps animés de la plus ferme confiance que, dans tous les cas, on conservera aux duchés, dans leurs affaires intérieures, une indépendance qui répondrait à leur situation particulière.

Nous prions Vos Majestés de vouloir bien, dans leurs résolutions concernant la prospérité des duchés, se laisser guider par les vues



ci-dessus exposées et de faire parvenir cette résolution, quand elle aura été prise, à l'assemblée des états réunis des duchés.

Vos Majestés couronneront alors l'œuvre de la paix, et elles auront droit à la reconnaissance éternelle des habitants des duchés, dont l'existence politique unie sera à jamais assurée.

Les très-humbles,

H.-O. D'AHLEFELDT-LINDAU. J. BAUDISSIN-BORSTEL. D. BUCHWALDT. H. DE BUCHWALDT-HELMSTORFF. B. DONNER. GEO. HESSE. JOENS. L. JOHANNSEN-SOPHIENHOFF. DE MESMER-SALDERN pour lui-même et pour le comte REVENTLOV-CRIMINIL-EMKENDORFF. Baron DE MEURER-KRUMMENDICK. W. PUSTAU. ERNEST REVENTLOV-FARVE. TH. REVENTLOV-JERSBECK. E. SCHEEL-PLESSÉN. Comte C. SCHIMMELMANN. Comte E. SCHIMMELMANN.

## PRUSSE.

**Dépêche de M. de Bismarck au baron de Werther, précisant les conditions auxquelles la Prusse consentirait à la formation de l'État du Schleswig-Holstein.**

Berlin, le 22 février 1865.

Monsieur le Baron,

Je me trouve aujourd'hui en position d'indiquer à Votre Excellence, d'une façon plus précise, les conditions sous lesquelles nous ne devrions pas considérer la formation d'un nouvel État du Schleswig-Holstein comme un danger pour la Prusse et pour l'Allemagne, et dont la garantie assurée autoriserait le ministère à proposer au roi de transférer à un autre ses droits acquis en vertu du traité de paix ou qui peuvent lui appartenir autrement.

Vous les trouverez formulées dans l'annexe n° 1. Pour les motiver et les éclaircir, j'ajoute ce qui suit : Il va de soi que la Prusse, au moment de la constitution du nouvel État, sera obligée de lui demander de contracter avec lui une alliance ferme et indissoluble ; elle ne peut vouloir se créer elle-même un adversaire éventuel.

De même et plus encore le nouvel État a besoin d'une alliance pareille pour sa propre sûreté, qui comprend en même temps la sûreté de l'Allemagne du Nord. La situation générale est si claire sous ce rapport, qu'il n'est pas besoin pour cela de plus longues explications.

Les duchés forment d'une part, par suite de leur position géogra-

phique et de leur situation politique, un point d'attaque et de défense très-exposé pour toute l'Allemagne du Nord et pour la Prusse en particulier; d'autre part, dans une position militaire isolée, ils ne seraient pas en état de se défendre eux-mêmes.

Il faudra donc toujours que la Prusse prenne en main leur protection et leur défense; et si elle doit se charger d'obligations si étendues et des sacrifices qu'elles exigeront, il faut aussi qu'elle reçoive les moyens qui lui permettent de pouvoir remplir en tout temps ces obligations d'une manière effective.

Les expériences des années 1848 et 1850 ont prouvé que les duchés ne sont pas en état de résister au premier choc, porté avec quelque vigueur, d'une puissance étrangère. De même le Schleswig-Holstein, s'il est réduit à ses propres forces, se trouvera toujours en danger de perdre le duché de Schleswig à la première attaque. La conséquence en serait que l'ennemi acquerrait aussitôt une base d'opérations très-forte et très-dangereuse, et que la Prusse serait obligée de reconquérir le pays au prix de grands sacrifices, comme cela a eu lieu en 1841, mais notamment l'année dernière.

Ce danger, auquel nous ne pouvons nous exposer, ne pourra être évité que si les forces défensives et les institutions militaires existantes dans le Schleswig se trouvent dans un lien organique avec celles de la Prusse; si ce duché forme, sous le rapport militaire, une partie intégrante de notre propre système de défense, et si, par conséquent, nous sommes en position de résister efficacement dans ce pays à la première attaque et d'empêcher l'ennemi de s'y établir.

La Confédération germanique ne peut étendre sa protection au duché de Schleswig, qui ne lui appartient pas. Ici aussi nous pouvons invoquer l'expérience, qui a montré que la protection de la Confédération n'a été applicable au Holstein qu'en tant qu'elle s'appuyait sur nos réserves et sur celles de l'Autriche, mais qu'elle a complètement cessé à partir de l'Eider.

De la sûreté du Schleswig dépend la sûreté du Holstein. Ce dernier est un pays fédéral, et il faut que le nouveau souverain soit mis en état de remplir ses obligations envers la Confédération, sous le rapport militaire comme sous tout autre rapport. Mais donner au Holstein une autre organisation militaire qu'au Schleswig, conduirait à un affaiblissement de leur union politique et paralyserait l'intervention de la Prusse en temps de guerre.

Il faut donc trouver un mode propre à donner au nouvel État une organisation militaire unitaire et en même temps la liaison indispensable avec le système militaire prussien. En ce qui concerne le Holstein, l'article 8 des principes de la constitution militaire de la Confédération en offre le moyen. Cet article est ainsi conçu :

« Dans l'organisation militaire de la Confédération, il y a lieu de tenir compte des intérêts résultant de la situation particulière de chaque État, en tant que cela est compatible avec les intérêts généraux. »

L'intérêt général est la force suffisante dans la guerre. Celle-ci suppose que les forces du Holstein, aussi bien que celles du Schleswig, soient placées dans des liens organiques avec celles de la Prusse, et que leur armée soit aussi complète et aussi bonne que l'armée prussienne. Pour ne pas proposer sans besoin un changement de la constitution militaire de la Confédération, nous nous efforçons d'y conformer les garanties demandées.

L'article 5 de la constitution militaire fédérale statue : « Aucun État fédéral dont le contingent forme à lui seul un ou plusieurs corps d'armée ne peut réunir dans une seule division des contingents d'autres États fédéraux avec le sien. »

Le contingent du Holstein ne devra donc pas être réuni dans une seule division avec le contingent prussien, mais continuer à former une partie des dix corps d'armée fédérale.

Pour la marine de guerre des duchés, on tend à la même fusion organique. Comme il n'existe pas de marine de la Confédération germanique et que, d'après les traités, les forces maritimes du Holstein ne sont pas mises à contribution pour ce but, il n'y a sur ce terrain aucun contact avec la constitution militaire de la Confédération.

La formation d'une marine indépendante du Schleswig-Holstein serait difficile à réaliser d'après les forces de cet État et resterait insuffisante pour activer les forces que les duchés offrent sur ce terrain au profit de la force maritime de l'Allemagne. Voilà les principes qui nous ont guidés dans la rédaction des points ci-joints : Mise en complet état de défense et d'action militaire du nouvel État et accomplissement des obligations du Holstein envers la Confédération germanique.

Je ne mentionne qu'en passant les cessions territoriales également exprimées dans le projet. Elles sont calculées au plus juste, suivant les exigences les plus pressantes concernant les fortifications à élever dans le pays et les besoins de la marine prussienne, et ne contiennent pas d'accroissement territorial notable pour la Prusse. Elles ne peuvent même être considérées comme équivalent des charges qui incomberont à la Prusse pour la construction et l'entretien des forteresses nécessaires qui serviront essentiellement à la sûreté des duchés mêmes, mais seulement comme la condition préliminaire indispensable pour la défense efficace du pays. Pour le nouvel État, elles constitueront moins un sacrifice qu'une mesure d'utilité prise dans son propre intérêt.

Le droit de faire cette cession est hors de doute pour le Holstein aussi bien que pour le Schleswig, parce que, d'après l'article 8 de l'acte final de Vienne, la cession des droits de souveraineté sur une partie du territoire fédéral, faite par un membre de la Confédération au profit d'un autre, n'a pas même besoin de l'assentiment particulier de la Diète. Naturellement la Prusse entrera à la place du Holstein au point de vue de la matricule fédérale, en tant que celle-ci devrait en être modifiée.

Sur les autres conditions ne touchant pas aux rapports militaires, je n'ai que peu d'observations à faire. La formation d'un nouveau territoire douanier isolé entre l'Allemagne du nord et la Scandinavie ne serait pas naturelle; elle paralyserait les intérêts matériels et empirerait considérablement les rapports commerciaux que la Prusse a eus jusqu'ici avec le Danemark et la Suède.

L'indépendance intérieure du nouvel État et de son administration reste entière. Ce n'est qu'autant qu'il s'agira des institutions pour le recrutement des soldats, etc., que les institutions intérieures sont adaptées aux institutions prussiennes, et qu'on assure aux autorités militaires prussiennes la coopération nécessaire.

Outre cela, le gouvernement prussien est obligé de se réserver une influence déterminante sur deux points. L'un concerne le canal de la mer du Nord et de la Baltique sur lequel la Prusse revendique le droit de surveillance indiqué dans le projet, puisqu'il forme le moyen de communication de la marine prussienne dans la mer du Nord et la Baltique. Le second se rapporte à l'administration des postes et des télégraphes dans les duchés.

Dans l'annexe II, Votre Excellence trouvera un court Mémoire qui développe les motifs en vertu desquels la fusion de cette administration avec celle de la Prusse paraît commandée dans l'intérêt du commerce général et des duchés eux-mêmes. Ce Mémoire expose clairement les préjudices qui résulteraient pour l'Allemagne tout entière de la formation d'un nouveau territoire postal et télégraphique qui serait isolé.

J'appelle notamment votre attention sur la preuve des préjudices qu'en éprouverait la Prusse comparativement à l'état antérieur. L'ensemble de ces demandes telles qu'elles sont développées dans l'annexe I, ne sont pas en contradiction, non plus, pour le Holstein, avec l'article 1<sup>er</sup> de l'acte final de Vienne.

Sans le règlement préliminaire et obligatoire des rapports des duchés avec la Prusse d'après ces principes, nous verrions, comme je l'ai déjà indiqué au commencement, un danger positif pour la Prusse dans la formation d'un nouvel État. Il faut qu'au moins nous soyons assurés de ces points, si nous devons renoncer aux vœux plus étendus



que forme une grande partie du peuple prussien et aux avantages que la copossession des duchés contient pour nous, et qui résultent de cette copossession pour les deux puissances et même pour l'Allemagne tout entière.

Si les duchés doivent sortir de la protection de la Prusse et de l'Autriche, qui les domine actuellement, il faut qu'ils soient mis dans une position qui remplace cette protection pour eux-mêmes, pour l'Allemagne et pour nous.

Ce n'est que sous cette supposition que nous pouvons renoncer aux plus grands avantages auxquels les sacrifices que nous avons faits nous donneraient droit et à des droits que nous avons acquis par la guerre d'après tous les principes du droit international et qui n'en ont pas moins de valeur pour nous, parce que nous les partageons avec l'Autriche.

Avant donc que ces relations ne soient réglées complètement et d'une façon obligatoire, nous ne pourrions consentir à aucun changement du *statu quo*, et notamment à aucune institution d'un prétendant comme régent du nouvel État. Sur la supposition qu'il sera donné des garanties convenables pour l'accomplissement de ces conditions, la personne du souverain à instituer formera l'objet d'une entente ultérieure avec la Cour impériale. Il ne répondrait pas aux sentiments de S. M. le roi de prendre à cet égard une décision avant d'avoir entendu l'opinion de ses conseillers juridiques, les syndics de la Couronne, qu'il a invités à lui donner leur avis sur la question de droit. Mais les conditions matérielles restent les mêmes, quelle que soit cette décision, les conditions vitales de l'État éventuel et ses rapports avec la Prusse étant indépendants de la personne du souverain. Elles résultent de la nature des choses et des obligations dont la Prusse doit se charger.

Il va donc également de soi que l'occupation actuelle des duchés durera jusqu'à ce que les nouveaux arrangements soient exécutés dans leurs parties essentielles, puisque l'accomplissement de nos demandes ne peut dépendre de l'arbitraire ou d'obstacles qu'il pourrait éprouver plus tard. Un non-accomplissement postérieur ferait revivre tous nos droits, auxquels nous ne pouvons renoncer que sous cette condition et sous la réserve positive du retour.

Je prie Votre Excellence de soumettre nos propositions au comte de Mensdorff, et vous autorise aussi à lui communiquer complètement la présente dépêche. Si nos propositions rencontraient des difficultés, nous devrions nous réserver une résolution ultérieure.

Signé DE BISMARCK.

---

## ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE PRUSSIENNE DU 22 FÉVRIER 1865.

I. Continuelle et indissoluble alliance de protection et de défense entre les duchés et la Prusse. En vertu de ce principe, la Prusse prend l'engagement de les défendre et de les protéger contre toute attaque ; le futur duc confie absolument au roi de Prusse tous les moyens de défense des duchés, lui laissant le soin d'organiser l'armée et la flotte pour assurer la défense et protéger les intérêts des deux pays. Les conditions du service dans l'armée, la force de l'effectif, seront basées sur le système prussien ; la levée du contingent se fera par les soins d'autorités militaires prussiennes, agissant en commun avec les autorités civiles, conformément au mode suivi en Prusse.

L'organisation militaire prussienne sera applicable à la levée du contingent, et les ordonnances sur le temps de service seront exécutoires dans les duchés, de même que tout ce qui concerne en général les réquisitions, logements militaires ou la mobilisation, en temps de paix comme en temps de guerre.

Le roi de Prusse est libre de former en un corps d'armée particulier les troupes des duchés, ou bien, tout en tenant compte de l'article 5 de la Constitution militaire fédérale, de les confondre avec d'autres troupes, de leur assigner leurs quartiers, soit en Prusse, soit dans les duchés, de faire stationner des troupes prussiennes dans tous les duchés et d'y régler les rapports de garnison.

Les sujets schleswico-holsteinois entrant dans l'armée et la flotte prussienne prêtent serment au roi de Prusse, et sont, sous le rapport de l'avancement, de l'entretien, des pensions et de tous les autres droits et avantages placés dans la même position que les Prussiens. En même temps les établissements d'éducation prussiens sont ouverts aux sujets ducaux au même titre qu'aux sujets royaux.

Pour la marine, mêmes conditions générales en principe que pour l'armée dans les duchés : quiconque, par application des lois prussiennes, est apte au service de la marine de l'État doit entrer dans la flotte prussienne. Cette flotte est admise de droit à circuler librement dans toutes les eaux schleswico-holsteinoises et à stationner dans tous les ports ; le gouvernement prussien, comme protecteur des côtes, conserve le droit d'inspection sur la mer du Nord et la mer Baltique.

Pour l'entretien de tous les moyens de défense, comme pour les dépenses militaires, la caisse de l'État de Schleswig-Holstein paye annuellement une somme proportionnée à la population et aux frais de la marine prussienne.

Le système de fortifications à établir dans l'intérieur du pays ou

sur les côtes sera réglé au moyen de conditions examinées en commun par le gouvernement prussien et le gouvernement territorial, et dont la nécessité aura été admise par le premier.

II. Les devoirs fédéraux du souverain des duchés restent les mêmes que par le passé. Le contingent fédéral du Holstein sera fourni par le duc avec des troupes ne faisant pas partie du contingent fédéral prussien, et choisi parmi celles des forces ducales formant l'armée placée sous le commandement du roi. Conformément à l'article 4 de l'organisation militaire fédérale, ce contingent ne deviendra pas une fraction réunie au contingent fédéral prussien; il continuera à figurer dans le 10<sup>e</sup> corps.

III. Le gouvernement prussien se réserve de faire en commun avec l'Autriche une proposition à la Diète, en vue de faire de Rendsbourg, dans la partie de cette ville qui est sur le territoire holsteinois, une place fédérale; le gouvernement des duchés y donne son consentement, jusqu'à ce que cette question soit réglée. Rendsbourg sera occupé par des troupes prussiennes.

L'obligation de défendre les duchés rend nécessaire pour la Prusse de posséder certains territoires sur lesquels elle aura à exercer tous les droits de la souveraineté, à savoir :

1<sup>o</sup> Pour la protection du Schleswig du nord, la ville de Sonderbourg, avec le territoire environnant sur les deux côtés du détroit d'Alsen, dans une étendue d'au moins un demi-mille; les localités de Duffel, Kjaer, Rackeball, Burgmark, Uckbull et Zindermark, dans les parties de leurs territoires qui devront être fortifiées, de même que le terrain autour d'Horrup, destiné aussi à être fortifié, tomberont sous la souveraineté prussienne.

2<sup>o</sup> Pour la défense de Kiel : le fort de Frederichsort, avec le territoire environnant, particulièrement les localités de Holtenau, Stifi, Pries, Seckamps et Scheide, de même que les terrains nécessaires aux fortifications sur le côté occidental du port de Kiel.

3<sup>o</sup> Aux bouches du canal : le terrain nécessaire pour construire les fortifications, et qui sera déterminé plus tard. La Prusse réclame tous les droits sur le canal, la décision sur le cours qu'il suivra, la direction de sa construction, la réglementation qui lui sera applicable, le droit de contrôler et de diriger la société par actions qui en serait chargée, et, dans ce cas, le soin de contrôler l'expropriation. La jouissance du canal par les bâtiments de guerre sera subordonnée à des conditions fixées entre les gouvernements.

IV. Les duchés entrent avec tout leur territoire dans le système douanier prussien (le Zollverein), moyennant des conditions qui deviendront l'objet de négociations avec les membres du Zollverein.

V. L'administration des postes et du télégraphe des duchés sera

confondue avec l'administration de ces mêmes services en Prusse, de façon à ce que les droits et les obligations qui en résultent passent pour toujours et d'une façon inaltérable au gouvernement prussien, qui prendra pour son compte la responsabilité et appliquera les lois prussiennes relatives au service des postes et du télégraphe.

La remise des duchés au futur souverain aura lieu après l'acceptation et l'application des conditions susnommées. Si elles sont repoussées, la Prusse rentrera dans les droits que lui a conférés la paix de Vienne, et se réserve de faire valoir les prétentions qui en résultent pour elle par rapport aux duchés.

---

ANNEXE N° 2 A LA DÉPÊCHE PRUSSIENNE DU 22 FÉVRIER 1865.

Memorandum sur la nécessité de la fusion des moyens de communication, dans l'intérêt général des communications allemandes.

(a) La plus grande unité et uniformité des institutions publiques concernant ces moyens est désirable ; or une augmentation du nombre déjà existant des petites circonscriptions télégraphiques et postales détourne de ce but. Un nouveau membre indépendamment dans l'union allemande des postes et des télégraphes augmenterait considérablement les obstacles qui s'opposent déjà au développement de ces unions nationales relatives aux communications.

(b) Par suite de la fusion avec le système prussien des postes et des télégraphes, qui embrasse la plus grande partie du nord de l'Allemagne, une grande partie des expéditions par les postes et les télégraphes, non-seulement seraient moins coûteuses, mais aussi plus promptes et plus sûres, puisque les remises embarrassantes sur les frontières, les passages d'un système de lignes à l'autre cesseraient complètement, et le commerce trouverait partout de longues routes postales, de même que des communications télégraphiques non interrompues.

(c) Une nouvelle petite administration des postes et des télégraphes entrant dans l'union postale et télégraphique allemande ne pourrait pas représenter les intérêts de cette union sur les importantes frontières du nord, autant que ces intérêts l'exigent. Le Gouvernement des duchés ne serait pas en état de conclure avec le Danemark et par l'intermédiaire du Danemark avec la Suède et la Norvège des traités aussi avantageux pour l'union postale et télégraphique que le Gouvernement prussien.

Ceci s'applique notamment aux relations avec le Danemark, vis-à-vis duquel les duchés comme territoire isolé et États plus petits ne se-



raient pas en position, dans des négociations qui pourraient avoir lieu, de défendre avec l'efficacité convenable, les intérêts de l'union postale et télégraphique austro-allemande.

Dans l'intérêt des duchés.

(d) Une fusion avec le territoire télégraphique et postal procurerait aux habitants et autorités tous les avantages que ces institutions, toujours tenues au courant des besoins, offrent en Prusse.

(e) On pourrait consacrer des ressources plus considérables que le budget d'une administration postale et télégraphique des duchés ne le permettrait pour développer le plus rapidement possible ces moyens de communication restés en arrière dans les duchés, notamment pour augmenter les établissements de poste, les lignes et stations télégraphiques, pour perfectionner le service, pour étendre aux duchés les bénéfices des conventions postales et télégraphiques conclues par la Prusse, etc., la Prusse n'administrerait pas à un point de vue fiscal.

(f) L'admission des duchés, dans l'union postale et télégraphique allemande, serait opérée plus promptement et avec moins de sacrifices pour eux.

(g) Les duchés économiseraient les frais de l'administration centrale des postes et des télégraphes.

A ces considérations s'ajoute encore la suivante, fondée particulièrement sur les intérêts légitimes de la Prusse. Si le Gouvernement prussien n'obtenait pas l'administration des postes et des télégraphes dans les Duchés, et si, au contraire, il se formait dans ces pays une administration particulière des postes et des télégraphes, il en résulterait des préjudices positifs pour la Prusse, comparativement à ce qui existait avant la guerre contre le Danemark. L'administration des postes prussiennes n'aurait plus ses anciennes relations directes avec la Suède et le Danemark. Par la voie de Hambourg, elle éprouverait des pertes dans ses recettes, et une diminution de l'influence naturelle qui lui est due dans la conclusion de traités avec des États étrangers.

Il n'est pas moins important pour la Prusse d'assurer complètement le service des dépêches d'administration pour ses troupes dans les Duchés, et ses navires de guerre dans les ports de ces pays.

## GRANDE-BRETAGNE.

**Note adressée par le Chargé d'affaires de Grande-Bretagne à Vienne à M. le comte de Mensdorff-Pouilly, en réponse à la proposition faite par l'Autriche et la Prusse de reconnaître le pavillon intérimaire du Slesvig-Holstein.**

Vienne, 13 mars 1865.

Monsieur le comte, en ce qui concerne la note adressée sous date du 21 février par l'Ambassadeur impérial d'Autriche à Londres, de concert avec l'Ambassadeur de Prusse, au premier secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères, laquelle note portait communication que les Gouvernements d'Autriche et de Prusse avaient résolu d'accorder aux Duchés de Slesvig-Holstein et de Lauenbourg, un pavillon national provisoire jusqu'au règlement définitif de la constitution de ces territoires, et proposait en même temps au Gouvernement de Sa Majesté Britannique de reconnaître ce pavillon, et d'accorder aux navires qui en seraient porteurs, les droits reconnus aux navires de ces Duchés avant leur séparation du Danemark, j'ai été chargé par le comte Russell de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté a mûrement examiné cette proposition, et qu'il est disposé à reconnaître ce pavillon provisoirement et sous réserve des droits des états provinciaux du Slesvig et du Holstein, ainsi que de ceux de la Confédération germanique, et seulement jusqu'à la Constitution définitive des Duchés intéressés.

*Signé : A. G. BONAR.*

---

FRANCE

**Note verbale identique remise par M. Drouyn de Lhuys aux ambassadeurs d'Autriche et de Prusse, touchant la reconnaissance du pavillon slesvigo-holsteinois.**

Paris, le 15 mars 1865.

S. Exc. M. l'Ambassadeur d'Autriche (de Prusse) a remis au Ministre des affaires étrangères de l'Empereur une note en date du 2 de ce mois, portant que les Commissaires de l'Autriche et de la Prusse, investis du gouvernement du Slesvig et du Holstein, ont proposé d'adopter pour la marine des Duchés un pavillon provisoire, et que les

deux cours se sont entendues pour en demander la reconnaissance officielle. Par la même communication, la cour de Vienne (Berlin) exprime le désir que le Gouvernement de Sa Majesté veuille bien admettre, en ce qui concerne ses rapports maritimes et commerciaux avec les Duchés, le maintien des traités de navigation et de commerce conclus par le Danemark, jusqu'au moment où le souverain futur du Holstein et du Slesvig serait en mesure de traiter directement avec la France.

Une note identique a été remise au Ministre des affaires étrangères de l'Empereur par M. l'Ambassadeur d'Autriche (Prusse).

La création d'un pavillon provisoire pour les Duchés peut être considérée comme une conséquence naturelle de leur situation présente, et le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas d'objection à le reconnaître, sous la réserve des droits des Duchés eux-mêmes et de ceux de la Confédération germanique. Suivant le vœu manifesté par les cours d'Autriche et de Prusse, LL. EExc. les Ministres de la marine et du commerce vont être informés de cette résolution, afin que les instructions nécessaires soient envoyées aux autorités compétentes dans les ports de l'Empire.

En ce qui touche le maintien du bénéfice des stipulations qui régissent les rapports maritimes et commerciaux de la France avec le Danemark, le Gouvernement de Sa Majesté ne pourrait accéder aux désirs des cours de Vienne et de Berlin, sans s'exposer à des difficultés qu'il est obligé de prévoir. En effet, le traité conclu entre la France et le Danemark, en 1742, et confirmé par la Convention du 9 février 1842<sup>1</sup>, stipule exceptionnellement, au profit de la marine danoise, l'exemption des droits différentiels de tonnage dans l'intercourse indirecte. Pour que cette exception, qui constitue une dérogation à notre régime maritime, ne fût pas étendue aux pays avec lesquels nous avons

1. Voici le texte de l'article auquel il est fait allusion :

« Art. 6. Les biens et les marchandises que l'on fera voir, par de bons certificats, appartenir aux sujets du sérénissime Roy Très Chrétien, ne seront tenus de payer dans les royaumes et États du sérénissime Roy de Danemark, soit en entrant, soit en sortant, un plus grand droit que celui que les sujets du Roy de Danemark lui paient; et réciproquement les biens et marchandises qu'on justifiera par de bons certificats appartenir aux sujets du sérénissime Roy de Danemark ne seront tenus de payer dans les royaumes et États du sérénissime Roy Très Chrétien, soit à l'entrée ou à la sortie, un plus grand droit que celui que les sujets du Roy Très Chrétien lui paient. Jouiront aussi lesdits sujets du Roy de Danemark de l'exemption du droit de fret de cinquante sols par tonneau.

« Art. 7. Les sujets du sérénissime Roy Très Chrétien, allant ou demeurant dans les royaumes, États et domaines du Roy de Danemark et y faisant trafic, ne seront obligés de payer d'autre droit que celui que paient les sujets du sérénissime Roy de Danemark, et pareillement les sujets du sérénissime Roy de Danemark, allant ou demeurant en France et y trafiquant, ne paieront point d'autre droit que celui que paient les sujets du Roy Très-Chrétien. »

traité, nous en avons fait l'objet d'une réserve expresse qui s'applique également aux relations de la France avec l'Espagne. Le Gouvernement de l'Empereur ne saurait consacrer aujourd'hui cette exception en faveur d'un État quelconque sans donner lieu à des réclamations de la part de toutes les puissances avec lesquelles nous avons stipulé le traitement de la nation la plus favorisée. Le Ministre des affaires étrangères de l'Empereur ne peut donc que transmettre à M. l'Ambassadeur d'Autriche (de Prusse) l'expression de son regret, et il est persuadé que Son Excellence appréciera les considérations qui le placent dans l'impossibilité de satisfaire, sur ce dernier point, aux demandes des cours de Vienne et de Berlin.

*Signé : DROUYN DE LHUYS.*

---

## CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Compte rendu fait par le Comité des 36, séant à Francfort, de la Conférence qu'il a eue, le 25 mars 1865, avec les représentants des associations du Schleswig-Holstein et de la fraction progressiste des Chambres prussiennes.**

Étaient présents douze membres du Comité des trente-six ; du Comité permanent des associations du Schleswig-Holstein, et huit députés de la fraction progressiste.

Les membres de l'Association Schleswig-Holsteinoise firent un exposé de la situation de leur pays, des opinions qui prévalent dans la population et de l'état des partis. Les députés prussiens et les membres du Comité des trente-six, firent connaître de même les vues qui régnaient dans leurs pays respectifs sur la question des duchés. Ces explications montrèrent la divergence des opinions sur la question et la difficulté, si elle tardait à être résolue, de réaliser une action commune des patriotes allemands. Les membres schleswig-holsteinois se déclarèrent prêts alors à formuler d'une manière plus précise les bases sur lesquelles, d'après eux, leur pays pourrait s'entendre avec la Prusse.

En effet, ils se formèrent en comité secret et présentèrent bientôt après la déclaration qui suit : Les députés prussiens reconnurent cette déclaration comme une base suffisante d'une entente générale et promirent de contribuer de toutes leurs forces à une terminaison prompte et convenable du provisoire actuel. Les membres du Comité des trente-six ont puisé dans ces débats l'impression satisfaisante de la possibilité d'un arrangement entre les intérêts de la Prusse et ceux du



Schleswig-Holstein. Ils espèrent que les patriotes allemands comprendront la nécessité urgente d'être d'accord sur cette question, car cet accord seul assure l'étranger contre la tentative de se mêler dans les affaires des Duchés.

Déclaration des membres du Comité du Schleswig-Holstein.

Le Comité permanent des associations du Schleswig-Holstein déclare ce qui suit, sous la réserve expresse de ne pas vouloir préjuger l'opinion de l'ensemble des associations et encore moins de la représentation du pays, mais en donnant l'assurance qu'il défendra de toutes ses forces la teneur de la présente déclaration.

1° Les duchés de Schleswig-Holstein possèdent le droit inattaquable de se constituer en État indépendant et indivisible, avec le droit héréditaire de la ligne masculine, c'est-à-dire sous le duc Frédéric VIII, comme souverain, et avec le droit de régler d'une manière indépendante toutes les affaires intérieures, de même que tout autre État fédéral.

2° Il n'est possible de disposer, conformément au droit, du sort des Duchés qu'avec l'assentiment du peuple du Schleswig-Holstein, ou de sa représentation convoquée d'après la Constitution de 1848. Il y a lieu de mettre une fin aussi prompte que possible au provisoire incompatible avec les intérêts et le droit du pays.

3° La sphère du droit des Duchés est limitée par le bien et l'intérêt de l'Allemagne; voilà pourquoi les membres du Comité permanent protestent énergiquement contre l'accusation d'un prétendu particularisme. Ils sont convaincus, au contraire, que le Duc et la représentation du pays sont prêts à faire à l'Allemagne, et, comme celle-ci ne possède pas dans le Nord un autre représentant assez puissant de ses intérêts, à la Prusse, les concessions nécessaires pour la sûreté de l'Allemagne et son bien-être matériel.

Ils désignent comme des institutions utiles de ce genre et sur lesquelles il y aura lieu de s'entendre avec la Prusse:

1° (a) La formation, l'instruction et l'armement uniforme de l'armée schleswigo-holsteinoise d'après l'armée prussienne, en admettant même une inspection effective par la Prusse;

(b) Le droit pour la Prusse de disposer des forces militaires du Schleswig-Holstein en temps de guerre;

(c) La création par la Prusse dans les Duchés, des forteresses, ports de guerre fortifiés, etc., nécessaires pour la sûreté des frontières allemandes.

2° Droit de la Prusse de disposer des hommes propres au service de mer des duchés d'après les lois existantes, et prestation d'une somme

pécuniaire proportionnelle de la part des Duchés pour l'entretien de la marine prussienne, jusqu'à la création d'une flotte allemande.

3° Entrée du Schleswig dans la Confédération germanique et des Duchés dans le Zollverein, et concession à la Prusse des droits nécessaires pour la construction et l'exploitation d'un canal de la mer du Nord et de la Baltique.

D'autre part, le Comité permanent considère comme absolument incompatible avec l'indépendance des Duchés :

1° Que les troupes des Duchés prêtent le serment du drapeau au roi de Prusse;

2° Que la Prusse lève des hommes pour son armée de terre, et que l'organisation, la législation et la juridiction militaire de la Prusse soient transportées aux Duchés sans la participation des pouvoirs publics de ceux-ci;

3° Que le service des douanes, des postes et des télégraphes soit administré par d'autres que par les autorités du pays.

Le Comité déclare, en terminant, que la population du Schleswig-Holstein opposera la résistance la plus tenace à toute tentative de lui faire violence et que dans la lutte contre toute tentative pareille, elle attend que le sentiment du droit et de l'honneur de la nation allemande la protégera et lui portera secours. — Suivent les signatures.

## PRUSSE.

**Note de M. de Bismarck en réponse à la communication de l'Autriche du 19 mars dernier, touchant la motion à la Diète projetée par les États moyens.**

24 mars 1865.

Le 19 mars dernier l'Autriche a communiqué à la Prusse la motion projetée par les États moyens en lui exposant en même temps son attitude vis-à-vis de cette motion. Le cabinet de Berlin a répondu le 24 mars à cette communication par une Note dont voici la teneur :

« M. de Bismarck remercie l'Autriche de lui avoir fait une communication qui témoigne clairement du désir du cabinet de Vienne de maintenir les bonnes relations entre les grandes puissances allemandes, mais il croit devoir ajouter qu'une entente au sujet de la motion n'est possible que si l'Autriche modifie sa manière de voir sur cette motion.

« Cette motion, dit la dépêche prussienne, va trop loin. La Prusse avait pensé que les États moyens, pour faciliter une entente entre les

deux grandes puissances, exprimeraient le désir de recevoir des explications aussi bien sur les négociations entre les grandes puissances que sur leurs intentions ultérieures, et la Prusse eût répondu volontiers à un pareil désir en présentant les documents respectifs. Mais, au lieu de cela, la motion exprime positivement l'attente que les duchés seront cédés au prince héréditaire d'Augustenbourg sans égard pour les demandes déjà formulées et non encore prises en considération du grand-duc d'Oldenbourg, sans égard aussi pour les droits du roi Chrétien IX, lesquels ont été transmis à l'Autriche et à la Prusse, sans égard enfin pour les droits de la maison de Brandebourg que la Prusse a cru devoir renoncer jusqu'ici à faire valoir dans l'espoir qu'une entente se réaliserait sur cette question.

« C'est là au fond un règlement formel de la question de succession en litige par la Confédération, quoique par la voie d'une pétition de principe, et la Confédération, ainsi que l'Autriche l'a reconnu de tout temps, n'est pas compétente pour prendre une pareille décision : l'Autriche, la Prusse et la Confédération germanique peuvent être considérés comme les organes appelés à examiner, mais non à trancher la question. *La décision appartient plutôt exclusivement à l'Autriche et à la Prusse.* C'est sans motif aucun qu'on allègue la déclaration que la Prusse a faite à la conférence de Londres en faveur du duc d'Augustenbourg. Alors il n'existait à côté de ces droits que les droits propres de la Prusse à laquelle cette dernière pouvait renoncer, et les droits du roi de Danemark avec lequel on se trouvait en guerre, et alors il s'agissait de prévenir le danger d'une complication européenne. Aujourd'hui, la situation est complètement changée, et la Prusse n'est plus en état de renouveler une déclaration qui n'a plus d'effet, puisque la conférence n'en a pas tenu compte.

« L'influence réunie des grandes puissances parviendra sans doute à amener le retrait ou la modification, ou le rejet éventuel de la motion des États moyens. Mais si l'Autriche refusait à la Prusse sa coopération dans ce sens, la Prusse ne serait pas en mesure de la suivre dans cette voie, mais elle se verrait forcée, quel que soit son désir d'arriver à une prompt solution, à demander, après avoir expressément et énergiquement repoussé la motion, un examen légal et rigoureux de toutes les prétentions existantes, auxquelles, dans ce cas, elle ne manquerait pas de joindre les siennes. Une résolution fédérale dans le sens de la motion des États moyens ou resterait sans effet, et dans ce cas porterait une rude atteinte à la dignité de la Confédération, ou contiendrait le germe de conflits regrettables dont on ne saurait prévoir les conséquences. »

La note prussienne se termine par ces mots : « Animée de l'esprit de conciliation fédérale, la Prusse cherchera à aplanir ou à atténuer

selon ses forces de pareils conflits ; mais la conscience qu'elle ne saurait en porter la responsabilité donnera aussi à S. M. le Roi la résolution nécessaire pour sauvegarder le droit de la Prusse alors même qu'il serait méconnu, non-seulement par des gouvernements isolés, mais par la majorité de ses confédérés. »

---

## CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Motion présentée à la Diète par les gouvernements de Bavière, de Saxe et de Hesse-Darmstadt, au sujet du règlement de la question de succession dans les duchés de Schleswig et de Holstein.**

27 mars 1865.

Depuis plus d'un an, l'Allemagne est profondément agitée par une question d'une importance nationale. Un enthousiasme et une unanimité de sentiments qu'on n'avait plus constatés depuis les guerres de la délivrance s'étaient emparés de toutes les classes de la population. Soutenus par ces dispositions, les efforts de tous les gouvernements allemands se sont tournés vers un seul et même but, l'affranchissement de pays allemands.

Les brillants succès des armes austro-prussiennes et la persistance avec laquelle on a empêché une immixtion étrangère ont eu pour résultat d'établir aussi au point de vue du droit des gens la séparation des duchés de l'Elbe d'avec le Danemark. Cependant, les fruits que toute victoire a coutume d'apporter à une nation ne sont point encore assurés à l'Allemagne. La satisfaction intérieure et le sentiment de la force qui doivent résulter d'une victoire du droit n'existe pas, et le contraire menace de se réaliser si, en profitant de la victoire, on ébranle, au lieu de la fortifier, la concorde intérieure.

Il est tout aussi certain que l'Allemagne se trouve aujourd'hui en présence de ce danger qu'il est certain qu'elle peut être facilement préservée de ce danger et mise en jouissance plénière de tous les avantages de la victoire. Mais, si, sous ce rapport, la volonté d'utiliser la victoire existe de toutes parts, il n'y a pas à se dissimuler que de plus longues hésitations ne peuvent que rendre difficiles, peut-être même impossibles, l'exécution et l'accomplissement de cette volonté.

Les puissances allemandes qui ont pris possession des duchés ont l'intention de céder ces derniers au Souverain légitime, et la Diète germanique, par sa manière d'agir jusqu'à ce jour, ainsi que par toutes ses résolutions, a prouvé qu'elle désirait dans le même sens la solution la plus prompte possible des questions pendantes. L'exécution



de ces intentions est entravée par le fait que diverses prétentions ont été soulevées.

Or, si le désir de ne pas préjuger en pareil cas une décision juridique mérite d'être apprécié, il est d'autre part des considérations qui ne font point paraître légitime une semblable temporisation. Abstraction faite de la longue durée d'une procédure judiciaire et des graves préjudices qui résultent pour l'Allemagne de l'incertitude de la situation qui s'y rattache, on est forcé de prendre en considération :

1° Que , dans le présent, il n'existe pas de tribunal compétent pour ouvrir une procédure judiciaire et rendre un jugement; que, par suite, l'Assemblée fédérale est appelée à se prononcer sur la question de savoir lequel des prétendants elle considère comme légitime et, en conséquence, comme membre de la Confédération; la Diète germanique dispose, à cette fin, des matériaux nécessaires.

2° Que la Confédération et ses membres isolés sont fondés à demander que la voix du conseil restreint, suspendue depuis plus d'un an , ne reste pas plus longtemps muette ;

3° Que les très-hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse, de concert avec la Confédération germanique, ont proclamé, dans une conférence européenne, comme légitime le prince héréditaire d'Augustenbourg, et ont demandé pour lui les duchés de Schleswig et de Holstein.

4° Que, par l'installation du Prince souverain dans le duché de Holstein, dont l'union indissoluble avec le Schleswig n'a jamais été mise en doute par l'Allemagne, et, par conséquent ne saurait être contestée actuellement, d'autres prétentions ne sont pas empêchées de se faire valoir par voie légale, mais deviennent, au contraire, possibles en droit, puisque, dans ce cas, le co-prétendant annoncé aurait la faculté d'en appeler à une cour austrégale.

Ces considérations permettent de supposer que, par l'installation prochaine du Prince héréditaire Frédéric d'Augustenbourg comme souverain dans le duché de Holstein, les très-hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse se croiront assurés de l'assentiment de la haute assemblée fédérale et en même temps de la reconnaissance de la nation allemande et de la confiance des gouvernements.

En conséquence, les Gouvernements de Bavière, de Saxe et du grand-duché de Hesse proposent qu'il plaise à la haute Assemblée fédérale d'exprimer, sous réserve de ces résolutions ultérieures, l'attente pleine de confiance qu'il plaise aux très-hauts Gouvernements d'Autriche et de Prusse, de remettre au Prince de Schleswig-Holstein Sonderbourg-Augustenbourg, en son administration propre, le duché de Holstein, et, en ce qui concerne le duché de Lauenbourg, qu'il fera

communication à la Diète des arrangements qu'il aura pris à ce sujet.

---

**Déclaration faite au sein de la Diète par le Plénipotentiaire prussien au sujet de la motion de la Bavière, de la Saxe et du grand-duché de Hesse du 27 mars 1865.**

Le représentant prussien a l'ordre de demander le renvoi de cette proposition au comité du Holstein. Les considérations qui ont guidé en ceci le Gouvernement du Roi sont les suivantes :

La proposition implique que la Diète prenne une résolution sur la position que l'Assemblée doit prendre vis-à-vis de la question de succession qui est litigieuse, et qui n'a pas même été débattue définitivement au sein de la Diète.

La proposition considère le droit héréditaire du Prince d'Augustenbourg comme chose prouvée, tandis que le Gouvernement du Roi, de concert avec d'autres gouvernements, conteste qu'une preuve pareille ait été faite. Par suite, il semble que le vote d'une pareille proposition, sans examen approfondi préalable, au sein de la commission, serait un acte de précipitation; qu'il contiendrait un manque d'égards pour les prétentions de princes fédéraux allemands, et qu'il nuirait à la chose elle-même, en ce sens qu'il enlève le terrain à une entente désirable dans l'intérêt de toutes les parties.

Quand l'Assemblée eut décidée, à la majorité de 9 voix contre 6, que le vote sur la proposition bavaroise aurait lieu le 6 avril prochain, le Représentant prussien fit la déclaration suivante :

Le représentant prussien est obligé avec regret de voir, dans la résolution qui vient d'être prise, un acte de précipitation qui ne pourra être utile à la chose en question. En même temps il est chargé de déclarer dès maintenant que le Gouvernement du Roi, ne pouvant considérer les titres du prince d'Augustenbourg comme prouvés, votera contre la proposition présente, et qu'il proteste d'avance contre une décision obligatoire de l'Assemblée fédérale dans les questions contestées.

Le Gouvernement du Roi peut au contraire attendre de la Diète et de chaque Gouvernement allemand en particulier et leur demander, avant que les points ne soient formulés dans une résolution fédérale, d'examiner non-seulement les prétentions de la maison d'Augustenbourg, mais de tous les concurrents, notamment les droits du grand-duc d'Oldenbourg, mais aussi ceux que la Prusse elle-même

peut invoquer, soit en vertu de la cession du roi Christian IX, soit en vertu des anciens titres de la maison de Brandebourg.

Si le Gouvernement du Roi n'a pas parlé jusqu'ici de ses droits propres, cela n'a eu lieu que dans l'espérance de pouvoir sauvegarder, par la voie des arrangements, les intérêts légitimes de la Prusse. Mais comme cet espoir disparaît avec l'adoption de la proposition présente, le Gouvernement du Roi a l'intention de ne pas tarder plus longtemps à faire valoir les droits de la Prusse.

Le représentant se réserve de les justifier au point de vue juridique; mais dès ce moment il doit exprimer, au nom de son haut Gouvernement, l'attente que la haute Diète fédérale soumettra toutes les prétentions mises en avant à un examen juridique et à un traitement égal en la forme.

---

## AUTRICHE — PRUSSE — DANEMARK.

### **Protocole destiné à préciser certaines stipulations du Traité de paix de Vienne du 30 octobre 1864.**

Les puissances signataires du Traité de paix du 30 octobre 1864, ayant reconnu la nécessité de préciser le sens de quelques-unes des stipulations dudit Traité de paix, les plénipotentiaires soussignés, savoir :

*Pour Sa Majesté le roi de Danemark :* Le sieur Chrétien-Jacques-Cosmas Braestrup, conseiller intime des conférences, et président de la municipalité de Copenhague ;

*Pour Sa Majesté l'empereur d'Autriche :* Le sieur Aloys comte Karolyi de Nagy-Karoly, chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

*Pour Sa Majesté le roi de Prusse :* Le sieur Othon-Édouard-Léopold de Bismarck-Schönhausen, président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères,

Se sont réunis aujourd'hui et sont convenus des points suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les ci-devant possessions du duc d'Augustenbourg, qui n'ont pas été revendues, avant le 16 novembre 1864, ainsi que les revenus consignés au cadastre des fermes données en bail héréditaire et appartenant autrefois aux possessions augustenbourgeoises, appartiennent aux duchés aussi bien que les domaines de l'État situés dans les duchés.

Art. 2. Les sommes dues sur le prix des possessions du duc d'Augustenbourg, les possessions gravensteinoises et dépendances, y comprises, revendues avant le 16 novembre 1864, reviennent au Danemark.

Il en est de même des intérêts de ces sommes ainsi que des à-compte qui auraient été payés sur le capital, en tant qu'ils n'ont pas été déjà versés dans le trésor danois.

Art. 3. L'indemnité pour les ci-devant possessions du duc d'Augustenbourg mentionnées à l'art. 11 du traité de paix, ne tombe à la charge des duchés qu'en tant qu'elle est devenue payable après le 16 novembre 1864. Il en est de même des intérêts et des à-compte qui auraient été payés sur le capital de la dette de priorité.

Art. 4. Les sommes dues au trésor danois par des employés ou des particuliers des duchés, et provenant tant de prêts faits par la couronne danoise à des communes ou à des charges publiques des duchés, que des ventes de propriétés de l'État situées dans ces duchés, ainsi que les intérêts et les capitaux payés sur ces créances, depuis le commencement de l'exécution fédérale, c'est-à-dire depuis le commencement des hostilités, en tant que les intérêts et capitaux ne sont pas déjà rentrés dans le trésor danois, reviennent au Danemark.

Ainsi fait à Berlin, le 1<sup>er</sup> avril 1865.

BRAESTRUP, KAROLI, BISMARCK.

## CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Vote de l'Autriche et de la Prusse sur la proposition présentée à la Diète, le 27 mars, par les gouvernements de Bavière, de Saxe et de la Hesse-Electorale. 6 avril 1865.**

Vote de l'Autriche.

Le Gouvernement Impérial adhère à la motion, puisque, sans approuver dans tous leurs points les considérants de cette motion, il est d'avis que la marche qu'a suivie jusqu'ici la question et son état actuel sont de nature à déterminer la Haute Assemblée fédérale à s'adresser, conformément à la motion, aux deux cours d'Autriche et de Prusse.

Le ministre prussien, dans son vote, s'est référé à sa déclaration formulée dans la séance du 27 mars et a déclaré « que, par l'adoption de la motion, la majorité se mettrait en contradiction avec d'autres résolutions fédérales, notamment avec celles du 7 et 21 juillet, du 1<sup>er</sup> septembre et du 3 novembre, en préjugant la question de droit; que, du reste, le droit du duc d'Augustenbourg n'avait pas été démontré et ne pouvait l'être, et qu'il n'y avait eu échange de vues entre les différents gouvernements sur la question de droit; que, pour ces



raisons, il maintenait son vote en faveur du renvoi de la motion à la commission respective et repoussait la question. »

Vote de la Prusse.

Le point de vue que le Très-Haut Gouvernement du représentant se croit obligé de prendre vis-à-vis de la présente proposition a déjà trouvé son expression non équivoque dans les déclarations que le représentant a eu l'honneur de faire dans la séance du 27 mars. En suite de ces déclarations et pour indiquer avec plus de précision les considérations qui ont déterminé le Gouvernement du roi, le représentant est chargé de motiver aujourd'hui son vote définitif de la manière suivante :

En acceptant la proposition expliquée par son motivé, la majorité de la Diète se mettrait en contradiction avec des résolutions antérieures, notamment avec celles du 7 et du 21 juillet, et celles du 1<sup>er</sup> septembre et du 3 novembre 1864, puisque, sans attendre que les rapports demandés antérieurement à des commissions aient été faits, elle préjugerait sa position à l'égard de la question de droit qui doit être élucidée dans le dernier de ses rapports. — Le Gouvernement du roi coopérerait à un préjudice pareil s'il voulait participer à l'expression d'une attente qu'il considère lui-même comme non justifiée, puisque les droits présumés du prince d'Augustenbourg non-seulement ne sont pas prouvés, mais que, dans l'opinion du Gouvernement du roi, ils ne peuvent être prouvés pour la plus grande partie. Aussi n'y a-t-il même eu jusqu'ici entre les divers Gouvernements fédéraux d'échange de leurs opinions sur la question de droit et sur les raisons que chacun invoque en faveur de sa manière de voir. Une première base de ce genre, indispensable pour une entente future, devrait être préparée par le rapport de la commission, et voilà pourquoi le Gouvernement du roi a voté pour le renvoi de la présente proposition à la commission du Holstein. Il maintient encore actuellement ce vote et rejette la proposition même. Comme les motifs de la proposition rappellent les propositions faites au sein de la conférence de Londres, le représentant croit devoir faire les observations suivantes à ce sujet : « Le Gouvernement du roi pouvait proposer à la conférence de Londres l'installation du prince d'Augustenbourg, comme une solution à des complications militaires conformes à la situation de cette époque, comme un moyen d'une entente pacifique entre les puissances européennes, sans reconnaître pour cela que les titres du prince à la succession fussent hors de doute et exclusifs. Mais cette proposition ayant été définitivement repoussée par la conférence, a perdu toute signification ultérieure, d'autant plus que

depuis la situation de fait et de droit est devenue toute différente. Le Gouvernement du roi pouvait présenter alors cette proposition sans porter atteinte à d'autres prétentions que celles de la maison de Brandebourg même et du roi Chrétien, avec lequel la Prusse se trouvait alors continuellement en guerre. Mais depuis il a surgi un nouveau prétendant dans la personne de S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg, dont les titres ont plein droit à l'examen de ses confédérés. Depuis, en outre, la paix a été conclue avec le roi de Danemark, après que la guerre eut continué, et cette paix a transféré les droits du roi Chrétien à la Prusse et à l'Autriche.

« Le gouvernement ne serait donc plus en position aujourd'hui de renouveler la proposition qu'il crut pouvoir faire alors pour rétablir la paix européenne, dans l'intérêt du seul prétendant qui s'était produit publiquement jusqu'alors. Il n'avait l'intention que de mettre un terme, à l'égard des duchés, à une situation qui était dangereuse pour la paix générale, par analogie aux arrangements européens qui avaient eu lieu dans d'autres temps concernant la Belgique et la Grèce. Mais, en aucun cas, un titre juridique qui n'existait pas auparavant n'a pu être créé par cet essai d'un arrangement politique. »

Après le vote de la Diète germanique pour la motion, par 9 voix contre 6, le président, M. de Kubeck, a fait cette déclaration :

Le ministre se voit en état de prononcer, en se référant à son vote émis dans la dernière séance et dans la séance d'aujourd'hui de la Diète germanique, sur l'attitude de la Cour impériale vis-à-vis de la résolution qui vient d'être prise.

Les propositions faites à la conférence de Londres par l'Autriche et la Prusse sont connues de l'Assemblée fédérale, qui sait aussi que ces deux puissances, dans l'article III du traité de paix conclu à Vienne, ont expressément exigé du Danemark la reconnaissance de toute mesure qu'elles prendraient au sujet des droits qui leur ont été cédés par le roi Chrétien IX. En conséquence, l'Autriche a proposé à Berlin, immédiatement après la ratification du traité de paix, de céder ces droits au prince héréditaire d'Augustenbourg, laquelle cession aurait eu pour conséquence l'envoi en possession de ce prince, sans préjudice pour les droits que d'autres souverains allemands peuvent faire valoir par voie de procédure austrégale. Mais le Gouvernement royal de Prusse, jugeant nécessaire un examen ultérieur de la question de droit, n'a pas accepté ces propositions.

Aujourd'hui encore, la Cour impériale est tout disposée, dans le cas où la Prusse, de son côté, y prêterait la main, à amener une prompt solution de la question pendante dans le sens indiqué et, dans cette hypothèse, abstraction faite du remboursement des frais de

guerre et autres, à renoncer à tout avantage spécial. L'Autriche a vivement à cœur de rendre possible le règlement de la question schleswig-holsteinoise sans porter atteinte à l'entente qui existe entre elle et la Prusse et à laquelle sont dus les avantages remportés ; et, en ne cessant pour ce motif de faire ressortir auprès de la Cour royale de Prusse la nécessité d'une solution prochaine de la question de souveraineté, l'Autriche ne peut que déclarer qu'elle ne renoncera pas à l'usage de son titre de possession *avant qu'on soit arrivé à une solution qui réponde à ses propres convictions et aux intérêts de la Confédération germanique.* »

Cette déclaration autrichienne a été suivie d'une déclaration prussienne ainsi conçue :

Avant tout le ministre est obligé de réserver à son très-haut Gouvernement, relativement à certaines déclarations formulées à l'occasion du vote : les protestations et les contre-déclarations qui lui paraîtront nécessaires.

Il est tenu surtout de repousser expressément dès à présent l'hypothèse contenue dans le vote de la Saxe royale d'après laquelle le cabinet royal de Prusse, en demandant un examen uniforme de toutes les prétentions à l'hérédité, reconnaîtrait par là à l'Assemblée fédérale le droit de décider définitivement la question.

En revanche, le ministre peut, en se référant à la déclaration que le Gouvernement impérial autrichien vient de faire après le vote, confirmer aussi de son côté ce qui a été dit dans cette déclaration sur la marche des négociations entre les cabinets de Prusse et d'Autriche et exprimer en même temps le désir de son très-haut Gouvernement de continuer les négociations en vue d'une entente.

Le ministre a à déclarer en outre expressément que le Gouvernement royal maintiendra l'opinion qu'il a défendue dans ces négociations, relativement à l'inadmissibilité d'un examen de la question de droits et à demander que les prétentions de la Prusse soient prises en considération au même titre que toutes les autres prétentions.

Le Gouvernement royal prussien est d'accord aussi avec le Gouvernement impérial en ce sens qu'il est décidé, lui aussi, à sauvegarder ses droits à la possession commune et à ne point renoncer à l'usage de son titre de possession *avant qu'on soit arrivé à une solution qui réponde à ses propres convictions et aux intérêts de la Confédération germanique.*

Dans ces circonstances et en raison du point de vue de la Prusse dans la question de droit, lequel point de vue a été exposé dans la séance d'aujourd'hui, le ministre croit pouvoir affirmer dès à présent

qu'on ne saurait compter sur l'accomplissement de l'entente exprimée par l'adoption de la motion.

Les États qui ont voté avec la Prusse contre la motion de la Bavière, de la Saxe et du grand-duché de Hesse sont : le Hanovre, la Hesse-Électorale, les deux Mecklembourgs, la 15<sup>e</sup> curie (Oldenbourg, les maisons d'Anhalt et les pays de Schwartzbourg), et la 17<sup>e</sup> curie (les villes libres). Le Luxembourg s'est abstenu de voter, comme dans la séance du 27 mars, et l'Oldenbourg a protesté contre le vote, à l'instar de la Prusse.

---

## ÉTATS DU SCHLESWIG ET DU HOLSTEIN.

### **Circulaire du gouvernement de Schleswig-Holstein aux autorités de Kiel, relativement au transfert des établissements maritimes prussiens de Dantzig dans le port de Kiel.**

Le commissaire civil prussien dans les duchés de l'Elbe, le baron de Zedlitz, a adressé le 3, au Gouvernement du pays, le rescrit qui suit :

Par un ordre du 24 du mois dernier, Sa Majesté le roi a daigné ordonner que l'escadre de la Baltique serait dissoute, que la station maritime de la Baltique, dont le contre-amiral Jachmann est nommé chef, serait transférée de Dantzig à Kiel, et que les corvettes et frégates à vapeur hors de service seraient placées dans la baie de Kiel, suivant que l'espace le permettrait. — Je donne communication de ces ordres au Gouvernement du pays, en lui faisant observer qu'une commission présidée par le contre-amiral Jachmann examinera sur les lieux les places nécessaires pour loger le personnel, les magasins de munitions, d'habillements, etc., en vous priant de vouloir bien appuyer, autant que vous pourrez, l'exécution de ces mesures. — Le Gouvernement du pays donne connaissance au magistrat de ce qui précède en le priant de se prêter, autant que possible, aux vœux des autorités maritimes prussiennes et, le cas échéant, de prendre des ordres ici.

Château de Gottorf, le 8 avril.

*Le gouvernement de Schleswig-Holstein,*  
(L. S.) *Signé : LESSER DE RUMOHR.*

---



**Arrêté du gouvernement de Schleswig-Holstein qui annule, sur un ordre du Commissaire autrichien dans les duchés, les dispositions prescrites par la circulaire du 8 avril 1865.**

Le Gouvernement du pays ayant égard au rescrit ci-dessous de S. Exc. le baron de Halbhüser de Festvil, commissaire I. et R. d'Autriche dans les duchés de Schleswig Holstein et Lauenbourg, en date du 18 avril courant, ainsi conçu :

« D'après le n° 91 des *Hamburger Nachrichten*, le Gouvernement de Schleswig-Holstein a, sur la seule invitation de M. le baron de Zedlitz, commissaire royal de Prusse, en date du 3 de ce mois, adressé aux autorités et au bailliage de Kiel une circulaire par laquelle il les informe du transfert de l'établissement maritime royal de la Baltique à Kiel, et les invite à seconder autant que possible les désirs des autorités maritimes prussiennes.

« Ayant refusé mon consentement à toute démarche officielle pour le transfert de la station maritime de la Prusse et, en vertu des droits de copossession de l'Autriche, aucun acte public dans les duchés, aucune ordonnance ne pouvant avoir de valeur sans ma participation, — j'invite en conséquence le Gouvernement à annuler immédiatement l'ordonnance circulaire du 8 courant, et le prie de m'en informer. »

Le Gouvernement annule par la présente l'ordre du 8 avril adressé au bailliage de Kiel, relatif au stationnement de l'escadre royale prussienne de la Baltique à Kiel ; il invite les autorités à considérer ledit ordre comme non avenu.

Château de Gottorp, 18 avril 1865.

*Gouvernement de Schleswig-Holstein et Lauenbourg,*

*Signé : LESSER.*

CHRISTENSEN.

## PRUSSE.

**Dépêche de M. de Bismarck au baron de Werther touchant les conditions d'une entente avec le cabinet de Vienne sur la fixation du sort futur des duchés de l'Elbe.**

Berlin, le 17 avril 1865.

Monsieur le Baron, Votre Excellence mentionne dans son rapport du 1<sup>er</sup> de ce mois, n° 108, diverses observations qui lui ont été faites au ministère des affaires étrangères, et qui indiquent que le cabi-

net de Vienne serait disposé à abandonner la fixation du sort futur du nouvel État du Schleswig-Holstein à une entente directe entre nous et le Souverain à instituer. Le Gouvernement Impérial semble trouver impossible d'imposer de concert avec nous au nouvel État des conditions telles que celles que nous nous croyons obligés de stipuler; mais il ne s'opposerait pas à un arrangement que le futur Souverain accepterait librement; il garderait au contraire une attitude passive dans ce cas.

Nous n'avons pour notre part aucune objection à entrer dans la voie d'une entente directe. Nos relations avec l'Autriche nous faisaient un devoir, et le Cabinet de Vienne nous y avait invité à différentes reprises, d'échanger d'abord nos idées avec notre allié et nous eussions été heureux d'obtenir son adhésion formelle et sincère à nos projets, ainsi que son concours pour leur réalisation. Mais du moment que, par suite de sa position particulière, le Gouvernement Impérial éprouve quelque difficulté à adopter ce mode de procéder, difficulté qui pourrait être évitée en suivant une autre ligne de conduite, nous aurions grand intérêt à savoir si le Cabinet de Vienne serait disposé à s'associer à nous pour remettre la couronne des Duchés au prétendant avec lequel nous serions parvenus à nous entendre. Le Gouvernement Impérial a déclaré plus d'une fois qu'il n'avait de préférence marquée, résultant soit de motifs juridiques, soit de motifs politiques, pour aucun de ces prétendants et que, dans l'impossibilité de découvrir en faveur de l'un ou de l'autre un titre légal décisif et exclusif, il se prononcerait pour le choix le plus facile à faire prévaloir.

J'ai l'honneur d'inviter Votre Excellence à s'assurer si les ouvertures confidentielles qui vous ont été faites, sont l'expression véritable de la manière de voir du Cabinet Impérial et si nous pouvons compter que, dans le cas où nous lui notifierons l'entente survenue, entre nous et l'un des prétendants, ce dernier trouvera auprès de l'Autriche l'appui nécessaire pour le faire monter sur le trône. Cependant il s'impose à nous dans cette hypothèse une autre considération. Si nous tentons un pareil accord avec S. A. R. le grand duc d'Oldenbourg, nous avons en face de nous un prince allemand indépendant qui n'a pris d'engagement vis-à-vis de personne et dont les déterminations ne sont gênées par nulles convenances et nulles influences de parti. Nous pourrions, dès maintenant, négocier avec lui comme avec un prince souverain et conclure une convention qui nous offrirait les garanties d'un acte international. Le Prince héréditaire d'Augustenbourg n'est pas aussi libre. Indépendamment du fait qu'il ne s'est pas tenu à l'écart de l'agitation des partis autant que ses propres intérêts eussent pu le faire désirer; qu'il a, dans le but de s'assurer dans le pays même l'appui d'un parti actif et énergique, contracté vis-à-vis de ce

dernier des engagements moraux ; qu'il a choisi dans les rangs de ce parti tout son entourage et qu'il se trouve manifestement très-souvent dans le cas de régler ses décisions d'après les inspirations du dit entourage ; — indépendamment de tout ceci, il a assumé, par la reconnaissance de la Constitution de 1848, un engagement formel et positif vis-à-vis du pays, qui l'empêche de négocier avec une pleine indépendance. Nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de cette circonstance. Comment le Prince d'Augustenbourg peut-il nous garantir que le duc Frédéric VIII *sera en mesure* d'exécuter effectivement ce que le prétendant aura promis ? Dans quelle position se trouverait-il lui-même si les États refusaient leur assentiment ?

Nous ne nous dissimulons point que le Grand-Duc d'Oldenbourg, s'il rencontrait de la résistance de la part des États aux arrangements conclus avec nous, se trouverait également dans une position difficile. Cependant en qualité de Prince souverain d'un autre pays allemand il serait moins gêné, d'autant moins qu'il n'a pris aucun engagement touchant l'une des constitutions en expectative, constitutions dont aucune du reste ne jouit par elle-même et sans la sanction du futur souverain, d'une légitimité incontestable. Nous reconnaissons aussi que la voix de la population exprimée par ses organes légaux, a le droit de se faire entendre quand il s'agit de régler des rapports qui touchent de si près aux conditions d'existence du nouvel État ; et nous croyons que si, d'une part, nous sommes obligés de poser certains points comme indispensables pour nous, il sera plus facile et plus sûr de préparer avec le concours des Représentants du pays, l'application de ces points, quant aux détails, et le choix des modalités à adopter pour les rendre aussi commodes et aussi avantageux que possible pour le pays. Ici ce sera le côté pratique et non le côté politique ; ce sera le besoin réel qui occupera le premier plan de la discussion, et nous sommes convaincus que précisément par là, maintes préventions contre notre manière de voir et nos intentions dans les Duchés s'évanouiront en Allemagne et peut-être même en Autriche.

Nous trouverions dans une entente préalable avec les représentants de la population schleswico-holsteinoise, alors même qu'elle ne serait revêtue que d'un caractère provisoire, la certitude de voir réellement exécutées plus tard des conventions dont la teneur, en tant qu'elle concerne les affaires intérieures, exige le consentement du pouvoir législatif des Duchés. Nous serions sûrs de les voir sanctionnées plus tard par un acte de législation. Nous considérerions, par conséquent, comme une démarche éminemment propre à hâter une solution définitive, la convocation des États des deux Duchés du Holstein et du Schleswig en une seule assemblée à laquelle on fournirait l'occasion de se prononcer sur l'avenir du pays et dont les membres s'entendraient au prés-

lable entre eux sur les désirs et les vues (divergents dans les questions de détail mais conformes en ce qui concerne l'ensemble) que nourrit la population en ce qui touche les relations plus étroites à établir avec la Prusse sur tel ou tel point et en ce qui touche l'indépendance intérieure pour le reste. Le résultat de ces discussions et les sentiments qui se feraient jour dans cette assemblée, nous permettraient de reconnaître si nous pouvons arriver par la voie d'une entente directe avec le nouvel État que nous indique le Cabinet de Vienne, à un arrangement acceptable pour nous. Si le pays lui-même et éventuellement le souverain futur nous offraient des conditions acceptables, nos négociations avec Vienne sortiraient de nouveau de leur état de stagnation; et nous croyons qu'il deviendrait plus facile au Gouvernement Impérial de tenir compte des intérêts de la Prusse découlant de sa position géographique et de la nature des choses, sans abandonner le terrain sur lequel il s'est placé. Nous désirons en conséquence, nous entendre avec le Cabinet Impérial sur la convocation d'une diète schleswico-holsteinoise et sur les négociations à ouvrir avec elle, relativement à l'avenir du pays.

Aussitôt, à la vérité, se présentera la question de savoir quelle est l'assemblée qu'on doit considérer comme la représentation légitime et l'organe véritable du pays. Il ne nous paraît guère douteux qu'on ne saurait reconnaître aux députés actuels, après le changement qui vient de s'opérer dans la souveraineté du pays, un mandat suffisant. D'ailleurs, le pays tiendra sans doute à nommer des représentants précisément en vue de la tâche importante qui leur sera imposée. D'après quelle loi électorale devra-t-on convoquer une nouvelle assemblée? d'après celle de 1854 ou celle de 1848? on peut invoquer en faveur de la première la circonstance qu'elle est de fait en vigueur aujourd'hui et en faveur de l'autre qu'elle repose déjà sur le principe de la réunion des deux Duchés en un seul État; et que l'un des prétendants, du moins, a accepté la constitution de 1848 et ne croira pouvoir assumer qu'en conformité de cet acte, des obligations constitutionnelles de nature à le lier lui-même. Il ne s'agit pas de remettre en vigueur la constitution de 1848, mais seulement de convoquer une seule fois et dans un but déterminé les États d'après la loi électorale d'alors; or ce but n'est autre que de donner une expression régulière aux intérêts, aux vœux et aux convictions juridiques du pays; et il reste simplement à peser sous laquelle des deux formes de convocation des États, cette expression semblera la plus exacte et aura le plus d'autorité aux yeux du pays lui-même.

Nous chercherons à nous entendre sur cette question avec le Gouvernement Impérial et j'invite Votre Excellence à pressentir en premier lieu M. le comte de Mensdorff sur sa manière de voir à cet égard.



Votre conversation devra tout d'abord n'avoir qu'un caractère confidentiel; vous êtes autorisé néanmoins à l'appuyer par la lecture de cette dépêche.

*Signé : DE BISMARCK.*

---

**Circulaire adressée aux Consuls prussiens au sujet de la protection à accorder aux habitants des duchés de l'Elbe.**

Berlin, le 18 avril 1865.

Comme d'après le Traité de paix conclu le 30 octobre dernier entre la Prusse, l'Autriche et le Danemark, les duchés de Slesvig, de Holstein, de Lauenbourg ont passé dans la copossession de la Prusse, les nationaux de ces pays ont droit à la protection des agences consulaires prussiennes; dans les lieux où se trouve en même temps une autorité consulaire autrichienne, ils auront le choix de s'adresser à cette autorité ou à l'autorité prussienne. Dans ce dernier cas, les consuls généraux, les consuls et les agents consulaires de Prusse devront leur assurer la même protection qu'aux nationaux prussiens. On fait observer à ce sujet, par rapport à la circulaire du 16 novembre dernier, que les navires du Schleswig-Holstein sont autorisés, il est vrai, à naviguer sous pavillon prussien, et que l'article 6 additionnel du règlement consulaire leur est applicable, mais que ces navires ont droit également à l'assistance des agences consulaires prussiennes lorsqu'ils naviguent sous pavillon autrichien ou sous pavillon provisoire des duchés (bleu, blanc, rouge en bandes horizontales avec champ jaune dans la bande bleue).

*Signé : DE BISMARCK.*

---

**Dépêche de M. de Bismarck au prince d'Ysenbourg, en réponse à la Note du Grand-Duc d'Oldenbourg, relative à la convocation des États schleswico-holstenois.**

Berlin, le 9 juin 1865.

J'ai communiqué à Votre Excellence, à la date du 29 mai, la protestation que S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg a fait remettre le 22 mai aux cours de Berlin et de Vienne, par suite de l'intention manifestée par les deux grandes puissances allemandes de convoquer une représentation du Schleswig-Holstein.

Je prie Votre Excellence de donner au ministre du Grand-Duc l'as-

surance que le Gouvernement de S. M. le Roi, notre gracieux maître, tiendra de cette pièce tout le compte qui est dû à une pareille démarche d'un prince fédéral ami.

S. A. R. proteste d'avance contre tout acte que l'Assemblée des États voudrait entreprendre sans droit à l'égard de la question de succession, et place ensuite ses droits sous la protection des deux souverains de Prusse et d'Autriche, en rappelant les agitations de parti qui se manifestent dans les duchés mêmes et en invoquant la parité que chacun des prétendants a le droit de demander à l'impartialité des puissances qui possèdent les Duchés.

Le Gouvernement de S. M. s'est toujours efforcé de garder pleinement cette impartialité. De même que dans toute phase ultérieure de cette question difficile et compliquée, il conservera cette attitude dans les relations prochaines avec la représentation du pays, et prendra à tâche de lui garantir une appréciation impartiale et réelle et le respect de tous les droits, sans préjudice pour aucun des prétendants. Il a aussi la ferme intention de s'opposer énergiquement aux agitations de parti dont se plaint la dépêche de M. le ministre grand-ducal, et d'empêcher autant qu'il le pourra, cette agitation d'exercer une influence sur les élections et sur l'Assemblée même.

Si les craintes exprimées dans cette dépêche devaient se réaliser, c'est-à-dire si ces influences devaient conduire à des actes sans droit tendant à disposer de droits de tiers ou à des démonstrations prétendant à un caractère juridique et voulant préjuger la décision définitive (ce que du reste le Gouvernement ne croit pas devoir attendre du sens droit et loyal de la population), il est assuré que le Gouvernement autrichien est d'accord pour que les deux Gouvernements s'opposent en commun aux actes dépourvus de droits.

Les sentiments connus de S. M. le Roi, notre gracieux maître, doivent être pour S. A. R. le Grand-Duc une garantie que sa confiance en la protection invoquée en faveur de ses droits, en tant que ceux-ci existent ou pourront être prouvés, ne sera pas déçue.

Vous êtes autorisé à laisser copie de cette dépêche à M. le ministre grand-ducal.

*Signé : DE BISMARCK.*

---

## TROISIÈME PARTIE.

---

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### ANGLETERRE — FRANCE — RUSSIE.

**Note identique adressée au Gouvernement grec par les Représentants de l'Angleterre, de la France et de la Russie, au sujet du paiement de l'intérêt de l'emprunt de 1832.**

Athènes, le 9 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Le prédécesseur de Votre Excellence, dans une communication en date du 24 janvier 1864, faisant un tableau fort sombre de la situation du Trésor hellénique, sollicitait le concours des puissances garantes de l'emprunt pour l'aider à sortir de ses embarras financiers. Les facilités qu'il réclamait de leur bienveillance peuvent se résumer en trois points :

1° L'ajournement du paiement des sommes que le gouvernement hellénique s'était engagé à solder comme à-compte dans les années 1861, 1862 et 1863, et qui sont encore en souffrance ;

2° L'acquiescement à la prolongation pour cinq ans encore de l'arrangement de 1859, par lequel le Trésor hellénique s'était obligé à payer annuellement aux trois cours 900,000 fr. en remboursement partiel de leurs avances pour l'emprunt Rothschild ;

3° La consécration, devant découler de ce sursis, d'un droit nouveau pour le gouvernement grec de distraire une part de ses revenus pour satisfaire à une autre créance (celle des emprunts de 1824 et 1825), avant d'avoir pourvu au service entier des intérêts et de l'amortissement de la dette de 1832, au paiement desquels les recettes effectives du Trésor grec doivent être consacrées avant tout.

Je n'ai pas manqué de faire part de ces vœux au gouvernement de

Sa Majesté, et je viens de recevoir l'ordre de faire connaître à Votre Excellence les résolutions auxquelles le cabinet de Londres est arrivé après un concert préalable avec les gouvernements de la France et de la Russie.

I. Le gouvernement de Sa Majesté, d'accord avec les gouvernements de la France et de la Russie, consent à ajourner pour le moment le paiement des sommes dues par le gouvernement grec sur l'emprunt pour les années 1861, 1862 et 1863, en réservant toutefois leur droit de réclamer par la suite le remboursement de ces sommes.

II. Le gouvernement de Sa Majesté, également d'accord avec les autres cours garantes, prenant en considération les circonstances qui mettent le gouvernement grec hors d'état de satisfaire actuellement à des déboursés plus considérables, consent à ne pas réclamer pendant cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1864, l'augmentation du versement annuel de 900,000 fr., fixé en 1859, et qui, du reste, doit être diminué de la somme stipulée en faveur de S. M. le roi des Hellènes par l'article 6 du traité conclu le 29 mars 1864 entre les trois puissances et la Grèce.

En faisant cette concession, les trois cours doivent insister pour obtenir du gouvernement hellénique la désignation d'une branche du revenu de la Grèce qui sera spécialement affectée au paiement de l'annuité convenue. Les représentants des trois puissances s'entendront à ce sujet avec le gouvernement hellénique.

III. Quant à la troisième demande du gouvernement hellénique, les puissances garantes, convaincues que le meilleur moyen pour la Grèce de relever son crédit en Europe consiste dans une bonne administration et dans la réalisation de sages économies, ne croient pas devoir renoncer à la position privilégiée qui résulte pour elles de la convention de 1832.

En conséquence, elles n'entendent sacrifier dans aucun cas leurs intérêts à ceux des créanciers des emprunts de 1824 et 1825. J'aime à espérer que, pour répondre à la bienveillance dont les trois cabinets ont fait preuve en déférant aux désirs exprimés dans les deux premiers points, le gouvernement de Sa Majesté hellénique s'empressera d'offrir une branche de revenu suffisante comme gage de sa bonne volonté à remplir ses obligations, et qu'il s'entendra à ce sujet avec les représentants des puissances à Athènes.

---



## FRANCE.

**Circulaire adressée par l'Impératrice aux Princesses Souveraines d'Europe pour les inviter à contribuer à la restauration de la coupole du Saint-Sépulchre.**

En janvier 1865.

Les voyageurs qui visitent la Terre-Sainte sont étonnés de l'état de délabrement où se trouve la coupole qui protège et surmonte le Saint-Sépulchre ; ils se demandent d'où vient que les puissances chrétiennes ne se soient pas empressées de mettre fin à un état de choses qui doit affliger les croyants de tous les cultes. La réponse à cette question est malheureusement celle-ci : La terre abreuvée du sang du Sauveur, qui a été le berceau de la religion de la douceur, de la paix, de la concorde, est l'objet d'une rivalité mesquine entre les différentes confessions, rivalité qui avec le temps s'est élevée à de sérieux conflits.

Autrefois les Latins avaient fait reconstruire la coupole, en l'ornant d'inscriptions symboliques qui rappelaient la prééminence dont ils jouissaient alors pour l'usage du monument. La coupole fut, en 1808, la proie d'un incendie, et comme les circonstances prêtaient à cette époque aux Grecs une influence prédominante en Palestine, ils en profitèrent pour rétablir l'édifice à l'exclusion des Latins, et s'appliquer à le couvrir d'inscriptions et d'images symboliques tirées de leur langue et de leur liturgie.

Aujourd'hui les Latins demandent le rétablissement de la coupole telle qu'elle existait avant 1808, tandis que les Grecs désirent qu'elle soit réédifiée de manière à consacrer entre leurs mains une sorte de possession répondant, comme ils disent, à leurs droits acquis. Animées des sentiments les plus honorables, deux grandes puissances, la France et la Russie, ont désiré mettre un terme à ces regrettables discussions. Elles ont d'abord cherché à établir un accord entre elles-mêmes et à l'étendre ensuite à la Turquie ; le 5 septembre 1864 a été signé à Constantinople un protocole, constatant l'entente entre les trois puissances et indiquant les conditions qui ont été stipulées dans le but d'une coopération commune pour le rétablissement de la coupole.

Mais lorsqu'on voulut procéder à l'exécution, lorsque les architectes formèrent leurs plans, et lorsqu'il s'est agi d'interpréter certaines dispositions douteuses du protocole du 5 septembre, de nouvelles difficultés se sont élevées sous l'influence des jalousies locales ; rien n'a été fait et tout a de nouveau été mis en question. En attendant, la coupole va de plus en plus à sa destruction ; la sécurité matérielle des pé-

lerins qui vont prier au Saint-Sépulcre est menacée, et le mal empire jusqu'à devenir scandaleux.

Comment mettre un terme à cet état de choses? Ce fut une pieuse princesse, sainte Hélène, la mère de l'Empereur Constantin, qui fit démolir, au commencement du quatrième siècle, le temple païen construit sur le caveau du Saint-Sépulcre, et élever pour la première fois à cette place, le sanctuaire destiné à contenir le tombeau de Jésus-Christ. Pourquoi les princesses de tous les pays chrétiens, animées de ce glorieux exemple, ne se réuniraient-elles pas pour exécuter sous des conditions dignes d'elles-mêmes et de la chrétienté, une œuvre contre laquelle les efforts de la diplomatie ont jusqu'ici échoué? Qui fermerait l'oreille à leur voix, si, s'abstenant de tout esprit de rivalité et se tenant en dehors du terrain de la politique, elles parlaient au nom de la charité et de la piété chrétiennes, et si elles adressaient un appel aux croyants de tout le globe pour un but qui doit être également cher à tous?

Mais, pour que l'œuvre réponde complètement à l'esprit de concorde chrétienne qui la dicte, il ne faudrait pas se borner à la simple reconstruction de la coupole. Il conviendrait, après avoir obtenu pour cela l'autorisation de la Porte, de rétablir complètement l'église du Saint-Sépulcre d'après un nouveau plan, dans de plus grandes proportions, afin qu'il y ait place pour toutes les confessions. Ainsi, il faudrait réserver, d'un côté, une chapelle et une nef pour les Grecs. La nef principale serait alors ouverte à tout le monde, et aucun obstacle ne s'opposerait plus à l'admission des croyants au Saint-Sépulcre, qui, aujourd'hui, est si peu facile et fournit l'occasion de nombreuses contestations.

Le nouveau sanctuaire devrait, autant que possible, répondre aux souvenirs élevés qui le rattachent à ces saints lieux. Pour cela un concours serait ouvert, auquel seraient invités les architectes et les artistes de tous les pays, et un jury international serait appelé à choisir parmi les projets des concurrents celui qui, au point de vue purement artistique, serait reconnu le plus digne d'une aussi grande œuvre. En ce qui concerne les fonds nécessaires pour commencer et achever sans retard la nouvelle église du Saint-Sépulcre, ils pourraient être fournis par une souscription générale, à la tête de laquelle toutes les princesses chrétiennes tiendraient à honneur d'inscrire leurs noms.

*Signé: EUGÉNIE.*

---

## ESPAGNE.

**Projet de loi pour l'abandon de Saint-Domingue, présenté au Congrès par le duc de Valence dans la séance du 7 janvier 1865.**

Dans la vieille Espagne, dans la première des terres du monde occidental que le grand Christophe Colomb jugea digne de recevoir un établissement important, dans cette vaste Antille où nombre d'années après sa séparation de la métropole n'avait pas été versée une seule goutte de sang espagnol, coule aujourd'hui ce sang généreux ; et les rigueurs de ce climat mortel venant au secours des ennemis, font des ravages horribles dans les rangs de nos braves soldats.

Cette lutte acharnée qui, de soi-même et sans compensation, a l'inconvénient d'épuiser inutilement le Trésor public et d'absorber les riches produits des possessions coloniales, n'a pas été commencée, parce que les cabinets précédents avaient pris l'initiative d'une ambitieuse guerre de conquête si éloignée de la politique sage, juste, pacifique et désintéressée que suit l'Espagne depuis longtemps ; elle n'est pas venue non plus de la nécessité de tenir tête à ses agresseurs étrangers, repoussant la force par la force, à tout prix, pour la défense de l'honneur atteint ; rien de tout cela.

Cette lutte sanglante a commencé le lendemain du jour où le gouvernement de la reine (le gouvernement d'alors) a pensé que tous les habitants de la république Dominicaine demandaient, requéraient et sollicitaient avec une impatiente sympathie d'être incorporés à la nation espagnole, leur mère ancienne, et à former une province espagnole, aspirant à la félicité dont jouissent Cuba et Puerto-Rico.

Ce désir pouvait n'être pas certain, mais il était vraisemblable. Le gouvernement, inspiré par ces sentiments, a cru à celui qui paraissait animer les Dominicains ; il a accueilli leurs vœux et il a conseillé à Sa Majesté l'annexion de cet État, annexion qu'on lui représentait comme ardemment désirée. Aussi les ministres dans un document solennel, qualifièrent-ils cet événement d'heureux, très-honorable pour l'Espagne, et se rencontrant rarement dans les annales des peuples ; aussi, après avoir tracé la lamentable histoire de Saint-Domingue, depuis qu'en 1821 il avait proclamé son indépendance de même que d'autres provinces du continent américain, après avoir retracé le très-sombre tableau de cette infortune si prolongée, de l'épuisement des sources de la richesse publique et privée et de la perte complète de son indépendance, faute de force pour la soutenir, et de sa liberté, attendu que les citoyens manquaient de sécurité et que la république était en proie à une agitation continuelle, les ministres invoquèrent-ils tous les senti-

ments de justice, d'humanité et d'honneur pour conseiller à la reine l'annexion de cette malheureuse île qui devrait être si heureuse, en raison du bon naturel de ses habitants, de la fertilité de son sol et de l'amour profond qu'ils professaient, après les égarements passés, causes de terribles déceptions, pour leur ancienne métropole.

Ainsi, deux causes aussi nobles que justes et puissantes furent-elles celles sur lesquelles s'appuya tout d'abord l'annexion. La première, le droit fondé sur la volonté unanime d'un peuple, droit non contesté, et, au contraire, consacré par l'assentiment général des nations de l'Europe et de l'Amérique, dans un fait récent; la deuxième, le devoir d'humanité, de compassion pour des malheureux qui demandent grâce et miséricorde alors qu'ils se voient submergés dans une mer de désastres et d'infortunes.

Aucun autre droit ne militait ni ne milite en faveur du gouvernement espagnol pour posséder de nouveau, comme jadis, la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue; ni celui de la revendication, ni celui de la conquête, attendu que tous deux sont contraires à la politique du gouvernement, aux intérêts des peuples, et aux bonnes relations qu'en tous temps le gouvernement de la reine a cherché à maintenir avec les États indépendants de l'Amérique qui un jour firent partie de l'immense territoire que les rois d'Espagne protégeaient et sauvegardaient sous les plis de leur manteau.

Mais ces flatteuses espérances ne tardèrent pas à s'évanouir. Bientôt surgirent de funestes symptômes annonçant qu'à l'annexion manquaient la spontanéité et l'unanimité qui composaient sa base. Toutefois il était du devoir du gouvernement d'acquiescer la certitude que ces violentes insurrections, plusieurs fois réprimées, n'étaient pas seulement fomentées par quelques mécontents, mais qu'elles étaient l'expression formulée par un peuple qui repousse le pouvoir légitime, appelé pourtant par lui dans des moments de tribulation et de crise.

La conflagration a grossi, elle a gagné les villes et les campagnes, elle s'est étendue à tout le territoire, et aujourd'hui la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue présente aux yeux du monde civilisé le spectacle d'un peuple entier sous les armes, repoussant avec ingratitude comme des tyrans ceux-là même que l'on croyait avoir été appelés par lui comme des sauveurs.

Ce phénomène étrange a été examiné par les ministres signataires du présent exposé avec une grande attention et une étude approfondie: ils ont scruté à fond la triste histoire de l'annexion de Saint-Domingue; ils ont examiné la question sous tous les points de vue imaginables, commençant par ceux de la justice et du droit, et finissant par ceux de l'opportunité. Ils ont tenu compte des raisons que l'on pourrait appeler d'honneur et de dignité nationales; ils ont été jusqu'à



sonder l'avenir le plus flatteur d'un triomphe obtenu au prix d'immenses sacrifices; ils ont pesé les raisons favorables ou contraires qui pourraient s'appuyer sur des considérations de politique nationale et étrangère, et enfin ils ont fait avec soin le douloureux calcul des nombreuses et précieuses existences que perd chaque jour l'Espagne par la prolongation de cette lutte stérile et des trésors considérables qu'elle y enfouit.

Par suite de ce pénible examen, les ministres ont acquis la conviction que la question de Saint-Domingue est arrivée à ce point que l'on en peut tirer les déductions ci-après, à savoir qu'il y a eu illusion à croire que le peuple dominicain, dans sa totalité ou son immense majorité, désirait et surtout réclamait son annexion à l'Espagne.

La lutte qui s'y est généralisée n'a pas le caractère d'une mesure adoptée pour assujettir des rebelles mécontents, mais bien d'une guerre de conquête complètement étrangère à l'esprit de la politique espagnole. Tout en concentrant nos efforts et nos sacrifices pour atteindre le triomphe, nous nous placerions dans la triste situation d'une occupation militaire complète, hérissée de difficultés et non exempte de complications périlleuses.

En se plaçant dans la plus favorable hypothèse même, à savoir qu'une partie de la population se rallierait à l'Espagne après la victoire, le régime gouvernemental qui pourrait être établi dans ce pays serait forcément peu adapté aux us et coutumes de ses indigènes, ou bien il serait très-dissemblable du régime des autres provinces coloniales.

Par toutes ces considérations et d'autres que suppléera l'intelligence supérieure des Cortès, les ministres, désireux de mettre un terme aux inutiles sacrifices de sang et d'argent que la guerre de Saint-Domingue coûte à la nation, ont l'honneur, après l'autorisation en due forme, de proposer le projet de loi ci-après :

« Art. 1<sup>er</sup>. Est abrogé le décret royal du 16 mai 1861 par lequel a été déclaré incorporé à la monarchie espagnole le territoire de la république dominicaine.

« Art. 2. Le gouvernement est autorisé à adopter les mesures nécessaires pour la meilleure exécution de la présente loi, en en rendant compte aux Cortès en temps et lieu. »

Le président du Conseil, DUC DE VALENCE; le ministre des affaires étrangères, ANTONIO BENAVIDES; le ministre de grâce et de justice, LORENZO ARRAZOLA; le ministre des finances, MANUEL GARCIA BARZANALLONA; le ministre de la guerre, FERNANDO FERNANDEZ DE CORDOVA; le ministre de la marine, FRANCISCO ARMERO Y PENARANDA; le ministre de l'intérieur, LUIS GONZALEZ BRAVO; le ministre des travaux publics, ANTONIO ALCALA GALLIANO; le ministre des colonies, MANUEL DE SEIJAS LOZANO.

## PRUSSE.

**Adresse présentée au Roi par la Chambre des Seigneurs en réponse  
au Discours du Trône, le 20 janvier 1865.**

Très-auguste, très-puissant Roi,  
Très-gracieux Roi et maître,

C'est avec la plus respectueuse reconnaissance et le plus vif sentiment d'adhésion que la Chambre des Seigneurs a entendu les gracieuses paroles par lesquelles Votre Majesté a daigné ouvrir la session de cette année. Tout comme Votre Majesté royale, la Chambre des seigneurs rend grâce au Dieu tout-puissant des événements de l'année dernière. C'est à lui que revient l'honneur des riches bénédictions dont il a comblé les faits d'armes de l'armée prussienne qui a combattu pour les droits de pays allemands dans une union fraternelle avec les troupes autrichiennes.

Les succès remportés sous les drapeaux austro-prussiens sont de nouvelles garanties pour l'action commune et l'accord des deux grandes puissances allemandes, pour les droits de pays allemands et pour le maintien intégral des liens qui unissent tous les États allemands. Nous voyons avec une légitime fierté dans les glorieux succès des armes prussiennes un premier fruit de la nouvelle constitution militaire qui est l'œuvre de Votre Majesté en personne. Nous remercions Votre Majesté d'avoir commencé au moment opportun et accompli avec fermeté cette œuvre, dont le but salutaire est de maintenir la Prusse, en ménageant avec sollicitude les forces du pays, au degré de puissance qui lui convient pour son propre salut et celui de toute l'Allemagne.

La paix conclue avec le Danemark a ajouté des devoirs communs aux victoires communes et préparé un nouveau règlement des destinées des duchés essentiellement allemands. Pleins de confiance dans la sagesse de Votre Majesté, nous espérons que la nouvelle organisation des pays cédés par le traité de paix à la Prusse et à l'Autriche répondra aussi bien aux intérêts de la Prusse, et par suite de l'Allemagne, qu'aux sacrifices faits avec empressement par Votre Majesté et ses sujets, et qu'elle mettra les duchés eux-mêmes en état d'utiliser leurs riches ressources au profit de la patrie commune. Dans ce sens, le Gouvernement de Votre Majesté royale peut compter sur l'appui sans réserve de la Chambre des Seigneurs.

La Chambre des Seigneurs ne sera pas moins prête à assister de son mieux le Gouvernement de Votre Majesté, après une discussion con-

sciencieuse des projets de loi annoncés, en tout ce qui importe à la prospérité du pays.

Il était réservé à Votre Majesté de mener à bonne fin, sans augmenter la dette de l'État, une guerre courte, il est vrai, mais riche en résultats. Nous sommes heureux de voir en cela la preuve d'une administration honnête et prévoyante des fonds de l'État, et nous désirons vivement que la question économique des finances soit universellement appréciée.

Grâce à une politique ferme et féconde en résultats, Votre Majesté a réussi à écarter, par la conclusion de nouveaux traités, les obstacles qui menaçaient de mettre en péril l'existence du Zollverein allemand, à assurer au commerce, par le traité passé avec la France, un mouvement libre sur de vastes terrains et à entourer de nouvelles garanties, par le développement des intérêts communs, les relations amicales entre nations voisines. Le cœur plein de reconnaissance pour la sage et paternelle sollicitude de Votre Majesté, nous nous abandonnons à l'espoir que les négociations entamées par le Gouvernement de Votre Majesté avec l'Autriche, notre voisine et amie, conduiront à un résultat durable et satisfaisant, en harmonie avec la prospérité des deux peuples.

Très-gracieux Roi et maître, le désir de voir disparaître une déplorable scission, qui existe depuis des années entre le Gouvernement de Votre Majesté et une partie de la représentation nationale, nous anime tous, comme il anime le cœur paternel de Votre Majesté. Mais nos regrets au sujet de cette scission n'affaiblissent nullement notre inébranlable conviction que l'indépendance de la Prusse et sa position comme puissance parmi les États européens exigent impérieusement un Gouvernement ferme et fort, et que la prospérité du pays commande que la représentation nationale use de ses droits avec cette modération et ces égards pour la situation existante qui assurent l'accomplissement de cette condition première de la grandeur de la Prusse.

C'est pourquoi nous nous tiendrons constamment aux côtés de Votre Majesté, dans la défense de tous les droits légitimement acquis, notamment des droits sacrés de la Couronne, aussi bien sur le terrain des institutions militaires que sur tout autre terrain.

En présence de la scission actuelle, nous jetons avec confiance un coup d'œil rétrospectif sur l'expérience édifiante que nous avons faite l'année passée, à savoir : que, quand les armes prussiennes se montrent sur le champ de bataille, le peuple prussien, malgré la zizanie entre les partis, est uni dans le sentiment national prussien, uni dans son empressement à faire des sacrifices pour la gloire et l'honneur de la patrie, uni dans sa reconnaissance pour ses vaillants fils. Nous levons avec confiance nos regards vers l'auguste maison royale qui

nous a été donnée par la grâce de Dieu, et qui, avec le secours du Tout-Puissant, a constamment conduit la Prusse, à travers les orage du temps, à de nouvelles prospérités, à de nouveaux honneurs.

Nous restons jusqu'à la mort, avec le plus profond respect.

De Votre Majesté royale,

Les serviteurs les plus humbles et les plus obéissants,

*(Suivent les signatures.)*

---

**Adresse présentée au Roi par la Chambre des Députés en réponse  
au Discours du Trône, le 25 janvier 1865.**

Très-auguste Roi et seigneur,

C'est avec un sentiment de joie et de fierté que la Chambre a entendu les nobles paroles par lesquelles Votre Majesté a daigné reconnaître du haut du trône les actions glorieuses de l'armée dans la guerre qui vient de se terminer. Cette armée, c'est le peuple prussien en armes, et l'honneur de la louange royale est senti par tout le peuple prussien et en particulier par la représentation élue, la Chambre des députés.

Nous nous livrons à l'espoir assuré que l'indépendance des marches du nord de l'Allemagne, glorieusement conquise par les armées victorieuses de Votre Majesté et de l'Empereur d'Autriche, sera très-prochainement consacrée définitivement par un arrangement qui répondra aux droits des duchés comme aux intérêts de l'Allemagne.

La Chambre des députés a entendu respectueusement l'expression de la conviction de Votre Majesté, que l'organisation de l'armée qui existe de fait, a fait ses preuves dans la guerre conduite victorieusement, et que la reconnaissance de ce fait, contribuera à faire disparaître l'opposition qui a subsisté, dans les dernières années, entre le Gouvernement et la Chambre, concernant cette organisation.

Nous ne pouvons avoir de vœu plus ardent que cette conciliation, commandée par tous les intérêts de la patrie et beaucoup facilitée par les événements importants des derniers temps, soit enfin réalisée. Nous irons avec empressement au-devant de toutes les démarches que le Gouvernement fera dans ce sens; mais, en vertu de l'engagement que nous avons pris par serment de sauvegarder intact le véritable droit constitutionnel du pays, nous ne pouvons le faire que sur la base de la reconnaissance entière de ce droit par le Gouvernement. Or ce droit constitutionnel a été mis de fait en question par la manière dont le Gouvernement a agi depuis trois ans.

La constitution a confié à la représentation le droit complet d'ac-



corder et de refuser les dépenses, en statuant par l'article 99 que toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être établies d'avance pour chaque année et portées au budget, et que ce budget doit être fixé par une loi. Il n'est donc pas douteux que les seules dépenses qui puissent être considérées comme opérées constitutionnellement, sont celles qui ont été autorisées par les trois pouvoirs législatifs, tandis que ce caractère ne peut être attribué à toutes autres dépenses que par une approbation subsidiaire des deux Chambres. Mais, depuis une série d'années, le budget normal n'a pas été fixé, et le Gouvernement n'a pas reconnu non plus sans équivoque et de fait l'obligation d'obtenir cette approbation subsidiaire.

Or, si dans le passé il n'a pas été possible, à cause de la concordance de circonstances perturbatrices de diverses espèces, de fixer un budget normal consenti par les trois pouvoirs législatifs, et si les dépenses indispensables ont dû être faites sous la responsabilité personnelle du Gouvernement, il n'y a moyen néanmoins d'arranger ce conflit pour l'avenir qu'à la condition qu'en ce qui concerne la forme, le Gouvernement reconnaisse avant tout le droit constitutionnel de la représentation nationale de voter le budget, et que, sous le rapport matériel, il vienne au-devant d'elle avec des propositions qui soient de nature à modérer autant que possible l'augmentation de charges qui résulte pour le pays de la nouvelle organisation de l'armée.

Le peuple prussien est convaincu qu'avec l'aptitude dont ont fait preuve de nouveau dans la dernière guerre les soldats plus jeunes aussi bien que les plus anciens, une présence d'environ deux ans sous les drapeaux est suffisante pour former une armée qui, conjointement avec la réserve augmentée par l'élévation du nombre des recrues et l'institution depuis longtemps éprouvée de la landwehr, offrira une base inébranlable à la puissance et à l'honneur de la Prusse; quand même une plus longue présence sous les drapeaux paraîtrait peut-être plus désirable à un point de vue purement militaire, les avantages financiers et économiques qui résulteraient pour l'État de notre proposition compenseraient largement le manque possible de perfection technique qu'on redoute au point de vue militaire, tandis que la conciliation qui s'opérerait ainsi ramènerait dans les voies d'un développement normal dont l'arrêt est senti profondément et de toutes parts dans la patrie depuis des années.

Très-gracieux Roi et seigneur! La Chambre des députés a parlé avec la franchise qui est basée sur le sentiment d'attachement fidèle au roi et la conscience de l'indivisibilité de tous les vrais intérêts du pays et de la couronne.

La grandeur et l'avenir de la Prusse reposent depuis des siècles sur le dévouement de ses princes et la fidélité de ses sujets; or, la trans-

formation de notre vie publique annoncée par la constitution et notamment la participation de la représentation du pays à la fixation annuelle des dépenses, ne devait ni ne pouvait ébranler ce fondement assuré, mais devait le fortifier, et c'est pour cela que la Chambre des députés ne procédera à l'œuvre sérieuse à laquelle elle est appelée qu'avec la résolution d'avoir toujours présentes à la mémoire, dans l'exercice de son droit constitutionnel, les obligations correspondantes qui lui sont imposées vis-à-vis de la couronne et du pays.

---

**Déclaration faite par le Ministre de l'intérieur, comte d'Eulenburg, à la Chambre des Députés, relativement à la question militaire.**

Le 24 janvier 1865.

Messieurs, je ne puis laisser passer la Chambre au vote avant d'exprimer, au nom du Gouvernement, la satisfaction que M. le rapporteur ait beaucoup contribué à imprimer dès l'abord à la discussion parlementaire d'aujourd'hui un ton de convenance et de modération auquel nous n'étions plus habitués depuis longtemps, et qui rappelle des temps meilleurs.

Sur le fond de la chose elle-même, je suis complètement d'accord, avec M. le rapporteur, que le nœud de notre divergence réside dans la question militaire et dans les conséquences qui s'y sont rattachées. Le ministère actuel a trouvé une situation qu'il n'a pas amenée, et qu'il n'aurait pas amenée, s'il avait pu exercer une influence positive à cette époque. Mais il a trouvé une situation qu'il ne pouvait ni rejeter ni écarter sans faire abandon des droits de la Couronne.

Messieurs, nous-mêmes nous avons été poussés ainsi, comme M. le rapporteur l'a très-bien dit, et il en a été de même plus ou moins de la majorité de la Chambre, dans des positions que nous n'aurions jamais prises si nous avions trouvé la chose entière. Il s'agit donc d'écarter une situation de fait, une situation avec la disparition de laquelle disparaîtraient aussi les conséquences qui s'y rattachent.

Je vous en prie, Messieurs, rappelez-vous momentanément l'essence de la question militaire. Représentez-vous un monarque qui, soldat dans l'âme, a apprécié dans les profondeurs les plus grandes l'importance de son armée pour lui et sa patrie, dont les réflexions et les aspirations n'ont tendu depuis longtemps qu'à donner à cette institution une organisation capable de garantir la force et la solidité qu'elle a eues jusqu'ici, et de la mener à un état d'instruction propre à la maintenir à la hauteur d'une des premières armées de l'Europe.

Représentez vous un monarque qui croit avoir trouvé enfin une

organisation pareille, qui, avec l'assentiment de la représentation nationale, la réalise provisoirement, et qui la croit si importante, si nécessaire, qu'il n'y renonce pas, même lorsque le pays se trouve menacé du danger de rester sans budget.

Représentez-vous ensuite une armée victorieuse, une guerre que l'armée a faite sous l'empire de sa nouvelle organisation, et réfléchissez aussi aux conclusions qui en suivent très-naturellement, savoir que peut-être on aurait pu vaincre aussi sans la nouvelle organisation, mais qu'on n'aurait pas vaincu si sûrement sous l'empire aussi complet de la discipline, et, si je puis m'exprimer ainsi, avec tant d'élégance que sous les formes qui ont fait leurs preuves et ont trouvé leur justification dans cette guerre.

Rappelez-vous en outre que les dangers qu'on rattachait à l'absence d'un budget ne se sont pas présentés; et c'est à un pareil monarque que vous demandez de renoncer à cette œuvre, en faveur de laquelle parlent tous les faits, et de dire : « Moi et mon Gouvernement nous chercherons la conciliation dans la destruction d'une partie de « l'œuvre qui a rendu grande la Prusse! »

Cela est impossible, Messieurs, tout à fait impossible! Ni le Monarque actuel de la Prusse, ni aucun autre roi de Prusse, tant que nous vivrons, n'abandonnera le moindre point des principes de cette réorganisation de l'armée, ni des dispositions légales qu'il considère comme en étant les corollaires nécessaires; et les rois de Prusse ont une durée plus longue qu'une Chambre des députés élue pour trois ans.

Messieurs, si vous m'accordez que je retrace la situation telle qu'elle se présente aux yeux de tous, vous ne pourrez vous dissimuler que sur ce point le Gouvernement ne peut faire de concessions, et, à cause de cela, je pense que ce que vous avez de mieux à faire, c'est de ne pas faire de la question militaire la pierre de touche de la question de droit concernant le budget; car c'est là que réside le mal.

Vous avez combattu pour ou contre l'utilité de cette organisation pour une durée de service plus longue ou plus courte; mais toutes ces questions n'auraient pas pour vous assez d'importance pour que vous y teniez avec une ténacité particulière, si votre défense dans ces questions ne se liait à la défense du droit auquel vous prétendez concernant le budget.

Messieurs, renoncez à l'idée d'éprouver votre droit concernant le budget dans la question militaire; cherchez quelque autre thème, quelque autre terrain sur lequel vous pensez pouvoir faire valoir votre droit, bien qu'il puisse vous être difficile de découvrir un terrain pareil; car vous trouverez le Gouvernement prêt, en tant que des circonstances de fait ne le rendront pas impossible à admettre l'interprétation des articles de la loi à laquelle vous tenez. Faites disparaître

la question militaire de la scène, elle sera alors une leçon pour les temps futurs ; alors toute la lutte que nous nous livrons depuis trois ans, et qui continuera indéfiniment si vous ne cédez pas sur ce point, sera néanmoins salutaire pour la patrie et contribuera plus au développement de la vie constitutionnelle que vous ne le croyez.

Messieurs, ne laissez pas la manifestation d'un tel patriotisme à vos successeurs ; mettez aussi vite que possible la main à l'œuvre pour rendre la Prusse unie et par suite aussi grande et aussi forte qu'elle mérite de l'être. »

---

**Projet de loi sur l'obligation au service militaire présenté à la Chambre des Députés dans la séance du 7 février 1865.**

Nous, Guillaume I<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu, etc., etc., décrétons avec l'assentiment des deux Chambres, pour l'ensemble de notre monarchie, les modifications suivantes à la loi sur l'obligation au service militaire du 3 septembre 1814.

Art. 1<sup>er</sup>. La durée générale du service dans l'armée et dans la flotte prussienne est réduite de dix-neuf ans à seize ans.

Art. 2. Sur cette durée les individus obligés au service militaire feront partie, pendant les sept premières années, de l'armée active ou de la flotte de guerre ; mais, à moins qu'une augmentation de l'armée ou de la flotte ou des exercices ne l'exigent, ils passeront régulièrement les quatre dernières années de leur service en congé dans leurs foyers, au lieu des deux dernières seulement. Cette dernière disposition s'applique également aux volontaires qui ne servent qu'une année (§ 7 de la loi du 3 septembre 1814) ; cette première année de service leur est comptée comme précédemment pour trois années.

Art. 3. La durée du service de la *landwehr* et de la *seewehr* (arme maritime répondant à la *landwehr*) est réduite à neuf ans ; pendant les quatre premières années, les hommes feront partie du premier ban de ces armes ; pendant les cinq autres années, du deuxième ban.

Régulièrement on passera dans le second ban à partir de l'âge de trente-deux ans. La sortie de la *landwehr* et de la *seewehr* et l'incorporation dans le *landsturm* auront lieu sans exception dès l'âge de trente-six ans.

Art. 4. Les conditions de service dans la *landwehr* et la *seewehr* (premier et second bans) seront réglées par une loi spéciale, conformément aux besoins actuels et suivant les dispositions générales ci-dessous.

Art. 5. En considération de l'augmentation de l'effectif de l'armée



régulière, le premier ban de la *landwehr* ne sera plus appelé sous les armes pour renforcer l'armée permanente que lorsque des dangers sérieux menaceront la patrie ; mais les prescriptions contenues au § 8 de la loi du 3 septembre 1814 sur le but et l'utilisatation de la *landwehr* continueront à rester en vigueur.

En conséquence le premier ban sera toujours tenu en temps de paix à des exercices annuels qui auront lieu : *a* pour l'infanterie comme précédemment, par bataillons et compagnies, pendant deux à quatre semaines dans les districts où elle réside.

*b* Pour les chasseurs, les pionniers, l'artillerie et le train, par l'appel des hommes dans les rangs des troupes de ligne, pendant une durée de deux à quatre semaines.

*c* Pour la cavalerie, ce système sera aussi généralement appliqué, dès que la cavalerie de la ligne sera formée dans des cadres suffisants pour le pied de paix ; à partir de ce moment cessera l'obligation des cercles de fournir gratuitement les chevaux nécessaires pour les exercices, de même que ceux qu'exigerait la mobilisation de la *landwehr*, lesquels seront acquis sur les fonds de l'État.

Le deuxième ban de la *landwehr* et de la *seewehr* ne sera point astreint à des exercices en temps de paix.

Art. 6. Les militaires de l'armée régulière et de la flotte en congé et ceux qui ont accompli la durée de leur service dans les deux armes, peuvent librement choisir leur lieu de séjour dans le pays ou à l'extérieur, en se conformant toutefois aux prescriptions touchant le contrôle de leur domicile.

Relativement à l'émigration des militaires de l'armée régulière et de la flotte, en congé, seront exclusivement appliquées les dispositions légales touchant l'émigration des militaires.

Art. 7. Tous les hommes en congé, qu'ils appartiennent à l'armée régulière, à la flotte, à la *landwehr* ou à la *seewehr* sont soumis à la juridiction civile, à l'exception des cas désignés dans le code militaire (partie II, § 6, n<sup>os</sup> 1 à 5). Cette disposition ne s'applique pas aux hommes en service actif de l'armée ou de la flotte en congé temporaire.

Art. 8. Sont exemptés du service dans l'armée, en temps de paix, les marins de profession qui, à l'époque de l'obligation du service militaire, ont servi pendant une année au moins sur les navires de la marine de commerce prussienne ; mais ils sont tenus au service de la flotte de guerre, comme il suit :

Art. 9. Font partie de la flotte de guerre en activité permanente : 1<sup>o</sup> la marine active, c'est-à-dire les marins, ouvriers des chantiers et soldats de marine en service actif ; 2<sup>o</sup> les hommes des mêmes catégories qui se trouvent en congé, jusqu'à l'âge de vingt-sept ans ou jusqu'à

l'expiration de la septième année à partir de leur entrée au service ;  
3° les individus tenus au service maritime jusqu'à l'âge de vingt-sept ans.

Art. 10. La marine active est formée :

a Par des marins de profession, c'est-à-dire de volontaires ou de conscrits qui à l'époque de l'obligation au service militaire, auront servi une année au moins sur les navires de la marine marchande ;

b D'ouvriers des chantiers qui auront pris volontairement du service ou qui auront été appelés ;

c De soldats de marine volontaires ou conscrits.

Art. 11. La durée du service dans la marine active pourra être réduite pour les marins en raison de leurs connaissances et de leur degré d'instruction technique par des autorisations de congé et la mise à la disposition des autorités maritimes. Mais les hommes embarqués de toute catégorie, quelles que soient leurs années de service, ne seront congédiés qu'au retour dans les ports prussiens.

Art. 12. Les jeunes marins de profession qui, en atteignant l'âge voulu, auront acquis les qualités exigées pour devenir volontaires et n'être tenus qu'à une année de services, ou qui auront passé leur examen de timonier, satisfont au service par une année de service volontaire sans être tenus de se vêtir et de s'entretenir à leurs frais. Suivant leurs capacités, ils pourront être proposés et nommés pour remplir les fonctions de sous-officiers, officiers de quart ou adjoints dans la réserve ou *seewehr*. L'année de service accomplie par ces volontaires de la flotte leur sera comptée pour trois années.

Art. 13. Les marins soumis au recrutement, sont tenus, à l'époque où ils auront accompli l'âge réglementaire, ou si à ce moment ils naviguent, à leur retour dans le royaume, de se présenter devant la commission de recrutement pour satisfaire au service militaire. Ils ne pourront s'engager de nouveau sur des bâtiments de commerce qu'après avoir fourni les certificats constatant qu'ils ont accompli leur temps de service.

Art. 14. L'engagement ou le rengagement sur la flotte de guerre ne pourra pas en temps de paix être exigé des marins recrutés (art. 10) ou en congé (art. 9, nos 2 et 3) qui, au moment de l'expédition de l'ordre de se rendre au dépôt, servent activement sur un navire marchand prussien ou qui fréquentent une école navale prussienne ou une école de constructions maritimes. Le service actif sur un navire marchand prussien exempte également de la présence aux époques de recrutement et aux assemblées de contrôle ainsi que de la participation aux exercices prescrits par l'article 17 sur les frégates écoles.

Art. 15. Dans le cas d'une augmentation extraordinaire de la flotte en temps de paix, seront d'abord appelés les hommes en congé et les

marins de la réserve, puis les hommes tenus au service maritime de vingt à vingt-sept ans. Si la guerre éclate, pourront être appelés en cas d'urgence, outre les recrues tenues au service, les marins en congé et ceux de la réserve et les autres marins tenus au service ayant le même âge (vingt à vingt-sept ans), la *seewehr*, et les différentes classes dont elle se compose suivant l'âge. En temps de paix comme en temps de guerre, les renforts seront organisés de façon que les différentes catégories d'hommes soient appelées chacune suivant le rang qu'elle occupe, et de façon que la classe des hommes les plus jeunes arrive la première.

Art. 16. Le premier ban de la *seewehr* comprend : 1° les hommes sortant à vingt-sept ans de la réserve de la marine ; 2° les hommes tenus au service maritime de vingt à trente et un ans accomplis ; 3° les autres marins tenus au service maritime, qui n'ont pas servi et qui n'ont pas dépassé leur trente et unième année.

Art. 17. Les marins qui par leur âge font partie de la flotte de guerre et ceux qui font partie du premier ban de la *seewehr* sans avoir encore servi sur la flotte, sont astreints chaque année à des exercices de tir d'une durée de huit semaines à bord des navires écoles et chacun de ces marins sera en général appelé deux fois à prendre part à ces exercices.

Art. 18. Le deuxième ban de la *seewehr* est composé de tous les hommes congédiés du premier ban et des marins de l'âge de trente-deux à trente-six ans tenus au service ; en temps de guerre, ils peuvent être appelés à renforcer et à compléter la marine.

Art. 19. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Art. 20. Les ministres de la guerre et de la marine et le ministre de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente loi.

---

## ESPAGNE.

### **Projet de loi relatif à la vente des biens composant le patrimoine royal d'Espagne.**

Art. 1<sup>er</sup>. Le patrimoine de la couronne uni perpétuellement à elle, se composera : 1° du palais royal de Madrid, remises, parcs, jardins et autres dépendances ; 2° des résidences royales de Buen Retiro, la Casa de Campo, la Florida, à l'exception de la partie du premier de ces domaines destinée à de nouvelles constructions et à la voie publi-

que dans les projets d'amélioration et embellissements déjà approuvés par l'administration de la maison royale et par la municipalité de Madrid ; 3° les résidences royales d'Aranjuez, San Ildefonso, le Pardo et San Lorenzo ; 4° les palais royaux de Barcelone, Valladolid et Palma de Majorque et le château de Belber ; 5° le musée royal de peinture et sculpture ; 6° le dépôt royal d'armes ; 7° l'Alhambra et l'Alcazar de Séville ; 8° le patronage du monastère de las Huelgas de Burgos et du couvent de Santa Clara de Tordesillas, qui renferment des panthéons de rois et de princes espagnols, et des autres maisons religieuses déclarées du patrimoine royal par les autorités compétentes de l'État.

Art. 2. La totalité des meubles et meubles meublants contenus dans les palais et autres domaines spécifiés à l'article ci-dessus sera réputée également patrimoine de la couronne, sans préjudice de la faculté naturelle qu'a le monarque de disposer de quelqu'un ou quelques-uns d'eux.

Art. 3. Sont déclarés en état de vente les domaines urbains et ruraux et les redevances appartenant actuellement au patrimoine royal et non compris dans l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 4. Dans les ventes des domaines, on observera les règles ci-après : 1° les acquéreurs payeront le prix en quatre parties égales, la première au comptant et les autres à des termes qui se succéderont d'année en année ; 2° les ventes seront annoncées aux enchères publiques et les biens seront adjugés au plus offrant ; 3° les biens continueront d'être, jusqu'à leur aliénation, à la charge de l'administration générale du patrimoine royal ; 4° 75 pour 100 de toutes les sommes obtenues à raison des ventes seront réputés appartenir à l'État et entreront dans le trésor public. Les 25 pour 100 restants appartiendront à la famille royale.

Art. 5. Pour racheter les redevances appartenant au patrimoine royal, il sera indiqué aux ayants droit un délai, et il leur sera fixé les conditions que l'on jugera convenables. A l'expiration du délai, les redevances non rachetées seront vendues aux enchères publiques, aux mêmes conditions de prix que celles offertes aux ayants droit. Le montant des rachats et des ventes de redevances sera distribué et employé de la manière prescrite à l'article 4 touchant le prix du domaine.

Art. 6. Les édifices et terrains du patrimoine royal réputés nécessaires pour le service de l'État seront acquis par celui-ci, pour le quart du prix de leur évaluation, qui sera déduit des recettes qui, à raison des ventes, appartiendront au trésor public.

Art. 7. Les retraites, douaires, orphelinats et autres obligations et charges provenant des administrations patrimoniales des biens vendus



continueront d'être à la charge de l'administration générale de la maison royale du patrimoine.

Art. 8. Aux fins de la présente loi il sera formé une commission composée du président du conseil des ministres, qui présidera la commission; du ministre des finances, qui sera vice-président; de l'administrateur général de la maison royale et du patrimoine; de deux sénateurs et deux députés aux cortès, qui seront élus respectivement par les corps législatifs; de l'assesseur général du ministère des finances; de l'avocat consultant général de la maison royale et du patrimoine, et du secrétaire de l'administration générale, qui sera également secrétaire de la commission.

Art. 9. Il appartient à cette commission : 1° de fixer les règles auxquelles devront se conformer dans leurs relations mutuelles les officiers de l'État et les administrateurs de la maison royale et du patrimoine pour l'exécution de la présente loi; 2° d'indiquer les délais et les prix pour le rachat des redevances; 3° d'arranger les questions et réclamations pendantes entre l'État et le patrimoine royal touchant la propriété ou possession de tout domaine quelconque, fixant les droits respectifs et les compensant, au besoin, conformément à cette loi; 4° de déterminer les édifices ou terrains du patrimoine royal qui seront nécessaires pour le service public de l'État; 5° de formuler, au besoin, le projet ou les projets de loi qui, à son avis, seront opportuns pour arriver à la plus parfaite exécution de la présente loi.

Art. 10. Après l'accomplissement de la mission de la commission et l'exécution de toutes les dispositions de la présente loi, il sera rendu compte aux cortès de tout ce qui aura été fait et de tous les résultats obtenus.

Palais de Madrid, le 18 février 1865.

Pour copie.

FRANCISCO GOICOERROTEA.

---

## ITALIE.

**Adresse votée par le conseil municipal de Turin et présentée au roi Victor-Emmanuel, à Florence, pour protester de l'attachement des Turinois à la dynastie.**

Sire, représentants d'une population qui a toujours donné des preuves solennelles de son dévouement à la maison royale de Savoie et à la

cause nationale, nous venons vous offrir, au nom de la ville que votre départ imprévu a profondément émue, le tribut de notre respectueuse affection et la sincère expression de nos vœux.

Nous regrettons, Sire, que des faits déplorables aient offensé votre cœur, mais votre équité saura discerner les manifestations blâmables de quelques-uns, des sentiments du peuple qui se sont révélés dans le calme digne de la ville et dans l'attitude de la garde nationale toujours digne d'éloges et, pendant ces derniers temps, admirable d'abnégation. La ville de Turin, permettez, Sire, que nous vous le disions avec une honnête et respectueuse franchise, est plongée dans une profonde tristesse par suite de douloureux événements que nous ne pourrions énumérer sans crainte d'affliger votre cœur et sans attrister l'acte solennel que nous accomplissons en ce moment. Mais sa foi politique n'est diminuée en rien, elle ne démentira pas son glorieux passé, ne discontinuera pas ses traditions de huit siècles, et les liens qui unissent ses destinées à celles de la patrie commune n'en seront ni brisés ni relâchés. Daignez, Sire, accueillir, avec votre bienveillance habituelle, l'expression de ses sentiments, inspirée par la douleur et accompagnée des vœux d'un peuple qui a en vous une confiance inébranlable et qui aspire à la gloire de toujours coopérer au salut et à la liberté de l'Italie sous le sceptre constitutionnel de votre auguste dynastie !

Turin, au palais municipal, le 10 février 1865.

Pour la junte :

*Le syndic, RORA; le secrétaire, C. FAVA.*

*Les assesseurs délégués,*

PATERI, T. BARICCO, AGADINO, RIGNON.

## ÉTATS-UNIS.

**Dépêche de M. Hunter à M. Bigelow, ministre des États-Unis à Paris, en réponse à la dépêche adressée par M. Drouyn de Lhuys à M. de Geoffroy, au sujet de l'assassinat du président Lincoln.**

Département d'État à Washington, le 22 mai 1865.

Monsieur, le marquis de Montholon m'a donné copie d'une dépêche, en date du 28 avril, adressée par M. Drouyn de Lhuys à M. de Geoffroy, pour le charger d'exprimer au gouvernement des États-Unis les sentiments qu'a inspirés à l'Empereur et au Gouvernement français l'as-

sassinat du président Lincoln, l'horreur et la sympathie qu'ils ont éprouvées en apprenant cette catastrophe inattendue, et enfin leur haute estime pour les vertus et le caractère du défunt président.

Cette dépêche est empreinte d'un esprit de générosité et de cordiale sympathie à l'égard des États-Unis, qui fait honneur à l'ancienne amitié des deux nations et qui est de notre part cordialement réciproque. Votre récente dépêche m'a fait également connaître ce qui s'est passé au Sénat et au Corps législatif français dans ces circonstances. Je dois vous prier d'informer M. Drouyn de Lhuys de l'accueil qui a été fait à toutes ces manifestations de bon vouloir et de lui dire qu'elles resteront gravées dans le souvenir reconnaissant du gouvernement et du peuple des États-Unis.

Vous voudrez bien, dans ce but, laisser copie à M. Drouyn de Lhuys de la présente lettre.

Je suis, etc.

*Signé : W. HUNTER.*

---

## GRANDE-BRETAGNE.

**Dépêche de M. Bruce au comte Russell, annonçant qu'il ne sera plus exigé de passe-ports des individus arrivant de l'étranger aux États-Unis.**

Washington, le 3 juin 1865.

Milord, j'ai l'honneur de vous adresser copie d'une notification, émanant du gouvernement des États-Unis, qui déclare que l'on n'exigera plus à l'avenir de passe-ports d'individus venant aux États-Unis, après avoir quitté des États étrangers.

*Signé : FRÉDÉRIC W.-A. BRUCE.*

(ANNEXE.)

Département d'État à Washington, le 2 juin 1865.

Attendu que conformément à l'ordre du président et à titre de mesures exigées pour la sûreté publique, des ordres avaient été donnés par ce département à la date du 17 décembre 1864, demandant des passe-ports à tous les voyageurs qui entrent dans les États-Unis, à l'exception des passagers immigrants qui entrent directement dans un port américain, venant d'un pays étranger, et attendu que les nécessités qui exigeaient l'adoption de cette mesure n'existent plus, à ce qu'on pense, par ces motifs, le président ordonne qu'à partir d'aujourd'hui

d'hui l'ordre dont il s'agit devra être, comme il est par les présentes, révoqué.

Toutefois, dans ce règlement rien ne sera réputé dispenser de toute responsabilité légitime tous les ennemis des États-Unis ou tous les délinquants contre leur paix et leur dignité, qui pourront ultérieurement chercher à pénétrer dans le pays ou qui, à quelque époque que ce soit, seraient trouvés dans sa juridiction légale.

*Signé : W.-H. SEWARD.*

---

## MEXIQUE.

### **Statut provisoire de l'Empire mexicain décrété par l'Empereur le 10 avril 1865.**

MAXIMILIEN, empereur du Mexique :

Afin de préparer l'organisation définitive de l'empire, notre conseil des Ministres et notre conseil d'État entendus,

Nous avons décrété ce qui suit :

#### STATUT PROVISOIRE DE L'EMPIRE MEXICAIN.

##### TITRE I.

##### De l'Empereur et de la forme de Gouvernement.

Art. 1<sup>er</sup>. La forme du Gouvernement proclamé par la nation, et accepté par l'Empereur, est celle de la monarchie modérée héréditaire, avec un prince catholique.

Art. 2. En cas de mort ou de tout autre événement qui mette l'Empereur dans l'impossibilité d'exercer le pouvoir, l'Impératrice, son auguste épouse, se chargera, *ipso facto*, de la Régence de l'empire.

Art. 3. L'Empereur ou la Régente, en se chargeant du pouvoir, prêteront le serment suivant en présence des grands corps de l'État : Je jure devant Dieu, sur les Saints Évangiles, de travailler, par tous les moyens qui sont en mon pouvoir, au bien-être et à la prospérité de la nation, de défendre son indépendance et de conserver l'intégrité de son territoire.

Art. 4. L'Empereur représente la souveraineté nationale, et, en attendant qu'il en soit ordonné autrement dans l'organisation définitive de l'Empire, il l'exerce dans toutes ses branches par lui-même ou par l'intermédiaire des autorités et des fonctionnaires publics.



Art. 5. L'Empereur gouverne au moyen d'un ministère composé de neuf départements ministériels confiés :

Au Ministre de la maison impériale ;

- d'État ;
- des affaires étrangères et de la marine ;
- de l'intérieur ;
- de la justice ;
- de l'instruction publique et des cultes ;
- de la guerre ;
- des travaux publics ;
- des finances.

Une loi établira l'organisation des ministères et désignera les services qui leur sont confiés.

Art. 6. L'Empereur, en outre, entend le conseil d'État dans ce qui a rapport à la formation des lois et des règlements, et dans toutes les affaires sur lesquelles il jugera convenable de le consulter.

Art. 7. Un tribunal spécial des comptes revisera et glosera tous ceux des bureaux de la nation ou ceux d'intérêt public qu'il plaira à l'Empereur de lui soumettre.

Art. 8. Tout Mexicain a le droit d'obtenir audience de l'Empereur, et de lui présenter ses pétitions et ses plaintes. A cet effet, il s'adressera au cabinet de Sa Majesté dans la forme qu'indiquera le règlement respectif.

Art. 9. L'Empereur nomme, quand il le juge convenable et pour le temps qu'il estimera nécessaire, des commissaires impériaux qui sont placés à la tête de chacune des huit grandes divisions de l'empire, pour veiller au développement et à la bonne administration des départements qui composent chacune de ces grandes divisions.

Il nomme, en outre, des inspecteurs qui parcourront en son nom les départements ou le lieu qui méritera d'être inspecté, ou pour le renseigner sur le bureau, l'établissement ou l'affaire qui exigent un remède efficace.

Les prérogatives et les attributions de ces fonctionnaires sont définies dans le décret de leur création.

## TITRE II.

### Du ministère.

Art. 10. Les Ministres entrent dans l'exercice de leurs fonctions dans la forme prescrite dans le livre XVII.

L'Empereur investit le Ministre de la maison impériale et le Ministre d'État, et celui-ci confère la possession à ses autres collègues, en présence de l'Empereur.

Art. 11. Un règlement fixe les jours de séances ordinaires du conseil des Ministres et l'ordre qui doit y être suivi. Et un autre règlement établit le bon ordre et le service dans les ministères, et fixe les jours et heures des audiences des ministres, et défend à ceux-ci de s'ingérer dans l'expédition des affaires qui ne sont pas du ressort de leurs départements.

Art. 12. Les Ministres sont responsables devant la loi et dans la forme que celle-ci détermine, de leurs délits communs et officiels.

Art. 13. Dans le cas d'absence, de maladie ou de vacance d'un Ministre, l'Empereur désignera celui qui doit le substituer, ou autorisera par un décret le sous-secrétaire du département à en remplir temporairement les fonctions, auquel cas celui-ci assistera au conseil des Ministres, avec les mêmes prérogatives que ceux-ci.

#### TITRE III.

##### Du Conseil d'État.

Art. 14. La formation, les attributions et la nomination du conseil d'État sont déterminées par la loi de sa création.

#### TITRE IV.

##### Des Tribunaux.

Art. 15. La justice sera administrée par les tribunaux que déterminera la loi organique.

Art. 16. Les magistrats et les juges qui seront inamovibles ne pourront être destitués que dans les termes fixés par la loi organique.

Art. 17. Les magistrats et les juges dans l'exercice de leurs fonctions jouiront d'une indépendance absolue.

Art. 18. Les tribunaux ne pourront pas suspendre l'exécution des lois ni faire des règlements.

Les audiences de tous les tribunaux seront publiques, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les bonnes mœurs, auquel cas le tribunal en fera une déclaration au moyen d'un arrêté préalable.

Art. 19. Dans aucun procès civil ou criminel, il n'y aura pas plus de deux instances, sans préjudice des recours en révision et en nullité autorisés par les lois.

#### TITRE V.

##### De la Cour des Comptes.

Art. 20. L'examen et la liquidation des comptes dont parle l'article 7, seront faits par une cour des comptes, revêtu d'une autorité judiciaire.

Art. 21. La juridiction de la cour des comptes s'étend à tout l'Em-

pire. Cette cour connaît, à l'exclusion de tout autre tribunal, des affaires de sa compétence, et pour ses arrêts n'admet d'appel à aucun autre tribunal.

Elle décide sur tout ce qui a rapport aux comptes ; mais elle ne procède pas contre les coupables, qu'elle déférera au juge compétent ; mais elle peut contraindre les fonctionnaires mis en cause à présenter les comptes de leur ressort.

Elle veille à l'exacte observance du budget, communique avec l'Empereur par l'intermédiaire du ministère d'État, et ses membres et son président sont nommés par l'Empereur.

#### TITRE VI.

##### Des commissaires impériaux et des inspecteurs.

Art. 22. Les commissaires impériaux sont institués temporairement pour prévenir et redresser les abus que peuvent commettre les fonctionnaires publics dans les départements, pour examiner la marche suivie dans l'ordre administratif et exercer les fonctions spéciales qui, dans chaque cas, lui seront conférées par l'Empereur dans ses instructions.

Art. 23. Les inspecteurs parcourent le département, inspectent la ville, le tribunal ou l'administration qui leur sont indiqués, pour donner des renseignements sur les points compris dans leurs instructions, ou pour corriger l'erreur ou l'abus commis, dont la connaissance et l'examen leur sont recommandés. Les inspecteurs généraux des départements, comme les inspecteurs particuliers, nommés pour une localité ou un cas déterminé, se renferment dans l'exercice des facultés que leur communique l'Empereur dans les titres de mission.

#### TITRE VII.

##### Du corps diplomatique et consulaire.

Art. 24. Le corps diplomatique représente, conformément à la loi, à l'étranger, le gouvernement impérial, afin de défendre vigoureusement les intérêts de la nation, veiller au respect des droits, travailler à sa grande prospérité, et protéger spécialement et efficacement les citoyens mexicains.

Art. 25. Le corps consulaire protège le commerce national en pays étranger et aide à sa prospérité, conformément à la loi.

Art. 26. Une loi spéciale réglera les corps diplomatique et consulaire.

#### TITRE VIII.

##### Des préfectures maritimes et des capitaineries de port.

Art. 27. Il y aura des préfectures maritimes et des capitaineries de

ports, dont le nombre, la situation et l'organisation seront déterminés par une loi.

Les préfectures veillent à l'exécution des lois, décrets et règlements qui ont rapport à la marine, de même qu'à l'exercice parfait de la justice maritime.

Les capitaines de port sont chargés de tout ce qui concerne la police de la rade et du port et de l'exécution des règlements maritimes sur la navigation et le commerce.

#### TITRE IX.

Des préfets politiques, sous-préfets et municipalités.

Art. 28. Les préfets sont les délégués de l'Empereur pour administrer les départements dont le gouvernement leur est confié, et ils exercent les facultés que les lois déterminent.

Art. 29. Chaque préfet aura un conseil de gouvernement départemental, composé du plus haut fonctionnaire judiciaire, de l'administrateur des rentes, d'un propriétaire agricole, d'un négociant, et d'un mineur ou d'un industriel, suivant qu'il conviendra aux intérêts du département.

Art. 30. Les attributions du conseil départemental sont :

I. Donner son avis au préfet dans les cas où celui-ci le consultera.

II. Aviser aux moyens de couper court aux abus, et d'introduire des améliorations dans la condition des populations et dans l'administration départementale.

III. Connaître du contentieux administratif dans les termes que la loi indiquera.

Art. 31. Le conseil fera un règlement où seront fixés les jours de ses séances et tout ce qui a rapport à son régime intérieur, qui pourra être mis immédiatement en pratique, mais il le remettra tout d'abord au ministère de l'intérieur pour être révisé.

Art. 32. La résidence ordinaire et le siège du gouvernement du préfet sera dans la capitale du département, sans que cela mette obstacle aux tournées fréquentes qu'il devra faire dans les lieux de son département.

Art. 33. Les préfets seront nommés par l'Empereur, et dans leurs absences temporaires, ils seront remplacés par le suppléant qui sera nommé à cet effet dans chaque département.

Art. 34. Dans chaque district les sous-préfets sont les subdélégués du pouvoir impérial et les représentants et agents de leurs préfets respectifs.

Art. 35. La nomination du sous-préfet se fera par le préfet départemental sauf approbation de l'Empereur.



Art. 36. Chaque centre de population aura en propre une administration municipale proportionnée au nombre des habitants.

Art. 37. L'administration municipale sera confiée aux alcades, aux ayuntamientos et aux commissaires municipaux.

Art. 38. Les alcades n'exerceront que des fonctions municipales. Celui de la capitale sera nommé et destitué par l'Empereur, les autres par les préfets dans chaque département, sauf la ratification du souverain. Les alcades pourront se démettre de leurs fonctions après un an de service.

Art. 39. Les attributions des alcades sont :

1° De présider les ayuntamientos ;

2° De publier, communiquer et exécuter les lois, règlements et les dispositions supérieures de quelque nature que ce soit ;

3° D'exercer dans la municipalité les attributions déterminées par la loi ;

4° De représenter la municipalité judiciairement et extra-judiciairement, de faire des contrats en son nom, et de défendre ses intérêts dans les termes prescrits par la loi.

Art. 40. L'Empereur décrètera les contributions municipales sur les projets qui lui seront présentés par les ayuntamientos respectifs. Ces projets seront adressés au gouvernement par l'intermédiaire et avec les notes du préfet départemental dont relève sa municipalité.

Art. 41. Dans les endroits dont la population dépasse vingt-cinq mille habitants, les alcades seront aidés pour leurs fonctions, et suppléés pendant leur absence, par un ou plusieurs adjoints. Le nombre de ceux-ci sera fixé conformément à la loi.

Art. 42. Dans les endroits où cela sera jugé convenable on nommera un homme de loi qui servira d'assesseur aux alcades et qui exercera les fonctions de syndic procureur dans les procès qu'aura à soutenir la municipalité. Cet assesseur sera rétribué par la municipalité.

Art. 43. Les ayuntamientos formeront le conseil du municipe ; ils seront élus par le peuple directement, et renouvelés par moitié chaque année.

Art. 44. Une loi désignera les attributions des fonctionnaires municipaux et réglera leur élection.

#### TITRE X.

##### De la division militaire de l'Empire.

Art. 45. Le territoire de l'Empire sera distribué, conformément à la loi, en huit divisions militaires commandées par des généraux ou par des chefs nommés par l'Empereur.

Art. 46. Les chefs qui commandent les divisions sont chargés de la surveillance énergique et constante des corps placés sous leurs ordres, de l'observance des règlements de police, de discipline, d'administration et d'instruction militaire; ils travailleront avec sollicitude à tout ce qui intéresse le bien-être du soldat.

Art. 47. Un règlement militaire spécial déterminera les attributions du commandement et les rapports entre les chefs de divisions et les forces en mouvement.

Art. 48. L'autorité militaire respectera et secondera toujours l'autorité civile; elle ne pourra rien exiger des citoyens que par l'intermédiaire de celle-ci, et elle n'assumera les fonctions de ladite autorité civile que dans les cas extraordinaires de déclaration d'état de siège, conformément aux prescriptions de la loi.

Art. 49. Dans les places fortes, camps retranchés, et dans les lieux où la loi martiale aura été proclamée ou qui auront été mis en état de siège, une ordonnance spéciale déterminera les garanties dont doivent jouir les habitants.

#### TITRE XI.

##### De la direction des travaux publics.

Art. 50. La direction des travaux publics exercera sa vigilance sur tous les ouvrages exécutés dans le but de prévenir les dangers de leur construction. Une loi en déterminera l'organisation et les facultés.

#### TITRE XII.

##### Du territoire de la nation.

Art. 51. Le territoire mexicain renferme la partie du continent septentrional américain borné :

Au nord, par les lignes de démarcations tracées conformément aux stipulations des traités de Guadaloupe et de la Mesilla conclus avec les États-Unis;

A l'est, par le golfe du Mexique, la mer des Antilles et l'établissement anglais de Walize, renfermé dans les limites fixées par les traités de Versailles;

Au sud, par la république de Guatemala dans les limites qui seront fixées par un traité définitif;

A l'ouest, par la mer Pacifique, y compris la mer de Cortès ou golfe de Californie.

Il se compose en outre de toutes les îles qui lui appartiennent dans les trois mers.

De la mer territoriale, conformément aux principes reconnus par le droit des gens, sauf les dispositions stipulées dans les traités.

Art. 52. Le territoire national se divise administrativement, quant

à présent, en huit grandes divisions, en cinquante départements, chaque département en districts, et chaque district en municipalités. Une loi fixe le nombre des districts et des municipalités et leur circonscription respective.

## TITRE XIII.

## Des Mexicains.

Art. 53. Sont Mexicains :

Les enfants légitimes nés de père mexicain au dedans ou au dehors du territoire de l'Empire ;

Les enfants légitimes nés de mère mexicaine au dedans ou au dehors du territoire de l'Empire.

Les étrangers naturalisés conformément aux lois ;

Les enfants nés au Mexique de parents étrangers, qui, parvenus à l'âge de vingt et un ans, ne déclareront pas qu'ils veulent adopter la nationalité étrangère ;

Ceux qui sont nés au dehors du territoire de l'empire, mais s'y étant établis avant 1821 ont juré l'acte d'indépendance ;

Les étrangers qui acquerront dans l'Empire une propriété territoriale de quelque espèce que ce soit, par le fait même de l'acquisition.

Art. 54. Les Mexicains sont obligés de défendre les droits et les intérêts de leur patrie.

## TITRE XIV.

Art. 55. Sont citoyens ceux qui, ayant la qualité de Mexicains, réunissent en outre les qualités suivantes :

Avoir vingt et un ans accomplis ;

Avoir des moyens honnêtes d'existence ;

N'avoir pas été condamnés judiciairement à quelque peine infamante.

Art. 56. Les citoyens sont tenus de s'inscrire sur le tableau de leur municipalité et de remplir les charges d'élection populaire, quand ils n'ont pas un empêchement légal.

Art. 57. La suspension ou la perte des droits de Mexicain et de citoyen, comme aussi la réhabilitation, seront déterminées par la loi.

## TITRE XV.

## Des garanties individuelles.

Art. 58. Le Gouvernement de l'Empereur garantit à tous les habitants de l'Empire, conformément aux prescriptions de lois respectives :

L'égalité devant la loi,

La sûreté personnelle,

La propriété,  
L'exercice de leur culte.  
La liberté de publier leurs opinions.

Art. 59. Tous les habitants de l'Empire jouissent des droits et des garanties inscrits dans la loi et sont soumis aux obligations, paiement des impôts et aux autres devoirs imposés par les lois en vigueur ou par celles qui seront publiées postérieurement.

Art. 60. Nul ne sera détenu sans un mandat de l'autorité compétente, donné par écrit et signé, et seulement dans les cas où des indices suffisants feront présumer que quelqu'un est auteur d'un délit. Est excepté de cette règle le cas de *flagrant délit*, auquel cas qui que ce soit pourra arrêter le délinquant, pour le conduire en présence du juge ou devant l'autorité compétente.

Art. 61. Si l'autorité administrative opère l'arrestation, elle devra, le troisième jour, mettre le prévenu à la disposition de l'autorité qui doit le juger, en fournissant les renseignements relatifs au cas; et si le juge reconnaît que les indices sont suffisants pour décréter le prévenu d'arrestation, il procédera à ce faire dans le délai de cinq jours au plus tard; ces délais expirés, il sera responsable de l'arrestation.

Mais si l'arrestation a été faite pour délits contre l'État, ou perturbation de l'ordre public, l'autorité administrative pourra prolonger la détention jusqu'à ce qu'il en ait été rendu compte au commissaire de l'Empire, ou au ministre de l'intérieur, afin qu'il prenne les mesures convenables.

Art. 62. Aucun ne peut être jugé si ce n'est en vertu de lois antérieures au fait incriminé.

Art. 63. Il ne pourra être opéré de visite domiciliaire ou de perquisitions de papiers, sans mandat écrit, et seulement dans les cas et dans les formes littéralement prescrites par les lois.

Art. 64. L'esclavage n'existant ni de droit ni de fait sur le territoire mexicain, tout individu qui le foule est libre par ce seul fait.

Art. 65. Dans tout procès criminel, l'accusé aura le droit d'être informé du motif de la procédure et du nom de l'accusateur, si accusateur il y a. Il aura aussi le droit d'exiger qu'on lui fournisse, après l'instruction, les pièces du procès dont il a besoin pour sa défense.

Art. 66. Les prisons seront aménagées de telle sorte qu'elles ne servent qu'à assurer la détention des prévenus, sans aggraver gratuitement les souffrances de l'incarcération.

Art. 67. On séparera, dans les prisons, les personnes incarcérées formellement, des simples détenus.

Art. 68. La propriété est inviolable, et elle ne peut être occupée que pour cause d'utilité publique bien démontrée, après indemnisation préalable et suffisante, et dans la forme prescrite par les lois.



Art. 69. On ne peut exiger de personne des services gratuits ou forcés, si ce n'est dans les cas prévus par la loi.

Art. 70. Personne ne peut engager ses services personnels, si ce n'est pour un temps limité et pour une entreprise déterminée. Les mineurs ne peuvent s'engager sans l'intervention de leurs parents ou curateurs, et à défaut de ceux-ci, de l'autorité politique.

Art. 71. Est prohibée pour toujours la confiscation des biens.

Art. 72. Tous les impôts destinés au trésor de l'Empire seront généraux et décrétés annuellement.

Art. 73. Aucun impôt ne peut être perçu qu'en vertu d'une loi.

Art. 74. Aucune charge ou impôt municipal ne pourra être établi que sur la proposition du conseil municipal respectif.

Art. 75. Il ne pourra être fait d'exemption ou de modification d'impôts que par une loi.

Art. 76. On ne peut inquiéter personne pour ses opinions, ni empêcher qui que ce soit de les faire connaître par la voie de la presse, en se soumettant aux lois qui réglementent l'exercice de ce droit.

Art. 77. Seulement, par décret de l'Empereur ou des commissaires impériaux, et quand la conservation de la paix et de l'ordre public l'exigera, on pourra suspendre temporairement la jouissance de quelques-unes de ces garanties.

#### TITRE XVI

##### Du drapeau national.

Art. 78. Les couleurs du drapeau national sont le vert, le blanc et le rouge. L'ordre de ces couleurs, les dimensions et les ornements du drapeau impérial, du drapeau de guerre, du drapeau national, du drapeau marchand et du drapeau de marine, aussi bien que l'écu d'armes, seront déterminés par une loi spéciale.

#### TITRE XVII.

##### De la possession des emplois et des fonctions publiques.

Art. 79. Tous les employés et fonctionnaires publics prendront possession de leurs charges en comparaisant devant l'autorité, qui doit leur en faire l'investiture, conformément à la loi. L'autorité les interpellera en ces termes : « Acceptez-vous l'emploi (ici vient la dénomination) qui vous a été conféré, avec les devoirs et les attributions qui y sont attachés ? » La réponse devra être : « J'accepte. » L'autorité prononcera ensuite cette formule : « N.... est en possession de l'emploi de.... » et il est, dès à présent, responsable de son accomplissement exact et fidèle.

## TITRE XVIII.

De l'observance et de la réforme du Statut.

Art. 80. Toutes les lois et décrets qui seront publiés à l'avenir seront réglés sur les bases fixées dans le présent Statut, et les autorités sont et demeurent réformées conformément à ces prescriptions.

Art. 81. Quoique tout ce que le Statut enjoint, et tout ce qui est contenu dans ses décrets et lois doive être mis immédiatement en vigueur, les autorités et les fonctionnaires publics devront, dans le délai d'un an, adresser à l'Empereur les observations que leur pourra suggérer leur intelligence, leur zèle ou leur expérience, afin qu'il puisse être fait au Statut des modifications en tout ce qui conviendra au bien et à la prospérité du pays.

Chacun de nos ministres reste chargé de l'exécution de cette loi, en ce qui le concerne, et devra promulguer, dans le plus bref délai, les règlements nécessaires pour son exacte observance.

Donné au palais Chapultepec, le 10 avril 1865.

MAXIMILIEN.

Contresignés :

JOSE F. RAMIREZ, JUAN DE D. PEZA, LUIS  
ROBLES PEZUELA, PEDRO DE ESCUDERO Y  
ECHANOVE, JOSE M. CORTÈS Y ESPARZA,  
FÉLIX CAMPILLO.

---

## QUATRIÈME PARTIE.

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

#### TURQUIE.

##### **Convention télégraphique conclue le 20 novembre 1861 entre la Turquie et la Russie.**

S. M. le Sultan et S. M. l'Empereur de toutes les Russies désirant faciliter les correspondances télégraphiques entre l'Empire ottoman et l'Empire russe, et leur assurer les avantages d'un tarif uniforme applicable à toutes les relations internationales, sont convenus de conclure une convention télégraphique et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Sultan, *Mouhemmed Djémil Bey*, Ministre ad intérim des Affaires étrangères, Grand Chancelier du Divan Impérial, décoré de l'ordre Impérial du Medjidié de la première classe, Grand-Croix de de l'ordre de l'Aigle-Blanc de Russie, des saints Maurice et Lazare d'Italie ;

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, *le Prince Alexis Lobanow de Rostow*, son Conseiller d'État actuel et Chambellan, et Chevalier des ordres de sainte Anne de la première classe, de saint Stanislas de la première classe, etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. I. le Sultan ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Tout individu aura le droit de se servir des télégraphes électriques internationaux des deux États contractants, mais chaque Gouvernement se réserve la faculté de faire constater l'identité de tout expéditeur.

Art. 2. Le service des lignes des télégraphes électriques établis ou

à établir par les États contractants, sera soumis en ce qui concerne la transmission et la taxe des dépêches internationales, aux dispositions ci-après qui ne seront obligatoires que pour la partie européenne des deux Empires. Cependant chaque Gouvernement se réserve expressément le droit de régler à sa convenance le service et le tarif télégraphiques pour les correspondances à transmettre dans les limites de ses propres lignes, et reste dans ce dernier cas parfaitement libre quant au choix des appareils à employer. Chaque État reste également juge des mesures à prendre pour la sécurité de ses lignes et pour la police et le contrôle des correspondances de toute nature.

Art. 3. Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de se communiquer réciproquement tous les documents relatifs à l'organisation et au service de leurs lignes télégraphiques, aux appareils qu'elles emploient de même que tout perfectionnement qui viendrait à avoir lieu dans le service.

Chacune d'elles enverra à l'autre, savoir :

1° A la fin de chaque semestre, un tableau indiquant le nom des stations et le nombre de fils affectés à la correspondance publique ou privée sur les diverses sections de son réseau.

2° Au commencement de chaque année, une carte résumant les changements survenus à cet égard dans l'étendue de son réseau pendant la dernière période annuelle.

L'appareil Morse reste provisoirement adopté pour la transmission des correspondances internationales.

Art. 4. Chaque Gouvernement conserve la faculté d'interrompre le service de la télégraphie internationale, pour un temps indéterminé, s'il le juge convenable, soit pour toutes les correspondances, soit seulement pour certaines natures de correspondances, soit enfin pour certaines lignes, mais aussitôt qu'un des deux Gouvernements contractants aura adopté une mesure de ce genre, il devra en donner immédiatement connaissance à l'autre.

De même les États contractants se signaleront réciproquement les interruptions d'une longue durée survenues dans les communications par une cause quelconque.

Art. 5. Les États contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que les dépêches ne soient communiquées qu'aux ayant-droit et pour assurer le secret rigoureux des correspondances.

Art. 6. Les bureaux télégraphiques seront divisés, quant aux heures de service, en trois catégories, savoir :

- a) Service permanent.
- b) Service de jour complet.
- c) Service de jour limité.



Les bureaux de la première catégorie seront ouverts le jour et la nuit sans interruption.

Les heures du service de jour complet sont :

1<sup>o</sup> Du 1<sup>er</sup> avril à la fin de septembre, depuis sept heures du matin jusqu'à neuf heures du soir.

Du 1<sup>er</sup> octobre à la fin de mars, depuis huit heures du matin jusqu'à neuf heures du soir.

Les heures du service de jour limité sont, pour tous les jours (fêtes comprises), autres que les dimanches de neuf heures à midi et de deux à sept heures du soir ; les dimanches de deux à cinq heures du soir.

L'heure de tous les bureaux d'un même État est celle du temps moyen de la capitale de cet État.

Dans les bureaux où le service n'est pas permanent la transmission d'une dépêche commencée avant l'heure de fermeture, sera achevée entre les deux bureaux où elle est engagée.

Art. 7. Les dépêches seront acceptées pour toutes les destinations.

S'il n'y a pas de bureau télégraphique au lieu de destination indiqué, ou si l'expéditeur désire que la transmission par voie télégraphique n'ait pas lieu jusqu'au bureau le plus rapproché du lieu de destination, la dépêche sera expédiée par poste, exprès ou estafette, à partir du bureau désigné par l'expéditeur.

Les télégraphes de chemin de fer, dont l'usage est autorisé, seront employés, le cas échéant, conformément aux prescriptions spéciales sur cette matière. Si toutefois, le bureau destinataire reconnaît que la dépêche arrivera plus promptement par poste ou par exprès, il emploiera l'un de ces deux moyens sans avoir égard à la taxe perçue.

Lorsque le bureau destinataire n'aura reçu aucune indication sur le mode de transport, il emploiera la poste.

La taxe correspondante sera supposée perçue.

Art. 8. La minute de la dépêche à transmettre devra être écrite lisiblement et en caractères que les appareils télégraphiques puissent reproduire. Elle devra être rédigée avec clarté et dans un langage intelligible.

Elle ne pourra renfermer ni combinaisons de mots, ni constructions inusitées, ni abréviations.

En tête devra se trouver l'adresse, et s'il y a lieu le mode de transport au delà du dernier bureau télégraphique, ensuite le texte et à la fin la signature, et le cas échéant, la légalisation de la signature.

L'adresse devra indiquer le destinataire et sa résidence, de manière à ne laisser aucun doute. L'expéditeur supportera les conséquences d'une adresse inexacte ou incomplète. Il ne pourra compléter après coup une adresse insuffisante qu'en présentant et en payant une nou-

velle dépêche. L'expéditeur sera admis à faire ajouter à sa signature, telle légalisation qu'il jugera convenable.

Art. 9. Les dépêches seront classées dans l'ordre suivant :

1° Dépêches d'État, c'est-à-dire celles qui émanent du chef de l'État, des Ministres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des deux Gouvernements contractants, ou des Gouvernements qui auront ultérieurement adhéré à la présente convention.

Cet avantage de priorité et les autres privilèges ci-après consacrés en faveur des dépêches d'État seront étendus de plein droit, mais sans réserve de réciprocité, aux dépêches d'État des pays avec lesquels l'une ou l'autre des parties contractantes aurait déjà conclu ou viendrait à conclure des conventions télégraphiques particulières.

Les dépêches diplomatiques des autres puissances seront considérées et traitées comme celles des particuliers.

2° Dépêches de service exclusivement consacrées au service des télégraphes internationaux ou relative à des mesures urgentes ou à des accidents graves sur les chemins de fer.

3° Enfin les dépêches des particuliers.

Art. 10. Les dépêches d'État pourront être conçues en toutes langues, mais elles seront écrites en caractères romains dans les pays où ces caractères sont généralement employés.

Elles pourront être écrites en chiffres arabes, en caractères alphabétiques usités ou en chiffres et lettres à la fois. Elles devront être désignées comme dépêches d'État par l'expéditeur et revêtues de son sceau ou de son cachet.

Art. 11. Dans les dépêches privées la langue française sera admise par tous les bureaux ouverts à la correspondance internationale. Les bureaux admettant une autre langue seront spécialement désignés.

L'emploi d'un chiffre secret sera interdit aux particuliers, mais il leur sera permis de transmettre en chiffres seulement le cours de la Bourse, des marchandises, etc., sauf les restrictions que chaque Gouvernement jugera nécessaires pour prévenir les abus.

Les dépêches privées devront être écrites en caractères romains dans les pays où ces caractères sont généralement employés.

Les dépêches de service échangées entre les chefs des Administrations centrales pourront être écrites en chiffres.

Art. 12. Toute dépêche privée dont le contenu est contraire aux lois, ou semble inadmissible au point de vue de la sûreté publique ou des bonnes mœurs pourra être refusée par le bureau d'origine ou par le bureau de destination. Le recours contre une semblable décision sera adressé à l'Administration centrale dont relève le bureau qui aura arrêté la dépêche, laquelle prononcera sans appel. Les Admi-

nistrations centrales de chaque État auront la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche qui leur paraîtrait offrir quelque danger. Si le refus n'a lieu qu'après l'acceptation, l'expéditeur en sera informé sans retard.

Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur le contenu des dépêches d'État.

Art. 13. Toutes les taxes sans distinction devront être acquittées par l'expéditeur.

Art. 14. Les Hautes Parties contractantes adoptent pour la formation des tarifs dont la réunion constituera le tarif international, les bases, dont la teneur suit :

## BASES.

Zones.	DISTANCES en Turquie, Russie, Principautés Danubiennes.	TAXE pour une dépêche de 1 à 20 mots.						TAXE supplémentaire pour série de 10 mots en sus.					
		en Russie.		en Turquie.		en Autriche		en Russie.		en Turquie.		en Autriche.	
		Rbl.	cop.	fr.	cent.	flor.	krot.	Rbl.	cop.	fr.	cent.	flor.	krot.
	milles.												
I	De 1 à 10 . . . . .	»	38	1	50	»	60	»	19	»	75	»	30
II	De 10 à 25 . . . . .	»	75	3	»	1	20	»	38	1	50	»	60
III	De 25 à 45 . . . . .	1	12	4	50	1	80	»	56	2	25	»	90
IV	De 45 à 70 . . . . .	1	49	6	»	2	40	»	75	3	»	1	20
V	De 70 à 100 . . . . .	1	86	7	50	3	»	»	93	3	75	1	50
VI	De 100 à 135 . . . . .	2	24	9	»	3	60	1	12	4	50	1	80
VII	De 135 à 175 . . . . .	2	61	10	50	4	20	1	31	5	25	2	10
VIII	De 175 à 220 . . . . .	2	98	12	»	4	80	1	49	6	»	2	40
IX	De 220 à 270 . . . . .	3	35	13	50	5	40	1	68	6	75	2	70
X	De 270 à 325 . . . . .	3	72	15	»	6	»	1	86	7	50	3	»

Art. 15. Pour l'application des taxes, la distance parcourue par une dépêche sera comptée en ligne droite sur le territoire de chaque État, depuis le lieu de départ jusqu'au point frontière où elle arrive, et de celui-ci au point de sa destination.

Il en sera de même pour son transit de frontière à la frontière de chaque État depuis le lieu de départ, avec la restriction stipulée dans l'article 2.

L'Empire ottoman ne formera avec les trois Principautés danubiennes qu'un seul territoire télégraphique.

La taxe des dépêches échangées par le point de jonction sur la

frontière moldavo-russe, sera composée de la taxe à partir du bureau d'origine jusqu'au point frontière et de celui-ci jusqu'au bureau de destination.

Pour les dépêches passant en transit par le territoire d'un des deux États contractants, la taxe sera composée de la taxe à partir du bureau d'origine jusqu'au point frontière de celle pour le transit et enfin de celle des États extérieurs.

Les deux États contractants se communiqueront leurs tarifs respectifs établis sur les bases ci-dessus nommées.

Art. 16. Les règles suivantes seront observées pour appliquer la taxe au nombre de mots :

1° Tout ce que l'expéditeur a inscrit sur la minute pour être transmis, entre dans le compte des mots :

Tout mot qui n'a pas plus de sept syllabes est compté pour un mot ; dans les mots plus longs, l'excédent est compté pour un mot.

2° Tout mot composé écrit en un mot est compté pour un lorsqu'il n'a pas plus de sept syllabes.

Si les parties sont écrites séparément, elles comptent pour autant de mots, lors même qu'elles seraient réunies par des traits-d'union.

3° Tout caractère alphabétique ou numérique isolé, tout mot ou particule suivi de l'apostrophe est compté pour un mot. Les signes de la ponctuation, les alinéas, les apostrophes, traits-d'union, guillemets et parenthèses ne sont pas comptés.

Les soulignés sont comptés pour deux mots. Tous les signes que l'appareil doit exprimer par des mots sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

4° Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres plus un mot pour l'excédent. Les virgules et les barres de division comptent pour autant de chiffres.

Les nombres écrits en toute lettre sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer, dans les limites fixées par le premier paragraphe du présent article.

5° Dans les dépêches chiffrées, tous les chiffres et lettres ainsi que les virgules et autres signes employés dans le texte chiffré, sont additionnés, le total divisé par trois donne pour quotient le nombre de mots à taxer dans le texte chiffré.

L'excédent est compté pour un mot. Au nombre de mots du texte chiffré est ajouté le nombre de mots en langage ordinaire compté d'après la règle générale.

6° Seront comptés dans le nombre des mots taxés :

L'adresse, la signature, les indications sur le mode de transport au delà des lignes télégraphiques, les mots, Réponse payée pour.....



mots, la légalisation de la signature. — Cette dernière dans les dépêches, présentées aux stations russes, sera transmise par les mots, l'identité prouvée par le tribunal tel et tel, par la police, par le bureau, par les témoins N et N. Ces mots seront comptés selon leur nombre.

7° Les noms propres des personnes, des villes, places, rues, boulevards, etc., les titres, prénoms, particules et qualifications sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

8° Les mots nombres ou signes, ajoutés par le bureau dans l'intérêt du service ne seront pas taxés.

La date, l'heure et la minute du dépôt et le lieu d'origine sont transmis d'office au destinataire. Ces indications ne sont pas taxées à moins que l'expéditeur ne les ait inscrites en outre sur sa dépêche.

Art. 17. Lorsque les dépêches pourront être transmises par plusieurs voies, les taxes seront calculées d'après la voie la moins coûteuse, à moins que l'expéditeur n'en ait expressément désigné une autre.

Si le bureau sait, à l'instant de la présentation que la voie la moins coûteuse ou celle qu'a désignée l'expéditeur n'est pas disponible, par suite de dérangement, d'interruption ou d'encombrement, l'expéditeur devra être prévenu et laissé libre de choisir une autre voie en payant la taxe correspondante.

La transmission d'une dépêche par une voie insolite ou s'écartant de la voie désignée par l'expéditeur ne pourra donner droit au remboursement de la taxe.

Si pour un motif quelconque un des deux États contractants fait suivre à une dépêche, sans qu'il en soit fait mention dans le préambule, une voie plus coûteuse il ne pourra réclamer la différence de taxe à l'office d'origine.

Art. 18. Les frais de transport au delà des lignes télégraphiques seront perçus au bureau d'origine, d'après le tarif uniforme suivant :

A. Poste (lettre recommandée) 25 copecs, 1 franc.

30 kreutzers en Europe et 62 cop., 2 francs 50 centimes.

1 gulden pour les autres parties du monde. Ces taxes seront applicables aux dépêches qui doivent être déposées *poste restante*.

6 exprès, 75 copecs ou 3 francs, 1 gulden, 20 kreutzers.

Ce mode de transport ne sera admis que dans un rayon maximum de deux meilen (15 kilomètres).

6 exprès à plus de deux meilen (15 kilomètres) ou estafette.

Prix à déposer 75 copecs ou 3 francs 1 gulden, 20 kreutzers par meilen. Dans ce cas le bureau destinataire, informe le bureau d'origine par télégraphe et dans le plus bref délai du montant des frais déboursés.

A défaut d'estafette le bureau destinataire emploiera le moyen le plus prompt dont il puisse disposer.

Art. 19. Une dépêche pourra être adressée à plusieurs destinataires, pour les copies à délivrer par le même bureau ; il sera perçu en sus de la taxe de la première dépêche un droit d'ampliation de 19 cop. ou 75 centimes 30 kreutzers pour chaque copie supplémentaire.

Lorsque la dépêche est destinée à plusieurs bureaux, la taxe sera perçue autant de fois qu'il y a de bureaux de destination.

Art. 20. L'expéditeur sera admis à payer d'avance la réponse à la dépêche qu'il présente, en fixant à son gré le nombre de mots. En pareil cas, la dépêche portera immédiatement avant la signature, l'indication : Réponse payée pour..... mots.

Si la réponse a moins de mots qu'il n'en a été payé, l'excédent ne sera pas restitué ; si elle en a plus, elle sera considérée comme une nouvelle dépêche et devra être payée par celui qui présente la réponse.

Lorsque la réponse sera expédiée par une autre voie que celle qu'a suivie la dépêche première, la différence de taxe sera supportée par l'office qui aura employé cette autre voie.

La réponse sera toujours portée en compte comme dépêche ordinaire pour l'office qui l'aura transmise.

A cet effet l'office d'origine qui aura perçu la somme déposée, en portera le montant intégral au compte de l'office expéditeur de la réponse.

La réponse devra être accompagnée de l'indication : réponse payée au n°..... qui n'entrera pas dans le compte de mots taxés. Toute réponse qui n'est pas présentée dans les huit jours qui suivent la date de la dépêche première sera refusée comme réponse par le bureau destinataire de cette dépêche. Si la réponse n'est pas arrivée dans les dix jours ou si l'expéditeur de la réponse, dépassant le nombre de mots l'a payée lui-même, l'expéditeur de la dépêche peut réclamer la taxe déposée, sous déduction d'un droit à fixer par chaque administration et qui sera acquis au bureau d'origine.

L'expéditeur pourra comprendre dans sa dépêche la demande de collationnement ou d'accusé de réception par le bureau de destination ou par le destinataire lui-même.

La taxe du collationnement sera égale à celle de la dépêche. La taxe de l'accusé de réception sera fixée d'après le nombre de mots indiqué par l'expéditeur. Ces taxes seront perçues et comptées comme pour les réponses payées d'avance.

Les noms propres et les groupes de lettres et de chiffres seront répétés d'office, de bureau à bureau, sans augmentation de taxe. Cette disposition est spécialement applicable aux dépêches d'État chiffrées.

Art. 21. La transmission des dépêches aura lieu dans l'ordre de leur remise par les expéditeurs ou de leur arrivée dans les bureaux intermédiaires ou de destination en observant les règles de priorité ci-après :

- 1° Dépêches d'État;
- 2° Dépêches de service spécifiées à l'art. 9;
- 3° Dépêches des particuliers.

Une dépêche commencée ne pourra être interrompue à moins qu'il n'y ait urgence extrême à transmettre une communication d'un rang supérieur.

Entre deux bureaux en relation immédiate et quand il s'agit de dépêches du même rang on passera ces dépêches dans l'ordre alternatif. Il est convenu qu'une dépêche d'État ou de service ne sera pas comptée dans l'ordre alternatif que suivent les dépêches privées entre deux bureaux correspondants.

Art. 22. Lorsqu'à l'instant de la présentation ou après, il est constaté que la transmission ne peut être effectuée sans retard notable, l'expéditeur devra autant que possible en être averti. Il pourra alors retirer sa dépêche et la taxe lui sera remboursée intégralement.

Art. 23. Lorsqu'une interruption dans les communications sera signalée après l'acceptation d'une dépêche, le bureau, à partir duquel la transmission sera devenue impossible, mettra à la poste et par lettre recommandée, une copie de la dépêche sous chargement d'office ou la transmettra en service par le plus prochain convoi.

Il l'adressera, selon les circonstances, soit au bureau le plus rapproché, à mesure de lui faire continuer la voie télégraphique, soit au bureau de destination qui la traitera comme dépêche ordinaire.

Aussitôt que la communication sera rétablie, la dépêche sera transmise de nouveau au moyen du télégraphe et comme ampliation par le bureau qui aura employé la poste ou le chemin de fer. Cette transmission n'aura pas lieu si le bureau qui a reçu la dépêche par une autre voie en a accusé réception dès le rétablissement de la correspondance.

Art. 24. Toute dépêche, avant que la transmission n'en soit commencée, pourra être retirée par l'expéditeur ou son délégué contre remise du récépissé. En pareil cas la taxe sera restituée sous déduction de 19 copecs, 75 centimes, 30 kreutzers.

Une transmission commencée pourra être arrêtée, mais sans que la dépêche puisse être retirée. On pourra également demander qu'une dépêche déjà transmise ne soit pas remise au destinataire s'il en est encore temps.

Le réclamant devra justifier de sa qualité d'expéditeur ou de sa délégation par ce dernier.

L'arrêt ou la suppression d'une dépêche en cours de transmission ne sera pas soumis à une taxe spéciale, mais la taxe perçue demeurera acquise.

Par contre, la demande de ne point remettre une dépêche transmise devra se faire au moyen d'une nouvelle dépêche adressée par l'expéditeur au bureau destinataire et passible de la taxe.

La taxe de la dépêche primitive ne sera point restituée.

Art. 25. Les dépêches seront portées sans frais aux destinataires. En cas d'absence du destinataire, elles pourront être remises aux membres adultes de sa famille, à ses employés domestiques, locataires ou hôtes, à moins qu'il n'ait désigné par écrit au bureau un délégué spécial.

La personne qui reçoit ainsi une dépêche au nom du destinataire devra signer le reçu en ajoutant le mot : pour : suivi du nom du destinataire.

Art. 26. Lorsqu'une dépêche ne pourra être remise au destinataire, le bureau d'origine en sera prévenu par dépêche de service. Il en informera l'expéditeur.

Si le destinataire est inconnu l'adresse sera affichée au bureau de destination, la dépêche sera anéantie au bout de six semaines si le destinataire ne s'est pas présenté pour la réclamer. La réclamation tardive ne sera pas notifiée au bureau d'origine par dépêche de service.

Art. 27. Les Administrations télégraphiques ne garantissent en aucune façon l'exactitude et la promptitude des transmissions, et n'ont pas à supporter les dommages résultant de la perte, de l'altération ou du retard des dépêches. Le remboursement de la taxe aura lieu si la dépêche a été perdue ou bien s'il est constaté qu'elle a été dénaturée au point de ne pouvoir remplir son objet ou enfin si elle a été remise entre les mains du destinataire plus tard qu'elle n'y serait parvenue par la poste avec la même adresse.

Il faut que la réclamation soit présentée dans les six mois qui suivent le jour de l'acceptation. Les frais de restitution seront supportés par les Administrations auxquelles les négligences ou les erreurs seront imputables.

La restitution des taxes des dépêches perdues, dénaturées ou retardées pourra être refusée si le fait est imputable aux télégraphes des chemins de fer ou aux lignes étrangères aux deux États contractants. Dans ce dernier cas, l'administration en cause s'emploiera auprès des Administrations étrangères pour obtenir le remboursement des taxes.

Les retards survenus dans le transport par poste, exprès ou estafette ne donneront pas droit au remboursement de la taxe ni des frais accessoires.



Lorsqu'une dépêche sera interceptée pour un des motifs indiqués à l'art. 12, il ne sera restitué sur la taxe perçue que la somme payée pour la distance que la dépêche n'aurait pas parcourue.

Art. 28. Les taxes perçues en moins par erreur pour des dépêches transmises devront être complétées par les expéditeurs.

Les taxes perçues en sus, par erreur, leur seront remboursées.

Art. 29. Les minutes des dépêches présentées, les bandes de papier portant les signaux télégraphiques et les feuillets de réception ou copies des dépêches seront conservées au moins pendant une année avec les précautions voulues pour assurer le secret des correspondances. Après ce délai on pourra les anéantir.

Art. 30. Dans les rapports internationaux il n'y aura de franchise de taxe que pour les dépêches relatives aux services des télégraphes.

Art. 31. Les droits perçus pour expédition de copies seront dévolus à l'office télégraphique sur le territoire duquel cette expédition aura été faite.

Il en sera de même des taxes accessoires perçues pour le transport des dépêches au delà des bureaux télégraphiques.

Art. 32. Le règlement réciproque des comptes aura lieu à l'expiration de chaque mois entre la Russie et la Turquie et entre la Russie et les Principautés-Unies.

Le décompte et la liquidation des soldes se feront à la fin de chaque trimestre.

Ils seront dressés par l'Administration de Russie en roubles et copecs avec réduction des totaux en medjidiés d'or et piastres en argent, quant aux comptes avec la Turquie, et avec réduction des totaux en francs et centimes, quant aux comptes avec les Principautés-Unies et par les Administrations de la Turquie et des Principautés-Unies en francs et centimes avec réduction en monnaie russe.

La réduction des monnaies se fera au taux suivant :

1 medjidié d'or, 5 roubles 62 1/2 copecs, 22 francs 50 cent.;

1 franc, 25 cop. = 4,355 piastres en argent;

1 centime, 1/4 cop. = 0,043 id.

Les fractions de moins d'un demi-copec ne seront pas comptées, celles d'un demi-copec et au-dessus compteront pour un kopec.

Art. 33. Le solde résultant de la liquidation trimestrielle sera payé en argent monnayé courant dans l'État, au profit duquel le solde sera établi.

Art. 34. Deux ans après l'échange des ratifications de la présente convention des conférences auront lieu entre les délégués des deux hautes parties contractantes à l'effet de proposer les modifications que l'expérience aurait suggérées pour étendre les avantages que le Gou-

vernement et les particuliers doivent se promettre de la télégraphie électrique.

Ces modifications devront être consenties de commun accord par les deux États contractants, le refus de l'un d'eux entraînant nécessairement le maintien des dispositions en vigueur.

Art. 35. La présente convention sera mise à exécution à compter du et demeurera en vigueur pendant trois ans. Dans le cas où, un an avant l'expiration de ce terme la convention ne serait pas dénoncée par l'un ou l'autre des deux États contractants elle sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où la dénonciation en sera faite.

Art. 36. Pour faciliter le rendement des comptes, les dépêches échangées au point frontière Moldo-Russe seront classées en trois catégories, savoir :

1° Dépêches originaires de la Russie à destination des Principautés-Unies de Valachie et de Moldavie, et vice versa ;

2° Dépêches originaires de la Russie à destination de l'Autriche ou au delà, transitant par les lignes des dites Principautés et vice versa ;

3° Dépêches originaires de la Russie à destination de la Turquie et au delà, transitant par les lignes des dites Principautés.

Pour les dépêches de la première et de la seconde catégorie la S. Porte autorisera les Principautés à régler leurs comptes directement avec la Russie et l'Autriche.

Pour les dépêches de la troisième catégorie les deux Administrations Impériales, régleront leurs comptes directement entre elles, conformément aux dispositions de la présente convention ; il est cependant convenu que les Principautés-Unies de Valachie et de Moldavie seront autorisées par la S.-Porte à recevoir directement de l'Administration télégraphique de Russie la part de la taxe qui leur reviendra pour le parcours à travers le territoire des dites Principautés.

Art. 37. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Constantinople dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Constantinople, le vingt novembre mil huit cent soixante-un.

(LL. SS.) *Signé* : MOUHEMME DJEMIL.

(LL. SS.) *Signé* : LOBANOW.

---

## DANEMARK ET ITALIE.

### **Traité de commerce entre le Danemark et l'Italie du 1<sup>er</sup> mai 1864.**

S. M. le roi d'Italie et S. M. le roi de Danemark, animés du désir de faciliter et d'étendre les relations commerciales entre leurs sujets respectifs et de consolider pour tout le royaume d'Italie les bons rapports établis entre la République de Gènes, les États Sardes et le royaume des deux Siciles d'un côté, et le Danemark de l'autre, par les traités respectifs du 30 juillet 1789, du 14 août 1843 et du 13 janvier 1846, ont résolu de conclure un traité de navigation et de commerce qui, basé sur le principe d'une parfaite réciprocité, procure à l'un et à l'autre État de solides avantages. Et à cet effet ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie, le chevalier Jean Manna, Sénateur du royaume, grand officier de son Ordre des saints Maurice et Lazare, son Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ;

S. M. le Roi de Danemark, le baron Iver Holger Rosenkrantz, son chambellan, chevalier de son Ordre du Danebrog et son Ministre résident auprès de S. M. le Roi d'Italie.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Les bâtiments italiens arrivant chargés ou sur lest dans les ports du royaume de Danemark, et réciproquement les bâtiments danois arrivant chargés ou sur lest dans les ports du royaume d'Italie, y seront traités, tant à leur entrée, que pendant leur séjour et à leur sortie, et quel que soit le lieu de leur provenance ou celui de leur destination, sur le même pied que les navires nationaux, pour tout ce qui concerne les droits de douane, de tonnage, de phare, de pilotage, de balisage, de quai, de port, de péage, de quarantaine, d'expédition et autres, et généralement pour tous les droits ou charges quelconques qui affectent le navire, soit que ces droits soient perçus au profit du Gouvernement, soit qu'ils le soient au profit des autorités locales, d'établissements publics, de particuliers, ou de corporations.

Art. 2. Les navires italiens, et réciproquement les navires danois, ne pourront profiter des immunités et avantages qui leur sont respectivement assurés par le présent traité, qu'autant qu'ils se trouveront munis des papiers et certificats exigés par les règlements existants dans chacun des deux pays pour constater leur nationalité. Et dans

ce but, les Hautes Parties contractantes se communiqueront ces divers documents dans le moindre délai possible, se réservant de se donner mutuellement connaissance des modifications que chacune d'elles pourrait juger à propos d'y apporter dans la suite.

Art. 3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades ou havres de l'un des deux États, il ne sera accordé aucun privilège aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État, la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que sous ce rapport aussi les bâtiments de l'un et de l'autre État soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 4. Les bâtiments italiens qui arriveront dans les ports de Sa Majesté danoise et les bâtiments danois qui arriveront dans les ports de S. M. le Roi d'Italie, sont autorisés à ne charger ou décharger qu'en partie si le capitaine ou le propriétaire le désire, et ils pourront se rendre ensuite dans les autres ports de mer du même État pour compléter leur chargement ou déchargement.

Art. 5. En cas de relâche forcée d'un navire italien dans un port du royaume de Danemark, ou d'un navire danois dans un port du royaume d'Italie, il y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des deux pays accorde à ses propres navires en pareille circonstance, pourvu que la nécessité de la relâche soit dûment constatée.

Le même traitement de faveur sera réciproquement accordé aux navires échoués en cas de bris ou de naufrage. Il est d'ailleurs entendu que les consuls et agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires entrés en relâche, échoués ou naufragés à la côte.

Art. 6. Toute espèce de marchandises et objets de commerce provenant du sol ou de l'industrie des États de S. M. le Roi d'Italie ou de tout autre pays, qui pourront être légalement importés, déposés ou emmagasinés dans les États de S. M. le Roi de Danemark, par des bâtiments danois, et réciproquement toute espèce de marchandises et objets de commerce provenant du sol ou de l'industrie des États de S. M. le Roi de Danemark, ou de tout autre pays, qui pourront être légalement importés, déposés ou emmagasinés dans les États de S. M. le Roi d'Italie, par des bâtiments italiens, soit que ces bâtiments viennent directement du pays dont ils portent le pavillon, soit qu'ils viennent de tout autre pays étranger, pourront également y être importés, déposés ou emmagasinés par des bâtiments de l'autre Partie contractante, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouver-



nement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que ceux que ces mêmes marchandises ou produits payeraient dans le même cas s'ils étaient importés, déposés ou emmagasinés par des bâtiments nationaux.

De la même manière, toute espèce de marchandises et objets de commerce, qui pourront être légalement exportés et réexportés des ports de S. M. le Roi d'Italie sur des bâtiments italiens, pourront également en être exportés ou réexportés sur des bâtiments danois, et réciproquement toute espèce de marchandises et objets de commerce, qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de S. M. le Roi de Danemark, sur des bâtiments danois, pourront également en être exportés ou réexportés sur des bâtiments italiens, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés pour les mêmes marchandises ou objets de commerce s'ils étaient exportés ou réexportés sur ces bâtiments nationaux.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Art. 7. Aucune priorité ou préférence ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou individu, agissant en son nom ou sous son autorité, pour l'achat d'un objet de commerce également importé dans le territoire de l'autre, en considération de la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des Parties dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés, l'intention et la volonté des deux Hautes Parties susmentionnées étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 8. En ce qui concerne le cabotage, il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les navires de chacune d'elles au-dessus de trente tonnes (quinze *last* de commerce de Danemark) jouiront dans les États de l'autre des mêmes privilèges et seront traités à tous égards sur le même pied que les navires nationaux.

Art. 9. Il ne pourra être imposé, par une des Parties contractantes au commerce et à la navigation de l'autre, aucun droit nouveau ou plus élevé, ni aucune entrave ou restriction quelconque, qui ne s'appliqueraient pas également et dans la même mesure au commerce et à la navigation de tout autre pays.

Il ne pourra être concédé aucune faveur, par l'une des Puissances contractantes, au commerce et à la navigation d'une nation étrangère, sans que cette faveur devienne de droit et *ipso facto* commune au commerce ou à la navigation des sujets de l'autre Puissance.

Art. 10. Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur de commerce, de navigation ou de pêche, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs à l'importation ou à l'exportation ou au transit des articles mentionnés ou non dans le présent traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent en outre à n'établir l'une envers l'autre aucun droit de prohibition, d'importation ou d'exportation ou de transit, qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Il est spécialement entendu que le Danemark ayant consenti à admettre le pavillon italien sur le pied d'une parfaite égalité avec le pavillon national non-seulement dans la navigation et le commerce avec le territoire du royaume et des duchés, mais encore dans la navigation et le commerce avec ses possessions d'Islande et de Faeroe et ses colonies des Antilles, jouira sous ce rapport d'une parfaite réciprocité de traitement et profitera de tous les avantages de tarif résultant des traités de commerce et de navigation conclus par le royaume d'Italie avec tout autre pays.

Art. 11. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront dans les États de l'autre des mêmes privilèges et pouvoirs, dont jouissent ceux des nations les plus favorisées : ils auront le droit d'être juges et arbitres dans les questions locales dérivant des contrats passés en d'autres lieux entre les capitaines et les équipages des navires de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir que dans le cas où la conduite du capitaine ou de l'équipage troublerait l'ordre et la tranquillité du pays. Les marins appartenant à la marine de l'une des deux Hautes Parties contractantes, qui désertent dans les États et possessions de l'autre, pourvu toutefois qu'ils ne soient pas sujets du pays où ils désertent, seront, sur la demande adressée à l'autorité compétente par les consuls et vice-consuls respectifs ou leurs ayant cause, recherchés, arrêtés, et, après que leur désertion aura été dûment prouvée, reconduits à bord de leur bâtiment. Les déserteurs seront de plus, au besoin, détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient remis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour les mêmes causes. Si le déserteur avait commis quelque délit à terre, son extradition sera différée par les autorités locales jus-

qu'à ce que le tribunal compétent ait rendu un jugement en bonne et due forme sur le délit et que l'exécution du jugement ait eu lieu.

Art. 12. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit sur le territoire de l'autre de recueillir les successions *ab intestato* ou testamentaires, d'y posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux par testament, donation ou autrement, en ne payant au profit des Gouvernements respectifs d'autres droits que ceux auxquels les habitants du pays où se trouvent lesdits biens sont assujettis en pareille occasion. En cas d'absence des héritiers il sera provisoirement pris desdits biens les mêmes soins qui seraient pris en pareils cas des biens des indigènes, jusqu'à ce que l'héritier légitime ait pris des mesures pour recueillir l'héritage.

Art. 13. Le présent traité sera en vigueur pendant dix années à compter du jour de l'échange des ratifications. Si un an avant ce terme l'une des Hautes Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera obligatoire pendant douze mois au delà de ce terme et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une semblable déclaration, quelle que soit l'époque où elle aurait eu lieu.

Art. 14. Les ratifications du présent traité seront échangées à Turin dans l'espace de trois mois à compter du jour de la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double original et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin, le 1<sup>er</sup> mai 1864.

(L. S.) *Signé* : GIOVANI MANNA. (L. S.) *Signé* : ROSENKRANTZ.

**Traité d'extradition conclu, le 3 juin 1864, entre l'Espagne et le grand-duché d'Oldenbourg.**

S. M. la Reine des Espagnes et S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, considérant comme utile de régler l'extradition des malfaiteurs par une convention, ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. la Reine d'Espagne, le sieur Jean-Antoine de Rascon, docteur en jurisprudence, grand'croix de l'Ordre Royal d'Isabelle la Catholique et de l'Ordre de Philippe le Magnanime de Hesse, commandeur de l'Ordre Constantine de St-Georges de Parme, son envoyé extraordi-

naire et ministre plénipotentiaire auprès de la Sérénissime Confédération Germanique, et

S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, le sieur Guillaume de Eisen-  
decher, docteur en droit, grand commandeur de l'Ordre de la maison  
Grand-Ducale et du Mérite d'Oldenbourg, grand'croix de l'Ordre de  
la maison Ernestine de Saxe, etc., son conseiller privé et son envoyé  
plénipotentiaire à la Diète, lesquels, après s'être communiqué leurs  
pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les Gouvernements d'Espagne et d'Oldenbourg s'engagent  
par la présente convention à se livrer réciproquement tous les indi-  
vidus, à l'exception des nationaux, prévenus d'un des crimes énumérés  
dans l'article 2 ci-après, contre lesquels aura été lancé un mandat  
d'arrêt ou qui ont été condamnés par les tribunaux compétents, aux  
termes de la loi du pays qui réclame l'extradition et qui seraient ré-  
fugiés d'Oldenbourg en Espagne ou dans ses provinces d'outre-mer,  
ou d'Espagne et de ses provinces d'outre-mer en Oldenbourg.

Art. 2. L'extradition sera accordée pour les crimes et délits énu-  
mérés ci-dessous :

1° L'homicide, l'infanticide, l'avortement ;

2° L'incendie ;

3° Le viol et l'attentat à la pudeur contre une personne de l'un ou  
de l'autre sexe, lorsqu'il est consommé avec violence ou par intimi-  
dation ou quand cette personne se trouve privée de raison ou de sen-  
timents, ou quand son âge donnerait à l'attentat le caractère de crime,  
aux termes des législations respectives, alors même qu'il aurait eu lieu  
sans les circonstances précitées ;

4° Le vol, la soustraction commise par un domestique ou un homme  
de service à gages et la soustraction effectuée par des dépositaires  
revêtus d'un caractère public de valeurs qu'ils avaient entre les mains,  
à raison de leurs fonctions ;

5° Escroquerie ;

6° La fabrication, l'introduction ou l'émission de fausse monnaie, de  
papier monnaie et de billets de banque faux ou d'instruments servant  
à les fabriquer ; la contrefaçon ou l'altération du papier monnaie ;  
l'émission ou l'introduction du papier monnaie falsifié ou altéré ; la  
contrefaçon des poinçons et sceaux servant à contrôler l'or et l'argent,  
la contrefaçon des sceaux de l'État et de toute espèce de papier timbré ;

7° Le faux témoignage et la présentation en justice de faux té-  
moins ;

8° Le faux en écriture publique ou privée ou en écriture de com-  
merce ;

9° La banqueroute frauduleuse et le détournement de biens au pré-  
judice des créanciers ;



10° La corruption ou la subornation des employés de l'État et des jurés, en comprenant sous la désignation de ces délits, non-seulement le fait du suborneur mais aussi celui du suborné. Est réputé employé toute personne qui remplit une fonction publique, alors même qu'elle ne serait pas nommée par le Gouvernement et qu'elle ne recevrait pas de salaire de l'État.

Il n'est pas nécessaire pour que l'extradition soit accordée à raison des faits précités, que le délit ait été consommé; elle aura lieu également pour un commencement d'exécution ou pour la simple tentative. Pourront être réclamés, non-seulement l'auteur et le complice, mais encore celui qui aura caché le crime, mais ce dernier seulement lorsqu'il aura été puni déjà deux ou plusieurs fois pour recel.

Quel que soit le délit et l'espèce de responsabilité du coupable, l'extradition n'aura lieu que dans le cas où le fait punissable appellerait l'application d'une peine d'au moins deux années de prison, aux termes de la loi de l'État auquel l'extradition est demandée.

Art. 3. Les dispositions de la présente convention ne pourront s'appliquer à des individus poursuivis pour crime politique.

L'extradition de ces individus ne pourra s'effectuer que pour la répression des crimes commis énumérés dans l'article 2 de la présente convention.

Art. 4. L'extradition n'aura pas lieu lorsque le délai de prescription de l'instance ou de la peine sera accompli, aux termes de la loi du pays auquel l'extradition est réclamée.

Art. 5. Lorsque l'individu réclamé est poursuivi pour un crime ou délit commis contre les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la remise sera différée jusqu'à l'expiration de sa peine. Il en sera de même lorsque au moment où la demande d'extradition est formée, l'individu réclamé se trouve en état d'arrestation, en vertu d'un jugement, pour dettes antérieures à la perpétration du délit.

Art. 6. Lorsque l'individu condamné ou accusé dont l'extradition est réclamée n'est pas sujet de l'État réclamant, mais d'un État tiers, l'État auquel on demande l'extradition aura le droit de rejeter la demande jusqu'à ce que le Gouvernement auquel appartient cet individu ait été consulté et mis en mesure de donner les raisons qu'il peut avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le Gouvernement auquel on réclame l'extradition sera libre de la refuser en expliquant les motifs de son refus au Gouvernement réclamant.

Art. 7. L'extradition devra être demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une copie légalisée de la sentence ou d'un document relatif à la condamnation ou à l'état du procès ou du mandat d'arrêt transmis dans la forme

prescrite par la législation du Gouvernement réclamant qui mentionne le crime ou le délit dont il s'agit et la peine qui lui est applicable.

Art. 8. Tous les effets volés saisis en la possession de l'individu réclamé, et tous ceux qui pouvaient servir à la preuve du délit seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition. Seront également livrés tous ces effets si le prévenu les avait cachés ou déposés dans le pays où il se sera réfugié et où ils se trouveraient ou seraient découverts dans la suite.

Art. 9. Les frais occasionnés par l'arrestation, la nourriture et le transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, seront supportés par chacun des deux États dans les limites de leurs territoires respectifs. Les frais de nourriture et de transport à travers les pays intermédiaires seront au compte de l'État qui réclame la remise du prévenu.

Dans le cas où l'on préférerait le transport par mer, l'individu réclamé sera transféré dans le port que l'agent diplomatique ou consulaire, accrédité par le Gouvernement réclamant, aura désigné. Les frais d'embarquement seront au compte du même Gouvernement.

Si dans un procès criminel la confrontation des criminels arrêtés dans un autre État ou la communication d'objets ou de documents pouvant servir de preuve et en possession des autorités de l'autre pays était jugé utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et sera accordée dans le cas où des considérations particulières ne s'y opposeraient point, et à condition de renvoyer les criminels et les objets servant de preuve.

Les deux Gouvernements renoncent réciproquement à réclamer les frais occasionnés par le transport et le renvoi des criminels confrontés dans les limites de leurs territoires respectifs, de même que pour l'envoi et renvoi des pièces servant de preuve et des documents.

Art. 10. Si dans le délai de quatre mois, pour les individus réfugiés dans les provinces européennes d'Espagne ou dans le Duché d'Oldenbourg, et de six mois pour les individus réfugiés dans les provinces espagnoles d'outre-mer, à compter du jour où lesdits individus seront mis à la disposition du Gouvernement réclamant, ce Gouvernement ne se sera pas fait remettre ces individus, ils pourront être mis en liberté et leur extradition pourra être refusée.

Art. 11. Les hautes parties contractantes se réservent d'arrêter d'un commun accord les formalités qui devront être observées pour la remise des prévenus et les dispositions à prendre à cet effet dans les deux pays, ainsi que les prescriptions de détail pour l'exécution de la présente convention.

Art 12. Lorsque, pour l'instruction d'un procès criminel, un des deux Gouvernements jugerait nécessaire de recevoir les déclarations

de témoins domiciliés dans l'autre pays, il sera adressé, à cet effet, une demande par la voie diplomatique, à laquelle il sera donné suite conformément aux lois du pays qui aura invité les témoins à venir déposer.

Les deux gouvernements renoncent réciproquement à réclamer les frais occasionnés de ce chef.

Toute demande pour la comparition de témoins devra être accompagnée d'une demande en français.

Art. 13. Si dans le cours d'un procès criminel, il était jugé nécessaire ou désirable de faire comparaître personnellement un témoin, son Gouvernement l'engagera à accepter l'invitation qui lui est faite, et dans le cas de son acceptation, les frais de son voyage et de son séjour lui seront payés par le Gouvernement du pays dans lequel il devra déposer, conformément au tarif et aux règlements de ce pays.

Art. 14. Les hautes parties contractantes conviennent qu'en cas de doute sur l'interprétation de la présente convention, chaque Gouvernement s'en tiendra au texte rédigé dans son propre idiome.

Art. 15. La présente convention entrera en vigueur 10 jours à partir de sa publication, faite conformément aux formes légales des deux pays et continuera à être en vigueur pendant cinq ans.

Si six mois avant l'expiration de ce délai, un des deux Gouvernements n'avait pas exprimé à l'autre le désir de renoncer à la convention, elle continuera à rester en vigueur pour une autre période de cinq ans et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de trois mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort-sur-Mein, le 3 juin 1864,

(L. S.) *Signé* : JUAN-ANTONIO DE RASCON.

(L. S.) *Signé* : W. DE EISENDECHER.

Ratifiée par l'Espagne le 21 juin et par l'Oldenbourg le 4 juillet 1864.

BADE, BELGIQUE, DANEMARK, ESPAGNE, FRANCE, HESSE, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL, PRUSSE, SUISSE, WURTEMBERG.

**Convention internationale relative aux militaires blessés sur les champs de bataille, signée à Genève le 22 août 1864.**

S. M. l'Empereur des Français, S. A. R. le grand duc de Bade, S. M. le roi des Belges, S. M. le roi de Danemark, S. M. la reine d'Espagne, S. A. R. le grand-duc de Hesse, S. M. le roi d'Italie, S. M. le roi des Pays-Bas, S. M. le roi de Portugal et des Algarves, S. M. le roi de Prusse, la Confédération suisse, S. M. le roi de Wurtemberg, également animés du désir d'adoucir, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre, de supprimer les rigueurs inutiles et d'améliorer le sort des militaires blessés sur les champs de bataille, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur Georges-Charles Jagerschmidt, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse de troisième classe, etc., etc., sous-directeur au ministère des affaires étrangères ;

Le sieur Henri-Eugène Séguineau de Préval, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de quatrième classe, chevalier de l'ordre des saints Maurice et Lazare d'Italie, sous-intendant militaire de première classe ;

Et le sieur Martin-François Boudier, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de quatrième classe, décoré de la médaille de la Valeur militaire d'Italie, etc., médecin principal de deuxième classe ;

S. A. R. le grand-duc de Bade, le sieur Robert Volz, chevalier de l'ordre du Lion de Zaehringen, docteur en médecine, conseiller médical à la direction des affaires médicales ;

Et le sieur Adolphe Steiner, chevalier de l'ordre du Lion de Zaehringen, médecin-major ;

S. M. le roi des Belges, le sieur Auguste Visschers, officier de l'ordre de Léopold, conseiller au conseil des mines ;

S. M. le roi de Danemark, le sieur Charles-Émile Fenger, commandeur de l'ordre de Danebrog, décoré de la croix d'argent du même ordre, grand-croix de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., son conseiller d'État ;



S. M. la reine d'Espagne, le sieur Don Jose Heriberto Garcia de Quevedo, gentilhomme de sa chambre avec exercice, chevalier grand-croix d'Isabelle la Catholique, commandeur numéraire de l'ordre de Charles III, chevalier de première classe de l'ordre royal et militaire de Saint-Ferdinand, officier de la Légion d'honneur de France, son ministre résident auprès de la Confédération suisse ;

S. A. R. le grand-duc de Hesse, le sieur Charles-Auguste Brodruck, chevalier de l'ordre de Philippe le Magnanime, de l'ordre de Saint-Michel de Bavière, officier de l'ordre royal du Saint-Sauveur, etc., chef de bataillon d'état-major ;

S. M. le roi d'Italie, le sieur Jean-Capello, chevalier de l'ordre des saints Maurice et Lazare, son consul général en Suisse ;

Et le sieur Félix Barofio, chevalier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, médecin de division ;

S. M. le roi des Pays-Bas, le sieur Bernard-Ortuinus-Théodore-Henri Westenberg, officier de son ordre de la Couronne de chêne, chevalier des ordres de Charles III d'Espagne, de la Couronne de Prusse, d'Adolphe de Nassau, docteur en droit, son secrétaire de légation à Francfort ;

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, le sieur Jose-Antonio Marques, chevalier de l'ordre du Christ, de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa, de Saint-Benoît d'Aviz, de Léopold de Belgique, etc., docteur en médecine et chirurgie, chirurgien de brigade, sous-chef du département de santé au ministère de la guerre ;

S. M. le roi de Prusse, le sieur Charles-Albert de Kamptz, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de deuxième classe, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse, conseiller intime de légation :

Le sieur Godefroi-Frédéric-François Lœffler, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de troisième classe, etc., etc., etc., docteur en médecine, médecin général du quatrième corps d'armée ;

Et le sieur Georges-Hermann-Jules Ritter, chevalier de l'ordre de la Couronne de troisième classe, etc., etc., conseiller d'État au ministère de la guerre ;

La Confédération suisse, le sieur Henri-Guillaume Dufour, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, général en chef de l'armée fédérale, membre du Conseil des États ;

Le sieur Gustave Moynier, président du Comité international de secours pour les militaires blessés et de la Société genevoise d'utilité publique ;

Et le sieur Samuel Lehmann, colonel fédéral, médecin en chef de l'armée fédérale, membre du Conseil national ;

S. M. le roi de Wurtemberg, le sieur Christophe-Ulrich Hahn, che-

valier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., docteur en philosophie et théologie, membre de la direction centrale et royale pour les établissements de bienfaisance ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés.

La neutralité cesserait, si ces ambulances ou ces hôpitaux étaient gardés par une force militaire.

Art. 2. Le personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration, de transport des blessés, ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera, et tant qu'il restera des blessés à relever ou à secourir.

Art. 3. Les personnes désignées dans l'article précédent pourront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou l'ambulance qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel elles appartiennent.

Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis par les soins de l'armée occupante.

Art. 4. Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne pourront, en se retirant, emporter que les objets qui sont leur propriété particulière.

Dans les mêmes circonstances, au contraire, l'ambulance conservera son matériel.

Art. 5. Les habitants du pays qui porteront secours aux blessés seront respectés et demeureront libres.

Les généraux des puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité et de la neutralité qui en sera la conséquence.

Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant qui aura recueilli chez lui des blessés sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées.

Art. 6. Les militaires blessés ou malades seront recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiendront. Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettront et du consentement des deux partis.

Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir.

Les autres pourront être également renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.

Art. 7. Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau national.

Un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé, mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire.

Le drapeau et le brassard porteront croix rouge sur fond blanc.

Art. 8. Les détails d'exécution de la présente Convention seront réglés par les commandants en chef des armées belligérantes, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux énoncés dans cette Convention.

Art. 9. Les Hautes Puissances contractantes sont convenues de communiquer la présente Convention aux Gouvernements qui n'ont pu envoyer des plénipotentiaires à la conférence internationale de Genève, en les invitant à y accéder; le Protocole est, à cet effet, laissé ouvert.

Art. 10. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berne, dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève, le vingt-deuxième jour du mois d'août de l'an 1864.

(L. S.) CH. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) H. DE PREVAL.

(L. S.) BOUDIER.

(L. S.) ROBERT VOLZ.

(L. S.) STEINER.

(L. S.) VISSCHERS.

(L. S.) FENGER.

(L. S.) GARCIA DE QUEVEDO.

(L. L.) BRODRUCK.

(L. S.) CAPELLO.

(L. S.) F. BAROFFIO.

(L. S.) WESTENBERG.

(L. S.) JOSE-ANTONIO MARQUES.

(L. S.) DE KAMPTZ.

(L. S.) LÖFFLER.

(L. S.) RITTER.

(L. S.) Général G.-H. DUFOUR.

(L. S.) G. MOYNIER.

(L. S.) LEHMANN.

(L. S.) Docteur HAHN.

Ont accédé depuis à cette Convention : la Grande-Bretagne, la Grèce, le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin et la Suède et la Norvège.

## HAÏTI.

**Règlement au sujet des formalités à remplir par les étrangers arrivant à Haïti, du 19 septembre 1864.**

Art. 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un navire venant de l'étranger entrera dans un des ports ouverts de la République, le capitaine et tous les passagers devront, aussitôt après leur débarquement, se rendre à la capitainerie de ce port. L'officier commandant du port ou un de ses subalternes les conduira au gouvernement de la place.

Art. 2. Le commandant de la place recevra la déclaration d'arrivée de chaque passager ; enregistra son passe-port ou les papiers constatant son identité, et, au cas où cette identité ne serait pas suffisamment prouvée par lesdits documents, il prendra les mesures de sécurité prescrites en l'article 3....

Art. 3. La déclaration de chaque passager mentionnera :

- 1° Ses nom, prénoms, profession et domicile ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° La date de son arrivée ;
- 4° S'il est dans l'intention de résider dans le pays ou seulement de le traverser comme voyageur.

Art. 4. Ces déclarations seront inscrites dans l'ordre indiqué sur un registre spécial qui sera tenu à cet effet dans chaque inspection de police.

Chaque semaine, un extrait de ce registre sera transmis s'il y a lieu ; par le commandant de la place au commandant du district qui, à son tour, en fera parvenir un duplicata au Ministre de l'intérieur avec les observations qu'il jugera convenables.

Art. 5. Le commandant de la place remettra immédiatement à chaque passager, après déclaration faite et inscription de son passe-port ou de ses papiers, un certificat sur papier timbré de quatre gourdes (piastre nationale) dans lequel sera constaté l'accomplissement desdites formalités.

Art. 6. Tout capitaine qui, à son arrivée dans un port, débarquera un passager et ne le conduira pas à la capitainerie, tout passager qui, en débarquant, ne se conformera pas aux prescriptions des articles 1, 2 et 3 de la présente loi sera puni d'une amende de 500 à 1000 gourdes pour chaque individu non déclaré. Tout habitant du pays qui aura reçu chez lui un ou plusieurs passagers, sachant qu'ils ne sont point munis du certificat prescrit par l'article 5, payera également une amende de 500 gourdes pour chaque passager trouvé dans sa maison et non pourvu du certificat ci-dessus mentionné.



Art. 7. Toute personne partant d'un port étranger pour venir à Haïti devra, s'il existe un consulat haïtien dans ce port étranger, faire viser son passe-port ou en demander un s'il n'en possède pas du consulat haïtien, sous peine d'une amende de 300 gourdes à son arrivée.

Art. 8. L'agent consulaire recevra une demi-piastre (forte) pour chaque visa, et une piastre (forte) pour chaque passe-port.

Art. 9. Toute personne voulant quitter le territoire de la République pour se rendre dans un pays étranger, sera tenue, dans les trois jours qui précéderont son départ, d'en faire la déclaration au commandant de la place et de se pourvoir au ministère de l'intérieur ou dans les inspections de district, d'un passe-port dans la forme actuellement usitée et sur papier timbré. Les passe-ports pour l'étranger ne seront expédiés que sur la présentation d'un certificat constatant que la déclaration de départ a été faite. Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 300 gourdes. En outre, les autorités compétentes sont autorisées, dans certaines circonstances spéciales, à réduire à un jour ou même à moins les trois jours de délai accordés à l'étranger pour faire la déclaration susénoncée....

Art. 11. Tout capitaine de navire haïtien ou étranger qui, en sortant de l'un des ports de la République, aura reçu à son bord comme passager ou comme faisant partie de l'équipage, bien que n'en étant pas réellement, un ou plusieurs individus, soit Haïtiens, soit étrangers, n'ayant pas de passe-ports, payera une amende de 300 gourdes pour chacun de ces individus.

Art. 12. Tout passager qui, à son arrivée, ne présentera pas de passe-port ou de papiers justifiant de son identité, ou qui refusera de se soumettre à quelqu'une des prescriptions établies aux articles 1 et 2, déjà cités, sera contraint de se rembarquer immédiatement ou restera sous la surveillance de la police jusqu'à ce qu'il puisse le faire, à moins qu'il ne fournisse comme répondant la caution de quelque citoyen ou d'un étranger domicilié.

Art. 14. Seront dispensés des déclarations d'entrée et de sortie ci-dessus énoncées les agents diplomatiques ou consuls des puissances étrangères, ainsi que les personnes de leur suite, les capitaines et équipages de navires étrangers. Les agents diplomatiques ou consulaires haïtiens qui rentrent dans le pays sont également dispensés de ces formalités.

Fait au Palais national, à Port-au-Prince, le 13 septembre 1864.

*Le président du Sénat,*

ANC. LAFOREST.

*Les secrétaires,*

T. BONCHEREAU, S. TOUSSAINT.

Fait en la Chambre des Représentants, à Port-au-Prince, le 19 septembre 1864, dans la 61<sup>e</sup> année de l'indépendance.

*Le président de la Chambre,*

P.-N. VALEIN

*Les secrétaires,*

M. BENJAMIN, N. SANBAUR.

Au nom de la République,

Le Président de Haïti ordonne que la loi portant mention du Corps législatif sera scellée du sceau de la République, publiée et exécutée.

Fait au Palais national de Port-au-Prince, le 21 septembre 1864, dans la 61<sup>e</sup> année de l'indépendance.

GEFFRARD.

## JAPON.

**Traité de paix signé par les Plénipotentiaires japonais à la suite de l'expédition des forces britannique, française et hollandaise dans le détroit de Simonosaki, 22 octobre 1864.**

1. A l'avenir les bâtiments de toutes les nations seront, lorsqu'ils passeront par le détroit de Simonosaki, traités sur un pied d'amitié, il leur sera permis d'acheter des charbons, des provisions, du bois, de l'eau et tous autres approvisionnements. En outre, comme le port est souvent exposé à de violents coups de vent et à des courants, aucune opposition ne sera faite à quiconque voudrait attirer pendant la tempête.

2. Les forts récemment détruits ne seront pas reconstruits et il n'en sera pas construit de nouveaux, ni élevé de batteries.

3. La ville de Simonosaki qui, ayant d'abord tiré sur des bâtiments étrangers, aurait pu être détruite à titre de représailles, a été épargnée. Une rançon sera payée par elle et toutes les dépenses de l'expédition seront supportées par le Prince; le montant de ces dépenses sera ultérieurement fixé par les représentants des puissances étrangères réunis à Yeddo.

Déclaration du prince de Nagato.

Je consens à me soumettre à la décision des Ministres étrangers à Yeddo, en ce qui touche les points mentionnés au paragraphe 43. Ce

consentement se rapportant uniquement à la cessation des hostilités dans le cas particulier, n'a rien de commun avec les autres questions touchant Choshin qui seront traitées entre les autorités indigènes et étrangères.

Signé : SHIOHIDO BIZEN.

MORI IDZIMO.

## ANGLETERRE, BELGIQUE, FRANCE, PAYS-BAS.

### Convention internationale réglant le régime de l'accise sur les sucres, 8 novembre 1864.

Exposé des motifs du projet de loi déposé dans la séance du 22 novembre de la Chambre des Représentants de Belgique.

#### EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs, d'après les ordres du Roi, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation la convention qui a été signée à Paris le 8 novembre dernier, entre la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, pour établir le régime des sucres sur des bases uniformes dans les quatre pays, notamment en ce qui concerne les *drawbacks*.

De toutes les questions spéciales que nous avons eu à vider jusqu'à présent pour accomplir la réforme de nos tarifs de douane et d'accise, aucune ne présentait indubitablement de plus sérieuses difficultés; nulle, en effet, n'embrasse autant d'intérêts de grande importance et ne se compose d'éléments aussi nombreux et aussi variables.

Ce qui complique surtout la question des sucres, dans l'état actuel des choses, c'est l'antagonisme des législations. Chaque État, en vue de protéger l'industrie nationale, a établi pour les sucres un régime de privilège. En général, les produits venant de l'étranger sont suffisamment surtaxés pour que l'approvisionnement du marché intérieur soit réservé aux raffineries indigènes, et des primes sont en outre allouées à celles-ci, afin de leur permettre de conserver ou d'étendre leurs débouchés sur les marchés de libre concurrence. Souvent, l'effet de ces mesures se trouve bientôt neutralisé par les mesures de défense qu'elles obligent les autres pays à adopter, et l'on se nuit réciproquement, en imposant des sacrifices considérables aux contribuables et au trésor public, sans que, en définitive, il y ait profit pour aucun des États en compétition.

Cette situation nous a toujours paru déplorable; depuis longtemps nous avons reconnu que le seul moyen pratique d'en sortir c'était de nous mettre d'accord avec les pays concurrents pour l'adoption d'un régime fondé sur des bases uniformes, et nous n'avons négligé aucun moyen d'atteindre ce but. Lors des négociations qui ont amené la conclusion du Traité franco-belge du 1<sup>er</sup> mai 1861, l'idée d'un arrangement de cette nature fut émise, et les plénipotentiaires belges, conformément à leurs instructions, proposèrent de consacrer le principe d'une entente à établir entre la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et le Zollverein. Les plénipotentiaires français accueillirent cette ouverture avec faveur et il en fut pris acte dans le procès-verbal de la séance du 25 janvier 1861. Plus tard, lorsqu'on négocia à Londres le Traité anglo-belge du 23 juillet 1862, le gouvernement du Roi y fit reproduire la proposition, et cette démarche eut pour conséquence l'insertion de la réserve suivante dans le protocole annexé au Traité :

« En ce qui concerne les sucres, le Gouvernement de S. M. le roi des Belges se réserve de revenir sur la proposition tendante à établir un accord entre la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas et le Zollverein, pour ramener respectivement les droits sur les sucres bruts et raffinés, importés de l'un de ces États dans les autres, au niveau des taxes imposées aux mêmes produits de fabrication nationale, et pour faire cesser simultanément dans les cinq pays, le régime des primes à l'exportation des sucres.

« Pour atteindre ce but, le Gouvernement belge compte sur l'appui et le concours du Gouvernement de S. M. Britannique. »

La Convention soumise aujourd'hui à vos délibérations consacre, en grande partie, les principes énoncés dans ce programme, et elle en assure l'application complète dans l'avenir. Pour le moment, il reste à chacune des puissances contractantes à faire des changements plus ou moins importants à sa législation, et le projet de loi ci-joint a pour objet de satisfaire à cette nécessité en ce qui nous concerne.

Avant d'exposer à la Chambre les motifs qui ont dicté les dispositions de ce projet de loi, nous indiquerons les difficultés que la négociation a eu à résoudre, les bases de la législation actuelle sur les sucres dans les pays contractants et les modifications que la Convention doit y faire apporter.

## I

Des conférences furent d'abord ouvertes à Paris au mois de mars 1863, entre des commissaires délégués par les Gouvernements de Belgique, de France, d'Angleterre et des Pays-Bas, pour arrêter les



bases d'un arrangement international. Le Zollverein n'y prit point part ; mais comme, dans les États qui le composent, l'élévation du taux des rendements à la fabrication et au raffinage des sucres exclut toute idée de prime, on ne s'arrêta pas à son abstention. On se réserva seulement d'engager l'Association des douanes allemandes ou tous autres États, à participer à l'accord qui serait éventuellement établi.

Dès le début des conférences on reconnut qu'il était indispensable, pour arriver à une entente commune, qu'une certaine conformité existât entre les législations des quatre pays. La question de savoir si les sucres importés seraient imposés à un droit unique ou bien à des droits gradués suivant leur qualité déterminée par des types arrêtés en commun, fut tout d'abord examinée.

A cette époque, l'Angleterre seule percevait les droits d'après une échelle réglée sur des types ; en Belgique et dans les Pays-Bas, il n'y avait qu'un droit unique, pour toutes les qualités de sucre brut, et il en était de même en France, où l'on avait renoncé au système des types par la loi du 23 mai 1860.

Les commissaires anglais ayant déclaré qu'il n'entraînait pas dans les intentions de leur Gouvernement d'abandonner la tarification par classe, les commissaires français et néerlandais admirent ce mode de taxation. Les commissaires belges ne cachèrent pas l'éloignement du Gouvernement du Roi pour une échelle de droits graduée qui, outre qu'elle entrave la marche du progrès industriel, présente de grandes difficultés pratiques à raison de sa complication, et ne donne que des garanties incomplètes pour la perception des droits.

N'ayant pu parvenir à modifier sous ce rapport l'opinion de la majorité, les commissaires belges avaient proposé de laisser la faculté au pays qui maintiendrait un droit unique, de prendre pour base du rendement commun une qualité moyenne de sucre. Le principe de cette proposition ne fut pas repoussé par la conférence ; mais la majorité voulait subordonner la faculté d'avoir un droit unique à la condition que, dans le pays où ce mode d'imposition serait établi ou conservé, le rendement au raffinage du sucre serait porté au *taux maximum* du tarif des pays ayant adopté des types. Dans ce système, nos industriels eussent été placés dans des conditions d'inégalités tout à fait inacceptables ; nos commissaires ne purent y consentir.

Le Gouvernement belge, en refusant d'accepter la tarification graduée, avait d'ailleurs des raisons plausibles d'espérer que les autres Gouvernements renonceraient à un mode de perception que l'un d'eux avait tout récemment abandonné. Cette supposition lui semblait d'autant plus fondée, que la question des types était vivement controversée en France et en Angleterre, et que le droit unique avait trouvé de nombreux partisans parmi les commerçants et les

industriels entendus dans les enquêtes ouvertes dans les deux pays. C'est ainsi que dans l'exposé financier qu'il présenta au Parlement anglais, le 7 avril dernier, le chancelier de l'Échiquier constatait que la question de savoir s'il y aurait des droits classiques ou un droit unique sur les sucres, est fort difficile à résoudre; que l'échelle des droits en vigueur est approuvée par les uns, repoussée par les autres, et que si, par les modifications proposées à la loi sur les sucres, il maintenait le système des types, c'est qu'il ne le considérerait pas comme ayant été condamné par l'expérience, et parce qu'un comité de la Chambre s'était d'ailleurs prononcé en sa faveur.

Il est à remarquer, du reste, que si la loi anglaise du 13 mai 1864 a ajouté un type de plus au tarif, elle a, par contre, diminué notablement l'écart entre les droits sur les diverses qualités de sucre et que, sous ce rapport, elle rapproche ainsi ces droits du droit unique<sup>1</sup>.

De son côté le Gouvernement français en revenant, par la loi du 7 mai 1864, au système des types qu'il avait abandonné en 1860, n'a pas méconnu que des raisons « nombreuses et graves ont été données à l'appui du système contraire. » De plus, dans l'exposé des motifs de cette loi, après avoir énuméré les principaux arguments pour et contre, et après avoir rapporté que dans les conférences internationales le système des types avait été arrêté par la majorité comme une des bases de l'accord à intervenir entre les diverses puissances intéressées, il déclara qu'en revenant à ce système il avait tenu compte de ce qu'il y avait de fondé dans le système opposé :

« Il ne propose pas, dit-il, d'admettre une multiplicité de types dont l'emploi, dans la pratique, présenterait trop de difficultés et trop de chances d'inexactitude, mais il croit, en même temps, qu'il y a lieu de renoncer au droit unique frappant également des quantités trop sensiblement inégales de matière imposable, tendant à bannir du marché français de notables quantités de sucres utiles à son approvisionnement, et préjudiciable au développement du commerce maritime.

En conséquence, le projet de loi, *véritable transaction* entre les deux systèmes, établit deux types et trois droits sur les sucres bruts, plus un droit sur le sucre raffiné.

Les Pays-Bas ayant persisté de leur côté à vouloir établir les droits

1.	Loi du 13 mai 1864.		Tarif antérieur.	
	s.	d.	s.	d.
Raffiné, etc.....	12	10.....	18	4
Terré blanc, etc.....	11	8.....	16	»
Terré brun, etc.....	10	6.....	13	10
Moscovade brun.....	9	4.....	12	8
Inférieur au moscovade brun.....	8	2.....		

sur le sucre d'après des types, le Gouvernement belge, eu égard à l'importance du but qu'il poursuivait en cherchant à conclure un arrangement, crut devoir faire taire ses répugnances, et il consentit à reprendre la négociation sur la base de tarification admise par les autres États.

Des commissaires français furent alors envoyés successivement dans les Pays-Bas, en Belgique et en Angleterre, pour préparer les bases d'un arrangement général, et de nouvelles conférences furent ouvertes à Paris, le 15 septembre dernier, entre des délégués des quatre pays, en vue de mettre en harmonie et de coordonner entre elles les clauses provisoirement arrêtées à La Haye, à Bruxelles et à Londres.

On prit d'abord pour point de départ des rendements à fixer les faits constatés dans des expériences effectuées en France par l'administration des douanes; mais, dans l'impossibilité où l'administration s'était trouvée de se procurer des sucres de toutes les qualités et de toutes les origines, les expériences n'avaient pas porté sur certaines qualités de sucre employées dans les trois autres pays et elles n'avaient ainsi donné que des résultats incomplets; il fut reconnu que de nouvelles expériences étaient nécessaires, et l'on convint qu'elles auraient lieu dans le délai d'un an, sous la surveillance des pays contractants, afin de déterminer, autant que possible et d'une manière qui fût à l'abri de toute contestation, le rendement effectif au raffinage de toutes les espèces de sucre.

Comme les divergences d'appréciation, en ce qui touche le rendement de quelques qualités de sucre, étaient peu importantes, et que les délégués des quatre pays étaient d'ailleurs parvenus à se mettre d'accord sur les autres points, ils conclurent immédiatement la convention, en fixant provisoirement le rendement pour chaque type à un chiffre reconnu inférieur à celui du rendement effectif. Aussitôt que les expériences auxquelles on va procéder seront terminées, leurs résultats devront être admis dans chaque pays, et ils serviront à reviser les tarifs sans qu'il soit besoin de nouvelles négociations internationales.

Eu égard à l'importance exceptionnelle de l'arrangement intervenu, il a été convenu entre les Gouvernements intéressés, qu'il recevrait la forme d'une convention diplomatique, laquelle a été signée à Paris, le 8 novembre 1864.

## II

Un aperçu des tarifs de chacun des pays contractants permettra d'apprécier la portée des clauses de cette convention.

## BELGIQUE.

		DROITS par 100 kilogr.			DRAWBACKS. par 100 kil. de sucre.					Rendements à l'exportation par 100 k. de sucre brut.	
		Accise.	Douane.	Total.	raffiné.					Méïs et lumps.	candi.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	Brut.	Ver- geoise.	Méïs et lumps.	candi.		kil.	kil.
Sucre brut.	{ De betterave indigène..	45 »	» »	45 »	45 »	45 »	51 50	56 »		87 <sup>4</sup>	80 <sup>4</sup>
	{ Étranger.....	45 »	1 20	46 20	»					89 <sup>7</sup>	82 <sup>5</sup>
Sucre raffiné.	{ Régime du traité franco-belge		63 »								
	{ Régime général.....		114 »								
Mélasses et sirops	{ Pour la distillation.....		exempt.								
	{ Autres.....		90 »								
Tares à l'importation	{ Sucre de canne	{ Emballage en bois (caisses et fûtaillcs.....								13 pour 100	
		{ Canastres.....								8 —	
		{ Autres. { doubles.....								4 —	
		{ simples.....								2 —	
Sucre de betterave. — Droits perçus d'après le poids net.											

La prise en charge, dans les fabriques de sucre de betterave, est de 1,408 grammes de sucre par hectolitre de jus et par degré du densimètre.

Les raffineurs et les fabricants raffineurs jouissent d'un crédit de quatre ou six mois pour le paiement de l'accise.

Le minimum de la recette est fixé à 1,500,000 fr. par trimestre (6,000,000 de francs par an). Lorsque ce minimum n'est pas atteint, le déficit est réparti, pour être payé au comptant, entre les raffineurs et les fabricants raffineurs au prorata des droits non acquittés inscrits à leur compte. S'il arrive que ces droits soient insuffisants pour combler le déficit, le manquant ou découvert est payé par les raffineurs et par les fabricants raffineurs, proportionnellement aux décharges qu'ils ont obtenues pendant le dernier trimestre, et la somme acquittée par eux de ce chef est portée au crédit de leur compte sous forme d'avance. Si, pendant deux trimestres consécutifs, le manquant dont on vient de parler dépasse 500,000 francs, la décharge à l'exportation des sucres raffinés est réduite de 1 franc par 500,000 fr. de découvert, et, ultérieurement de 25 centimes par 100,000 fr.



## PAYS-BAS.

		DROITS par 100 kil.		DRAWBACKS par 100 kil. de sucre.			Rendements à l'exportation par 100 kil. de sucre brut.	
		Accise.	Douane.	brut et ver- geoise.	raffiné.		Mélis et lumps.	Candi.
		florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	kil.	kil.
Sucre brut.	{ de betterave indigène.....	22	»	22	26 86	30 12	81 <sup>9</sup>	73
	{ étranger.....							
Sucre raffiné.								
Mélasses	{ Pour la distillation.....		35					
et	{ Contenant plus de 10 p. 100							
sirops.	{ de sucre cristallisé.....		15					
	{ Contenant 10 p. (Sirop...)		8					
	{ 100 ou moins de							
	{ sucre cristallisé (Mélasse.)		4					
Tares	{ Brésil.....						18	pour 100
à	{ Havane.....						13	—
l'importation.	{ Autres.....						15	—
	{ Futailles.....						14	—
	{ Canastres.....						10	—
	{ Autres.....						5	—

La prise en charge dans les fabriques de sucre de betteraves est de 1,450 grammes par hectolitre de jus et par degré du densimètre.

Les raffineurs jouissent d'un crédit de deux à cinq mois. Leur compte s'apure, savoir : 5 p. c. par paiement et 95 p. c. par paiement ou par exportation.

Le minimum de la recette du trésor est fixé par la loi à 1,000,000 de florins par semestre (4,230,000 fr. par an). Lorsque ce minimum n'est pas atteint, le déficit est prélevé sur le 5 p. c. de la retenue non encore apurée. Si cette réserve est insuffisante, le manquant est réparti, pour être payé au comptant, entre les raffineurs au prorata des droits non acquittés inscrits à leur compte. Si le débit du compte des raffineurs est insuffisant pour couvrir le déficit, la décharge est réduite de 25 cents par 25,000 florins de manquant. Elle est ensuite relevée dans la même proportion, si, pendant deux trimestres consécutifs, le produit de l'accise dépasse le minimum fixé par la loi.

## FRANCE.

		Droits par 100 kilogr.	Rendements à l'exportation du sucre raffiné par 100 kil. de sucre brut.			Observations.	
			Mélis et candi.	Lumps.	Vergeoise.		
		fr.	kil.	kil.	kil.		
Sucres	bruts	Au-dessous du n° 13.....	92	79	80	105	Il n'est pas alloué de drawback proprement dit. Les comptes étant tenus par quantités, on les décharge de 100 kil. de sucre brut par l'exportation des quantités de sucre raffiné, indiquées dans les 3 colonnes précédentes.
	de toute origine.	N° 13 à n° 16 inclusivement.	44	83	84	105	
	Assimilés au raffiné.	N° 16 à n° 20 id.		»	»	»	
		Au-dessus du n° 20 et poudres blanches.....	45				
	Raffinés dans les colonies ou dans les fabriques.....	47					
Détaxes coloniales jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 1870....		5					
Surtaxes sur les sucres importés des pays hors d'Europe par navires étrangers, et sur les sucres importés des pays et des entrepôts d'Europe, quelque soit le mode de transport.....		2					
Sucre raffiné de Belgique importé par terre.		Candi.....	58				
		Mélis et lumps.....	55				
		Pour la distillation.....	exempt				
Mélasses de Belgique importées par terre.	Autres	Contenant moins de 50 p. 100 de richesse saccharine.....	14.30				
		Contenant 50 p. 100 et plus, etc.....	44 »				
Taxes à l'importation.....		Comme en Belgique.					

La prise en charge dans les fabriques de sucre de betterave a lieu d'après les quantités de sucres produites. La loi fixe un minimum de prise en charge de 1,400 grammes de sucre par hectolitre de jus et par degré du densimètre, mais le Ministre des finances peut affranchir des droits les manquants constatés.

Les sucres bruts de toute origine importés directement par mer des pays hors d'Europe, sont admis temporairement en franchise, à charge d'exportation après raffinage, ou de mise en consommation sous paiement des droits, dans un délai de 4 mois. Lorsque les raffinés exportés proviennent de sucre importé par navire étranger, les soumissionnaires doivent payer, au moment de l'exportation ou de la mise à entrepôt, la moitié de la surtaxe de pavillon.

## ANGLETERRE.

		Droits par quintal anglais.		Drawback par quintal anglais de sucre parfaitement raffiné.	Rendement par 100 quintaux anglais de sucre brut.	Observations.
		s. d.	s. d.	quintaux		
Sucre brut de toute origine.	Inférieur au moscouade brun, au- dessous du n° 7.....	8	2	12 10	63 <sup>6</sup>	L'Angleterre accorde en outre quatre <i>draw- backs</i> différents pour des qualités inférieu- res, qui ne s'exportent qu'en quantités relati- vement peu importan- tes. On s'abstient de no- ter ici ces <i>drawbacks</i> afin d'éviter la complica- tion qui en résulte- rait pour le calcul des rendements.
	Moscouade brun (n° 7 à 9).....	9	4		72 <sup>7</sup>	
	Brun terré (n° 10 à 14).....	10	6		81 <sup>8</sup>	
	Terré blanc (n° 15 à 18).....	11	8		90 <sup>9</sup>	
Sucre raffiné.....		12	10			
Melasses.....		3	6			

Tares..... { Il n'existe pas de tare légale proprement dite.  
La trésorerie a réglé quelques tares dont il est  
fait peu d'usage.  
En général les droits sont perçus d'après le  
poids net.

Les droits sont payés au comptant.

Il n'existe pas de fabrique de sucre de betterave en Angleterre.

Tels sont les droits, les *drawbacks* et les rendements existant aujour-  
d'hui dans les quatre pays contractants.

La Convention du 8 novembre y introduira les modifications que  
nous allons indiquer.

## III

Art. 1, 5 et 6. En attendant les résultats des expériences prescrites  
par l'art. 2, les rendements à l'exportation des sucres raffinés seront  
fixés conformément aux art. 1, 5, 6 et 7 de la Convention. Si l'on rap-  
proche ces rendements de ceux qui servent de base au *drawback* ac-  
tuel, on constate qu'il y a diminution pour la Belgique, tandis que  
pour les autres pays il y a augmentation plus ou moins forte.

		Rendements d'après lesquels sont actuellement établis les <i>drawbacks</i> .			Rendements nouveaux pour ces trois pays.	Rendements actuels.		Rendements nouveaux.
		Belgique.	Pays-Bas.	France.		Angleterre.		
Sucre brut	Au-dessous du n° 7.....	88 <sup>8</sup> (1)	81 <sup>9</sup>	83	76	63 <sup>6</sup>	66 <sup>8</sup>	
	N°s 7 à 9.....				79	81	72 <sup>7</sup>	75 <sup>7</sup>
	N°s 10 à 13.....							
	N° 14.....							
	N°s 15 et 16.....							
	N°s 17 et 18.....							

Si l'on prend pour terme de comparaison le sucre de qualité moyenne (n° 10 à 14) on trouve qu'il y aura, pour les Pays-Bas, une augmentation de rendement de 5 1/10 kilog.<sup>2</sup>, pour la France de 4 à 5 kil., pour l'Angleterre, de 3<sup>3</sup>, tandis que pour la Belgique, il y aura une diminution de 3 1/2 kil.<sup>3</sup>.

Il existera d'ailleurs une égalité parfaite immédiate, sous le rapport du rendement à l'exportation entre la Belgique, les Pays-Bas et la France, et si, pour l'Angleterre, il est difficile, à raison des différences fondamentales de législation, d'établir avec les autres pays une comparaison d'une exactitude absolue, toujours est-il que le rendement y est augmenté, alors qu'on l'abaisse en Belgique. Au surplus, l'égalité sera complète pour les quatre pays, dès que les résultats des expériences prescrites par l'article 2 seront appliqués.

Art. 2 à 4. Ainsi qu'on l'a fait remarquer plus haut, si le régime de la convention est définitif, quant à ses bases, il n'est encore que provisoire en ce qui concerne les chiffres des rendements et des *drawbacks* qui en sont la conséquence. Ceux-ci ne seront définitivement fixés qu'après les expériences prescrites par l'article 2.

Art. 7. En fixant à 7 p. c. l'écart *maximum* qui peut exister entre les rendements en sucres candi et en sucres en pains, la convention

1. Moyenne entre les rendements pour les sucres raffinés provenant des sucres bruts de canne (89<sup>7</sup>) et les sucres raffinés provenant des sucres bruts de betterave (87<sup>3</sup>).

2. Voir l'observation à l'article 15 relatif aux tares, dont la réduction constitue encore, pour les Pays-Bas, une augmentation de rendement de 2 kil. environ.

3. On fait remarquer que depuis le 4 octobre, date de la clôture des conférences de Paris, la décharge a été réduite en Belgique par arrêté royal du 5 novembre 1864 (*Moniteur*, n° 318), de 2 francs par 100 kilog. de sucre raffiné, ce qui a élevé le rendement moyen de 85<sup>2</sup> à 88<sup>8</sup>. A l'époque des conférences, le rendement était, savoir : pour les sucres bruts de betterave indigène de 84<sup>1</sup>, pour les sucres bruts étrangers de 88<sup>3</sup>, soit 85<sup>2</sup> en moyenne.



ne modifie pas sensiblement l'état de chose actuel en Belgique, où cet écart est de 7 1/2 p. c. environ.

Art. 8. Cet article généralise, pour les quatre pays contractants, les conditions imposées par la législation en vigueur en Belgique pour l'exportation avec décharge des sucres en pains ou pilés.

Art. 9. Le *drawback* des sucres en pains pourra être accordé à la sortie des sucres dits *poudre blanche*, quand ils seront conformes à l'échantillon-type des sucres obtenant la haute décharge en Angleterre. Il y a sur ce point égalité immédiate entre les quatre pays.

Art. 10. Sous le régime d'un droit unique de 45 fr. sur le sucre brut, la loi belge accordait, à l'exportation des vergeoises, une décharge égale à ce droit. C'est par application du même principe que la convention fixe des *drawbacks* pour les vergeoises, selon leur nuance, aux différents taux de l'échelle graduée applicables aux sucres bruts.

Le second paragraphe de l'article 10 approprie la même règle au régime français.

Art. 11. En défendant détablir des *drawbacks* pour les mélasses et les sirops, l'article 11 ne fait que consacrer le régime en vigueur en Belgique.

Art. 12. D'après cet article, les droits d'entrée en Belgique sur les mélasses et les sirops ordinaires, devront être réduits de 90 à 15 fr. par 100 kil.

Depuis plusieurs années cette réduction était demandée par la France dans l'intérêt des raffineurs de candi de ce pays. Ceux-ci se plaignaient de ce que, sous l'influence de l'énorme protection dont jouissaient nos sirops de raffinage, le prix s'en était élevé en Belgique à près de 100 fr. les 100 kil., alors qu'en France il ne dépasse pas 25 fr. Nos raffineurs de candi pouvaient dès lors, à l'aide de la somme qu'ils prélevaient de ce chef sur les consommateurs belges, faire une redoutable concurrence à leurs rivaux français, sur leur propre marché.

Si l'on tient compte en outre que le sirop est principalement consommé par les classes peu aisées, on doit bien reconnaître qu'il eût été impossible de refuser plus longtemps de satisfaire à la demande du cabinet des Tuileries ; quand bien même on n'aurait pas conclu la Convention, l'intérêt seul de nos consommateurs eût suffi pour faire opérer la réduction dont il s'agit.

Art. 13 et 14. — L'art. 13 pose en principe, pour les sucres raffinés l'égalité des droits d'entrée et des *drawbacks*. Lorsque, après les expériences, ceux-ci se trouveront basés sur les rendements effectifs, ce sera la suppression des protections à l'entrée, comme des primes à la sortie, c'est-à-dire la réalisation aussi complète que possible du programme large et libéral tracé par le protocole du Traité anglo-belge.

En attendant que les résultats des expériences puissent être appliqués, l'art. 14 permet d'établir une surtaxe de 4 p. c. à l'importation de tous les sucres raffinés.

L'Angleterre, usant de cette faculté, maintiendra peut-être le droit d'entrée actuel sur le sucre raffiné à 4 p. c. au-dessus du *drawback* réduit<sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, nous ne devons pas hésiter à supprimer toute surtaxe sur les raffinés importés en Belgique, si, comme on a lieu de le croire, la France et les Pays-Bas agissent de même (voir la note en regard de l'article 3 du projet de loi).

Comme conséquence du principe d'égalité rappelé ci-dessus, les vergesois provenant de l'étranger seront admises à un droit égal au *drawback* dont jouissent les vergesois indigènes.

Art. 15. Les tares fixées par la convention sont les mêmes que celles qui ont été admises par la Belgique et par la France, à la suite d'expériences effectuées en 1863 par une commission internationale dans les ports d'Anvers, de Gand, du Havre, de Nantes et de Bordeaux.

On a vu plus haut que les tares accordées actuellement dans les Pays-Bas sont notablement plus élevées. La réduction qu'elles subiront par l'application de la Convention sera de 2 p. c. sur les *canastres*, qui constituent l'emballage ordinaire des sucres principalement importés dans les Pays-Bas.

Il est à remarquer que cette réduction agit dans la même proportion, mais en sens inverse, sur le rendement à l'exportation, lequel subira de ce chef dans les Pays-Bas une augmentation de 2 p. c.

Art. 16. Les résultats des dernières campagnes accusent un déficit considérable dans la *consommation légale* du sucre en Belgique, c'est-à-dire dans les quantités soumises à l'impôt. Comme il n'est pas admissible qu'avec l'accroissement de la population et de la richesse publique, la *consommation effective* ait diminué, le déficit ne peut avoir que deux causes principales : les excédants de rendement obtenus au raffinage, et les excédants sur les prises en charge à la fabrication. Or, les exportations de sucre raffiné, et par conséquent les mises en raffinage, ayant subi une notable diminution, la première cause doit être en partie écartée, et l'on peut attribuer presque exclusivement le déficit de la *consommation légale* aux excédants obtenus dans les fabriques.

La moyenne du rendement constaté en France, pendant les cinq dernières campagnes, dans les fabriques exercées, est de 1,473 grammes ; dans les fabriques abandonnées, elle a été de 1,542 grammes au *minimum*.

1. D'après l'art. 6 de la Convention, le *drawback* anglais qui était égal au droit d'entrée sur les raffinés, est réduit de 6 d. soit 4 pour c. environ du droit actuel de 12 s. 10 d.

Les chiffres arrêtés par la Convention se justifient donc parfaitement.

A cette occasion, le Gouvernement a examiné la question de savoir si, pour établir la prise en charge dans les fabriques de sucre, il ne serait pas préférable de substituer à l'abonnement le contrôle des quantités de sucre produites, c'est-à-dire *l'exercice* d'après le système français.

Indépendamment du contrôle de la fabrication à toutes ses phases, ce système implique encore la surveillance de la circulation des sucres dans un rayon très-étendu autour des fabriques; les gênes qui en résultent ne frappent donc pas les fabricants seulement, mais encore une partie des habitants de ce rayon.

Ce système a pu être adopté dans un pays voisin, parce que d'autres produits, tels que les boissons par exemple, y sont imposés depuis longtemps à la circulation, à l'entrée des villes et à la vente en détail, et que lorsqu'il s'est agi de l'étendre aux sucres, on s'y trouvait déjà en possession d'un nombreux personnel administratif organisé pour la surveillance des transports intérieurs, et en présence d'une population habituée de longue date à ce régime. Chez nous la situation diffère beaucoup de celle-là.

L'exercice est parfaitement inconciliable avec nos mœurs et avec notre législation sur les impôts de consommation, laquelle laisse une grande liberté à l'industrie, en ne soumettant à la surveillance que la première opération de la fabrication. Il en est, sous ce rapport, des sucres comme des bières et des eaux-de-vie : l'impôt est basé sur la mise en œuvre de la matière première, et les manipulations ultérieures, de même que la circulation des produits, sont affranchis de toute formalité, de toute entrave, surtout depuis la suppression des octrois.

Au surplus, l'expérience de *l'exercice* pour les sucres a été faite en Belgique en 1844, alors qu'il n'y avait que vingt-cinq fabriques. On dut bientôt l'abandonner à cause des plaintes auxquelles son application donnait lieu, et parce que l'on était impuissant à paralyser les manœuvres frauduleuses de quelques intéressés, manœuvres qu'on ne pourrait espérer de combattre avec des chances de succès, que par une loi autorisant des formalités et des précautions sans nombre, vexatoires pour les fabricants de bonne foi et pour le public.

D'ailleurs, la principale objection que l'on oppose à l'abonnement c'est qu'il frappe également toutes les fabriques d'après la quantité et la densité du jus employé, que le rendement soit plus ou moins élevé à raison de la perfection du travail ou de la bonne qualité des betteraves.

Or, cette objection perd beaucoup de sa valeur au point de vue de la justice distributive, si l'on tient compte que le régime de l'abonne-

ment ayant été établi avec l'érection de la plupart des sucreries actuelles, les fabricants n'ont pas manqué de monter leurs établissements dans les meilleures conditions possibles de travail et de situation, en vue du mode d'imposition en vigueur. Cela a été parfaitement compris en France, et si l'abonnement y a été supprimé, c'est surtout parce que la fabrication s'y était constituée sous un autre régime. Aussi, dans l'enquête française sur les sucres, les fabricants qui combattent le plus vivement n'hésitent-ils pas à déclarer « que si ce mode « avait été établi dès l'origine, comme en Belgique, ils en admettraient « l'application, parce que l'on aurait pris ses dispositions en conséquence. »

Après avoir mûrement pesé les considérations qui précèdent, le Gouvernement a été d'avis que le mode d'imposition le plus conforme aux habitudes et aux intérêts généraux du pays, c'est l'abonnement basé sur un rendement moyen modéré, tel que celui qui est fixé par l'art. 16 de la convention.

Art. 17. En stipulant que l'exportation des sucres de qualité inférieure donnera lieu à une décharge réduite, la convention permet de faire droit aux réclamations d'un assez grand nombre de fabricants, tendant à pouvoir exporter, à cette condition, des sucres de cette espèce.

Art. 18, 19 et 20. Les trois derniers articles sont relatifs à l'exécution de la convention et aux mesures à prendre en vue d'y faire adhérer éventuellement les gouvernements d'autres pays.

Pour compléter cet exposé, nous avons placé en regard des articles du projet de loi ci-joint, des explications qui en précisent la portée. Nous nous bornons à ajouter ici que les modifications apportées à la législation en vigueur auront probablement pour effet d'augmenter le produit de l'accise, et que nous nous abstenons cependant de proposer d'élever le *minimum* de recette. On peut donc présumer que la recette dépassera bientôt le chiffre de six millions de francs, et que dorénavant le recouvrement du *minimum* ne rencontrera plus les difficultés qu'il présente aujourd'hui. En tous cas, le Gouvernement croit qu'il ne serait ni juste ni sage de supprimer le *minimum*, comme le vœu en a été émis. Nous l'avons dit plus haut, les rendements au raffinage, fixés par l'art. 1<sup>er</sup> de la convention, laissent encore subsister des primes ; on ne peut d'ailleurs prévoir sûrement quels seront les résultats financiers d'une innovation aussi hasardeuse que la substitution, au droit unique, d'une échelle de droits classifiés ; on ne peut prévoir non plus si de nouveaux progrès industriels ne fourniront pas un jour le moyen d'obtenir un rendement à la fabrication du sucre de betterave de beaucoup supérieur à la prise en charge légale. Chacun de ces éléments peut donner à l'industrie et au commerce la facilité



d'absorber à leur profit une partie de la recette, au détriment de l'État. Si peu probable qu'il soit à l'avenir, un déficit est donc encore possible, et dès lors, il est du devoir de la législature de sauvegarder les intérêts du trésor public, qui sont ceux des contribuables, par le maintien du *minimum* actuel.

Au surplus, les dispositions ayant pour objet d'assurer éventuellement la perception du *minimum* ont été notablement adoucies. On a supprimé l'obligation de payer dans certains cas l'accise par anticipation, et la loi agira désormais sur la véritable cause du déficit (voir les explications en regard des art. 5 et 6 du projet de loi).

Nous venons, messieurs, de faire l'exposé de l'origine, des dispositions et des conséquences légales de la convention du 8 novembre. Vous reconnaîtrez avec nous que, prise dans son ensemble, elle est très-favorable à l'industrie et au commerce de la Belgique. En effet, si depuis quelques années on a successivement réduit, en France, dans les Pays-Bas et en Angleterre, les primes à la sortie du sucre, c'est nous qui nous trouvons le plus avancés dans cette voie. Dès lors, un traité qui égalise dans la mesure du possible les conditions d'exportation, et qui tend à faire tomber tous les droits protecteurs à l'entrée, ne peut qu'être avantageux au pays.

Quant aux sacrifices imposés aux fabricants et aux raffineurs, par la réduction des droits sur les sirops et par l'augmentation de la prise en charge à la fabrication du sucre indigène, il importe de ne pas perdre de vue que ce n'est que l'application du droit commun, que l'application à ces deux industries des principes économiques qui, heureusement, prévalent aujourd'hui pour les autres branches du travail national. Du reste, en tout état de cause, nous n'aurions pu maintenir plus longtemps, par des droits prohibitifs, le monopole injuste qu'avaient nos raffineurs d'approvisionner de sirops le marché intérieur. D'autre part, la perception de l'accise, sérieusement compromise par les excédants obtenus dans les fabriques indigènes, ne pouvait se régulariser que par un accroissement de la prise en charge. On peut donc dire que c'est gratuitement que nous avons obtenu pour nos industriels une amélioration notable dans les conditions de la concurrence qu'ils ont à soutenir contre leurs rivaux étrangers.

Enfin, en réglant de commun accord les questions internationales relatives à la législation des sucres, sans porter atteinte au droit que doit avoir chaque État de fixer à sa convenance la quotité de l'impôt, la convention du 8 novembre donne non-seulement un nouveau gage des vues libérales qui dirigent la politique commerciale des puissances contractantes; elle pose encore un précédent auquel elles auront peut-être à demander la solution d'autres difficultés que l'avenir ferait surgir.

Ces considérations nous donnent la confiance que vous accueillerez avec faveur le projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre.

*Le ministre des affaires étrangères,*

*Signé : CH. ROGIER.*

*Le ministre des finances,*

*Signé : FRÈRE-ORBAN.*

#### PROJET DE LOI.

LEOPOLD, Roi des Belges,

A tous présents et à venir salut,

Sur la proposition de notre Ministre des affaires étrangères et de notre ministre des finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des Affaires étrangères et notre Ministre des finances sont chargés de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

#### Article 1<sup>er</sup>.

La Convention relative au régime des sucres, conclue à Paris le 8 novembre 1864, entre la Belgique, la France, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et les Pays-Bas, sortira son plein et entier effet.

#### Article 2.

L'accise sur les sucres bruts est fixée comme suit :

		Les 100 kil.	
		fr.	c.
Sucres bruts.	étrangers..	Au-dessous du n° 7.	40 50
		Du n° 7 au n° 10	exclus. . . . . 43 »
		Du n° 10 au n° 15	exclus. . . . . 45 »
		Du n° 15 au n° 18	exclus. . . . . 46 »
		inclus . . . . .	45 »
		indigènes . . . . .	45 »

Les droits d'accise ci-contre remplacent le droit actuel de 45 francs. Ils sont, à quelques centimes près, en corrélation exacte avec les rendements énoncés à l'article 1<sup>er</sup> de la convention internationale.

(76 : 81 : 85 87 : = 40.28 : 42.93 : 45.05 : 46.11).

#### Article 3.

§ 1. Les droits d'entrée sur les sucres, les sirops et les mélasses sont fixés comme il suit :

		Les 100 kil.	
		fr.	c.
Sucres	Candis . . . . .	09	60
	raffinés. { En pains . . . . .	55	50
Sucres	Au-dessus du n° 18 . . . . .	1	20
	bruts. { N° 18 et au-dessous . . . . .	15	»
Mélasses incristallisables provenant de la fabrication ou du raffinage du sucre, et contenant moins de 50 pour 100 de richesse saccharine. . . . .			

D'après l'article 13 de la Convention, les droits sur le sucre raffiné importé de l'un des pays contractants dans l'autre ne doivent pas être plus élevés que les *draw-backs* accordés à la sortie. L'article 14 autorise toutefois une tolérance de 4 p. c. en attendant l'application des rendements effectifs qui résulteront des expériences à faire.

Dans les conférences tenues à Paris, les commissaires français ont déclaré que

§ 2. Les mélasses contenant 50 p. c. ou plus de richesse saccharine, et les sirops de fabrication contenant du sucre cristallisable sont assimilés aux sucres bruts pour les droits d'accise et de douane.

§ 3. Le Gouvernement pourra ramener les droits à l'importation des sucres raffinés au taux des *drawbacks* fixés pour les mêmes sucres par l'art. 4, dès que ces droits auront été établis d'après la même base dans les Pays-Bas.

§ 4. Le Gouvernement est en outre autorisé à supprimer le droit d'entrée de fr. 1-20, sur les sucres bruts, lorsque la surtaxe de 2 fr., imposée à l'entrée des sucres de betterave en France, sera supprimée. La décharge à l'exportation sera modifiée en même temps, de manière à maintenir entre l'accise et le *drawback* le rapport qui existe aujourd'hui entre les droits d'accise et de douane et le *drawback*.

la France n'userait pas de la faculté laissée par l'article 14. Nos commissaires ont pris le même arrangement, mais à la condition que les Pays-Bas agiraient de même.

Les commissaires néerlandais ayant réservé la solution de cette question jusqu'après examen par leur Gouvernement, le § 1 de l'article ci-contre fixe provisoirement les droits au même taux que les *drawbacks*, avec une surtaxe de 2 fr. (ou 4 p. c.), qui, conformément au § 3. disparaîtra aussitôt que la condition indiquée ci-dessus sera remplie par les Pays-Bas.

En ce qui concerne le droit d'entrée de fr. 1 20 c<sup>t</sup> sur le sucre brut, il sera supprimé en vertu du § 4 de l'article ci-contre, dès que le ferme espoir que nous avons de voir la France supprimer la surtaxe de 2 fr. sur l'entrée des sucres de betterave sera réalisé.

#### Article 4.

La décharge de l'accise à l'exportation est fixée comme suit :

	Les 100 kil. fr. c.
Sucre brut indigène	No 8 à 12 exclusivement. 43 "
non humide.	No 12 et au-dessus . . . 45 "
Sucres raffinés.	En pains . . . . . 53 50
	Candis . . . . . 57 "

Les fabricants étant à même de produire à volonté des sucres bruts de toutes nuances, il importe de fixer aux nos 8 et 12 la limite inférieure des qualités pouvant être exportées avec décharge de 43 ou de 45 fr. Ces numéros représentent les qualités moyennes de la 2<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup> classe, établies par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention.

Le Gouvernement ne propose pas de dispositions nouvelles pour assurer l'exactitude des déclarations, attendu que la désignation du numéro des sucres bruts et des vergeoises faisant désormais, tant à la sortie qu'à l'entrée, partie intégrante de la dénomination de cette marchandise, toute déclaration inexacte sous ce rapport sera punie conformément aux lois en vigueur.

La décharge de fr. 53-50 sur les sucres raffinés en pains, rapprochée des droits mentionnés à l'article 2, correspond (en tenant compte du droit de douane de fr. 1-20 par 100 kilogrammes, sur le sucre étranger), à des rendements moyens conformes aux rendements fixés par l'art. 1<sup>er</sup> de la Convention.

Quant au sucre candi, la décharge est fixée conformément à l'art. 7 de la Convention.

*Calcul des rendements, en n'appliquant que la moitié du droit de douane de 1 fr. 20 c. imposé sur le sucre étranger seulement.*

	DROITS			SUCRE RAFFINÉ.			
	sur le sucre brut.			en pain.		candis.	
	Accise.	Moitié du droit de douane.	Total.	Drawback.	Rendement.	Drawback.	Rendement.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	kil.	fr. c.	kil.
Au-dessous du no 7.	40 50	» 60	41 10				
N° 7 à 9.	43 »	» 60	43 60				
N° 10 à 14.	45 »	» 60	45 60	55 50	76 8	57 »	72 1
N° 15 à 18.	46 »	» 60	46 60				
					81 5		76 5
					85 2		80
					87 1		81 7

#### Article 5.

Lorsque le déficit constaté dans les recettes à la fin d'un trimestre n'est pas couvert par la répartition mentionnée à l'art. 6. de la loi du 18 juin 1849, le minimum de recette du trimestre suivant est augmenté de la somme qui manque, et ainsi de suite, de trimestre en trimestre, jusqu'à ce que l'intégralité du déficit soit recouvrée.

D'après l'art. 5 de la loi du 15 mars 1856 (abrogé par l'art. 9 ci-après), le *manquant* de la recette résultant de l'insuffisance des termes de crédit ouverts aux comptes des raffineurs et des fabricants raffineurs, devait être payé par eux sous forme d'avances, au prorata des décharges des droits qui leur avaient été accordées pour dépôt en entrepôt ou pour exportation de sucre pendant le trimestre écoulé. Ce système, qui donnait lieu à de grandes complications de comptabilité, occasionnait une gêne réelle à ces redevables, dont les exportations se trouvaient arrêtées aussi longtemps que leur compte se soldait en avance.

Dans le système du projet de loi, le Gouvernement renonce à ces avances; les manquants éventuels, après la première répartition, seront ajoutés au minimum du trimestre suivant, pour être ultérieurement recouverts sur les termes restés ouverts aux comptes à l'expiration des trimestres subséquents.

#### Article 6.

§ 1. Dans le cas prévu par l'article précédent, le Gouvernement réduit le taux des décharges accordées à l'exportation ou au dépôt en entrepôt des sucres bruts de betteraves indigènes et des sucres raffinés.

§ 2. Ces réductions, calculées ensemble à 50 c. par 100 000 fr. de déficit, sans tenir compte des manquants ayant déjà

Un exemple précisera la portée de l'art. 6.

Supposons qu'à fin d'un trimestre le déficit de la recette soit de 300 000 fr., et que pendant les quatre derniers trimestres on ait exporté ou déposé en entrepôt, savoir : 8 000 000 de kil. de sucre brut de betterave, et 16 000 000 de kil. de sucre raffiné : la réduction totale de la décharge



donné lieu à une réduction de la décharge, sont réparties entre la décharge afférente aux sucres bruts et celle afférente aux sucres raffinés, proportionnellement à la quantité de chacune de ces deux espèces de sucre exportée ou déposée en entrepôt pendant les quatre derniers trimestres.

§ 3. Si, pendant deux trimestres consécutifs, la recette du trésor dépasse le *minimum* légal, les décharges réduites, en vertu du paragraphe précédent, sont relevées dans la même proportion, sans toutefois pouvoir excéder le taux fixé par l'art. 4.

pour les deux espèces de sucre sera de 1 fr. 50 c. ( $\gg 50 \text{ c.} \times \frac{300 \ 000}{100 \ 000}$ ), et cette réduction sera répartie, savoir : 50 centimes sur la décharge des sucres bruts de betterave, et 1 fr. sur la décharge de sucre raffiné ( $8 \ 000 \ 000 : 16 \ 000 \ 000 = \gg 50 : 1$ ).

La décharge sera alors fixée comme il suit :

	Les 100 kil. fr. c.
Sucre brut de betterave.	<div> <div>N<sup>os</sup> 8 à 12 inclusive- ment. . . . .</div> <div>42 50</div> </div>
Sucre raffiné.	<div> <div>N<sup>os</sup> 12 et au-dessus. .</div> <div>44 50</div> </div> <div> <div>En pains . . . . .</div> <div>52 50</div> </div> <div> <div>Candis. . . . .</div> <div>56</div> </div>

Si, ultérieurement, le *minimum* légal est dépassé pendant un trimestre de 50 000 fr. par exemple, et pendant le trimestre suivant de 150 000 fr., il y aura lieu, en vertu du § 3 de l'art. 6, de relever la décharge de 1 fr. sur les deux sucres : 67 centimes pour le sucre raffiné et 33 centimes pour le sucre brut de betterave.

L'art. 6, qui remplace le § 3 de l'art. 5 de la loi du 15 mars 1856, remédie ainsi à un état de choses qui, sous le régime nouveau, ne pourra plus guère se présenter que dans le cas d'un développement excessif de l'exportation des sucres bruts et des sucres raffinés. Il importe cependant que la recette du trésor reste garantie, et si, dans l'hypothèse ci-dessus énoncée, un déficit nouveau se produisait encore, il est de toute équité de faire supporter les conséquences de cette situation aux raffineurs et aux fabricants assimilés aux raffineurs, en raison de la part pour laquelle ils ont contribué à l'amener.

D'après l'art. 5 de la loi de 1856, la réduction de la décharge n'était effectuée qu'après un manquant de 500 000 fr., pendant deux trimestres consécutifs. Les déficits s'accumulant alors, de trimestre en trimestre, le même manquant donnait en réalité lieu à plusieurs réductions de la décharge. C'était, l'expérience l'a prouvé, faire attendre beaucoup trop longtemps le remède, et puis, l'appliquer avec trop de rigueur.

Dans le système des art. 5 et 6, qui reproduisent sous ce rapport, en l'atténuant, l'art. 8 de la loi précédente du 18 juin 1849, aussitôt qu'un manquant de 100 000 fr. sera constaté, le frein agira, mais une fois seulement, pour chaque manquant.

## Article 7.

§ 1<sup>er</sup>. Par modification au § 1<sup>er</sup> de l'art. 44 de la loi du 26 mai 1856, l'accise sur la fabrication des glucoses granulées est portée à 27 fr. par 100 kil. de fécule sèche employée.

Elle ne peut être inférieure à 8 fr. par hectolitre de la capacité brute de la cuve de saccharification.

§ 2. Le fabricant est tenu de comprendre dans la déclaration exigée par l'art. 42 de ladite loi, l'indication de l'espèce de glucose qu'il entend fabriquer.

La fabrication des glucoses granulées ou en sirop est soumise aujourd'hui à un droit de 10 fr. par 100 kilogrammes de fécule sèche employée, ce qui, à raison d'un rendement de 66 kilogrammes, équivaut à un droit de 15 fr. par 100 kilogrammes de glucoses granulées.

L'article ci-contre, en fixant l'accise à 27 fr. par 100 kilogrammes de fécule sèche, élève le droit sur les glucoses granulées au même taux que le droit sur les sucres bruts ( $27 \times \frac{100}{66}$  — fr. 40-50).

Cette assimilation, qui existe déjà aujourd'hui en France, est indispensable pour empêcher une fraude facile à commettre, et qui consiste à mélanger de glucoses granulées les vergeuses présentées à l'exportation avec décharge de l'accise.

## Article 8.

Sont abrogés :

L'art. 2 de la loi du 16 mai 1847 et l'art. 5 de la loi du 15 mars 1856.

## DISPOSITION TRANSITOIRE.

## Article 9.

L'art. 6 n'est pas applicable au déficit qui serait éventuellement constaté dans la recette, à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Depuis le 30 juin 1863, les termes de crédit ouverts dans les comptes des raffineurs sont, à l'expiration de chaque trimestre, insuffisants pour couvrir le déficit de la recette. Ces manquants doivent disparaître par suite de l'augmentation de la prise en charge dans les fabriques indigènes, et de la réduction de la décharge à l'exportation. Mais la situation anormale dans laquelle se trouve le recouvrement du *minimum* pourrait se prolonger encore pendant quelques trimestres.

Les dispositions de l'art 6 n'ont pour objet que de prévenir les déficits futurs, et il a paru équitable de ne pas les appliquer à l'arriéré qui subsistera probablement encore au moment de la mise en vigueur de la loi. Cet arriéré, reporté de trimestre en trimestre jusqu'à ce qu'il disparaisse par l'accroissement du produit de l'impôt, n'entraînera aucune réduction de la décharge.

## Article 10.

Le Gouvernement déterminera la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Donné à Lacken, le 20 novembre 1864.

Par le Roi :

*Le ministre des affaires étrangères,*

CH. ROGIER.

*Le ministre des finances,*

FRÈRE-ORBAN.

Le nouveau régime sera appliqué aussitôt que la Convention aura été approuvée, conformément aux lois constitutionnelles des pays contractants.

LÉOPOLD.

CONVENTION.

S. M. le Roi des Belges, S. M. l'Empereur des Français, S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. le Roi des Pays-Bas, également animés du désir de régler d'un commun accord les questions internationales relatives à la législation des sucres et notamment au *drawback* accordé à la sortie des sucres raffinés, ont résolu de convertir en une Convention diplomatique l'arrangement que les commissaires délégués par les gouvernements des quatre États contractants ont signé le 4 octobre de la présente année.

A cet effet, leurs dites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa M. le Roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa M. l'Empereur des Français;

Sa M. l'Empereur des Français, M. Edouard *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre de Léopold de Belgique, de l'ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

S. M. la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'honorable William-George *Grey*, chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique à Paris;

S. M. le roi des Pays-Bas, M. Léonard-Antoine *Lightenvelt*, grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le *minimum* du rendement des sucres au raffinage est réglé provisoirement, ainsi qu'il suit, par cent kilogrammes de sucre brut.

N <sup>o</sup> de la série des types hollandais.	Sucres raffinés en pains.
18	87 kil.
17	
16	
15	
14	
13	85 kil.
12	
11	
10	
9	
8	81 kil.
7	
Au-dessous de 7	76 kil.

Les nuances intermédiaires entre deux classes appartiendront à la classe inférieure.

Art. 2. Immédiatement après l'échange des ratifications de la présente convention, il sera procédé, d'un commun accord, à frais communs, et sous le contrôle collectif des agents nommés par les quatre gouvernements contractants et dans telle localité qui sera désignée de concert à des expériences pratiques de raffinage sur des sucres bruts de chaque classe, et autant que possible, des différentes origines, afin de constater leur rendement effectif.

Art. 3. Les rendements fixés par l'art. 1<sup>er</sup> seront modifiés d'après les résultats obtenus par les expériences ci-dessus mentionnées, qui devront être constatées à l'unanimité par les délégués des quatre gouvernements, et terminées au plus tard un an après l'échange des ratifications de la présente convention.

Art. 4. Celles des hautes parties contractantes qui accordent ou accorderont un *drawback* unique ou une décharge de droits, établiront une corrélation exacte entre les droits d'entrée et les rendements fixés d'après l'article précédent.

Art. 5. En attendant la mise à exécution des art. 2, 3 et 4, les rendements établis par l'article 1<sup>er</sup> ne seront pas obligatoires en Angleterre, à condition de maintenir la corrélation qui existe aujourd'hui entre le *drawback* fixé par l'article suivant et l'échelle des droits actuels à l'importation, tant sur les sucres bruts que sur les sucres raffinés.

Art. 6. Il est d'ailleurs entendu que jusqu'à ce que les art. 2, 3 et 4 soient mis à exécution, le gouvernement de Sa M. Britannique diminuera le *drawback* actuel à l'exportation des sucres raffinés de six pences par quintal anglais.

Art. 7. Le rendement du sucre candi pourra être de 7 p. c. inférieur à celui des sucres raffinés en pains.

Art. 8. Les sucres raffinés en pains, destinés à l'exportation, devront être présentés parfaitement épurés, durs et secs, à la vérification des employés. Après cette opération, les sucres pourront être concassés ou pilés, sous la surveillance non interrompue du service.

Art. 9. Les sucres dits poudres blanches, rendus par un procédé quelconque égaux en qualité aux sucres mélis, recevront à l'exportation le même *drawback* que ces derniers sucres, à la condition : 1° d'être assimilés, quant à la perception de l'impôt de consommation ou des droits d'entrée aux sucres raffinés ; 2° d'être parfaitement épurés et séchés, et conformes à l'échantillon-type établi par la législation actuelle de la Grande-Bretagne, lequel type deviendra obligatoire pour ceux des pays contractants qui voudraient user de la faculté prévue par le présent article.



Art. 10. Le *drawback* accordé à la sortie des sucres dits bâtarde ou vergeoises, selon le type auquel ils appartiennent, ne pourra excéder les droits afférents aux sucres bruts.

Sous le régime de l'admission temporaire, les mêmes sucres ne pourront être admis en compensation à la sortie que pour des quantités n'excédant pas celles des sucres pris en charge, et sous la condition de n'être pas inférieurs, quant à la nuance, au type n° 10.

Art. 11. Il ne sera pas accordé de *drawback*, de restitution de droits ou de décharge à l'exportation pour les mélasse et les sirops.

Art. 12. Le droit à l'importation sur les sirops de raffinage épuisés, et sur les mélasse ordinaires, ne devra pas excéder le tiers du droit applicable au sucre brut des types n° 10 à 14. Les sucres dits *mélados* payeront les mêmes droits que les sucres bruts.

Art. 13. Les droits à l'importation sur les sucres raffinés en pains, et sur les poudres blanches assimilées aux raffinés importés d'un des pays contractants dans l'autre, ne seront pas plus élevés que le *drawback* accordé à la sortie du sucre mélis.

En France, les droits à l'importation seront de 15 p. c. supérieurs au droit sur le sucre brut des n° 15 à 18. Ce chiffre sera réduit ou augmenté en raison inverse du rendement qui sera définitivement établi.

Le droit sur le sucre candi pourra être de 7 p. c. plus élevé que le droit afférent aux autres sucres raffinés.

Les vergeoises seront assimilées aux sucres bruts.

Art. 14. En attendant la mise à exécution des art. 2 et 3, les droits sur tous les sucres raffinés pourront être de 4 p. c. supérieurs au taux déterminé par l'article précédent.

Art. 15. Les tares légales, dans les pays où la perception ne s'effectue pas sur le point net, seront fixées ainsi qu'il suit :

Emballages en bois (futailles, caisses, etc.....	13 p. c.
Canastres.....	8 p. c.
Autres emballages { doubles.....	4 p. c.
{ simples.....	2 p. c.

Pour les sucres de betterave et pour les sucres importés dans des emballages autres que ceux qui sont en usage pour les sucres exotiques, les droits seront perçus au net.

Art. 16. La prise en charge, dans les fabriques de sucre abonnées, sera portée immédiatement à quatorze cent soixante-quinze grammes par hectolitre de jus et par degré du densimètre à la température de quinze degrés centigrades. Elle sera fixée à quinze cents grammes, dès que la production annuelle en Belgique aura atteint vingt-cinq millions de kilogrammes. Le droit à percevoir, dans les fabriques de sucre abonnées, sera le droit auquel seront soumis les sucres exotiques des n° 10 à 14.

Il est d'ailleurs entendu que les sucres bruts de betterave importés d'un des pays contractants dans l'autre, seront admis à l'exportation après raffinage, à la condition, en ce qui concerne l'importation en France, qu'ils ne dépasseront pas le n° 16.

Art. 17. La restitution ou la décharge des droits ne sera accordée aux sucres bruts indigènes au-dessous du n° 10, provenant de fabriques abonnées, que pour une quantité réduite proportionnellement aux rendements fixés par les art. 1<sup>er</sup> et 3.

Art. 18. Les administrations respectives des hautes parties contractantes se concerteront pour déterminer d'un commun accord les types nécessaires à l'exécution du présent arrangement et pour les reviser périodiquement.

Art. 19. Les hautes parties contractantes se réservent de se concerter sur les moyens d'obtenir l'adhésion des gouvernements des autres pays aux dispositions de la présente Convention.

Dans le cas où des primes seraient accordées dans lesdits pays à l'exportation des sucres raffinés, les hautes parties contractantes pourront s'entendre sur les surtaxes à établir à l'importation des sucres raffinés desdites provenances.

Art. 20. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des hautes parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 21. La durée de la présente Convention est fixée à dix ans.

Les hautes parties contractantes se réservent d'ailleurs la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette Convention, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 22. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 8 novembre 1864.

(L. S.) *Signé* : BARON EUG. BEYENS.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : W. G. GREY.

(L. S.) *Signé* : LIGTHENVELT.

PROTOCOLE.

Les plénipotentiaires des hautes parties contractantes déclarent qu'il est entendu que la Convention, signée en date de ce jour, deviendrait nulle de plein droit, dans le cas où les expériences prévues par l'article 2 n'aboutiraient pas dans le délai d'un an, à partir de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 8 novembre 1864.

(L. S.) *Signé* : Baron EUG. BEYENS.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : W. G. GREY.

(L. S.) *Signé* : LIGHTENVELT.

## TURQUIE.

### Nouvelle législation sur la presse, décembre 1864.

#### TITRE I.

##### Dispositions générales.

Art. 1<sup>er</sup>. Aucun journal ou écrit périodique traitant de matières politiques ou administratives, en quelque langue que ce soit, et paraissant régulièrement et à jour fixe, soit par livraisons ou irrégulièrement, ne pourra être créé ou publié sans l'autorisation du Gouvernement Impérial.

La demande d'autorisation sera adressée au ministère de l'instruction publique, si l'auteur de la demande est un sujet de la Sublime Porte ; s'il est sujet étranger, il présentera sa requête au ministère des affaires étrangères. Le ministère qui recevra la demande, après avoir constaté l'accomplissement des conditions établies par l'art. 3, donnera l'autorisation, et l'acte en sera délivré par le bureau de la presse.

Art. 2. Si la publication du journal ou écrit politique doit avoir lieu en province, la demande d'autorisation sera présentée au gouverneur général qui la fera parvenir au ministère des affaires étrangères ou au ministère de l'instruction publique, d'après les prescriptions de l'art. 1<sup>er</sup>. L'acte d'autorisation sera transmis au gouverneur général, après la constatation de l'accomplissement des conditions énoncées à l'art. 3.

Art. 3. L'autorisation mentionnée à l'art. 1<sup>er</sup> sera accordée à tout sujet ottoman âgé de 30 ans accomplis, n'ayant subi aucune condamnation pour des crimes ou délits prévus par le code pénal et jouissant de la plénitude de ses droits civils. Elle sera également accordée à un étranger, à la condition expresse qu'il sera assimilé aux sujets ottomans en tout ce qui concerne les charges et obligations découlant de la présente loi, ainsi qu'en ce qui touche la procédure à suivre à son égard en cas de contravention ou délit de presse, sous la juridiction exclusive des autorités et tribunaux ottomans.

Art. 4. Toute demande en autorisation devra être accompagnée d'une déclaration signée du propriétaire ou gérant responsable et contenant l'indication du titre du journal ou écrit périodique, des conditions de périodicité et de l'imprimerie dans laquelle il devra être imprimé. Le propriétaire ou gérant responsable sera tenu de remettre à la direction de la presse, à Constantinople, et au gouverneur général, dans les provinces, au moment de la publication, un exemplaire signé de chaque numéro de son journal ou écrit périodique.

Tous les exemplaires du journal porteront au bas la signature imprimée du gérant ou propriétaire responsable.

Art. 5. Lorsque le propriétaire ou gérant responsable d'un journal ou écrit périodique voudra transférer à des tiers l'autorisation qu'il aura reçue du Gouvernement, il sera tenu d'en donner avis au ministère dont elle émane. Le nouveau propriétaire ou gérant responsable devra obtenir une nouvelle autorisation, conformément aux prescriptions des articles 1, 2 et 3.

Toutes les fois que le titre, les conditions de périodicité ou l'imprimerie du journal seront changés, il en sera fait déclaration au même ministère.

Art. 6. Les journaux ou écrits périodiques politiques actuellement existant dans l'Empire sont dispensés de l'autorisation exigée par la présente loi et sont relevés des avertissements qu'ils peuvent avoir reçus jusqu'ici.

Tous ces journaux continueront à paraître en se soumettant en tous points aux conditions prescrites par la présente loi.

Art. 7. Le signataire de chaque feuille ou livraison sera tenu responsable de tous les articles ou passages attribués à des tiers et qui ne porteront pas leurs signatures. Si l'article ou le passage est signé par des tiers, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'égard du signataire de la feuille ou livraison, comme complice de l'auteur ou des auteurs de l'article ou passage incriminé.

Art. 8. Tout journal sera tenu d'insérer, dans l'un de ces deux plus prochains numéros, les communications officielles qui lui seront adressées à cet effet par la direction de la presse, à Constantinople,



et par les autorités locales, dans les provinces. L'insertion sera gratuite.

Tout journal est également tenu d'insérer gratuitement, dans l'un de ses deux plus prochains numéros, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal. La réponse ne pourra avoir plus du double de la longueur de l'article qui l'aura provoquée.

Art. 9. L'introduction et la circulation de tout journal ou écrit périodique traitant de matières politiques ou administratives et qui serait publié à l'étranger dans un but d'hostilité et d'agression contre le Gouvernement Impérial, sont interdites dans les États de S. M. le sultan.

## TITRE II.

### Dispositions pénales.

Art. 10. Toute publication de journal ou écrit périodique sans autorisation du Gouvernement, sera punie d'une amende de dix livres turques pour chaque livraison ou numéro publié, et le journal ou écrit périodique ainsi publié cessera de paraître.

Art. 11. L'infraction aux prescriptions de l'art. 4, concernant le dépôt et la signature des écrits périodiques, est punie d'une amende de dix livres turques.

Art. 12. Le journal ou écrit périodique qui n'insérerait pas les communications officielles qui pourront lui être adressées, ou la réponse de toute personne nommée ou désignée par lui conformément à l'article 8, sera puni d'une amende de deux livres et demie à vingt-cinq livres, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels, dans le dernier cas, l'article ou passage incriminé pourrait donner lieu.

Art. 13. Quiconque, par la voie de la presse aura provoqué l'auteur ou les auteurs de toute action qualifiée par le code pénal crime ou délit contre la tranquillité ou la sûreté intérieures de l'Empire à la commettre, sera réputé complice et puni comme tel selon la gravité du crime ou délit. Le journal qui aura servi d'instrument à ces crimes ou délits, sera supprimé par voie administrative.

Art. 14. Tout outrage commis par la voie des journaux à la morale publique et aux bonnes mœurs ou à l'une des religions ou l'un des cultes professés dans l'Empire, sera puni d'une amende de une à vingt-cinq livres turques ou d'un emprisonnement d'une semaine à trois mois.

Art. 15. L'offense envers le Souverain et les membres de la famille Impériale et l'attaque contre l'autorité du Sultan seront punies d'un emprisonnement de six mois à trois ans ou d'une amende de vingt-cinq à cent cinquante livres.

Art. 16. L'offense envers les ministres de Sa Majesté ou envers la personne des chefs des Gouvernements vassaux de la Sublime-Porte, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, ou d'une amende de cinq à cinquante livres.

Art. 17. L'offense envers la personne des Souverains ou envers celle des chefs des Gouvernements amis et alliés de la Sublime-Porte sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans ou d'une amende de quinze à cent livres turques.

Art. 18. Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation.

Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure.

Art. 19. La diffamation ou l'injure envers les cours, tribunaux ou autres corps constitués de l'État sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à un an, ou d'une amende de deux à cinquante livres.

Art. 20. La diffamation envers tout dépositaire ou agent de l'autorité publique sera punie d'un emprisonnement de dix jours à dix mois, ou d'une amende d'une livre à 40.

Art. 21. La diffamation envers les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents accrédités auprès de la Sublime-Porte, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à huit mois ou d'une amende d'une livre à trente livres.

Art. 22. La diffamation envers les particuliers sera punie d'une amende d'une demi-livre à quinze livres, ou d'un emprisonnement de cinq jours à cinq mois.

Art. 23. En cas de diffamation envers toute personne et même envers tout dépositaire de l'autorité publique pour faits purement personnels, la peine édictée par la loi sera appliquée d'une manière absolue. Toutefois, dans le cas d'imputation contre les dépositaires ou agents de l'autorité, ou contre toute personne ayant agi dans un caractère public, de faits diffamatoires relatifs à leurs fonctions, la preuve des faits imputés mettra l'auteur de l'imputation à l'abri de toute peine, sans préjudice des peines prononcées contre toute injure adressée à ces personnes.

Art. 24. L'injure contre les personnes désignées aux art. 20 et 21 est punie d'un emprisonnement de cinq jours à cinq mois ou d'une amende d'une livre et demie à quinze livres.

Art. 25. L'injure envers les particuliers sera punie d'un emprisonnement de deux jours à deux mois, ou d'une amende de 30 piastres à cinq livres.

Art. 26. La publication ou la reproduction, faite avec intention et de mauvaise foi, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées ou falsi-

fiées, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, ou d'une amende de dix à cinquante livres.

Art. 27. Les délits prévus par les art. 15, 16, 17 et 21, pourront être punis, par voie administrative d'une suspension qui ne doit pas excéder un mois.

Art. 28. Tout journal ou écrit périodique sera tenu d'insérer la condamnation prononcée contre lui, par voie judiciaire, dans l'un de ses numéros qui paraîtront dans le mois du jugement.

L'impression de tout arrêt de condamnation, dans un ou plusieurs journaux, pourra être ordonnée, aux frais du condamné.

Art. 29. Le journal ou écrit périodique qui aura subi trois condamnations par voie administrative, dans l'espace de deux ans, devient sujet à la suspension ou à la suppression par voie administrative.

Art. 30. En cas d'emprisonnement du gérant ou du propriétaire responsable pour crime, délit ou contravention de presse, la publication du journal ou écrit périodique ne pourra avoir lieu pendant toute la durée de l'emprisonnement que par un autre gérant remplissant les conditions établies par la présente loi.

Art. 31. La poursuite devant les tribunaux de délits commis par la voie de la presse aura lieu à la requête de la partie qui se croira lésée, sauf les cas d'offense au Souverain, aux membres de la famille Impériale, d'attaque contre l'autorité du sultan et d'offense aux ministres, et le cas d'outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs, dans lesquels cas la poursuite sera exercée d'office.

La poursuite, en cas d'outrage à l'une des religions ou l'un des cultes professés dans l'Empire, sera ordonnée d'office, s'il y a lieu, sur la demande de l'autorité religieuse intéressée.

Art. 32. L'action publique et l'action civile contre les délits commis par voie de la presse, se prescriront par six mois révolus, à compter du fait de la publication qui constitue le délit.

Art. 33. En cas de récidive, les peines à prononcer, tant par voie judiciaire que par voie administrative, pourront être augmentées et portées, au plus, au double.

Art. 34. Les délits mentionnés aux art. 15, 16, 17, 19, 20, 21 et 24 seront soumis à une commission composée de cinq personnes, qui siégera à la Sublime-Porte. Le grand conseil prononcera la peine sur le rapport de la commission.

Les délits et conventions énoncés dans les autres articles de la présente loi, seront évoqués devant les tribunaux de police.

Art. 35. La présente loi sera mise en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1865 (nouveau style).

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Le Baron VON DER PFORDTEN

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DE BAVIÈRE



# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

### 1865

---

### III

#### PREMIÈRE PARTIE.

---

#### RUSSIE.

#### DOCUMENTS RELATIFS AUX NOUVELLES INSTITUTIONS PROVINCIALES DE L'EMPIRE.

---

**Oukase du Sénat du 6/18 mars 1864 promulguant la décision  
du Conseil de l'Empire sur la naturalisation des étrangers en  
Russie, sanctionnée par l'Empereur le 10/22 février 1864.**

I. Les articles 1538 à 1558 des lois sur les conditions des personnes (*Code des lois*, t. IX. éd. 1857), relatifs à la naturalisation des étrangers en Russie et à l'abandon par eux de la sujétion russe, sont et demeurent remplacés par les dispositions ci-après :

1. Pour obtenir la naturalisation russe, un étranger doit avoir été préalablement établi en Russie.

2. L'étranger qui désire s'établir sur le territoire de l'empire de Russie, en fait la déclaration au chef de la province dans laquelle il a l'intention de se faire inscrire ou de fixer son domicile, et lui fait en même temps connaître la nature des occupations auxquelles il se livrait dans son pays et de celles auxquelles il se propose de se vouer en Russie. Le chef provincial lui délivre un certificat constatant la déclaration faite, et, du jour de la signature de ce certificat, l'étranger est réputé établi en Russie, sans toutefois cesser, jusqu'à sa naturalisation, d'être considéré comme étranger et d'être soumis à toutes les lois en vigueur concernant les étrangers.

3. Les étrangers établis en Russie antérieurement à la promulgation du présent règlement, et qui se seront fait une réputation d'utilité en exerçant des arts, des métiers, le commerce, ou toute autre profession, pourront faire preuve de l'ancienneté de leur établissement en Russie au moyen de documents légaux autres que celui indiqué en l'article 2. La date du plus ancien de ces documents est considérée comme étant celle de leur établissement dans le pays.

4. Après cinq ans d'établissement en Russie, un étranger peut solliciter la naturalisation russe. Les cas dans lesquels ce délai pourra être abrégé sont déterminés ci-dessous, dans les articles 11 à 14.

*Observation.* Pour les étrangers sujets de puissances avec lesquelles il a été conclu à cet effet des conventions spéciales, ces dernières continueront à rester en vigueur.

5. Les étrangères mariées ne peuvent être admises à la naturalisation russe séparément de leurs maris.

6. La naturalisation russe est toujours personnelle, limitée à celui qui l'a obtenue, sauf l'exception statuée par l'art. 17 ci-dessous, et ne s'étend pas aux enfants, qu'ils soient majeurs ou mineurs, nés antérieurement. Les enfants nés postérieurement à la naturalisation sont considérés comme sujets russes.

7. La demande en naturalisation doit être présentée au ministre de l'intérieur et contenir les indications suivantes : *a*, les lieux où le postulant a été domicilié pendant toute la durée de son établissement en Russie, les occupations auxquelles il s'est livré et les certificats qu'il peut fournir, constatant son mode d'existence ; *b*, la classe et la corporation dans lesquelles il désire et il a le droit de se faire inscrire ; *c*, la ville où il désire être admis à prêter serment ; *d*, enfin, si une abréviation de la durée de l'établissement préalable est sollicitée, les titres à l'appui de cette prétention. A la pétition doivent être joints : *a*, les actes de l'état civil du postulant, dressés conformément aux usages de son pays et légalisés par nos agents diplomatiques et le ministère des affaires étrangères, ou bien par le ministère lui-même s'il n'existe

pas d'agents russes dans son pays ; *b*, un certificat constatant l'établissement préalable en Russie. Les étrangers soumis par les lois de leur pays à la conscription, s'ils sont sujets d'une des puissances avec lesquelles il a été conclu des cartels d'extradition des individus qui sont réclamés par la conscription, sont en outre tenus de fournir des certificats de leurs gouvernements constatant que l'individu qui désire abandonner sa nationalité s'est acquitté du service militaire ou qu'il en est exempt.

8. A la suite d'une demande en naturalisation présentée, le ministre de l'intérieur en autorise l'exécution, ou bien refuse au postulant la nationalité russe, quand même celui-ci aurait rempli toutes les formalités exigées à cet effet.

9. La naturalisation s'accomplit par la prestation du serment de sujétion.

10. Le serment de sujétion est prêté dans la forme prescrite à cet effet, par chacun en sa langue maternelle ou en toute autre langue qu'il connaisse, en séance de la régence du gouvernement, entre les mains d'un ministre de la religion professée par celui qui le prête, ou bien, dans les lieux où la présence d'un ministre serait impossible, entre celles du fonctionnaire supérieur présent à la séance. Il est dressé procès-verbal de la prestation du serment, lequel procès-verbal, ainsi que la formule du serment, sont signés par celui qui a prêté le serment, par celui qui l'a reçu et par tous les fonctionnaires qui y ont assisté. Après quoi le fonctionnaire supérieur transmet les deux actes, en original, au chef de la province, qui délivre à l'assermenté un certificat de naturalisation.

1<sup>re</sup> *Observation*. Il est loisible aux chefs des provinces d'autoriser, pour des motifs qu'ils jugeront mériter d'être pris en considération, la prestation du serment par devant l'administration de la police locale au lieu de la régence.

2<sup>e</sup> *Observation*. Dans des cas particuliers qui mériteront d'être pris en considération, et sur la demande de nos agents à l'étranger (ambassadeurs, ministres, etc.), la prestation du serment de naturalisation pourra aussi avoir lieu par devant nos légations.

11. La durée de l'établissement préalable qui doit précéder la naturalisation peut, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, être abrégée en faveur d'étrangers qui auront rendu des services importants à la Russie, ou se seront signalés par des talents remarquables, par leur érudition, etc., ou bien enfin auront placé des capitaux considérables dans des entreprises d'utilité publique russes. Sous tous les autres rapports, les règles générales établies ci-dessus seront également applicables à ces étrangers.

12. Les enfants d'étrangers non naturalisés Russes, qui sont nés et ont été élevés en Russie, ou qui, quoique nés à l'étranger, ont fait

leurs cours d'études dans les établissements d'instruction supérieurs ou secondaires russes, acquièrent par ce fait le droit d'obtenir la naturalisation russe dans l'année qui suit leur majorité. L'autorisation de prêter le serment de sujétion est accordée, à ceux qui n'ont pas laissé passer ce délai, par la régence locale de gouvernement, qui prend en même temps un arrêté au sujet de leur inscription dans la classe dans laquelle ils ont droit de se faire inscrire. Ceux de ces enfants d'étrangers à qui l'établissement dans lequel ils ont reçu leur éducation confère le droit d'entrer au service civil, peuvent, s'ils le désirent, y être admis, en vertu du règlement sur le service civil, sans se faire naturaliser. Toutefois, dans tous les cas de prestation de serment, soit de sujétion, soit de service fidèle, les sujets de puissances avec lesquelles il existe des conventions de cartel seront tenus de produire les certificats indiqués en l'article 7.

Enfin, les enfants d'étrangers qui n'auront pas prêté le serment de sujétion ou ne seront pas entrés au service dans le délai ci-dessus fixé, ne pourront se faire naturaliser par la suite qu'en se conformant à toutes les règles générales prescrites dans le présent règlement pour les autres étrangers.

13. Pourront se faire naturaliser de la même manière les enfants majeurs d'étrangers naturalisés conformément aux articles 1<sup>er</sup> à 11, soit simultanément avec leurs parents, soit dans le courant de l'année après la naturalisation de ces derniers, en présentant les documents énumérés en l'article 7, à l'exception seulement du certificat d'établissement.

14. Les étrangers au service militaire ou civil de la Russie, de même que les ministres des cultes étrangers invités, par disposition du ministère de l'intérieur, à venir servir en Russie, peuvent s'ils le désirent, être admis à prêter le serment de sujétion en tout temps et sans être assujettis à l'observation d'un délai quelconque, par une simple décision de leurs chefs immédiats : les militaires dans leurs régiments et corps, et les fonctionnaires civils dans leurs administrations. La formule du serment que l'étranger devra prêter en pareille circonstance sera dressée en double expédition et signée par tous les fonctionnaires qui auront assisté à la prestation de serment ; l'une de ces expéditions sera transmise au gouverneur local, et l'autre sera déposée dans les archives du corps ou de l'administration où la cérémonie du serment aura été accomplie.

15. La femme sujette russe qui, ayant épousé un étranger, est en conséquence considérée comme étrangère, peut, à la mort de son mari ou après la cassation de son mariage avec lui, recouvrer sa qualité de Russe et n'est tenue de présenter à cet effet, au chef de la province qu'elle aura choisie pour y établir son domicile, que la preuve



légale de la cessation de son état de mariage. Un certificat délivré par le chef de la province, constatant que ce document lui a été produit, fait preuve du retour de la femme qui en est munie à la nationalité russe.

16. Les enfants d'une sujette russe qui, après avoir été mariée à un étranger, est devenue veuve ou a été divorcée d'avec son mari, doivent, en ce qui concerne leur naturalisation en Russie, se conformer aux dispositions de l'article 12.

17. Les étrangères qui épousent des sujets russes, ainsi que les femmes des étrangers qui se font naturaliser en Russie, deviennent par ce fait sujets russes, sans prêter elles-mêmes un serment particulier. Les veuves et les femmes divorcées conservent la nationalité de leurs maris.

18. Sont et demeurent à l'avenir en pleine vigueur les dispositions spéciales existantes qui règlent le mode d'admission à la sujétion russe des colons étrangers, ainsi que des ouvriers étrangers qui s'établissent en Russie pour y cultiver des terres par location de la part des propriétaires fonciers. Également ne sont pas abrogés les privilèges particuliers accordés à quelques catégories d'étrangers à leur immigration en Russie, comme, par exemple, aux Bulgares immigrants en Géorgie, et à d'autres immigrants, nos coréligionnaires, qui s'établissent dans la Nouvelle-Russie (*Code des impôts*, art. 833), aux étrangers qui se font inscrire dans la bourgeoisie en immigrant du royaume de Pologne en Russie (*Id.*, art. 490, etc.).

19. Des étrangers naturalisés sujets russes obtiennent, par là même, tous les droits et se trouvent soumis à toutes les obligations inhérentes à la condition à laquelle ils se trouvent agrégés, sans qu'il y ait une différence quelconque entre eux et les sujets indigènes.

20. Les détails relatifs à la procédure à suivre pour la naturalisation des étrangers en Russie et pour leur dénaturalisation de la sujétion russe, ainsi que les délais, aussi abrégés que possible, assignés pour l'achèvement des affaires de ce genre dans les tribunaux provinciaux, sont fixés par le ministre de l'intérieur, de concert avec les différentes administrations compétentes, et sont promulgués dans les feuilles publiques.

II. Simultanément avec la publication des règlements ci-dessus, les dispositions suivantes sont ordonnées à titre de mesures transitoires :

1° Les étrangers naturalisés sujets russes antérieurement à la promulgation des présents règlements, ont le droit de retourner en tout temps à leur ancienne nationalité, après avoir acquitté les dettes et arrérages que le fisc, les corporations et les particuliers pourraient avoir à réclamer d'eux.

2° Il est loisible à ceux qui, sur les bases susmentionnées, auront renoncé à notre sujétion, de quitter la Russie, ou bien d'y résider ultérieurement en jouissant des droits équivalents à ceux des étrangers en général, — l'un et l'autre selon leur désir. Dans le dernier cas, ils sont tenus de se munir d'un passe-port ou d'un acte de légitimation de leur gouvernement; jusqu'à ce qu'ils l'aient obtenu, ils peuvent être munis de billets de séjour par l'autorité supérieure de la province qu'ils habitent. Les délais suivants sont fixés auxdits étrangers pour se pourvoir de billets ou passe-ports nationaux : d'un an pour les étrangers séjournant dans la Russie d'Europe, et s'ils doivent recevoir le document d'un des gouvernements de l'Europe; de deux ans pour les étrangers séjournant en Sibérie, ou s'ils doivent recevoir leurs papiers de légitimation d'une partie du monde autre que l'Europe. Le délai court depuis le jour où l'individu présente la requête par laquelle il demande à être relevé de la sujétion russe; ceux qui auront laissé écouler le délai sans s'être pourvus des papiers nationaux requis, sont tenus, ou bien de quitter immédiatement la Russie, ou bien d'embrasser de nouveau notre nationalité; dans ce dernier cas, ceux qui auront déjà fait partie d'une classe de la population payant un impôt personnel sont inscrits dans cette même condition, et on prélève sur eux les impôts et redevances prescrits par les lois, pour tout le temps écoulé depuis leurs derniers versements au fisc.

3° Ces dispositions s'appliquent également aux prisonniers de guerre et aux Asiatiques qui se seront fait naturaliser sujets russes, et qui, dans le cas où ils voudraient retourner dans leur patrie primitive, doivent être relevés de notre sujétion d'après le mode suivi à l'égard de tout autre étranger qui aurait prêté serment de sujétion à la Russie; en conséquence, doivent être considérées comme abrogées les dispositions spéciales relatives à ce sujet et contenues dans les articles 1557 et 1558 du code sur les conditions des personnes.

4° Doivent également être considérées comme abrogées les dispositions qui prescrivent aux sujettes russes qui auront épousé des étrangers, de vendre les biens fonds qu'elles possèdent en Russie, à l'exception de ceux toutefois que, en leur qualité d'étrangères, elles ont perdu le droit de posséder à l'avenir. Pour ce qui concerne les dispositions qui imposent aux étrangers quittant la sujétion russe le paiement de l'impôt pour trois ans et du droit de détraction, ces dispositions doivent être considérées comme abrogées à l'égard des puissances qui, par réciprocité, adopteront des mesures analogues en faveur des sujets russes.

III. Sont et demeurent supprimées, au § 1<sup>er</sup> de l'article 67 du Code civil (*Code des lois*, t. X, 1<sup>re</sup> partie), les dispositions qui imposent à un fiancé d'un culte étranger et sujet étranger de prêter le

serment de sujétion avant son mariage avec une fiancée orthodoxe, et les dispositions qui portent que l'autorisation souveraine doit être sollicitée chaque fois qu'il s'agit de la consécration d'un mariage entre fiancées orthodoxes et fiancés d'un culte étranger.

---

## **Institutions provinciales en Russie.**

### **RÈGLEMENTS**

Relatifs aux institutions territoriales pour les provinces et les districts.

#### **CHAPITRE I<sup>er</sup>.**

##### **Dispositions générales.**

Art 1<sup>er</sup>. Les institutions territoriales pour les provinces et les districts ont pour attribution l'administration des affaires relatives aux besoins locaux de chaque province et de chaque district.

Art. 2. Les affaires qui entrent dans les attributions de ces institutions sont :

I. L'administration des biens, capitaux et redevances pécuniaires territoriales.

II. L'établissement et l'entretien des édifices et voies de communication.

III. Les mesures relatives à l'approvisionnement public.

IV. L'administration des établissements de bienfaisance, etc., les mesures à prendre pour l'abolition de la mendicité, pour la construction des églises.

V. Les affaires relatives aux assurances mutuelles des propriétés.

VI. La protection et le développement du commerce et de l'industrie locaux.

VII. La protection et la gestion, surtout au point de vue administratif et dans les limites de la loi, des intérêts relatifs à l'instruction publique, à la salubrité et aux prisons.

VIII. Les mesures relatives à l'épizootie, à la préservation de la culture contre les sauterelles et autres insectes.

IX. L'exécution des prestations militaires et civiles, le postage.

X. La répartition des redevances pécuniaires affectées aux besoins généraux de l'État qui incombent, d'après la loi, aux localités.

XI. La fixation, la répartition, le prélèvement et la dépense, d'après les règlements existants, des redevances territoriales pour les besoins publics de la province ou du district.

XII. La communication au gouvernement, par l'entremise des au-

torités provinciales, des renseignements, opinions et vœux relatifs aux besoins locaux et demandes y relatives. Les renseignements à fournir sur la demande des autorités supérieures relatifs aux besoins locaux, etc.

XIII. La nomination des membres et des employés aux fonctions locales et fixation des traitements *ad hoc*.

XIV. La direction de toutes les autres affaires dont la loi chargerait ces institutions.

Art. 3. La sphère d'action de chacune de ces institutions est limitée au territoire de la province ou du district.

Art. 4. Ces institutions sont chargées de discuter, décider et prendre toutes les mesures nécessaires pour la marche et l'exécution des affaires de leur compétence.

Art. 5. Elles ont le droit d'acheter et de vendre les biens publics, mobiliers et immobiliers, de contracter, de porter plainte aux tribunaux et d'ester en justice relativement à ces biens publics, etc.

Art. 6. Les institutions territoriales, dans leur sphère d'action légale, agissent *librement*. La loi définit les cas et le mode suivant lesquels leurs actions ou décisions sont soumises à l'approbation ou à la surveillance des autorités supérieures.

Art. 7. Elles ne peuvent sortir de leur sphère d'action indiquée, ni s'occuper des affaires gouvernementales, ou bien des affaires relatives aux différentes classes sociales, aux pouvoirs et institutions gouvernementales établies. Toutes immixtions et décisions de cette nature sont frappées de nullité.

Art. 8. Les institutions territoriales sont responsables devant la loi, comme il est dit plus bas, pour excès de pouvoir, pour actions contraires aux lois existantes, pour la non-exécution des demandes légales des autorités locales, pour abus de pouvoir et irrégularité dans les différentes branches de leur administration, et pour tout dommage causé aux êtres collectifs ou aux particuliers.

Art. 9. Le chef de la province peut arrêter l'exécution de toute décision contraire à la loi ou à l'intérêt général. (Voir art. 94, 95 et 96 plus bas). Le ministre de l'intérieur, de son côté, dans l'intervalle des deux sessions, peut aussi arrêter toute exécution contraire à la loi et à l'intérêt général en faisant connaître cette décision à la première session. (Voir à ce sujet art. 97 plus bas.)

Art. 10. Dans le cas où ces institutions auront omis de prendre les mesures nécessaires relatives aux redevances dont l'administration leur appartient, le chef de province, autorisé *ad hoc* par le ministre, peut prendre lui-même ces mesures au lieu et place de ces institutions.

Art 11. Les institutions peuvent porter plainte au premier départe-



ment du Sénat contre le chef de la province ou contre les autorités supérieures. Le délai de ces plaintes est fixé à la première session qui suit l'acte incriminé. (Voir art. 76 et 79.)

## CHAPITRE II.

### Composition des institutions.

Art. 12. Ces institutions se divisent en institutions de *district* et institutions de *province*.

Art. 13. Les institutions de district sont : l'*assemblée territoriale du district* et la *commission exécutive territoriale du district*.

Art. 14. L'*assemblée territoriale du district* se compose de délégués nommés :

- a. Par les propriétaires du district;
- b. Par les municipalités (les villes);
- c. Par les communes rurales (les campagnes).

Art. 15. A Saint-Petersbourg, à Moscou et à Odessa, où fonctionnent déjà des municipalités, les affaires relatives à ces villes incombent à ces municipalités (*douma*). La *douma* générale remplace l'assemblée territoriale, et la *douma* exécutive la commission exécutive. Les districts de Saint-Petersbourg, de Moscou et d'Odessa auront des assemblées et des commissions distinctes des assemblées et des commissions de ces villes. (Voir art. 45.)

Art. 16. Le choix des délégués pour l'assemblée territoriale des districts se fait :

- a. Aux réunions des propriétaires du district;
- b. Aux réunions des électeurs urbains;
- c. Aux réunions des *députés-électeurs* des communes rurales.

Art. 17. Ne peuvent assister à ces réunions :

- a. Ceux qui n'ont pas atteint l'âge de vingt-cinq ans;
- b. Les personnes qui sont sous jugement;
- c. Les personnes ayant subi des condamnations ou indignes;
- d. Les étrangers qui n'ont pas prêté le serment de naturalisation.

Art. 18. Les femmes, les absents et les majeurs (21 ans), mais qui n'ont pas encore l'âge requis (25 ans), peuvent se faire représenter par des chargés de pouvoirs; les mineurs et les individus soumis à une tutelle, par leurs tuteurs; mais ces chargés de pouvoirs et ces tuteurs doivent remplir les conditions indiquées plus bas, art. 23, 28 (c'est-à-dire les conditions d'électeur). Les femmes, en outre, peuvent se faire représenter par leurs père, mari, fils, beaux-frères et frères, même lorsque ceux-ci ne remplissent pas les conditions de propriété, excepté ce qui est dit à l'article 17.

*Remarque.* Les pouvoirs dont il est question plus haut doivent être écrits sur

papier timbré et signés du mandant et de deux témoins, dont la signature doit être légalisée à la police, ou, jusqu'à la création des juges de paix, par l'arbitre de paix. Dans le cas où le pouvoir est écrit sur papier ordinaire, les mandataires ne sont admis à la réunion qu'après avoir versé la taxe du papier timbré.

Art. 19. Les établissements de piété, de bienfaisance, d'instruction publique, d'industrie, etc., sociétés, compagnies, etc., possédant des immeubles donnant droit à l'électorat, nomment également des chargés de pouvoirs comme il est dit à l'article 18.

Art. 20. Les pères peuvent se faire représenter (en donnant pouvoirs) par leurs fils indivis.

Art. 21. Les fermiers dont le contrat a deux ans de date à l'époque des élections, et une durée totale au moins de six ans, lorsque au moment des élections ils ont encore trois ans à courir, peuvent représenter leurs propriétaires, mais seulement lorsque ces derniers ne peuvent assister eux-mêmes aux réunions et donnent *ad hoc* un pouvoir à leurs fermiers, comme à l'article 18.

Art. 22. Personne ne peut avoir aux réunions plus de deux voix : la sienne et celle de son mandant.

Art. 23. Aux réunions des propriétaires, ont droit de vote :

a. Les personnes possédant un territoire *déterminé* par le tableau annexé ;

b. Les personnes possédant un immeuble quelconque estimé 15 000 roubles, ou bien les industriels dont le virement annuel est au moins de 6000 roubles ;

c. Les mandataires (voir art. 18-21) des particuliers ou des établissements ou sociétés possédant des biens de l'étendue déterminée dans les §§ a et b du présent article ;

d. Les mandataires de plusieurs propriétaires ou de plusieurs sociétés ne possédant pas tout le total indiqué au § a, mais dont le territoire atteint le vingtième de ce *minimum* (voir art. 21 et 25.)

e. Les mandataires des ecclésiastiques possédant des biens des églises dans les proportions indiquées au Code civil, partie III, livre III, art. 462-465, et dans les annexes à l'art. 323 du Code; tome IX (édition de 1857).

*Remarque.* A la réunion des propriétaires assistent en personne ou par mandataires, les *paysans* qui ont acquis en toute propriété, en dehors de la dotation de l'émancipation, des terrains dont l'étendue atteint les proportions fixées aux §§ a et d.

Art. 24. Les mandataires des personnes, sociétés, ecclésiastiques, etc. (voir plus haut §§ a et e), sont nommés par ces derniers à des réunions préparatoires particulières. Selon la localité, il y a des réunions préparatoires dans une ou plusieurs localités. C'est le maréchal

de la noblesse du district qui provisoirement convoque et préside ces réunions préparatoires.

Art. 25. Le nombre des mandataires dépend de la quantité de terrains appartenant aux mandants, de manière qu'il n'y ait qu'un mandataire votant pour la proportion indiquée article 23, § *a*.

Art. 26. Dans le calcul des proportions et étendues des immeubles de l'article 23, on ne distingue pas si l'immeuble est administré par son propriétaire ou par un fermier, ou bien est abandonné en jouissance permanente aux paysans. Sont défalquées seulement les portions de territoire qui ont été rachetées définitivement par les paysans.

Art. 27. La convocation des comices électoraux des propriétaires fonciers est faite par le maréchal de la noblesse du district, qui en a aussi la présidence.

Art. 28. Aux réunions urbaines assistent :

*a*. Les personnes possédant des certificats de commerce ;

*b*. Les propriétaires des fabriques et d'autres établissements d'industrie ou de commerce, situés dans la circonscription de la ville et dont le virement annuel atteint la somme de 6000 roubles ;

*c*. Les propriétaires d'immeubles situés dans la circonscription de la ville et qui sont estimés par le fisc pour les contributions, au moins à 3000 roubles dans les villes au-dessus de 10 000 habitants ; à 1000 roubles dans les villes de 2000 à 10 000 habitants, et à 500 roubles dans les villes au-dessous de 2000 habitants ;

*d*. Les mandataires (voir art. 18-20) des particuliers, institutions, sociétés, etc., possédant comme il est dit aux §§ *b* et *c* du présent article.

Art. 29. Les réunions urbaines sont présidées par le maire.

Art. 30. Les réunions pour l'élection des délégués des communes rurales se composent des députés électeurs nommés par les assemblées rurales dans leur sein. Le nombre de ces députés ne doit pas dépasser le tiers des personnes qui, d'après la loi, ont droit d'assister aux assemblées rurales (*volostnoi skhod*), de manière pourtant que chaque commune rurale y ait au moins un député.

Art. 31. La régence du gouvernement (c'est-à-dire de la province) désigne, pour chaque district, plusieurs points de réunion pour les députés des communes rurales ; les points de réunion correspondent à une certaine portion du district. Dans chacune de ces réunions, les députés ruraux nomment les délégués qui incombent à ces diverses portions du district.

Art. 32. Jusqu'à la création des juges de paix, ce sont les arbitres de paix qui ouvrent ces réunions, proposent aux députés de nommer un président, approuvent ce choix et statuent sur toutes les contestations qui peuvent se présenter dans l'élection des délégués.

Art. 33. Le nombre des délégués des districts nommés, tant par les propriétaires que par les villes et les communes rurales (art. 23, 28 et 30), dépend du nombre des propriétaires, de l'étendue de leurs territoires, de la population des villes, de la quantité et du prix des immeubles urbains, de la quantité des communes rurales, de la population de ces communes et de l'étendue des terrains formant la dotation des paysans. Un tableau séparé indique ce nombre pour chaque province et chaque district.

Art. 34. Dans le cas où le nombre des électeurs se trouve être moindre que celui indiqué au tableau (art. 33), les élections ne se font pas, et tous les électeurs présents deviennent de droit délégués, ce dont on dresse procès-verbal signé de tous les électeurs.

Art. 35. Les délégués sont choisis conformément à l'article 33 :

a. A la réunion des propriétaires fonciers du district, — parmi les membres de cette réunion (conformément à l'art. 23);

b. Aux réunions urbaines, — parmi les membres de ces réunions (voir l'art. 28), sans en excepter ceux des propriétaires fonciers du district qui ont droit d'assister à ces réunions urbaines;

c. Aux réunions des députés des communes rurales, parmi les personnes faisant partie de ces réunions, ainsi que parmi les curés de la localité et en général parmi les ecclésiastiques orthodoxes du pays.

Art. 36. Ne peuvent être choisis comme délégués les chefs de la province, les vice-gouverneurs (sous-chefs de la province), les membres des administrations provinciales, les procureurs auprès des tribunaux de province ou de district, les *striaptchii* et les membres de la police locale.

Art. 37. La vérification du nombre des délégués, de la légalité et de la valeur de leur choix, se fait par l'assemblée elle-même.

Art. 38. Les délégués sont nommés pour trois ans et à des époques fixées pour chaque province par le ministre de l'intérieur.

Art. 39. Les délégués ne jouissent d'aucune des prérogatives attachées au service de l'État, et ne reçoivent pas de traitement.

Art. 40. Indépendamment des délégués nommés comme il est dit plus haut, les administrations des domaines de la couronne et des apanages, dans les provinces où il y a des terrains appartenant à ces administrations et non répartis parmi les paysans, envoient, de leur côté, des délégués nommés par les chefs de ces administrations.

Art. 41. Dans le cas où l'une ou l'autre des administrations précitées possède, dans le district, une étendue de territoire qui n'atteint pas le quart de toutes les terres du district, elles ne nomment chacune qu'un délégué; dans le cas où les terres de l'une ou l'autre des administrations (des domaines ou des apanages) dépassent le quart mais n'atteignent pas la moitié de toutes les terres, le nombre des délégués est de



deux pour chacune; dans le cas où les terres de l'une ou l'autre des administrations (des domaines ou de la couronne) dépassent la moitié de l'étendue des terres du district, le nombre des délégués administratifs est de trois.

Art. 42. L'assemblée territoriale du district est considérée comme constituée lorsque le tiers de tous les délégués sont présents aux délibérations, et, dans tous les cas, ce nombre ne doit pas être au-dessous de dix membres.

Art. 43. L'assemblée territoriale du district est présidée par le maréchal de la noblesse du district.

Art. 44. Pour l'expédition des affaires pendant la session, les assemblées nomment des secrétaires parmi leurs membres.

Art. 45. Les *doumas* générales de Saint-Petersbourg, de Moscou et d'Odessa, et les assemblées territoriales des districts de ces villes peuvent, à la demande de leur président (de l'un ou des deux) se réunir ensemble, en obtenant pour cela l'autorisation à Saint-Petersbourg et à Moscou des chefs de ces provinces, et à Odessa du général gouverneur de la localité. Ces assemblées réunies sont présidées par les maires de ces villes. Dans le cas où une décision de ces assemblées réunies se trouve être combattue par la majorité des membres de la *douma* ou par la majorité des membres de l'assemblée territoriale du district, l'affaire en litige est transmise à la décision de l'assemblée territoriale de la province (art. 15).

Art. 46. La commission exécutive territoriale du district est composée d'un président et de deux membres nommés pour trois ans par l'assemblée territoriale du district parmi ses membres. L'assemblée a le droit d'augmenter le nombre des membres de la commission jusqu'à six.

Art. 47. Ne peuvent être nommés membres de ces commissions exécutives les personnes indiquées aux art. 18 et 21, les membres des tribunaux (excepté les juges de paix), les employés des chambres du trésor et des trésoreries du district, et les ecclésiastiques. Les autres employés du Gouvernement peuvent être nommés membres des commissions exécutives, seulement avec l'autorisation de leurs chefs.

Art. 48. Le président de la commission exécutive nommée par l'assemblée territoriale (art. 46) est confirmé dans cette fonction par le chef de la province. En cas d'absence du président, ses fonctions sont remplies par l'un des membres de la commission. Ce choix a également besoin d'être approuvé par le chef de la province.

Art. 49. Le traitement alloué au président et aux membres de la commission exécutive de district est fixé par l'assemblée territoriale du district.

Art. 50. Les institutions territoriales de la province sont : l'assemblée territoriale provinciale et la commission exécutive provinciale.

Art. 51. L'assemblée territoriale provinciale est composée des délégués nommés pour trois ans par les assemblées territoriales des districts.

Art. 52. Le nombre des délégués provinciaux pour chaque district est fixé suivant le nombre des délégués des assemblées de chaque district, d'après un tableau annexé à l'article 33. Dans les assemblées territoriales provinciales de Saint-Pétersbourg, de Moscou et de Kherson assistent les délégués nommés *ad hoc* par les *doumas* de Saint-Pétersbourg, Moscou et Odessa. Leur nombre est également désigné dans le tableau annexé.

Art. 53. L'assemblée territoriale provinciale est présidée par le maréchal de la noblesse de la province, excepté le cas où l'Empereur aura désigné un autre président.

Art. 54. Les dispositions relatives à la composition légale de l'assemblée et au choix des secrétaires sont les mêmes que pour les assemblées de district (voir art. 42 et 44).

Art. 55. Les chefs de la chambre des domaines de la couronne et de la chambre des apanages de la province sont de droit membres de l'assemblée territoriale provinciale.

*Remarque 1.* Dans les provinces où il y a des terres de la couronne, mais pas de chambre des domaines, le délégué pour cette administration est nommé par le ministre des domaines de la couronne.

*Remarque 2.* Dans les provinces où il y a plus d'un bureau des apanages ou bien dont les terres sont administrées par un bureau qui se trouve dans une autre province, le délégué pour cette administration est désigné par le département des apanages.

Art. 56. La commission exécutive provinciale est composée d'un président et de six membres nommés pour trois ans par l'assemblée territoriale provinciale parmi ses membres (conformément aux dispositions de l'art. 44). Le choix du président est confirmé par le ministre de l'intérieur. En cas d'absence du président, ses fonctions sont remplies par un membre de la commission, dont le choix exige également la confirmation du ministre.

Art. 57. Le traitement alloué au président et aux membres de la commission exécutive provinciale est fixé par l'assemblée territoriale provinciale.

Art. 58. La fixation du budget des chancelleries (bureaux) des commissions exécutives est faite par les assemblées territoriales ; la formation et le personnel de ces chancelleries dépendent des commissions elles-mêmes.

*Remarque.* Des dispositions particulières fixent l'ordre de la convocation des réunions électorales, la manière de dresser les listes électorales, etc.

Art. 59. Indépendamment du choix des présidents et des membres des commissions exécutives, les assemblées territoriales peuvent désigner, dans leur sein, des mandataires pour l'administration des immeubles et des établissements territoriaux, ainsi que pour toutes les autres missions.

Art. 60. Les commissions exécutives, autorisées *ad hoc* par les assemblées territoriales, peuvent admettre dans leur sein, pour des travaux permanents ou temporaires, des personnes étrangères aux assemblées et leur fixer des traitements ou rémunérations à prélever sur des sommes désignées à cet effet dans le budget.

### CHAPITRE III.

Les attributions et les limites du pouvoir des institutions territoriales.

Art. 61. Les institutions territoriales provinciales sont chargées de celles des affaires locales qui se trouvent énumérées à l'article 2 du présent règlement, et qui se rapportent à toute la province ou à plusieurs districts.

Art. 62. Indépendamment de cela, les institutions provinciales sont chargées :

I. De la division entre les institutions de provinces ou de districts, des édifices, constructions, voies de communication, redevances, établissements d'assistance publique, ainsi que de toutes les modifications dans cette division ;

II. Des affaires relatives à la création de nouvelles foires et aux inondifications à faire dans la désignation des lieux et des époques des foires existantes ;

III. Des affaires relatives à la création de nouveaux ports sur les fleuves navigables et au déplacement des ports existants ;

IV. De demander, par l'entremise du chef de province, pour des raisons suffisantes, que certaines catégories de voies de communication actuellement à la charge des localités soient comprises parmi les voies de communication de l'État ;

V. Des mesures à prendre relativement à l'assurance mutuelle contre l'incendie ;

VI. De la répartition parmi les districts des redevances générales de l'État dont la répartition incombe aux institutions territoriales en vertu de la loi ou d'un ordre suprême particulier ;

VII. De l'examen et de la solution des difficultés qui peuvent se présenter dans l'établissement des budgets et la répartition des redevances du district ;

VIII. De l'examen des plaintes portées contre les commissions exécutives.

Art. 63. Les institutions territoriales du district sont chargées des affaires locales concernant chaque district en particulier. (Voir art. 2.)

Art. 64. Indépendamment de cela, les institutions du district sont chargées :

I. De la répartition dans le district des redevances au profit de l'État, conformément aux dispositions de la loi ou aux règlements qui paraîtront à ce sujet;

II. Des projets préparatoires relatifs aux budgets provinciaux, à la répartition dans le district des redevances dont la répartition dans la province appartient aux institutions de la province, et de la présentation de ces projets à la commission exécutive de la province;

III. De la communication aux institutions provinciales de toutes les données et renseignements locaux;

IV. De toutes les décisions relatives à la création de nouveaux marchés publics;

V. Du classement des chemins en chemins ruraux, vicinaux et de district, des changements de direction de ces chemins;

VI. De l'entretien des chemins de halage et des demandes relatives à l'entretien de ces chemins par l'État;

VII. De la mise à exécution et de la surveillance sur les lieux des prescriptions de la commission exécutive de la province relativement aux voies de communication, aux redevances et aux assurances mutuelles, et des rapports à présenter à ce sujet à cette même commission exécutive. (Voir art. 72.)

Art. 65. Dans la sphère d'action des institutions territoriales de district (art. 2 et 61-64), les assemblées du district décident et surveillent la marche des affaires, et les commissions exécutives du district mettent à exécution et conduisent ces mêmes affaires.

Art. 66. Les assemblées provinciales ont le droit de rendre des règlements obligatoires pour les assemblées de district de la même province, et ces dernières donnent, de leur côté, des instructions aux commissions exécutives et à leurs subordonnés relativement aux moyens d'exécuter les décisions des assemblées provinciales, pourvu que : 1<sup>o</sup> les règlements et les instructions précités ne dépassent pas la sphère d'action des institutions territoriales, et 2<sup>o</sup> qu'ils ne soient pas contraires aux lois et aux dispositions du présent règlement.

Art. 67. Les assemblées provinciales ont le droit, dans le cas d'urgence, d'autoriser les commissions exécutives à dépasser le budget et à faire des emprunts temporaires, etc., en fixant, dans ce cas, les limites de ce pouvoir.



Art. 68. Les attributions des assemblées provinciales comprennent surtout :

a. L'examen et la fixation du budget provincial et la répartition des redevances en argent ou en nature, la composition des listes *ad hoc* ;

b. Les décisions relatives à l'achat et à l'aliénation des immeubles provinciaux ;

c. La disposition des capitaux provinciaux ;

d. En cas d'insuffisance des capitaux locaux, la création des ressources destinées à l'assistance publique, à l'approvisionnement public, à l'assurance mutuelle et autres pour les besoins de la province ;

e. La décision sur les projets relatifs aux emprunts locaux, aux emprunts temporaires faits aux ressources locales ayant une destination déterminée ;

f. Les mutations à faire dans les voies de communication ; le classement des chemins vicinaux en chemins provinciaux et *vice versa* ; le changement dans la direction de ces voies ;

g. La fixation de nouvelles redevances pour les besoins locaux ;

h. La fixation du péage à prélever des passants sur les chemins provinciaux, sur les ponts et les bacs ;

i. La création des expositions locales, dans le but d'encourager les produits locaux ;

j. L'examen des conclusions et des communications à présenter aux autorités supérieures, sur leur ordre ou sur la demande des commissions exécutives ou des membres de l'assemblée ;

k. Les demandes, par l'entremise du chef de la province, adressées au gouvernement, relativement à la création de banques territoriales, au commerce local, à l'agriculture, à l'industrie, dans les cas où les décisions à prendre dépassent la limite des pouvoirs des assemblées territoriales ;

l. Les différents pouvoirs à donner aux commissions exécutives, ainsi que les décisions sur tous les cas douteux ou particulièrement importants ;

m. L'examen des plaintes contre les commissions exécutives provinciales ;

n. L'approbation de la gestion de tout ce qui tient aux intérêts de la province ;

o. La nomination des présidents et membres des commissions exécutives provinciales et la fixation de leur traitement ; la vérification des élections des délégués provinciaux ;

Art. 69. Indépendamment de la mise à exécution des décisions des assemblées provinciales et de l'administration des biens locaux, les commissions exécutives provinciales sont chargées :

- a. De la préparation du budget provincial, des répartitions et des comptes rendus ;
- b. De la préparation de tous les renseignements, documents et conclusions nécessaires aux assemblées ;
- c. De la surveillance de la rentrée des recettes locales ;
- d. De la dépense des sommes des caisses locales ;
- e. De la conduite, sous la surveillance des assemblées provinciales, des procès relatifs aux biens locaux, et
- f. De l'examen des plaintes portées contre les commissions exécutives de district.

Art. 70. Les assemblées territoriales de district ont les mêmes attributions administratives dans le district que les assemblées territoriales provinciales dans la province, sauf celles énumérées dans l'article 62.

Art. 71. Les assemblées de district et de province nomment dans leur sein des commissions de révision particulières, chargées de l'examen de la comptabilité, dont les décisions sont présentées à la confirmation des assemblées.

Art. 72. Les attributions des commissions exécutives de district sont les mêmes pour le district que celles des commissions exécutives provinciales pour la province. Les commissions exécutives de district sont chargées, en outre, d'exécuter les prescriptions de la commission exécutive provinciale. (Voir VII de l'art. 64.)

Art. 73. Les assemblées de la commission exécutive doivent se maintenir strictement dans la limite des pouvoirs attribués aux institutions territoriales. (Art. 3 et 7.)

Art. 74. Les commissions exécutives ne peuvent créer aucun impôt ni redevance en dehors de ceux votés par les assemblées territoriales, et en général n'ont pas le droit de transgresser, sans en être spécialement autorisées par les assemblées (art. 67), le budget et la répartition déterminés par les assemblées. Dans le cas où il y aurait urgence absolue de faire une dépense non prévue dans le budget, les commissions exécutives peuvent appliquer à cet effet les économies budgétaires, mais de manière, néanmoins, que la somme totale des dépenses ne dépasse pas celle fixée au budget.

Art. 75. Les assemblées et les commissions exécutives territoriales n'ont pas le droit, sans l'autorisation des autorités locales, ou supérieures, de mettre à exécution celles de leurs décisions qui, d'après la loi, exigent cette autorisation préalable. (Art. 90 et 92.)

#### CHAPITRE IV.

##### Sessions des institutions territoriales.

Art. 76. Les assemblées territoriales de district et de province se

réunissent une fois par an : les assemblées de district pas plus tard qu'en septembre, et les assemblées provinciales pas plus tard qu'en décembre de chaque année.

Art. 77. La durée de la session est fixée : celle des assemblées de district à dix jours; celle des assemblées provinciales à vingt jours.

Art. 78. En cas d'urgence, et sur la demande des assemblées territoriales elles-mêmes, leurs sessions peuvent être prorogées au delà du terme fixé par l'article 77. La prorogation de la session des assemblées provinciales est autorisée par le ministre de l'intérieur, et celle des assemblées de district par le chef de la province.

Art. 79. Le ministre de l'intérieur, dans des cas urgents, peut autoriser ou décider une réunion extraordinaire des assemblées territoriales.

Art. 80. Les dispositions relatives à la convocation des assemblées territoriales sont prises par les commissions exécutives sur l'autorisation du chef de la province.

Art. 81. Les sessions des assemblées territoriales sont ouvertes et closes, celles de province par le chef de la province en personne, celles du district par les maréchaux de la noblesse du district.

Art. 82. Les membres des assemblées territoriales prêtent, avant leur entrée en fonction, le serment de fidélité fixé par les lois générales relatives au service de l'État.

Art. 83. Les assemblées territoriales procèdent à l'examen des affaires qui entrent dans leurs attributions :

Sur la proposition du président ou des membres de ces assemblées ;

Sur la proposition des commissions exécutives territoriales ;

Sur la proposition ou demande des institutions gouvernementales ou publiques ;

Sur les demandes ou plaintes des particuliers.

Art. 84. Les présidents des assemblées surveillent la discussion et l'expédition des affaires.

Art. 85. Les décisions des assemblées territoriales ne sont légales que lorsque les membres présents forment le tiers de tous les membres de l'assemblée et que leur nombre est au moins de dix. (Art. 42.)

Art. 86. Personne dans les assemblées territoriales ne peut avoir plus d'une voix.

Art. 87. Le droit de vote est personnel et ne peut être transmis.

Art. 88. Les nominations et les destitutions des fonctionnaires dépendant des assemblées ou leur mise en jugement se font par scrutin secret ; tous les autres votes sont publics. Le mode du scrutin ,

dans l'un comme dans l'autre cas, est établi par les assemblées elles-mêmes.

Art. 89. Les décisions des assemblées territoriales sont prises à la majorité simple des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 90. Doivent être préalablement approuvées par le chef de la province les décisions suivantes des assemblées territoriales :

- a.* La mise à exécution des budgets locaux et des répartitions ;
- b.* Le classement des voies de communication en routes de provinces et routes de districts ;
- c.* Le classement des routes de district dans la catégorie des chemins vicinaux ;
- d.* Les modifications dans la direction des chemins locaux ;
- e.* La fondation des expositions des produits locaux ;
- f.* La suspension temporaire des membres des commissions exécutives de leurs fonctions.

Art. 91. Dans l'examen du budget local et de la répartition, le chef de la province vérifie :

1° Si les articles des dépenses ne sont pas contraires aux lois existantes à ce sujet ;

2° Si le budget répond aux besoins les plus détaillés de la localité, conformément à la loi sur les charges territoriales ;

3° Si la répartition en argent ou en nature n'atteint pas les choses ou les personnes exemptées par la loi ;

4° Si les redevances sont équitablement réparties entre les terres des domaines de l'État et les autres terrains ;

5° Si les revenus et les redevances couvrent toutes les dépenses obligatoires.

Art. 92. Doivent être préalablement approuvées par le Ministre de l'intérieur les décisions suivantes des assemblées territoriales :

*a.* Les emprunts dépassant le total de deux années de la redevance territoriale ;

*b.* Le classement des routes de province dans la catégorie des chemins vicinaux ;

*c.* Le péage pour le parcours des routes ;

*d.* La création des foires dont la durée dépasse quatorze jours ; les changements dans le lieu et l'époque des foires existantes ;

*e.* Le déplacement des ports existants ;

*f.* Le classement des biens et institutions de la charité publique en biens et institutions de province, et biens et institutions de district.

Art. 93. Toutes les décisions des assemblées territoriales sont immédiatement communiquées au chef de la province, lequel, à son



tour, communique au Ministre de l'intérieur celles énumérées à l'article 92.

Art. 94. L'approbation ou l'improbation du chef de province relative aux décisions qui sont soumises à son agrément préalable (art. 90) est communiquée par ce dernier à la commission exécutive correspondante dans le délai de sept jours, à partir du jour de la communication de la décision. Quant à l'approbation ou l'improbation relative au budget et à la répartition qui lui sont transmis directement par l'assemblée de district, il la communique à l'assemblée provinciale à l'ouverture de sa session. Dans le cas où la réponse du chef de province n'est pas faite dans les délais fixés, les décisions des assemblées entrent immédiatement en vigueur.

Art. 95. Au reçu de l'improbation du chef de la province, l'assemblée territoriale examine attentivement les considérants qui la motivent et prend une décision définitive dont la copie est communiquée au chef de la province.

Art. 96. Cette seconde décision de l'assemblée territoriale est mise immédiatement à exécution; néanmoins, le chef de la province a le droit, sous sa responsabilité personnelle, d'arrêter l'exécution de celles de ces décisions qu'il croit illégales. Dans le cas où il prend cette résolution, le chef de la province doit, dans le délai de sept jours à partir de la communication de la décision définitive, en prévenir l'assemblée territoriale, ou la commission exécutive correspondante, dans le cas où la session de l'assemblée est déjà close, et envoyer toute l'affaire au Sénat dirigeant en même temps qu'il en donne avis au Ministre de l'intérieur.

Art. 97. La réponse du Ministre de l'intérieur relative aux décisions de l'assemblée territoriale qui exigent son approbation (art. 92) doit être communiquée, dans le délai de deux mois à partir du prononcé de ces décisions, à la commission exécutive correspondante, et l'affaire est soumise à un nouvel examen à la plus prochaine session de l'assemblée provinciale. La décision définitive de cette assemblée est communiquée, avant sa mise à exécution, au Ministre, lequel, dans le cas où il n'approuve pas cette nouvelle décision, transmet toute l'affaire au Sénat dirigeant.

Art. 98. Toutes les décisions des assemblées territoriales sont inscrites au procès-verbal et signées du président et du secrétaire de l'assemblée, des membres de la commission exécutive correspondante et de tous les membres présents.

Art. 99. Les commissions exécutives siègent pendant toute l'année. Les membres de la commission, pour toutes les affaires qui ne demandent pas à être examinées par le *plenum* de la commission, peuvent établir entre eux un tour de rôle. Pour les affaires qui nécessitent la

réunion du *plenum*, le membre de service convoque ses collègues, dont les décisions sont prises à la majorité des voix. Toutes les dispositions relatives à la réunion des renseignements, l'étude des affaires à examiner et autres dispositions exécutives analogues entrent dans les attributions du président de la commission.

Art. 100. La procédure de l'expédition des affaires dans les assemblées territoriales est établie au début du nouveau régime par le Ministre de l'intérieur. Les assemblées provinciales ont le droit de soumettre à l'approbation du Ministre les modifications à y introduire.

Art. 101. Les commissions exécutives ont le droit, avec l'autorisation des assemblées territoriales, de satisfaire à toute redevance civile ou militaire, en fournissant les sommes spécifiées *ad hoc* au budget, d'accord avec les autorités qui régissent ces matières, sans pour cela en aucun cas dépasser les sommes fixées à cet effet. Après quoi les institutions territoriales, sans pouvoir demander compte de l'emploi de l'argent versé par elles, sont libérées envers ces administrations de tous versements complémentaires.

Art. 102. La gestion administrative des besoins locaux s'opère au moyen de louages, d'adjudications et de marchés de fournitures au plus offrant, ou bien en commissionnant des personnes choisies *ad hoc*, ou bien encore par l'action directe des commissions exécutives.

Art. 103. L'assemblée territoriale, en établissant le budget, doit indiquer en même temps lequel des moyens précités (art. 102) elle choisit pour l'exécution de telle ou telle opération économique. Dans le cas où une pareille indication n'a pas été faite, le choix en incombe à sa commission exécutive.

Art. 104. Les adjudications se font dans la commission exécutive de district ou de province, selon l'indication de l'assemblée territoriale. Faute d'une pareille indication, le choix dépend des commissions exécutives, lesquelles, en se conformant aux lois, statuent sur la validité des adjudications. La même commission contracte tous les engagements relatifs aux adjudications faites par elle.

Art. 105. Les engagements pris de ce chef par une commission exécutive sont obligatoires pour la province ou le district qui supporte la responsabilité en argent résultant de ces engagements.

Art. 106. Les sommes et les capitaux de la localité, tant en espèces qu'en papier, portant intérêt, sont gardés dans les caisses de la trésorerie du district.

*Remarque.* L'étendue et l'ordre des rémunérations accordées aux trésoreries de district pour la conservation des rentrées et la sortie des sommes de la localité et la comptabilité y relative, sont fixés par les assemblées territoriales, en se conformant aux indications à ce sujet du Ministre de l'intérieur, qui s'est concerté à cet effet avec le Ministre des finances.

Art. 107. Les trésoreries de district se dessaisissent des sommes provinciales seulement sur la demande de la commission exécutive provinciale et des sommes de district seulement sur la demande de la commission exécutive du district.

Art. 108. Les autres détails relatifs aux attributions et à l'expédition des affaires dans les assemblées territoriales sont déterminés dans des règlements particuliers concernant les redevances territoriales, les voies de communication, l'assistance publique, l'approvisionnement public et les assurances mutuelles, ainsi que par les lois générales relatives aux impôts et redevances et autres dispositions analogues.

Des règlements particuliers, annexés aux présentes, indiquent la manière de composer le budget et la répartition locale.

*Remarque.* L'application des lois existantes relatives aux redevances territoriales, à l'approvisionnement et à l'assistance publics, est exposée dans des règles particulières établies temporairement jusqu'à leur examen définitif.

#### CHAPITRE V.

##### La comptabilité et la responsabilité des institutions territoriales.

Art. 109. Les assemblées territoriales donnent à leurs commissions exécutives, en se conformant aux modèles qui seront établis à ce sujet, des instructions relatives à la comptabilité des sommes locales. Dans le cas où les assemblées croiront devoir y apporter des modifications, elles les soumettront à l'approbation du Ministre de l'intérieur.

Art. 110. Indépendamment de la comptabilité des sommes locales, les commissions exécutives préparent chaque année des comptes rendus :

1° De toutes les opérations de gestion administrative faites pour le compte de la localité ;

2° De l'état des biens de la localité ;

3° De l'état des établissements locaux ;

4° De l'étendue et de la répartition des redevances en nature exécutées pendant l'année ;

5° De toutes les opérations non énumérées plus haut.

Art. 111. Les commissions exécutives, autorisée *ad hoc* par les assemblées territoriales, fixent les règles et les délais pour la reddition des comptes de tous leurs subordonnés et examinent ces comptes.

Art. 112. Les budgets, les répartitions et les comptes rendus annuels des commissions exécutives sont publiés dans le *journal de la province* et en brochure, dont un exemplaire est envoyé à chaque membre de l'assemblée territoriale, avant l'époque fixée pour l'ouverture de la session.

Art. 113. Les comptes rendus des commissions exécutives sont soumis à l'examen et à l'approbation définitive des assemblées territoriales. Les assemblées territoriales du district confirment seulement ceux des comptes rendus des commissions exécutives de district qui ont trait aux objets de l'administration locale dont ces assemblées de district sont spécialement chargées. Les résultats de ces révisions sont rendus publics par la voie des journaux.

Art. 114. L'examen des actes des commissions exécutives de district par suite des plaintes, accusations et demandes des autorités ou institutions gouvernementales, et la soumission des comptes rendus de ces commissions à la décision des tribunaux appartiennent à l'assemblée provinciale.

Art. 115. Outre la vérification des actes des commissions sur les dossiers et documents, l'Assemblée provinciale a le droit d'exiger des membres des commissions des explications verbales et de faire une enquête sur les lieux, lorsqu'elle le jugera nécessaire, par des mandataires nommés spécialement à cet effet. L'exécution des décisions de l'Assemblée, relatives à ces enquêtes, ainsi que la décision prise par suite de l'enquête entrent dans les attributions de la commission exécutive provinciale.

Art. 116. Les commissions exécutives fixent elles-mêmes le degré de la responsabilité de leurs subordonnés. La mise en jugement des présidents ou membres des commissions exécutives de province ou de district appartient à l'assemblée territoriale provinciale.

Art. 117. Les membres des commissions exécutives ne peuvent être destitués définitivement que sur une décision du Sénat dirigeant; mais ils peuvent être suspendus temporairement de leurs fonctions par une décision de l'assemblée provinciale confirmée par le chef de la province.

Art. 118. Les plaintes portées contre les décisions des assemblées territoriales par les autorités ou institutions gouvernementales ou publiques :

1° Relatives aux objets qui n'entrent pas dans les attributions de ces assemblées ou qui les dépassent ;

2° Relatives aux actes qui constituent une violation des lois prévue par le code pénal,

Sont examinées par le Sénat dirigeant.

Art. 119. Les plaintes des particuliers, des sociétés et des institutions particulières contre les actes des assemblées territoriales ou des commissions exécutives suivent la marche judiciaire ordinaire.

Art. 120. Les fonctionnaires subordonnés aux commissions exécutives, pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, sont justiciables de la même manière que les fonctionnaires de



l'État qui se trouveraient dans le même cas, c'est-à-dire sont soumis à une instruction criminelle et au jugement.

*Signé* : Comte D. BLOUDOY,  
Président du Conseil de l'Empire.

---

**Décrets relatifs à la libération des paysans en Pologne,  
19 février/2 mars 1864.**

Nous ALEXANDRE II, etc.,

Savoir faisons à tous nos fidèles sujets du royaume de Pologne :

Dans sa constante sollicitude pour le bien des peuples qui Lui étaient confiés, Notre auguste père accorda toujours une attention particulière à la classe des paysans, la classe la plus nombreuse et celle dont le bien-être était le moins assuré. En procédant à la régularisation des intérêts de cette classe dans le royaume de Pologne, il commença par les paysans installés sur les domaines de la couronne et dans les majorats octroyés aux propriétaires russes ; ces paysans furent progressivement affranchis de la corvée, et les terres qui avaient été réparties entre eux n'eurent plus à supporter qu'une redevance modérée en raison de leur qualité et de leur valeur. Les conséquences bienfaisantes des mesures précitées ne tardèrent pas à se manifester par le bien-être toujours croissant de ces paysans.

Par l'oukase du 26 mai (7 juin) 1846, de nombreux privilèges furent également concédés à ceux des paysans qui se trouvaient établis sur les biens appartenant aux propriétaires polonais et à diverses institutions ; c'est ainsi que, entre autres, les prestations gratuites et le travail forcé furent abolis ; que la paisible possession des terrains et la jouissance des avantages qui y étaient attachés (servitudes foncières) furent garanties aux paysans qui s'acquittaient exactement de leurs redevances légales ; c'est ainsi qu'il fut interdit d'élever arbitrairement le taux des redevances et de réunir les terrains dont les paysans avaient la jouissance au domaine seigneurial.

En posant par là les bases des conditions économiques faites aux paysans, Notre auguste père espérait assurer l'accomplissement progressif d'une œuvre aussi importante, et c'est pourquoi, dans le préambule même de l'oukase susmentionné, il a été annoncé aux paysans du royaume que leurs intérêts seraient ultérieurement et définitivement réglés.

La mort de l'empereur Nicolas I<sup>er</sup> ne lui permit pas de réaliser sa pensée et les projets qu'il avait annoncés dans l'intérêt des popula-

tions du royaume; mais la volonté de Notre auguste père, s'accordant complètement avec Nos désirs les plus constants, Nous l'avons considérée comme un legs sacré dont la mise à exécution, au moment même où nous montions sur le trône, n'a été entravée que par les obstacles insurmontables suscités par la guerre qui durait encore à cette époque.

Aussitôt après la conclusion de la paix, Nous vouâmes toute Notre sollicitude à l'organisation durable des classes rurales, aussi bien dans Notre Empire que dans le royaume de Pologne, qui lui est indissolublement uni.

Les mesures législatives adoptées par Nous dans l'Empire ne tardèrent pas, avec l'aide de Dieu, à être couronnées d'un prompt succès, grâce à l'assistance effective que la noblesse locale russe Nous prêta dans cette tâche ardue ainsi qu'aux sacrifices qu'elle s'imposa au nom de l'intérêt général et d'un sentiment profond d'humanité. Quant au royaume de Pologne, à Notre grand regret, Nos trois oukases et règlements : du 16 (28) décembre 1858, sur le règlement à l'amiable des redevances des paysans; — 4 (10) mai 1861, sur le remplacement de la corvée par un rachat fixe, — et enfin du 24 mai (5 juin) 1862, sur la régularisation obligatoire des redevances, ne rencontrèrent point sur les lieux mêmes, de la part des propriétaires, cette coopération sans laquelle les mesures adoptées devaient nécessairement être frappées d'insuccès. Aussi les règlements ci-dessus énumérés sont-ils restés jusqu'à ce jour sans porter les fruits auxquels Nous étions en droit de Nous attendre.

Les troubles et les bouleversements qui éclatèrent enfin en dernier lieu et qui jusqu'à ce jour ne se sont pas encore entièrement apaisés, devinrent, entre les mains d'hommes malintentionnés, un moyen non-seulement d'écarter la mise à exécution de l'organisation définitive des classes rurales promise par Notre auguste père et entreprise par Nous, mais encore l'occasion de mettre à l'épreuve la fidélité des paysans à la loi et au trône, et de jeter dans leurs esprits des germes d'agitation et de trouble.

Leur bon sens finit cependant par triompher de ces pièges tendus à leur bonne foi.

Bien des victimes innocentes ont scellé de leur sang la loyauté inébranlable avec laquelle elles ont résisté aux menaces et à la violence.

Aujourd'hui s'accomplit le 3<sup>me</sup> anniversaire du 19 février 1861, — jour où Nous promulgûmes le Manifeste et le Règlement sur l'organisation des paysans en Russie.

C'est aussi ce même jour que Nous avons voulu consacrer dans le royaume de Pologne à l'exécution du legs que Nous avait transmis Notre auguste père, à l'accomplissement de Nos propres désirs les

plus constants et à la réalisation des vœux de la classe nombreuse et loyale des paysans. Que ce jour reste éternellement dans la mémoire des paysans du royaume comme celui d'où datera la restauration de leur bien-être, et que ce bien-être qui leur sera désormais acquis inaugure l'ère bienfaisante du développement progressif pour toutes les classes de la population du royaume, objet de nos plus ardents désirs et de notre espoir le plus ferme. Invoquant en conséquence l'assistance divine, Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Les terres dont les paysans ont actuellement l'usufruit faisant partie soit des biens privés et des majorats, soit de ceux qui appartiennent aux fondations (institutions et établissements de diverse nature), ainsi qu'à la couronne, rentrent dans la propriété pleine et entière des paysans qui en sont les détenteurs. Une spécification plus précise des terrains dont la propriété leur sera ainsi acquise et de ceux d'entre eux qui seront appelés à jouir des bénéfices du présent décret sera donnée ci-dessous, aux articles 5, 6, 8, 10, 13 et 14 (art. 1<sup>er</sup>).

A dater du 3 (15) avril 1864, les paysans seront affranchis à tout jamais de toutes les redevances, sans exception, dont ils avaient été jusqu'ici grevés au profit du propriétaire, savoir : de la corvée, des redevances pécuniaires, des prestations en céréales et des autres contributions de toute dénomination. Les procédures au sujet des arriérés desdites redevances aujourd'hui abolies sont annulées sans pouvoir être reprises à l'avenir.

Les paysans sont tenus dorénavant de verser à l'État, pour les terrains dont ils auront acquis la propriété, un impôt foncier institué par le présent décret.

La répartition, le taux et les termes de perception dudit impôt sont fixés ci-dessus, art. 27-36 (art. 2).

Les propriétaires des biens-fonds de toute dénomination, tels que biens privés, biens attachés aux fondations ou biens octroyés (majorats), recevront de l'État une indemnité en échange des redevances abolies que leur payaient les paysans. Le chiffre, l'évaluation et le mode de cette indemnité sont réglés par le décret instituant la commission de liquidation. Les propriétaires des biens sur lesquels les paysans acquièrent, par suite du présent décret, le droit de propriété foncière, sont en outre relevés de leur obligation d'accorder certains secours aux paysans, en cas de désastres exceptionnels, et de leur fournir, à titre de prêt, des bestiaux, des ustensiles aratoires, des semences, etc. Indépendamment de ces dispositions, les propriétaires des biens octroyés (majorats) sont dispensés du versement à la caisse de l'État de la rente instituée par les articles 25 et 26 du statut du 4 (16) octobre 1835 (art. 3).

L'indemnisation des propriétaires s'effectuera à l'aide des ressources

affectées à cet effet par le décret instituant la commission de liquidation ; dans leur nombre figure, entre autres, l'impôt foncier dont traite l'article 2 ci-dessus (art. 4) :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>.

Des terres acquises aux paysans en toute propriété et des paysans que concerne le présent décret.

Dans tous les biens, quels que soient d'ailleurs leurs propriétaires, les paysans acquièrent le droit de propriété sur tous les terrains dont ils se trouvent actuellement les détenteurs, sans aucune restriction quant à l'étendue de ces terrains.

Les exceptions sont consignées ci-dessous, à l'article 10.

Ce droit de propriété acquis aux paysans s'applique également aux terrains communaux, dont la jouissance leur était jusqu'ici réservée en commun, à l'exclusion du propriétaire (art. 5).

Les paysans auront en outre la faculté d'acquérir en toute propriété les terrains qu'ils possédaient lors de la promulgation de l'oukase du 26 mai (7 juin) 1846, quand même ces derniers auraient été délaissés depuis ou bien remplacés sous l'administration immédiate du propriétaire, sans avoir été en même temps échangés contre d'autres terrains. Un terme de trois ans, à partir du 3 (15) avril 1864, est accordé aux paysans pour faire valoir ce droit de revendication ; mais à l'expiration de ce terme, tout droit de leur part s'éteint et les terres de cette catégorie peuvent être comprises dans le domaine seigneurial (art. 6 et 7).

Si, d'un autre côté, il y a eu échange de terrains appartenant à des paysans contre des terres du domaine seigneurial les paysans pourront refuser les terrains échangés, en revendiquant ceux qu'ils possédaient lors de la promulgation de l'oukase de 1846, si cet échange s'était effectué d'une manière arbitraire et illégale de la part du propriétaire contrairement aux dispositions de l'oukase du 24 mai (5 juin) 1862.

Le jour où se feront la publication et la vérification des listes de liquidation sera le dernier terme fixé pour de semblables réclamations de la part des paysans (art. 8).

En acquérant le droit de propriété sur le terrain, le paysan l'acquiert aussi sur les bâties qui couvrent le sol, les bestiaux, les ustensiles aratoires, les semences, etc., spécifiés par l'inventaire (art. 9).

Le décret excepte de la totalité des terres qui deviennent propriété du paysan :

Les établissements agricoles fondés par les propriétaires et attenants aux hôtelleries de village, moulins, briqueteries, forges, etc. : — ceux



des bergers, jardiniers, en général les établissements appartenant à la domesticité du seigneur, — ainsi que ceux des gardes forestiers, etc. Les terres domaniales données à bail aux paysans sont aussi exceptées quand le bail est à ferme, qu'il est fait par écrit et que sa durée est fixe (art. 10).

Les paysans, en acquérant le droit de propriété sur leurs terrains, conservent la jouissance de divers avantages ou servitudes foncières qui y sont attachés et qu'ils retirent des biens seigneuriaux, quels que soient d'ailleurs le mode de leur établissement et leurs titres constitutifs. Un droit de revendication leur est également accordé pour les servitudes éteintes par non usage forcé et abusif. L'extinction légale de ces divers avantages fonciers dus aux paysans ne s'effectuera qu'à l'amiable entre ceux-ci et le propriétaire. Une loi subséquente aura à stipuler expressément les cas où les propriétaires pourront réclamer une semblable extinction obligatoire contre une indemnité équitable (art. 11 et 12).

Ces mêmes dispositions sont applicables aux biens de la couronne et aux majorats (art. 13).

Le bénéfice du présent décret est acquis à toutes les classes rurales, sans égard à leurs diverses dénominations locales, quels que soit d'ailleurs le mode de leur installation sur les terrains qu'elles occupent et le caractère de leurs prestations, pour les seules exceptions, voir ci-dessus, art. 10 (art. 14).

## CHAPITRE II.

### Des droits des paysans sur les terres dont ils acquièrent la propriété.

La propriété du sol acquise par le paysan emporte de droit la propriété du dessus et du dessous, et les exploitations déjà ouvertes avant la promulgation du présent décret pourront être poursuivies par le seigneur, moyennant une indemnisation équitable au paysan pour ses dominages et intérêts en sa qualité de propriétaire (art. 15).

Le droit de chasse dans les terrains des paysans et celui de pêche dans les eaux y attenantes entrent dans la jouissance collective de la commune rurale (art. 16).

Le droit de propination (c'est-à-dire le droit de brasserie et de la vente des liqueurs en détail), comme accession au droit de propriété, se trouve acquis à la commune prise collectivement ; — mais les revenus que ce droit entraîne sont affectés à augmenter les ressources destinées à fournir l'indemnisation des propriétaires jusqu'à liquidation complète (art. 17).

Tout paysan propriétaire aura le droit de louer, d'hypothéquer et d'aliéner sa propriété foncière. Des restrictions provisoires sont toute-

fois apportées à l'exercice de ces droits, dans l'intérêt des conditions économiques faites aux paysans. Le comité chargé de l'organisation rurale et institué par un décret *ad hoc* simultanément promulgué, aura à arrêter des dispositions spéciales à ce sujet (art. 18 et 19).

La répartition des terrains délaissés et vacants pourra s'effectuer soit en bloc, soit en détail et par parties. Dans le cas où plusieurs paysans se présenteraient pour l'acquisition d'un terrain délaissé, le présent décret établit entre eux une certaine gradation, par des motifs d'équité (art. 20 et 21).

À dater de la promulgation du présent décret, les maisons et bâtisses des paysans dont la propriété foncière dépasse un minimum de trois morgues <sup>1</sup> ne pourront être transportées sur d'autres localités que du consentement de ces mêmes paysans, quand même il s'agirait de mettre fin à l'état d'indivision des biens. Il est réservé, en général, aux paysans de s'accorder sur l'échange de leurs terres dans leur intérêt commun, tant entre eux qu'avec le propriétaire. Toutefois, il sera pourvu plus tard aux cas où, en vue du partage et de la délimitation des biens, la demande d'échange d'une des parties rendra cet échange obligatoire pour l'autre, sans que le consentement mutuel y soit requis (art. 22, 23 et 54).

Les terres acquises aux paysans leur reviennent affranchies de toutes charges envers les tiers.

Elles sont libérées également de toutes les protestations et restrictions auxquelles la coutume les avait asservies vis-à-vis du seigneur, telles que le « *laudemium* » ou mainmorte, — « le denier du Seigneur ; » — les diverses interdictions frappant l'industrie manufacturière des paysans; la coutume qui obligeait le paysan, d'acheter l'eau-de-vie pour son usage à la brasserie du seigneur. Sous tous ces rapports, il s'établira une parité parfaite entre la propriété du paysan et celle généralement reconnue par la loi (art. 24 et 26).

### CHAPITRE III.

De l'impôt sur les terres dont les paysans acquièrent la propriété.

Les redevances dont les paysans avaient eu à s'acquitter envers les propriétaires des biens de toutes catégories, et que le présent décret abolit, sont remplacées par un impôt sur la terre que les paysans auront à verser à l'État sous le nom d'impôt foncier, en sus des impositions et redevances fiscales et communales (de *gmyna*) dont ils sont déjà frappés.

La répartition de ce nouvel impôt est réglée par les articles ci-dessous (art. 27).

1. La morgue = 1/2 hectare.

L'impôt foncier équivalait aux deux tiers des redevances qu'il vient remplacer et que payait le paysan dans les biens de l'État et les majors, définitivement régularisés sous le rapport fiscal.

Dans les biens privés et dans ceux des fondations et de la couronne non régularisés, l'impôt foncier que chaque commune aura à solder égale la somme des trois impôts directs *poddymne, szarwarkowe, kontyngens liverunkowe*) que cette commune avait à verser en sus des redevances fiscales et locales (de *gmyna*). La répartition ultérieure de cet impôt, fixé ainsi en bloc pour la commune, parmi ses membres, s'effectuera conformément à des règles élaborées par le comité chargé de l'organisation rurale (art. 28, 29 et 30).

Pour les autres espèces de terrains, les paysans acquitteront l'impôt en payant tant par morgue, d'après un calcul établi, ou bien ils se conformeront aux dispositions ci-dessus énoncées (art. 31, 32 et 33).

L'impôt foncier sera perçu deux fois dans l'année, à deux semestres équidistants. Le premier versement aura lieu du 3 (15) octobre au 3 (15) novembre 1864.

Le décret admet des cas exceptionnels où la première échéance est remise à l'an 1865 (art. 34 et 36).

Chaque paysan n'est responsable du versement régulier de l'impôt foncier que pour sa quote-part. La perception de l'impôt se fera d'après les règles établies pour la rentrée des redevances fiscales (art. 35 et 37).

Le décret établit un terme de six ans à dater de sa promulgation, pour renouveler la répartition de l'impôt au sein de la commune et l'asseoir sur une échelle plus équitable, en cas de réclamation des deux tiers de ses membres (art. 38 et 39).

#### Règlement supplémentaire.

Application des dispositions du présent décret aux biens-fonds affectés de contrats de louage. Cas de résiliation des beaux accordés au preneur (art. 40 et 41).

Les lois et règlements qui ne concordent pas avec les dispositions du présent décret sont abolis (art. 42).

Le développement ultérieur du présent décret sur les bases sanctionnées est délégué au comité chargé de l'organisation rurale; son exécution et son insertion au *Bulletin des lois* sont confiées au lieutenant impérial, au comité susmentionné ainsi qu'aux autorités compétentes (art. 43).

Fait à Saint-Petersbourg, le 19 février/2 mars 1864.

*Signé* : ALEXANDRE.

*Contre-signé* : PLATONOW.

---

Par la grâce de Dieu,

Nous ALEXANDRE II, Empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., etc.,

Savoir faisons à tous nos fidèles sujets du royaume de Pologne :

Du jour de notre avènement au trône de nos ancêtres, nous nous sommes posé pour but l'organisation progressive et durable des institutions politiques du royaume de Pologne, dans un esprit conforme aux tendances de l'époque, ainsi qu'à celles de la civilisation moderne.

Les troubles et les agitations qui survinrent mirent, dès l'origine, obstacle à l'introduction des nouvelles institutions octroyées au royaume.

Néanmoins, nous conservons avec constance au fond de notre cœur l'intention d'établir sur des bases solides et équitables les institutions politiques du royaume.

Par un décret signé aujourd'hui, nous avons définitivement réglé la situation de la classe nombreuse des paysans agriculteurs, auxquels la possession des terrains dont ils n'avaient jusqu'à ce jour que l'usufruit est désormais assurée. Quant aux propriétaires de ces terrains en échange du transfert de leurs droits de possession aux paysans, et de l'abolition des redevances, qui en résulte, il leur sera délivré, du trésor du royaume, une indemnité équivalente.

Il n'existe après cela aucun motif valable pour conserver aux propriétaires fonciers la juridiction patrimoniale qu'ils exerçaient et le pouvoir attaché aux fonctions de maires communaux : d'autant plus que, même à des époques antérieures, cette institution était loin de satisfaire aux exigences de l'ordre public et à celle d'une stricte justice.

D'un côté, une expérience de trois années a démontré dans l'empire l'utilité de la participation des paysans aux affaires d'administration communale.

Nous ne doutons pas que les paysans polonais, qui, au milieu des perturbations actuelles, ont donné des preuves de leur bon sens et de leur respect pour l'autorité légitime, ne justifient également la confiance que nous leur témoignons.

Prenant tout ceci en considération, nous avons trouvé bon de promulguer une loi d'organisation communale, et nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le présent décret ne concerne que les communes rurales (*gmyny*<sup>1</sup>). Il sera publié un règlement spécial pour les communes urbaines.

1. Le mot *gmyna* ne saurait être traduit en français de manière à en donner une



Art. 2. Les circonscriptions des gmynes rurales instituées par l'oukase du 3/15 mars 1859 sont provisoirement maintenues.

Art. 3. Le comité principal chargé de l'organisation rurale du royaume élaborera le projet d'une nouvelle subdivision territoriale en gmynes rurales, plus conforme aux intérêts du pays. En attendant, ce comité prendra des mesures pour obvier aux inconvénients de la subdivision actuelle.

Art. 4. Chaque gmyna rurale est composée : 1° des villages et colonies habités par les paysans des différentes appellations, et 2° des fermes et des habitations seigneuriales et des autres propriétés foncières.

Art. 5. Les villages et les colonies forment des communes rurales (*gromody*) d'après les règlements énoncés plus bas.

Art. 6. L'administration rurale est confiée aux assemblées d'électeurs et aux fonctionnaires que ces assemblées délèguent.

Art. 7. Les personnes mises en jugement pour crimes ou délits entraînant la perte des droits civils, ainsi que les personnes placées sous la surveillance de la police, sont déclarées incapables de prendre part aux délibérations des assemblées.

Art. 8. Les personnes n'ayant pas légalement le droit de prendre part aux délibérations des assemblées ne peuvent pas y assister, à l'exception de celles qui seraient chargées de mettre à exécution le présent décret ou d'en surveiller l'application.

Art. 9. Les assemblées ne délibèrent et ne statuent que sur les affaires qui sont de leur compétence. En cas d'infraction, les contrevenants encourent une responsabilité légale.

Art. 10. Tant que le régime de police militaire actuellement en vigueur sera maintenu dans le royaume, les chefs militaires sont expressément chargés de veiller à l'organisation rurale. Ils exercent les pouvoirs dont le présent décret investit les gouverneurs de province et les chefs de district.

#### I. ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DE LA GMYNA.

##### A. — Personnel de l'administration.

Art. 11. L'administration de la gmyna est composée de :

- a. L'assemblée de la gmyna ;
- b. D'un maire (*wojt*) pour chaque gmyna ;
- c. D'un adjoint (*soltys*) ;
- d. D'un tribunal de gmyna avec ses conseillers. En outre, les

idée complètement exacte ; la gmyna tient à la fois de la commune, de la municipalité et du canton modernes.

gynyues ont droit d'avoir, si elles le trouvent nécessaire, leurs greffiers, leurs collecteurs, leurs inspecteurs des écoles et des hôpitaux, leurs gardes champêtres et forestiers et d'autres fonctionnaires ruraux.

Art. 12. Les assemblées et les tribunaux de la gmyna se réunissent dans le village placé au centre de la gmyna, ou dans celui qui, par le nombre de sa population ou des avantages commerciaux et industriels, mériterait cette préférence.

B. — De l'assemblée de la gmyna.

Art. 13. Les assemblées de la gmyna sont composées de toutes les personnes majeures possédant trois morgues<sup>1</sup> de terre au minimum, et sans distinction de culte.

Les juges de paix de la localité, les ecclésiastiques et les membres de la police du district ne font pas partie des assemblées de la gmyna, quand même ces personnes y posséderaient des terres.

Art. 14. Les assemblées de la gmyna seront convoquées de droit quatre fois l'an, aux termes désignés par le comité principal chargé de l'organisation rurale du royaume. Cependant, si les intérêts de la gmyna l'exigeaient, le maire a le droit de convoquer l'assemblée en tout temps.

Art. 15. La préséance des assemblées, l'obligation d'y maintenir l'ordre appartiennent au maire, hormis le cas où il s'agirait de l'élection du maire ou du contrôle de sa gestion; alors il est remplacé par le doyen d'âge des soltys.

Art. 16. Les assemblées de la gmyna ont les attributions suivantes :

a. L'élection du maire, des conseillers, du greffier et des autres fonctionnaires dont la nomination appartient à la gmyna (Voir l'art. 11);

b. Le règlement de tous les intérêts économiques et autres concernant toute la gmyna;

c. Les œuvres de charité ainsi que l'institution des écoles rurales;

d. La fixation et la répartition des impositions communales et les charges incombant à toute la gmyna;

e. Le contrôle des actes et de la comptabilité des fonctionnaires élus par la gmyna;

f. La gestion des biens immeubles appartenant à toute la gmyna, et dont jouissent tous les habitants, tels que les terrains vagues, les pâturages, etc.;

1. Une morgue égale un demi-hectare.

g. Le choix des fondés de pouvoirs chargés des intérêts de la gmyna ;

h. La solution de tous les incidents qui, en vertu des lois générales ou des règlements spéciaux concernant les paysans, ou enfin d'un arrêté de l'administration, exigent la décision ou l'autorisation de toute la gmyna.

Si, pour quelque raison que ce soit, l'assemblée ne préparait pas pour le temps voulu la répartition, sur les habitants de la gmyna, des impôts du fisc et des charges communales, dans ce cas le maire prévient l'assemblée qu'il opérera la répartition lui-même. Si cet avis n'atteint pas le but désiré, le maire, aidé par les soltys et les conseillers, et sous leur responsabilité commune, effectue la répartition, la met à exécution et présente au chef du district la copie de cette répartition.

Art. 17. Les décisions des assemblées de la gmyna ne sont valables que lorsqu'elles ont lieu sous la présidence du maire ou du soltys qui le remplace (conformément à l'art. 15), et en présence de la moitié au moins des paysans chefs de famille ayant droit de donner leurs voix aux délibérations.

Art. 18. Les décisions des assemblées sont prises à l'unanimité des suffrages ou bien à la pluralité des voix, c'est-à-dire d'après l'avis de la partie de l'assemblée qui serait en majorité, ne fût-ce que d'une voix. Dans le cas où l'assemblée se partagerait en deux parties, la partie à laquelle se rallierait le maire doit être considérée comme ayant la majorité.

Art. 19. Chaque membre de l'assemblée n'a droit qu'à une seule voix.

Art. 20. Dans les affaires concernant les immeubles de toute la gmyna, la décision doit être prise par les deux tiers au moins de tous les propriétaires ayant droit de voter.

Art. 21. Les décisions importantes de l'assemblée, telles que celles énoncées à l'article 20, sont consignées sur un registre spécial ; l'assemblée a droit d'exiger l'insertion dans ce registre de chaque décision.

#### C. — Des attributions des maires (*wojt*).

Art. 22 à 24. Le maire a la responsabilité du maintien de l'ordre public. Les adjoints (*soltys*) lui sont subordonnés.

Tous les habitants de la gmyna, sans distinction de personnes, domiciliés soit dans les villages et les colonies, soit dans les fermes et les habitations relevant de la gmyna, sont soumis à l'autorité du maire.

Le maire a le devoir, dans la circonscription de la gmyna :

Sous le rapport de la police,

De promulguer les édits du gouvernement; de veiller à l'ordre public; de réprimer la mendicité; d'arrêter les vagabonds et les déserteurs : de faire son rapport sur tous les désordres et crimes commis dans la gmyna; de prendre les mesures nécessaires en cas de calamités publiques, comme incendies, épidémies, épizooties, etc.; de mettre à exécution les arrêts des tribunaux;

Sous le rapport des affaires communales et administratives,

Le maire convoque et clôt les assemblées de la gmyna; il soumet les affaires à leur décision; veille au bon état des routes, des ponts, etc.; surveille les soltys et les autres fonctionnaires de la gmyna; veille à la rentrée des impôts du fisc et des redevances communales; il gère les immeubles et les capitaux de la gymna, sous sa responsabilité; délivre les passe-ports, inspecte les écoles, les hospices, etc.

Art. 25 à 29. Le maire est tenu d'exécuter tous les ordres légaux des autorités compétentes. Dans les affaires concernant les intérêts de toute la gmyna, il se consulte avec les soltys et les conseillers. Pour des délits de peu d'importance, il a droit de condamner les coupables à deux jours de prison et à un rouble d'amende. Le maire a droit de visiter les passe-ports des personnes domiciliées temporairement dans sa gmyna et de faire, accompagné de deux adjoints, des perquisitions dans les maisons et les autres bâties. — Les anciennes attributions des maires non consignées dans la présente loi seront reportées aux autorités compétentes.

#### D. — Des attributions des adjoints (*soltys*).

Art. 30 à 37. L'adjoint (*soltys*) est l'aide du maire. Il exécute tous ses ordres légaux et lui apporte son concours dans les affaires de police et toutes celles de la compétence du maire. Chaque village ou colonie formant une commune rurale (art. 97) doit élire un soltys. Les grands villages peuvent avoir plusieurs soltys. L'autorité du soltys, comme aide du maire, s'étend sur tous les habitants de la gmyna. Quant aux intérêts généraux de sa commune rurale, il y remplit le même office que le maire dans la gmyna.

Dans les gmynes qui n'ont pas de collecteurs spéciaux le soltys prélève les impôts. Dans le cas où le maire voudrait enfreindre la loi, le soltys et les conseillers en informent les autorités de district. Pour les délits et contraventions commis dans la circonscription de sa commune rurale, le soltys a le pouvoir répressif donné au maire par l'article 27.

Dans les affaires graves, comme la levée des impôts, les arresta-



tions, etc., le soltys se fait assister de deux témoins choisis de préférence parmi les chefs de sa commune.

E. — Du tribunal de la gmyna et des conseillers.

a. — Personnel du tribunal.

Art. 38 à 40. Le tribunal de la gmyna est composé du maire et de deux conseillers au moins.

Les conseillers sont élus par l'assemblée; en cas d'absence d'un conseiller, il est pourvu à son remplacement.

b. — Des attributions et des limites de l'autorité du tribunal de la gmyna.

Art. 41 à 53. Tous les habitants temporaires ou permanents de la gmyna sont soumis à l'action de ce tribunal. Chacun est tenu de répondre devant le tribunal de la juridiction où se trouve le lieu de son séjour, excepté dans le cas où le délinquant a commis une contravention dans une gmyna autre que celle où il est domicilié; il est abandonné au demandeur d'intenter un procès devant le tribunal de la gmyna où il lui a été fait tort, ou bien devant le tribunal de celle à laquelle appartient le défendeur. Le tribunal a le devoir d'examiner les prétentions des deux parties. Il ne peut pas appeler à comparaître des personnes qui ne dépendent pas de sa juridiction, excepté dans les cas susénoncés ou si les deux parties se présentent volontairement.

Le tribunal juge les différends, les procès et les délits de peu d'importance. Dans les procès et les litiges dont la valeur ne dépasse pas 30 roubles, les arrêtés du tribunal sont sans appel. Dans les affaires dépassant la somme de 30 roubles, le tribunal ne décide que dans le cas où les deux parties s'en réfèrent à son jugement définitif. En cas de dissentiment sur la valeur réelle du litige, le tribunal fixe le chiffre avec le concours d'experts. Le taux des amendes que peut infliger le tribunal est limité à 3 roubles. Les personnes incapables de payer l'amende peuvent être contraintes à travailler au profit de la gmyna. Les tribunaux de gmyna seront munis d'une instruction qui sera rédigée en conformité du règlement de l'année 1860, §§ 590-813. Les amendes perçues par le tribunal sont versées dans la caisse de la gmyna. Les arrêtés du tribunal dans les affaires de sa compétence sont sans appel.

c. — De l'ordre de la procédure.

Art. 54 à 62. Le tribunal de la gmyna se réunit une fois par semaine au moins. Le maire a le droit de le convoquer chaque fois qu'il y aura urgence. Le tribunal n'entame les procès que sur la demande du plaignant, ou sur celle du maire ou de son adjoint. La procédure

est orale. Le tribunal a droit d'appeler et d'interroger des témoins, ainsi que de visiter les localités en litige, à la demande des parties. Dans les procès, le tribunal doit essayer d'abord d'amener les parties à la conciliation; si ce résultat ne peut être obtenu, le tribunal juge le litige, se basant sur ses instructions ou sur la coutume adoptée pour des cas analogues.

Les décisions du tribunal sont consignées sur un registre spécial et sont sans appel. Les arrêtés du tribunal de la gmyna sont mis à exécution par le maire ou le soltys.

#### F. — Du greffier de la gmyna.

Art. 63 et 64. Les registres et en général toutes les écritures communales sont tenues par le greffier qui, en cas de faux, tombe sous la juridiction du tribunal criminel. Dans les gmynes trop pauvres pour tenir un greffier, ses fonctions sont réunies à celles du maire.

### II. DE LA NOMINATION ET DE LA DESTITUTION DES FONCTIONNAIRES DE LA GMYNA, DE LEURS PRÉROGATIVES ET DEVOIRS.

#### A. — De la nomination des fonctionnaires de l'administration rurale.

Art. 65 à 77. Tous les fonctionnaires ruraux sans exception sont nommés par l'élection. Sont déclarées non éligibles les personnes des religions non chrétiennes; les personnes n'ayant pas atteint l'âge de vingt-cinq ans ou se trouvant sous tutelle; les personnes non domiciliées dans le gmyna depuis trois ans au moins; les personnes ayant encouru des condamnations emportant la privation du droit de remplir des fonctions publiques; les personnes qui se trouvent sous la surveillance de la police.

Le maire et les conseillers sont élus par l'assemblée de la gmyna. Tout habitant de la gmyna ayant droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée et possédant six morgues de terre au moins, est éligible aux fonctions de maire et de conseiller, sans aucune acception d'état ni de qualification quelconque.

Le soltys est élu par l'assemblée de sa commune rurale, parmi les habitants possédant trois morgues de terre au moins. Le maire ne peut cumuler avec ses fonctions que l'emploi de greffier; les fonctionnaires sont élus pour trois ans; à l'échéance de ce terme, ils peuvent être réélus avec leur consentement. Pour chaque fonction de maire, de conseiller et de soltys, les assemblées nomment deux candidats, dont l'un est confirmé par le chef de district, et le second est institué son remplaçant en cas d'absence, de maladie, etc. L'élu de l'assemblée ne peut refuser d'accepter ses fonctions que dans les cas suivants: s'il a plus de soixante ans; s'il a déjà trois ans de service

communal ; s'il est atteint d'une maladie grave, et si le genre de ses occupations le privait de la possibilité de résider constamment dans la commune. Si le chef de district trouve impossible de confirmer les candidats élus, on procède à de nouvelles élections. Si, pour la seconde fois, elles aboutissent au même résultat, le chef de district en réfère au gouverneur de la province, qui peut exiger une troisième élection définitive.

Si un cinquième des électeurs trouvent une nomination illégale, ils ont la faculté d'en référer au chef de district, qui peut convoquer de nouveau les électeurs.

Ceux-ci peuvent se plaindre du chef de district au gouverneur. Les maires, les conseillers et les soltys prêtent serment avant d'entrer en fonction. Le greffier est nommé par élection ou bien il est placé par les maires, conseillers et soltys. Il est expressément recommandé aux autorités de veiller à ce que les greffiers n'usurpent pas des pouvoirs qui ne leur appartiennent pas, au détriment des paysans et des autres classes rurales.

#### B. — De la destitution des fonctionnaires de la gmyna.

Art. 78 à 81. Les maires et les conseillers peuvent être cassés pour abus par les gouverneurs, et les soltys par les chefs de district, qui en réfèrent aux gouverneurs. En cas d'urgence, les chefs de district peuvent suspendre les maires et les conseillers, et leur donner des remplaçants temporaires. Les greffiers peuvent être cassés par les chefs de district, qui à leur tour doivent rendre compte aux gouverneurs des raisons qui les ont guidés.

#### C. — Des droits et privilèges des fonctionnaires de la gmyna.

Art. 82 à 88. Les appointements des fonctionnaires de la gmyna seront fixés par le comité principal, chargé de l'organisation rurale du royaume ; les frais en seront couverts par toutes les personnes possédant des propriétés dans la gmyna. Pendant la durée de leur service, les fonctionnaires sont libérés de toutes redevances en nature, ainsi que du service militaire. Les dépositions des maires et des soltys ont force légale. Les personnes élues portent les insignes des fonctions dont elles sont revêtues toutes les fois qu'elles sont dans l'exercice de leurs attributions. La procédure communale est gratuite. Les maires et les tribunaux sont munis d'un cachet ; leur correspondance officielle est acceptée gratuitement par la poste.

#### D. — De la responsabilité des fonctionnaires ruraux.

Art. 89 à 96. Les tribunaux ainsi que toutes les autorités adressent leurs réclamations contre les fonctionnaires ruraux aux chefs de dis-

trict, qui ont la surveillance générale des gmynes, et peuvent infliger à ces fonctionnaires des amendes jusqu'au chiffre de 5 roubles, et des arrêts jusqu'à sept jours pour des contraventions et des abus de peu d'importance.

Les fonctionnaires ruraux peuvent réclamer auprès des gouverneurs de province.

En cas d'abus graves ou de crimes, les soltys et les greffiers sont mis en jugement par le chef du district; pour les maires et les conseillers, il doit obtenir l'autorisation du gouverneur. Il sera statué quant aux tribunaux qui devront être saisis des procès pour abus de pouvoir. Les maires ont le droit d'infliger de leur propre autorité une amende d'un rouble aux soltys et aux greffiers. Toutes les plaintes des assemblées rurales, ainsi que les plaintes des particuliers contre les fonctionnaires ruraux, sont portées aux chefs de district. Si le chef de district ne prend pas en considération la demande des plaignants, ils peuvent présenter une requête au gouverneur de la province.

#### Organisation des communes rurales.

Art. 97 à 108. Les paysans établis dans un village avec leurs familles, leurs serviteurs et les personnes qui habitent sur leurs terres, forment une commune rurale. Les paysans habitant des chaumières isolées leur appartenant en propre, sont inscrits dans la commune la plus voisine. Les possesseurs de propriétés seigneuriales, ainsi que leurs fermes et les personnes qui habitent sur leurs terres, ne sont pas compris dans les communes. La commune est régie par l'assemblée communale et par un solty. L'assemblée est composée de tous les paysans propriétaires ayant atteint leur majorité. Les femmes qui possèdent des terres et les exploitent elles-mêmes peuvent prendre part aux délibérations des assemblées à l'égal des autres paysans propriétaires. Les assemblées des communes peuvent avoir lieu même dans les villages où se réunissent les assemblées de la gmyna. La préséance et le maintien de l'ordre des assemblées communales appartiennent au solty, excepté quand l'assemblée est réunie pour examiner des plaintes contre le solty ou pour contrôler sa gestion. Dans ce cas, la préséance appartient au maire. L'assemblée est convoquée de préférence les dimanches et les jours de fête. Les attributions et les devoirs des assemblées communales sont les mêmes que ceux des assemblées de gmyna, mais dans un cercle plus restreint.

#### Règles générales.

Art. 109 à 112. Toutes les dispositions des lois qui ne concorderaient pas avec le présent décret sont abrogées. Le comité principal, chargé de l'organisation rurale dans le royaume, pourvoira au déve-



loppement du présent décret et à la promulgation des instructions nécessaires. La mise à exécution du présent décret, qui doit être inséré au *Bulletin des lois*, est confiée au lieutenant de Sa Majesté et au comité principal chargé de l'organisation rurale, ainsi qu'à toutes les autres autorités en ce qui les concernera.

Fait à Saint-Petersbourg, le 19 février/2 mars 1864.

*Signé* : ALEXANDRE.

*Contre-signé* : V. PLATONOV.

---

Par la grâce de Dieu,

Nous ALEXANDRE II, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., etc.

Savoir faisons à tous nos fidèles sujets du royaume de Pologne :

Par un décret signé de ce jour, en vue de régulariser définitivement la position des paysans, nous leur avons reconnu le droit d'entière propriété sur les terres dont ils avaient jusqu'à présent l'usufruit, et nous les avons affranchis du paiement de toutes redevances au profit des propriétaires fonciers.

Mais afin de garantir en même temps à ces derniers une compensation équitable pour les terres accordées aux paysans, nous avons trouvé bon de déterminer immédiatement les bases sur lesquelles les propriétaires fonciers seront indemnisés en titres de rente par le trésor du royaume, d'après l'évaluation des redevances abolies.

Il dépendra désormais des propriétaires eux-mêmes d'accélérer l'émission de ces titres et d'en consolider la valeur.

Ce but sera certainement atteint par eux, si, profitant des pénibles enseignements de l'expérience, ils s'efforcent d'apaiser les esprits et de mettre un terme à des troubles incompatibles avec le maintien non-seulement du crédit public, mais aussi du crédit privé.

En prêtant un concours intelligent à la réalisation des vues du gouvernement, les propriétaires se rendraient à eux-mêmes le plus utile des services, car ils prépareraient ainsi le terrain sur lequel la prospérité matérielle du pays pourrait se développer rapidement et hâteraient la guérison des cruelles blessures infligées au pays par l'insurrection.

Ayant trouvé bon, en conséquence, d'instituer une commission provisoire de liquidation, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Conformément à l'art. 3 du décret concernant la régularisation définitive du sort des paysans dans le royaume de Pologne, il

est temporairement institué une commission de liquidation appelée à diriger les opérations financières qui ont pour but l'indemnisation des propriétaires fonciers.

Art. 2 à 9. La commission de liquidation est composée d'un président nommé par décret impérial, et de trois membres confirmés dans leurs fonctions par le comité principal chargé de l'organisation rurale du royaume. — L'ordre collégial sera observé au sein de la commission. — Une chancellerie y sera attachée. — La commission est appelée à préparer et à délivrer à qui de droit les titres de rentes ou listes de liquidation, à payer les intérêts échus et à faire progressivement amortir les titres de rentes. — Le comité principal chargé de l'organisation rurale du royaume et la commission d'amortissement de la dette de l'État sont chargés de surveiller et de contrôler les actes de la commission de liquidation. — Deux fois par an ladite commission fait contrôler et vérifier ses comptes en séance publique, opération dont procès-verbal sera inséré dans les journaux.

Art. 10. Le trésor du royaume délivrera annuellement à la commission de liquidation, pour une période de quarante-deux ans : 1° une somme équivalente à 5 p. 100 d'intérêts de tout le capital de liquidation désigné dans les articles subséquents pour indemniser les propriétaires des redevances abolies ; 2° tous les frais d'entretien de personnel et de matériel.

Art. 11. — Afin de subvenir aux dépenses du trésor pour l'indemnisation des propriétaires en échange des redevances abolies par suite du transfert des terrains aux paysans, il sera prélevé, en outre de l'impôt foncier désigné par l'art. 2 du décret du 19 février /2 mars 1864, relatif aux paysans : 1° un impôt additionnel sur les autres biens immeubles du royaume ; 2° tout le produit de la recette des boissons dans les terrains actuellement accordés aux paysans jusqu'à complète liquidation de l'indemnité due aux propriétaires. Sera affecté au même but le produit de la vente d'une certaine partie des domaines de l'État. Le comité principal chargé de l'organisation rurale du royaume soumettra dans le plus bref délai possible à la sanction impériale tous les projets de loi relatifs à ces mesures financières.

Art. 12. En outre des ressources indiquées par le précédent article, seront affectés à l'amortissement des titres de rentes de liquidation et aux dépenses imprévues :

a. Les amendes prélevées en conséquence de l'article 37 du décret du 19 février/2 mars 1864.

b. Les coupons non soldés pour cause de prescription ;

c. Les intérêts des sommes précitées et les revenus extraordinaires.

Art. 13. Le payement exact des intérêts échus sur les titres de rente,

de liquidation, l'amortissement progressif de ces titres et leur complète extinction au terme désigné, sont garantis par toutes les ressources et tout l'avoir public du royaume de Pologne.

Art. 14 à 15. Les propriétaires de toutes les catégories recevront de l'État une indemnité calculée d'après l'évaluation des redevances que leur payaient les paysans. Toutes les redevances arbitraires ou exceptionnelles, telles que prestations, gratuités, etc., ne seront pas portées en ligne de compte.

Art. 16 et 24. Il sera procédé à l'évaluation sur les bases suivantes : les terrains des paysans seront partagés en deux catégories selon la nature des redevances qui pesaient sur eux. Pour tous les paysans qui s'acquittaient en corvées hebdomadaires ou en redevances pécuniaires calculées d'après ces corvées, l'évaluation sera faite en prenant la valeur des journées corvéables, d'après le mode indiqué dans les annexes. Les deux tiers de la somme ainsi évaluée constitueront le montant de la rente annuelle du propriétaire. Pour les paysans qui s'acquittaient soit par le cens, c'est-à-dire par une redevance pécuniaire proportionnée à la valeur du terrain, soit par des redevances en céréales, soit enfin des deux manières, la valeur réelle de ces redevances sera calculée en argent d'après les modes indiqués. Les quatre cinquièmes de cette somme constitueront la rente annuelle du propriétaire. D'aucune manière, la somme en question ne devra dépasser la valeur légale des terrains, valeur qui se trouve désignée dans l'annexe (*sub. lit. A*).

Les terres des paysans actuellement non occupées ou celles qui ont été réunies aux fermes seigneuriales, contrairement aux prescriptions légales, seront également évaluées.

Art. 25. L'indemnité accordée aux propriétaires sera composée du total des rentes annuelles des terres de paysans se trouvant sur leurs domaines. Ce total sera capitalisé à 6 pour 100, c'est-à-dire multiplié par 16  $\frac{2}{3}$ .

Art. 26 à 43. Les propriétaires qui s'estimeront lésés par l'indemnité qui leur sera allouée sur ces bases peuvent demander qu'il soit procédé sur les lieux à l'évaluation des terrains accordés aux paysans ; mais ils sont tenus de produire des preuves à l'appui de leurs réclamations et de supporter les frais de la nouvelle évaluation, qui sera faite sur les bases adoptées dans les domaines de l'État. Les projets des titres de liquidation ainsi évalués doivent être présentés par les propriétaires à un terme désigné ; ils seront vérifiés et contrôlés par la commission, et les mesures nécessitées par la protection des intérêts hypothécaires et ceux de la Société du crédit foncier seront dûment prises.

Art. 44 à 53. Le capital de liquidation sera délivré en titres de rente ou liste de liquidation portant 4 pour 100 d'intérêts et amortis par un

tirage annuel. Ces titres seront de 1 000, de 500, de 250 et de 100 roubles. Le paiement des intérêts échus sur les coupons semi-annuels se fera tous les six mois à la caisse de la commission.

Art. 54 à 59. La commission retirera progressivement de la circulation un certain nombre de titres de rente de liquidation, employant à cet effet : 1° la cinquième partie des sommes délivrées par le trésor du royaume en vertu de l'article 10; 2° tout ce qui restera des sommes affectées au service des intérêts.

Art. 60. Les coupons d'intérêts échus seront reçus par les caisses de l'État au même titre que les valeurs monétaires.

Art. 61. Les titres de rente peuvent être acceptés comme gages hypothécaires par les caisses administratives ainsi que par la Banque du royaume, conformément aux règles qui seront établies.

Art. 62. Les étrangers porteurs de titres de rente de liquidation jouissent des mêmes droits que les nationaux, et même, en cas de guerre avec l'État auquel ils sont soumis, la commission est tenue de leur payer intégralement ce qui leur est dû.

Art. 63 à 65. Les titres ou coupons détériorés peuvent être renouvelés. La falsification de ces titres est passible des peines que la loi prononce contre la fabrication de la fausse monnaie.

Art. 66. Les lois et les règlements qui ne concordent pas avec le présent décret sont abolis.

Le lieutenant de Sa Majesté et le comité principal chargé de l'organisation rurale du royaume, ainsi que toutes les autorités compétentes, veilleront à l'exécution du présent décret, qui sera immédiatement inséré au *Bulletin des lois*.

Donné à Saint-Petersbourg, le 19 février/2 mars 1864.

*Signé* : ALEXANDRE.

*Contre-signé* : PLATONOV.

---

Par la grâce de Dieu,

Nous ALEXANDRE II, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., etc.,

Savoir faisons à tous nos fidèles sujets du royaume de Pologne :

Prenant en considération que nos décrets de ce jour concernant l'organisation des paysans, celle des gymnes rurales et de la commission de liquidation, par leur importance exceptionnelle et les circonstances extraordinaires où se trouve aujourd'hui le royaume de Pologne, exigent des mesures spéciales afin d'accélérer leur mise à exécution et d'en assurer le succès, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :



Le décret établit que les dispositions nécessaires pour la promulgation des décrets du 19 février/2 mars 1864, sur l'organisation des classes rurales et pour l'ouverture des assemblées des gynmes et des assemblées rurales, sont confiées au lieutenant de Sa Majesté, et que la mise à exécution ultérieure de ces décrets est déferée à des institutions provisoires, savoir : le comité principal chargé de l'organisation rurale, la commission de liquidation et les commissions pour les affaires des paysans.

Les règles qui doivent présider à la composition et aux attributions de la commission de liquidation faisant l'objet d'un décret spécial, le présent décret a pour but de déterminer la composition et les attributions du comité principal chargé de l'organisation des classes rurales et de la commission pour les affaires des paysans.

§ 1<sup>er</sup>. Le premier est placé sous la présidence du lieutenant de Sa Majesté dans le royaume; il est composé de membres permanents désignés par le souverain et de personnes qui chaque fois seront spécialement invitées par le président à prendre part aux délibérations sur les affaires qui concernent leurs attributions, c'est-à-dire le grand maître de police pour le royaume, les principaux directeurs siégeant dans les commissions administratives, et le président et les membres de la commission de la liquidation. Les présidents des commissions pour les affaires des paysans y seront également invités avec voix consultative.

Les articles 4, 5, 6 et 7 déterminent la nature, l'ordre et le mode des délibérations du comité.

D'après l'article 8, les affaires qui exigent une discussion collective auront lieu collégialement et seront décidées à la majorité des voix.

En cas d'équilibre dans les votes, la voix du président a la prépondérance. La désignation des affaires qui n'exigent pas une discussion collégiale est réservée au comité lui-même.

Ce comité a la faculté d'élaborer des règlements complémentaires et de prendre des mesures législatives dans la limite des pouvoirs attribués par les lois fondamentales du conseil d'administration du royaume. Ces résolutions sont exécutées par les commissions pour les affaires des paysans, les commissions administratives et les autres autorités civiles et militaires existantes actuellement dans le royaume.

Des règlements spéciaux statueront ultérieurement sur l'établissement d'autorités permanentes pour la gestion des affaires communales des paysans.

Le § 2, art. 11, traite des commissions pour les affaires des paysans. Elles sont au nombre de une à quatre dans chaque gouvernement. Leur nombre et la répartition des districts entre elles sont déterminés par le comité principal chargé de l'organisation des classes rurales.

Chaque commission est composée du président, de son adjoint et de quatre à huit commissaires.

Les chefs militaires de district peuvent y être admis avec le droit de vote.

Les articles 14, 15, 16, 17 déterminent les attributions et le mode d'action des commissions, qui s'exercent soit collégialement, soit par des délégations de commissaires spéciaux.

Dans les discussions en collège, la présence de trois membres au moins est requise. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas d'équilibre, la voix du président l'emporte.

Ces commissions et leurs présidents sont immédiatement subordonnés au comité principal chargé de l'organisation rurale, auquel seront portées les plaintes contre les opérations de ces commissions et de leurs présidents. Ces plaintes pourront être rédigées soit en polonais, soit en russe, soit en allemand.

Les autorités civiles et militaires sont tenues de prêter leur concours à ces commissions et de satisfaire à toutes leurs demandes légales.

Le § 3 traite de la formation, du contrôle, de la confirmation et de la mise à exécution des tables de liquidation.

Fait à Saint-Petersbourg, le 19 février/2 mars 1864.

*Signé* : ALEXANDRE.

*Contre-signé* : PLATONOV.

---

**Adresse à l'Empereur, votée par l'Assemblée de la noblesse de la province de Moscou, demandant la convocation d'une Assemblée générale chargée d'aviser aux améliorations à introduire dans l'intérêt du pays.**

Moscou, 13 janvier 1865.

Très-gracieux Sire,

La noblesse de Moscou est heureuse de pouvoir exprimer à Votre Majesté ses sentiments de profonde gratitude et de sincère dévouement pour ses hautes inspirations, qui ont pour but constant le bonheur de notre pays. Nous sommes prêts, Sire, à vous prêter notre concours et par nos paroles et par nos actes, dans la difficile mais glorieuse voie que vous avez choisie. Nous sommes convaincus, Sire, que vous ne vous y arrêterez point et que vous marcherez en vous appuyant sur votre fidèle noblesse et sur la nation russe tout entière. La force de notre pays est dans sa fraternelle unité, dans sa parfaite intégrité. En unissant en un seul corps votre Russie jusqu'ici divisée, en la tenant fortement homogène, en remplaçant les droits séparés de quelques-

unes de ses parties par des droits communs à tous, vous anéantirez à jamais toute possibilité de révolte et de guerre civile.

Les nouvelles institutions rurales que Votre Majesté a établies sont destinées, lorsqu'elles auront acquis leur parfait développement, à rendre durable la gloire et la force de la Russie.

Couronnez en conséquence, Sire, l'édifice de l'État dont vous avez posé la base, en convoquant une Assemblée générale d'hommes élus par toute la Russie pour la discussion d'améliorations communes à l'empire. Ordonnez à votre fidèle noblesse, pour le même objet, de choisir dans ses rangs les hommes les meilleurs. — La noblesse a toujours soutenu avec fermeté le trône de Russie. — Sans être réputés au service de l'État, sans jouir des récompenses attachées à ce service, remplissant leurs devoirs sans rémunération dans l'intérêt du pays et de l'ordre général, ces hommes seront appelés par leur position à sauvegarder les principes moraux et politiques sur lesquels repose l'État, et qui sont si précieux pour le peuple et si indispensables pour le bien-être réel de la nation.

De cette manière, Sire, vous connaîtrez les besoins de notre patrie sous leur véritable jour, vous rétablirez la confiance dans le pouvoir exécutif, vous arriverez à une rigoureuse observation de la loi par tous et chacun, et à son adaptation aux exigences du pays. La vérité parviendra à votre trône sans obstacles. Les ennemis au dedans et au dehors seront réduits au silence; alors le peuple, dans la personne de ses représentants, entourera le trône avec amour et veillera constamment à ce que la trahison n'en approche jamais, de quelque côté qu'elle vienne.

Très-gracieux monarque, la noblesse de Moscou se présente devant Votre Majesté pour remplir un devoir sacré, en qualité de fidèles sujets, n'ayant en vue que l'avantage de l'État.

Nous parlons, Sire, dans la parfaite conviction que nos paroles sont en harmonie avec votre propre politique et avec l'esprit de vos grandes réformes.

---

**Rescrit adressé par l'Empereur Alexandre II à M. de Valouïew, ministre de l'intérieur, au sujet de l'Adresse votée par la noblesse de la province de Moscou.**

Paul Alexandrovitch, .

Les élections habituelles qui ont lieu dans le gouvernement de Moscou, au commencement du présent mois de janvier, n'ont pas abouti. Le Sénat dirigeant ayant reconnu l'irrégularité des décisions

de l'assemblée des maréchaux et des députés concernant le droit de participation de quelques nobles aux affaires de l'assemblée de gouvernement, tous les actes de cette assemblée adoptés jusqu'au moment de sa clôture ont perdu leur valeur légale. Je n'ignore pas néanmoins que dans le cours de ses délibérations, l'Assemblée de la Noblesse du gouvernement de Moscou a abordé l'examen de certaines questions qui ne sont pas de sa compétence, et qu'elle a touché à des sujets impliquant la modification des principes essentiels et fondamentaux des institutions de l'empire de Russie.

Les réformes heureusement accomplies durant les dix années de mon règne et celles qui sont aujourd'hui en voie d'accomplissement, d'après mes ordres, témoignent suffisamment de ma constante sollicitude pour l'amélioration et le perfectionnement des diverses branches de l'organisation politique de l'État, dans la mesure du possible et dans l'ordre tracé par ma volonté.

Le droit d'initiative dans les diverses parties de cette œuvre de perfectionnement graduel n'appartient qu'à moi, et ce droit est indissolublement lié au pouvoir autocratique qui m'est confié par Dieu.

Le passé doit être, aux yeux de mes fidèles sujets, un gage de l'avenir. Il n'est réservé à aucun d'entre eux de préjuger mes efforts incessants pour le bien de la Russie, ni d'anticiper sur la décision des questions qui touchent aux principes fondamentaux des institutions de l'État.

Aucune classe n'a légalement le droit de parler au nom des autres classes. Personne n'a mission d'intercéder auprès de moi en faveur des intérêts généraux et des besoins de l'État. De pareilles déviations à l'ordre établi par la législation en vigueur ne peuvent qu'entraver l'exécution des plans que je me suis tracés. En aucun cas, elles ne sauraient contribuer à atteindre le but vers lequel elles seraient dirigées.

J'ai la ferme conviction que je ne rencontrerai plus désormais de semblables obstacles de la part de la noblesse russe, dont les services rendus au Trône et à la patrie sont toujours présents à ma mémoire, et dans laquelle ma confiance a toujours été et reste inébranlable.

Je vous charge d'en informer tous les gouverneurs généraux et les gouverneurs des gouvernements où siègent les assemblées de la noblesse et de ceux où doivent se réunir les assemblées provinciales.

Je demeure votre affectionné,

ALEXANDRE.

Saint-Petersbourg, le 29 janvier 1865.

---



## POLOGNE.

**Circulaire secrète du général Mourawieff aux gouverneurs civils de Wilna, de Kowno, de Grodno, de Minsk, de Witebsk et de Mohylew, touchant les mesures à prendre pour extirper l'élément polonais de ces provinces.**

M. le gouverneur, j'ai adressé, par ordre de Sa Majesté, au comité pour les provinces occidentales, un Mémoire concernant l'administration de ces provinces.

Le comité, adoptant pleinement les idées émises dans ce Mémoire, a reconnu qu'il était démontré jusqu'à la plus parfaite évidence, et sans objection possible, que les provinces occidentales étaient foncièrement russes et appartenaient au patrimoine séculaire de l'empire. Cette opinion une fois admise, le comité, s'inspirant des règles les plus simples de la justice, a décidé que, pour l'avenir, il ne serait plus toléré dans ces provinces aucun acte, aucun signe de propagande polonaise ; qu'aucun adoucissement ne serait apporté au régime qui y est établi, et que les mesures les plus énergiques seront employées pour combattre non-seulement la suprématie, mais encore toute manifestation de l'élément polonais, que l'administration devra s'attacher à extirper complètement, comme étranger au pays en même temps qu'hostile au gouvernement légal et à la nationalité russe. Dans ce but et conformément aux vues émises dans mon Mémoire, le comité a ordonné les mesures suivantes :

1° Relever et fortifier la nationalité russe et l'orthodoxie, en s'appuyant sur les paysans, auxquels on donnera une éducation éminemment russe et orthodoxe, afin d'empêcher que le pays redevienne un jour polonais ;

2° Améliorer la condition du clergé orthodoxe russe et le rendre indépendant des propriétaires fonciers, afin qu'il puisse, conjointement avec les populations qui lui sont confiées, combattre efficacement la propagande polonaise, qui, pendant quelque temps encore, s'efforcera de se maintenir dans le pays ;

3° Empêcher le clergé catholique romain d'entraver les actes du gouvernement, en l'entourant de la plus minutieuse surveillance et en réprimant par des peines sévères tout acte contraire à l'ordre établi et surtout toute manifestation polonaise ;

4° Confier tous les postes supérieurs dans l'administration, ainsi que tous ceux qui mettent les employés en rapports fréquents avec le peuple, à des personnes d'origine russe ;

5° Introduire et fortifier l'élément russe dans le pays, en organisant des colonies de paysans russes et en vendant les propriétés foncières à des Russes de toutes les conditions.

S. M. l'empereur a daigné approuver la décision du comité, en écrivant de sa propre main sur le procès-verbal des délibérations :

« Exécuter. »

En faisant part à Votre Excellence, d'une manière secrète et confidentielle et pour votre gouverne, des décisions susmentionnées et approuvées par l'empereur, je vous engage, conformément aux instructions qui vous ont été et pourraient encore vous être données à l'avenir, à mettre tous vos soins à extirper dans la goubernie qui vous est confiée jusqu'aux derniers vestiges de propagande polonaise et de l'élément polonais en général. S'il se présentait des cas d'une gravité exceptionnelle, exigeant de nouvelles mesures gouvernementales, vous auriez à demander des ordres en conséquence.

Wilna, le 19 juillet 1864.

*Signé : MOURAWIEFF.*

---

**Dépêche du général Mourawieff, gouverneur général de Wilna, de Kowno, de Grodno, etc., etc., au ministre des domaines, touchant le sort de l'ancienne petite noblesse polonaise.**

Monsieur, le Ministre de l'intérieur vient de me communiquer la décision prise en commun par le comité pour les provinces occidentales, la section législative du Conseil d'État, et le chef de la deuxième section de la chancellerie impériale, décision approuvée par S. M., concernant les mesures nécessaires pour activer la solution des questions relatives aux personnes faisant partie de l'ancienne petite noblesse polonaise. La résolution prise à cet égard vient même d'être promulguée par le Sénat, dans son ukase du 23 septembre.

Dans mon opinion, non-seulement le projet d'assurer un domicile fixe aux personnes de cette classe qui n'ont pas de propriété foncière, ou de leur conférer des terres de la Couronne, ne peut offrir au gouvernement un avantage quelconque, mais il doit, au contraire, lui devenir préjudiciable. La petite noblesse polonaise se distingue par sa paresse, par ses mœurs dépravées et un indomptable orgueil. Elle rêve toujours le retour de ses anciens privilèges; elle est remplie de haine contre le gouvernement et contre tout ce qui est russe; elle a pris une part active à tous les mouvements révolutionnaires du pays, et, dans la dernière insurrection, c'est elle qui a fourni la majeure

partie du contingent des bandes rebelles. Établie parmi les paysans de la Couronne, cette noblesse ne cesserait d'exercer sur eux une influence funeste et de leur inculquer sa haine contre la Russie.

Le gouvernement, en outre, ne possède que bien peu de terres vacantes dans ces provinces, et ces terres devraient être employées non à coloniser la petite noblesse polonaise, mais à accroître l'élément russe, de façon à assurer dans l'avenir la tranquillité du pays.

Quant à cette petite noblesse, mon avis est qu'il est non-seulement utile, mais *tout à fait indispensable* de la transporter peu à peu dans les goubernies éloignées de la Sibérie, et de l'y établir avec des terres de la Couronne.

Le gouvernement a déjà eu plusieurs fois cette mesure en vue après l'année 1831. Mise en vigueur aujourd'hui, elle contribuerait beaucoup à pacifier le pays pour toujours. Il serait nécessaire, selon moi, de déterminer d'avance le nombre de familles qui seraient transportées chaque année, suivant la quantité de terrains qui pourraient être préparés pour les recevoir, et selon les ressources affectées aux dépenses occasionnées par les frais de transport.

Ayant développé ailleurs ma manière d'envisager cette question, dont la solution peut avoir des conséquences d'une portée énorme pour les pays dont S. M. a daigné me confier l'administration, j'ai l'honneur, monsieur le Ministre, de vous demander de me faire part des mesures que vous prendrez à ce sujet.

Wilna, le 20 octobre 1864.

*Signé : MOURAWIEFF.*

*Le chef de la chancellerie,*

TOUMONOFF.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

---

### ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE.

---

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE M. ANTONIO DEL REAL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE ET LES REPRÉSENTANTS DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES A BOGOTA AU SUJET DE LA LOI DU 19 AVRIL 1865, VOTÉE PAR LE CONGRÈS ET RÉGLANT LA CONDITION DES ÉTRANGERS EN COLOMBIE.

---

**Note identique remise aux Représentants de France, d'Italie, de Grande-Bretagne et des États-Unis à Bogota, par M. Antonio del Real, ministre des affaires étrangères, et accompagnée du texte de la loi du 19 avril 1865, relative à la condition des étrangers, leurs droits et leurs devoirs en Colombie.**

Bogota, le 24 avril 1865.

Le soussigné, secrétaire de l'intérieur et des relations extérieures des États-Unis de Colombie, a l'honneur de transmettre à M. le baron Goury du Roslan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, une copie authentique du texte de la loi du 19 avril de cette année, publiée dans le *Diario oficial*, n° 306, et réglant la condition des étrangers, leurs droits et leurs obligations dans les États-Unis de Colombie.

Le soussigné présente à M. le baron Goury du Roslan, les assurances de sa considération distinguée.

*Signé :* ANTONIO DEL REAL.

---



**Circulaire adressée par M. Antonio del Real, ministre des affaires étrangères de Colombie, aux gouvernements de l'Amérique du Sud, au sujet de la loi du 19 avril, réglant la condition des étrangers dans les États de Colombie.**

Bogota, le 1<sup>er</sup> mai 1865.

Monsieur, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence un exemplaire du « Diario oficial » contenant le texte de la loi votée par le Congrès, le 19 avril dernier, touchant la condition, les droits et les obligations des étrangers. Cette loi ne fait que consacrer le principe inscrit depuis 1848 dans notre législation, d'après lequel l'étranger qui s'établit en Colombie doit se soumettre d'avance à toutes les éventualités ou conditions propres à notre état social, en participant aussi bien aux avantages qu'aux inconvénients qu'il présente et en acceptant les pénalités qui en sont la sanction, sans excepter les conséquences découlant de l'insécurité générale en temps de guerre civile.

Il est vrai que cette doctrine n'est point acceptée par les gouvernements d'Europe, à l'exception de celui de la Russie, qui l'a proclamée solennellement en mars 1850; nous ne nous dissimulons pas qu'il sera difficile de faire prévaloir ce principe dans nos relations avec ces gouvernements tant que les idées d'équité ne gagneront pas plus de terrain dans le droit international; mais il est bon que l'on sache que ce principe est virtuellement adopté par les gouvernements de ce continent et que le gouvernement de Colombie fera tous ses efforts pour qu'il forme la règle invariablement suivie entre eux et soit pour ainsi dire un moyen de conserver la paix et de cultiver les sentiments de fraternité entre les États de l'Amérique. Mais comme la réciprocité doit exister en pareil cas, j'ai l'honneur, conformément aux ordres du citoyen président de Colombie, de m'adresser aujourd'hui à tous les gouvernements de l'Amérique en leur proposant d'adhérer à cette règle, de façon que si, d'une part, ces gouvernements consentaient à ce que leurs nationaux arrivant dans notre pays ne puissent prétendre, en s'y établissant, à d'autre protection ou exemption que celles dont jouissent les indigènes, nos compatriotes résidant dans les autres pays sachent bien d'autre part qu'en quittant les États-Unis de Colombie, ils le font entièrement à leurs risques et périls, sans avoir à attendre de leur gouvernement une protection s'étendant au-delà du territoire national.

Le citoyen président a la confiance que le gouvernement de..... se rendra facilement compte de l'utilité qu'il y aurait à adopter ce principe, tant à cause de ses effets immédiats en ce qui touche les in-

térêts américains, qu'à cause des avantages qui résulteront avec le temps de son adoption comme règle universelle entre les nations.

Je prie Votre Excellence de porter à la connaissance de son gouvernement la loi du 19 avril de cette année, ainsi que l'invitation que je lui adresse au nom du gouvernement de Colombie, d'adhérer formellement au principe ci-dessus mentionné, et de m'informer de l'accueil qui aura été réservé à cette proposition.

*Signé : ANTONIO DEL REAL.*

---

## FRANCE.

### **Réponse de M. le baron Goury du Roslau à la Note de M. Antonio del Real, du 24 avril 1865.**

Bogota, le 26 avril 1865.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, a reçu aujourd'hui, avec la note que S. Exc. M. le Ministre de l'intérieur et des relations extérieures lui a fait l'honneur de lui adresser à la date du 24 de ce mois, un exemplaire du « Diario oficial » contenant le texte d'une loi nouvelle relative à la condition, les droits et les devoirs des étrangers dans les États-Unis de Colombie.

Le soussigné, sans discuter les dispositions de cette loi, se bornera à déclarer au nom du gouvernement de l'Empereur que, dans son opinion, cette loi n'a pas plus de valeur que la loi du 16 mars 1848 et qu'elle n'empêchera jamais la légation de Sa Majesté de réclamer, du gouvernement colombien, toutes les fois qu'elle en aura reconnu la justice, la réparation prompte et complète des préjudices causés à des sujets français, en temps de guerre ou par suite de la guerre, par les belligérants, à quelque parti qu'ils appartiennent; le soussigné déclare en outre qu'il fera retomber sur le gouvernement la responsabilité des violences ou des désordres dont auraient eu à souffrir les nationaux français.

Il appartient au Ministre des relations extérieures de décider quel degré de publicité il y a lieu de donner à cette déclaration dans l'intérêt même du gouvernement.

*Signé : BARON GOURY DU ROSLAN.*

---

## ÉTATS-UNIS.

**Réponse de M. Burton, ministre des États-Unis à Bogota,  
à la Note de M. Antonio del Real, du 24 avril 1865.**

Bogota, le 26 avril 1865.

Le soussigné, Ministre résidant des États-Unis d'Amérique, a reçu aujourd'hui la note que S. Exc. M. Antonio del Real, Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères des États-Unis de Colombie, lui a fait l'honneur de lui adresser le 24 de ce mois, en même temps qu'un exemplaire d'une loi votée par le congrès colombien, le 19 avril 1865, au sujet de la condition, des droits et des devoirs des étrangers résidant dans cette république.

Le soussigné ne manquera pas de transmettre le texte de cette loi à son gouvernement, et afin qu'il n'y ait ni doute ni malentendu relativement aux effets qu'est appelé à produire un acte d'une si haute importance, il prie Son Excellence de lui faire connaître si, dans la pensée du gouvernement de l'union de Colombie, la loi est susceptible d'une interprétation d'après laquelle les citoyens des États-Unis d'Amérique se verraient refuser une réparation effective, proportionnée aux préjudices qu'ils auraient soufferts ou qu'ils pourraient avoir à souffrir, sans leur faute, par suite d'une guerre éclatée soit dans la république, soit dans un des États qui la composent ou entre elle et une autre nation.

Le soussigné saisit cette occasion, etc.

*Signé* : ALLAN A. BURTON.

---

GRANDE-BRETAGNE.

**Réponse de M. O'Leary, consul général de S. M. Britannique  
à Bogota, à la Note de M. Antonio del Real, du 24 avril  
1865.**

Bogota, le 27 avril 1865.

Monsieur, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note du 24 courant, contenant le texte d'une loi votée par le congrès colombien et réglant la condition et les droits des étrangers. L'article 5 de cette loi déclare que la nation ne se considère pas comme spécialement responsable des dommages causés aux étrangers en temps de guerre ou à l'occasion de la guerre, et que les étrangers

seront dans ce cas exactement traités comme les citoyens colombiens.

Cette loi est de nature à affecter sérieusement les intérêts des sujets de Sa Majesté résidant dans cette république, et le soussigné ne peut s'empêcher de la considérer comme un retour avec aggravation à la loi du 16 mars 1848, contre laquelle la légation de Sa Majesté a protesté dès la promulgation qui en a été faite, et plus tard encore lorsque en 1855 le gouvernement grenadin tenta d'en appliquer les dispositions. Il croit, dès lors, de son devoir, de renouveler immédiatement et formellement sa protestation et de déclarer, au nom du gouvernement de Sa Majesté britannique, que, nonobstant tout acte contraire de la législature colombienne, il se considère comme fondé à demander à la Colombie une réparation pleine et entière pour les sujets britanniques, dans le cas où le droit des nations justifie une pareille demande.

*Signé : CH. O'LEARY.*

---

## ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE.

**Note de M. Antonio del Real à M. le baron Goury du Roslan,  
au sujet de la loi du 19 avril 1865 sur les étrangers.**

Bogota, le 8 mai 1865.

Le soussigné, Ministre de l'intérieur et des relations extérieures des États-Unis de Colombie, a l'honneur d'accuser réception à M. le baron Goury du Roslan, de sa note du 26 avril dernier, par laquelle il annonce avoir reçu la note du soussigné ainsi que l'exemplaire du « Diario oficial » contenant la loi relative aux étrangers en Colombie. M. le Ministre de France déclare au nom de son gouvernement que, dans son opinion, cette loi n'a pas plus de valeur que celle du 16 mars 1848, et qu'elle n'empêchera pas la légation de France de réclamer du gouvernement colombien, quand il le jugera utile, une réparation pour les préjudices causés aux sujets français par les bellicérants en temps de guerre, et de rendre ce gouvernement responsable des actes de violence dont ses nationaux auraient eu à souffrir.

Le soussigné se borne à prendre acte de cette déclaration et se réserve, lorsque le cas se présentera, de discuter le droit que réclame la légation de France et les devoirs qui incombent au gouvernement colombien.

*Signé : ANTONIO DEL REAL.*

---



**Dépêche de M. Antonio del Real à M. Allan Burton,  
ministre des États-Unis à Bogota.**

Bogota, le 11 mai 1865.

Le soussigné, ministre de l'intérieur et des relations extérieures des États-Unis de Colombie, a reçu la note que M. le ministre, résident des États-Unis d'Amérique lui a adressée le 26 avril dernier, et dans laquelle il lui exprime le désir de savoir si, dans la pensée du gouvernement colombien, la loi du 19 avril relative aux droits et devoirs des étrangers dans la République, peut être interprétée de façon à refuser aux citoyens des États-Unis d'Amérique une réparation légitime pour les dommages qu'ils auraient eu à supporter dans l'Union colombienne en temps de guerre ou par suite de la guerre.

En réponse à cette demande, le soussigné a l'honneur de faire savoir à l'honorable M. Burton que l'article 5 de la loi précitée reproduit une déclaration légale sanctionnée depuis 1848, et tend à établir comme une des bases du droit public de l'Union le principe de l'égalité des étrangers et des nationaux devant la loi civile; il contient une protestation contre la prétention contraire d'après laquelle les étrangers, tout en jouissant des mêmes droits civils, ne doivent pas être exposés aux mêmes vicissitudes que les nationaux en temps de guerre.

Les peuples, dont le commerce et les annales politiques sont encore dans l'enfance, offrent un vaste champ à la spéculation et de nouvelles branches d'industrie à l'étranger qui peut la exploiter avec grand profit; mais ils sont aussi plus exposés à ces chocs d'opinions et d'intérêts qui engendrent les guerres civiles; ils ne peuvent dès lors, pour des raisons qu'on comprendra facilement en étudiant leur histoire et ses développements, offrir la même sécurité que les sociétés constituées depuis longtemps dans lesquelles l'action du gouvernement s'étend et peut s'étendre à tout.

Les étrangers qui viennent s'établir chez un de ces peuples, et participer aux avantages qui leur sont réservés, doivent également se soumettre d'avance aux vicissitudes qui découlent de l'état social du peuple chez lequel ils veulent résider et se livrer à leurs spéculations. Et les gouvernements à la juridiction desquels ces sujets se soustraient en quittant leur territoire, de même qu'ils ne répondent plus de la conduite de leurs sujets à l'étranger, de même ils ne doivent pas leur accorder protection pour les affranchir des maux que ces sujets devaient prévoir, et qui ne sont après tout que la contrepartie des avantages qu'ils obtiennent. Tout droit implique en même

temps une obligation. Il arrive souvent dans les guerres civiles que les étrangers résidant sur le théâtre de la lutte, ne peuvent s'abstenir d'y prendre part, et uniquement préoccupés de le faire à la dérobée, ils combattent l'un des partis en se réservant de réclamer la protection de leurs gouvernements respectifs lorsque le moment des représailles arrive. Dans ce cas l'action du pouvoir public se trouve fréquemment impuissante à protéger les intérêts qui lui sont confiés à cause de l'intervention d'une puissance étrangère, laquelle, sans avoir pris soin de retenir ses sujets dans les limites d'une stricte neutralité, vient compliquer la situation du gouvernement national en revendiquant pour ses sujets une indemnité non due. Cet état de choses fait aux étrangers une position exceptionnelle, intolérable pour les gouvernements qui ont peu de ressources matérielles; et cette situation devient la source de difficultés internationales qui ont été et sont encore l'obstacle le plus grave à l'organisation définitive des gouvernements de l'Amérique.

Si les États-Unis d'Amérique n'étaient pas aujourd'hui une nation aussi puissante, on ne se serait pas beaucoup avancé en disant qu'il leur eût été impossible de conserver la possession de la Nouvelle-Orléans en 1862 et 1863 sous le gouvernement militaire du général Butler, si cette doctrine avait été appliquée, car l'on connaissait les opinions des résidents étrangers et les embarras qu'ils suscitèrent à l'action fédérale sur ce point.

D'un autre côté, dès le moment où une nation est reconnue par les autres comme une nation indépendante, il faut forcément aussi lui reconnaître la faculté d'établir son droit civil en harmonie avec les exigences du monde civilisé, et dans ce cas il faut mettre sous la sauvegarde de ces institutions la protection des personnes et des intérêts qui sont engagés sur son territoire. La doctrine de protection, même à l'égard de l'étranger, fut un prétexte à des conquêtes et provenait de la croyance où était l'antique Rome qu'à elle seule, elle constituait le monde civilisé et que le reste de l'univers était dans la barbarie; ce principe lui servait à faire surgir des prétextes de guerre et de conquête. Aujourd'hui, que les différentes nations, quoique formées d'éléments divers, se considèrent comme égales moralement et également animées de l'esprit de justice et de bienveillance, la résurrection du principe du code romain est une contradiction flagrante qui retardera l'entente cordiale des nations entre elles, au détriment des grands intérêts de l'humanité.

La crainte des fréquents abus commis par les autorités du pays est dénuée de fondement; car il suffit de réfléchir que le pays serait la première victime de ces abus, en éloignant le commerce et l'industrie apportés par les étrangers que l'on ne peut attirer qu'en leur

offrant la garantie de lois loyalement et impartialement appliquées.

En résumé, M. le ministre, le principe sanctionné par l'article 5 de la loi du 19 avril peut être considéré comme la condition à laquelle la Colombie reçoit les étrangers sur son territoire, condition qu'elle a le droit d'imposer, à moins qu'elle ne soit liée par une obligation contraire inscrite dans un traité, et je dois faire observer que ce cas a été prévu par l'article 7 de la loi qui déclare expressément qu'elle ne porte aucune atteinte aux traités préexistants.

Ainsi l'intention du gouvernement de Colombie est de maintenir, conformément à la loi, l'égalité civile entre les nationaux et les étrangers, sauf le cas où il existerait des stipulations spéciales par traité. Et comme l'adoption formelle de ce principe par toutes les nations américaines, et particulièrement par la puissante Union du Nord, aurait par effet de hâter son acceptation comme règle internationale, le citoyen Président de la Colombie espère que l'honorable représentant des États-Unis voudra bien communiquer cette note à son gouvernement, dont les sentiments de justice ne le font pas douter un instant qu'il appuyera efficacement ses efforts.

*Signé* : ANTONIO DEL RÉAL.

---

**Loi du 19 avril 1865 réglant la condition de l'étranger, ses droits et ses obligations dans les États-Unis de Colombie.**

*Article 1<sup>er</sup>.* Sont étrangers les nationaux des autres pays qui résident sur le territoire de l'Union ou qui y sont en passage et qui ne se trouvent dans aucun des cas prévus par l'article 31 de la constitution fédérale.

*Article 2.* En ce qui touche les effets de cette loi, les étrangers se classent en étrangers domiciliés et en étrangers de passage.

*Article 3.* Sont considérés comme domiciliés : ceux qui s'établissent d'une façon permanente dans le pays ; ceux qui en manifesteront l'intention au Président de l'Union ou aux présidents, gouverneurs ou chefs supérieurs des États, et ceux qui auront séjourné plus de deux ans sur un territoire de l'Union.

*Article 4.* Les étrangers, qu'ils soient domiciliés ou de passage, jouiront des mêmes droits et garanties dont jouissent les Colombiens en vertu de la constitution et des lois de l'Union ; mais ils sont également soumis aux obligations qui incombent à ces derniers et qui sont inhérentes à la qualité de citoyen de l'Union auquel les étrangers sont également assimilés.

*Nota.* Sont exceptés de cette disposition :

1° Le service militaire et tout impôt ou charge dont les étrangers en passage sont exemptés ;

2° Le service militaire , les corvées et tout emploi ou charge personnel, d'un caractère permanent dont les étrangers domiciliés sont exemptés.

*Article 5.* La nation n'est pas responsable en particulier des dommages ou préjudices causés aux étrangers en temps de guerre ou par suite de la guerre ; dans ce cas les étrangers jouiront des mêmes droits et pourront exercer les mêmes recours que les nationaux.

*Article 6.* Tout étranger qui se sera mêlé de quelque manière que ce soit, aux luttes civiles ou internationales du pays, perd son caractère de neutre et est en conséquence passible des mêmes peines que les autres Colombiens.

*Article 7.* Les dispositions de cette loi ne porteront aucune atteinte aux stipulations consacrées par les traités publics.

*Article 8.* Aussitôt que la présente loi aura été sanctionnée, le Président de l'Union la portera à la connaissance des gouvernements avec lesquels la nation est en relation.

Fait à Bogota, le 11 avril 1865.

Le Président du sénat des plénipotentiaires,

*Signé :* VICTORIANO DE D. PAREDES.

Le Président de la chambre des représentants,

*Signé :* SANTIAGO PEREZ.

Le Secrétaire du sénat des plénipotentiaires,

*Signé :* JUAN DE D. RIOMALO.

Le Secrétaire de la chambre des représentants,

*Signé :* ANIBAL GALINDO.

Bogota, le 19 avril 1865.

Ordonnons qu'elle soit publiée et exécutée.

*Signé :* MANUEL MURILLO.

Le Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères,

*Signé :* ANTONIO DEL REAL.

---



## TROISIÈME PARTIE.

---

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES  
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

---

### AUTRICHE.

**Discours du Trône, prononcé par l'archiduc Louis-Victor, et annonçant la clôture de la session du Reichsrath, du 27 juillet 1865.**

Honorables membres du Reichsrath,

C'est à moi qu'est échue l'honorable mission de clore la session actuelle du Reichsrath au nom de l'empereur. Avant tout, j'ai à remplir un agréable devoir, attendu que j'ai à vous exprimer toute la reconnaissance de l'empereur pour l'empressement patriotique et l'activité infatigable dont vous avez fait preuve dans la délibération de tant d'importantes questions.

Reconnaissant pleinement l'influence que l'impulsion du commerce et de l'industrie a sur la prospérité générale, vous avez consacré une grande partie de votre activité à l'étude des questions qui ont pour but les améliorations industrielles et l'activité du travail indigène et des mesures de protection nécessaire et légale par lesquelles l'État doit sauvegarder efficacement les entreprises considérées comme les plus propres à développer la production, le commerce et l'industrie.

Les motifs qui vous ont déterminés, après un long examen, à adopter le traité de commerce avec les États du Zollverein, ont également déterminé l'empereur à signer ce traité. Nous pouvons espérer que par la vigoureuse expansion de la puissance industrielle et de l'intelligence du pays, et par un large et prudent usage des avantages

offerts par ce traité, cet acte servira à augmenter la prospérité du pays.

Par suite de l'accord mutuel et louable des deux chambres, plusieurs lois nécessaires à la marche de l'administration de l'État, notamment la loi des finances pour 1865, ont été menées à bonne fin.

De justes remerciements vous sont dus pour les efforts que vous avez faits en discutant cette loi, en vue de réaliser dans l'emploi des ressources actuelles de l'État une économie poussée jusqu'aux limites qu'on ne pouvait dépasser sans affaiblir la puissance intérieure de la monarchie et sa position à l'extérieur.

Le maintien de la paix générale de l'Europe, qui a toujours été le but du gouvernement impérial, sera aussi l'objet de sa plus vive sollicitude dans l'avenir.

Au sujet de la question des duchés, l'empereur cherchera à amener, par une entente avec son auguste allié le roi de Prusse, une solution qui réponde aux intérêts de l'Allemagne tout entière et à la position de l'Autriche dans la Confédération.

Des motifs puissants, qui touchent aux intérêts généraux de la monarchie, et qui par suite ont trouvé une expression patriotique et éloquente dans les deux chambres mêmes, ont conseillé de convoquer au plus tôt la représentation légale des populations des parties orientales de l'empire, et ont entraîné la nécessité de renvoyer à une autre session le vote du budget de 1866.

La satisfaction avec laquelle la pensée se repose sur les résultats de votre œuvre sage et patriotique ne doit pas affaiblir nos efforts pour qu'une délibération commune de tous les droits, devoirs et intérêts de toutes les parties de l'Empire, puisse former dans l'avenir un solide lien d'unité entre tous les peuples qui le composent.

Ces efforts ont leur point de départ dans la connaissance des conditions vitales de la monarchie et dans les généreux sentiments d'affection et de fidélité au trône et à la patrie. Quand une espérance repose sur un fondement si solide, ce qui n'est maintenant qu'un vœu ardent et énergique doit bientôt, avec l'aide de Dieu, pouvoir être heureusement proclamé comme un fait accompli.

---

## AUTRICHE.

**Circulaire du comte Belcredi ministre d'État, aux chefs de gouvernement des provinces de l'Empire, exposant la ligne politique du nouveau cabinet.**

Vienne, le 30 juillet 1865.

Monsieur,

J'ai commencé aujourd'hui les fonctions de ministre d'État, auxquelles la confiance de Sa Majesté m'a appelé. En adressant cette communication à MM. les chefs de gouvernement, et en les priant de me seconder dans l'accomplissement de mes graves obligations, je crois devoir leur signaler les points du service administratif à la juste compréhension desquels j'attache la plus haute importance.

La tâche importante de l'autorité administrative, pour le maintien de l'ordre légal, exige avant tout, pour être avantageusement résolue, une juste intelligence de la chose, la compréhension de la liberté des mouvements légalement ordonnés pour les diverses forces vitales de l'État. J'invite en particulier MM. les chefs de gouvernement à faire tous leurs efforts pour que l'action des autorités soit non-seulement correcte, ferme et digne, mais qu'elle porte aussi le sceau de l'intelligence d'un développement libre et autonome des forces de tous.

Je considère comme une des tendances les plus vivifiantes de notre temps l'agrandissement successif du nombre des affaires à abandonner à l'autonomie de ceux dont les intérêts se trouvent immédiatement mis en jeu.

Tout ordre légal a son plus solide appui dans la conscience de sa nécessité, et cette conscience se fortifie par la participation de la vie publique, tant sous le rapport législatif que sous le rapport administratif. Aux autorités incombe donc l'obligation de seconder avec zèle ces tendances en tant qu'elles se meuvent dans les limites légales, d'observer une conduite pleine de tact envers les corporations autonomes, et de consolider ainsi l'harmonie dans l'intérêt général.

Certainement, c'est une nécessité absolue pour tout fonctionnaire sérieux de maintenir avec énergie et fermeté l'autorité légale, et je dois ajouter que je regarde comme juste, non une application libérale ou illibérale de la loi, mais celle seulement qui correspond à l'esprit et au texte des prescriptions légales, et par conséquent au devoir de l'autorité. Cependant l'énergie seule ne saurait suffire à la tâche imposée au fonctionnaire politique. Une conduite pleine de tact est aussi indispensable, sous peine de voir tout obstacle qui s'oppose à l'action de l'autorité donner lieu à de sérieuses complications, et je dois in-

viter MM. les chefs de gouvernement à juger avec sévérité et justice les actes de leurs subordonnés et leur aptitude aux emplois qu'ils occupent.

Dans les rapports immédiats et verbaux avec la population; et toujours dans les formes qui appellent sa confiance, réside une condition essentielle pour empêcher l'employé de tomber dans un formalisme sans vie, pour former ses opinions conformément à la pratique de la vie, et pour assurer aussi à l'action de l'autorité le véritable succès qu'il ne faut certes pas chercher dans l'expédition des dossiers seule. Les communications écrites ont sans doute leur raison d'être, mais dans des limites beaucoup plus restreintes que ce n'est le cas présentement.

Je ne m'arrêterai pas davantage à cet objet qui se rattache aussi intimement à la partie financière de la gestion officielle, et je me réserve de traiter en détail non-seulement la question du service matériel, mais aussi le côté financier de cette question. Je me borne à remarquer ici que la gestion consciencieuse et économique des deniers de l'État constitue un devoir essentiel de l'employé, et qu'en particulier la situation d'aujourd'hui place ce devoir au premier rang. Une gestion vraiment méritoire sous ce rapport ne manquera pas d'être justement appréciée, de même que les sévérités des lois disciplinaires atteindront l'incurie ou la négligence.

Les employés respecteront, comme un bien précieux, la libre expression de l'opinion par la presse, quand elle aura pour guide l'amour de la vérité; ils mettront de côté les susceptibilités personnelles et ne feront appel au pouvoir judiciaire que quand une appréciation objective du fait y découvrira une culpabilité, afin que toute satisfaction soit accordée à la loi.

Dans les pays qui comprennent plusieurs nationalités, je dois recommander aux employés la plus rigoureuse impartialité et une attitude également juste envers chacune d'elles.

L'autorité et chaque employé isolément devront conférer avec le peuple dans son langage, et la connaissance de cette langue est une condition importante et décisive dans le choix des employés.

J'invite MM. les chefs de gouvernement à régler leur conduite d'après ces points de vue généraux, et à prendre en conséquence les mesures ultérieures nécessaires.

*Signé : BELCREDI.*

---



## CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

**Motion présentée à la Diète par la Bavière, la Saxe et le Grand-Duché de Hesse, dans la séance du 27 juillet, au sujet de la question des duchés de l'Elbe.**

Lorsque la haute Diète résolut, le 7 décembre 1864, qu'elle considérerait l'exécution fédérale comme terminée dans les Duchés de Holstein et de Lauenbourg, et que la possession et l'administration de ces Duchés serait laissée de fait aux hauts gouvernements d'Autriche et de Prusse, cela eut lieu évidemment dans l'espérance et l'attente, exprimées à plusieurs reprises à cette occasion, que le moment était venu où les Duchés devaient être rendus à une situation légale, régulière et reconnue par tout le monde, et à leur propre indépendance, sous leur prince héréditaire, et que cette résolution faciliterait l'accomplissement de ce but.

A cette attente, la haute Diète a donné aujourd'hui une expression déterminée par sa résolution du 6 avril dernier<sup>1</sup>. Cependant elle ne s'est pas accomplie jusqu'ici, des divergences d'opinion sur le droit de succession et sur les rapports futurs de ces pays avec le royaume de Prusse y ayant constamment mis obstacle.

On ne saurait méconnaître néanmoins que la prolongation de l'état provisoire a les effets les plus préjudiciables pour les Duchés eux-mêmes aussi bien que pour leurs rapports avec la Confédération germanique; et, à cet égard, il suffit de rappeler que l'œuvre constitutionnelle de la législation est arrêtée dans les Duchés, que leur voix dans la Diète fédérale est suspendue, et que les contingents fédéraux qu'ils doivent fournir ne sont pas formés.

Dans cette situation, il paraît aussi opportun que justifié en droit et en politique de recourir, pour la solution des questions encore pendantes, à la coopération de représentants librement élus des pays dont les destinées sont en question.

Par cette voie serait préparé en même temps et pourrait être réalisé le moyen propre à garantir de la manière la plus naturelle l'union indivisible du Duché de Slesvig avec le Holstein, fondée sur l'histoire, et la protection de ces deux Duchés contre toute attaque extérieure, savoir: la réception du duché de Slesvig dans la confédération, en tant qu'on convoquerait une représentation commune des deux Duchés. En même temps, il deviendrait possible à la haute Diète ger-

1. Voy. *Archives* 1865, t. III, p. 216.

manique, si elle renonçait au remboursement des frais d'exécution concernant le Holstein et le Lauenbourg, et prenait une part dans les frais de guerre relative au Slesvig, de délivrer les finances de ces pays de charges qui pèseraient lourdement sur eux, s'ils devaient seuls supporter ces frais.

Tous les gouvernements allemands ont donc appris avec une satisfaction sincère que des négociations avaient lieu déjà entre les hauts gouvernements d'Autriche et de Prusse en vue de la convocation d'une représentation des Duchés. Si la Diète fédérale a d'autant plus de motifs d'accorder son approbation et sa plus complète attention à ce projet qu'elle peut se promettre des manifestations de la représentation à convoquer une base légitime et importante pour ses délibérations et ses résolutions ultérieures, elle est autorisée d'autre part à espérer que les hauts gouvernements d'Autriche et de Prusse ne repousseront pas eux-mêmes les points de vue et les considérations indiquées plus haut.

Les gouvernements de Bavière, de Saxe et du Grand-Duché de Hesse, présentent donc avec confiance la proposition suivante :

« Plaise à la haute assemblée fédérale décider que :

« 1<sup>o</sup> On demandera aux gouvernements d'Autriche et de Prusse quelles démarches ils ont faites ou comptent faire pour amener une solution définitive des questions encore pendantes au sujet des Duchés de l'Elbe; si, en particulier, ils sont disposés à convoquer, pour coopérer à cette solution, une représentation générale des Duchés de Holstein et de Slesvig issue d'élections libres, et pour quelle époque cette convocation, qui est très-désirable pour les motifs indiqués, est à prévoir.

2<sup>o</sup> On priera les mêmes gouvernements de faire en sorte que le Duché de Slesvig soit admis dans la Confédération germanique.

3<sup>o</sup> Pour ce cas, et aussitôt que l'attente exprimée avec confiance dans la résolution fédérale du 5 avril de cette année sera satisfaite, on se déclarera prêt à renoncer au remboursement des frais d'exécution concernant le Holstein et le Lauenbourg, et à participer aux frais de la guerre touchant le Slesvig, soit que la Confédération se charge de ces frais dans son ensemble, soit qu'une part proportionnelle incombe à ceux des États fédéraux qui n'ont point pris part à la guerre.

---

## ESPAGNE.

**Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Pacheco, ambassadeur d'Espagne à Rome, annonçant que le Gouvernement espagnol reconnaît officiellement le royaume d'Italie.**

Madrid, le 26 juin 1865.

« Monsieur, les dépêches télégraphiques et la circulaire qu'en date du 22 de ce mois j'ai adressée aux agents diplomatiques de l'Espagne à l'étranger vous ont fait connaître que S. M. la reine avait daigné accepter la démission du cabinet présidé par le duc de Valence, en nommant en son remplacement un autre cabinet présidé par le duc de Tétuan, et dans lequel j'ai l'honneur de remplir les fonctions de ministre d'État. Vous avez vu également dans les discours prononcés par le président du conseil aux Cortès, dont je vous envoie copie, le programme de la politique que le ministère actuel se propose de suivre, et je crois inutile d'appeler votre attention éclairée sur l'importance de la déclaration par laquelle le gouvernement annonce qu'il juge le moment venu d'adopter une résolution à l'égard des affaires d'Italie.

« En conséquence, j'ai profité de l'occasion que m'offrait la réception officielle du corps diplomatique pour conférer avec S. E. le nonce apostolique, et lui expliquer avec soin les intentions et la pensée du gouvernement. Entrant immédiatement dans la discussion de l'affaire, j'ai dit à Mgr Barili que sa résidence déjà longue à Madrid lui avait sans aucun doute démontré l'impossibilité de continuer indéfiniment une politique qui n'était pas conforme à l'esprit des institutions qui nous régissent et à l'opinion publique qui se forme sous leur protection; lui indiquant de plus les inconvénients qui pourraient résulter pour le pays de la persistance dans certaines idées qui ne pouvaient qu'être exploitées par les partis radicaux. Je lui ai exposé que dans cette catégorie se trouvait l'état anomal de nos relations avec l'Italie qui était devenu un champ de bataille dont s'étaient emparés les partis extrêmes pour agiter le pays.

« Je lui ai représenté que l'Espagne, pour la défense du Saint-Père et par sympathie pour de grandes infortunes, avait différé pendant des années entières la solution de cette affaire, et que son gouvernement s'était exposé ainsi à de rudes attaques et s'était volontairement isolé du concert européen, dans l'espérance qu'un arrangement entre les parties intéressées ou un accord entre les puissances européennes

donnerait une solution définitive aux affaires d'Italie. Cette espérance ne s'est pas réalisée jusqu'à présent, malgré notre plus ardent désir, et le gouvernement de S. M. aurait d'autant moins de raisons de persévérer dans cette ligne de politique, que le temps et le cours des événements ont démontré qu'elle est non-seulement stérile, mais contraire au but qu'elle se proposait. Ni les dangers d'une conduite fortement attaquée à l'intérieur, ni à l'extérieur, les inconvénients d'un isolement systématique des grandes nations du monde, qui, sauf une seule et naturelle exception, ont reconnu le royaume d'Italie, ne se trouveraient compensés par la certitude ni même par l'espoir de contribuer au rétablissement des souverains déchus ou à la restauration complète du pouvoir temporel du Saint-Siège.

« La base de notre politique a été et devait être nécessairement la neutralité ; mais la continuation de notre isolement nuirait à l'Espagne sans être utile au Pape ni aux princes pour les malheurs desquels nous avons montré de si publiques et si constantes sympathies. J'ai dit de plus au nonce de S. S. qu'ainsi que tous les Espagnols et à l'exemple de leur reine, les ministres professaient pour le Saint-Père, chef visible de l'Eglise, la plus profonde vénération, et ressentaient pour son auguste personne le respect et l'admiration qu'inspirent ses malheurs, sa constance et ses vertus ; qu'en déplorant ses tribulations, et l'impossibilité où ils se trouvent d'y porter remède, il ne pouvait se dissimuler que pour être utile un jour aux intérêts sacrés et permanents de la papauté, il était indispensable que l'Espagne renouât ses relations politiques avec le royaume d'Italie, rentrant ainsi dans le concert européen, et se mettant à même de faire entendre sa voix et d'employer, en faveur de l'indépendance et de la dignité du Saint-Siège, l'influence que les circonstances pourraient lui donner. De cette manière, on parviendrait à concilier la nécessité de mettre un terme à une situation difficile, avec l'intérêt que nous inspire tout ce qui a rapport au chef visible de l'Eglise.

« J'ajoutai aussi qu'en traitant avec l'Italie, et rétablissant avec ce nouvel État d'anciennes et indispensables relations, le gouvernement de S. M. n'entendait point approuver les faits passés ni amoindrir la valeur que peuvent avoir les protestations faites contre eux par la cour de Rome.

« Réservant dans la question d'Italie tous ses droits, mais ayant égard aux intérêts de l'Espagne, le gouvernement de S. M. ne fait autre chose que suivre l'exemple de presque toutes les nations catholiques du monde. Et quand le Saint-Siège, dans sa haute sagesse, et sa profonde prudence, a cru opportun de traiter avec un représentant du roi Victor-Emmanuel pour le règlement de questions religieuses dans le nouveau royaume d'Italie, il ne peut paraître étrange que l'o-



pinion publique se montre plus décidée à demander que l'Espagne renoue avec ce même royaume d'Italie ses relations politiques.

« J'ai dit enfin au nonce de S. S. que, déterminé par tant de raisons puissantes, le gouvernement croyait indispensable de faire cette démarche, et de commencer dès aujourd'hui les négociations nécessaires avec le cabinet de Florence.

« Je venais de donner ce témoignage préalable de respect et de déférence pour le Saint-Siège, lorsque le chargé d'affaires du roi Victor-Emmanuel à cette cour, le baron Cavalcini, s'étant présenté à moi, j'ai eu l'occasion de lui annoncer la résolution du gouvernement de S. M.

« En donnant lecture de cette dépêche au secrétaire d'Etat de S. S., et en lui en laissant copie, s'il le demande, S. M. désire que Votre Excellence assure le cardinal Antonelli, et plus particulièrement S. S. elle-même, que le gouvernement de la reine éprouve les plus profonds sentiments de respect et de vénération pour son autorité sacrée et son auguste personne, et qu'il est décidé à défendre aujourd'hui et toujours, par tous les moyens moraux en son pouvoir, les droits et les intérêts de la sainte institution dont il est le symbole.

Par ordre royal.

« *Signé* : MANUEL BERMUDEZ DE CASTRO. »

## ÉTATS-UNIS.

### **Proclamation du Président touchant la réorganisation du gouvernement de l'État de la Caroline du Nord.**

Attendu que la quatrième section du quatrième article de la constitution des États-Unis déclare que les États-Unis garantiront à tout État de l'Union une forme républicaine de gouvernement, et protégeront chacun d'eux contre l'invasion et la violence intérieure ;

Et que le président des États-Unis est institué par la constitution commandant en chef de l'armée et de la marine, aussi bien que le principal fonctionnaire exécutif des États-Unis, et qu'il est obligé, par un serment solennel, à remplir fidèlement les fonctions de président des États-Unis, et de faire en sorte que les lois soient fidèlement exécutées ;

Et que la rébellion, soutenue par une portion du peuple des États-Unis contre l'autorité légitime du gouvernement, de la manière la plus violente et la plus révoltante, mais dont les forces armées et

organisées sont maintenant presque totalement vaincues, a, dans son développement subversif, privé le peuple de la Caroline du Nord de tout gouvernement civil;

Et qu'il devient convenable et nécessaire de remplir les obligations des États-Unis à l'égard du peuple de la Caroline du Nord, en lui assurant la jouissance d'une forme républicaine de gouvernement;

Maintenant donc, pour obéir aux devoirs solennels qui me sont imposés par la constitution des États-Unis, et pour donner au peuple légal dudit État le pouvoir d'organiser un gouvernement intérieur au moyen duquel la justice puisse être établie, la tranquillité domestique exercée, et la population loyale protégée dans les droits de vie, de liberté et de propriété.

Moi, Andrew Johnson, président des États-Unis et commandant en chef de l'armée et de la marine des États-Unis, je nomme William W. Holden gouverneur provisoire de l'État de la Caroline du Nord, afin qu'il puisse, dans le plus bref délai possible, prendre les mesures nécessaires pour la convocation d'une convention composée de délégués à choisir par la partie du peuple de cet État qui est fidèle aux États-Unis, et par nulle autre portion.

L'objet de cette convention sera de modifier et d'amender la constitution de l'État; elle aura le pouvoir d'exercer, dans les limites de cet État, toute l'autorité nécessaire pour donner au peuple loyal le moyen de rétablir les rapports constitutionnels de l'État avec le gouvernement fédéral et d'organiser une forme républicaine de gouvernement qui puisse donner à l'État le droit de réclamer la garantie des États-Unis, et au peuple le droit de demander aux États-Unis leur protection contre l'invasion, l'insurrection et la violence intérieure, pourvu que dans les élections qui se feront pour choisir des délégués à une convention d'État, comme il est dit ci-dessus, nulle personne ne puisse voter ni être éligible, à moins d'avoir préalablement prêté et souscrit le serment d'amnistie tel qu'il est formulé dans la proclamation présidentielle du 29 mai 1865, et d'avoir droit de vote suivant la constitution et les lois qui régissaient l'État de la Caroline du Nord avant le 20 mai 1861, date de la soi-disant ordonnance de sécession; et ladite convention, quand elle sera assemblée, ou la législature qui pourra se réunir ensuite, déterminera les conditions de l'exercice du droit de suffrage et de l'éligibilité aux fonctions publiques sous la constitution et les lois de l'État. C'est là un pouvoir que le peuple des différents États qui composent l'Union a justement exercé depuis l'origine du gouvernement jusqu'à l'époque actuelle. Et j'ordonne par cette proclamation :

1° Que le commandant militaire du département, tous les officiers et tous les hommes au service militaire ou naval donnent aide et

secours audit gouvernement provisoire pour faire exécuter cette proclamation; et il leur est enjoint de ne contrarier, ni gêner, ni décourager le peuple loyal qui entreprendra d'organiser un gouvernement d'État suivant la présente proclamation;

2° Que le secrétaire d'État mette en force toutes les lois fédérales dont l'administration lui est réservée, et qui sont applicables dans les susdites limites géographiques;

3° Que le secrétaire du Trésor nomme des assesseurs de taxes, des collecteurs de douanes et du revenu de l'intérieur, et tous les autres fonctionnaires exigés par l'administration du Trésor, et fasse exécuter les lois sur le revenu des États-Unis dans les susdites limites géographiques;

En nommant ces fonctionnaires, on devra donner la préférence aux personnes loyales qui résident dans les districts où les fonctions doivent être remplies; mais si l'on ne trouve pas parmi les habitants d'un district des personnes convenables, on choisira les fonctionnaires dans un autre district ou dans un autre État :

4° Que le directeur général des postes établisse des routes postales et mette en vigueur les lois postales des États-Unis dans l'État de la Caroline du Nord, en donnant la préférence aux habitants loyaux dans le choix des agents de son administration; mais, faute de personnes convenables parmi ces habitants, il choisira des agents dans un autre État ;

5° Que le juge du district, dans la juridiction duquel la Caroline du Nord est renfermée, tienne sa cour dans cet État, suivant les lois du congrès. L'attorney général donnera les ordres nécessaires pour que les propriétés sujettes à confiscation soient soumises à l'action de la justice et mises en vente, et pour que la justice soit administrée dans ledit État, en tout ce qui dépend de la juridiction des cours fédérales;

6° Que le secrétaire de la marine prenne possession de toutes les propriétés publiques qui appartiennent au département de la marine dans lesdites limites géographiques, et mette en vigueur toutes les lois du congrès relatives à la marine qui peuvent trouver leur application dans ledit État;

7° Que le secrétaire de l'intérieur mette en force les lois relatives à son administration, et qui sont applicables dans les susdites limites géographiques.

Washington, le 29 mai 1865.

*Signé* : ANDREW JOHNSON.

Par le Président,  
W. H. SEWARD, *secrétaire d'État*.

---

## GRANDE-BRETAGNE.

**Dépêche du comte Russell à M. J. Bruce, ministre d'Angleterre à Washington, exprimant les sentiments d'horreur de la nation anglaise, au sujet de l'assassinat du président Lincoln.**

Foreign-Office, le 28 avril 1865.

Monsieur, il est impossible de décrire les sentiments d'horreur et d'indignation avec lesquels a été reçue ici la triste nouvelle venue de Washington. Sa Majesté m'a chargé d'exprimer la part sincère qu'elle prend aux afflications dont sont frappées les familles du feu président et de M. Seward.

Je vous prie en conséquence de transmettre au gouvernement des États-Unis l'assurance que le gouvernement de la Reine, le Parlement et la nation sont pénétrés d'un sentiment unanime d'horreur à l'égard des criminels coupables de ces lâches et abominables forfaits, et pleins de sympathie pour le gouvernement et le peuple des États-Unis, qui viennent d'être privés ainsi de ceux auxquels ils avaient confié l'autorité de l'administration, et dont les sages conseils les guidaient.

Il a été donné avis aux deux chambres que les ministres de la couronne ont l'intention de proposer des adresses exprimant officiellement les sentiments de douleur et d'indignation que le Parlement a ressenti dans cette triste circonstance.

*Signé : RUSSELL.*

P. S. Vous êtes autorisé à laisser copie de cette dépêche à M. Seward ou au secrétaire d'État chargé de l'intérim.

---

**Dépêche du comte Russell à M. Bruce, annonçant qu'une adresse a été présentée par les ministres aux deux chambres du Parlement à l'occasion de l'assassinat du président Lincoln.**

Foreign-Office, le 6 mai 1865.

Monsieur, conformément à l'avis qui, ainsi que je vous en informais par ma dépêche du 28 avril dernier, a été communiqué aux deux chambres du Parlement par les ministres de Sa Majesté, j'ai présenté lundi dernier, dans la chambre des Lords, l'adresse à la Reine, dont ci-joint copie. La motion a été appuyée par lord Derby et unanimement acceptée. En l'absence du vicomte Palmerston, qu'une indisposition empêchait, à son grand regret, d'être présent à cette occasion,



sir George Grey, principal secrétaire de Sa Majesté pour le département de l'intérieur, a présenté une adresse semblable dans la Chambre des communes, appuyée par M. Disraëli et également votée à l'unanimité.

La Reine a daigné faire aux deux chambres une très-gracieuse réponse.

En remettant une copie de cette dépêche au secrétaire d'Etat par intérim des États-Unis, vous lui donnerez l'assurance que ces adresses des deux chambres du Parlement sont l'expression des sentiments de la nation anglaise tout entière, en ce qui touche la regrettable mort du feu président des États-Unis.

*Signé : RUSSELL.*

---

## ÉTATS-UNIS.

**Note de M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, au comte Russell, lui transmettant la réponse de son gouvernement à l'adresse votée par le Parlement anglais.**

Londres, le 7 juin 1865.

M. le comte, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai reçu du secrétaire d'État par intérim des États-Unis, une dépêche qui exprime la gratitude avec laquelle mon gouvernement a reçu, par l'entremise de M. Bruce, communication des sentiments éprouvés par Sa Majesté et les deux chambres du Parlement, à l'occasion du triste événement qui a affligé l'Amérique.

Conformément aux instructions contenues dans cette dépêche, j'ai l'honneur d'en transmettre ci-joint une copie à Votre Excellence.

*Signé : FRANCIS ADAMS.*

---

## ANNEXE

**M. Hunter à M. Adams.**

Washington, le 22 mai 1865.

Monsieur, M. Bruce m'a remis dernièrement copie d'une dépêche du 6 de ce mois, que lui a adressée le comte Russell, avec le texte d'une adresse adoptée par la chambre des Lords et la chambre des communes, et destinée à faire connaître à S. M. la Reine l'expression

du profond regret et de l'indignation avec lesquels ces deux chambres ont appris l'assassinat du Président des États-Unis, et à prier Sa Majesté de daigner en communiquant au gouvernement des États-Unis ses propres sentiments sur ce regrettable événement, exprimer de leur part l'horreur qu'ils ont éprouvée de ce crime, et la sympathie qui les anime à l'égard du gouvernement et du peuple des États-Unis.

La dépêche est également accompagnée d'une copie de la réponse faite à cette adresse par la Reine, réponse dans laquelle Sa Majesté s'associe entièrement aux sentiments exprimés par ces deux chambres.

M. Bruce, en me remettant copie de ces pièces, m'a informé que ces adresses des deux chambres du Parlement sont l'expression des sentiments de la nation britannique tout entière.

Cette communication apportant au gouvernement et au peuple des États-Unis une manifestation si solennelle d'amitié et de sympathie de la part d'une grande et bienveillante nation, est reçue avec une profonde gratitude et un plaisir sincère.

Vous voudrez bien donner cette assurance au gouvernement britannique, et laisser copie de cette dépêche au comte Russell.

*Signé : W. HUNTER.*

## GRANDE-BRETAGNE.

**Discours prononcé par le comte Russell dans la séance de la Chambre des lords du 1<sup>er</sup> mai, sur la question de l'esclavage aux États-Unis.**

Mylords, il est un autre point sur lequel les États-Unis et ceux qui, dernièrement, étaient en armes contre le gouvernement de Washington, auront plus de peine à s'entendre, et une tâche des plus difficiles à accomplir ; je veux parler de l'esclavage qui, d'après l'avis d'un grand nombre, a été la cause de la guerre civile en Amérique. La chambre n'a pas oublié sans doute qu'au début de cette guerre, le président Lincoln déclara que la constitution américaine ne lui donnait aucun droit d'aborder la question de l'esclavage. Plus tard il fit une sorte de décret comme commandant en chef, dans lequel il proposait que dans certaines États les esclaves fussent complètement affranchis. Puis, à une époque postérieure, il proposa ce qu'il était naturellement appelé à proposer, c'est-à-dire un amendement à la constitution des États-Unis, changement par suite duquel il serait absolument et à tout jamais défendu de retenir aucune personne en servage pour la contraindre à travailler. Nombre de gens réclamaient

à grands cris l'abolition immédiate de l'esclavage. Il me souvient cependant de l'observation que lord Macaulay faisait en certaine circonstance : « Quoique, disait-il, l'abolition des lois pénales contre les catholiques romains eût été un grand bienfait au temps de sir R. Walpole, proposer alors une telle mesure eût été une véritable folie. »

Il en était de même pour le président Lincoln. Quels qu'aient été les excès et les horreurs de l'esclavage, je crois qu'il était parfaitement excusable de reculer l'époque à laquelle ce grand changement dans la loi serait proposé. Néanmoins quoi que vous puissiez penser à ce sujet, nous devons tous sentir que, par le fait, la mort du président Lincoln enlève aux États-Unis l'homme qui était à la tête du mouvement, l'homme le plus propre par son caractère à présenter les mesures pouvant faire paraître ce changement radical acceptable à ceux par qui il avait été élu, et en un mot, celui qui était le plus capable de conserver la paix de cette grande république sous une constitution entièrement nouvelle. Il s'est présenté certaines difficultés pour nous, et le gouvernement des États-Unis en a rencontré également pour garder des relations pacifiques entre les deux pays ; mais ces difficultés ont toujours été traitées avec autant de sagesse que de modération des deux côtés de l'Atlantique. J'espère que cette prudence et cette modération ne se démentiront pas, et je peux assurer la chambre que, de même qu'en toutes circonstances, nous avons souhaité que le gouvernement américain et le peuple des États-Unis arrangeassent entre eux leurs querelles sans notre intervention dans le conflit armé, de même, pendant la tentative qui va être faite pour rétablir la paix et la tranquillité en Amérique, nous devons également nous abstenir de toute espèce d'intervention. Nous nous contenterons d'espérer que les efforts faits pour arriver à ce but seront couronnés de succès, et que la grande république américaine continuera sa carrière de liberté. Naturellement je n'ai rien à dire du successeur du président Lincoln.

Le temps nous montrera à quel point il est capable de faire face aux difficultés que la sagesse de son prédécesseur était si propre à résoudre d'une manière satisfaisante. Tout ce que je peux dire, c'est qu'en face de l'immense malheur arrivé, du crime monstrueux qui vient d'être commis, la couronne, le parlement et le peuple tout entier de ce pays non-seulement éprouvent la plus profonde sympathie pour le gouvernement et le peuple des États-Unis, mais que les liens de quasi parenté qui existent entre nous nous font ressentir les malheurs des États-Unis plus que ceux de toute autre nation d'aucune autre partie du globe.

---

## GRANDE BRETAGNE.

**Discours de clôture de la Reine, lu au Parlement  
le 6 juillet 1865.**

Mylords et messieurs,

Nous avons reçu ordre de Sa Majesté de vous dégager d'une plus longue présence en parlement, et, en même temps, de vous transmettre la reconnaissance de Sa Majesté pour le zèle et pour l'assiduité avec lesquels vous vous êtes appliqués à remplir vos devoirs pendant la session qui est aujourd'hui arrivée à sa clôture.

Nous avons en outre l'ordre de vous informer que, comme le présent parlement a maintenant duré presque pendant toute la période assignée par la loi à la durée des parlements, et que dès lors vous n'entreriez pas dans une autre session avec quelque utilité pour l'intérêt public, c'est l'intention de Sa Majesté de dissoudre immédiatement le parlement, et de publier les convocations pour en élire un nouveau.

Mais Sa Majesté ne peut prendre congé de vous sans nous commander de vous exprimer le sentiment profond de Sa Majesté pour le zèle et l'esprit public que, pendant les six années de votre existence comme parlement, vous avez constamment déployés dans l'accomplissement de vos importantes fonctions, et de vous transmettre la cordiale reconnaissance de Sa Majesté pour les bonnes et nombreuses mesures que vous avez soumises à son approbation, et qui ont considérablement contribué à la diminution des charges publiques, à l'encouragement de l'industrie, à l'augmentation de la richesse, et au développement du bien-être et du bonheur du peuple de Sa Majesté.

Nous avons reçu ordre de vous informer que les relations de Sa Majesté avec les puissances étrangères sont amicales et satisfaisantes, et elle espère qu'il n'y a pas de questions pendantes qui soient de nature à conduire au trouble de la paix de l'Europe.

Sa Majesté se réjouit que la guerre civile dans l'Amérique du Nord soit terminée, et elle espère que les maux causés par cette longue lutte pourront être réparés, et que la prospérité pourra être rétablie dans les États qui ont souffert du conflit.

Sa Majesté regrette que les conférences et les communications entre les provinces de Sa Majesté au Nord de l'Amérique au sujet de l'Union de ces provinces en une seule confédération, n'aient pas encore abouti à un résultat satisfaisant. Cette union apporterait une force nouvelle à ces provinces, et donnerait la facilité de nombreuses améliorations intérieures.



Sa Majesté a reçu des assurances heureuses du dévouement et de la loyauté de ses sujets du Nord de l'Amérique.

Sa Majesté se réjouit de la confirmation de la tranquillité et du développement de la propriété de ses domaines des Indes ; et elle espère que l'accroissement considérable que ces territoires apporteront aux matières premières de l'industrie manufacturière, ainsi que la fin de la guerre civile dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, préviendront le retour de la détresse qui a si longtemps subsisté parmi la population manufacturière de quelques-uns des comtés du Nord.

Messieurs de la Chambre des Communes,

Sa Majesté nous ordonne de vous transmettre ses sincères remerciements pour les subsides abondants que vous avez accordés à Sa Majesté pour le service de l'année présente, et pour la défense permanente des chantiers et des arsenaux de Sa Majesté.

Le traité de commerce que Sa Majesté a récemment conclu avec la Prusse et les autres États qui composent l'union commerciale allemande, vous a été communiqué par ordre de Sa Majesté. Sa Majesté espère que ce traité contribuera au développement des relations commerciales entre ce pays et l'Allemagne, et servira aux intérêts des différents pays qui en font partie.

Sa Majesté nous ordonne de vous assurer que son attention continuera à être dirigée vers toutes les mesures qui pourront être prévues pour étendre et pour établir sur une base solide le commerce entre les domaines de Sa Majesté et les puissances étrangères.

Mylords et Messieurs,

Sa Majesté a donné son assentiment cordial aux différentes mesures d'utilité publique, résultat de vos travaux pendant la session aujourd'hui arrivée à sa clôture.

L'acte qui rend les dépenses subies pour l'entretien des pauvres obligatoires pour une union de paroisses au lieu d'être restreintes à des paroisses séparées, diminuera les souffrances imposées aux pauvres travailleurs par la nécessité de leurs renvois de paroisses en paroisses.

L'acte d'amendement de la Société commerciale tendra à encourager l'emploi lucratif du capital.

Les actes sur la concentration des cours de justice, réduiront, il faut l'espérer, les dépenses, et raccourciront la durée des procès en justice.

L'acte de soumission cléricale, fondé sur les recommandations d'une commission royale, détruira les obstacles qui ont été éprouvés pour le nombre et la variété des formules de soumission et de déclaration jusqu'ici exigées du clergé.

L'administration et la discipline des prisons seront améliorées

par l'acte de consolidation et d'amendement sur les lois qui s'y rattachent.

L'acte sur la juridiction équitable des cours des comtés donnera une extension utile à l'administration locale de la justice.

L'acte consolidant le contrôle de l'Échiquier avec le Conseil des comptes tendra à accroître l'efficacité des moyens d'examiner les comptes publics.

L'acte pour l'établissement de l'enregistrement des titres en Irlande rendra plus facile et plus sûr le transfert de la propriété foncière en Irlande.

L'acte pour modifier les lois qui gouvernent la force de la police en Irlande tendra à prévenir le retour des désordres qui ont eu lieu l'année dernière à Belfort.

L'acte pour la défense maritime des colonies a détruit les obstacles qui empêchaient jusqu'alors les colonies de prendre des mesures efficaces pour leur propre défense contre des attaques par mer.

Sa Majesté a aussi donné avec joie son assentiment à d'autres mesures nombreuses et utiles d'une importance moins générale.

Les électeurs du Royaume-Uni seront bientôt appelés à choisir de nouveau leurs représentants au Parlement ; et Sa Majesté prie avec ferveur que la bénédiction du Dieu Tout-Puissant puisse accompagner leurs actes et les guider à l'accomplissement du but de la sollicitude constante de Sa Majesté, — le bien-être et le bonheur de son peuple.

---

## GRANDE BRETAGNE.

### **Proclamation de la Reine annonçant la dissolution du Parlement anglais, du 6 juillet 1865.**

« Au nom de la reine Victoria :

« Attendu que, de l'avis de notre conseil privé, nous avons jugé à propos de dissoudre le présent Parlement, qui demeure prorogé à mercredi 12 juillet, nous publions à cette fin notre présente proclamation royale, et nous dissolvons en conséquence ledit Parlement, et les lords spirituels et temporels, les chevaliers, les citoyens, les bourgeois et commissaires des comtés et des bourgs de la Chambre des communes sont dispensés de se réunir ledit mercredi 12 juillet.

« Ayant le désir et prenant la résolution de nous revoir, aussitôt qu'il sera possible, avec notre peuple et d'avoir son avis en Parlement, nous faisons savoir par la présente à nos fidèles sujets notre royal plaisir de convoquer un nouveau Parlement, et nous déclarons

en outre que, de l'avis de notre conseil privé, nous avons donné l'ordre que notre chancelier de cette partie de notre royaume-uni appelée la Grande-Bretagne, et notre chancelier d'Irlande envoient sur le champ, respectivement et dès qu'ils auront avis dudit ordre, des *writs* en due forme et en conformité de la loi, pour convoquer un nouveau Parlement; et aussi par notre présente proclamation royale scellée du grand sceau de notre Royaume-Uni, nous ordonnons que des *writs* soient en conséquence immédiatement envoyés par nosdits chanceliers respectivement pour que les lords spirituels et temporels et les communes qui doivent remplir leurs fonctions dans ledit Parlement prennent place dans notre dit Parlement; lesquels *writs* seront retournés mardi, quinzième jour du mois d'août prochain.

« Donné en notre cour, a Windsor, ce sixième jour de juillet, en l'année de Notre-Seigneur 1863, et la vingt-neuvième année de notre règne.

« Dieu sauve la reine! »

---

## PORTUGAL.

### **Discours prononcé par le Roi à l'ouverture de la session législative des Cortès.**

Dignes pairs du royaume et messieurs les députés de la nation portugaise, je suis charmé de me trouver au milieu de la représentation nationale, en présidant à la cérémonie de l'ouverture de la présente session législative. Je continue de recevoir des nations, nos alliées, des témoignages constants de la meilleure intelligence, qui de jour en jour resserrent davantage les relations amicales par lesquelles nous sommes liés. — J'ai la satisfaction de vous annoncer le terme de l'interruption des relations politiques entre le Brésil et la Grande-Bretagne : ce désaccord momentané s'est terminé à l'honneur mutuel des deux gouvernements. Je me félicite d'avoir offert ma médiation, acceptée par les deux États intéressés, dans une question résolue d'une manière si satisfaisante, ainsi que le faisaient pressentir l'esprit éclairé et la prudence de ces deux nations auxquelles nous unissent les liens les plus intimes. — Le plus important des droits politiques des citoyens a été pleinement exercé dans la récente élection de la chambre des députés. Ces opérations ont eu lieu au milieu de la plus complète tranquillité publique. — Vous serez appelés, messieurs, à résoudre, quant à l'administration publique, quelques

questions de la plus grande importance, mais aujourd'hui d'une solution moins difficile, attendu le mûr examen dont elles ont été l'objet, tant de la part des administrations précédentes que de la part de l'opinion publique éclairée. Dans cette catégorie se trouvent la question du commerce des vins du Douro, de l'importation des céréales de l'étranger et du plus grand développement de l'application du principe du désamortissement. Mon gouvernement vous présentera sur chacun de ces objets des propositions spéciales, renouvelant l'initiative de celles précédemment faites à ces mêmes fins.

Mon ministre des finances vous donnera tous les éclaircissements nécessaires afin que vous puissiez dûment apprécier la situation financière du pays et adopter les mesures convenables en ce qui touche l'année économique courante. L'accroissement non interrompu des revenus publics et la fermeté du prix des titres de la dette consolidée sont des faits économiques d'une flatteuse signification, qui nous doivent encourager à faire tous nos efforts pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'État, de telle manière que les récents courants couvrent complètement le chiffre de la dépense ordinaire dans toute l'étendue du sens qui doit être attaché à la classification de cette dépense. Les propositions relatives à cet important objet vous seront présentées par le ministère respectif. La salubrité publique et l'amélioration des conditions de sécurité individuelle par l'emploi de moyens de police efficaces, ont appelé l'attention de mon gouvernement, qui vous présentera en temps opportun, touchant cette question, les projets de loi convenables. Nonobstant tout ce qui a été déjà fait, le besoin de compléter nos moyens de communications par l'aménagement des voies publiques est chaque jour plus urgent.

De ce complément résulteront, non-seulement des avantages indispensables aux populations qui n'avaient pas encore joui de semblables moyens de communication, mais encore un plus grand bénéfice pour les localités qui déjà les possèdent. La loi qui avait autorisé le gouvernement à venir en aide à la construction des routes cantonales et municipales, n'a pas produit tout l'effet désiré, encore bien que de la part du gouvernement il n'y ait pas eu d'hésitation à concéder les sommes nécessaires pour un but si utile ; il vous sera présenté opportunément les projets de loi réclamés par les circonstances sur ces importantes affaires.

La bonne administration des provinces d'outre-mer mérite toute la sollicitude de mon gouvernement. Bientôt il vous sera présenté, entre autres projets, un projet de loi ayant pour objet, dans les conditions y spécifiées, l'abolition de l'esclavage sur tous les points de la monarchie.



La confiance que m'ont inspirée votre concours empressé et éclairé pour ce que je vous ai exposé relativement aux améliorations réclamées par les diverses branches de l'administration publique, me donne la certitude que les désirs qui nous animent pour le bien de la nation à laquelle nous nous honorons d'appartenir, ne demeureront pas stériles.

La session est ouverte.

---

## PRUSSE.

### **Discours de clôture des chambres, prononcé par M. de Bismarck au nom du Roi.**

\* Messieurs les membres des deux Chambres,

« S. M. le roi a daigné me charger de clore en son nom les deux Chambres du Parlement. Le pays doit aux efforts réunis du Parlement et du Gouvernement, pendant la session qui vient de finir, le renouvellement du Zollverein, la conclusion de traités de commerce avec la France, l'Angleterre et la Belgique, la nouvelle loi sur les mines, le règlement de la dîme en Silésie, l'amélioration du sort des invalides, la construction de plusieurs chemins de fer, ainsi qu'un certain nombre de lois utiles.

« Mais les efforts réunis de la représentation nationale et du Gouvernement n'auraient pu avoir de décisifs et complets résultats que si le bien du pays eût été, même à l'encontre des divergences politiques, la loi suprême pour tous les partis. Or il n'en a pas été ainsi.

« L'intention manifestée clairement par la majorité de la Chambre des Députés de susciter des difficultés aux conseillers de la Couronne a conduit au rejet de la loi sur les banques, de la construction des chemins de fer dans la Prusse orientale, et a nui par conséquent à la prospérité du pays.

« Par le rejet de la loi militaire, la nouvelle organisation de l'armée, dont l'initiative a eu lieu avec le concours de Chambres précédentes, et qui a fait ses preuves dans la campagne de l'année dernière, a été encore une fois mise en question, au détriment de la situation extérieure du pays.

« La Chambre des Députés a refusé au Gouvernement de créer une flotte répondant au temps et aux besoins actuels.

« Elle lui a refusé le concours qu'il demandait pour recueillir le

fruit des victoires remportées et du sang précieux répandu l'année dernière.

« Elle s'est même isolée de nos brillants faits d'armes en refusant de voter les frais de la guerre.

« Le budget qui doit être établi suivant les articles 62 et 99 de la Constitution, avec la coopération commune de tous les corps qui participent à la confection des lois, a échoué cette année par le refus de la Chambre des Députés de voter les ressources indispensables à son exercice.

« La Chambre des Députés a refusé les demandes que le Gouvernement était obligé de lui adresser. Elle a pris des résolutions que le Gouvernement ne peut exécuter. Au lieu de l'entente si désirée, la session se termine encore une fois sous l'impression du refroidissement réciproque de forces appelées à marcher d'accord.

« Le Gouvernement de S. M. ne poursuit qu'un but, celui de sauvegarder les droits et l'honneur du roi et du pays tels qu'ils sont inscrits dans la Constitution, tels qu'il peuvent et doivent exister les uns à côté des autres.

« Il ne peut servir de rien au pays que ses représentants élus cherchent à s'emparer de droits que leur position légale dans la vie constitutionnelle leur refuse : ce n'est qu'en usant de cette position pour coopérer à l'œuvre commencée par notre souverain et continuée par lui jusqu'à ce jour, œuvre dont le but est de rendre la Prusse grande et heureuse sous ses futurs princes, qu'ils rempliront le mandat qui leur a été donné par les sujets du roi.

« Le Gouvernement de S. M. fait ses efforts pour remplir le mandat que son auguste maître lui a donné dans ce sens, sans se laisser dévier de sa route par des attaques hostiles et sans mesure, en discours et en écrits. Fort de sa conscience, de son bon droit et de ses bonnes intentions, le Gouvernement de S. M. maintiendra la marche régulière des affaires publiques et représentera énergiquement, au dehors comme au dedans, les intérêts du pays.

« Il a la conviction que le chemin qu'il a suivi jusqu'à présent a été juste et salutaire, et que le jour ne peut pas être éloigné où la nation, comme elle l'a déjà fait spontanément par des milliers de voix, adressera aussi, par la bouche de ses représentants, ses remerciements à notre auguste souverain.

« J'ai encore à remercier la Chambre des Seigneurs, au nom du roi, de sa fidélité et de son dévouement.

« Au nom de S. M., je déclare la cession close. »

---

## RUSSIE.

**Depêche circulaire du prince Gortchakof aux agents diplomatiques de S. M. l'Empereur à l'étranger, au sujet de la politique poursuivie par la Russie dans les régions de l'Asie centrale.**

Saint-Petersbourg, le 21 novembre 1864.

Les journaux russes ont rendu compte des dernières opérations militaires exécutées par un détachement de nos troupes dans les régions de l'Asie centrale, avec un succès remarquable et de ses résultats importants. Il était à prévoir que ces événements exciteraient d'autant plus l'attention du public étranger qu'ils se passent dans des contrées à peines connues. Notre auguste maître m'a ordonné de vous exposer succinctement, mais avec clarté et précision, la position qui nous est faite dans l'Asie centrale, les intérêts qui servent de mobile à notre action dans ces contrées et le but final que nous y poursuivons.

La position de la Russie dans l'Asie centrale est celle de tous les Etats civilisés qui se trouvent en contact avec des peuplades à demi sauvages, errantes, sans organisation sociale fixe. Il arrive toujours, en pareil cas, que l'intérêt de la sécurité des frontières et celui des relations de commerce exigent que l'Etat plus civilisé exerce un certain ascendant sur des voisins que leurs mœurs nomades et turbulentes rendent fort incommodes. On a d'abord des incursions et des pillages à réprimer. Pour y mettre un terme, on est forcé de réduire à une soumission plus ou moins directe les peuplades limitrophes. Une fois ce résultat atteint, celles-ci prennent des habitudes plus tranquilles. Mais elles se trouvent à leur tour exposées aux agressions des tribus plus éloignées. L'Etat est obligé de les défendre contre ces dépredations et de châtier ceux qui les commettent.

De là la nécessité d'expéditions lointaines, coûteuses, périodiques, contre un ennemi que son organisation sociale rend insaisissable. Si l'on se borne à châtier les pillards et qu'on se retire, la leçon s'efface bientôt, la retraite est mise sur le compte de la faiblesse; les peuples asiatiques en particulier ne respectent que la force visible et palpable; la force morale de la raison et des intérêts de la civilisation n'a point encore de prise sur eux. La tâche est donc toujours à recommencer. Pour couper court à ces désordres permanents, on établit quelques points fortifiés parmi les populations ennemies; on exerce sur elles un ascendant qui peu à peu les réduit à une soumission plus ou moins forcée. Mais au delà de cette seconde ligne, d'autres peuplades plus éloignées encore viennent bientôt provoquer les mêmes dangers

et les mêmes répressions. L'État se trouve donc dans l'alternative ou d'abandonner ce travail incessant et de livrer ses frontières à des désordres perpétuels qui y rendent toute prospérité, toute sécurité, toute civilisation impossibles, ou bien d'avancer de plus en plus dans les profondeurs de contrées sauvages où, à chaque pas qu'il accomplit, les distances accroissent les difficultés et les charges auxquelles il s'expose. Tel a été le sort de tous les pays qui ont été placés dans les mêmes conditions, les États-Unis en Amérique, la France en Algérie, la Hollande dans toutes ses colonies, l'Angleterre aux Indes, tous ont été inévitablement entraînés à suivre cette marche progressive où l'ambition a moins de part que l'impérieuse nécessité, et où la plus grande difficulté consiste à savoir s'arrêter. C'est aussi la raison qui a conduit le gouvernement impérial à s'établir d'abord d'un côté sur la Syr-Daria, de l'autre sur le lac Ijsik-Koul, et à consolider ces deux lignes par des forts avancés qui peu à peu ont pénétré au cœur de ces régions lointaines, sans cependant parvenir à établir au delà la tranquillité indispensable à la sécurité de nos frontières.

La cause de cette instabilité résida d'abord dans le fait qu'entre les points extrêmes de cette double ligne il y a un immense espace inoccupé où les invasions des tribus pillardes continuent à paralyser toute colonisation et tout commerce par caravanes; ensuite, dans les fluctuations perpétuelles de la situation politique de ces contrées où le Turkestan et le Kokan, tantôt réunis, tantôt séparés, toujours en guerre, soit entre eux, soit avec la Boukarie, n'offraient aucune possibilité de relations fixes ni de transactions régulières quelconques. Le gouvernement impérial s'est donc vu placé malgré lui dans l'alternative que nous avons indiquée, c'est-à-dire ou de laisser se perpétuer un état de désordre permanent qui paralyse toute sécurité et tout progrès, ou de se condamner à des expéditions coûteuses et lointaines sans aucun résultat pratique et qu'il faut toujours recommencer, ou enfin d'entrer dans la voie indéfinie de conquêtes et d'annexions qui a conduit l'Angleterre à l'empire des Indes, en cherchant à soumettre l'un après l'autre, par la force des armes, les petits États indépendants dont les mœurs pillardes et turbulentes et les perpétuelles révoltes ne laissent à leurs voisins ni trêve ni repos.

Ni l'une ni l'autre de ces alternatives ne répondait au but que s'est tracé la politique de notre auguste maître et qui est, non d'étendre hors de toute proportion raisonnable les contrées soumises à son sceptre, mais d'y asseoir sa domination sur des bases solides, d'en garantir la sécurité et d'y développer l'organisation sociale, le commerce, le bien-être et la civilisation.

Notre tâche était donc de rechercher un système propre à atteindre ce triple but.



A cet effet, les principes suivants ont été posés :

1° Il a été jugé indispensable que les deux lignes fortifiées de nos frontières, l'une partant de la Chine jusqu'au lac Ijsyk-Koul, l'autre partant de la mer d'Arat le long de la Syr-Daria, fussent réunies par des points fortifiés, de manière à ce que tous nos postes fussent à même de se soutenir mutuellement et ne laissassent aucun intervalle par où pussent s'effectuer impunément les invasions et les dépredations des tribus nomades.

2° Il était essentiel que la ligne ainsi complétée de nos forts avancés fût située dans une contrée assez fertile non-seulement pour assurer leurs approvisionnements, mais aussi pour faciliter la colonisation régulière, qui seule peut préparer au pays occupé un avenir de stabilité et de prospérité en gagnant à la vie civilisée les peuplades avoisinantes.

3° Enfin il était urgent de fixer cette ligne d'une manière définitive afin d'échapper aux entraînements dangereux et presque inévitables qui de répressions en représailles pouvaient aboutir à une extension illimitée.

Dans ce but, il fallait poser les bases d'un système fondé, non-seulement sur la raison, qui peut être élastique, mais sur les conditions géographiques et politiques, qui sont fixes et permanentes.

Ce système nous était indiqué par un fait très-simple résultant d'une longue expérience, c'est-à-dire que les tribus nomades qu'on ne peut ni saisir ni châtier, ni contenir efficacement, sont pour nous le voisinage le plus incommode, et que, par contre, les populations agricoles et commerçantes, fixées au sol et dotées d'un organisme social plus développé, nous offrent la chance d'un voisinage tolérable et de relations perfectibles.

La ligne de nos frontières devait donc englober les premières; elle devait s'arrêter à la limite des secondes.

Ces trois principes donnent l'explication claire, naturelle et logique des dernières opérations militaires accomplies dans l'Asie centrale.

En effet, la ligne primitive de nos frontières le long de la Syr-Daria jusqu'au fort Pérowski d'un côté, et de l'autre jusqu'au lac Ijsyk-Koul, avait l'inconvénient d'être presque à la limite du désert. Elle était interrompue sur un immense espace entre les deux points extrêmes; elle n'offrait pas assez de ressources à nos troupes et laissait en dehors des tribus sans cohésion, avec lesquelles nulle stabilité n'était possible.

Malgré notre répugnance à donner à nos frontières une plus grande étendue, ces motifs ont été assez puissants pour déterminer le gouvernement impérial à établir la continuité de cette ligne entre le lac

Ijsyk-Koul et la Syr-Daria, en fortifiant la ville de Tchemkend, récemment occupée par nous.

En adoptant cette ligne, nous obtenons un double résultat : d'un côté, la contrée qu'elle embrasse est fertile, boisée, arrosée par de nombreux cours d'eau ; elle est habitée en partie par des tribus kirghises qui ont déjà reconnu notre domination ; elle offre donc des éléments favorables à la colonisation et à l'approvisionnement de nos garnisons. De l'autre, elle nous donne pour voisins immédiats les populations fixes, agricoles et commerçantes du Ko-kand.

Nous nous trouvons en face d'un milieu social plus solide, plus compact, moins mobile, mieux organisé et cette considération marque avec une précision géographique la limite où l'intérêt et la raison nous prescrivent d'arriver, et nous commandent de nous arrêter, parce que, d'une part, toute extension ultérieure de notre domination rencontrant désormais non plus des milieux inconstants comme les tribus nomades, mais des États plus régulièrement constitués, exigerait des efforts considérables et nous entraînerait d'annexion en annexion, dans des complications infinies ; et que, d'autre part, ayant désormais pour voisins de pareils États, malgré leur civilisation arriérée et l'instabilité de leur condition politique, nous pouvons néanmoins assurer que des relations régulières pourront un jour se substituer, pour l'avantage commun, aux désordres permanents qui ont paralysé jusqu'ici l'essor de ces contrées.

Tels sont, monsieur, les intérêts qui servent de mobile à la politique de notre auguste maître dans l'Asie centrale, tel est le but final que les ordres de Sa Majesté Impériale ont tracé à l'action de son cabinet.

Vous êtes invités à puiser dans ces considérations le sens des explications que vous fournirez au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, si vous êtes interpellé ou si vous voyez s'accréditer des suppositions erronées quant à notre action dans ces contrées lointaines.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt évident que la Russie a à ne pas agrandir son territoire, et surtout à ne pas se créer aux extrémités des complications qui ne peuvent que retarder et paralyser son développement intérieur. Le programme que je viens de tracer rentre dans cet ordre d'idées. Bien souvent, durant les dernières années, on s'est plu à assigner pour mission à la Russie de civiliser les contrées qui l'avoisinent sur le continent asiatique. Les progrès de la civilisation n'ont pas d'agent plus efficace que les relations commerciales. Celles-ci, pour se développer, exigent partout l'ordre et la stabilité ; mais en Asie elles réclament une transformation profonde dans les mœurs. Il faut, avant tout, faire comprendre aux peuples

asiatiques qu'il y a plus d'avantage pour eux à favoriser et assurer le commerce des caravanes qu'à les piller.

Ces notions élémentaires ne peuvent pénétrer dans la conscience publique que là où il y a un public, c'est-à-dire un organisme social et un gouvernement qui le dirige et le représente.

Nous accomplissons la première partie de cette tâche en portant notre frontière à la limite où se rencontrent ces conditions indispensables.

Nous accomplirons la seconde en nous attachant désormais à prouver aux États voisins, par un système de fermeté quant à la répression de leurs méfaits, mais en même temps de modération et de justice dans l'emploi de la force et de respect pour leur indépendance, que la Russie n'est pas leur ennemie, qu'elle ne nourrit à leur égard aucune vue de conquête, et que les relations pacifiques et commerciales avec elle sont plus profitables que le désordre, le pillage, les représailles et la guerre en permanence.

En se consacrant à cette tâche le cabinet impérial s'inspire des intérêts de la Russie. Il croit servir en même temps les intérêts de la civilisation et de l'humanité. — Il a droit de compter sur une appréciation équitable et loyale de la marche qu'il poursuit et des principes qui le guident.

*Signé : GORTCHAKOF.*

---

## QUATRIÈME PARTIE.

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

---

#### ESPAGNE ET FRANCE.

**Traité de commerce conclu entre l'Espagne et la France,  
le 18 juin 1865.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes également animés du désir de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent les deux nations et de donner à leurs relations commerciales un développement en rapport avec les facilités nouvelles qu'assure au trafic international la jonction des chemins de fer des deux pays, ont résolu de conclure pour cet objet une convention spéciale, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Henri *Mercier de Lostende*, commandeur de la Légion d'honneur, son ambassadeur près de S. M. Catholique, etc., etc., etc. ;

S. M. La Reine des Espagnes, don Lorenzo *Arrazola*, chevalier grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, de celui de Notre-Dame de la Conception de Villa Viciosa de Portugal et de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire-le-Grand ; ex-président du conseil des ministres et de la cour suprême de justice, conseiller royal, membre de l'académie royale des sciences morales et politiques et de celle d'archéologie du prince Alphonse, sénateur du royaume, ministre de grâce et de la justice, chargé, ad intérim, du ministère des affaires étrangères, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :



Art. 1<sup>er</sup>. Les surtaxes de douane imposées en Espagne à l'importation par terre des objets d'origine ou de manufacture française, et, réciproquement, les surtaxes de douane imposées en France à l'importation par terre des objets d'origine ou de manufacture espagnole seront supprimées dans les deux pays.

Art. 2. Les objets d'origine ou de manufacture française énumérés dans le tarif A, joint à la présente convention, seront admis à leur entrée en Espagne aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 3. Les objets d'origine ou de manufacture espagnole énumérés dans le tarif B, joint à la présente convention, seront admis à leur entrée en France, aux droits fixés par le même tarif.

Art. 4. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de tout abaissement de droits à l'importation des articles similaires, mentionnés dans lesdits tarifs, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance.

Art. 5. La présente convention restera en vigueur pendant douze années, à dater de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid, le 18 juin 1865.

*Signé* : HENRI MERCIER DE LOSTENDE;  
LORENZO ARRAZOLA.

---

## Tarif A.

Annexé à la Convention conclue le 18 juin 1865, entre la France et l'Espagne.

Les droits à l'importation en Espagne des produits ci-après mentionnés, d'origine ou de manufacture française, sont fixés ainsi qu'il suit :

Articles du tarif espagnol en vigueur.	DÉSIGNATION DES ARTICLES.	BASES.	DROITS.
			Rx. C°
164	Quincaillerie commune en cuivre, pièces terminées, telles que plats à barbe, brasiers et leurs pieds, bassinoires, casseroles, chocolatières, porte-manteaux, cuvettes, marteaux de porte, manivelles, moules ou matrices pour caractères d'imprimerie, verrous, loquets, fourchettes, poignées de sonnettes, gonds ou autres pièces semblables, quoique vernies ou peintes, en alliage de cuivre, zinc ou autre, et celles dites <i>alpaca</i> et <i>plakfond</i> .....	le kilogr.	5 10
90	Manches ou bâtons d'ivoire ou de nacre, travaillés, avec ou sans montures en argent, pour soutenir les plumes ou pour broder.....	le 100	100 00
91	Manches d'os ou de bois travaillés ou non.....	id.	4 00
175	Agrafes en fil métallique, de fer ou de laiton, argenté ou non, y compris la tare.....	le kilogr.	4 00
200	Cuir en poil, d'ânes, de chevaux, de buffles, de phoques ou de vaches, non tannés, secs, salés ou non, peaux de ces mêmes espèces d'animaux, d'un an ou au-dessus, ou morts-nés, provenant d'Europe ou d'Afrique.....	100 kilogr.	50 00
231	Essences de toutes sortes, ou fruits pour liqueurs, parfumerie ou autres usages, y compris la tare.....	le kilogr.	3 60
280	Chevaux hongres dépassant la marque, quel que soit leur âge.....	par tête.	450 00
281	Chevaux entiers et hongres, et juments ne dépassant pas la marque, quel que soit leur âge.....	id.	120 00
290	Mulets et mules, jusqu'à un an.....	id.	60 00
290	Mulets et mules de plus d'un an.....	id.	90 00
297	Objets de gomme élastique travaillée sous toutes formes, vulcanisée ou non, et non spécifiés dans les autres articles du tarif.....	le kilogr.	9 00
398	Quincaillerie commune en laiton, sans être vernie ni dorée, en pièces achevées, comme plats à barbe, brasiers et leurs pieds, bassinoires, casseroles, chocolatières, porte-manteaux, cuvettes, lampions, marteaux de portes, manivelles, verrous, loquets, poignées de sonnettes, gonds ou autres pièces semblables pour ornements et garnitures..	id.	5 10
590	Produits végétaux, tels que gommes, résines, gomme-résine, huile de résine ou terebenthine et autres produits analogues non spécifiés dans les autres articles du tarif, et les matières végétales, telles que racines, tiges ou plantes et feuilles, fruits, fleurs, graines et écorces, destinés à l'industrie et à la médecine, non spécifiés dans le tarif .....	id.	0 50
630	Chapeaux et bonnets non montés, de feutre, de castor, de poils, de joncs et de palme.....	la pièce.	4 00
642	Objets pour habillement ou autres usages, sans coutures, en tissu de coton, rendus imperméables au moyen de bains de gomme élastique.....	le kilogr.	9 00

(L. S.) HENRI MERCIER DE LOSTENDE

(L. S.) LORENZO ARRAZOLA.

**Tarif B.**

*Annexé à la Convention conclue le 18 juin 1865 entre la France et l'Espagne.*

Les droits à l'importation en France des produits ci-après dénommés, d'origine ou de manufacture espagnole, sont fixés ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	BASES.	DROITS.
Fruits de table frais, citrons, oranges et leurs variétés . .	100 kilogr.	fr. c. 2 00
Huile ordinaire d'olive . . . . .	id.	3 00
Eau-de-vie en bouteilles et liqueurs sans distinction de degrés, non compris les droits de consommation . . . .	l'hectolitre.	15 00
Mercure natif . . . . .	100 kilogr.	exempts.
Jus de réglisse . . . . .	id.	4 00
Soies grêges . . . . .	id.	exempts.
Cuivre en barres . . . . .	id.	id.
Plomb en masses brutes . . . . .	id.	id.
Cochenille . . . . .	id.	id.
Fruits secs ou tapés, fruits confits, fruits conservés sans sucre ni miel . . . . .	id.	8 00
Livres imprimés . . . . .	id.	exempts.
Soie à coudre . . . . .	id.	exempte.
Tissus de laine, bas et draps . . . . .	ad valorem.	10 pour 100.
Nattes et tresses de Sparte . . . . .	100 kilogr.	1 00

(L. S.) HENRI MERCIER DE LOSTENDE.

(L. S.) LORENZO ARRAZOLA.

**FRANCE, PAYS-BAS.**

**Traité de commerce et de navigation conclu le 7 juillet 1865,  
entre la France et les Pays-Bas.**

**TRAITÉ.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le roi des Pays-Bas, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et voulant améliorer et étendre les relations de commerce et de navigation entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Philippe-Charles-Maurice Baulin, commandeur de son ordre impérial de la Légion d'honneur, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Pays-Bas ;

Sa Majesté le roi des Pays-Bas, M. Epimaque-Jacques-Jean-Baptiste *Cremers*, commandeur de l'ordre du Lion-Néerlandais, son ministre des affaires étrangères :

M. Gérard-Henri *Betz*, commandeur de l'ordre du Lion-Néerlandais, son ministre des finances ;

M. Isaac-Dignus *Fransen van de Putte*, commandeur de l'ordre du Lion-Néerlandais, son ministre des colonies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays ; ils ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Seront admis en France aux droits fixés par les tarifs annexés aux traités et conventions conclus avec la Grande-Bretagne, les 23 janvier, 12 octobre et 17 novembre 1860 ; avec la Belgique, les 1<sup>er</sup> mai 1861 et 12 mai 1863 ; avec le Zollverein, le 2 août 1862 ; avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ; avec la Suisse, le 30 juin 1864, et avec les royaumes unis de Suède et de Norwège, le 14 février 1865, les objets d'origine ou de manufacture néerlandaise, similaires de ceux qui sont énumérés aux dits tarifs, qui seront importés directement, soit par mer, sous pavillon français ou néerlandais, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 18 ci-après, soit par les voies fluviales.

Ces importations auront lieu conformément aux stipulations desdits traités et conventions, et notamment des articles 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du traité conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861.

Art. 3. Les objets d'origine ou de manufacture française, similaires des produits mentionnés à l'article 2, qui seront importés directement dans le royaume des Pays-Bas, soit par mer, sous pavillon néerlandais ou français, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 10 du présent traité, soit par les voies fluviales, seront admis, sauf les exceptions ci-après mentionnées, aux droits du tarif général actuellement en vigueur dans les Pays-Bas et sous les conditions fixées par la législation de cet État.

Art. 4. L'exportation des marchandises de l'un des deux États dans l'autre est affranchie de tous droits, sauf en ce qui concerne les chiffons autres que de soie, les drilles de toute espèce, la pâte à papier et



les vieux cordages goudronnés ou non, qui seront soumis aux droits que paye ou payera la nation étrangère la plus favorisée.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements en vigueur dans les deux États.

Art. 5. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les charges qui sont ou seraient supportées par les producteurs français, soit pour les droits grevant à l'intérieur leurs produits ou les matières dont leurs produits sont fabriqués, soit pour une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif établi sur leur production, pourront être compensés par des surtaxes complémentaires équivalentes sur les produits similaires d'origine ou de manufacture néerlandaise.

Par application de ces principes, les produits néerlandais ci-dessus énumérés seront assujettis aux surtaxes suivantes, à leur importation en France :

	fr. c.
Sel ammoniac (hydrochlorate d'ammoniaque), les 100 kilog...	3 00
Sulfate de soude anhydre contenant en nature plus de 25 pour 100 de sel pur, les 100 kilog.....	6 00
Sulfate de sel impur, les 100 kil. . . . .	5 40
Soude artificielle brute ne titrant pas au minimum 30 degrés, les 100 kilog.....	4 35
Carbonate de soude (sel de soude) ne titrant pas au minimum 60 degrés, les 100 kilog.....	11 00
Soude artificielle brute titrant au moins 30 degrés, les 100 kil..	0 40
Cristaux de soude (carbonate de soude cristallisé), les 100 kil..	0 40
Sulfate de soude impur, anhydre, ne contenant pas en nature plus de 25 pour 100 de sel, les 100 kilog.....	0 55
Sulfate cristallisé ou hydraté, les 100 kilogr.....	0 20
Sulfate de soude pur, anhydre, ne contenant pas en nature plus de 25 pour 100 de sel, les 100 kilog.....	0 60
Sulfate cristallisé ou hydraté, les 100 kilog.....	0 25
Sulfite de soude, les 100 kilog.....	0 60
Sel de soude (carbonate de soude) titrant au moins 60 degrés, les 100 kilog.....	1 10
Acide hydrochlorique (acide muriatique), les 100 kilog.....	0 30
Chlorure de chaux, les 100 kilog.....	0 75
Chlorate de potasse, les 100 kilog.....	6 60
Chlorure de magnésium, les 100 kilog.....	0 40
Outremer factice, les 100 kilog.....	0 65
Soude de varech, les 100 kilog.....	0 15
Salin de betteraves, les 100 kilog.....	0 10
Sel d'étain, les 100 kilog.....	0 30
Soude caustique, les 100 kilog.....	1 40
Bicarbonate de soude, les 100 kilog.....	0 70
Silicate de soude anhydre, les 100 kilog.....	0 70
Silicate cristallisé ou hydraté, les 100 kilog.....	0 35
Aluminate de soude, les 100 kilog.....	0 70
Hyposulfite de soude, les 100 kilog.....	0 30

Acétate de soude anhydre, les 100 kilog.....	0 50
Acétate cristallisé ou hydraté, les 100 kilog.....	0 30
Alcool pur, liqueurs, eaux-de-vie en bouteilles, l'hectolitre....	90 00
Bière, l'hectolitre.....	2 40
Vernis à l'esprit-de-vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans les vernis.....	90 00

Il est entendu que les sucres bruts et les sucres raffinés ne figurent pas dans cette nomenclature, parce que les droits dont ils sont grevés comprennent l'impôt de consommation.

Art. 6. En cas de suppression, de diminution ou d'augmentation des droits ou des charges mentionnés dans l'article précédent, les surtaxes seront supprimées, réduites ou augmentées proportionnellement.

Il demeure, en outre, convenu que, si des drawbacks étaient accordés à des produits de fabrication française pour compenser les taxes qui pourraient être établies sur les matières premières, les droits qui grèvent les produits similaires de fabrication néerlandaise pourront être augmentés, s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

Art. 7. Les Pays-Bas jouiront des mêmes droits que ceux qui sont réservés à la France par les deux articles précédents, pour les produits qui sont ou seraient soumis dans les Pays-Bas à des droits ou charges analogues.

Art. 8. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits quelconques d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 9. La bonification sur les sels marins bruts, d'origine française, importés directement de France dans les Pays-Bas par mer, accordée dans ce dernier Pays à titre de déchet par la loi qui régit actuellement l'accise du sel, sera portée de cinq pour cent à sept pour cent, sans qu'aucune bonification puisse être accordée à des sels marins bruts de toute autre provenance.

La saumure est assimilée au sel brut et taxée à raison de la quantité de sel brut qu'elle contient d'après la proportion fixée par la législation néerlandaise.

Le sel raffiné d'origine française sera, comme le sel brut, admis en exemption de droits d'entrée pour les usages auxquels la législation

néerlandaise accorde l'exemption du droit d'accise ; cependant, pour le sel raffiné, cette faveur n'est accordée que dans le cas où ledit produit jouit également dans les Pays-Bas de l'exemption de l'accise.

Art. 10. Sont considérées comme importées directement les marchandises d'origine ou de fabrication néerlandaise expédiées en France par des chemins de fer confinant aux Pays-Bas, pourvu que les wagons ou les celis renfermant ces marchandises soient plombés par la douane néerlandaise et que les plombs soient reconnus intacts à l'arrivée en France.

Si, par suite de circonstances de force majeure, les wagons devaient être ouverts en cours de transport, le bénéfice des dispositions qui précèdent sera maintenu, pourvu que le cas de force majeure soit dûment constaté et que les opérations qui en seraient la conséquence soient faites sous la surveillance de l'autorité locale, qui devra, d'ailleurs, apposer de nouveaux plombs ou cachets.

Les marchandises d'origine ou de fabrication française jouiront sous les mêmes conditions, à l'entrée dans les Pays-Bas, d'un traitement exactement semblable.

Art. 11. Les droits de toute nature, y compris ceux d'accise et d'octroi perçus dans les Pays-Bas sur les vins d'origine française, soit en fûts, soit en bouteilles, seront réduits :

A vingt-huit florins par hectolitre pour la première année, à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suivra la ratification du présent Traité,

A vingt-six florins pour la seconde,

A vingt-quatre florins pour la troisième,

A vingt florins pour les années suivantes.

Art. 12. Les alcools d'origine française seront soumis, à leur importation dans les Pays-Bas, à un droit (non compris l'accise) de trois florins cinquante cents par hectolitre d'alcool à cinquante degrés G. L.

Réciproquement, les alcools d'origine néerlandaise seront soumis, à leur importation en France, à un droit d'entrée de quinze francs, décimes compris, par hectolitre à cent degrés G. L.

Les droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie ou les liqueurs d'origine française, importées dans les Pays-Bas en bouteilles, seront réglés d'après le tarif pour la force de l'alcool à soixante et quinze degrés G. L.

Quant aux parfumeries et produits chimiques à base d'alcool, ils resteront soumis au droit qui frappe les alcools à quatre-vingt-dix degrés G. L.

Art. 13. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux Pays, seront soumis, dans l'autre, au régime de contrôle établi pour les articles simi-

lares de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. 14. Les produits non originaires des Pays-Bas importés de la Néerlande en France, soit par mer, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 10 du présent Traité, soit par les voies fluviales, ne seront pas soumis à des surtaxes plus élevées que celles dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine. Toutefois, pour les cafés, la surtaxe ne dépassera pas cinq francs par 100 kilogrammes, décimes compris.

Les produits originaires des Pays-Bas et non compris dans les tarifs mentionnés à l'article 2, importés en France par les voies susdites, ne seront pas soumis à des droits plus élevés que s'ils étaient importés directement par mer, sous pavillon néerlandais ou français.

Art. 15. Les marchandises de toute origine importées de France, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 10 du présent Traité, soit par les voies fluviales, seront admises, à l'entrée dans les Pays-Bas, aux mêmes droits que si elles y étaient importées directement de France par mer et sous pavillon français.

Art. 16. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

Art. 17. La décharge du droit d'accise accordée à l'exportation des Pays-Bas en France pour les bières et les vinaigres ne pourra dépasser soixante-deux cents et demi par hectolitre.

Cette décharge ne pourra être accordée qu'aux bières et vinaigres de bonne qualité, conformément à la législation néerlandaise actuelle.

Art. 18. Aussi longtemps que le Traité de commerce entre la France, la Prusse et les autres États du Zollverein restera en vigueur, les produits originaires du Zollverein seront, dans les cas suivants, admis, à leur importation en France, sous les mêmes conditions que les articles similaires néerlandais importés directement des Pays-Bas :

1° Lorsqu'ils auront traversé le territoire néerlandais par chemin de fer, aux conditions déterminées par l'article 10 et sous le plomb de la douane allemande, sauf le cas prévu par le second alinéa dudit article 10;

2° Lorsqu'ils seront expédiés par les ports d'Amsterdam, Rotterdam, Dordrecht, Flessingue et Harlingue, par bateaux plombés ou par chemin de fer, aux conditions déterminées par l'article 10, pourvu que le transbordement dans les ports ci-dessus dénommés ait lieu sous la surveillance non interrompue des employés des douanes conformément aux dispositions du second alinéa de l'article 10.

Art. 19. Les tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur, ne pourront



être importés que par les bureaux de douane qui sont actuellement ouverts à l'importation desdits tissus ou qui pourraient l'être ultérieurement.

Art. 20. L'importateur des machines et mécaniques entières ou en pièces détachées et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent Traité est affranchi de l'obligation de produire à la douane tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 21. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, la législation spéciale de chacun des deux États est maintenue pour les articles dont le transit est interdit, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes et munitions de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux Pays, pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 22. Les voyageurs de commerce français voyageant dans les Pays-Bas pour le compte d'une maison française seront soumis à une patente fixe de quinze florins trente-six cents, additionnels compris.

Réciproquement, les voyageurs de commerce néerlandais voyageant en France pour le compte d'une maison néerlandaise seront soumis à une patente fixe de trente-deux francs cinquante centimes, additionnels compris.

Art. 23. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui seront importés dans les Pays-Bas par des commis-voyageurs de maisons françaises, ou en France par des commis-voyageurs de maisons néerlandaises, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt ; ces formalités seront les mêmes en France et dans les Pays-Bas, et seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 24. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les États de l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce.

Les Français ne pourront revendiquer dans les Pays-Bas la propriété exclusive d'une marque de fabrique ou de commerce, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du tribunal d'arrondissement à Amsterdam.

Réciproquement, les Néerlandais ne pourront revendiquer en France la propriété exclusive d'une marque de fabrique ou de commerce, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du tribunal de commerce à Paris.

Il est entendu que, lorsqu'il conviendra au gouvernement des Pays-Bas d'introduire dans sa législation des dispositions analogues à celles qui existent dans la législation française pour la protection des dessins et modèles de fabrique, les sujets néerlandais jouiront de plein droit en France de toutes les garanties accordées par la loi aux sujets français.

Art. 25. Les dispositions du présent Traité sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises néerlandaises.

Les produits du sol et de l'industrie du royaume des Pays-Bas jouiront, à leur importation dans les autres colonies françaises, de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront par la suite accordés aux produits similaires de la nation européenne la plus favorisée.

Art. 26. Les objets suivants d'origine ou de manufacture française, savoir :

Livres, cartes géographiques, gravures et cahiers de musique, tableaux, instruments de musique, odeurs et parfumeries, comestibles et provisions, verrerie et cristallerie, orfèvrerie, vêtements confectionnés, vêtements de soie, chapeaux, cuirs, soieries, bijouterie, vins, alcools, poteries et porcelaines, tissus de laine, rubans et passementerie de laine, fleurs artificielles, mercerie, lingerie cousue, articles de mode (en laine et en coton), articles de mode (en soie), quincaillerie, papiers de toute sorte, ouvrages en peaux, savons, produits chimiques,

seront admis dans les colonies néerlandaises des Indes orientales aux droits fixés par le tarif promulgué par la loi du 3 juillet 1865 (Bulletin officiel n° 76) et applicable à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1866 dans lesdites colonies.

Dans le cas où le gouvernement des Pays-Bas jugerait nécessaire d'augmenter dans ses colonies les droits sur les alcools de fabrication néerlandaise, les droits sur les alcools d'origine française subiront une augmentation égale.

Art. 27. Les sujets respectifs des deux Hautes Parties contractantes jouiront dans les deux pays, pour tout ce qui concerne la navigation, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 28. Les navires français chargés ou sur lest, qui entreront dans les ports des colonies néerlandaises des Indes orientales ou qui en sortiront, seront, pour les taxes de toute espèce afférentes à la coque, assimilés, sans distinction de provenance ou de destination, aux bâtiments néerlandais faisant les mêmes opérations.

Art. 29. Les marchandises de toute nature accompagnées ou non d'un certificat d'origine néerlandaise, qui seront importées d'un port quelconque sous pavillon français dans les colonies néerlandaises des

Indes orientales, ne seront assujetties à aucune autre taxe ou formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon néerlandais.

Art. 30. Les marchandises qui seront exportées des Indes néerlandaises par navires français, pour quelque destination que ce soit, ne seront point assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires néerlandais.

Art. 31. Il est fait exception aux dispositions des trois articles précédents en ce qui concerne le cabotage et le régime applicable aux nations asiatiques.

Art. 32. Les navires néerlandais venant directement des Indes orientales néerlandaises, avec ou sans chargement, dans les ports de France, seront assimilés aux navires français faisant les mêmes opérations.

Art. 33. Les navires des Pays-Bas venant directement d'un port de ce royaume dans un port de l'Algérie jouiront d'une réduction de cinquante pour cent sur le taux général des droits de tonnage, et les droits, une fois payés dans un port de l'Algérie, ne seront plus exigés dans les autres ports de cette possession dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son déchargement ou son chargement.

Art. 34. Les navires néerlandais venant d'un port quelconque dans les colonies françaises y jouiront, à l'entrée et à la sortie, du traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les droits de navigation.

Art. 35. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de France dans le royaume des Pays-Bas et dans ses colonies, et, réciproquement, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Pays-Bas dans l'Empire français et ses colonies, jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent ou pourront jouir par la suite les agents du même grade de la nation la plus favorisée.

Art. 36. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays pourront respectivement faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront, par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres agents

consulaires, jusqu'à ce que les agents aient trouvé une occasion de faire partir les déserteurs.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre partie sont exceptés de la présente disposition.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître aura rendu son jugement et que celui-ci aura reçu son exécution.

Art. 37. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires néerlandais naufragés sur les côtes de France seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Pays-Bas, et, réciproquement, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires français dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes des Pays-Bas.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu, dans les deux pays, pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 38. Les deux Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité, concernant le commerce ou la navigation, à un autre État, qui ne soit aussi, à l'instant même, étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 39. Le présent Traité restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il deviendra obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 40. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront



échangées à la Haye dans le délai de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

Les stipulations qui précèdent seront simultanément exécutoires de part et d'autre, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à la Haye, le septième jour du mois de juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) *Signé* CH. BAUDIN.

(L. S.) *Signé* E. CREMERS.

(L. S.) *Signé* G. H. BETZ.

(L. S.) *Signé* I. FRANSEN VAN DE PUTTE.

## FRANCE — SUISSE.

### **Convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux Pays et d'améliorer, au moyen d'une nouvelle Convention, le service des correspondances entre la France et la Suisse, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse M. *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse un échange périodique et régulier de lettres, de papiers d'affaires, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature, au moyen des services ordinaires ou spéciaux établis ou à établir pour cet objet entre les points de la frontière des deux Pays qui seront désignés, d'un commun accord, par ces deux administrations.

Les services établis ou à établir sur les routes ordinaires seront

exécutés par les moyens dont disposent les deux administrations, et les frais résultant de ces services seront supportés par ces administrations proportionnellement à la distance parcourue sur leurs territoires respectifs.

A cet effet, celle des deux administrations qui acquittera la totalité de ces frais sur un point quelconque devra fournir à l'autre un double des marchés conclus pour cet objet avec les entrepreneurs. En cas de résiliation de ces marchés, les indemnités de résiliation seront supportées dans la même proportion.

Quant aux frais que pourra entraîner le transport des dépêches par les chemins de fer, ils seront supportés exclusivement par l'administration sur le territoire de laquelle ce transport aura eu lieu.

Art. 2. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 3. La taxe à percevoir pour l'affranchissement de toute lettre expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France ou l'Algérie, sera de trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Quant à la taxe à percevoir sur toute lettre non affranchie expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France ou l'Algérie, elle sera de cinquante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Art. 4. Par exception aux dispositions de l'article précédent, la taxe des lettres adressées de l'un des deux États dans l'autre sera réduite à vingt centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas d'affranchissement, et à trente centimes aussi par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas de non affranchissement, toutes les fois que la distance existant en ligne droite entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

Art. 5. Les lettres expédiées à découvert, par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau A annexé à la présente Convention, pour la Suisse, soit de la Suisse pour ces mêmes pays, seront échangées, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse, aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu que, dans le cas où les Conventions qui règlent les relations postales de la France avec les pays désignés dans le tableau A susmentionné viendraient à être modifiées de manière à influencer sur les conditions d'échange fixées par la présente Convention pour les correspondances transmises par la voie de la France, ces

modifications seront appliquées de plein droit auxdites correspondances.

Art. 6. L'administration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes fédérales des lettres chargées à destination de la Suisse.

De son côté, l'administration des postes fédérales pourra livrer à l'administration des postes de France des lettres chargées à destination de la France et de l'Algérie et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Toute lettre chargée adressée de l'un des deux Pays dans l'autre supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de quarante centimes.

Quant aux taxes ou droits applicables aux lettres chargées expédiées de la Suisse pour les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, ils seront fixés, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse, conformément aux Conventions actuellement en vigueur ou qui interviendraient dans la suite.

Art. 7. L'expéditeur de toute lettre chargée contenant des valeurs-papiers payables au porteur, qui sera expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France ou l'Algérie, pourra obtenir, jusqu'à concurrence de deux mille francs, le remboursement de ces valeurs, en cas de perte ou de spoliation prévue par l'article 10 ci-après, en faisant la déclaration du montant desdites valeurs et en payant d'avance, indépendamment des taxes et droits fixés par les articles 3 et 4 de la présente Convention, un droit proportionnel de vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés.

Art. 8. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre devra être faite par l'expéditeur, du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur et sans rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera en langue française, en francs et en centimes et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

Le montant des valeurs déclarées pour une seule lettre ne devra pas excéder deux mille francs.

Art. 9. Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures aux valeurs réellement insérées dans une lettre sera puni conformément à la législation intérieure du Pays où la lettre aura été remise à la poste.

Art. 10. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de France, d'après la législation française, soit sur le territoire suisse, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes fédérales, d'après la législation suisse, l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur et, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle le droit prévu en l'article 7 aura été acquitté; mais il est entendu que la réclamation ne sera admise que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art 11. L'administration qui opérera le remboursement du montant de valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger à tous ses droits ladite administration.

Art. 12. Les deux administrations des postes de France et de la Confédération suisse cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoirs aura donné reçu.

Art. 13. La perte d'une lettre chargée transmise en dehors des conditions déterminées par les articles 7 et 8 précédents n'entraînera, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs. Ce paiement sera effectué dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation.

La réclamation résultant de la perte d'une lettre chargée sera admissible pendant six mois, à dater du jour qui suivra la date du dépôt de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 14. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant ou non des valeurs, déclarée et expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France ou l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes.

Art. 15. La correspondance exclusivement relative aux différents services publics, adressée d'un État dans l'autre et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire de l'État auquel ap-



partient le fonctionnaire ou l'autorité de qui émane cette correspondance, sera transmise exempte de tout prix de port.

Si l'autorité ou le fonctionnaire à qui elle est adressée jouit pareillement de la franchise, elle se sera délivrée sans taxe; dans le cas contraire, cette correspondance ne sera passible que de la taxe territoriale du pays de destination.

Art. 16. Les épreuves corrigées, les papiers d'affaires et les autres documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Suisse et *vice versa*, seront affranchis jusqu'à destination, à raison de cinquante centimes par chaque deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes.

Pour jouir de cette modération de taxe, les objets ci-dessus désignés devront être placés sous bandes et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

Les épreuves corrigées et les manuscrits qui ne rempliront pas ces conditions, ou dont le port n'aura pas été payé d'avance, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 17. Le produit des taxes à percevoir, en vertu des articles 3, 4, 6, 7, 14 et 16 précédents, sur les lettres ordinaires, les lettres chargées avec ou sans déclaration de valeurs, les avis de réception desdites lettres, les épreuves corrigées et les manuscrits expédiés, soit de la France et de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France et l'Algérie, sera réparti entre les administrations des postes des deux pays dans la proportion de deux tiers au profit de l'administration des postes de France et d'un tiers au profit de l'administration des postes de la Confédération suisse.

Art. 18. Tout paquet contenant, soit des échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale, soit des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des cartes géographiques, des plans, des gravures, des photographies, des cartes de visite, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui sera expédié de la France ou de l'Algérie pour la Suisse et *vice versa*, sera affranchi jusqu'à destination, moyennant le paiement d'une taxe de cinq centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

Seront acquises à l'administration des postes de France les taxes perçues en vertu du présent article sur ceux des objets ci-dessus désignés qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Suisse; et réciproquement, seront acquises à l'administration des postes de la Confédération suisse les taxes perçues en vertu du même

article sur ceux desdits objets qui seront expédiés de la Suisse pour la France et l'Algérie.

Art. 19. Les imprimés de toute nature, expédiés par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau B annexé à la présente Convention pour la Suisse, soit de la Suisse pour lesdits pays, seront échangés entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu que, dans le cas où les Conventions qui règlent les relations de la France avec les pays étrangers désignés audit tableau viendraient à être modifiées de manière à influencer sur les conditions d'échange fixées par la présente Convention pour les journaux et autres imprimés transmis par la voie de la France, ces modifications seront appliquées de plein droit auxdits journaux et imprimés.

Art. 20. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 18 précédent, qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront affranchis jusqu'à destination, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Quant aux autres objets désignés dans le même article et aux imprimés mentionnés dans l'article 19, ils devront, pour jouir des modérations de port accordées par lesdits articles, être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées par ces articles, être mis sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'expéditeur et la date.

Les échantillons et autres objets susmentionnés, qui ne réuniront pas les conditions ci-dessus exprimées, seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Art. 21. Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles 16, 18 et 19 précédents n'infirmant en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux Pays de ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation tant en France qu'en Suisse.

Art. 22. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que ceux des objets désignés dans les articles 2, 3, 4, 6, 7, 14, 16 et 18 de la présente Convention qui auront été régulièrement

affranchis jusqu'à destination ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge du destinataire.

Art. 23. Le Gouvernement français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement fédéral le transit, en dépêches closes, sur le territoire français, des correspondances originaires de la Suisse ou passant par la Suisse, à destination des territoires suisses ou étrangers auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et *vice versa*.

L'administration des postes fédérales payera à l'administration des postes de France, pour chaque kilomètre existant, en ligne droite, entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire français et le point par où elles en sortiront, la somme de cinq centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois les dépêches que les bureaux de poste établis sur le territoire suisse pourront avoir à échanger par l'intermédiaire des services de poste français avec d'autres bureaux de poste également établis sur le territoire suisse ou avec des bureaux de poste badois seront transportées gratuitement par lesdits services.

Art. 24. Le Gouvernement de la Confédération suisse prend l'engagement d'accorder au Gouvernement français le transit, en dépêches closes, sur le territoire suisse, des correspondances originaires de la France ou passant par la France, à destination des territoires français ou étrangers auxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et *vice versa*.

L'administration des postes de la France payera à l'administration des postes fédérales, pour chaque kilomètre existant, en ligne droite, entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire suisse et le point par où elles en sortiront, la somme de cinq centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois les dépêches que les bureaux de poste établis sur le territoire français pourront avoir à échanger par l'intermédiaire des services de poste suisses, soit avec d'autres bureaux de poste également établis sur le territoire français, soit avec des bureaux de poste badois, seront transportées gratuitement par lesdits services.

Art. 25. Pour jouir du bénéfice de la modération de port de transit français ou suisse qui leur est accordée par les articles 23 et 24 précédents, les échantillons de marchandises ne devront avoir par eux-mêmes aucune valeur vénale; ils devront, en outre, être affranchis jusqu'à destination, être placés sous bandes ou de manière à ne

laisser aucun doute sur leur nature et ne porter d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les imprimés ne seront admis à jouir de la même modération de port de transit qu'autant qu'ils seront également affranchis jusqu'à destination, qu'ils seront mis sous bandes et qu'ils ne porteront aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Les échantillons de marchandises et les imprimés qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus exprimées seront assimilés aux lettres ordinaires.

Art. 26. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre et qui sont mentionnées dans les articles 23 et 24 précédents, ne sera pas compris dans les pesées de lettres, journaux et imprimés de toute nature sur lesquelles devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

Art. 27. Les administrations des postes de France et de la Confédération suisse dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission des correspondances et des dépêches closes que les deux administrations se livreront réciproquement en vertu des dispositions de la présente Convention, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les trois mois qui suivront le mois auquel le compte se rapportera.

En cas de non paiement du solde d'un compte dans le délai ci-dessus fixé, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai et jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de cinq pour cent l'an et devront être portés au débit de l'administration retardataire, sur le compte du mois pendant lequel la somme productive d'intérêts aura été soldée.

Art. 28. Les lettres ordinaires ou chargées, les épreuves corrigées, les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, mal adressés ou mal dirigés, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence seront respectivement livrés ou rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.



Les lettres ordinaires, les épreuves corrigées, les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes de la Confédération suisse par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux Pays pour l'autre, seront réciproquement livrés chargés du port exigible au lieu de la précédente destination.

Art. 29. Les correspondances de toute nature échangées à découvert entre les deux administrations des postes de France et de Suisse qui seront tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyées de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent, si faire se peut.

Celles de ces correspondances qui auront été livrées en compte seront rendues pour le prix pour lequel elles auront été originellement comptées par l'office expéditeur.

Celles qui auront été livrées affranchies jusqu'à destination, ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyées sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut, qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des administrations respectives, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes lorsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'office correspondant.

Art. 30. Les deux administrations des postes de France et de Suisse n'admettront à destination de l'un des deux pays, ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayés, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 31. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances échangées entre les deux Pays, les Gouvernements français et suisse s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

Art. 32. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux pays pour l'autre in-

suffisamment affranchies au moyen de timbres-poste; elles régleront également la direction des correspondances transmises réciproquement et arrêteront les dispositions relatives à la forme des comptes mentionnés à l'article 27 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 33. Seront abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes stipulations ou dispositions antérieures concernant l'échange des correspondances entre la France et la Suisse.

Art. 34. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux Pays, après l'expiration dudit terme.

Art. 35. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le vingt-deuxième jour du mois de mars de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé KERN.

---



A. Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration les lettres expédiées à découvert des pays auxquels la France

DÉSIGNATION DES PAYS DONT LA CORRESPONDANCE		Lettres A destination désignés dans la première		
		Condition	Limite	Total des taxes à payer par les habitants de la Suisse pour chaque lettre affranchie et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.
avec la Suisse	de	de		fr. c.
peut être transmise à découvert par la voie	de l'affranchissement.	de l'affranchissement.		
de la France.				
Alexandrie, Suez, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Iattaqué, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardan-Illes, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tulscha, Galatz, Ibraïla, Inéboli, Sinope, Samsoun, Kérassunde et Trébizonde.	Facultatif .....	Destination.....		0 60
Grande-Bretagne.....	Idem .....	Idem .....		0 50
Belgique, Pays-Bas, Etats de l'Allemagne, grand-duché de Luxembourg, royaume d'Italie.....	Idem .....	Idem .....		0 50
Etats-Pontificaux, royaume de Grèce, île de Malte.....	Idem .....	Idem .....		0 70
Suède, Norvège, Russie, Pologne.....	Idem .....	Idem .....		1 30
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, îles Saint-Pierre et Miquelon, Sénégal, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon, Mahé, île de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, établissements français en Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, île des Pins, îles Loyalty, Shang-haï, Antigua, la Barbade, Berbice, Demerari, la Dominique, Essequibo, la Grenade, Montserrat, Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Saint-Vincent, Tabago, Tortola, la Trinité, Bahama, Honduras britannique, Bermudes, Cape, Coast-Castle, Acera, Sainte-Hélène, Sierra-Leone, îles turques, Jamaïque, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, île du Prince-Edouard, Terre-Neuve, Aden, Indes orientales britanniques, Ceylan, Penang, Singapore, Hong-Kong, île Maurice, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie occidentale, Nouvelle-Zélande, îles-Basses, îles Marquises, îles de la Société.....	Idem .....	Idem .....		1 00
Brésil, Etats-Unis de l'Amérique du Nord, Danemark.....	Idem .....	Idem .....		1 10
Espagne, Portugal et Gibraltar.....	Obligatoire.....	Frontière de sortie de France.....		0 50
Australie méridionale, Tasmanie (voie de Suez).....	Idem .....	Ports de l'Océan Austral desservis par les paquebots britanniques..		1 00
Pays d'outre-mer sans distinction de parages	par les paquebots-poste français et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France.....	Idem .....	Port de débarquement..	1 00
	par la voie d'Angleterre et des paquebots-poste britanniques ou des bâtiments de commerce.....	Idem .....	Idem .....	1 00
	par la voie de Suez.....	Idem .....	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots français ou anglais.....	1 00
Îles Sandwich.....	Idem .....	San-Francisco.....		1 10
Cuba	voie des paquebots-poste français ou de l'Angleterre.....	Idem .....	Port de débarquement..	1 00
et Mexique	voie des Etats-Unis.....	Idem .....	Idem .....	1 30
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, république de l'Equateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama).....	Idem .....	Ports de l'Océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.....		1 30



des Postes de France et l'administration des Postes de la Confédération suisse,  
sert d'intermédiaire pour la Suisse et vice versa.

DES PAYS  
colonne du tableau.

LETTRES ORIGINAIRES DES PAYS  
désignés dans la première colonne du tableau.

Prix que doit payer l'Office suisse à l'Office de France pour chaque lettre affranchie et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	Prix que doit payer l'Office de France à l'Office suisse pour chaque lettre non affranchie et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	Condition de l'affranchissement.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer pour les habitants de la Suisse pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	Prix que doit payer l'Office suisse à l'Office de France pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	Prix que doit payer l'Office de France à l'Office suisse pour chaque lettre affranchie jusqu'à destination et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.
fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 50	0 10	Facultatif...	Destination .....	0 60	0 50	0 10
0 40	0 10	Idem .....	Idem .....	0 70	0 60	0 10
0 40	0 10	Idem .....	Idem .....	0 50	0 40	0 10
0 60	0 10	Idem .....	Idem .....	0 70	0 60	0 10
1 20	0 10	Idem .....	Idem .....	1 30	1 20	0 10
0 90	0 10	Idem .....	Idem .....	1 00	0 90	0 10
1 00	0 10	Idem .....	Idem .....	1 10	1 00	0 10
0 40	"	Obligatoire..	Frontière d'entrée en France.....	0 50	0 40	"
0 90	"	Idem .....	Alexandrie.....	1 00	0 90	"
0 90	"	Idem .....	Port d'embarquement.....	1 00	0 90	"
0 90	"	Idem .....	Idem .....	1 00	0 90	"
0 90	"	Idem .....	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots français ou anglais.	1 00	0 90	"
1 00	"	Idem .....	San-Francisco.....	1 10	1 00	"
0 90	"	Idem .....	Port d'embarquement.....	1 00	0 90	"
1 20	"	Idem .....	Idem .....	1 30	1 20	"
1 20	"	Idem .....	Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.....	1 20	1 20	"

B. Tableau indiquant les conditions auxquelles sont échangés, entre l'administration des Postes de France et l'administration des Postes de la Confédération suisse, les imprimés de toute nature expédiés à découvert des pays auxquels la France sert d'intermédiaire pour la Suisse, et vice versa.

DÉSIGNATION des pays étrangers auxquels la France sert d'intermédiaire.	IMPRIMÉS A DESTINATION des pays désignés dans la première colonne du tableau.		IMPRIMÉS ORIGINAIRES des pays désignés dans la première colonne du tableau.	
	Limite de l'affranchissement obligatoire.	Prix que doit payer l'Office suisse chaque paquet et par chaque à l'Office de France pour de 40 grammes.	Limite de l'affranchissement obligatoire.	Prix que doit payer l'Office de France à l'Office suisse pour chaque paquet et par chaque de 40 grammes.
		fr. c.		fr. c.
Alexandrie, Suez, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tultscha, Galatz, Braila, Ineholi, Samsoun, Kerasounde, Trébizonde, Grande-Bretagne, île de Malte, Espagne, Portugal, Gibraltar, { par les bâtiments partant ou à destination des ports de France, États-Unis de l'Amérique du Nord { par la voie d'Angleterre et des paquebots américains, { par la voie d'Angleterre et des paquebots britanniques	Destination .....	0 08	Destination .....	0 02
	Idem .....	0 10	Idem .....	0 02
	Frontière française de sortie .....	0 05	Frontière française d'entrée .....	0 15
	Port de débarquement. Port anglais d'embarquement .....	0 15	Port anglais de débarquement .....	0 15
	Port américain de débarquement .....	0 15	Port américain d'embarquement .....	0 15
Australie, Tasmanie, Nouvelle-Zélande (voie de Suez), { par les paquebots-poste français et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France, { par la voie de l'Angleterre et des paquebots britanniques ou des bâtiments du commerce, { par la voie de Suez,	Ports du grand océan Austral desservis par les paquebots britanniques .....	0 15	Alexandrie .....	0 15
	Port de débarquement. Idem .....	0 15	Port d'embarquement. Idem .....	0 15
Pays d'outre-mer sans distinction de parages { par les paquebots-poste français et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France, { par la voie de l'Angleterre et des paquebots britanniques ou des bâtiments du commerce, { par la voie de Suez,	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots britanniques. Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques .....	0 15	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots britanniques. Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques .....	0 15
	Frontière française d'entrée .....	0 25	Frontière française d'entrée .....	0 25
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, république de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama) .....				
États d'Europe non désignés dans le présent tableau .....				0 05

## FRANCE — SUISSE.

### **Convention conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, pour l'échange des Mandats de poste.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un pays dans l'autre, au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Suisse, que de la Suisse pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de la Confédération suisse, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Ils seront rédigés en langue française.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

Art. 2. Il sera perçu sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, laquelle taxe devra toujours être payée par l'envoyeur.

Le produit de la taxe ci-dessus fixée sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse.

Art. 3. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou suisses, en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe fixée par l'article 2.

Art. 4. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, les comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

Art. 5. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange de mandats d'articles d'argent dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans le délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 6. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse désigneront, d'un commun accord, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre, en vertu des articles précédents; elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 4, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 7. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 8. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 24 mars 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé KERN.

---



## FRANCE — BAVIÈRE.

**Convention conclue, le 24 mars 1865, entre la France et la Bavière, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le roi de Bavière, également animés du désir d'adopter d'un commun accord les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le roi de Bavière, M. le baron *Auguste de Wendland*, son chambellan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, grand commandeur de l'ordre du Mérite de la couronne de Bavière, grand-croix de l'ordre de Saint-Michel, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des États réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions

interlinéaires ou marginales dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1<sup>er</sup>, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux pays à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de Bavière, à Paris ; pour les ouvrages publiés en Bavière, il sera délivré par le ministère des cultes et de l'instruction publique, à Munich, et légalisé par la mission de France à Munich.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1<sup>er</sup> s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays après la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites dans l'un des deux États d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver son droit de traduction.

2<sup>o</sup> Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et en totalité dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration

de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne les termes assignés par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction six mois après la publication ou représentation de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1<sup>er</sup> aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproduction illicite.

Les ouvrages auxquels s'applique l'article 7 seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Art. 8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition dans chacun des deux États d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée et les tribunaux

appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlements d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente, par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français ou bavaois, et constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou bavaois. Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

- Livres en toutes langues,
- Estampes,
- Gravures,
- Lithographies et photographies,
- Cartes géographiques ou marines,
- Musique,

Planches gravées en cuivre ou bois et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

Art. 14. Les livres d'importation licite venant de Bavière seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille,



Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux, et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

Sans préjudice, toutefois, des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Bavière, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douane du Zollverein.

Art. 15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

Art. 16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice en quoi que ce soit au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 17. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la France.

Art. 18. La présente Convention sera mise en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet de l'année courante.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862, entre la France et les États du Zollverein.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans un délai de quatre semaines.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 24 mars 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé Baron DE WENDLAND.

**Décret fixant les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine suisse, du 24 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ;

Vu nos décrets des 1<sup>er</sup> octobre, 14 décembre 1861 (article 1<sup>er</sup>) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine suisse.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret appliquant les dispositions du traité conclu avec la Prusse  
à la Suisse, du 14 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu le 2 août 1862 avec la Prusse sont applicables à la Suisse.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce,  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret appliquant à la Prusse et à la Suisse les dispositions du  
traité conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège,  
du 14 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu le 14 février 1865 avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, sont applicables à la Prusse et à la Suisse.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret portant que les bureaux de douane de Forbach, Saint-Louis et Wissembourg sont ouverts au transit de la librairie en langue française, du 14 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la convention littéraire conclue avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu la convention littéraire conclue avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu l'article 8 de la loi du 6 mai 1841 (dispositions réglementaires) ;

Vu la loi du 19 mai 1841 sur la librairie ;

Vu l'ordonnance du 13 décembre 1842 (importation et transit de la librairie venant de l'étranger) ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les bureaux de douane de Forbach, Saint-Louis et Wissembourg sont ouverts au transit de la librairie en langue française.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au département de l'intérieur et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.



**Décret appliquant les dispositions de la Convention littéraire conclue avec la Prusse, à l'Angleterre, à la Belgique, à l'Italie, à la Suisse et aux royaumes de Suède et de Norvège, du 14 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865;

Vu la convention littéraire conclue avec la Prusse le 2 août 1862;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la convention littéraire conclue avec la Prusse, et susvisée, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes unis de Suède et de Norvège, en ce qui concerne les dégrèvements de droits d'importation en France, stipulés en faveur des produits prussiens dénommés dans l'article 13 de ladite convention.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret appliquant les dispositions des traités et conventions  
y énumérés aux tissus suisses importés en France, du 14 juin  
1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu nos décrets des 9 septembre et 14 décembre 1861 fixant les bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais et belges taxés à la valeur ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus de la Suisse taxés à la valeur, importés directement en France, en ce qui concerne les bureaux de douane situés sur les frontières de terre ou dans l'intérieur de l'Empire.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

---

**Décret appliquant les dispositions du traité conclu avec la Suisse, à l'Angleterre, à la Belgique, à la Prusse, à l'Italie et aux royaumes de Suède et de Norvège, du 14 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexées des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, à la Prusse, à l'Italie et aux royaumes unis de la Suède et de la Norvège.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret fixant les bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus d'origine anseate et prussienne taxés à la valeur, du 24 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, et les conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres anséatiques de Brème, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Vu nos décrets des 9 septembre et 14 décembre 1861 fixant les bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais et belges taxés à la valeur ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus anséatiques et à ceux d'origine prussienne taxés à la valeur, importés directement en France.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Pait au palais des Tuileries, le 24 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

---

**Décret appliquant les dispositions de la Convention littéraire conclue avec la Prusse, aux villes libres de Brème, Hambourg et Lubeck.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;



Vu la convention littéraire conclue avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la convention littéraire conclue avec la Prusse et susvisée sont applicables aux produits des villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, en ce qui concerne les dégrèvements de droits d'importation en France, stipulés en faveur des produits prussiens dénommés dans l'article 13 de ladite convention.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret appliquant les dispositions du traité conclu avec les villes libres de Brême, Hambourg et Lubeck, à l'Angleterre, à la Belgique, à la Prusse, à l'Italie, à la Suisse et aux royaumes de Suède et de Norvège, du 24 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions du traité de commerce conclu le 4 mars 1865 avec les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, à la Prusse, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes unis de la Suède et de la Norvège.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret soumettant à certaines surtaxes les marchandises provenant des villes libres de Brême, Hambourg et Lubeck et importées autrement que par navires français, anséates ou prussiens, du 24 juin 1865.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,  
A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 3 juin 1865 portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu le 4 mars 1860 entre la France et les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les marchandises d'origine et de manufacture des villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, inscrites dans le traité conclu avec la France et ces villes le 4 mars 1865, importées autrement que par navires français, anséates ou prussiens, seront soumises :

1° A une surtaxe de 0 fr. 25 par 100 kilogrammes lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée, ou lorsqu'elles sont taxées à moins de 3 fr. par 100 kilogrammes ;

2° Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 20 avril 1816,

lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de 3 fr. et au-dessus par 100 kilogrammes.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret assimilant pour le traitement les navires des villes libres, venant des possessions britanniques en Europe, aux navires français, anglais, belges, italiens et prussiens venant des mêmes possessions.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le décret du 3 juin 1865 portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu, le 4 mars 1865, entre la France et les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck ;

Vu l'article 3 dudit traité ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les navires des villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, venant des possessions britanniques en Europe, seront traités comme les navires français, anglais, belges, italiens et prussiens venant des mêmes possessions.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais des Tuileries, le 24 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

**Décret fixant les restrictions d'entrée et d'emballage applicables aux marchandises et produits d'origine anseate ou prussienne, importés en France d'un port anseate ou d'un port du Zollverein.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Sur la proposition de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1<sup>er</sup> mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anseatiques de Brème, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Vu nos décrets des 1<sup>er</sup> octobre 1861 (art. 1<sup>er</sup>) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine anseate et aux mêmes marchandises et produits d'origine prussienne qui seraient directement importés en France des ports anseatiques ou d'un port du Zollverein.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 juin 1865.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce  
et des travaux publics,*

ARMAND BÉHIC.

---



## FRANCE — PRUSSE.

### **Convention additionnelle de poste conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le roi de Prusse, désirant améliorer le service des correspondances entre la France et la Prusse, ont résolu d'y pourvoir au moyen d'une Convention additionnelle aux Conventions de poste des 21 mai 1858 et 3 et 9 juillet 1861, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre royal de l'Aigle-Noir de Prusse, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le roi de Prusse, M. le comte *Henri-Louis-Robert de Goltz*, chevalier des ordres royaux de l'Aigle-Rouge de première classe et de Saint-Jean de Jérusalem, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Le prix du port des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, expédiées, soit de la France et de l'Algérie pour la Prusse et les pays directement desservis par les postes prussiennes, soit de la Prusse et des pays directement desservis par les postes prussiennes pour la France et l'Algérie, sera réglé conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES LETTRES.		PRIX DE PORT à payer pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes		SOMME A PAYER pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes			
		par les habitants de la France et de l'Algérie	par les habitants de la Prusse et des autres pays directement desservis par des postes de Prusse.	par l'adminis- tration des postes de France à l'adminis- tration des postes de Prusse.	par l'administration des postes de Prusse à l'administration des postes de France.		
1		2	3	4	5		
		Centimes.	Gros d'argent.	Centimes.	Gros d'argent.	Pfen- nings	
Lettres affranchies	de la France et de l'Algérie pour	les régences d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Trèves, de Coblenz et de Dusseldorf et la principauté de Birkenfeld.....	40	»	14	»	»
		le reste de la Prusse, les duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, la principauté de Waldeck et les villes de Allstedt (grand-duché de Saxe-Weimar), Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Sondershausen (principauté de Schwarzbourg-Sondershausen), Frankenhauseu et Schlotheim (principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt).....	50	»	25	»	»
		des régences d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Trèves, de Coblenz et de Dusseldorf et de la principauté de Birkenfeld pour la France et l'Algérie.....	»	3 1/2	»	2	2
		du reste de la Prusse, des duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, de la principauté de Waldeck et des villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Sondershausen, Frankenhauseu et Schlotheim pour la France et l'Algérie.....	»	4 1/2	»	2	3
Lettres non affranchies	de la France et de l'Algérie pour	les régences d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Trèves, de Coblenz et de Dusseldorf et la principauté de Birkenfeld.....	»	4	»	2	8
		le reste de la Prusse, les duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, la principauté de Waldeck et les villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Sondershausen, Frankenhauseu et Schlotheim.....	»	5	»	2	6
		des régences d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Trèves, de Coblenz et de Dusseldorf et de la principauté de Birkenfeld pour la France et l'Algérie.....	50	»	17	»	»
		du reste de la Prusse, des duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, de la principauté de Waldeck et des villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Sondershausen, Frankenhauseu et Schlotheim pour la France et l'Algérie.....	60	»	30	»	»

Art. 2. Par exception aux dispositions de l'article précédent, le prix du port des lettres échangées entre les habitants des départements français contigus à la régence de Trèves et les habitants de ladite régence sera réglé d'après le tarif inséré ci-après, lorsque la distance existant en ligne droite entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

DÉSIGNATION DES LETTRES.	PRIX DE PORT à payer pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		SOMME A PAYER pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes		
	par les habitants des départements sus- mentionnés.	par les habitants. de la régence de Trèves.	par l'administra- tion des postes de France à l'adminis- tration des postes de Prusse.	par l'administration des postes de Prusse à l'administration des postes de France.	
	1	2	3	4	5
	Centimes.	Gros d'argent.	Centimes.	Gros d'argent.	Pfen- nings.
Lettres affran- chies { des bureaux limitrophes fran- çais pour les bureaux limi- trophes prussiens.....	20	»	10	»	»
des bureaux limitrophes prus- siens pour les bureaux limi- trophes français.....	»	2	»	1	»
Lettres non affran- chies { des bureaux limitrophes fran- çais pour les bureaux limi- trophes prussiens.....	»	2 1/2	»	1	6
des bureaux limitrophes prus- siens pour les bureaux limi- trophes français.....	30	»	10	»	»

Art. 3. Le droit proportionnel à percevoir en sus des taxes ou droits fixés par les articles 1 et 2 précédents et par l'article 9 de la Convention du 21 mai 1858, sur les lettres chargées contenant des valeurs déclarées, échangées entre les deux administrations des postes de France et de Prusse, en vertu de la Convention additionnelle du 9 juillet 1861, est réduit, savoir :

1° De trente à vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs pour les valeurs déclarées contenues dans les lettres chargées, livrées par l'administration des postes de France à l'administration des postes de Prusse ;

2° De deux gros d'argent et six pfennings à un gros d'argent et neuf pfennings par chaque cent francs ou fraction de cent francs pour les valeurs déclarées contenues dans les lettres chargées, livrées par l'administration des postes de Prusse à l'administration des postes de France.

Art. 4. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Prusse, par chaque lettre et par chaque poids de quinze grammes ou fraction de quinze grammes, la somme de soixante et dix centimes, tant pour les lettres affranchies que ladite administration des postes de France livrera à l'administration des postes de Prusse, à destination de la Russie et de la Pologne, que pour les lettres non affranchies expédiées de la Russie et de la Pologne, par la voie de la Prusse, à destination de la France et de l'Algérie et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Art. 5. L'administration des postes de Prusse payera à l'administration des postes de France, par chaque lettre et par chaque poids de dix grammes ou fraction de dix grammes, la somme de cinq gros d'argent et trois pfennings, tant pour les lettres affranchies que ladite administration des postes de Prusse livrera à l'administration des postes de France, à destination des villes de la Turquie et de l'Égypte où la France entretient des établissements de poste, que pour les lettres non affranchies expédiées desdites villes par la voie de la France, à destination de la Prusse, des pays directement desservis par les postes de Prusse et des pays auxquels la Prusse sert d'intermédiaire.

Art. 6. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement jusqu'à destination des échantillons de marchandises, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés ou reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, expédiés soit de la France et de l'Algérie pour la Prusse et les pays directement desservis par les postes prussiennes pour la France et l'Algérie, seront payées par les envoyeurs et réparties entre les deux administrations des postes de France et de Prusse conformément au tarif ci-dessous :

ORIGINE.	DESTINATION.	TAXE à payer par l'envoyeur pour l'affranchissement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME à payer pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	
			par l'administration des postes de France à l'administration des postes de Prusse.	par l'administration des postes de Prusse à l'administration des postes de France
1	2	3	4	5
			Centimes.	Pfennings.
France et Algérie....	Prusse et pays direc- tement desservis par les postes prus- siennes.....	10 centimes.	4	»
Prusse et pays direc- tement desservis par les postes prus- siennes.....	France et Algérie....	9 pfennings.	»	5



Art. 7. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir du bénéfice des dispositions de l'article 6 précédent, qu'autant qu'ils ne pèseront pas plus de deux cent cinquante grammes, qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par le même article, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, devront être mis sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 6 précédent, seront considérés et taxés comme lettres.

Art. 8. Le prix du port des papiers de commerce ou d'affaires, des ouvrages manuscrits et des épreuves d'impression portant des corrections typographiques, qui seront expédiés, soit de la France et de l'Algérie pour la Prusse et les pays directement desservis par les postes prussiennes, soit de la Prusse et des pays directement desservis par les postes prussiennes pour la France et l'Algérie, devra être payé par les envoyeurs et réparti entre les deux administrations des postes de France et de Prusse conformément au tarif suivant :

ORIGINE.	DESTINATION.	TAXE A PAYER par l'envoyeur pour l'affranchis- sement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 200 grammes ou fraction de 200 grammes.	SOMME A PAYER pour chaque paquet portant une adresse particulière et de 200 grammes ou fraction de 200 grammes		
			par l'administration des postes de France à l'adminis- tration des postes de Prusse.	par l'administration des postes de Prusse à l'adminis- tration des postes de France.	
1	2	3	4	5	
			Ccutimes.	Gros d'argent.	Pfenning.
France et Algérie.....	Prusse et pays direc- tement desservis par les postes prus- siennes.....	50 centimes	20	»	»
Prusse et pays direc- tement desservis par les postes prus- siennes.....	France et Algérie....	4 1/2 gros d'argent	»	2	1

Art. 9. Pour profiter des bénéfices des dispositions de l'article 8 précédent, les objets désignés dans ledit article devront être placés sous bande ou de manière à pouvoir être facilement examinés dans les bureaux de poste par l'intermédiaire desquels ils seront acheminés et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu.

Ceux de ces objets qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 8, seront considérés et taxés comme lettres.

Art. 10. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, les papiers de commerce ou d'affaires, les ouvrages manuscrits et les épreuves corrigées, adressés de l'un des deux pays dans l'autre et affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la Convention du 21 mai 1858 et des articles 1, 2, 6, 7, 8 et 9 de la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires, si ce n'est de la taxe rurale de distribution dont sont passibles les correspondances adressées à des destinataires habitant les lieux situés en dehors des villes où existent des bureaux de poste et distribuées à domicile par des facteurs des postes.

Il est entendu, toutefois, que cette taxe rurale ne pourra pas excéder la somme de six pfennings par lettre ou paquet.

Afin de maintenir les bases établies par les articles 1, 2, 6 et 8 précédents, pour la répartition entre les deux administrations des postes de France et de Prusse des taxes à percevoir sur les correspondances échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse, cette dernière administration payera à l'autre, à l'expiration de chaque année, en sus des prix de livraison fixés par la présente Convention additionnelle et aussi longtemps que la taxe rurale de distribution précitée subsistera, une somme équivalente à la moitié des droits de distribution perçus pendant l'année écoulée sur les correspondances livrées par les bureaux d'échange français aux bureaux d'échange prussiens.

Pour déterminer cette somme, l'administration des postes de Prusse procédera, chaque année, pendant quinze jours consécutifs du mois de juillet, à une enquête dont les résultats seront communiqués à l'administration des postes de France.

Art. 11. Les conditions d'échange stipulées par les articles 1, 3, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 précédents pour les lettres ordinaires, les lettres chargées contenant des valeurs déclarées, les échantillons de marchan-

dises, les imprimés de toute nature, les papiers de commerce ou d'affaires, les ouvrages manuscrits et les épreuves d'impression portant des corrections typographiques, originaires ou à destination des provinces orientales de la Prusse, seront applicables aux objets de même espèce provenant ou à destination des royaumes de Hanovre et de Saxe, des grands-duchés de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strélitz et d'Oldenbourg (moins les principautés de Birkenfeld et de Lubeck), du duché de Brunswick et du duché de Saxe-Altenbourg, lorsque ces objets seront compris dans les dépêches réciproques des deux administrations des postes de France et de Prusse.

Art. 12. Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse s'engage à faire transporter en dépêches closes, sur le territoire prussien ou allemand, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste français pourront avoir à échanger par la voie de la Prusse avec des bureaux de poste de la Suède, de la Russie et de la Pologne. Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse s'engage également à faire transporter en dépêches closes, sur le territoire prussien ou allemand, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste français pourront avoir à échanger par la voie de Stralsund avec des bureaux de poste du Danemark et de la Norvège.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Prusse, pour prix du transit à travers le territoire prussien ou allemand des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés contenus dans les dépêches closes ci-dessus mentionnées, savoir :

1<sup>o</sup> Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination de la Suède, de la Norvège et du Danemark, la somme de trente-sept centimes et demi par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net ;

2<sup>o</sup> Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination de la Russie et de la Pologne, la somme d'un franc par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net.

Art. 13. Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage à faire transporter en dépêches closes, sur le territoire français, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste prussiens pourront avoir à échanger par la voie de la France

avec des bureaux de poste du royaume d'Italie, des États-Pontificaux, de l'Espagne, du Portugal et des États-Unis.

L'administration des postes de Prusse payera à l'administration des postes de France, pour prix du transit à travers la France des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés contenus dans les dépêches closes susmentionnées, savoir :

1<sup>o</sup> Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination du royaume d'Italie et des États-Pontificaux, la somme de trente-sept centimes et demi par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net;

2<sup>o</sup> Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination de l'Espagne et du Portugal, la somme de un franc par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net;

3<sup>o</sup> Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination des États-Unis, la somme de quarante centimes par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net.

Art. 14. Il est convenu que le prix de port français à payer par l'administration des postes de Prusse à l'administration des postes de France, pour chaque trente grammes de lettres comprises dans les dépêches closes que les bureaux de poste prussiens pourront avoir à échanger par la voie de la France avec des bureaux de poste espagnols ou portugais, ne devra pas excéder les prix de port ou droits de transit français applicables en moyenne, aussi par trente grammes, poids net, aux lettres comprises dans les dépêches que l'administration des postes de France sera tenue de transporter pour le compte d'une autre administration, entre la frontière franco-belge et la frontière franco-espagnole.

Dans le cas où, par l'effet de la disposition ci-dessus, le prix du transport à travers la France des lettres échangées, en dépêches closes, entre les bureaux de poste prussiens et les bureaux espagnols ou portugais, ressortirait à moins de un franc par trente grammes, poids net, taux fixé par l'article 13 précédent, le prix du transport à travers le territoire prussien ou allemand des lettres que les bureaux français pourront avoir à échanger avec des bureaux de poste russes ou polonais, conformément à l'article 12, sera réduit de plein droit dans la même proportion que le prix de port de transit français susdit.

Art. 15. Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse s'engage



à faire transporter en dépêches closes, par les paquebots-poste prussiens, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste français pourront avoir à échanger au moyen de ces paquebots avec des bureaux de poste suédois, norvégiens ou danois.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Prusse, pour prix du transport par mer desdites dépêches et indépendamment des droits de transit fixés par l'article 12 précédent, la somme de dix-neuf centimes par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net.

Art. 16. Le gouvernement français s'engage à faire transporter en dépêches closes, par les paquebots-poste français, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste prussiens pourront avoir à échanger au moyen de ces paquebots avec des bureaux de poste des États-Unis de l'Amérique du Nord.

L'administration des postes de Prusse payera à l'administration des postes de France, pour prix du transport par mer desdites dépêches et indépendamment des droits de transit fixés par l'article 13 précédent, la somme de un franc trente-trois centimes par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de un franc par kilogramme d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net.

Art. 17. Les dispositions de l'article 23 de la Convention du 21 mai 1858 seront applicables aux dépêches closes que chacun des deux offices expédiera ou recevra par l'intermédiaire de l'autre, en vertu des articles 12, 13, 14, 15 et 16 précédents.

Art. 18. Le gouvernement français s'engage à faire transporter sur le territoire français les dépêches ou malles closes que les bureaux de poste prussiens pourront avoir à échanger, par la voie de Calais et de Douvres, avec des bureaux de poste britanniques.

Le gouvernement français s'engage également à faire transporter les dépêches ou malles susmentionnées par les paquebots-postes français naviguant entre Calais et Douvres.

L'administration des postes de la Prusse payera à l'administration des postes de France, pour prix du transport par les services de poste français, de toute dépêche ou malle close portant une adresse particulière, que ladite administration des postes de Prusse expédiera ou recevra par la voie de Calais, en vertu du présent article, savoir :

Jusqu'à un kilogramme poids brut, inclusivement, cinq francs ;

Au-dessus d'un kilogramme et jusqu'à quinze cents grammes, poids brut, inclusivement, sept francs cinquante centimes ;

Au-dessus de quinze cents grammes et jusqu'à deux kilogrammes, poids brut, inclusivement, dix francs;

Et ainsi de suite, en ajoutant deux francs cinquante centimes pour chaque cinq cents grammes ou fraction de cinq cents grammes, poids brut, en sus.

Art. 19. Les correspondances officielles exclusivement relatives au service des postes, que chacune des deux administrations des postes de France et de Prusse pourra avoir à échanger par l'intermédiaire de l'autre avec des administrations des postes étrangères, seront transmises exemptes de tout prix de port par les postes françaises et prussiennes.

Art. 20. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle aux Conventions des 21 mai 1858 et 3 et 9 juillet 1861, sera ratifiée, les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 3 juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé : DE GOLTZ.

## FRANCE — PRUSSE.

### **Convention conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse, pour l'échange des mandats de poste.**

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le roi de Prusse, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un État dans l'autre, au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre royal de l'Aigle-Noir de Prusse, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le roi de Prusse, M. le comte *Henri-Louis-Robert de Goltz*, chevalier des ordres royaux de l'Aigle-Rouge de première classe et de Saint-Jean de Jérusalem, etc., etc., etc., son ambassadeur

extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels , après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour le Royaume de Prusse et les États d'Allemagne directement desservis par les postes de Prusse, que du Royaume de Prusse et des États d'Allemagne directement desservis par les postes de Prusse pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de Prusse, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Ils seront rédigés en langue française. Toutefois le texte allemand sera placé en regard du texte français sur les mandats délivrés par les bureaux prussiens.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

2. Il sera perçu sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, si le mandat est délivré par un bureau de poste français, et une taxe de deux silbergros par trois thalers ou fraction de trois thalers, si le mandat est délivré par un bureau de poste prussien.

Les taxes ci-dessus fixées seront payées par les preneurs de mandats et le produit en sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse.

3. Le montant de chaque mandat sera toujours exprimé, sur le mandat, en francs et centimes.

Les bases de la conversion de la monnaie française en monnaie prussienne et de la monnaie prussienne en monnaie française seront fixées, d'un commun accord, entre les deux administrations.

4. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou prussiens, en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe fixée par l'article 2.

5. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse dresseront, aux époques qui seront fixées par elles

d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

Le solde des comptes ci-dessus mentionnés sera établi en monnaie de France. A cet effet, les sommes portées dans lesdits comptes en monnaie prussienne seront réduites en francs, d'après les bases que les deux administrations arrêteront de concert, conformément à l'article 3.

6. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange de mandats d'articles d'argent, dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

7. Des envois de fonds pourront être effectués, par l'intermédiaire des postes de France et de Prusse, tant de la France et de l'Algérie pour les royaumes de Hanovre et de Saxe, les grands-duchés de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz et d'Oldenbourg (moins les principautés de Birkenfeld et de Lubeck), le duché de Brunswick et le duché de Saxe-Altenbourg, que desdits États d'Allemagne pour la France et l'Algérie, sous les conditions fixées par les articles 1 à 6 de la présente Convention.

8. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse désigneront, d'un commun accord, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents; elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 5, ainsi que toute autre mesure de délai ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

9. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces derniers trois mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.



10. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le troisième jour du mois de juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : GOLTZ.

## FRANCE, SUISSE.

### **Déclaration relative à l'établissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises, signée le 24 juillet 1865, entre la France et la Suisse.**

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de la Confédération suisse, désirant assurer aux Suisses, tant en Algérie que dans les colonies françaises, le bénéfice du Traité d'établissement conclu, le 30 juin 1864, entre les deux Pays, les dispositions suivantes ont été arrêtées d'un commun accord :

1° Les stipulations du Traité d'établissement du 30 juin 1864 sont étendues aux Suisses établis ou qui s'établiront, soit en Algérie, soit dans les colonies françaises ;

2° Toutefois, attendu la situation spéciale où se trouve l'Algérie, le Gouvernement de la Confédération suisse ne s'opposera pas à ce que les citoyens suisses qui y sont établis prennent les armes dans les cas urgents, avec la permission de l'autorité française, pour la défense de leurs foyers ; mais ils ne pourront en aucune manière être mobilisés ;

3° La présente déclaration recevra son exécution à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain et elle aura la même durée que le Traité d'établissement du 30 juin 1864.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 24 juillet 1865.

(L. S.) *Signé* : DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) *Signé* : KERN.

**Décret impérial, en date du 7 août 1865, pour l'exécution de la Convention conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, pour l'échange des mandats de poste.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale. EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention conclue, le 22 mars 1865<sup>1</sup>, entre la France et la Suisse, pour l'échange des mandats de poste;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. Des envois de fonds pourront être faits, par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Suisse, que de la Suisse pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de Suisse, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

Art. 2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué, en conformité des dispositions de l'article précédent, une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, laquelle taxe devra être payée par l'envoyeur.

Art. 3. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Suisse désigneront, d'un commun accord, les bureaux de poste qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu de l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 4. Le bureau qui émettra un mandat international adressera au bureau chargé de payer ce mandat un avis exprimant très-lisiblement et en toutes lettres, savoir :

- 1° Le nom du bureau expéditeur ;
- 2° Le nom du bureau et du pays de destination ;
- 3° La somme que ce dernier bureau devra payer au bénéficiaire du mandat ou à ses ayants droit ;
- 4° Les nom et prénoms de la personne au profit de laquelle le mandat aura été délivré ;
- 5° Les nom et prénoms de la personne qui aura effectué le versement donnant lieu au mandat.

1. Voir ci-dessus, page 435.

Art. 5. Le paiement d'un mandat émis en vertu du présent décret ne sera exigible qu'au bureau de poste désigné sur le mandat comme chargé d'en acquitter le montant. Ce paiement ne pourra être effectué qu'après l'arrivée audit bureau de l'avis d'émission mentionné dans l'article précédent.

Art. 6. Les mandats dont le paiement n'aura pas été effectué par l'une des causes suivantes :

1° Différences ou omissions de noms de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat;

2° Omission de timbres,

Seront régularisés par les soins de l'administration qui les aura émis.

Art. 7. Les mandats d'articles d'argent tirés par les bureaux de l'administration des postes de France sur les bureaux de l'administration des postes de Suisse, et *vice versa*, seront valables pendant un délai de trois mois, à partir du jour de leur émission.

Passé ce terme, ils ne pourront plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration centrale des postes du Pays dont dépendront les bureaux qui auront émis les mandats.

Art. 8. Tout mandat émis en vertu du présent décret pourra être remboursé à l'envoyeur dans les délais fixés par l'article précédent, sur la production du titre au bureau qui l'aura délivré, mais seulement après la rentrée à ce bureau de l'avis d'émission désigné dans l'article 4.

Art. 9. Les mandats égarés, perdus ou détruits pourront être remplacés par des autorisations de paiement que délivrera l'administration qui aura émis ces mandats, lorsqu'il aura été constaté qu'ils n'auront été ni payés ni remboursés.

Ces autorisations ne pourront être délivrées que cinq mois, au plus tôt, après la date de l'émission des mandats qu'elles remplaceront.

Art. 10. L'envoyeur d'un mandat égaré, perdu ou détruit pourra obtenir le remboursement de ce mandat, pourvu qu'il produise à l'appui de sa demande de remboursement une déclaration du destinataire portant que le mandat n'a pas été aliéné, qu'il ne lui est pas parvenu ou qu'il a été détruit après sa réception.

Art. 11. Les sommes déposées en échange de mandats d'articles d'argent émis conformément à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, et dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 12. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1865.

Art. 13. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 7 août 1865.

*Signé : NAPOLEON.*

Par l'Empereur :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,  
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

*Signé : J. BAROCHE.*

---

**Décret impérial, en date du 12 août 1865, pour l'exécution de la Convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse.**

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut;

Vu la convention de poste conclue entre la France et la Suisse, le 22 mars 1865<sup>1</sup>;

Vu les lois des 14 floréal an X (4 mai 1802) et 4 juin 1859;

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement jusqu'à destination des lettres ordinaires, des lettres chargées, des épreuves corrigées, des documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, des échantillons de marchandises sans valeur vénale, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des cartes géographiques, des plans, des gravures, des photographies, des cartes de visite, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie à destination de la Suisse, seront payées par les envoyeurs conformément au tarif ci-après :

1. Voir ci-dessus, page 421.



NATURE des correspondances.	CONDITIONS de l'affranchissement.	TAXE d'affranchissement à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
Lettres ordinaires.....	Facultatif.....	Trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes (A).
Lettres chargées.....	Obligatoire (B).....	
Épreuves corrigées, papiers d'affaires et autres documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle....	Obligatoire.....	Cinquante centimes par deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes.
Échantillons de marchandises sans valeur vénale, journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, cartes géographiques, plans, gravures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés.....	Obligatoire.....	Cinq centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

(A) Par exception, la taxe à percevoir pour l'affranchissement des lettres adressées de France en Suisse sera de vingt centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, lorsque la distance existant en ligne droite entre le bureau français d'origine et le bureau suisse de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

(B) La taxe à percevoir pour l'affranchissement de chaque lettre chargée se composera de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, et d'un droit fixe de quarante centimes, sans égard au poids de la lettre chargée.

Art. 2. Les taxes à percevoir, en vertu de l'article précédent, pour l'affranchissement des lettres ordinaires, pourront être acquittées par les envoyeurs au moyen des timbres d'affranchissement que l'administration des postes de France est autorisée à faire vendre.

Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à celle due pour l'affranchissement, le destinataire aura à payer une taxe égale à la différence existant entre la valeur desdits timbres et la taxe due pour une lettre non affranchie du même poids.

Art. 3. Les lettres chargées expédiées de la France et de l'Algérie pour la Suisse ne pourront être admises que sous enveloppe et fermées au moins de deux cachets en cire. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

Art. 4. Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, les épreuves corrigées, les papiers d'affaires et les autres documents manuscrits devront être placés sous bandes et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu.

Les échantillons de marchandises ne seront admis à profiter de la

modération de taxe qui leur est accordée par ledit article qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Quant aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, cartes géographiques, plans, gravures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Suisse, par la voie de la poste, ils devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'expéditeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les expéditeurs, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, seront considérés et taxés comme lettres.

Art. 5. Les personnes qui voudront envoyer de la France et de l'Algérie des lettres chargées contenant des valeurs-papiers payables au porteur, pour la Suisse, pourront obtenir, jusqu'à concurrence de deux mille francs par lettre, le remboursement de ces valeurs en cas de perte ou de spoliation prévu par l'article 10 du présent décret, en faisant la déclaration de ces valeurs et en payant d'avance, indépendamment d'un droit fixe de quarante centimes et du port de la lettre, selon son poids, un droit proportionnel de vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs.

Art. 6. Toute lettre pour laquelle l'expéditeur réclamera le bénéfice des dispositions de l'article précédent devra être sous enveloppe fermée au moyen de cinq cachets, au moins, en cire fine. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'expéditeur et être disposés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

Art. 7. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre chargée devra être faite par l'expéditeur du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur, et sans rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera, en langue française, en francs et centimes et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

Art. 8. Le montant des valeurs déclarées pour une seule lettre ne pourra pas excéder deux mille francs.

Art. 9. Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réellement insérée dans une lettre sera puni conformément à l'article 5 de la loi du 4 juin 1859.

Art. 10. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration française, d'après la loi du 4 juin 1859, soit sur le territoire suisse, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de Suisse, d'après la législation suisse, l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur et, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle les droits fixés par l'article 5 du présent décret auront été acquittés.

Art. 11. L'administration qui opérera le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger à tous ses droits ladite administration.

Art. 12. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Suisse cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire aura donné reçu.

Art. 13. La perte d'une lettre chargée transmise en dehors des conditions déterminées par les articles 5, 6, 7 et 8 précédents n'entraînera, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs, conformément à l'article 13 de la Convention du 22 mars 1865.

Art. 14. Les réclamations concernant, soit la perte des lettres chargées, soit la perte ou la spoliation des lettres renfermant des valeurs déclarées, ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi desdites lettres; passé ce terme, les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

Art. 15. L'envoyeur de toute lettre chargée, contenant ou non des valeurs déclarées, qui sera expédiée de la France ou de l'Algérie à destination de la Suisse, pourra demander, au moment du dépôt de cette lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes.

Art. 16. La taxe à percevoir par l'administration des postes de France pour toute lettre ordinaire non affranchie expédiée de la Suisse à des-

tination de la France ou de l'Algérie sera de cinquante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Par exception, la taxe à percevoir pour les lettres non affranchies adressées de Suisse en France sera de trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, lorsque la distance existant en ligne droite entre le bureau suisse d'origine et le bureau français de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

Art. 17. Les lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste suisses, qui seront expédiées de la Suisse pour la France et l'Algérie, seront considérées comme non affranchies et taxées comme telles, sauf déduction du prix de ces timbres.

Toutefois, lorsque la taxe complémentaire à payer par le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie présentera une fraction de décime, il sera perçu un décime entier pour cette fraction.

Art. 18. La correspondance exclusivement relative au service public, adressée de Suisse en France et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire suisse, sera délivrée sans taxe au destinataire, si l'autorité ou le fonctionnaire auquel elle est adressée jouit en France de la franchise; mais si le destinataire ne jouit pas de la franchise, cette correspondance supportera la taxe territoriale dont sont passibles, en vertu de l'article 18 de la loi du 28 juin 1861, les lettres non affranchies circulant de bureau de poste à bureau de poste dans l'intérieur de la France.

Art. 19. Les lettres ordinaires, les lettres chargées contenant ou non des valeurs déclarées, les épreuves corrigées, les papiers manuscrits sous bandes, les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les cartes géographiques, les plans, les gravures, les photographies, les cartes de visite, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, que l'administration des postes de Suisse livrera à l'administration des postes de France affranchis jusqu'à destination et qui porteront du côté de l'adresse l'empreinte d'un timbre fournissant les initiales P D, seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

Art. 20. Les imprimés désignés dans les articles 1 et 19 précédents ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendant de l'administration des postes de France, qu'autant qu'il aura été satisfait à leur égard aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

Art. 21. Il ne sera admis à destination de la Suisse aucun paquet ou lettre qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des



bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 22. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain.

Art. 23. Sont et demeurent abrogées les dispositions du décret du 6 juin 1850, concernant les correspondances échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Suisse.

Art. 24. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au camp de Châlons, le 12 août 1865.

*Signé : NAPOLÉON.*

Par l'Empereur :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,  
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

*Signé : J. BAROCHE.*

**Décret impérial, en date du 25 août 1865, relatif aux taxes à percevoir, 1<sup>o</sup> pour l'affranchissement des lettres ordinaires, des lettres chargées et des imprimés déposés dans les bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, à destination de la Suisse; 2<sup>o</sup> sur les lettres non affranchies expédiées de la Suisse à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte.**

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Vu la convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse;

Vu notre décret du 3 décembre 1856, relatif aux correspondances originaires ou à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte;

Vu la loi du 30 mai 1838;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement des lettres ordinaires, des lettres chargées et des imprimés déposés dans les bureaux de poste français établis

en Turquie et en Égypte, à destination de la Suisse, seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances.	CONDITION de l'affranchisse- ment.	LIMITE de l'affranchisse- ment.	TAXE d'affranchissement à percevoir	
			pour chaque lettre et par chaque poids de 7 1/3 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	pour chaque paquet d'imprimés portant une adresse particulière et par chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Lettres ordinaires.....	Facultatif.....	Destination....	fr. c. 0 60	fr. c. »
Lettres chargées .....	Obligatoire.....	Destination....	1 20	»
Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Obligatoire.....	Destination ...	»	0 10

Art. 2. La taxe à percevoir, par l'administration des postes de France, sur les lettres non affranchies expédiées de la Suisse à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, sera, pour chaque lettre, de soixante centimes par chaque poids de sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi.

Art. 3. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1865.

Art. 4. Sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions du décret susvisé du 3 décembre 1856.

Art. 5. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 août 1865.

*Signé : NAPOLEON.*

Par l'Empereur :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,  
chargé de l'intérim du ministère des finances.*

*Signé : J. BAROCHE.*

# TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

## DES MATIÈRES

### DU TROISIÈME VOLUME DE LA CINQUIÈME ANNÉE.

(1865)

#### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

1861

	Pages
Novembre 20. <i>Turquie</i> . Convention télégraphique avec la Russie.....	263

1864

Mai.....	1. <i>Danemark, Italie</i> . Traité de commerce.....	275
Juin.....	3. <i>Espagne, Oldenbourg</i> . Traité d'extradition.....	279
Août.....	22. <i>Bade, Belgique, Danemark, Espagne, France, Hesse, Italie, Pays-Bas, Portugal, Prusse, Suisse, Wurtemberg</i> . Convention internationale relative au traitement des militaires blessés sur les champs de bataille et aux ambulances.....	284
Septembre	19. <i>Haiti</i> . Règlement au sujet des formalités à remplir pour les étrangers arrivant à Haiti.....	288
Octobre..	22. <i>France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Japon</i> . Traité de paix conclu à la suite de l'expédition dans le détroit de Limonosaki.....	290
Novembre	2. <i>Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas</i> . Convention internationale réglant le régime de l'accise sur les sucres.....	291
—	27. <i>France</i> . Décret concernant le prix du port des papiers de commerce échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie, et les habitants des colonies et établissements français.....	5
Décembre.	27. <i>France, Prusse</i> . Convention pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	7
—	... <i>Turquie</i> . Nouvelle législation sur la presse.....	315

1865

Février...	14. <i>France, Suède et Norvège</i> . Traité de commerce.....	11
—	14. <i>France, Suède et Norvège</i> . Traité de navigation.....	16
—	14. <i>France, Suède et Norvège</i> . Déclaration finale.....	21
Mars.....	2. <i>France, Reuss ligne cadette</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.....	11
—	6. <i>France, Election de Hesse</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août entre la France et la Prusse.....	10
—	18. <i>Prusse, Saxe-Altenbourg</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.....	11
—	22. <i>France, Suisse</i> . Convention de poste.....	421
—	22. <i>France, Suisse</i> . Convention pour l'échange des mandats de poste..	435
—	24. <i>France, Bavière</i> . Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'art et d'esprit.....	437

	1865	Pages.
Mars ....	25. <i>France</i> . Décret étendant les dispositions du traité de commerce conclu entre la France, la Suède et la Norvège, le 14 février 1864, à la Grande-Bretagne, à la Belgique et à l'Italie.....	22
—	25. <i>France</i> . Décret relatif aux marchandises de Suède et Norvège importées autrement que par terre ou par navire français, ou sous pavillon de Suède et Norvège.....	23
—	25. <i>France</i> . Décret relatif à l'importation des tissus suédo-norvégiens, taxés à leur valeur.....	24
—	25. <i>France</i> . Décret assimilant l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge, aux marchandises et produits similaires d'origine suédo-norvégienne.....	25
—	29. <i>France, Brunswick</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.....	11
—	29. <i>France</i> . Décret ordonnant la restitution des navires marchands mexicains capturés par les bâtiments de la marine impériale...	26
Avril.....	1. <i>Autriche, Prusse, Danemark</i> . Protocole destiné à préciser certaines stipulations du traité de Vienne du 30 octobre 1864.....	219
—	6. <i>France, Saxe-Meningen</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.....	11
—	10. <i>Mexique</i> . Statut provisoire de l'empire mexicain.....	252
—	18. <i>France, Francfort-sur-le-Mein</i> . Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	28
—	21. <i>France, Hesse Hombourg</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862, entre la France et la Prusse.....	11
—	26. <i>France, Saxe-Weimar</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.....	11
—	26. <i>France, Waldek et Pyrmont</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.....	11
Mai.....	5. <i>France, Grand-Duché d'Oldenbourg</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.	11
—	6. <i>France, Reuss branche aînée</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.....	11
—	12. <i>France, Saxe-Cobourg-Gotha</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse....	11
—	12. <i>France, Bade</i> . Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	33
—	13. <i>France</i> . Décrets assimilant par rapport aux conditions à remplir à l'entrée en France et dans les ports français, les marchandises et navires du Zollverein aux marchandises et navires anglais, français et italiens.....	38
—	19. <i>France, Schwarzbourg-Sundershausen</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.	11
—	19. <i>France, Schwarzbourg-Rudolstadt</i> . Acte d'accession à la convention littéraire conclue le 2 août 1862 entre la France et la Prusse.	11
—	26. <i>France, Saxe</i> . Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	42
Juin.....	14. <i>France</i> . Décrets pour l'importation en France par suite du traité de commerce avec la Suède et la Norvège.....	48
—	18. <i>Espagne, France</i> . Traité de commerce.....	408
—	30. <i>France</i> . Décret en exécution de la convention conclue le 2 août 1862 avec la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	53
—	30. <i>France</i> . Décret en exécution de la convention littéraire, artistique et industrielle, conclue le 30 juin 1864 avec la Suisse.....	55
Juillet...	3. <i>France, Prusse</i> . Convention additionnelle de poste.....	453
—	3. <i>France, Prusse</i> . Convention pour l'échange des mandats de poste..	462



1865

Juillet....	7. <i>France, Pays-Bas.</i> Traité de commerce et de navigation.....	Pages. 411
—	24. <i>France, Suisse.</i> Déclaration relative à l'établissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises.....	465

## CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1858

Avril....	9. <i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Sardaigne, Porte Ottomane.</i> Convention pour l'organisation définitive des Principautés unies.....	105
-----------	---	-----

1862

Décembre.	1. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton sur la situation intérieure.....	161
—	29. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, au sujet des dispositions de la France à l'égard des États-Unis.....	162

1863

Janvier...	14. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton sur les assurances de la France à l'égard de la Nouvelle-Orléans.....	166
Février...	13. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Dayton à M. Seward, rapportant une conversation avec M. Drouyn de Lhuys.....	166
—	20. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton sur le projet de loi présenté au Sénat pour conférer au Président le pouvoir de délivrer des lettres de marque.....	168
Mars....	2. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, à propos des desseins attribués au Gouvernement français sur le Texas dans la correspondance interceptée des rebelles.....	168
—	13. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet de l'emprunt confédéré par la maison Erlanger de Francfort.....	169
—	20. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Dayton à M. Seward, en réponse à sa dépêche du 20 février.....	170
—	26. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, sur les relations amicales avec la France.....	170
Avril....	8. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, en réponse à sa dépêche du 20 mars.....	171
—	9. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Dayton à M. Seward, rapportant une conversation avec M. Drouyn de Lhuys.....	172
—	24. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Dayton à M. Seward sur les plaintes de M. Drouyn de Lhuys, au sujet du laisser-passer délivré par M. Adams aux agents américains à Londres.....	175
—	24. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, en réponse à sa dépêche du 9 avril.....	178
Mai.....	8. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, en réponse à sa dépêche du 24 avril.....	181
—	11. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, sur la Pologne..	183
—	23. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, en réponse à sa dépêche du 8 mai.....	186
—	29. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Dayton à M. Seward, sur une action commune à propos des affaires de Pologne.....	187
—	29. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet de l'admission des fonds américains à la cote de la bourse de Paris...	188
Juin....	12. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, en réponse à celle du 29 mai.....	189
—	20. <i>États-Unis.</i> Dépêche de M. Seward à M. Dayton, au sujet de l'opinion publique en France.....	190

	1863	Pages.
Juin ....	26. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet de la réception de M. Slidell par l'Empereur.....	191
Juillet....	2. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet du discours de M. Rœbuck au Parlement anglais, rapportant une conversation privée avec l'Empereur.....	192
—	8. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Dayton, sur les rumeurs touchant la sympathie témoignée par l'Empereur pour les Confédérés.....	193
—	11. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Dayton, sur les mouvements politiques en France.....	194
—	17. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Seward à M. Dayton, en réponse à celle du 2 juillet.....	194
—	30. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Dayton à M. Seward, au sujet de la conversation de l'Empereur avec M. Rœbuck.....	196
Août....	5. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Dayton à M. Seward, sur la déclaration de M. Rœbuck à la Chambre des communes.....	198
Novembre	17. <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Montholon, à Mexico, au sujet du développement des rapports commerciaux entre la France et le Mexique.....	72

## 1864

Février. .	22. <i>Russie</i> . Règlements relatifs aux institutions territoriales pour les provinces et districts de l'Empire.....	327
Mars....	2. <i>Russie</i> . Décrets impériaux relatifs à la libération des paysans en Pologne.....	345
—	6. <i>France</i> . Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux consuls généraux et consuls de France en Italie, relativement à la convention de navigation et au traité de commerce des 13 juin 1862 et 17 janvier 1863.....	59
—	18. <i>Russie</i> . Oukase du Sénat promulguant la décision du Conseil de l'Empire sur la naturalisation des étrangers en Russie, sanctionnée par l'Empereur le 22 février.....	321
Mai.....	. <i>Porte Ottomane</i> . Lettre d'Aali-Pacha au prince Couza, à la suite du coup d'État.....	115
Juin. ....	18. <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Turgot, au sujet des traités avec la Suisse.....	62
—	21. <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Bondy, à Madrid, au sujet d'un arrangement des tarifs de douane avec l'Espagne.....	65
Juillet....	14. <i>Principautés-Unies</i> . Proclamation du prince Couza aux Roumains.....	116
—	14. <i>Principautés-Unies</i> . Modification au statut.....	119
—	19. <i>Russie</i> . Circulaire secrète du général Mourawieff aux gouverneurs civils de Wilna, de Kowno, de Grodno, de Minsk, de Witebsk et de Mohylcis, au sujet des mesures à prendre pour extirper l'élément polonais de ces provinces.....	369
Août....	14. <i>Principautés-Unies</i> . Proclamation du prince Couza aux paysans corvéables.....	128
—	14. <i>Principautés-Unies</i> . Loi pour la régularisation de la propriété rurale.....	129
Octobre. .	20. <i>Russie</i> . Dépêche du général Mourawieff au ministre des domaines, touchant le sort de l'ancienne petite noblesse polonaise.....	370
Novembre	11. <i>États confédérés</i> . Note collective des représentants des États confédérés à l'étranger adressée à M. Drouyn de Lhuys.....	84
—	16. <i>Prusse</i> . Circulaire de M. de Bismarck aux agents consulaires de Prusse, touchant le traitement des navires du Sleswig, du Holstein et du Lauenbourg.....	199

1864

Pages.

Novembre.	17. <i>États confédérés</i> . Lettre adressée par le président Jefferson Davis à plusieurs sénateurs de la Géorgie, au sujet d'une proposition introduite dans la législature géorgienne dans le but d'ouvrir des négociations pour la paix avec les autorités fédérales.....	85
—	18. <i>États confédérés</i> . Résolutions présentées au Congrès confédéré par M. Henry, sénateur du Tennessee.....	87
—	21. <i>Russie</i> . Circulaire du prince Gortschakoff aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, au sujet de la politique de la Russie dans les régions de l'Asie Centrale.....	403
—	25. <i>Grande-Bretagne</i> . Réponse du comte Russell au manifeste du Congrès des États confédérés.....	89
Décembre.	2. <i>États-Pontificaux</i> . Dépêche du cardinal Antonelli aux commissaires des États confédérés à Paris, en réponse à leur manifeste du 11 novembre.....	90
—	4. <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Bourée, à Lisbonne, proposant d'ouvrir des négociations avec le Portugal au sujet d'un nouveau traité de commerce.....	68
—	18. <i>Suède et Norvège</i> . Dépêche du comte Manderstroëm, en réponse au manifeste du Congrès des États confédérés.....	91
—	18. <i>Principautés-Unies</i> . Discours du prince Couza à l'ouverture de la session législative.....	140
—	. . <i>États du Slesvig et du Holstein</i> . Adresse présentée à LL. MM. l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse par une députation des habitants des duchés.....	199

1865

Janvier...	3. <i>France</i> . Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Dutreil, à Stockholm, au sujet des traités de commerce et navigation avec la Suède et la Norvège.....	70
—	4. <i>Principautés-Unies</i> . Réponse de l'Assemblée électorale de Roumanie, en réponse au discours du trône.....	147
—	7. <i>Espagne</i> . Projet de loi pour l'abandon de Saint-Domingue, présenté au Congrès par le duc de Valence.....	235
—	9. <i>France, Grande-Bretagne, Russie</i> . Note identique adressée au gouvernement grec par les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, au sujet du paiement de l'intérêt de l'emprunt de 1832.....	231
—	... <i>France</i> . Circulaire adressée par l'Impératrice aux princesses souveraines d'Europe, pour les inviter à contribuer à la restauration de la coupole du Saint-Sépulcre.....	203
—	18. <i>Principautés-Unies</i> . Adresse du Sénat de Roumanie, en réponse au discours du trône.....	151
—	20. <i>Prusse</i> . Adresse présentée au roi par la Chambre des seigneurs, en réponse au discours du trône.....	238
—	23. <i>Russie</i> . Adresse à l'Empereur, votée par l'Assemblée de la noblesse de Moscou, demandant la convocation d'une assemblée générale chargée d'aviser aux améliorations à introduire dans l'intérêt du pays.....	365
—	24. <i>Prusse</i> . Déclaration du ministre de l'intérieur, comte d'Eulenburg, à la Chambre des députés, touchant la question de la réorganisation militaire.....	242
—	25. <i>Prusse</i> . Adresse de la Chambre des députés.....	240
Février...	6. <i>États confédérés</i> . Note du président Jefferson Davis, au sujet du résultat de l'entrevue des commissaires confédérés avec le président Lincoln sur le James-River.....	92

	1865	Pages.
Février...	7. <i>Prusse</i> . Projet de loi sur la réorganisation de l'armée, présenté à la Chambre des députés.....	244
—	10. <i>Italie</i> . Adresse votée par le Conseil municipal de Turin et présentée au roi Victor-Emmanuel à Florence.....	249
—	10. <i>Russie</i> . Rescrit adressé par l'Empereur à M. de Valonie, ministre de l'intérieur, au sujet de l'Adresse de la noblesse de Moscou... 367	
—	18. <i>Espagne</i> . Projet de loi relatif à la vente des biens composant le patrimoine royal d'Espagne.....	247
—	28. <i>Prusse</i> . Dépêche du M. de Bismarck à M. de Werther, précisant les conditions auxquelles la Prusse consentirait à la formation de l'État du Slesvig-Holstein.....	201
Mars.....	13. <i>Grande-Bretagne</i> . Note du chargé d'affaires de la Grande-Bretagne au comte de Mensdorff-Pouilly, en réponse à la proposition faite par l'Autriche et la Prusse de reconnaître le pavillon intérimaire du Slesvig-Holstein.....	210
—	15. <i>France</i> . Note verbale identique remise par M. Drouyn de Lhuys aux ambassadeurs d'Autriche et de Prusse, touchant la proposition de reconnaître le pavillon slesvico-holsteinois.....	210
—	20. <i>France</i> . Adresse présentée par le Sénat à l'empereur Napoléon III, en réponse au discours du trône.....	74
—	20. <i>France</i> . Réponse de Napoléon III à l'Adresse du Sénat.....	78
—	24. <i>Prusse</i> . Note de M. de Bismarck, en réponse à la communication de l'Autriche du 19 mars, touchant la motion à la Diète projetée par les États moyens.....	214
—	25. <i>Confédération germanique</i> . Compte rendu du comité des trente-six séant à Francfort, de sa conférence avec les représentants des associations du Slesvig-Holstein et de la fraction progressiste des Chambres prussiennes.....	212
—	27. <i>Confédération germanique</i> . Motion présentée à la Diète par la Bavière, la Saxe et Hesse-Darmstadt, au sujet de la question de succession dans les duchés de Slesvig-Holstein.....	216
—	27. <i>Autriche, Prusse</i> . Déclaration des plénipotentiaires autrichiens et prussiens au sein de la Diète.....	218
—	27. Allocation du Pape dans le consistoire secret.....	155
—	28. <i>Principautés-Unies</i> . Note des patriarches grecs à Aali-Pacha, touchant les biens des monastères dits dédiés.....	153
Avril.....	5. <i>États confédérés</i> . Proclamation du président Jefferson Davis à la suite de la prise de Richmond.....	94
—	6. <i>Confédération germanique</i> . Note de l'Autriche et de la Prusse sur la motion du 27 mars présentée par la Bavière, la Saxe et la Hesse.....	220
—	7 et 9. <i>États-Unis, États confédérés</i> . Correspondance échangée entre le général Grant et le général Lee et capitulation de ce dernier..	95
—	8. <i>États du Slesvig et du Holstein</i> . Circulaire du gouvernement du Slesvig-Holstein aux autorités de Nice, touchant le transfert des établissements maritimes prussiens de Dantzig dans le port de Kiel.	224
—	10. <i>États confédérés</i> . Ordre du jour adressé par le général Lee à son armée, après la capitulation du 9 avril.....	99
—	16. <i>France</i> . Adresse présentée par le Corps législatif à Napoléon III, en réponse au discours du trône.....	79
—	16. <i>France</i> . Réponse de Napoléon III à l'Adresse du Corps législatif..	82
—	17. <i>États-Unis</i> . Discours du président Johnson à une députation de citoyens de l'Illinois.....	99
—	17. <i>Prusse</i> . Dépêche de M. de Bismarck à M. de Werther, touchant les conditions d'une entente avec le cabinet de Vienne sur la fixation du sort futur des duchés de l'Elbe.....	225



1865

		Pages.
Avril....	18. <i>Prusse</i> . Circulaire aux consuls prussiens, au sujet de la protection à accorder aux habitants des duchés de l'Elbe .....	229
—	18. <i>Slesvig-Holstein</i> . Arrêté du gouvernement annulant, sur un ordre du commissaire autrichien dans les duchés, les dispositions prescrites par la circulaire du 8 avril 1865 .....	205
—	19. <i>Colombie</i> . Loi réglant la condition des étrangers, leurs droits et leurs obligations dans les États-Unis de Colombie.....	376
—	24. <i>Colombie</i> . Note de M. del Real aux représentants de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Italie, à Bogota, relative aux droits et devoirs des étrangers en Colombie.....	472
—	26. <i>France</i> . Réponse du baron Goury du Roslan, ministre de France à Bogota, à la note de M. del Real, du 24 avril 1865.....	374
—	26. <i>États-Unis</i> . Réponse de M. Burton, ministre des États-Unis à Bogota, à la Note de M. del Real du 24 avril 1865.....	375
—	27. <i>Grande-Bretagne</i> . Réponse de M. O'Leary, consul général de la Grande-Bretagne à Bogota, à la Note de M. del Real du 24 avril 1865 .....	375
—	28. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Russell à M. Bruce, ministre de la Grande-Bretagne à Washington, exprimant les sentiments d'horreur de la nation anglaise au sujet de l'assassinat du président Lincoln.....	392
—	29. <i>États-Unis</i> . Décret pour lever les restrictions pesant sur le commerce dans diverses parties des États du Sud.....	103
Mai.....	1. <i>Colombie</i> . Circulaire de M. del Real au gouvernement de l'Amérique du Sud au sujet de la loi du 19 avril 1865 réglant la condition des étrangers.....	373
—	1. <i>Grande-Bretagne</i> . Discours du comte Russell à la Chambre des Lords sur la question de l'esclavage aux États-Unis.....	394
—	6. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Russell à M. Bruce annonçant qu'une Adresse a été présentée, par les ministres de la Reine, aux deux Chambres du Parlement à l'occasion de l'assassinat du président Lincoln.....	392
—	8. <i>Colombie</i> . Note de M. del Real au baron Goury du Roslan, ministre de France à Bogota, au sujet de la loi du 19 avril sur les étrangers.....	376
—	11. <i>Colombie</i> . Note de M. del Real à M. Burton, ministre des États-Unis à Bogota, au sujet de la loi du 19 avril sur les étrangers..	377
—	22. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Hunter à M. Bigelore, en réponse à la dépêche adressée par M. Drouyn de Lhuys à M. de Geofroy, au sujet de l'assassinat du président Lincoln.....	250
—	22. <i>États-Unis</i> . Dépêche de M. Hunter à M. Adams, le chargeant de remercier le gouvernement anglais au sujet de l'Adresse présentée au Parlement anglais.....	393
—	29. <i>États-Unis</i> . Proclamation du président Johnson touchant la réorganisation du gouvernement de l'État de la Caroline du Nord...	389
Juin.....	3. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de M. Bruce au comte Russell, annonçant qu'il ne sera plus exigé de passe-ports des individus arrivant de l'étranger aux États-Unis.....	251
—	7. <i>États-Unis</i> . Note de M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, au comte Russell, lui transmettant la réponse de son gouvernement à l'Adresse votée par le gouvernement anglais.....	393
—	9. <i>Prusse</i> . Dépêche de M. de Bismarck au prince d'Ysenbourg, en réponse à la Note du grand-duc d'Oldenbourg, relative à la convocation des États slesvico-holsteinois.....	229
—	17. <i>Prusse</i> . Discours royal pour la clôture des Chambres.....	401

1865

Pages.

Juin.....	26.	<i>Espagne.</i> Dépêche de M. Bermudez de Castro à M. Pacheco, ambassadeur d'Espagne à Rome, annonçant que le gouvernement espagnol reconnaît officiellement le royaume d'Italie.....	387
Juillet....	6.	<i>Grande-Bretagne.</i> Discours royal pour la clôture du Parlement....	396
—	6.	<i>Grande-Bretagne.</i> Proclamation de la Reine pour la dissolution du Parlement.....	398
—	27.	<i>Confédération Germanique.</i> Motion présentée à la Diète par la Bavière, la Saxe et le grand-duché de Hesse au sujet de la question des duchés de l'Elbe.....	385
—	27.	<i>Autriche.</i> Discours du Trône prononcé par l'archiduc Louis-Victor pour la clôture de la session du Reichsrath.....	381
—	30.	<i>Autriche.</i> Circulaire du comte Belcredi aux chefs des gouvernements de province exposant la ligne politique du nouveau cabinet.....	383
Août.....	1.	<i>Portugal.</i> Discours du Roi à l'ouverture des Cortès.....	399

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

F. AMYOT.



